



Ville de Lausanne

Rapport de gestion 2021



Rapport de la Municipalité de Lausanne au Conseil communal sur sa gestion pendant l'année 2021

Monsieur le Président,
Mesdames les Conseillères communales, Messieurs les Conseillers communaux,

Conformément aux articles 4 et 93c de la loi sur les communes, 20, 23, 74 et 112 du règlement du Conseil communal et 30 du règlement pour la Municipalité, cette dernière vous soumet, ci-après, le rapport sur sa gestion pendant l'année 2021.

Le rapport contient les divisions suivantes:

- Conseil communal et Municipalité;
- Direction de la culture et du développement urbain;
- Direction de la sécurité et de l'économie;
- Direction des sports et de la cohésion sociale;
- Direction du logement, de l'environnement et de l'architecture;
- Direction de l'enfance, de la jeunesse et des quartiers;
- Direction des finances et de la mobilité;
- Direction des services industriels;
- Bureau du Conseil communal;
- Registre des participations;
- Glossaire.

Table des matières

Conseil communal et Municipalité	7
Conseil communal	8
Municipalité	8
Cellule d'aide à la résolution des conflits	23
Direction de la culture et du développement urbain	27
Secrétariat municipal	30
Secrétariat général	36
Service de la culture	42
Service des bibliothèques et des archives de la Ville	50
Service de l'urbanisme	58
Contrôle des finances de la Ville de Lausanne	64
Direction de la sécurité et de l'économie	69
Secrétariat général	72
Corps de police	76
Service de protection et de sauvetage	82
Service du contrôle des habitants	93
Service de l'économie	98
Service de l'eau	107
Direction des sports et de la cohésion sociale	121
Secrétariat général sports et cohésion sociale	124
Service des sports	128
Service social lausanne	137
Service du travail	151
Service des assurances sociales	157
Direction du logement, de l'environnement et de l'architecture	165
Secrétariat général lea	168
Service du cadastre	175
Service du logement et des gérances	180
Service d'architecture	191
Service des parcs et domaines	197
Service d'organisation et d'informatique	206
Direction de l'enfance, de la jeunesse et des quartiers	213
Secrétariat général	216
Service de la petite enfance	226
Service des écoles et du parascolaire	233
Service de santé et prévention	245
Service de psychologie scolaire	251
Direction des finances et de la mobilité	257
Secrétariat général	260
Service des finances	262

Service du personnel	265
Service des routes et de la mobilité	274
Service de la propreté urbaine	284
Service achat et logistique ville	291
Direction des services industriels	299
Secrétariat général	302
Services partagés	306
Service commercial	309
Service patrimoine	313
Service production	318
Service réseaux	321
SI-REN S.A.	326
LFO S.A.	328
Bureau du Conseil communal	331
Registre des participations 2021	337
Glossaire	377



Conseil communal et Municipalité

Conseil communal

Le Conseil communal a tenu, pour l'année 2021, 23 séances, dont 18 dites longues (22 séances ordinaires en 2020, dont 19 dites longues). Il a reçu 16 pétitions; 0 motion, 75 postulats et 3 projets de règlement ont été déposés; 29 interpellations et 17 questions écrites ont été adressées à la Municipalité par des membres du Conseil. Plus de détails se trouvent dans le rapport du Bureau du Conseil communal (page 332) et sur la page internet du Conseil communal de Lausanne tenue à jour tout au long de l'année:

<https://www.lausanne.ch/officiel/conseil-communal/seances/depots-enregistres.html>.

La Municipalité lui a présenté les préavis (respectivement rapports-préavis) suivants:

Culture et développement urbain	16 préavis
Sécurité et économie	10 préavis
Sports et cohésion sociale	3 préavis
Logement, environnement et architecture	5 préavis
Enfance, jeunesse et quartiers	5 préavis
Finances et mobilité	12 préavis
Services industriels	9 préavis
Total	60 préavis

Municipalité

Composition

Du 1er janvier au 30 juin 2021

	Titulaires	Suppléant-e-s
Culture et développement urbain	M. Grégoire Junod	M. Pierre-Antoine Hildbrand
Sécurité et économie	M. Pierre-Antoine Hildbrand	M ^{me} Natacha Litzistorf
Sports et cohésion sociale	M. Oscar Tosato	M ^{me} Florence Germond
Logement, environnement et architecture	M ^{me} Natacha Litzistorf	M. Grégoire Junod
Enfance, jeunesse et quartiers	M. David Payot	M. Oscar Tosato
Finances et mobilité	M ^{me} Florence Germond	M. Jean-Yves Pidoux
Services industriels	M. Jean-Yves Pidoux	M. David Payot

Du 1er juillet au 31 décembre 2021

	Titulaires	Suppléant-e-s
Culture et développement urbain	M. Grégoire Junod	M ^{me} Florence Germond
Sécurité et économie	M. Pierre-Antoine Hildbrand	M ^{me} Xavier Company
Sports et cohésion sociale	M ^{me} Émilie Moeschler	M. David Payot
Logement, environnement et architecture	M ^{me} Natacha Litzistorf	M. Pierre-Antoine Hildbrand
Enfance, jeunesse et quartiers	M. David Payot	M ^{me} Émilie Moeschler
Finances et mobilité	M ^{me} Florence Germond	M. Grégoire Junod
Services industriels	M. Xavier Company	M ^{me} Natacha Litzistorf

Délégations municipales pour la législature 2021-2026

Délégation	Présidence	Membres
Délégation Métamorphose	M. Grégoire Junod	M ^{me} Natacha Litzistorf M ^{me} Florence Germond
Commission immobilière	M. Grégoire Junod	M. Pierre-Antoine Hildbrand M ^{me} Natacha Litzistorf
Délégation au personnel	M. Grégoire Junod	M. David Payot M ^{me} Florence Germond

Comité d'audit	M. Grégoire Junod	M. Pierre-Antoine Hildbrand M ^{me} Florence Germond
Délégation à l'économie et au commerce	M. Pierre-Antoine Hildbrand	M. Grégoire Junod M. Xavier Company
Délégation à l'observatoire de la sécurité et des discriminations	M. Pierre-Antoine Hildbrand	M ^{me} Émilie Moeschler M ^{me} Florence Germond
Délégation Pôle Gare	M ^{me} Natacha Litzistorf	M. Pierre-Antoine Hildbrand M ^{me} Florence Germond
Délégation informatique	M ^{me} Natacha Litzistorf	M. David Payot M. Grégoire Junod
Délégation au climat et à l'environnement	M ^{me} Natacha Litzistorf	M. Grégoire Junod M ^{me} Florence Germond M. Xavier Company
Délégation à la politique des quartiers	M. David Payot	M ^{me} Émilie Moeschler M ^{me} Natacha Litzistorf
Délégation à l'urbanisme et à la mobilité	M ^{me} Florence Germond	M. Grégoire Junod M. Pierre-Antoine Hildbrand M ^{me} Natacha Litzistorf
Délégation aux chantiers	M ^{me} Florence Germond	M. Pierre-Antoine Hildbrand M ^{me} Natacha Litzistorf M. Xavier Company
Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (CPCL)	Délégués de La Municipalité: M. Grégoire Junod, M. Pierre-Antoine Hildbrand, M ^{me} Florence Germond	

Durant l'année, la Municipalité a tenu 43 séances. Elle a notamment adressé au Conseil communal les préavis et rapports-préavis dont la liste suit.

Préavis et rapports-préavis adressés au Conseil communal

Culture et développement urbain

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
28.09.2021	07	Réponse au postulat de M. Daniel Dubas et consorts – Renforcer la politique lausannoise en faveur de la solidarité internationale
08.06.2021	14	Modification du règlement intercommunal sur la taxe de séjour
En cours	17	Plan directeur communal (PDCOM) – "Lausanne 2030"
11.05.2021	19	Réponse au projet de révision totale du règlement Conseil communal du 12.11.1985 de M ^{me} Thérèse de Meuron et au projet de règlement de M. Fabrice Moscheni "Améliorer la gouvernance du Conseil communal"
08.06.2021	20	Plaines-du-LoupPlaines-du-Loup – premier plan partiel d'affectation – pièce urbaine D – Projet de construction de cinq immeubles conformes au concept de société à 2000 watts et de réalisation des aménagements extérieurs
En cours	21	Réponse au postulat de M ^{me} Thérèse de Meuron visant à demander à la Municipalité d'établir l'inventaire des missions que Lausanne doit, pour des raisons légales, exécuter ou décide, parce qu'elle les juge indispensables pour le bien de ses administrés, de se les donner
09.11.2021	22	Projet Métamorphose Plaines-du-Loup, premier plan partiel d'affectation – Demande de crédit d'ouvrage pour la réalisation des aménagements définitifs des espaces publics et du parc du Loup – Demande de crédit pour le raccordement provisoire des cinq pièces urbaines au réseau de distribution d'électricité des Services industriels
En cours	25	Réponse aux postulats de M. Mathieu Blanc et consorts "Un plan d'action pour lutter contre la bureaucratie et la surréglementation communale" et de M. Jacques Pernet "Demande à la Municipalité d'étudier l'inclusion d'un chapitre "transversal" intitulé "retombées économiques" dans les préavis et rapport-préavis"
14.12.2021	37	Etablissement d'une zone réservée communale selon l'article 46 LATC, concernant le secteur «Au Château Fallot»
14.12.2021	38	Participation de Lausanne à l'exposition nationale NEXPO – Demande de crédit de fonctionnement.
14.12.2021	46	Autorisation générale de plaider 2021-2026
14.12.2021	47	Autorisation générale de constituer des associations et des fondations ou d'y adhérer, de constituer des sociétés commerciales ou d'acquérir des participations dans ces sociétés, en application de l'article 20, lettre g du règlement du Conseil communal
08.12.2021	53	Autorisation générale de statuer sur les acquisitions d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières et sur les aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers
En cours	54	Réponse au postulat de M. Benoît Gaillard Benoît et consorts "Inventaire et promotion des cafés, restaurants, bistros, brasseries et pintes historiques de Lausanne"
En cours	55	Utilisons du bois suisse pour notre métamorphose

En cours	56	Projet Métamorphose – Demande de crédit d'étude pour l'organisation d'un concours et la conduite des études pour les espaces publics pour le secteur nord-ouest de l'écoquartier des Prés-de-Vidy – Demande de crédit dédié à l'optimisation de l'établissement horticole des Prés-de-Vidy – Demande de crédit d'étude pour l'organisation d'un concours et la conduite des études pour un complexe scolaire pour le secteur nord-ouest de l'écoquartier des Prés-de-Vidy – Demande de crédit d'étude pour l'organisation d'un concours et la conduite des études pour les espaces publics pour la deuxième étape des Plaines-du-Loup – Demande de crédit d'étude pour l'organisation d'un concours et la conduite des études pour un complexe scolaire pour la deuxième étape des Plaines-du-Loup – Demande de crédit d'étude pour la planification du développement de l'écoquartier des Prés-de-Vidy, la conduite des études d'accompagnement au développement du projet de la deuxième étape des Plaines-du-Loup et la poursuite des actions de communication et des démarches participatives liées au programme Métamorphose
----------	----	---

Sécurité et économie

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
En cours	03	Revitalisation des sources de la plaine de Mauvernay
14.09.2021	05	Protection contre les crues – Projet «galerie du ruisseau de Broye», «renaturation de la Chamberonne» et «île aux oiseaux migrateurs»
En cours	09	Réponse au postulat de M. Henri Klunge "Un drone, mais pour quoi faire?"
09.11.2021	29	Demande de crédit complémentaire au 2018/10 – Remplacement des conduites du Pays-d'Enhaut et du Pont-de-Pierre au lieu-dit «Pont de Fenil» à St-Légier
08.06.2021	30	Reprise du réseau d'eau potable de la Commune de Bussigny
En cours	42	Vidéosurveillance du stade de la Tuilière
12.10.2021	43	Ouvertures nocturnes des magasins à Lausanne durant le mois de décembre: modification du Règlement communal lausannois sur les heures d'ouverture et de fermeture des magasins (RHOM)
En cours	45	Renouvellement du Système d'information central de la Police cantonale vaudoise, de la Police municipale de Lausanne et des autres polices communales vaudoises
En cours	51	Construction d'un abri public de protection civile
En cours	57	Politique municipale d'inclusion des personnes LGBTIQ+

Sports et cohésion sociale

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
27.04.2021	01	Réponse au postulat de M ^{me} Françoise Piron – Des horaires d'ouverture des piscines lausannoises à ciel ouvert élargis afin de favoriser l'exercice physique des utilisateurs et utilisatrices de toutes les tranches d'âge!
28.09.2021	18	Assainissement et entretien d'installations sportives – demande de crédit-cadre 6 ^e étape (2022-2026)
En cours	28	Réponse au postulat de M. David Raedler "Un accès libre à nos "belles rives" pour toutes et tous" et à la pétition de M. Bertrand Dumusc "Pétition Bellerive Lausanne lac et piscine en harmonie de mai à septembre. Ne changeons rien"

Logement, environnement et architecture

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
22.06.2021	15	Objectifs canopée – Stratégie d'arborisation de la Ville de Lausanne
14.09.2021	24	Premières mesures du Plan climat et stratégie de financement
23.11.2021	36	Modernisation du système d'information de la Ville de Lausanne pour la période 2022-2026 – Demande de crédit d'investissement
14.12.2021	41	Financement des projets informatiques non couverts par un préavis spécifique – Crédit-cadre annuel
14.12.2021	44	Travaux de rénovation et de réhabilitation des parcs et domaines – Crédit-cadre annuel 2022

Enfance, jeunesse et quartiers

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
En cours	10	Rénovation intérieure partielle du temple de Sévelin et raccordement au réseau de chauffage à distance de la Ville de Lausanne
En cours	11	Réponse aux postulats de M ^{me} Florence Germond "Pour un renforcement de la prise en charge extra-scolaire des écolières et écoliers de 5 ^e et 6 ^e année primaire" et de M. Manuel Donzé "Les devoirs surveillés à Lausanne: va-t-on vers une dégradation des conditions de ces prestations?"
En cours	33	Réponse au postulat de M. Manuel Donzé "Créer du lien intergénérationnel à travers les cantines scolaires"
En cours	35	Réponse au postulat de M ^{me} Magali Crausaz-Mottier "Pour la création d'un Fonds pour les établissements scolaires"

Finances et mobilité

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
En cours	04	Réponse à six postulats et trois pétitions relatifs au rééquilibrage du partage de l'espace public en faveur de la mobilité active. Réponse aux postulats de M. Manuel Donzé "Une rue Marterey 100% piétonne", de M. Vincent Brayer "De la route à la rue, de M. Denis Corboz "De nouveaux destins pour nos places de parking", de M ^{me} Christine Goumaz "De l'espace dans nos rues pour déconfiner l'été", de M. Valéry Beaud "Rééquilibrons les emprises sur le domaine public en faveur de la mobilité douce et de la convivialité" et de Mme Aude Billard "Aménagements routiers pour séparer mobilité piétonne, cycliste et automobile" et des pétitions de M. Denis Bochatay "Pour une rue Couchirard conviviale", de Mme Anne Lise Noz et consorts "Marterey pour tous" et de M. Christoph Urwyler "Pour des mesures efficaces contre les nuisances du trafic routier"
08.06.2021	08	Projet d'agglomération Lausanne-Morges (PALM 2016) – Mobilité active Octroi d'un crédit pour l'étude des projets et la réalisation des mesures en priorité A
En cours	13	Réponse au postulat de M ^{me} Maria Velasco "Pour une place Centrale conviviale et accueillante"
En cours	2021/13	Réponse aux postulats de M ^{me} Sarah Neumann et consorts "Femme en marche: un autre regard sur l'espace urbain", de M. Valéry Beaud "Pour une véritable stratégie de requalification de l'espace public" et de M. Guy Gaudard et consorts "La Place de la Sallaz aux piétons"
28.09.2021	16	Réaménagement de diverses places de jeux – 4 ^e étape
08.06.2021	26	Réponse au postulat de M. Vincent Brayer "Lausanne demain, une ville plus solidaire: vers une rationalisation du plan des investissements favorisant l'économie locale"
08.06.2021	27	Crédits supplémentaires pour 2021 (1 ^{re} série)
08.12.2021	48	Fixation du plafond d'endettement pour la législature 2021-2026
14.12.2021	49	Autorisations d'achats pour l'exercice 2022
14.12.2021	50	Crédits supplémentaires pour 2021 (2 ^e série)
08.12.2021	51	Budget de fonctionnement 2022
14.12.2021	52	Crédits-cadres annuels 2022

Services industriels

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
25.05.2021	02	Vente d'actifs 125 kV sur la ligne La Veyre
25.05.2021	06	Sécurisation de l'approvisionnement de la zone du Biopôle, extension du réseau de chauffage à distance sur la Commune d'Epalinges, partenariat pour la production de chaleur renouvelable
En cours	12	Réponse aux postulats de Mme Aude Billard et consorts "Changer la ville pour préserver le climat: développer le solaire sur des infrastructures du territoire communal" et de M. Arnaud Thiéry et consorts "Changer la ville pour préserver le climat: penser en réseau la fourniture de froid"
08.06.2021	26	Réponse à la pétition de M. Kyril Gosswiler "Pour la transparence du Contrôle des finances de la Ville de Lausanne (CFL)"
14.09.2021	31	Evolution du logiciel de gestion d'entreprise des Services industriels (SIL)
14.09.2021	32	Financement des prestations de services énergétiques des Services industriels (SIL)
28.09.2021	34	Financement du programme de valorisation de la chaleur géothermique Campagne de recherche en surface. Création de la société anonyme GEOOL S.A. et forages à l'ouest de l'agglomération
23.11.2021	39	Chauffage à distance: renouvellement de l'installation de traitement de l'eau
14.12.2021	40	Crédit-cadre 2022-2026 (législature 2021-2026) pour le renouvellement et la modernisation du réseau de distribution électrique

Initiatives en attente de réponse, renvoyées à la Municipalité avant le 31 décembre 2021**Motions en attente de réponse**

Néant

Postulats en attente de réponse**Culture et développement urbain**

Autrice ou auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Evéquoz Séverine	Quel avenir pour le Pavillon Rousseau et l'herbier vivant de Rosalie de Constant au domaine de la Chablière	24.05.2016	07.06.2016	30.06.2021
Payot David	Pour une médiation administrative communale	16.02.2016	07.03.2017	30.06.2021
Beetschen Véronique	Une plateforme 'last minute' pour l'offre culturelle lausannoise	07.03.2017	04.04.2017	30.06.2021
Carrel Matthieu	Protection du patrimoine et densification: plus de sécurité et de prévisibilité	05.09.2017	09.10.2018	30.06.2021

Panchard Ilias	Pour une meilleure protection de la jeunesse face à la fumée passive	06.11.2018	20.11.2018	31.01.2022
Company Xavier	Amélioration énergétique pour tou-te-s, avec privilèges!	12.03.2019	09.04.2019	30.06.2021
Manzoni Laura	La désaffectation des Halles CFF de Sébeillon : et la lutte contre les changements climatiques?	08.10.2019	19.11.2019	30.06.2021
Dana Louis	Carte Cultissime et PassSport: marrions-les!	19.05.2020	09.06.2020	31.12.2020
Chenaux Mesnier Muriel	Pour un nouveau projet de Maison du Livre et du Patrimoine	19.05.2020	06.09.2020	31.12.2020
Billard Aude	Pour une prise de conscience de nos préjugés de genre, et en tout genre	25.08.2020	08.09.2020	31.03.2021
Briod Alix Olivier	Lutte contre le travail au noir dans l'intérêt des employés, des employeurs et de la ville de Lausanne	02.10.2018	22.09.2020	31.03.2021
Beaud Valéry	Conservation du stade olympique de la Pontaise: de la contrainte à l'opportunité	08.09.2020	22.09.2020	31.03.2021
Raedler David	Un marché culinaire pour Lausanne	04.12.2018	03.11.2020	31.05.2021
Thièry Arnaud	Pour la transparence de la vie politique	24.11.2020	09.12.2020	30.06.2021
Dakkus Sima	Urbanisme et qualité de vie	24.11.2020	09.12.2020	30.06.2021
Gendre Jean-Pascal	Préemption et transparence	09.03.2021	30.03.2021	31.10.2021
Piguet Antoine	Pour une Commission consultative de la culture	09.03.2021	30.03.2021	31.10.2021
Martinho José	Smartvote à chaque élection communale	09.03.2021	30.03.2021	31.10.2021
Pernet Jacques	La Culture	11.05.2021	25.05.2021	30.11.2021

Sécurité et économie

Autrice ou auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Pernet Jacques	Quel futur pour le commerce lausannois?	07.06.2016	06.09.2016	30.06.2021
Gaudard Guy	'Métamorphose' de la sécurité, renforçons la police de proximité!	31.01.2017	21.03.2017	30.06.2021
Bettschart-Narbel Florence	Pour une redynamisation du commerce lausannois	14.02.2017	21.03.2017	30.06.2021
Stauber Philipp	Pour un décompte des frais d'eau équitable, transparent et écologique selon le principe du pollueur-payeur	20.09.2016	04.04.2017	30.06.2021
Carrel Matthieu	Des bains d'hiver à Lausanne	04.04.2017	02.05.2017	30.06.2021
Picard Bertrand	P+R+S: Parc'n'ride'n'shop	06.12.2016	14.11.2017	30.06.2021
Corboz Denis	Développement de l'aide de livraison à domicile	04.04.2017	24.04.2018	30.06.2021
Miauton Philippe	Rendre Lausanne plus riche	06.12.2016	08.05.2018	30.06.2021
Company Xavier	Moins de sachets dans les marchés, et recyclables!	09.04.2019	07.05.2019	30.06.2021
Tripet Nicolas	Taxes et bureaucratie: simplifier la vie des commerçants	07.05.2019	21.05.2019	30.06.2021
Piguet Antoine	Un marché végétal à la Riponne	23.06.2020	08.09.2020	31.03.2021
Billard Aude	Les trottoirs ne sont pas des parkings	05.11.2019	24.11.2020	31.05.2021
Alvarez Henry Caroline	Décès de lausannoises et de lausannois: vers une simplification des démarches administratives pour les familles proches	24.11.2020	12.01.2021	30.06.2021
Alvarez Henry Caroline	Help! Site internet de la Ville de Lausanne: trouver facilement l'information sur l'aide en cas de violences conjugales	08.12.2020	12.01.2021	31.07.2021
Rossi Vincent	Lutter efficacement contre le bruit excessif des deux-roues motorisés et autres engins bruyants à Lausanne	04.12.2018	16.02.2021	31.08.2021
Gaillard Benoît	Améliorer l'information et l'accompagnement des personnes qui s'estiment victimes de mauvais traitements par la police	12.02.2019	09.03.2021	30.09.2021
Piguet Antoine	Pour la création d'un fonds communal d'aide aux entreprises lausannoises touchées par les mesures de restrictions de lutte contre le Covid19 (FONDS COVID-19)	09.06.2020	23.03.2021	30.09.2021
Gaillard Benoît	Une aide communale d'urgence pour les indépendant-e-s, travailleuses/eurs domestiques et petit-e-s entrepreneurs/euses de Lausanne	09.06.2020	23.03.2021	30.09.2021
Crole-Rees Anna	Après l'environnement, la sécurité et la mobilité: le bien-être social et économique de la population lausannoise!	09.03.2021	30.03.2021	31.10.2021
Bettens Eric	Le couperet tombe sur le plastique à usage unique	08.06.2021	31.08.2021	28.02.2022

Sports et cohésion sociale

Autrice ou auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Rebeaud Laurent	Demande d'une étude sur la faisabilité et l'opportunité d'une expérience pilote dans la perspective du revenu de base inconditionnel (RBI)	06.10.2015	12.04.2016	30.06.2021
Genoud Alice	Pour que les 20-30 ans puissent aussi monter dans le bus	20.03.2018	28.05.2019	30.06.2021
Michaud Gigon Sophie	Le sport pour tous commence dans les quartiers	23.05.2017	15.10.2019	30.06.2021
Piron Françoise	Pour une politique inclusive de la mobilité en Ville en termes de genre et d'intergénération	05.11.2019	19.11.2019	30.06.2021

Cachin Jean-François	Les habitants des zones foraines de la commune de Lausanne demandent l'égalité de traitement en matière de tarifs de transports publics (Mobilis) tels qu'appliqués aux habitants de la ville de Lausanne et à ceux des communes de l'agglomération lausannoise	11.02.2020	03.03.2020	30.09.2020
Teuscher Joël	Livraisons écologiques et sociales pour les plus fragiles et dans tous les commerces	19.05.2020	09.06.2020	31.12.2020
Misiego Céline	Casiers solidaires	11.09.2018	03.11.2020	31.05.2021
Manzoni Laura	Pour une nouvelle affectation des montants de l'Allocation d'aide au logement afin d'assurer l'accès à des logements abordables pour les Lausannois-e-s	03.11.2020	24.11.2020	31.05.2021
Klunge Henri	Une prime aux clubs sportifs méritants	24.11.2020	09.12.2020	30.06.2021
Carrel Matthieu	Un avenir pour les compétitions d'athlétisme internationales à Lausanne: quel plan de course?	12.01.2021	26.01.2021	31.07.2021
Dana Louis	Grimpons!	26.01.2021	09.02.2021	31.08.2021
Joosten Robert	Pour une étude sur la solitude à Lausanne	26.01.2021	09.02.2021	31.08.2021
Rastorfer Jacques-Etienne	Pour une allée des étoiles du sport à Lausanne	11.05.2021	25.05.2021	30.11.2021
De Vargas Samuel	Le drug checking, un outil supplémentaire en matière de réduction des risques liés à la consommation de stupéfiants	23.11.2021	14.12.2021	01.07.2022

Logement, environnement et architecture

Autrice ou auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Knecht Evelyne	Pour du logement social partagé	08.05.2012	15.05.2013	30.06.2020
Knecht Myrèle	Pour que figure un paragraphe concernant la mise en oeuvre spécifique de l'accessibilité universelle dans tout rapport-préavis concernant le domaine bâti (nouvelles constructions, rénovations) concerné par la LHand	19.11.2016	07.12.2016	30.06.2021
Nsengimana Nkiko	Pour une étude et des mesures relatives à la sous-location abusive via les plateformes d'hébergement telle qu'Airbnb	12.04.2016	13.12.2016	30.06.2021
Evéquoz Séverine	Pour des mesures d'accompagnement nature, paysage et espace public au sein du Projet d'agglomération Lausanne-Morges, en particulier pour les Axes forts de transports urbains (AFTPU)	24.05.2016	03.10.2017	30.06.2021
Gaudard Guy	Hôtellerie des Chevreuils	19.09.2017	03.10.2017	30.06.2021
Michaud Gigon Sophie	Pour favoriser une optimisation de l'utilisation des surfaces habitables	17.01.2017	30.01.2018	30.06.2021
Sangra Marie-Thérèse	Pour mettre fin à la pénurie de logement pour la faune ailée de nos villes!	12.06.2018	26.06.2018	30.06.2021
Pascuas Zabala Esperanza	Pour une mixité sociale à La Bourdonnette	15.01.2019	12.02.2019	30.06.2021
Piron Françoise	Des gestes simples au quotidien pour petits et grands pour la préservation des espèces dans nos jardins, terrasses et balcons en ville	21.05.2019	11.06.2019	30.06.2021
Philippez Roland	Adapter les logements pour favoriser le maintien à domicile des séniors	11.06.2019	10.09.2019	30.06.2021
Moscheni Fabrice	Un restaurant de la Ville dédié à l'intégration des personnes handicapées	22.05.2018	08.10.2019	30.06.2021
Conscience Pierre	Aéroport de la Blécherette: en finir avec un vestige du passé	10.12.2019	28.01.2020	31.07.2020
Beaud Valéry	Pour une évaluation des impacts économiques et des coûts sociétaux de l'aéroport de la Blécherette	10.12.2019	28.01.2020	31.07.2020
Gaillard Benoît	Un mécanisme dynamique pour réduire les nuisances de l'aéroport de la Blécherette	14.01.2020	28.01.2020	31.07.2020
Pernet Jacques	Quelles seraient les conséquences d'une suppression de l'aéroport de la Blécherette sur l'économie lausannoise et vaudoise	14.01.2020	28.01.2020	31.07.2020
Carrel Matthieu	Planification des rénovations des établissements de la Ville	03.03.2020	19.05.2020	30.11.2020
Gnoni Sara	Limites planétaires: prenons nos décisions pour le bien-être de chacune et chacun	19.05.2020	09.06.2020	31.12.2020
Roch Karine	Pour des pratiques d'entretien des espaces verts et des espaces publics réellement respectueuses des insectes et de la biodiversité	09.06.2020	23.06.2020	31.12.2020
Moscheni Fabrice	Un arbre Lausannois comme dernier repos	06.11.2018	09.12.2020	30.06.2021
Tripet Nicolas	Transformation digitale: la Ville de Lausanne concernée	06.11.2018	12.01.2021	31.07.2021
Billard Aude	Téléconférence pendant la période de lutte contre la propagation du Covid-19 et au-delà	08.12.2020	12.01.2021	31.07.2021
Panchard Ilias	Des alternatives locales et écologiques au béton	26.01.2021	09.02.2021	31.08.2021
Crole-Rees Anna	Durabilité : pour des débats éclairés au Conseil communal	09.02.2021	09.03.2021	30.09.2021
Manzoni Laura	Pour des matériaux durables en alternative au béton en ville de Lausanne	09.02.2021	09.03.2021	30.09.2021
Hubler Alain	Des mini-forêts Miyawaki pour Lausanne?	09.03.2021	30.03.2021	31.10.2021
Piron Françoise	Nos parcs et jardins méritent des poubelles esthétiques et adaptées!	25.05.2021	08.06.2021	30.11.2021
Crole-Rees Anna	Plan Climat - soyons réalistes!	08.06.2021	31.08.2021	31.03.2022
Bettschart-Narbel Florence	Pour une véritable planification des rénovations des immeubles lausannois	08.06.2021	31.08.2021	28.02.2022

Chenaux Mesnier Muriel	Mise en oeuvre du plan climat: et les immeubles de la CPCL?	12.10.2021	23.11.2021	31.05.2022
Racine Joëlle	Pour une gérance de la ville plus humaine en matière de logements	09.11.2021	23.11.2021	31.05.2022
Brayer Vincent	Priorisation des rénovations énergétiques de bâtiments, emprunts et calculs d'opportunité	09.11.2021	23.11.2021	31.05.2022
Pernet Jacques	Plus d'égards pour nos fidèles compagnons à quatre pattes	02.10.2018	23.11.2021	31.05.2022
Chenaux Mesnier Muriel	Pour une stratégie digitale ambitieuse, sûre et durable	23.11.2021	14.12.2021	31.07.2021

Enfance, jeunesse et quartiers

Autrice ou auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Knecht Myrèle	Pour que Lausanne adopte une stratégie d'élimination des inégalités et d'intégration professionnelle des personnes en situation de handicap	19.11.2013	25.11.2014	30.06.2021
Bergmann Sylvianne	Pour des mesures visant à favoriser l'engagement de personnes handicapées	03.12.2013	25.11.2014	30.06.2021
Felli Romain	Pédibus 2.0: que roule le cyclobus!	13.06.2017	05.09.2017	30.06.2021
Rastorfer Jacques-Etienne	Pour une récréation des cours de récréation	22.08.2017	05.09.2017	30.06.2021
Messere Anita	Des crèches dehors par tous les temps, un succès fou!	06.03.2018	24.04.2018	30.06.2021
Bettschart-Narbel Florence	Pour une communication moderne entre les parents, l'école, l'accueil de jour et les services de l'administration	02.10.2018	06.11.2018	30.06.2021
Aubert Eliane	Animation socioculturelle lausannoise: Faut-il municipaliser la FASL? Définir une véritable politique publique avec des outils de pilotage	08.05.2018	25.06.2019	30.06.2021
Richard-De Paolis Paola	20 ans d'APEMS... 'Nous avons la quantité, quid de la qualité?' L'accueil pour Enfants en Milieu Scolaire mérite désormais évaluation	28.08.2018	08.10.2019	30.06.2021
Brayer Vincent	Vers une politique municipale spécifique pour les ludothèques lausannoises	05.11.2019	19.11.2019	30.06.2021
Brayer Vincent	Pour chaque nouveau quartier, une ludothèque!	05.11.2019	19.11.2019	30.06.2021
Gaillard Benoît	Objectif 100%. Pour un plan d'investissement et de développement de l'accueil de jour des enfants à Lausanne en vue d'atteindre la couverture complète des besoins	15.01.2019	19.04.2020	30.11.2020
Moscheni Fabrice	Créons un terrain multisport football/basket pour les quartiers de Montchoisi, Chandieu, Jurigoz et alentours	23.06.2020	08.09.2020	31.03.2021
Misiego Céline	Tampons et serviettes hygiéniques mis à disposition gratuitement dans les établissements scolaires	25.08.2020	08.09.2020	31.03.2021
Misiego Céline	Favorisons des camps scolaires écologiques	12.02.2019	16.02.2021	31.08.2021
Kamenica Musa	Plages accessibles	09.03.2021	30.03.2021	31.10.2021
Fonte Giuseppe	Pour une accessibilité vraiment universelle à Lausanne	23.03.2021	27.04.2021	31.10.2021
HO Ngoc Huy	Pour une location des locaux des collèges destinés aux associations	08.06.2021	31.08.2021	28.02.2022

Finances et mobilité

Autrice ou auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Aubert Eliane	Pour étudier l'introduction du coworking dans l'administration lausannoise	15.03.2016	21.03.2017	30.06.2021
Carvalho Arruda Carine	Une politique publique pour toutes et tous: analyse budgétaire en termes de genre et d'égalité entre femmes et hommes	07.03.2017	04.04.2017	30.06.2021
Brayer Vincent	Mobilité dans la Métropole, une offre découverte 3 mois pour les nouveaux arrivants	26.06.2018	28.08.2018	30.06.2021
Triplet Nicolas	Pour une vue d'ensemble réaliste et actuelle du trafic	28.08.2018	11.09.2018	30.06.2021
Dupuis Johann	Pour un fonds d'assainissement et d'indemnisation en matière de bruit routier	08.05.2018	19.03.2019	30.06.2021
Kamenica Musa	Pour des aménagements à la route de la Clochette à Sauvabelin	12.03.2019	09.04.2019	30.06.2021
Klunge Henri	Le sel pour la cuisine, pas pour nos routes!	11.06.2019	10.09.2019	30.06.2021
Messere Anita	Pour une application intuitive et populaire pour se déplacer à Lausanne	11.06.2019	10.09.2019	30.06.2021
Corboz Denis	Taxe sur les locaux commerciaux vacants	06.03.2018	08.10.2019	30.06.2021
Piron Françoise	Pour favoriser le développement des postes à deux	28.01.2020	03.03.2020	30.09.2020
Manzoni Laura	Un 13 ^e salaire pour tout le personnel auxiliaire et mensualisé de la Ville de Lausanne	12.02.2019	19.05.2020	30.11.2020
Kamenica Musa	CV anonymes dans les fonctions publiques et les institutions subventionnées par la Ville de Lausanne	03.11.2020	24.11.2020	31.05.2021
Klunge Henri	Une multimodalité accessible	24.11.2020	09.12.2020	30.06.2021
Dubas Daniel	Une stratégie pour les achats publics durables	08.12.2020	12.01.2021	31.07.2021
Perrin Sarra	Redynamiser la rue du Midi, favoriser la mobilité douce entre la Gare et fa place Saint-François	26.01.2021	09.02.2021	31.08.2021

Perrin Sarra	Lausanne, ville de fontaines?	26.01.2021	09.02.2021	31.08.2021
Beaud Valéry	Pour une liaison piétonne efficace entre la Gare du Flon et la Gare CFF	19.05.2020	09.03.2021	30.09.2021
Piron Françoise	Visons la parité dans tous les secteurs de l'administration communale	09.02.2021	09.03.2021	30.09.2021
Rastorfer Jacques-Etienne	Pour une campagne ludique contre les souillures des chewing-gums	09.03.2021	30.03.2021	31.10.2021
Gaillard Benoît	Un emprunt populaire de solidarité pour financer la relance à Lausanne	09.06.2020	27.04.2021	31.10.2021
Misiego Céline	Après les plans de confinement et les plans de reprise, un plan d'action pour une reprise sociale, écologique et solidaire à Lausanne	25.08.2020	27.04.2021	31.10.2021
Picard Bertrand	Des couverts à vélos aux principales stations de bus TL	23.03.2021	27.04.2021	31.10.2021
Henchoz Jean-Daniel	Pour l'aménagement d'une place majeure et centrale à Chauderon	27.04.2021	25.05.2021	30.11.2021
Chenaux Mesnier Muriel	Pour un environnement urbain égalitaire, donnons une meilleure visibilité aux femmes illustres lausannoises dans notre espace public	27.04.2021	25.05.2021	30.11.2021
Berguerand Anne	Ressourcerie à la déchetterie, et si on allait plus loin?	08.06.2021	31.08.2021	28.02.2022
Chenaux Mesnier Muriel	Pour plus d'espaces de jeu à Lausanne «ville amie des Enfants»	09.06.2020	28.09.2021	31.03.2022
Cachin Jean-François	N'oublions pas la prolongation du métro m2	09.11.2021	23.11.2021	31.05.2022
Piron Françoise	Pour l'adoption par la Municipalité de Lausanne d'un "Plan d'actions urgence climat au travail!"	04.12.2018	23.11.2021	31.05.2022
Raedler David	Des nuits sans trafic pour le bien de la santé des lausannoises et lausannois	09.04.2019	23.11.2021	31.05.2022

Services industriels

Autrice ou auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Zangger Anna	Pour la promotion des véhicules électriques sur le domaine communal	02.05.2017	09.11.2018	30.06.2021
Teuscher Joël	Changer la ville pour préserver le climat: du stockage pour l'électricité communale	07.05.2019	21.05.2019	30.06.2021
Stauber Philipp	Accord-cadre avec l'Union européenne: quel impact sur la commune?	24.04.2018	10.09.2019	30.06.2021
Klunge Henri	De l'air pour les lausannois, de l'hydrogène pour leurs transports	27.08.2019	10.09.2019	30.06.2021
Sangra Marie-Thérèse	Pour un éclairage public nocturne sans pollution lumineuse	27.04.2021	25.05.2021	30.11.2021
Longchamp Françoise	De la lumière pour les aînés	08.06.2021	31.08.2021	28.02.2022

Règlement en attente de réponse

Autrice ou auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Fabrice Moscheni	Mieux protéger les policières et policiers	04.06.2018	09.02.2021	31.08.2021

Pétitions renvoyées par le Conseil communal en attente de réponse

Renvoi pour examen et rapport-préavis (art. 73, let. a RCCL)

Auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Corthésy Bruno	Pour la réalisation d'un passage piéton direct entre la gare du Flon et la gare CFF parallèle au tunnel du m2	30.01.2018	28.05.2019	30.11.2019
Urwiler Christoph	Pour la préservation du patrimoine et de l'identité du quartier Dufour/Fontenay/Reposoir/Mont-d'Or/Fleurettes	11.06.2019	06.10.2020	30.04.2021
Collectif Sous-Gare (M ^{me} Nathalie Chèvre)	Non à la construction d'une nouvelle antenne 5G dans une zone densément peuplée	05.11.2019	10.11.2020	31.05.2021
Croset Sylvain	Pour une mobilité à taille humaine à Lausanne. Contre le trafic des véhicules individuels surdimensionnés	10.12.2019	24.04.2021	31.10.2021
Fürst Robert	Pour l'obtention d'un Chien de Soutien émotionnel accompagnant la Police municipale de Lausanne	03.03.2020	27.04.2021	31.10.2021
Société de développement de Chailly	Pour la préservation des témoins d'une agriculture urbaine et d'un marché permanent de proximité	25.08.2020	12.10.2021	30.04.2022
Moscheni Arthur	Construction d'un terrain multisports dans le quartier de Croix-d'Ouchy	22.09.2020	12.10.2021	30.04.2022
Bron Alain	Un plan lumière, aussi pour les passages piétons	12.01.2021	12.10.2021	30.04.2022
Comité "Les oreilles cassées de Mon-Repos"	Pour un droit au sommeil de tou-te-s les habitant-e-s	09.03.2021	23.11.2021	31.05.2022

Renvoi pour examen et communication (art. 73, let b RCCL)

Auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Parti Démocrate-chrétien lausannois (PDC Lausanne)	Stop à la pénurie de places de crèches à Lausanne!	09.12.2014	27.10.2015	30.06.2020
Bögli Josiane	Pour la préservation du jardin agrémentant les immeubles du chemin de Levant 1, 3 et 5 à Lausanne	06.12.2016	19.09.2017	30.06.2020
Comité de soutien du Milan	Sauvons le restaurant Le Milan	29.01.2019	25.06.2019	31.12.2019
Bourqui Philippe	Pétition visant à instaurer un délai de réponse légal pour les administrations ou les Conseillers Municipaux destinataire	29.01.2019	06.10.2020	30.04.2021
Joly Alain	NON aux expulsions des habitants de 160 logements!	09.04.2019	06.10.2020	30.04.2021
Pilet Christiane	Pour la sauvegarde intégrale de la campagne de Rovéréaz: renonçons à toute nouvelle construction sur ce site exceptionnel!	10.12.2019	10.11.2020	31.05.2021
Gossweiler Kyril	Procédure de traitement des pétitions concernant les affaires communales	09.06.2020	24.11.2020	31.05.2021
Collectif des Jardins de Prélaz	Travaux réaménagement Jardins de Prélaz	03.11.2020	27.04.2021	31.10.2021
Guex Georges	Il faut revenir au rythme lumière le jour, l'obscurité la nuit	03.11.2020	12.10.2021	30.04.2022
Curchod Michel	Benjamin-Constant – pétition adressée à la direction du Service des Routes et de la Mobilité	08.12.2020	23.11.2021	31.05.2022
Andrist Mireille	Racket municipal sur les automobilistes lausannois, ça suffit!	08.12.2020	23.11.2021	31.05.2022
Messere Anita	Mise en zone piétonne du quartier de la Cité, on nous mène en bateau!	08.12.2020	23.11.2021	31.05.2022
ATE Association transports et environnement – Section Vaud, PRO VELO Lausanne	Oui à une agglomération lausannoise vivante et cyclable	08.12.2020	23.11.2021	31.05.2022
Paux Marc Olivier	Pour interdire la publicité pour les véhicules motorisés sur le territoire lausannois	26.01.2021	12.10.2021	30.04.2022

Pétitions directement adressées à la Municipalité ayant reçu une réponse en 2021

Les pétitions directement adressées aux directions de l'administration communale ne sont pas prises en compte dans ce bilan annuel.

Délégations des membres de la Municipalité (situation au 31 décembre 2021)

M. Grégoire Junod, directeur de la culture et du développement urbain

Mandats dans des conseils d'administration, de fondation ou dans des organes exécutifs d'associations**Conseils d'administration**

- S.I. Conservatoire de Lausanne S.A./président;
- Beaulieu S.A./vice-président;
- Transports publics de la région lausannoise S.A./membre et membre du comité de direction;
- Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (CPCL).

Conseils de fondation

- Fondation Béjart Ballet Lausanne/vice-président;
- Fondation pour l'art dramatique (Théâtre de Vidy)/vice-président;
- Fondation pour l'art musical, lyrique et chorégraphique (Opéra de Lausanne)/vice-président;
- Fondation de l'Opéra/conseil de fondation et comité de direction;
- Orchestre de chambre de Lausanne (OCL)/vice-président;
- Fondation Capitole;
- Fondation de l'Hermitage Donation Famille Bugnion;
- Fondation Kléber-Méleau;
- Fondation pour le commerce lausannois.

Organes exécutifs d'associations

- Union mondiale des villes olympiques/président;
- Association internationale des maires francophones/membre du bureau;
- Union des communes vaudoises (UCV)/vice-président;
- Lausanne Tourisme/vice-président;
- Union des villes suisses (UVS)/membre du comité;
- Lausanne Région/vice-président et membre du bureau de coordination.

Autres mandats au sein d'associations ou ententes intercommunales, commissions et organismes régionaux, cantonaux ou nationaux

- Commission intercommunale de la taxe de séjour, fonds d'équipement touristique/président;
- Projet d'agglomération Lausanne-Morges PALM/membre du comité de pilotage et comité élargi;
- Schéma directeur du Centre (SDCL)/membre du bureau exécutif;
- Schéma directeur du Nord lausannois (SDNL)/membre du groupe de pilotage et groupe décisionnel du Plan directeur localisé intercommunal Lausanne-Vernand – Romanel-sur-Lausanne.

M. Pierre-Antoine Hildbrand, directeur de la sécurité et de l'économie

Mandats externes dans des conseils d'administration ou de fondation

Conseils d'administration

- Epura S.A./président;
- SI-REN S.A./vice-président;
- Biopôle S.A.;
- Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (CPCL);
- Gedrel S.A.;
- LFO S.A.;
- Parkings-Relais lausannois S.A.;
- Transports publics de la région lausannoise S.A.

Conseils de fondation

- Fondation pour le commerce lausannois/président;
- Fonds de prévoyance du Corps de la police municipale de Lausanne/président;
- Fondation Béjart Ballet Lausanne;
- Institut suisse de Police.

Autres mandats au sein d'associations ou ententes intercommunales, commissions et organismes régionaux, cantonaux ou nationaux

- Association de communes de la région lausannoise pour la réglementation du service des taxis/président du comité de direction;
- Comité directeur des organisations régionales de protection civile (CODIR ORPC)/ORPC Lausanne-District/président;
- Conférence des directeurs des polices municipales vaudoises/vice-président;
- Union des villes suisses (UVS)/conférence des directrices et directeurs de la sécurité des villes suisses (CDSVS)/membre du comité;
- Commission internationale pour la protection des eaux du Léman CIPEL;
- Association intercommunale pour l'épuration des eaux de la région du bassin supérieur du Talent (AET)/membre du conseil intercommunal;
- Commission intercommunale de la station d'épuration des eaux usées – STEP Vidy;
- Lausanne Région/membre de la commission promotion économique;
- Lausanne Tourisme/conseil des délégués.

M^{me} Émilie Moeschler, directrice des sports et de la cohésion sociale

Mandats externes dans des conseils d'administration ou de fondation

Conseils d'administration

- Maison du sport international S.A./présidente;
- Centre sportif de Malley S.A.;
- Transports publics de la région lausannoise S.A.

Conseils de fondation

- Fonds Edouard et Hortense Pache/présidente;
- Fondation lausannoise d'aide par le travail (FLAT)/présidente;
- Fondation Centre Sport-Etudes/vice-présidente;
- Fondation Soins Lausanne/vice-présidente;
- Académie internationale des sciences et techniques du sport (AISTS);
- Fondation olympique pour la culture et le patrimoine;
- Fondation pour l'art dramatique (Théâtre de Vidy).

Organes exécutifs d'associations

- Union mondiale des villes olympiques/membre du conseil exécutif;
- Association "Tour de Romandie – Epreuve de Lausanne"/présidente du comité;
- Association des volontaires sportifs lausannois/présidente;
- Association du Triathlon de Lausanne/présidente;
- Association du Lausanne Marathon/présidente;
- Association pour la promotion de la course à pied en ville de Lausanne/présidente;
- Association 3×3 FIBA World Tour/membre du comité;
- Association Athletissima/membre du comité;
- Association vaudoise pour l'aide et les soins à domicile (AVASAD)/membre de l'assemblée des délégués.

Autres mandats au sein d'associations ou ententes intercommunales, commissions et organismes régionaux, cantonaux ou nationaux

- Association des communes de la région lausannoise pour la réglementation du service des taxis, membre suppléante;
- Association Lausanne 2020, membre;
- Jeux internationaux des écoliers, membre du comité central;
- Union des villes suisses (UVS), section Initiative des villes pour la politique sociale/vice-présidente;
- Association intercommunale pour l'épuration des eaux de la région du bassin supérieur du Talent/membre suppléante;
- Comité de coordination et de contrôle/membre (niveau cantonal);
- Conseil de politique sociale/membre;
- Conseil des régions d'action sociale du canton de Vaud (RAS)/membre;
- Lausanne Région/membre de la commission Activités sportives;
- Lausanne Région/membre de la commission Dépendances prévention;
- Lausanne Région/membre de la commission Seniors.

M^{me} Natacha Litzistorf, directrice du logement, de l'environnement et de l'architecture

Mandats externes dans des conseils d'administration ou de fondation

Conseils d'administration

- Société immobilière lausannoise pour le logement S.A. (SILL S.A.)/présidente;
- Transports publics de la région lausannoise S.A./membre et membre du comité de direction;
- Société coopérative des sites et espaces verts de la région lausannoise (SOCOSEV).

Conseil de fondation

- Fondation pour l'art musical, lyrique et chorégraphique (Opéra de Lausanne).

Organes exécutifs d'associations

- Association Jardin Urbain/vice-présidente;
- Association Jorat parc naturel/membre du comité;
- Lausanne Tourisme/membre du conseil des délégués.

Autres mandats au sein d'associations ou ententes intercommunales, commissions et organismes régionaux, cantonaux ou nationaux

- Association intercommunale pour l'épuration des eaux de la région du bassin supérieur du Talent (AET), conseil intercommunal, membre suppléante;
- Commission cantonale consultative du logement (CCCL);
- Lausanne Région/membre de la délégation secteur nord;
- Schéma directeur du Nord lausannois (SDNL)/membre du groupe décisionnel du Plan directeur localisé intercommunal Lausanne-Vernand – Romanel-sur-Lausanne.

M. David Payot, directeur de l'enfance, de la jeunesse et des quartiers

Mandats externes dans des conseils d'administration ou de fondation

Conseils d'administration

- S.I. Conservatoire de Lausanne S.A.;
- Transports publics de la région lausannoise S.A.

Conseils de fondation

- Fondation pour l'accueil de jour des enfants (FAJE)/vice-président;
- Fondation de l'Espace des inventions;
- Fondation du Centre œcuménique et de quartier du Bois-Gentil;
- Faîtière des Réseaux d'Accueil de Jour des Enfants (FRAJE).

Organes exécutifs d'associations

- Association du 750^e anniversaire de l'église St-François/président.

Autres mandats au sein d'associations ou ententes intercommunales, commissions et organismes régionaux, cantonaux ou nationaux

- Ecole technique – Ecole des métiers (ETML);
- Lausanne Région/membre de la commission Enfance;
- Lausanne Région/membre de la commission Formation et emploi des jeunes;
- Lausanne Région/membre de la délégation secteur ouest.

M^{me} Florence Germond, directrice des finances et de la mobilité

Mandats externes dans des conseils d'administration ou de fondation

Conseils d'administration

- Gedrel S.A./présidente;
- Parkings-Relais lausannois S.A./présidente;
- Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (CPCL)/vice-présidente;
- Transports publics de la région lausannoise S.A./membre et membre du comité de direction;
- Tridel S.A.

Autres mandats au sein d'associations ou ententes intercommunales, commissions et organismes régionaux, cantonaux ou nationaux

- Union des villes suisses (UVS)/conférence des directrices et directeurs des finances des villes (CDFV)/vice-présidente;
- Union des villes suisses (UVS)/membre de la conférence des villes pour la mobilité;
- Lausanne Région/membre de la commission Transports (jusqu'au 30.06.2021);
- Axes forts de transports publics de la région lausannoise S.A./membre de la DEPOL;
- Métro m3/membre de la DEPOL;
- Projet d'agglomération Lausanne-Morges PALM/comité élargi.

M. Xavier Company, directeur des services industriels

Mandats externes dans des conseils d'administration ou de fondation

Conseils d'administration

- Boisy TV S.A./président;
- SI-REN S.A./président;
- LFO S.A./président;
- AGEPP S.A./vice-président;
- Epura S.A./vice-président;
- Forces motrices de l'Aboyeu S.A.;
- Gaznat S.A.;
- Cadouest S.A.;
- Petrosvibri S.A.;
- EOS Holding S.A.;
- Romande Energie Holding S.A.;
- Romande Energie S.A.;
- Transports publics de la région lausannoise S.A.

Conseils de fondation

- Fondation pour le commerce lausannois;
- Orchestre de chambre de Lausanne (OCL).

Autres mandats au sein d'associations ou ententes intercommunales, commissions et organismes régionaux, cantonaux ou nationaux

- Association intercommunale pour l'épuration des eaux de la région du bassin supérieur du Talent (AET)/membre du conseil intercommunal;
- Lausanne Région /membre de la délégation secteur est;
- Union des villes suisses (UVS)/membre de la commission de politique énergétique.

Autorisations générales

Autorisation générale de statuer sur les acquisitions d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières et sur les aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers

Par décision du 17 janvier 2017 (préavis N° 2016/55 «Autorisation générale de statuer sur les acquisitions d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières et sur les aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers») le Conseil communal a accordé à la Municipalité un crédit du patrimoine jusqu'au 31 décembre 2021, dans les limites prévues par l'art. 20, lettre f du règlement du Conseil communal et par le préavis, l'autorisation générale de procéder à des acquisition d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières et de statuer sur les aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers.

Dans sa séance du 3 novembre 2020, le Conseil communal a accordé (via le préavis N° 2020/37 «Autorisation générale de statuer sur les acquisitions d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières et sur les aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers – Augmentation du crédit d'acquisition») un crédit complémentaire du patrimoine financier de CHF 30 millions, s'ajoutant au crédit d'acquisition initial de CHF 40 millions.

En 2021, la Municipalité a fait l'usage suivant de cette autorisation :

Acquisitions d'immeubles ou de droits réels immobiliers

- DDP 4280/parcelle 4202: ch. du Camping 7, Restaurant «La Vaudaire», achat du droit distinct et permanent (DDP);
- DDP 21026/parcelle 20827: rue Germaine-Ernst 9, achat de parts sociales de la coopérative SCH Ecopolis pour 4 appartements;
- Parcelle 5334: av Henri-Warnery 6, acquisition par droit de préemption LPPPL d'un immeuble de 7 logements;
- Parcelle 5057: bld de Grancy 44, acquisition par droit de préemption d'un immeuble mixte de 15 logements sur un rez-de-chaussée commercial;
- DDP 14054/Parcelle 14028: ch. de la Chapelle 4 à 6, Nagravision SA, achat du droit distinct et permanent (DDP).

Ventes d'immeubles ou de droits réels immobiliers d'une valeur de moins de CHF 100'000.-

- Parcelle 2433/Parcelle 2490: chemin des Sauges 27, modification du morcellement parcellaire avec une soulte suite à l'échange foncier;
- Parcelle 9247/Parcelle 5499: avenue des Acacias 2, vente d'un hors-ligne;
- Parcelle 9270/Parcelle 5091: chemin du Mont-Tendre 11, vente d'un hors-ligne.

Etat du crédit pour la législature 2016-2021

Crédit accordé pour la législature	70'000'000.-
Etat du crédit au 01.01.2021	46'426'561.25
Dépensé du 01.01. au 31.12.2021	32'705'939.30
Encaissé du 01.01. au 31.12.2021	418'050.-
Etat au 31.12.2021	14'138'671.95

Autorisation générale de constituer des associations et des fondations ou d'y adhérer, de constituer des sociétés commerciales ou d'acquérir des participations dans ces sociétés, en application de l'article 20 lettre g du règlement communal

Par décision du 14 décembre 2021, (préavis N° 2021/47) «Autorisation générale de constituer des associations et des fondations ou d'y adhérer, de constituer des sociétés commerciales ou d'acquérir des participations dans ces sociétés, en application de l'article 20 lettre g du règlement communal», le Conseil communal a accordé à la Municipalité jusqu'au 30 juin 2026, l'autorisation générale de constituer des associations et des fondations ou d'y adhérer, de constituer des sociétés commerciales ou d'acquérir des participations dans des sociétés.

En 2021, la Municipalité a fait usage de cette autorisation à 6 reprises.

Autorisation générale de plaider, application de l'article 20 alinéa premier lettre i du règlement du Conseil communal

Par décision du 14 décembre 2021, (préavis N° 2021/46), «Autorisation générale de plaider 2021-2026», le Conseil communal a accordé à la Municipalité jusqu'au 30 juin 2026, l'autorisation de plaider devant toutes les autorités judiciaires, administratives ou arbitrales.

En 2021, la Municipalité a eu l'occasion de plaider dans plusieurs procédures administratives par-devant le Tribunal cantonal, particulièrement, en lien avec l'octroi de permis de construire ou de mesures prises en rapport avec les importants travaux entrepris sur la voie publique. En matières civiles, ainsi qu'en matière de bail, la plupart des quelques rares litiges se concluent par des transactions au bénéfice des deux parties. Il convient également de rappeler que la Municipalité plaide régulièrement devant la CCRI, organe chargé des recours contre les décisions relatives aux taxes et impôts communaux.

- Le Service du personnel a traité 15 recours et contestations contre les décisions de licenciement auprès de la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal et du Tribunal des Prud'hommes, dont 6 clôturés et 9 en cours.

Rapport sur la gestion municipale 2020

En sa séance du 14 décembre 2021, le Conseil communal a décidé d'accepter les réponses de la Municipalité aux 9 observations formulées dans le contexte de l'examen de la gestion 2020 de la Municipalité.

Activité des commissions consultatives permanentes et assimilées

Conformément à l'engagement pris en réponse à la 3^e observation de la Commission permanente de gestion pour l'exercice 2011, la Municipalité présente désormais dans le rapport de gestion une brève information sur l'activité des commissions consultatives permanentes et assimilées, au sens des articles 49 du règlement du Conseil communal et 15 du règlement pour la Municipalité.

Commission consultative de l'urbanisme et des transports (CCUT)

La CCUT offre un espace de dialogue entre la Municipalité et son administration, d'une part, et les partis et les associations représentant la société civile, de l'autre. Ses membres sont renseignés sur les différentes planifications en cours sur le territoire lausannois. Trois séances ont été organisées en 2021, portant notamment sur la révision de la planification urbanistique, divers plans d'affectation, la place de la Gare, divers réaménagements, les travaux du Grand-Pont et le réseau de pistes cyclables.

Commission consultative d'urbanisme et d'architecture (CCUA)

La CCUA a pour mission de traiter, d'un point de vue qualitatif, les demandes de permis de construire de projets à fort impact sur l'image de la ville et de ses quartiers. La création de cette commission indépendante de la Municipalité, en 2021, répond aux objectifs de meilleure intégration des éléments esthétiques et de protection du patrimoine. Elle est composée de professionnels de l'urbanisme, de l'architecture et du patrimoine exerçant leur activité hors de l'agglomération lausannoise. Des représentants de l'administration y participent, avec une voix consultative uniquement. La CCUA s'est réunie à 7 reprises en 2021 et a traité 20 dossiers.

Commission lausannoise pour l'intégration (CLI)

Les membres de la CLI sont désignés par la Municipalité. Avec la nouvelle législature, la CLI a été partiellement renouvelée notamment au niveau des représentantes et représentants politiques et élargie à un membre issu du domaine académique et deux membres du monde associatif migrant (projet Traits d'union). En revanche, elle compte désormais un seul membre des services d'aide aux étrangers. En 2021, sur les 51 projets soumis, 34 projets ont été soutenus.

Commission consultative municipale «seniors»

En raison des restrictions sanitaires, la commission consultative s'est réunie à une seule reprise en 2021. Plusieurs sujets ont été abordés: le bilan et les enseignements de l'action «Une visite pour les Fêtes», le projet de cafés et permanence numérique pour lutter contre la fracture numérique (Digital Day), le postulat de M. Joosten sur la solitude à Lausanne et enfin les principaux enjeux du projet cantonal «Vieillir 2030». Cette séance a également été l'occasion de prendre congé de certains de ses membres.

Commission municipale des sports

La commission municipale des sports (CMS) est une commission consultative constituée par la Municipalité dont le but est d'émettre un avis en matière de sport, lorsque la Municipalité en exprime le besoin. Outre la conseillère municipale en charge des sports et le chef du service des sports, deux membres du Conseil communal en activité par groupe politique en font partie, ainsi qu'une ou un représentant des six sports majeurs pratiqués à Lausanne.

En 2021, la CMS s'est réunie à une occasion.

Commission intercommunale des services industriels

Cette commission n'a pas tenu de séance en 2021.

Conseil d'établissements et commissions d'établissement

En raison du COVID-19, les séances du conseil d'établissements lausannois (CEL) ont dû être annulées et remplacées par des présentations des travaux et chantiers importants en cours, transmises aux représentantes et représentants des commissions.

Les 15 commissions d'établissement (CET) ont poursuivi leurs travaux (parfois en vidéoconférence) visant à l'ancrage de l'école dans les quartiers, contribuant ainsi à renforcer les liens entre les familles et l'école. Plusieurs projets ont vu le jour. Comme les années précédentes, six commissions d'établissements mixtes (7P-11S) ont organisé, à l'intention des familles des élèves commençant la 7P, des visites des collèges, la semaine précédant la rentrée scolaire. Les commissions ont également été sollicitées notamment pour donner leur avis sur le projet de consolidation de la loi sur l'enseignement obligatoire suite à la consultation de la DGEO.

Commission consultative des naturalisations

Dans le contexte de l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018 de la nouvelle loi fédérale sur la nationalité ainsi que celle de la révision de la loi cantonale sur le droit de cité, la Municipalité a délégué à la commission consultative des naturalisations les auditions des candidates et candidats à la naturalisation. Le nouveau régime prévoit que tous les dossiers font l'objet d'un préavis de la commission sur la base du dossier, sans audition systématique sauf sur demande du Service cantonal de la population ou de la Commission consultative des naturalisations. Il a été fait usage de cette possibilité six fois en 2021.

Commission consultative d'informatique (CCI)

La Commission consultative informatique (CCI) a été réactivée en 2019 après une éclipse de quelques années. Le but de cette commission est de présenter à ses membres les grandes orientations des projets informatiques destinés à la Ville. Les premières séances de la nouvelle CCI ont eu lieu en 2020. En juin, le schéma directeur informatique et une vision synoptique des principaux projets en cours ont été au cœur du programme. Les membres de la commission ont décidé de se réunir tous les trois mois. La séance de décembre a permis à la nouvelle cheffe de service de se présenter et a traité plus particulièrement de la stratégie numérique de la Ville.

La Commission consultative informatique (CCI) n'a pas tenu de séance durant l'année 2021.

Commission consultative de la petite enfance

Cette commission n'a pas tenu de séance.

Commission consultative des ports

Cette commission n'a pas tenu de séance.

Commission consultative des cimetières

Cette commission n'a pas tenu de séance.

Commission consultative du logement

Cette commission n'a pas tenu de séance.

Il est à souligner que la Municipalité a décidé de supprimer la commission consultative des cimetières avec effet au 1^{er} juillet 2021.

Cellule d'aide à la résolution des conflits (ARC)

Principales missions de la cellule ARC

La cellule ARC est une structure indépendante des services, rattachée directement à la Municipalité, dont les missions et moyens d'action sont définis dans les Dispositions réglementaires municipales relatives à la prévention et à la gestion des conflits et au harcèlement.

La cellule ARC est chargée de prévenir et aider à la résolution des situations conflictuelles qui surviennent dans les différents services, que cela soit sur le plan des relations interpersonnelles, au sein des collectifs de travail ou à un niveau organisationnel.

Elle est l'instance interne habilitée à recevoir et prendre en charge les doléances du personnel relatives aux comportements abusifs, au harcèlement psychologique et au harcèlement sexuel.

La consultation de la cellule ARC est ouverte à l'ensemble du personnel de l'administration communale, quels que soient le type de contrat et le niveau hiérarchique des personnes concernées.

Les principes suivants régissent les activités de la cellule ARC:

- confidentialité
- indépendance
- impartialité
- neutralité

Effectif du personnel

Figure sous Secrétariat municipal

Evènements marquants

En 2021, la cellule ARC est intervenue dans 84 situations conflictuelles différentes. Les démarches usuelles de résolution à l'amiable (conseil individuel ou élargi, médiation, concertation) ont été mises en œuvre dans ces situations, en impliquant si nécessaire les collectifs de travail ou les hiérarchies concernés. En raison des mesures sanitaires et de télétravail, une majorité des démarches ont été individuelles. Il n'a par ailleurs pas été possible de mener autant de démarches collectives formalisées (médiations ou concertations) que d'ordinaire. Seule une enquête a été ouverte en 2021.

Par ailleurs, la campagne de prévention du harcèlement développée conjointement par la cellule ARC et le Service du personnel et lancée à l'automne 2020, est passée dans sa phase de réalisation. Les cadres de deux services pilotes ont suivi une première journée de sensibilisation à la thématique, et d'autres actions ciblant l'ensemble du personnel des mêmes services suivront en 2022.

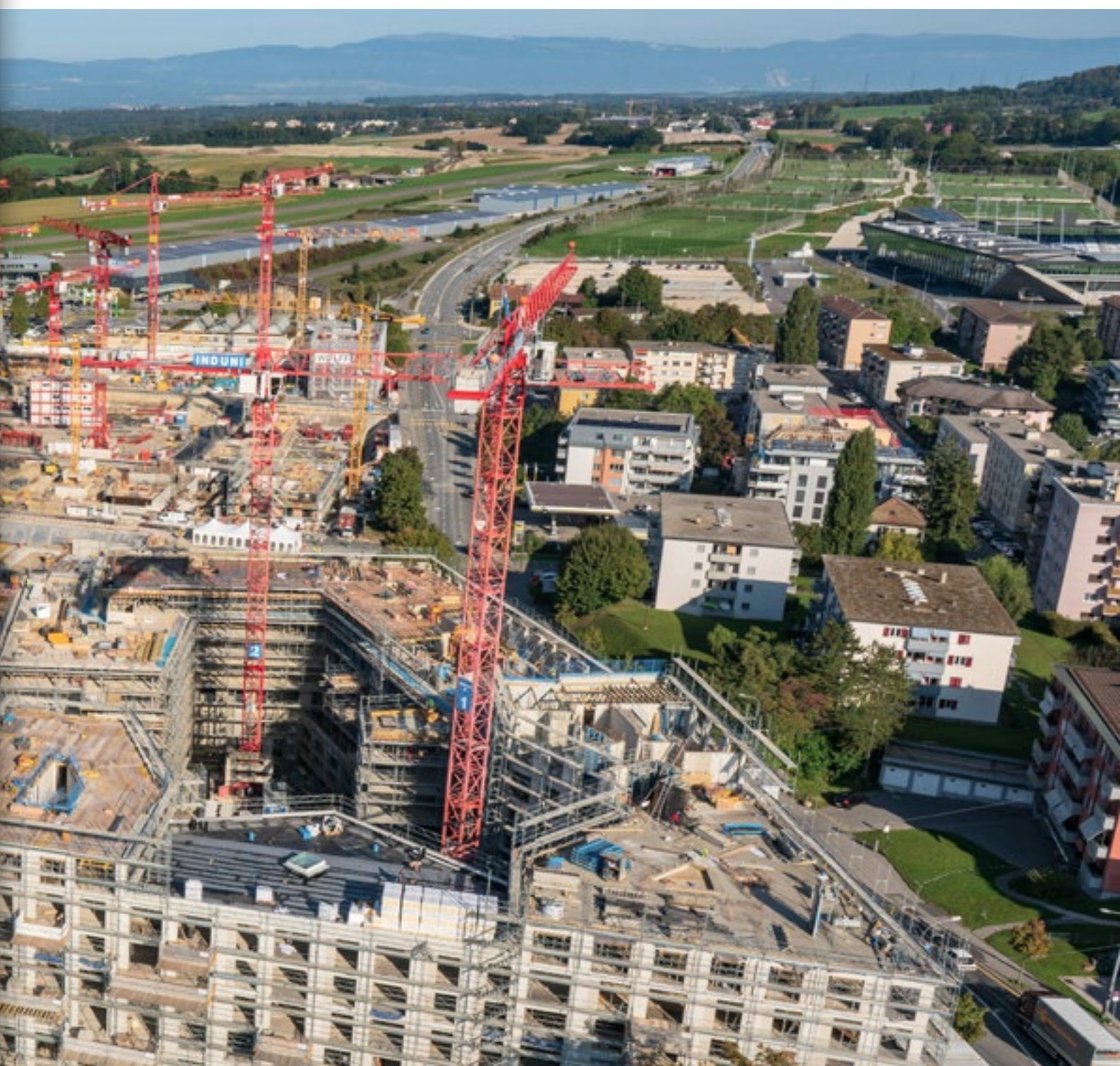
La coresponsable de la cellule ARC, en poste depuis la création de l'unité en 2009, a pris sa retraite à l'automne 2021. Son poste sera repourvu en 2022.

Demandes traitées et démarches réalisées par la cellule ARC	2020	2021
Nombre de personnes ayant formulé une demande	77	84
Nombre de personnes ayant participé aux démarches	78	85
Nombre de participants aux démarches	145	190
Démarches terminées au 31 décembre 2021	76	63
Démarches d'aide à la résolution de conflits (parfois plusieurs par situation)	77	91
Démarches de conseil individuelles	49	52
Démarches de conseil élargies (à la hiérarchie, aux RH, etc.)	21	26
Démarches formelles (médiation/concertation)	7	11
Ouvertures d'enquêtes	-	1

© www.photodrone.pro

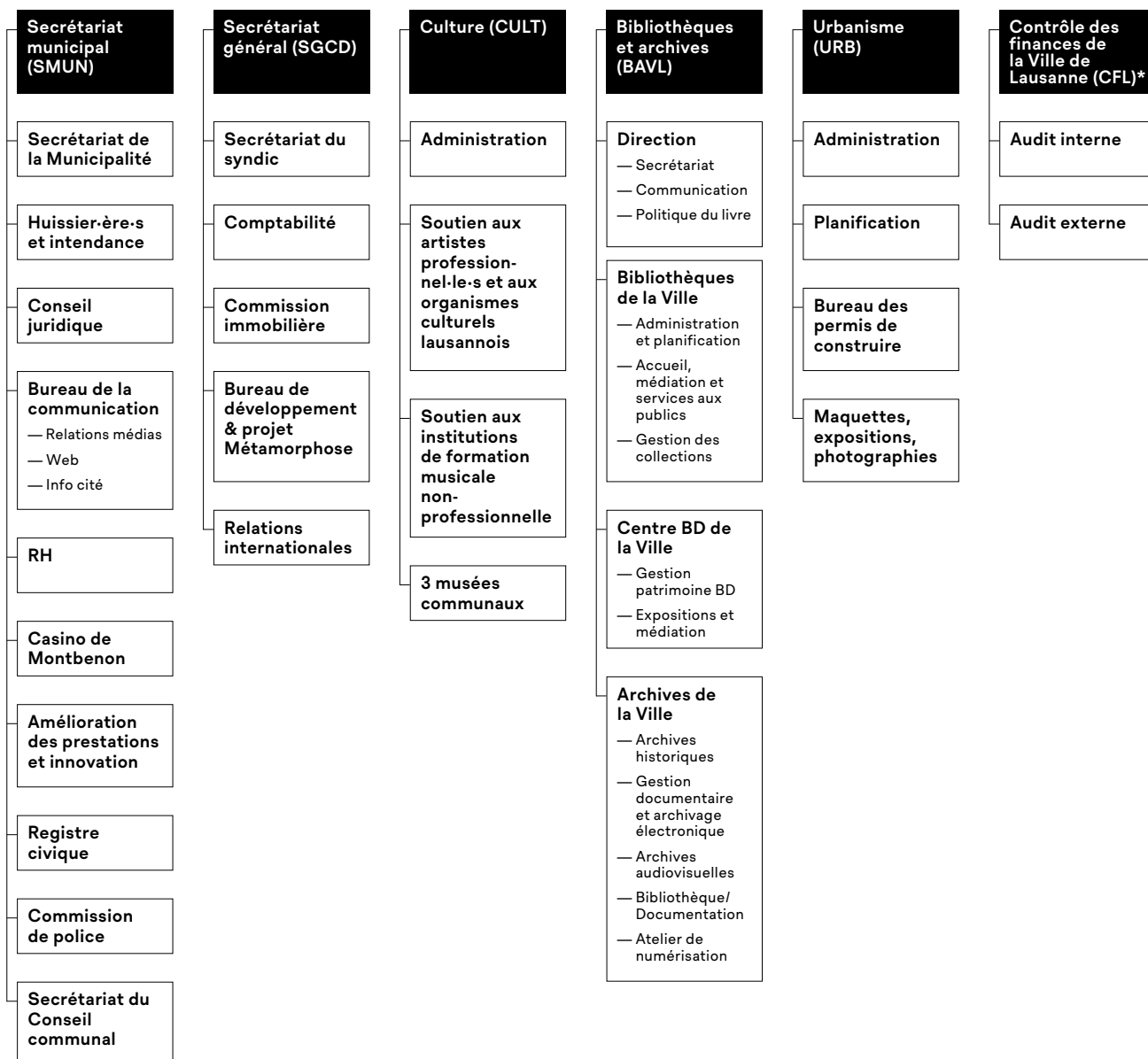


Direction de la culture et du développement urbain



Direction de la culture et du développement urbain (CD)

Syndic



* rattachement administratif à la Direction, mais dépend de la Municipalité

L'année 2021 a été marquée prioritairement par les élections communales et l'installation des nouvelles autorités. L'élaboration du Programme de législature 2021-2026 de la Municipalité, en collaboration avec les directions, représente le deuxième point fort de l'année écoulée.

Le secteur culturel a continué à être fortement touché par la crise sanitaire. La fermeture des lieux culturels et l'interdiction de manifestations, puis les limitations de jauge ont fragilisé l'ensemble du secteur culturel. La Ville de Lausanne a maintenu ses subventions, déployé un plan de relance spécifique au secteur culturel lausannois (dont le lancement des appels à projets *Découvertes culturelles* et *I LOVE #ArtisteDici*) et reconduit l'événement *RIPOSTE!*. L'année a aussi été marquée par le transfert du mudac à la Fondation Plateforme 10, la remise des clés du nouveau bâtiment de Plateforme 10 destiné au mudac et à Photo Elysée, le lancement du chantier de la Maison du cinéma au Capitole, la réouverture du Théâtre Boulimie, l'entrée en fonction de Renaud Capuçon, directeur artistique de l'Orchestre de Chambre de Lausanne et la réalisation d'un audit sur le climat de travail au sein de la Fondation Béjart Ballet Lausanne (BBL).

Les bibliothèques ont aussi continué à être impactées négativement par le Covid-19. Afin de retrouver les lectrices et lecteurs, un plan de communication a été mis en place à la rentrée d'août entraînant une belle affluence du public. L'opération «1 livre acheté 1 livre offert» – l'ouvrage cadeau étant financé par la Ville de Lausanne – a été réitérée durant les quatre jours de Lire à Lausanne et a, à nouveau, connu un succès flamboyant. Initiée dans le cadre des mesures de soutien en 2020, cette action permet de soutenir la branche et de faire découvrir la richesse des éditions lausannoises. En ce qui concerne la gouvernance documentaire, un cadre de gestion de l'archivage entre les services, le Service d'organisation et d'informatique (SOI) et les Archives de la Ville a été fixé. En parallèle, la Municipalité a adopté un nouveau règlement de consultation et d'utilisation des Archives.

En ce qui concerne l'urbanisme, le service a poursuivi sa réorganisation interne en se centrant sur ses missions principales et l'optimisation du traitement des permis de construire. Un nouvel Office des permis de construire (OPC) réunissant dans une même unité l'analyse et la délivrance des permis de construire, des permis d'habiter et d'utiliser par le rattachement d'une nouvelle unité composée d'architectes inspectrices et inspecteurs a vu le jour. Parmi les principaux projets menés en 2021, la révision du Plan général d'affectation pour les territoires forains et urbains ainsi que la finalisation du nouveau Plan directeur communal ont été poursuivies. Les études pour le réaménagement des places de la Riponne et du Tunnel, ainsi que pour la planification d'une quarantaine de plans d'affectation se sont également poursuivies. En raison du Covid-19, si certaines démarches participatives et présentations publiques ont dû être décalées ou aménagées, l'essentiel des prestations du service de l'urbanisme a été maintenue notamment grâce à la mise en place de la circulation numérique des documents.

Les chantiers de la première partie de l'écoquartier des Plaines-du-Loup ont battu leur plein durant toute l'année 2021, alors que les diverses phases de conception se poursuivent aussi bien pour la suite du site des Plaines-du-Loup que pour le nouvel écoquartier des Prés-de-Vidy.

En ce qui concerne les relations internationales de la Ville, la décision de créer et d'installer l'Observatoire mondial pour les femmes, le sport, l'éducation et l'activité physique à Lausanne accroît le rayonnement de la Ville. Lausanne a également célébré la personnalité de Ioannis Capodistrias, médecin, diplomate et homme d'Etat, artisan majeur de l'unité de la Confédération helvétique et de l'indépendance du Canton de Vaud en inaugurant l'Allée Ioannis Capodistrias à Ouchy. Notons aussi que le budget annuel dévolu à la solidarité internationale atteint le montant de CHF 475'000.-, représentant une augmentation de 36% par rapport au budget régulier des 12 dernières années.

Finalement, la direction du Contrôle des finances de Lausanne (CFL) a vu l'arrivée d'un nouveau chef de service, M. Yves Tritten, en août 2021, et la nomination conjointe d'un nouvel adjoint. Afin de favoriser la communication du travail du service, la directive municipale sur le CFL a été révisée dans le sens de la loi cantonale sur l'information (LInfo).

Secrétariat municipal (SMUN)

Principales missions du service

Le SMUN est l'état-major de la Municipalité. A ce titre, sa mission centrale est d'organiser la planification et la préparation, le déroulement et le suivi de l'activité de la Municipalité. Le SMUN est un service composé de 10 unités:

- secrétariat de la Municipalité;
- registre civique;
- huissiers et intendance;
- bureau de la communication;
- conseil juridique;
- amélioration des prestations et innovation;
- unité RH;
- casino de Montbenon;
- commission de police;
- secrétariat du Conseil communal (uniquement système de gestion RH et budgétaire).

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Amélioration prest. & innov.	2.00	2.00	2	2.00
Bureau de la communication*	–	–	8.7	8.70
Casino	8.60	8.60	8.6	7.70
Cellule ARC	1.50	1.50	1.5	0.75
Commission de police	9.20	9.10	9.2	9.10
Conseil juridique	3.50	3.50	3.6	3.60
Direction SMUN	9.20	8.40	10.3	9.60
Manifestations	1.90	1.80	0.00	0.00
Municipalité	7.00	7.00	7.00	7.00
Naturalisations & RC	1.40	0.90	–	–
Organisation & prestations	17.40	16.00	18	14.10
Registre civique	1.80	1.60	1.6	1.60
Secrétariat Conseil communal	4.55	4.55	4.55	4.55
Unité web et multimédia*	–	–	4.5	4.50
Total service	68.05	64.95	79.55	73.20

* en 2020 au Secrétariat général CD

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	11.50

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Amélioration prest. & innov.	2	2.00	2	2.00
Bureau de la communication*	-	-	12	8.70
Casino	10	8.60	9	7.70
Cellule ARC	2	1.50	1	0.75
Commission de police	10	9.10	10	9.10
Conseil juridique	4	3.50	4	3.60
Direction SMUN	10	8.40	11	9.60
Manifestations	2	1.80	-	-
Municipalité	7	7.00	7	7.00
Naturalisations & RC	1	0.90	-	-
Organisation & prestations	17	16.00	15	14.10
Registre civique	2	1.60	2	1.60
Secrétariat Conseil communal	6	4.55	6	4.55
Unité web et multimédia*	-	-	6	4.50
Total service	73	64.95	85	73.20

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
Direction SMUN	1	1
Secrétariat Conseil communal	1	1
Total service	2	2

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	6	4
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	1
Total service	6	5

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	1
Départ à la retraite	5
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	6

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	30	3.56
Auxiliaires mensualisé·e·s	9	2.83
Auxiliaires payé·e·s au forfait	5	*
Total service	44	6.39

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

L'année a été marquée en premier lieu par l'organisation des élections communales. 396 candidatures ont été déposées pour le Conseil communal et 26 pour la Municipalité. Le dépouillement a mobilisé près de 450 personnes. Dans le cadre de la pandémie, différentes mesures ont été mises en place selon des plans de protection afin de garantir le respect des mesures sanitaires (formations en ligne, extension des espaces de dépouillement, plans de déplacement, traçage des effectifs, etc.).

L'installation des nouvelles autorités et l'élaboration du Programme de législature 2021-2026 de la Municipalité, en collaboration avec les directions, sont un deuxième point fort de l'année écoulée.

L'organisation du SMUN a été légèrement modifiée avec la nouvelle législature. L'unité Climat a ainsi été transférée au Secrétariat général de la Direction du logement, de l'environnement et de l'architecture, et Lausanne à Table au Secrétariat général de la Direction de la culture et du développement (SGCD). Le Bureau de la communication (BCOM) est quant à lui passé du SGCD au SMUN.

L'année 2021 a également été marquée par la mise en œuvre du projet de dématérialisation des séances de la Municipalité et du Conseil communal, réalisé en collaboration avec le SOI. Le logiciel, baptisé AGIR, permet désormais de gérer la préparation, le déroulement et le suivi des séances de la Municipalité et du Conseil communal.

Malgré l'annulation de plusieurs évènements en raison de la crise sanitaire, une partie importante des manifestations et réceptions, dont le 1^{er} août en présence du président de la Confédération, a pu avoir lieu avec la mise en place de mesures de protection.

Principales activités 2021

Secrétariat de la Municipalité

Missions du secrétaire municipal

Les missions principales du secrétaire municipal sont fixées aux articles 52a et 52b de la loi sur les communes (LC). Selon ces dispositions, le secrétaire municipal est le premier collaborateur du syndic et de la Municipalité. Il participe aux séances de la Municipalité avec voix consultative et tient le procès-verbal des séances. Il est notamment en charge:

- de la coordination entre la Municipalité et l'administration communale;
- de la co-signature des actes de la Municipalité;
- de la transmission des informations entre la Municipalité et le Conseil communal et entre celle-ci et les services de l'Etat;
- de la liaison avec le bureau du Conseil communal;
- de l'exécution des décisions de la Municipalité;
- des tâches que lui attribue la Municipalité;
- de l'organisation de l'installation des autorités.

Organisation des séances et suivi des décisions de la Municipalité

Le SMUN s'appuie sur son adjointe et un secrétariat dans l'organisation des séances de la Municipalité, la rédaction du procès-verbal ainsi que la diffusion des décisions de la Municipalité.

Le service a organisé 43 séances ordinaires de Municipalité, plusieurs séances extraordinaires ayant également été consacrées aux mesures à prendre dans le cadre de la pandémie.

Le déploiement de la dématérialisation des séances de la Municipalité et du Conseil communal (logiciel AGIR), réalisé en collaboration avec le SOI, s'est concrétisé en fin de 1^{er} semestre. La mise en place d'un tel logiciel, impactant fortement les services et directions dans la manière de préparer les séances et de mettre en œuvre les décisions, qui plus est au sein d'une administration de la taille de celle de la Ville de Lausanne, a représenté un important défi au cours de l'année 2021. Le projet a nécessité la mise sur pied de nombreuses formations en ligne au vu de la pandémie, ainsi qu'un appui renforcé du SMUN à l'attention de la Municipalité et des services. Suite à la mise en œuvre du logiciel, des évolutions ont pu être apportées afin d'améliorer la convivialité de l'outil et répondre à des demandes spécifiques des directions et services. Ce travail se poursuivra en 2022, afin d'optimiser encore l'utilisation du logiciel.

Liaison avec le Secrétariat du Conseil communal

Le SMUN assure la coordination entre la Municipalité et le Conseil communal. Cette tâche de coordination est particulièrement importante les années des élections communales (organisation des élections et installation des autorités) comme cela a été le cas en 2021. Le SMUN a également suivi sur le plan technique les travaux ayant abouti à la révision totale du règlement du Conseil communal. Enfin, le SMUN a exercé sa mission de coordination générale de suivi des dossiers du Conseil communal au sein de l'administration (suivi des dépôts, préparation des demandes de traitement prioritaire, etc.).

Tâches attribuées par la Municipalité

La Municipalité peut confier des mandats spécifiques au SMUN. L'année 2021 est marquée par l'élaboration du Programme de législature 2021-2026, publié le 30 novembre 2021.

Dans le domaine des relations extérieures, le SMUN est chargé de la coordination en matière de consultations cantonales et fédérales. Au cours de l'année, la Ville a répondu à 20 consultations principalement via l'Union des villes suisses qui coordonne la position des villes sur la scène fédérale. La gestion des réponses aux consultations a été revue, avec pour but de renforcer leur impact et de faciliter leur communication. Les réponses de la Municipalité aux consultations sont désormais publiées sur le site internet de la Ville.

En raison de la situation sanitaire, la plupart des rencontres prévues entre la Municipalité et les autres municipalités vaudoises ont été annulées. La rencontre annuelle avec la Députation lausannoise au Grand Conseil a pu quant à elle se dérouler.

Protocole et réceptions

Dans le cadre des mesures sanitaires de lutte contre le Covid-19, la plupart de réceptions ont été annulées en début d'année. La célébration officielle de la Fête nationale le 1^{er} août a pu se dérouler à Montbenon en présence du Président de la Confédération, M. Guy Parmelin, dans le respect des mesures sanitaires de protection.

Le 13 septembre, la Médaille d'or de Lausanne a été remise à M^{me} Vera Michalski-Hoffmann. La réception en l'honneur des jubilaires de l'administration et l'accueil des personnes nouvellement bourgeoises ont pu se dérouler normalement. La réception annuelle des nouvelles habitantes et des nouveaux habitants a quant à elle été reportée en 2022.

Forum de l'Hôtel de Ville

Sur 19 expositions planifiées, deux ont été reportées et quatre annulées.

Nonagénaires et 18 ans

Malgré la pandémie, des cadeaux (trois bouteilles de vin de la Ville et une boîte du chocolat) ont pu être livrés au domicile de 323 nonagénaires.

Les jeunes Lausannoises et Lausannois ayant atteint leur 18^e année reçoivent un message de félicitations de la Municipalité, accompagné du livre officiel de la Ville de Lausanne. Le SMUN a adressé cet envoi à 1'274 personnes ayant atteint leur majorité en 2021 (1'261 en 2020).

Conseil juridique

Les principales tâches de l'unité sont les suivantes:

- conseil juridique à la Municipalité et aux services;
- relecture des différents actes juridiques passés par les services (contrats de droit privé et de droit administratif;
- centre de compétences en matière de marchés publics;
- participation à l'élaboration de la réglementation communale, centralisation et publication de celle-ci;
- instruction des recours internes à la Municipalité et rédaction des décisions municipales;
- représentation de la Commune dans les litiges de droit administratif et fiscaux, notamment devant la Commission communale de recours ad hoc, la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal, le Tribunal fédéral, voire le Tribunal administratif fédéral;
- aide ponctuelle dans des procédures auprès d'instances civiles: Justice de paix, Tribunal des baux, Tribunal des prud'hommes.

Evènements marquants

L'activité en lien avec les procédures relatives aux baux à loyer (Commission de conciliation, Tribunal des baux), en collaboration avec le Service du logement et des gérances, a connu cette année encore une forte progression, notamment du fait de la situation sur le marché locatif, mais aussi du rôle important de la Ville comme constructeur et bailleur.

Les risques juridiques et judiciaires sont dans l'ensemble maîtrisés. Les solutions transactionnelles, notamment en matière contractuelle, sont privilégiées, en accord avec les services concernés.

Une centaine de nouveaux recours ont été déposés devant la Commission communale de recours en matière d'impôts (CCRI). Toutes les causes ne donnent pas lieu à un dépôt d'un mémoire de réponse et à une audience (cause devenant parfois sans objet, retrait de recours avant le dépôt du mémoire), mais il est indéniable que ce nombre demeure très important et que l'activité en 2021 devant cette autorité a été intense.

Des recours en matière de signalisation routière ont occupé l'unité. Les projets de construction peuvent également donner lieu à de litiges de nature purement contractuelle d'une grande complexité. L'unité a

évidemment été mise à contribution afin d'analyser les nombreuses modifications des règles liées à la crise sanitaire.

La numérisation et l'uniformisation du recueil systématique est désormais achevée. Désormais, ce sont les travaux plus ponctuels de mise à jour qui prévalent (publication des textes réglementaires à mesure de leur révision ou de leur adoption). On dénombre un peu plus de questions en matière de droits politiques. Le nombre de recours administratifs auprès de la Municipalité, pour lesquels l'unité fonctionne comme greffe, est demeuré stable.

Bureau de la communication

Le BCOM assure le développement et la mise en œuvre de la politique de communication de la Municipalité et de l'harmonisation de la communication extérieure entre les différentes directions. Il s'occupe du suivi de la communication générale et des grands projets. Au vu de sa mission transverse, la Municipalité a décidé de transférer le BCOM au SMUN, qui a donc quitté le SGCD au 1^{er} juillet 2021. Le BCOM est aussi en charge de bon nombre de prestations disponibles pour toute la Ville, qu'elles soient photographiques, numériques en passant par des prestations d'accueil pour la population ou de communication interne.

Cette année aura vu:

- la participation active à la cellule Covid-19 de la Ville et la communication interne et externe qui en a découlé;
- le développement d'une stratégie de communication interne;
- le développement de la stratégie de communication de la Ville sur les plateformes numériques diverses et l'augmentation notable de ses communautés;
- la mise en place de nombreuses pages et fonctionnalités web pour informer la population;
- la refonte intégrale de l'application mobile «Lausanne»;
- la production d'une politique d'images de la Ville (photo et vidéo) pour appuyer la communication de divers projets;
- la réalisation, en soutien aux services, de diverses publications.

Tout comme les années précédentes, Info cité et la Centrale téléphonique ont accompagné la population lausannoise et les personnes de passage dans leurs démarches administratives et recherches d'informations sur la vie associative, culturelle et sportive lausannoise. Les équipes, avec notamment 7'000 appels par mois en moyenne, ont été à l'écoute de chacune et chacun, personnifiant la volonté municipale de maintenir un contact direct entre la population et l'administration.

Par ailleurs, Info cité a tenu à jour, tant bien que mal dans cette période mouvementée, l'agenda des manifestations sur le site www.lausanne.ch/agenda, un espace très apprécié des internautes.

Unité ressources humaines

Les principales activités de l'unité sont:

- le soutien aux services de la direction pour la gestion des ressources humaines;
- le soutien aux cadres en matière de recrutement et développement organisationnel et d'accompagnement du personnel.

La nouvelle législature a occasionné plusieurs changements organisationnels qui ont nécessité un accompagnement RH. Un fort accent a été mis également pour mieux structurer et développer l'apprentissage au sein de la direction. Le nombre de places a été augmenté et les types de formation ont été étendus.

Depuis le début de la crise sanitaire, l'unité RH-CD a été mise à contribution pour la généralisation du travail hors des locaux des services, le suivi des absences et les efforts à mettre en place pour garantir la sécurité et la santé du personnel.

Casino de Montbenon

Les principales tâches du Casino sont:

- l'exploitation et la location de la Salle Paderewski, de la Salle des Fêtes et du Salon;
- la coordination des locations au plan administratif et logistique;

- l'accueil d'événements et spectacles organisés par les sociétés locales, services communaux et entreprises diverses;
- la collaboration avec le Service des gérances pour la maintenance du bâtiment;
- la collaboration avec les locataires pour une bonne cohabitation des événements et des clientèles respectives.

S'adaptant constamment aux mesures fédérales et cantonales de lutte contre la pandémie de Covid-19, le Casino a soutenu le monde culturel lausannois durement touché. Il a été au centre du programme culturel de relance *RIPOSTE!* durant l'été.

Bâtiment

Les travaux de rénovation sur la terrasse de la Brasserie ont été terminés au printemps, ceux sur les terrasses nord et est du premier étage ayant été effectués à l'automne.

Budget

En raison des mesures sanitaires, on note un effondrement des réservations de la clientèle externes et, par conséquent, des recettes qui se montent à CHF 173'704.- (2020:126'955.-; 2019:358'809.-). Les gratuités augmentent à CHF 247'920.- (2020:208'451.-; 2019:CHF 158'170.-). Ceci s'explique par une utilisation importante des salles par les commissions du Conseil communal, les services communaux ainsi que dans le cadre du soutien à la culture lausannoise.

Evènements

Hors Cinémathèque, ce sont 521 réservations qui ont été réalisées en 2021 (2020:460; 2019:1'056).

Unité amélioration des prestations et innovation

L'Unité amélioration des prestations et innovation (UAPI) est intervenue principalement sur le processus des permis de construire, d'habiter et d'utiliser, avec pour impacts la réorganisation de l'OPC, la simplification et la dématérialisation des annonces de travaux et des demandes de fin de visite de travaux. D'autres thématiques telles que la taxe de séjour, les écrits de la police et les subventions énergétiques sont en cours.

Registre civique

Au 31 décembre 2021, le corps électoral lausannois comptait 88'947 électrices et électeurs (31 décembre 2020: 88'480), dont 66'527 Suissesses et Suisses et 22'420 ressortissantes et ressortissants étrangers; en outre, 22'120 personnes (31 décembre 2020:20'982) étaient inscrites au Registre Central des Suisses de l'étranger.

Nature du scrutin	Inscrits	Votants	Participation (%)
Votation fédérale et élections communales du 7 mars 2021 (1 ^{er} tour)	88'889	39'941	44.93%
1. Initiative populaire du 15 septembre 2017 «Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage»			
2. Loi fédérale du 27 septembre 2019 sur les services d'identification électronique (LSIE)			
3. Arrêté fédéral du 20 décembre 2019 portant approbation de l'Accord de partenariat économique de large portée entre les Etats de l'AELE et l'Indonésie			
Elections communales du 28 mars 2021 (2 ^e tour)	88'730	24'382	27.48%
Votation fédérale du 13 juin 2021	66'236	33'168	50.08%
1. Initiative populaire du 18 janvier 2018 «pour une eau potable et une alimentation saine»			
2. Initiative populaire du 25 mai 2018 «pour une suisse libre de pesticide de synthèse»			
3. Loi fédérale du 25 septembre 2020 sur les bases légales des ordonnances du Conseil fédéral visant à surmonter l'épidémie de Covid-19 (Loi Covid-19)			
4. Loi fédérale du 25 septembre 2020 sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre (Loi sur le CO ₂)			
5. Loi fédérale du 25 septembre 2020 sur les mesures policières de lutte contre le terrorisme (MPT)			
Votation fédérale du 26 septembre 2021	66'475	33'760	50.79%
1. Initiative populaire du 2 avril 2019 «Alléger les impôts sur les salaires, imposer équitablement le capital»			
2. Modification du 18 décembre 2020 du code civil suisse (Mariage pour tous)			

Votation fédérale du 28 novembre 2021	66'914	37'362	55.84%
1. Initiative populaire du 7 novembre 2017 «Pour des soins infirmiers forts (initiative sur les soins infirmiers)»			
2. Initiative populaire du 26 août 2019 «Désignation des juges fédéraux par tirage au sort (initiative sur la justice)»			
3. Modification du 19 mars 2021 de la loi fédérale sur les bases légales des Ordonnances du Conseil fédéral visant à surmonter l'épidémie de Covid-19 (Loi Covid-19) (Cas de rigueur, assurance-chômage, accueil extra familial pour les enfants, acteurs culturels, manifestations)			

Contrôle de signatures

Des contrôles de signatures ont été opérés à l'occasion de huit référendums fédéraux et de huit initiatives fédérales. Au total, 18'999 signatures ont été contrôlées contre 13'203 en 2020.

Commission de police

L'exercice écoulé ressemble à celui de 2020, en raison des implications liées au Covid-19. En 2021, 62'095 rapports ont été saisis sur le domaine public (61'954 en 2020). Le nombre d'ordonnances pénales s'est élevé à 55'995 (48'972 en 2020), avec des recettes se chiffrant à CHF 7'942'723.- (CHF 7'845'960.- en 2020). Le nombre de cas en attente a fortement diminué, passant à 2'002 cas à fin 2021 contre 7'056 en 2020.

Pour le domaine privé, 9'120 dénonciations ont été enregistrées (9'943 en 2020), qui ont entraîné 8'113 ordonnances pénales (8'352 en 2020). Les revenus ont cependant à peine fléchi à CHF 1'184'173.- (CHF 1'204'057.- en 2020).

Le cumul des infractions sur les domaines public et privé est stable et aboutit à un total de 71'215 cas en 2021 (71'897 en 2020). Sur 1'320 oppositions traitées (1'194 en 2020), 196 ont donné lieu à des audiences (147 en 2020). Le Tribunal de district a été saisi de huit affaires (neuf en 2020) dont deux seulement (trois en 2020) relevaient d'une opposition à une décision rendue après audience. Le Tribunal cantonal a été saisi de cinq cas (quatre en 2020), alors que le Tribunal fédéral n'a pas été sollicité (aucun en 2020). Aucune indemnité n'a été versée en 2021.

Concernant les conversions des amendes, 5'979 décisions ont été rendues en 2021, en nette hausse par rapport à 2020 (3'104). L'encaissement a logiquement renversé la tendance par rapport à 2020, de CHF 524'690.- à CHF 788'664.-. Le Juge d'application des peines n'a statué sur aucun recours en 2021 (deux en 2020).

Secrétariat général (SGCD)

Principales missions du service

Secrétariat et conseiller stratégique de la Municipalité

- gère le secrétariat du syndic, les séances de Municipalité pour la direction et les affaires du Conseil communal;
- coordonne l'administration transversale au sein de la direction et du service et participe à des groupes de travail transversaux;
- propose et met en œuvre des actions permettant de renforcer la cohérence des politiques communales ainsi que des projets stratégiques ou transversaux;
- défend les intérêts de la Ville et met en œuvre les relais de valorisation de Lausanne;
- assure et coordonne la communication du service et de la direction.

Comptabilité de direction

- établit, pour la direction et en collaboration avec ses services, le budget de fonctionnement, le plan des investissements et les comptes;
- effectue le contrôle budgétaire, la passation des écritures, l'enregistrement des factures et la gestion comptable du personnel de la direction.

Commission immobilière

- assure la gestion des transactions immobilières de la Ville (achats, ventes, droit distinct et permanent de superficie (DDP), servitudes, etc.);

- gère la valorisation des immeubles du patrimoine financier et celle du patrimoine immobilier de la Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (CPCL).
- analyse les objets soumis à la loi cantonale sur la préservation et la promotion du parc locatif (LPPPL) et fait des propositions en la matière à la Municipalité;
- représente la Commune à la Commission d'estimation fiscale du district de Lausanne.

Bureau de développement et projet Métamorphose (BDM)

- développe les projets immobiliers favorables à la mise à disposition de logements de qualité en veillant à la durabilité et l'économicité des projets de construction et de rénovation;
- planifie les étapes de développement des grands projets urbains et coordonne les partenaires;
- veille à la coordination générale des avant-projets et des projets ainsi qu'à l'émergence d'interfaces de qualité entre les domaines privés et publics sur les différents sites Métamorphose.

Relations internationales de la Ville

- assure les relations internationales de Lausanne en particulier dans le cadre de l'Association internationale des maires francophones (AIMF);
- gère les actions de solidarité internationale;
- favorise le partage d'expériences entre villes autour de l'héritage olympique.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Bur. Développement et Métamorphose	10.00	9.00	10.00	9.80
Bureau de la communication*	8.60	7.50	–	–
Commission immobilière	3.00	3.00	3.00	3.00
Comptabilité CD	4.30	4.20	4.30	4.10
Direction CD	4.90	4.90	5.40	5.00
Relations internationales	3.10	3.10	3.10	3.40
Unité web et multimédia*	4.50	4.00	–	–
Total service	38.40	35.70	25.80	25.30

* dès 2021 au Secrétariat municipal

Pour l'unité Relations internationales, l'augmentation de 0.3 ept est due provisoirement à un remplacement congé maternité
Le poste de secrétaire pour la Commission immobilière est partagé avec la Direction

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	-12.60

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Bur. Développement et Métamorphose	10	9.00	11	9.80
Bureau de la communication*	10	7.50	–	–
Commission immobilière	3	3.00	3	3.00
Comptabilité CD	5	4.20	5	4.10
Direction CD	6	4.90	6	5.00
Relations internationales	4	3.10	4	3.40
Unité web et multimédia*	5	4.00	–	–
Total service	43	35.70	29	25.30

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

	31 décembre 2020	31 décembre 2021
Unité administrative	nb	nb
	-	1
Total service	0	1

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	1	3
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	-
Total service	2	3

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	-
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	1

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	5	0.11
Auxiliaires mensualisé·e·s	3	1.27
Auxiliaires payé·e·s au forfait	1	*
Total service	9	1.38

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Le Bureau de développement et projet Métamorphose (BDM) a poursuivi son travail de planification et de conception des divers sites du projet, tout en suivant les chantiers des premiers bâtiments du PPA1 de l'éco-quartier des Plaines-du-Loup.

Suite aux analyses réalisées par la Commission immobilière dans le cadre du droit de préemption, la Commune a exercé son droit à 3 reprises.

L'Unité des Relations internationales de la Ville (RIV) joué un rôle décisif dans l'attribution à Lausanne de l'Observatoire mondial pour les femmes, le sport, l'éducation et l'activité physique, en partenariat avec l'UNESCO.

Dans le but d'atténuer l'impact de la crise sanitaire sur le commerce lausannois, le SGCD, en collaboration avec la Société coopérative des commerçantes et commerçants lausannois (SCCL), a poursuivi l'opération de soutien des commerçantes et commerçants par l'émission de bons de rabais.

La crise sanitaire du Covid-19 a retardé les travaux de rénovation du Théâtre de Beaulieu. Cependant, le site a connu un immense succès lors d'une journée porte ouverte et les Halles Nord vont revivre grâce à un ambitieux projet d'utilisation coopérative.

Principales activités 2021**Secrétariat et conseiller stratégique de la municipalité**

Beaulieu S.A.

2021 a permis au Conseil d'administration de travailler très activement à la stratégie de développement pour le site à moyen et long terme. L'année a bien entendu été marquée par la crise du Covid-19 qui a pénalisé la marche des affaires du centre de congrès. Le fort rebond de l'activité événementielle observé en automne, à la faveur d'une amélioration de la situation et un assouplissement des restrictions, laisse toutefois entrevoir de bien meilleures perspectives à l'avenir. La pénurie des matières premières, bois en tête, et les retards de livraison induits par la crise ont également impacté les travaux en cours dans le corps central du Palais de Beaulieu, tout particulièrement ceux du théâtre qui se voit contraint de reporter sa réouverture de mars à septembre 2022. Sur une note positive, il faut souligner la mise sur pied d'un ambitieux projet d'utilisation temporaire des Halles Nord. Ainsi, le Service des sports de la Ville, des acteurs privés du sport, des programmes sociaux du canton, Textura et le collectif Impact Hub regroupant des start-ups actives dans le domaine de l'innovation technologique vont activer l'ensemble des surfaces dès le premier trimestre 2022. Au mois de novembre, la journée de portes ouvertes «Beaulieu s'éveille» a connu un vif succès et une très forte fréquentation démontrant tout l'intérêt porté par la population, les médias et les partenaires.

Lausanne Tourisme

Si les effets de la crise du Covid-19 étaient encore bien présents en début d'année et sont redevenus aigus dès le mois de novembre, les nuitées ont tout de même globalement progressé notamment à la faveur d'un été marqué par une fréquentation vigoureuse des visiteurs suisses et le retour de certains événements, congrès et séminaires d'entreprises organisés en présentiel. Lausanne Tourisme devrait toutefois boucler cet exercice sur une perte absorbée par les réserves au bilan. C'est dans ce contexte que la Ville et Lausanne Tourisme ont initié une réflexion stratégique de fonds concernant le tourisme à Lausanne en vue de la rédaction d'un plan stratégique en 2022.

Fonds pour l'équipement touristique de la région lausannoise (FERL)

Le nouveau règlement sur la taxe intercommunale de séjour a été adopté au printemps par les neuf communes de l'Entente. Il entrera en vigueur partiellement en 2022, les nouvelles dispositions relatives aux établissements hôteliers s'appliquant à l'horizon 2023 en raison du Covid-19. La commission intercommunale de la taxe de séjour a soutenu neuf projets pour un montant total de CHF 538'000.-.

La Poste

La Municipalité a fait systématiquement opposition aux projets de fermeture ou de transformation des offices postaux qui sont tous synonymes de démantèlement du service universel à la population. Les recours auprès de Postcom, l'organe de surveillance de la Poste, ont concerné la transformation de l'office des Bergières en une filiale en partenariat ainsi que celui de la Gare en une filiale automatisée. Cette instance de dernier recours a malheureusement confirmé les projets envisagés, comme elle le fait du reste dans la plupart des cas.

Appuis divers

L'appui aux casuelles a vu Lausanne soutenir six projets, principalement dans les domaines culturel et social. Par ailleurs, l'opération de soutien au commerce lausannois et aux maraichers, initiée en 2020 en collaboration avec la société coopérative des commerçantes et commerçants de Lausanne (SCCL), pour lutter contre la morosité commerciale liée aux mesures sanitaires de lutte contre le Covid-19 et aux fermetures des magasins a pris fin en juillet 2021.

Commission immobilière

Pour la Commission immobilière (CI), l'année 2021 a été marquée par une forte activité notamment liée au traitement des dossiers liés au droit de préemption institué par la loi sur la préservation et la promotion du parc locatif (LPPPL).

La CI a siégé en séance plénière à trois reprises en 2021. La CI a rédigé ou participé à la rédaction de deux préavis présentés au Conseil communal:

- Préavis N° 2021/20 - CD/LEA – («*Plaines-du-Loup - premier plan partiel d'affectation - pièces urbaines D - Projet de construction de cinq immeubles conformes au concept de société à 2000 watts et de réalisation des aménagements extérieurs communs*»);
- Préavis N° 2021/53 - CD – («*Autorisation générale de statuer sur les acquisitions d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières et sur les aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers*»).

Par ailleurs, la CI a traité 43 affaires par voie de note à la Municipalité, en dehors des cas de préemption LPPPL qui sont mentionnées plus bas.

Opérations foncières réalisées hors préavis

La liste des principales opérations foncières réalisées en 2021 figure sous «Préambule – Autorisation générale de procéder à des acquisitions d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières, et de statuer sur les aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers, en application de l'article 20, lettre f du règlement du Conseil communal».

Estimation fiscale

Le délégué et son adjoint ont siégé à la Commission d'estimation fiscale des immeubles du district de Lausanne. Les taxations, nouvelles ou révisées, ont apporté les augmentations suivantes des valeurs fiscales:

2016	671'240'000.-	
2017	1'040'736'650.-	
2018	769'994'400.-	(résultat intermédiaire)
2019	819'866'500.-	(résultat intermédiaire)
2020	679'231'700.-	(résultat intermédiaire)
2021	141'859'600.-	(résultat intermédiaire)

Ces montants génèrent des revenus fiscaux communaux supplémentaires d'impôt foncier (1.5%) et d'impôt sur la fortune. Les chiffres de 2018 à 2021 sont indiqués comme résultats intermédiaires car des procédures de réclamation sont encore en cours à l'heure actuelle. Le montant de l'année 2020 ne comprend que peu de taxations nouvelles ou révisées pour le moment, de sorte que le total sera amené à évoluer considérablement.

Droit de préemption LPPPL

Suite à l'entrée en vigueur du droit de préemption LPPPL, la commission immobilière a analysé systématiquement les transactions immobilières qui ont été portées à sa connaissance par les notaires. 103 transactions ont ainsi été analysées, ce qui a permis à la Commune d'exercer son droit de préemption à 3 reprises.

Sur ces trois cas d'exercice du droit de préemption, le premier est survenu en mars 2021 et fait l'objet d'une procédure judiciaire pendante devant la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal vaudois. Les deux autres acquisitions par voie de préemption ont été menées à terme et les transferts de propriété sont effectifs.

Bureau du développement et projet métamorphose

Le Bureau du développement et projet métamorphose (BDM) a poursuivi et intensifié ses interventions dans la mise en œuvre de la stratégie de développement urbain de la Ville. Le BDM a pour mission principale de développer les parcelles en mains de la Ville. Il porte et met en œuvre le projet Métamorphose. Ses interventions se concentrent sur plusieurs sites.

Les Plaines-du-Loup – étape 1

- L'adoption du préavis N° 2021/20 «Plaines-du-Loup – premier plan partiel d'affectation – pièce urbaine D» a permis l'octroi des derniers DDP du PPA1 des Plaines-du-Loup;
- La construction s'est intensifiée et bat désormais son plein. Le BDM joue un rôle crucial dans la coordination de l'ensemble des acteurs qui interviennent sur le site. Une vingtaine d'investisseurs, autant de bâtiments, de grues, et des centaines d'entreprises érigent chaque jour la 1^{re} étape de l'écoquartier des Plaines-du-Loup;
- L'adoption du préavis N° 2021/22 «Projet Métamorphose – Plaines-du-Loup, premier plan partiel d'affectation – Demande de crédit d'ouvrage pour la réalisation des aménagements définitifs des espaces publics et du parc du Loup – Demande de crédit pour le raccordement provisoire des cinq pièces urbaines au réseau de distribution d'électricité des Services industriels» demandant notamment la réalisation des aménagements définitifs des espaces publics et du parc du Loup a permis l'octroi des moyens nécessaires pour la réalisation des espaces publics du quartier. Ils constitueront une plus-value qualitative et écologique indispensable à la réussite du projet. Ces travaux seront conduits sous l'égide de la Ville. La coordination avec les chantiers des bâtiments des investisseurs privés est un défi supplémentaire dans la coordination du projet;
- La Maison de quartier sera située au sud du PPA1 des Plaines-du-Loup sur la frange est du parc. Elle a fait l'objet de Mandats d'Etude Parallèles (MEP) qui ont abouti à la fin de l'année. Le collège d'experts a recommandé le développement du projet proposé par le groupement piloté par le bureau d'architecte Joud Vergely Beaudoin architectes qui a proposé le projet «Les cabanes du Loup»;
- La planification des autres étapes des Plaines-du-Loup s'est poursuivie notamment pour la 2^e étape. Les études de planification se sont concentrées sur

- le développement des espaces publics, l'élaboration d'un concept énergétique, la finalisation de l'image directrice et la préparation des conditions-cadres pour les futurs investisseurs. Elle a permis la rédaction du préavis N° 2021/56 «Projet Métamorphose» demandant notamment des crédits d'étude dédiés aux espaces publics, au complexe scolaire et au développement du projet de la 2^e étape;
- Les démarches participatives menées notamment sous la forme de forums se sont également poursuivies. Elles ont permis d'accompagner la création d'une assemblée de quartier et d'initier les démarches d'accompagnement de la planification des espaces publics de la 2^e étape de l'écoquartier.

Prés-de-Vidy

Du côté des Prés-de-Vidy, les études de planification urbaine se sont poursuivies et ont permis de stabiliser le projet urbain à travers une image directrice. La préparation des fouilles archéologiques s'est poursuivie. L'avenir des installations des Etablissements Horticoles a été éclairci. Les études ont permis la rédaction du préavis N° 2021/56 demandant notamment des crédits d'étude dédiés aux espaces publics et au complexe scolaire du secteur nord-ouest, à l'optimisation de l'établissement horticole et à la planification du développement de l'écoquartier.

Autres sites

En plus de la planification de ces deux grands sites, le BDM a contribué à la construction de plus de 220 logements sur les parcelles communales en 2020. Il assure également le pilotage du développement du site de Malley où une connaissance fine des enjeux de pollution du sous-sol est nécessaire pour poursuivre la suite du développement de ces parcelles propriétés de la Ville.

Enfin, le BDM vise toujours un niveau élevé d'exigences environnementales. Dans ce cadre, il a rédigé la réponse au postulat de M. Jean-Marie Fürbringer et consorts sur l'intégration du bois dans les projets Métamorphose.

Relations internationales de la Ville

Les Relations internationales de la Ville (RIV) sont en charge de coordonner les activités internationales de la Ville et plus particulièrement les relations extérieures et la promotion de Lausanne dans le cadre de réseaux internationaux ou en bilatérale, les événements d'ampleur internationale ainsi que la solidarité internationale.

Au sein de l'Association internationale des maires francophones (AIMF), la Ville de Lausanne préside la Commission Villes et développement durable qui favorise l'échange d'expériences et l'implémentation de projets plus dans le domaine de la lutte contre les changements climatiques. En 2021, Lausanne a organisé un atelier de la commission à Sousse en Tunisie. Actuellement en phase de transition écologique et numérique afin de réduire son impact écologique, la Ville de Sousse a présenté son programme de développement urbain intégré (PDUI).

La Ville de Lausanne préside également l'Union mondiale des villes olympiques (UMVO) qui valorise l'héritage olympique au service des politiques publiques de santé, d'inclusion sociale, d'intégration, d'éducation, de sport, ainsi que de développement économique et touristique. En juin, l'UMVO a organisé un événement en ligne – dédié à l'articulation entre sport et tourisme, accompagné d'une publication. La rencontre annuelle des Villes Olympiques, l'Assemblée générale de l'association et une série de visites sur site se sont tenues à Lillehammer, en Norvège, en novembre. Cet événement a suivi la 8^e édition du sommet Smart Cities & Sport, organisé à Copenhague, au Danemark, en présence de Thomas Bach, président du CIO, et avec la participation de représentantes et représentants de 80 villes sur site ou en ligne.

En juin, Lausanne a célébré la personnalité de Ioannis Capodistrias, médecin, diplomate et homme d'Etat, artisan majeur de l'unité de la Confédération helvétique, de l'établissement du principe de neutralité et de l'indépendance du Canton de Vaud. L'inauguration de l'Allée Ioannis Capodistrias à Ouchy, en présence des maires d'Athènes et de Corfou, ainsi que de nombreux officiels, fut le point d'orgue d'un programme varié et riche mêlant conférences, spectacles et exposition en partenariat avec les associations grecques locales.

En 2021, le Canton de Vaud, la Ville de Lausanne et l'Université de Lausanne ont été désignés par le Département fédéral des affaires étrangères pour créer l'Observatoire mondial pour les femmes, le sport, l'éducation et l'activité physique, en partenariat avec l'UNESCO. L'objectif global de cet observatoire est de faire évoluer les pratiques et les connaissances en termes d'égalité dans le sport en documentant les pratiques pour guider les décideurs, tout en mettant les acteurs en réseau afin d'atteindre l'égalité des genres dans le sport et le monde sportif. L'installation de l'Observatoire à Lausanne contribue au rayonnement international de la Ville.

La Ville de Lausanne a soutenu des projets de solidarité internationale s'inscrivant dans les quatre axes prioritaires définis: lutte contre le changement climatique, eau, sport pour l'inclusion sociale, et biens culturels. Des subventions ont été accordées à 17 projets au travers de la Fédération vaudoise de coopération (Fedevaco) ou en aide directe pour des projets menés par des associations locales. Le Conseil communal a validé un budget annuel de CHF 475'000.-, représentant une augmentation de 36% par rapport au budget régulier des 12 dernières années.

Lausanne à table

La Ville de Lausanne soutient la mise en valeur des produits locaux, ainsi que celle des artisanes, artisans et des métiers de bouche de la région. Lausanne à Table est l'une des pierres angulaires de la stratégie gastronomique défendue par la Ville.

Malgré la pandémie et l'annulation des grands événements, Lausanne à Table a pu maintenir 30 événements sur plus de 100 dates et accueillir plus de 6'000 personnes. Le site Internet a été consulté plus de 200'000 fois, en particulier l'annuaire, alors que la communauté de Lausanne à Table sur les réseaux sociaux regroupe 40'000 personnes.

Service de la culture (CULT)

Principales missions du service

- définition et application de la politique culturelle;
- représentation de la Ville par le chef de Service et ses adjoints et adjointes dans les conseils de fondation des principales institutions culturelles subventionnées;
- décisions sur la répartition et le suivi des subventions;
- suivi des institutions culturelles, de la scène artistique indépendante et des écoles de musique;
- gestion et promotion des trois musées communaux;
- gestion de la Collection d'art de la Ville de Lausanne.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Collection de l'Art Brut	10.40	10.20	11.20	10.40
Musée design et arts appliqués	12.60	11.60		
Musée historique de Lausanne	16.65	16.65	17.25	16.45
Musée Romain de Lausanne-Vidy	6.00	6.00	6.00	6.00
Unité administrative	8.40	8.40	7.80	6.90
Total service	54.05	52.85	42.25	39.75

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	-11.80

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Collection de l'Art Brut	13	10.20	14	10.40
Musée design et arts appliqués	15	11.60		
Musée historique de Lausanne	22	16.65	22	16.45
Musée Romain de Lausanne-Vidy	10	6.00	10	6.00
Unité administrative	11	8.40	9	6.90
Total service	71	52.85	55	39.75

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

	31 décembre 2020	31 décembre 2021
Unité administrative	nb	nb
Musée historique de Lausanne	1	1
Total service	1	1

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	18	3
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	-
Total service	19	3

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	1
Départ à la retraite	1
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	15
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	18

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	51	5.73
Auxiliaires mensualisé·e·s	6	1.44
Auxiliaires payé·e·s au forfait	29	*
Total service	86	7.17

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

- Poursuite de la crise du Covid-19, fermeture des lieux culturels et interdiction de manifestations, puis limitations de jauge et autres contraintes imposées, prolongeant et amplifiant la fragilisation de l'ensemble du secteur culturel;
- Maintien des subventions décidées avant la crise, malgré les annulations, et déploiement du plan de relance spécifique au secteur culturel lausannois (dont la réalisation des appels à projets *Découvertes culturelles* et *I LOVE #ArtisteDici*);
- Reconduction de l'événement *RIPOSTE!* porté par les festivals lausannois et proposant un été culturel remodelé compatible avec les mesures sanitaires imposées;
- Transfert administratif du mudac à la Fondation Plateforme 10 au 1^{er} janvier 2021 et remise des clés du nouveau bâtiment de Plateforme 10 destiné à abriter le mudac et Photo Elysée;
- Lancement du chantier de la Maison du cinéma au Capitole, avec la réalisation d'une deuxième salle de projection, la restauration des éléments patrimoniaux et la création de nouveaux espaces;
- Réouverture du Théâtre Boulimie, après travaux de réaménagement;
- Instauration de la gratuité des visites guidées dans les musées communaux pour les écoles publiques et structures d'accueil, dans le cadre de la politique d'accès à la culture;
- Réalisation d'un audit sur le climat de travail au sein de la Fondation du Bèjart Ballet Lausanne (BBL);

- Lancement du projet *Les Jumeaux*, centre dédié à la création et à la diffusion musicale au Flon, avec un nouveau club de jazz, près de 30 locaux de répétition et des bureaux pour l'industrie musicale;
- Lancement d'un site internet dédié à la Collection d'art de la Ville de Lausanne et réalisation d'un nouvel épisode de la série de podcasts *Art en ville* consacrés à la découverte de l'art dans l'espace public, sur le thème de l'art urbain;
- Entrée en fonction de Renaud Capuçon à la direction artistique de l'Orchestre de Chambre de Lausanne.

Financement

La participation financière de l'Etat de Vaud aux institutions culturelles lausannoises s'est élevée à CHF 10'215'200.-, sans compter les aides ponctuelles distribuées par la Commission cantonale des activités culturelles (CCAC). Ce montant tient compte des restitutions de subventions excédentaires induites par le Covid-19.

Le Fonds intercommunal de soutien aux institutions culturelles de la région lausannoise a versé aux quatre grandes institutions culturelles lausannoises (BBL, Théâtre Vidy-Lausanne, Opéra de Lausanne et Orchestre de Chambre de Lausanne) un montant de CHF 850'000.-.

Le Théâtre Kléber-Méleau (TKM), la Cie STT et la Cie Linga bénéficient de conventions de subventionnement pluripartites et régionales.

Musées communaux et collection d'art de la Ville de Lausanne

Les musées ont été fermés au public par les autorités fédérales jusqu'au 28 février 2021.

Le lancement de la gratuité des visites guidées pour les classes dans les musées communaux a suscité un fort intérêt, avec 230 visites guidées, tous publics confondus, entre août et décembre.

Collection de l'Art Brut (CAB)

25'597 personnes ont visité la Collection de l'Art Brut (trois expositions temporaires, exposition permanente, événements particuliers et animations). 1'000 visiteuses et visiteurs se sont rendus à la Collection de l'Art Brut pendant *La Nuit des Musées* et une centaine de visiteuses et visiteurs ont pris part à l'événement *Les Jardins de l'Art Brut*.

Musée historique Lausanne (MHL)

32'383 personnes ont visité le Musée historique Lausanne (deux expositions temporaires, exposition permanente, 43 événements particuliers et animations). L'exposition *Losanna, Svizzera* a rencontré un immense succès et a donné lieu à des collaborations, notamment avec la RTS et la Cinémathèque suisse.

Musée romain de Lausanne-Vidy

10'157 personnes ont visité le Musée romain de Lausanne-Vidy (deux expositions temporaires, une exposition en itinérance, exposition permanente, événements particuliers et animations).

Collection d'art de la Ville de Lausanne (CAL)

17 nouvelles œuvres de trois artistes ont été acquises pour la CAL. Une donation d'estampe a enrichi la collection.

29 œuvres sont nouvellement en prêt dans les diverses administrations de la Ville, portant le total des pièces actuellement présentées à 236. 147 œuvres ont été déplacées dont 60 pour numérisation, 18 ont été nouvellement encadrées, une a été restaurée, 29 ont été accrochées et 56 décrochées pour un retour dans les dépôts, notamment dans le cadre d'un assainissement des prêts. Certaines pièces étaient exposées depuis plus de 20 ans et nécessitaient un contrôle pour une bonne conservation à long terme.

59 médiations ont été menées autour des œuvres de la CAL dans l'espace public, pour un total de 900 élèves environ. Les locaux mis à disposition pour la CAL ne sont pas climatisés et les conditions de conservation des œuvres restent loin d'être idéales.

Arts de la scène

Les salles de spectacle ont été fermées au public par les autorités fédérales jusqu'au 18 avril 2021. La réouverture a fait l'objet de conditions d'accueil contraintes et de limitations de jauge.

Théâtre de Vidy

13'473 personnes ont assisté aux 181 représentations (32 spectacles), présentées en partie hors les murs en raison des travaux, pour un taux de fréquentation de 89%. Le théâtre a dû annuler ou reporter 127 représentations (16 spectacles) et transformer une création qui n'a pu voir le jour en un film/performance.

10'872 personnes ont assisté aux 145 représentations (13 spectacles) données par le Théâtre de Vidy en tournée. En Suisse et à l'étranger, 262 représentations (trois spectacles) ont été annulées.

Le chantier de rénovation du Théâtre de Vidy se poursuit. Durant la période des travaux, le Théâtre de Vidy maintient sa programmation dans la salle René-Gonzalez, dans le Pavillon, ainsi que hors les murs.

Béjart Ballet Lausanne (BBL)

26'872 personnes ont assisté aux 39 représentations données par le BBL, dont 3'106 à Lausanne, notamment à l'occasion des spectacles donnés sous l'égide du *Plan_B*, dans ses locaux au Presbytère, dans une configuration de grande proximité et intimité. L'activité de tournée du BBL a été fortement impactée par la pandémie.

Le Conseil de fondation du BBL a mené un audit complet de l'ensemble du personnel de la Fondation, suite aux résultats de l'enquête menée au sein de l'Ecole-Atelier Rudra Béjart. Les conclusions de cet audit ont mené le Conseil de fondation à réviser la gouvernance de la compagnie et à restructurer la Fondation.

Arsenic – Centre d'art scénique contemporain

8'823 personnes ont assisté aux 165 représentations (37 spectacles) et événements présentés à Lausanne, pour un taux de fréquentation de 72%. Le théâtre a également proposé un festival de performances à Genève et réalisé un programme de vidéos.

Théâtre Kléber-Méleau (TKM)

14'721 personnes ont assisté aux 109 représentations (15 spectacles) et manifestations proposées par le TKM. Le théâtre a pu maintenir son activité artistique durant la période de confinement grâce à un projet en extérieur durant la période estivale. Cette création a été vue par près de 4'000 personnes en plein air, dans les cantons de Vaud et Genève.

Le Petit Théâtre

21'392 personnes ont assisté aux 297 représentations (57 spectacles) et manifestations. Malgré les restrictions sanitaires, le théâtre a pu continuer à accueillir des classes, permettant ainsi de maintenir le rythme de ses activités. Aucun spectacle n'a dû être annulé.

Autres subventions ordinaires

Le Théâtre Boulimie a rouvert après des travaux de réaménagement. 4'020 personnes ont assisté aux 59 représentations (15 spectacles).

2'654 personnes ont assisté aux 91 représentations (16 spectacles) et manifestations présentées au Théâtre 2.21 et 3'112 personnes ont assisté aux 99 représentations (11 spectacles) proposées au Pulloff Théâtres. 18'349 personnes ont assisté aux 122 représentations (40 spectacles) présentées au Centre culturel des Terreaux. 2'364 personnes ont assisté aux 17 représentations (trois spectacles) présentés par le Théâtre de Marionnettes de Lausanne.

3'545 personnes ont assisté aux 42 spectacles et manifestations organisés au Théâtre Sévelin 36. A Lausanne et en tournée, la Cie Philippe Saire a proposé 65 représentations (sept spectacles) qui ont été vues par 5'108 personnes. La 49^e édition du Prix de Lausanne s'est déroulée exclusivement en ligne en raison de la pandémie.

Subventions casuelles

Pour la saison 2021-22, sur recommandation de la Commission des arts de la scène, la Ville a soutenu 27 projets de création scénique de compagnies indépendantes (sur 68 dossiers déposés).

Trois nouvelles conventions de subventionnement ont été octroyées à la compagnie Ilka (Maud Blandel), au metteur en scène Aurélien Patouillard et à la compagnie Lausanne-Impro. Les conventions de subventionnement aux compagnies Nicole Seiler et 2b company (François Gremaud) ont été reconduites. Parallèlement, les conventions attribuées aux compagnies Arts Mouvementés (Yasmine Hugonnet), Emilie Charriot, Numéro 23 Prod. (Massimo Furlan), STT (Dorian Rossel), Linga (Katarzyna Gdaniec et Marco Cantalupo), Snaut (Joël Maillard), Marielle Pinsard, Jours Tranquilles (Fabrice Gorgerat) se poursuivent.

La Ville de Lausanne et le Canton de Vaud ont attribué conjointement la 12^e bourse de compagnonnage théâtral (pour les saisons 2021-23) à Jonas Lambelet.

26 projets de tournée de compagnies indépendantes (théâtre et danse) ont été soutenus en 2021. La *Sélection Suisse en Avignon* a pu avoir lieu et a notamment présenté les travaux de deux compagnies lausannoises.

Depuis 2020, dû aux restrictions sanitaires, *Programme Commun* est devenu *Parcours Communs*: une programmation sur plusieurs week-ends pour le public et les professionnelles et professionnels. La Fête de la danse Lausanne a elle accueilli plus de 1'200 participants et participantes pour sa 16^e édition.

Subventions casuelles (Covid-19)

Dans le cadre de son Plan de relance lié à la crise du Covid-19, la Ville a apporté une aide directe à 189 artistes et à six structures privées, notamment dans le cadre d'un soutien à la reprise de spectacles de théâtre et de danse, ainsi que d'un soutien à la prise de risques pour des productions événementielles.

Musique

Les salles de concert ont été fermées au public par les autorités fédérales jusqu'au 18 avril 2021. La réouverture a fait l'objet de conditions d'accueil restreintes et de limitations de jauge.

Opéra de Lausanne

13'567 personnes ont assisté aux 19 représentations et concerts présentés à l'Opéra de Lausanne. Les productions ont pu reprendre en juin avec la *Route Lyrique* (21 représentations vues par plus de 3'000 personnes). La saison a ensuite pu se poursuivre avec un public fidèle et des succès enregistrés pour *Le Petit chaperon rouge*, les *Noces de Figaro* et *l'Auberge du Cheval-Blanc*.

Orchestre de Chambre de Lausanne (OCL)

24'672 personnes ont assisté aux 39 concerts donnés par l'OCL (26 à Lausanne, 13 en tournée). L'année 2021 a marqué l'entrée en fonction de Renaud Capuçon en tant que nouveau directeur artistique de l'OCL et le lancement de la série *OCL pour tous* pour les publics dits empêchés. Trois parutions discographiques ont été fêtées: Chostakovitch sur le label Alpha avec Joshua Weilerstein, Arvo Pärt avec Renaud Capuçon sur le label Warner et Jean Françaix avec Nicholas Chalvin sur le label Claves.

Les Docks

20'242 personnes ont assisté aux 45 événements qui ont pu être maintenus aux Docks. De nombreux concerts ont dû être reportés ou annulés. La salle a été néanmoins intensivement utilisée par 37 artistes en résidence, totalisant 87 jours d'utilisation. La Fondation a pu ainsi pleinement jouer son rôle de soutien à la scène suisse.

Autres subventions ordinaires

5'335 personnes ont assisté aux 46 soirées, concerts et dj sets organisés hors les murs par le Romandie avec une programmation 100% suisse (dont 39% de projets vaudois). La salle du Romandie est actuellement fermée en raison d'infiltrations d'eau et des travaux du Grand-Pont. Les démarches sont en cours afin de permettre une reprise des activités de l'association, en son lieu, à l'horizon 2023.

2'532 personnes ont assisté aux 30 événements présentés par l'Association du Salopard, qui a mis en place une programmation nomade en collaboration avec d'autres lieux culturels. Au Chorus, 70 concerts ont été suivis par 3'120 amateurs de jazz.

La saison du Sinfonietta de Lausanne a été fortement impactée, avec 10 projets (22 concerts) annulés ou reportés. 14 projets (28 prestations et deux vidéos) ont néanmoins pu être réalisés, vus par 9'545 personnes. 3'180 personnes ont assisté aux 13 concerts donnés en Suisse et à l'étranger par l'Ensemble Vocal de Lausanne (EVL), tous les projets de la première partie de 2021 ayant dû être annulés. Le Quatuor Sine Nomine a pu maintenir 20 concerts, a présenté un concert en streaming live et a dû annuler deux concerts. L'Orchestre Amabilis a pu maintenir deux concerts qui ont séduit 160 personnes. Après l'annulation de leur concert de mai, l'Orchestre Symphonique et Universitaire de Lausanne (OSUL) a pu donner un concert en décembre devant 728 personnes.

726 personnes ont pu assister aux neuf concerts (sept projets) que la Société de Musique Contemporaine (SMC) a pu maintenir alors que 414 personnes ont assisté aux cinq représentations proposées en live streaming.

L'association des Amis de l'Abbaye de Montheron a proposé 47 concerts pour 1'250 personnes. L'Association des Concerts de Montbenon (ACM) a pu maintenir deux concerts (sur les 10 prévus). La Société des Concerts de la Cathédrale de Lausanne et l'Association de concerts de musique ancienne Les Goûts Réunis ont organisé des concerts. CULT a par ailleurs soutenu la Conférence des Sociétés Chorales Vaudoises de Concert (CSCVC) qui regroupe une quarantaine de chœurs d'oratorio du canton.

Annulée dans son format usuel, la Fête de la musique a participé à l'organisation de *RIPOSTE!* dont le concert d'ouverture a été donné par les Lausanne Soloists dirigés par Renaud Capuçon. Le festival Jazz Onze+ a accueilli 2'010 personnes alors que les huit concerts du Festival Bach ont accueilli 2'250 personnes.

Subventions casuelles

Dans le domaine musical, CULT a soutenu 18 projets de création (dont 14 projets d'enregistrement) et cinq projets de tournée par le biais de subventions casuelles.

CULT a également soutenu les saisons de concerts de l'association Ensemble en scène (six concerts suivis par 557 personnes), de l'association Fracanaüm (musique contemporaine) et de l'association Art-en-ciel

(37 représentations de cinq spectacles musicaux vus par 17'500 personnes), ainsi que les ensembles musicaux Eustache (cinq concerts suivis par 567 personnes) et ensemble baBel (huit concerts suivis par 520 personnes).

Dans le domaine des manifestations, le festival Electrosanne a affiché complet avec 3'000 personnes sur deux soirs, le festival Prémices a renoncé à son format habituel pour proposer plusieurs soirées ponctuelles de concerts dans des lieux insolites, alors que le festival Norient a transposé son édition en ligne. Six concerts ont pu être maintenus dans le cadre du Festival de Musique Improvisée de Lausanne et les Rencontres internationales harmoniques ont mis à l'honneur les instruments d'époque.

Subventions casuelles (Covid-19)

Dans le cadre de son Plan de lié à la crise du Covid-19, la Ville a apporté une aide directe à 12 artistes et à trois structures privées, notamment dans le cadre d'un soutien aux résidences, ainsi que d'un soutien à la prise de risques pour des productions événementielles.

Arts visuels

Les musées et les espaces d'art ont été fermés au public par les autorités fédérales jusqu'au 28 février 2021.

Subventions ordinaires

La Fondation de l'Hermitage a présenté deux expositions pour une fréquentation totale de 59'949 personnes.

Le mudac a été transféré à la Fondation Plateforme 10 au 1^{er} janvier 2021. Le musée est actuellement en cours de déménagement. La population a pu découvrir les nouveaux espaces du musée, lors de la remise officielle des clés.

726 personnes ont visité les trois expositions et assisté aux quatre événements organisés par le centre d'art Circuit, qui a également été invité à présenter une exposition au MCBA.

L'Association des Musées de Lausanne et Pully (AMLPL) a organisé la 20^e Nuit des musées (Ndm). 9'262 personnes ont pu découvrir les 34 expositions et 65 animations proposées dans les 23 musées partenaires.

Subventions casuelles

Sur recommandation de la Commission des arts visuels, la Ville a soutenu des artistes lausannoises et lausannois pour 29 expositions et 17 publications (sur 73 dossiers déposés). Deux artistes se sont rendues en résidence au Caire et à Buenos Aires.

Subventions casuelles (Covid-19)

Dans le cadre de son Plan de relance lié à la crise du Covid-19, la Ville a apporté une aide directe à 93 artistes. 47 personnes ont bénéficié d'une aide aux charges de loyer de leur atelier. 46 artistes ont été subventionnés pour prendre part au projet / LOVE #ArtisteDici, qui leur proposait d'intervenir in situ sur des emplacements d'affichage dans l'espace public. Cette seconde mesure visait notamment à pallier l'annulation d'un grand nombre d'expositions en raison de la fermeture des musées.

Art en Ville

Le projet *Art en Ville* met en valeur les œuvres et installations artistiques qui se situent dans l'espace public lausannois. En 2021, un nouveau parcours-balades, accompagné d'un audioguide sous forme de podcast, proposait de partir à la découverte d'interventions de *street art* dans l'espace public.

Cinéma

Les salles de cinéma ont été fermées au public par les autorités fédérales jusqu'au 18 avril 2021. La réouverture a fait l'objet de conditions d'accueil contraintes et de limitations de jauge.

Cinémathèque suisse (CS)

16'897 personnes ont assisté aux 582 séances (pour 362 œuvres projetées, dont 23 films lausannois) organisées par la Cinémathèque suisse, dont deux projections spéciales organisées à l'Opéra de Lausanne et cinq avant-premières.

Les 1^{ers} coups de pioche des travaux de rénovation et d'agrandissement de la Maison du Cinéma au Capitole ont été donnés en début d'année et permettront notamment la réalisation d'une 2^e salle de projection, la restauration d'éléments patrimoniaux et la création de nouveaux espaces, avec une ouverture au public prévue fin 2023.

Subventions ordinaires

8'536 personnes ont assisté aux 55 projections et aux 31 concerts organisés dans le cadre de la 20^e édition du Lausanne Underground Film Festival (LUFF). Le festival Cinémas d'Afrique a présenté 38 films, trois avant-premières et un concert à l'occasion de sa 15^e édition, suivie par 2'619 personnes.

Subventions casuelles

2'646 personnes ont assisté aux 74 films présentés au Zinéma. 4'947 personnes ont assisté aux projections des 37 films et aux huit manifestations organisées au Cinéma Bellevaux. Le cinéma Oblò a accueilli 469 personnes lors de 27 événements.

L'Association Lux-dB (Pierre-Yves Borgeaud) a travaillé à la réalisation de deux longs métrages, diffusé un film à la RTS suivi par 10'000 téléspectatrices et téléspectateurs et présenté une avant-première de sept courts-métrages à 200 personnes.

Les Rencontres 7^e Art Lausanne ont notamment proposé onze projections et cinq masterclasses à l'ECAL, une table ronde, une conversation et une création musicale ainsi que deux rencontres à l'Ecole de jazz et de musique actuelle (EJMA). Le Ciné-Festival a présenté 20 avant-premières à plus de 9'500 personnes et organisé cinq manifestations pour plus de 3'000 personnes. Les Bobines de Valency ont notamment participé à l'événement *RIPOSTE!*. La Nuit du Court lausannoise organisée par l'Association Base-Court a présenté 72 films à plus de 1'300 personnes lors de 19 projections, ainsi que quatre projections à plus de 400 personnes à l'occasion des Bobines de Valency.

Festivals et manifestations

Les manifestations culturelles publiques ont été interdites par les autorités fédérales jusqu'au 18 avril 2021. Elles ont par la suite fait l'objet de conditions d'accueil contraintes et de limitations de jauge.

Festival de la Cité

40'000 personnes ont pris part aux 103 représentations des 34 spectacles (dont 14 représentations de cinq spectacles lausannois) proposés dans le cadre de l'édition 2021 du festival.

Autres subventions ordinaires

A nouveau contrainte d'annuler *Les Garden-Parties de Lausanne* dans leur format usuel, l'association Lausanne Estivale a travaillé en collaboration avec onze partenaires culturels pour coordonner l'événement unique *RIPOSTE!*. 5'124 personnes ont assisté aux 89 spectacles, concerts et films (dont 42 projets lausannois) proposés sur quatre scènes durant quatre week-ends à Montbenon.

La 25^e édition des Urbaines s'est tenue en deux temps: une édition spéciale en juillet lors de laquelle 3'086 personnes ont assisté aux 20 projets présentés en plein air dans cinq lieux de Lausanne et Renens, puis une édition habituelle en décembre lors de laquelle 6'744 personnes ont assisté aux 46 projets présentés dans neuf lieux de Lausanne, Renens et Chavannes.

Subventions casuelles

La Fête du slip a proposé huit spectacles, 17 concerts et 34 projections lors de sa 9^e édition, suivie par 2'823 personnes.

La manifestation Lausanne Méditerranées a dû être annulée en raison des contraintes liées au Covid-19.

Associations et structures professionnelles

Subventions ordinaires

De façon générale, les associations professionnelles et structures mutualisées ont, comme en 2020, fait office de relais d'informations et de conseil en lien avec les mécanismes d'indemnisations et mesures de restrictions induites par la mise à l'arrêt de la vie culturelle.

Le Bureau culturel Vaud a livré ses prestations dans les domaines de la location de matériel, de la mise à disposition de ressources, du consulting. Près de 1'000 utilisatrices et utilisateurs bénéficient de ces ressources, notamment dans le domaine des arts visuels. L'Association romande technique organisation spectacle (artos) a été soutenue pour ses activités liées à la formation, dans les domaines de la technique, de l'administration ou encore de la santé et sécurité au travail.

La Commission Romande de Diffusion des Spectacles (Corodis) a été subventionnée pour son soutien à la diffusion des compagnies lausannoises. Elle a aussi organisé la 13^e édition des Salons d'artistes et mené une étude sur les arts de la scène en Suisse romande, commandée par la CDAC. L'Association vaudoise de danse contemporaine (AVDC) a mené des entretiens individuels avec des chorégraphes, organisé la Fête de la danse

à Lausanne, divers workshops et actions de sensibilisation ainsi qu'une formation aux étudiantes et étudiants de la Manufacture. La Fondation SAPA a acquis deux fonds d'archives lausannoises et a mené 20 actions et événements pour 643 participantes et participants.

La Fondation romande pour la chanson et les musiques actuelles (FCMA) a été subventionnée pour son travail de formation, de sensibilisation, de diffusion, de réseautage et de structuration de la scène musicale romande. Ses dispositifs de soutien et d'accompagnement *Iceberg 5* et *FMCAMusique+* ont également perduré.

La Ville de Lausanne a contribué à Cinéforum, structure romande de soutien aux projets de création dans le domaine du film. La fondation a subventionné 49 projets en aide sélective à la réalisation, six projets en soutien à l'innovation, 20 sorties de films en soutien à la distribution. M. Stéphane Morey est entré en fonction en tant que nouveau secrétaire général.

Un soutien est également apporté aux activités de Visarte Vaud.

Participation culturelle

Le projet-pilote *Penser la diversité autrement* a été lancé pour stimuler un travail en profondeur en termes de diversité, de participation culturelle et d'élargissement du public. Il se déploie sur trois ans et réunit l'Arsec et l'Orchestre de Chambre de Lausanne, ainsi que la Collection de l'Art Brut et les Bibliothèques de la Ville. Le périmètre de cette démarche couvre le public, la programmation, la politique du personnel, les processus internes et les partenariats. Ce projet-pilote impliquera des expertises externes, du travail en commun et un monitoring des résultats. Une restitution est prévue au 1^{er} semestre 2025.

Plus de 2'500 enfants et jeunes ont pu profiter des 18 découvertes culturelles proposées par la Ville aux structures d'accueil de la petite enfance, du parascolaire et du socioculturel. 80 représentations ont été données dans 60 lieux différents, financées par le Plan de relance lié à la crise du Covid-19. Ce dispositif a offert à 45 artistes la possibilité de présenter un projet existant dans un format hors les murs, adapté au jeune public. Cette action a en outre permis de stimuler de nouvelles collaborations et d'intensifier la diffusion de projets dans les quartiers.

Ecoles de musique

Conservatoire de Lausanne

La Fondation de la Haute Ecole de Musique Vaud Valais Fribourg et du Conservatoire de Lausanne abritent sous un même toit institutionnel l'HEMU, qui offre une formation professionnelle dans le cadre de la HES-SO, et le Conservatoire de Lausanne, qui offre une formation classique non professionnelle. En 2021, le Conservatoire de Lausanne a dispensé des cours à 1'188 élèves. Il a également obtenu le label Pre-College, délivré 34 certificats FEM et lancé l'Orchestre intercantonal (Vaud, Valais, Fribourg).

Nombre total d'élèves		Nombre total d'élèves de Lausanne		Nombre total de cours	Nombre total de cours individuels	Nombre total de cours collectifs
LEM	Adultes	LEM	Adultes			
1'130	58	655	23	2'366	896	1'470

Ecole de Jazz et de Musique Actuelle (EJMA)

L'EJMA a dispensé une formation musicale non professionnelle à 996 élèves. Plus de 3'000 personnes ont participé aux portes ouvertes 2021 qui ont eu lieu en live streaming.

Nombre total d'élèves		Nombre total d'élèves de Lausanne		Nombre total de cours	Nombre total de cours individuels	Nombre total de cours collectifs
LEM	Adultes	LEM	Adultes			
582	414	365	199	1'376	880	496

Ecole de Musique Lausanne (EML)

L'EML a dispensé une formation musicale non professionnelle à 1'851 élèves, un nombre en augmentation malgré le contexte sanitaire. L'EML a élaboré des projets pilotes visant à renforcer l'accessibilité à la musique en collaboration avec la Ville de Lausanne et le Canton de Vaud.

Nombre total d'élèves		Nombre total d'élèves de Lausanne		Nombre total de cours	Nombre total de cours individuels	Nombre total de cours collectifs
LEM	Adultes	LEM	Adultes			
1'741	110	1'504	53	2'684	1'1192	1'492

Service des bibliothèques et des archives de la Ville (BAVL)

Principales missions du service

- Réseau des bibliothèques de la Ville de Lausanne: mise en œuvre de la politique municipale en matière de lecture publique par le réseau des bibliothèques (six sites et le bibliobus). Cette politique consiste à garantir une offre documentaire (y compris numérique) pour tous les publics. Elle veille à offrir un accueil de qualité (horaire, soutien du personnel, services d'information et de communication) et à proposer un programme culturel et de médiation, y compris par des accueils de groupe, notamment scolaires;
- Archives de la Ville de Lausanne: mise en œuvre de la politique municipale en matière de gestion du patrimoine documentaire, y compris audiovisuel, issu de l'administration communale comme de personnes physiques ou morales privées de Lausanne ou de la région. Cette politique est complétée par la gestion d'une bibliothèque et d'une documentation de référence sur Lausanne et sa région. De plus, les archives veillent à garantir un accès aisé à leurs fonds tant par la rédaction d'inventaires que par l'accès en ligne à des archives numériques ou numérisées;
- Centre BD de la Ville de Lausanne: mise en œuvre de la politique municipale en matière de gestion du patrimoine documentaire touchant la bande dessinée. Celle-ci passe par la constitution d'archives historiques et de collections de référence, notamment suisses. Elle doit également se déployer par la mise en valeur des fonds à travers des recherches, des expositions et des manifestations publiques, notamment à l'occasion du festival lausannois BDFIL;
- Politique du livre: mise en œuvre de la politique municipale en matière de politique du livre et de la lecture, par le soutien à l'édition, aux auteurs, aux libraires et l'organisation de manifestations publiques.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Centre BD de la Ville	1.30	1.30	1.30	0.80
Les Archives de la Ville	7.40	7.25	7.25	7.25
Les Bibliothèques de la Ville	43.32	41.97	43.47	42.58
Total service	52.02	50.52	52.02	50.63

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	0.00

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Centre BD de la Ville	2	1.30	1	0.80
Les Archives de la Ville	9	7.25	10	7.25
Les Bibliothèques de la Ville	65	41.97	62	42.58
Total service	76	50.52	73	50.63

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

	31 décembre 2020	31 décembre 2021
Unité administrative	nb	nb
Les Archives de la ville	1	1
Les Bibliothèques de la Ville	1	2
Total service	2	3

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	mouvements 2021	
Nombre de mouvement(s)	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	8	5
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
Total service	8	5

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	2
Décès	-
Démission	1
Départ à la retraite	2
Fin de contrat	3
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	8

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	21	1.96
Auxiliaires mensualisé·e·s	3	0.90
Auxiliaires payé·e·s au forfait	11	*
Total service	35	2.86

* information indéterminée car à la tâche

Les missions

Acteur social et culturel à part entière, le Service des bibliothèques et archives de la Ville (BAVL) rassemble trois unités: le réseau des bibliothèques, les archives et le Centre BD. Institution communale spécialisée dans la gestion de l'information documentaire, BAVL assume de nombreuses prestations en faveur de la population. A ce titre, il répond à plusieurs missions conformes à la législation:

- une mission d'information et de conservation;
- une mission sociale;
- une mission culturelle;
- une mission de formation;
- une mission pour un imaginaire vivant, soit la «lecture-plaisir», «loisirs» ou «divertissement» illustrant l'importance de l'imaginaire comme élément d'épanouissement personnel.

Evènements marquants

Quelques collaborations enrichissantes:

- la création d'une stratégie de communication à court, moyen et long termes avec le BCOM;

- la mise en place d'un outil d'envoi automatisé de newsletter et d'emails, avec le BCOM et le SOI;
- le début du projet concernant la culture inclusive, projet se déroulant sur quatre ans, avec Pro Senectute, et qui permettra d'obtenir le Label inclusif pour l'ensemble du service;
- la participation en tant que service pilote au projet «Penser la diversité autrement» porté par CULT;
- la participation des Archives comme unité pilote à un projet d'architecture système porté par le SOI;
- le service a aussi consacré trois cents heures de travail à sa réorganisation, impliquant la cheffe de service, l'adjointe RH et les RH CD.

Organisation RH

BAVL ont engagé:

- cinq effectifs en remplacement de départ;
- 25 auxiliaires pour des remplacements au prêt, des rangements, en raison de maladie ou l'application des mesures sanitaires;
- un auxiliaire saisonnier «éducateurs/sécurité» pour venir en support à Entrebois;
- douze auxiliaires engagés pour les animations;
- neuf stagiaires dont deux jeunes issus du programme «Passerelle culturelle»;
- un nouvel apprenti AID.

Il faut aussi noter deux transferts internes, huit modifications de taux d'activité, un congé maternité et deux départs à la retraite. Par ailleurs, 36 jours ont été consacrés à la formation continue par le personnel fixe et trois matinées de formation en gestion de projet ont été suivies par 18 cadres et délégués du service.

Bibliothèques de la Ville

Evènements marquants

De manière générale, dans tous les sites, les lectrices et lecteurs se sont approprié la bibliothèque, par petites communautés liées par des activités récurrentes, témoignant ainsi de la grande importance du rôle social des bibliothèques (3^e lieu de vie). Forte de ce constat, l'équipe des bibliothécaires a analysé les statistiques de fréquentation pour proposer de nouveaux horaires plus en adéquation avec les besoins du public, tout en tenant compte des ressources en interne. Même si le Covid-19 continue de bouleverser notre quotidien, les interactions sont devenues d'autant plus précieuses pour le public, très reconnaissant, à un moment où il peut se fragiliser moralement, physiquement et mentalement: même si les impacts sont difficilement chiffrables, ils sont réels et tangibles.

Fréquentation et prêts

Si la fréquentation et le nombre de prêts ont toujours été en réelle augmentation jusqu'en 2020, le Covid-19 a freiné cette progression. Néanmoins le nombre de prêts reste élevé attestant d'un plus grand nombre d'emprunts par usagère et usager.

226 actions étaient prévues, 194 ont pu être mises en œuvre malgré la situation instable, s'adressant à tous les publics, de la naissance aux seniors.

Nombre de prêts et inscriptions par site

Lieu d'inscription:	Lieu de prêt						
	BJ	BUS	CH	CY	EB	MT	SZ
Bibliothèque jeunesse (BJ)	157'395	2'697	17'403	8'146	11'214	16'591	18'659
Bibliobus (BUS)	795	3'568	785	1'195	724	309	2'113
Chauderon (CH)	58'844	2'308	247'829	13'893	15'316	36'117	43'185
Chailly (CY)	2'639	408	1'258	23'962	70	161	5'540
Entre-Bois (EB)	4'619	291	7'874	420	33'228	1'144	3'526
Montriond (MT)	12'484	507	14'848	1'816	1'086	72'517	4'856
Numérique (NUM)	0	0	8	0	0	99	0
Sallaz (SZ)	6'602	223	8'261	5'784	2'125	2'211	65'009
Total	243'378	10'002	298'266	55'216	63'763	129'149	142'888

En carrés grisés, les valeurs supérieures à la moyenne de la localisation concernée.

A signaler:

- 3'342 nouveaux inscrits (3'275 en 2020) en hausse de 67 unités;
- Chauderon reste un lieu privilégié pour les inscriptions (44.4%) suivi de la BJ (23.6%) et de SZ (12.6%). A noter que les inscriptions ont progressé dans les sites, ce qui peut peut-être être expliqué par le télétravail;
- 32.95% des nouvelles et nouveaux inscrits sont des jeunes de moins de 14 ans;
- Les inscriptions des enfants se font davantage entre 5 et 9 ans (14.6%) qu'entre 0 et 4 ans (8.8%). Cela reste constant;
- Les nouvelles inscriptions des jeunes adultes représentent toujours une part importante (26.3% pour les 15-29 ans) La part des 30-50 ans représente 29.4% des inscriptions soit la part la plus importante mais de peu devant les 15-29 ans;
- 62% des nouveaux inscrits sont des femmes;
- 64.4% des nouvelles et nouveaux inscrits habitent à Lausanne, part en diminution cette année. Les communes limitrophes représentent 10% des nouvelles inscriptions;
- 60.4% des nouvelles et nouveaux inscrits sont suisses. Les autres communautés plus largement représentées proviennent de la France (13.3%), de l'Espagne, de l'Italie, du Portugal et de l'Allemagne (ordre décroissant).

Collections

- Les BVL possèdent 226'551 documents hors e-books et périodiques sur Press-Reader, soit 1.6 document par habitant (Lausanne-Ville). Cela satisfait les recommandations bibliothéconomiques (1.5 – deux documents par habitant);
- Les BVL mettent également à disposition: 7'775 livres électroniques et livres audio (e-bibliomedia) et 7'671 titres de revues électroniques via Press-Reader;
- Les livres imprimés représentent 81.3% des collections (libre accès et réserve hors presse électronique et e-books). La réserve représente 9.3% des collections;
- Le public des sites emprunte un nombre moyen de documents par personne plus élevé dans les sites qu'à Chauderon ou à la BJ;
- Chaque actif (17'823 personnes) a donc en moyenne 13.1 documents à sa disposition en y ajoutant les ressources électroniques hors presse électronique;
- Hors réserve, le taux de renouvellement est de 11.6% pour l'ensemble des collections sans les périodiques;
- L'estimation des prêts par catégorie statistique informe que plus de 78% des prêts se portent sur la fiction, imprimés et films, adultes ou jeunesse. Les documentaires représentent environ 21% des emprunts;
- La mise en place de l'accès à distance à PressReader via le portail de la bibliothèque, en complément de l'accès Wi-Fi, a permis 114'209 connexions en 2021, soit une augmentation de 7% (2020: 106'496).

	Actifs	Nombre de documents	Documents/actif
Bibliothèque jeunesse (BJ)	3401	40299	11.8
Bibliobus (BUS)	169	5147	30.5
Chauderon (CH)	8738	74471	8.5
Chailly (CY)	390	8487	21.8
Entre-Bois (EB)	953	22118	23.2
Montriond (MT)	1870	27463	14.7
Sallaz (SZ)	1710	26816	15.7

La part des documents potentiellement utilisés ou sous-utilisés est relativement faible (8.7%) et témoigne de la bonne santé des collections.

Politique du livre

Prix des lecteurs de la Ville de Lausanne 2021

Les dix jurés-citoyens de l'édition 2021 du Prix des lecteurs de la Ville de Lausanne, sous la houlette du président du jury le comédien Michel Voïta, ont récompensé le roman de l'auteur vaudois Laurent Koutaïsoff «Comme atlas» (Campiche). La cérémonie de remise du prix s'est tenue à huis-clos mais filmée et retransmise en direct sur la page Facebook du service BAVL Lire à Lausanne, tout comme les rencontres avec les auteures et auteurs de la sélection.

Cette édition 2021 a également annoncé la prochaine sélection des cinq auteures et auteurs en lice pour 2022, avec un nouveau format: le prix ne sera plus décerné par un jury mais par l'ensemble des lectrices et

lecteurs, qu'ils soient lausannois, romands ou francophones. Ce prix, visant à valoriser la scène littéraire romande autant qu'à encourager la lecture publique, pousse ainsi encore plus loin sa volonté participative.

Bourse à la création littéraire de la Ville de Lausanne 2021

L'écrivain lausannois Ferenc Rákóczy remporte la Bourse à la création littéraire de la Ville de Lausanne 2021 avec son projet de fiction intitulé «Je ne suis pas d'ici». La commission d'attribution de la Bourse à la création littéraire de la Ville de Lausanne 2021 était constituée de Marianne Dyens, présidente de l'Association Alice Rivaz; Ivan Farron, professeur et écrivain; Nadia Roch, cheffe des BAVL et Isabelle Falconnier, déléguée à la politique du livre.

La Bourse à la création littéraire de la Ville de Lausanne 2021 est dotée d'un montant de CHF 15'000.-. Lausanne Région y est associée depuis 2019, permettant aux candidates et candidats d'être domiciliés dans l'une des 27 communes de Lausanne Région.

Résidences littéraires numériques

Des Résidences littéraires numériques ont été lancées afin de valoriser des écrivaines et écrivains lausannois auprès du public. Durant deux mois, chacune et chacun fournit divers contenus en lien avec sa création littéraire et son univers artistique et personnel. Chaque auteure et auteur est également accueilli dans un site des bibliothèques de la ville pour une visite filmée qui permet au public de découvrir le site. Les divers contenus sont réunis sur la page www.lausanne.ch/residencenumerique puis relayé et valorisé semaine après semaine sur la page FB Lire à Lausanne. Ces résidences littéraires numériques ont accueilli Marie-José Imsand, Stéphane Blok, Bruno Pellegrino, Hélène Becquelin.

Des Dimanches du livre au Centre culturel des Terreaux

Les rencontres culturelles et littéraires prévues au Centre culturel des Terreaux avec Metin Arditi, Eliette Abécassis, Pascal Bruckner, Agathe Fellay ont été annulées pour cause de Covid-19. Les rencontres-conférences avec Philippe Lignon (dans le cadre de la thématique annuelle des bibliothèques «*Je mange donc je suis*») et Alix Noble Burnand ont été maintenues avec succès.

«Lire à Lausanne» au Forum de l'Hôtel de Ville

La manifestation Lire à Lausanne s'est tenue du 22 au 25 septembre 2021 au Forum de l'Hôtel de Ville. Sa librairie, vitrine annuelle de l'édition lausannoise, a réuni plus de 25 labels d'édition de Lausanne dans tous les domaines. 30 auteurs lausannois ont dédicacé leur nouveauté samedi 25 septembre. L'action de soutien au secteur lausannois de la chaîne du livre «*1 livre acheté = 1 livre offert*» a remporté un grand succès. L'ouvrage «*D'écrire ma ville Lausanne*» a été lancé à cette occasion. Une soirée a réuni bibliothécaires et éditeurs et éditeurs lausannois.

Soutien aux éditrices et éditeurs, à la médiation littéraire et aux auteures et auteurs

Le soutien aux éditrices et éditeurs en particulier et à la scène du livre à Lausanne en général se poursuit selon les objectifs de la politique du livre. Une septantaine de projets de publication ou de médiation littéraire émanant d'éditeurs, de collectifs, associations, librairies, prix ou revues littéraires ont bénéficié d'un soutien financier (allant de CHF 300.- à CHF 5'000.-). Cinq maisons d'édition lausannoises sont au bénéfice d'une convention annuelle de soutien (pour des montants allant de CHF 5'000.- à CHF 10'000.-) tripartite avec le Canton de Vaud pour la période 2019-2021: Plaisir de Lire, Antipodes, En Bas, uTopie, Art & Fiction.

Coordination éditoriale interne

La déléguée à la politique du livre a assuré le suivi de la parution du livre, produit par la Ville de Lausanne (déléguée à l'égalité) et les éditions Antipodes, «100 femmes qui ont fait Lausanne». Elle a supervisé une série de promenades thématiques pour les familles menées tout au long de l'année 2021 par Floriane Nikles et la réalisation d'une vidéo promotionnelle. Un travail similaire (rédaction textes, coordination éditoriale) a été lancé au sujet des «Cafés historiques de Lausanne» en collaboration avec la déléguée au patrimoine.

Prix du Polar romand 2021

Porté par le service des BAVL, le Prix du Polar romand 2020 a été remis à l'écrivaine Laurence Voïta pour son roman «*Au point 1230*». La cérémonie publique prévue a été remplacée par le tournage et la diffusion d'une vidéo avec interview de la lauréate, portée par les BAVL, la Ville et Lausan'noir. Le prix est doté de CHF 3'000 et son jury 2021 était composé de Valérie Daetwyler, bloggeuse polar, Isabelle Falconnier, déléguée à la politique du livre, Sébastien Dyens, inspecteur à la police judiciaire de Lausanne, Cécile Lecoultré, journaliste au journal 24Heures et Michel Sauser, co-programmateur du Théâtre 2.21. A noter que ce prix est le seul du genre en Suisse romande et valorise un genre (polar, roman noir, roman à suspense, thriller, polar historique, etc.) devenu phare en une décennie et connaissant en Suisse romande comme ailleurs un regain d'activité littéraire et éditoriale important.

Concours d'écriture pour enfants MAELYS

La 2^e édition du concours «Ecris ton enquête de Mäelys!» a remporté un grand succès: 1'061 textes ont été reçus de toute la Suisse romande, soit 748 textes pour la catégorie 8-10 ans et 313 textes pour la catégorie 11-13 ans. Une majorité, soit 755 textes, proviennent du canton de Vaud, 110 du Valais, plusieurs dizaines de chacun des cantons romands et trois textes de Suisse alémanique. Le jury était constitué de Christine Pompéi, auteure de la série à succès *Les Enquêtes de Maëlys* (éd. Auzou), Anna Morier-Genoud, responsable littérature jeunesse à Payot Pépinet, Andrea Olivera, responsable de la Bibliothèque Jeunesse de Lausanne, Sophie Gardaz, directrice du Petit Théâtre, Isabelle Henzi, fondatrice de Vaud Famille, Sonia Guillemin, enseignante spécialisée à la HEP Vaud et Adriana Martinez Nicolet, membre de l'association Limonade.

Collaborations nouvelles

Une collaboration avec la Fondation Veillon, organisatrice du Prix Veillon de l'essai, a permis de proposer un nouveau Club de lecture Essais. Une collaboration avec les historiens Dominique Dirlwanger et Olivier Meuwly a offert des conférences historiques à la fois grand public et spécialisées. Une collaboration avec La Maison du Récit a créé, dans le cadre du cycle de conférences de la Maison du Récit, des soirées sur la thématique du récit organisées et animées par la déléguée à la politique du livre.

Festival Lausan'noir

Le festival Lausan'noir 2021, porté par l'association Lausan'noir avec comme partenaire principal la Ville de Lausanne (BAVL), n'a pas eu lieu pour des raisons sanitaires en lien avec le Covid-19.

Communication, médiation culturelle

Deux programmes culturels ont été édités, malgré certaines animations modifiées en raison des contraintes sanitaires. 600 événements ont été insérés dans deux agendas en ligne relatifs à la programmation culturelle. De nombreux visuels ont été réalisés aussi bien à l'interne du service qu'à l'externe. La promotion et la diffusion des activités du service ont été intensifiées via les sites Internet, les posts Facebook, les mailings, une nouvelle newsletter, les différents médias et GeneralMedia. Le bureau de la communication a relayé les animations des BAVL pour bénéficier d'une meilleure couverture à travers les canaux de la Ville.

Facebook: statistiques

L'évolution est significative et permet de rester au contact des usagères et usagers:

	2018	2019	Évolution	2020	Évolution	2021	Évolution
Nombre d'abonné-e-s au 31 décembre	2'434	2'608	+7%	3'044	+16%	3'385	+11%
Nombre de publication	239	148	-39%	310	+109%	391	+26%
Portée ¹ totale des publications	156'380	113'876	-28%	268'792	+136%	526'880	+96%
Portée ¹ moyenne d'une publication	654	769	+18%	857	+11%	1'189	+38%
Portée ¹ médiane d'une publication	503	522	+3%	513	-2%	502	-3%
Mentions J'aime et réactions	-	-	-	-	-	12'864	-
Clics sur le lien	-	-	-	-	-	19'389	-
Commentaires	-	-	-	-	-	1'214	-
Partages	-	-	-	-	-	2'285	-

¹ Portée: nombre d'affichage de publications sur l'écran d'utilisatrices et utilisateurs

En raison du changement des indices de performances, certaines comparaisons ne sont pas possible pour 2021.

Médiation culturelle

Le réseau des six bibliothèques, plus le bibliobus, ont accueilli:

- 192 classes, école publique principalement, des élèves de primaire et des enfantines, ainsi que des APEMS et EPS. Ce chiffre comprend également quelques écoles privées et spécialisées;
- des clubs de lecture, de manière régulière;
- des ateliers de «créativité» et d'écriture.

En plus de ces accueils de classes et de groupes, quelques 150 autres animations et collaborations, certaines avec des intervenants du monde culturel, ainsi que de nombreuses activités avec des partenaires tels que les maisons de quartiers, les associations et fondations culturelles, le Mouvement des Aînés, etc., ont été organisées.

Archives de la Ville de Lausanne

Evènements marquants

Dans le prolongement de la refonte de l'accueil en fin 2020, la réorganisation du travail de l'équipe visant à dégager du temps pour travailler sur les grands projets numériques de l'unité n'a que partiellement porté ces fruits, en partie en raison de l'absence prolongée de deux collaborateurs de l'équipe.

Outre la gouvernance documentaire, les Archives doivent migrer leurs bases de données des inventaires sur AtoM, une application développée pour le Comité international des Archives de la Ville de Lausanne (AVL) et déjà utilisée par de nombreuses communes vaudoises. Elles doivent également trouver une solution de remplacement à leur bibliothèque numérique en vue de l'abandon de l'application développée par son prestataire.

La direction des Archives a par ailleurs entamé une réflexion pour réorganiser partiellement les bureaux des Archives afin d'accueillir les collaborateurs du Centre BD qui pourrait aussi profiter de la salle de lecture pour accueillir leurs chercheurs. Précisons que la gestion des locaux sur trois sites et des équipements professionnels associés (matériels et informatiques) occupe une part non négligeable du temps des collaborateurs.

Programme de gouvernance documentaire

Le SOI et les AVL ont renoncé à travailler avec un chef de programme et ont décidé de réaliser successivement trois projets pilotes: la réalisation de la gestion du cycle de vie des données dans une application métier, une GED de service et la conception d'un système d'archivage historique numérique.

L'archiviste adjointe a fait installer l'application ArchiClasss sur le réseau de la Ville afin de disposer d'un outil pour permettre la saisie, la validation et la maintenance de référentiels de gestion de dossiers d'activité dans chaque service. Elle a participé à des séances de travail avec les responsables des programmes relatifs à la sécurité, à l'architecture, et à la protection des données personnelles, dans l'optique de contribuer à une véritable gouvernance du système d'information de la Ville, un enjeu stratégique majeur. Dans cette optique, les Archives font office de service pilote pour un programme d'architecture développé par le SOI.

Elle a travaillé à élaborer des directives sur le nommage ou la numérisation et a entamé une analyse des prestations des BVL et des AVL dans l'optique d'élaborer un référentiel de gestion des dossiers d'activité du service.

Elle a également rejoint un nouveau GT des Archives cantonales vaudoises (ACV) à destination des communes vaudoises pour élaborer un référentiel de conservation type.

Animations, valorisations, exposition et recherches

- programme culturel du service 2021: conférence sur les abattoirs de Malley;
- passeport vacances: atelier de généalogie avec quatre écoliers;
- animations scolaires dans le cadre du programme des activités culturelles proposé aux écoles par la DEJQ: préparation d'une animation pour produire un inventaire de papiers d'identité du 19^e siècle avec des classes de 11S en 2021-22;
- production de contenu internet ou Facebook pour valoriser nos archives: notamment séries 100 femmes, récits de voyage, et calendrier de l'Avent;
- programme culturel du Service 2022: réflexion pour préparer la journée portes-ouvertes des AVL du 11 juin 2022 sous le slogan «Archives pour tous» et concertation avec la directrice des ACV;
- recherches documentaires, reproductions et mise à disposition de documents notamment pour les publications ou expositions suivantes: «Lausanne, Svizzera – 150 ans d'immigration italienne à Lausanne» du MHL, «Préparer la ville de demain – Les quartiers sous la loupe» du Service d'Urbanisme, le 150^e anniversaire de la Société des Alsaciens et Lorrains de Lausanne.

Restauration et numérisation

- 2 registres ont été restaurés, ainsi que 35 parchemins, qui ont ensuite fait l'objet d'une numérisation;
- la numérisation de documents originaux tout support confondu a nécessité 6'568 prises de vue (2020:7'138), dont 3'660 pour les plans de la police de constructions (2020:2'963). De plus, la rétro-numérisation de microfilms a engendré la production de 36'143 images (2020:29'810);
- la collection numérique s'est vue enrichie de 41'711 éléments, soit un total de 2'616'306 images;
- une collaboration avec l'Institution de Lavigny pour numériser le Bulletin du Conseil communal.

Archives historiques (versements et inventaires)

- 48 versements (2020:54) ont été effectués dont 11 de l'administration communale (2020:14). Des échanges ont eu lieu avec le Secrétariat de la DEJQ et la Maison des

Jeunes pour organiser le versement des Archives historiques du CPA de Valmont suite à son transfert au Canton au 1^{er} octobre 2021 en 2022;

- les Archives privées comptent désormais 803 fonds de provenances différentes (2020:790). 8 inventaires ont été réalisés, dont les archives de la Fête de la musique (P545) et celles de la Paroisse de Chailly-La Cathédrale (P633). Un stagiaire a été engagé pour travailler sur un imposant fonds de la Police de commerce depuis sa création en 1965;
- la base de données des actes notariés passés par la Ville (conventions) compte 2'073 références (2020:1'692), soit 381 conventions traitées, dont 343 par un stagiaire des Archives pour le compte de la Commission immobilière;
- la révision de l'inventaire Poncer relatif aux parchemins des fiefs des seigneurs de Menthon s'est poursuivie (80 documents traités).

Consultation

- 748 personnes (2020:772), dont 726 nouvelles et nouveaux inscrits ont eu recours aux Archives;
- 1'216 prestations ont été fournies (2020:1'310), dont 168 provenant de l'administration communale (2020:163).

Archives audiovisuelles

En ligne (Web TV)

- fréquentation en baisse avec 11'439 utilisateurs, 16'092 sessions, et 40'094 pages vues (2020:13'653 utilisatrices et utilisateurs, 19'297 sessions, 55'656 pages vues) – qui peut certainement s'expliquer par des opérations de communication en 2020;
- 10'041 documents ont été uploadés sur la Web TV (2020:8'850); dont 9'521 sont disponibles au public (2020:8'368), soit un accroissement de 1'153 vidéos (2020:988).

Vidéos, films, sons, audio

- les nouvelles vidéos représentent 1'729 documents, 15,5 téraoctets (To), 773 heures. (2020:1'490 documents, 13 To, 674 heures);
- concernant les films, les nouveaux documents argentiques représentent 25 documents, 1.2 To, environ 10 heures 15 minutes (2020: 27 documents, 1.To, 6 heures 15 minutes);
- les nouveaux documents sonores sont au nombre de 38, soit 16 gigaoctets (Go), 19 heures environ (2020: 762 documents, 306 Go, 440 heures environ) – la majorité de ces documents proviennent du fonds Pierre Piguet (P670) en cours de traitement.

Rétroactif

Les documents ci-dessous ont été numérisés et mis en ligne sur la Web TV:

- principalement des émissions de TVRL, dont une bonne par des retransmissions du Conseil communal de Lausanne entre 2002 et 2006, soit 824 vidéos, 501 heures environ (2020: 580 documents, 190 heures environ);
- 167 documents en Normal8, S8 et 16mm, totalisant 29:20 environ (2020:212 films, 45:53) – traitement motivé en grande partie par la diffusion d'extraits pour 24 émissions «Retour vers le passé», attestant d'une fructueuse collaboration avec La Télé;
- 92 documents sonores, soit environ 122 heures (2020:aucun).

Sauvegarde des données sur LTO6

- deux jeux de 12 bandes LTO6 ont été générés durant l'année 2021, soit 25,83 To (2020:13 bandes, 28,12 To).

Bibliothèque et documentation

- Catalogage et indexation;
- nombre d'ouvrages catalogués dans Renouvaud: 202 (2020:279);
- environ 3000 articles de presse publiés en 2020, concernant Lausanne et la société lausannoise, ont été importés dans la base de données Argus (2020:env. 3'000);
- la base «Argus» compte à ce jour 37'025 notices et la base «Documentation» 48'863 notices;
- Une nouvelle politique documentaire pour la presse et la documentation a également été rédigé afin de poursuivre le travail sur la gestion des collections documentaires des Archives de la Ville de Lausanne;

— la base de données du Bulletin du Conseil communal compte 12'146 notices (2020:11'705). Les différents objets traités lors des séances du Conseil communal sont indexés individuellement et disponibles en texte intégral jusqu'à la séance du 15 juin 2016.

Prêt externe: prêts entre bibliothèques: cinq (2020:6).

Acquisitions: 84 achats (2020:61), 36 dons (2020:32); huit tris d'archives (2020:9), soit 128 entrées au total. En raison de l'application de la nouvelle politique documentaire pour la bibliothèque, le nombre d'acquisitions est en légère diminution par rapport aux années précédentes.

Centre BD

Evènements marquants

Départ à la retraite de M. Cuno Affolter et augmentation du taux de travail de M. Boris Bruckler qui passe à 80% en tant que conservateur ad intérim.

- BDFIL 2021: Exposition «Conan: le barbare du neuvième art». Cette exposition est la plus importante créée par le CBD de par son ampleur, ses activités annexes et sa couverture médiatique;
- rédaction du document «Mise en place d'une bourse de création BD au Centre BD de la Ville de Lausanne» par Boris Bruckler dans le cadre son CAS en «Promouvoir une institution culturelle»;
- participation au groupe de réflexion relatif à la politique des collections du futur Musée de la BD à Genève;
- accueil des chercheuses et chercheurs stable avec toujours une forte proportion de demandes provenant de l'UNIL;
- animation d'un repas BD au restaurant Saint-Pierre à Lausanne dans le cadre de Lausanne à Table;
- interview de Frederik Peeters dans le cadre du festival NIFFF 2021;
- participation au colloque numérisation de l'UNIL, avec visite des collections CBD par les chercheuses et chercheurs;
- cours sur la BD à la HEG de Genève, visite des collections CBD et utilisation de ces dernières;
- poursuite de la production de vidéos booktubing sur la BD en collaboration avec M. Jérémie Rochat (Biblio Chauderon) et M. Alexandre Berto (Biblio Sallaz);
- don et accueil de collections en légère augmentation. Grande qualité des dons;
- nombre de BD cataloguées dans VSMART stable.

Service de l'urbanisme (URB)

Principales missions du service

Mise en œuvre des compétences communales découlant de la loi cantonale sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC), de la loi sur la protection de la nature, des monuments et des sites, et de la loi fédérale sur la protection de l'environnement, dans le but de:

- planifier le territoire communal en établissant des outils d'urbanisme et d'aménagement du territoire (études urbaines, plan directeur, schémas directeurs, plans d'affectation);
- coordonner le développement communal avec celui des communes voisines, en représentant la Ville dans les structures de gouvernance et études du projet d'agglomération Lausanne-Morges;
- assurer la protection du patrimoine;
- contrôler la conformité des projets de construction aux bases légales et outils précités jusqu'aux permis d'habiter ou d'utiliser et aux dispositions réglementaires de salubrité et d'hygiène de l'habitat.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration (Urbanisme)	4.20	4.20	4.20	4.20
Agglomération (Urbanisme)	0.80	0.00	-	-
Bureau permis construire - urb	15.50	13.60	22.70	19.40
Patrimoine (Urbanisme)	2.20	3.20	2.20	2.30
Projets-urbains	6.80	5.80	6.80	6.60
PTSO	7.90	6.85	7.40	6.10
Total service	37.40	33.65	43.30	38.60

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	5.90

Personnel fixe (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Administration (Urbanisme)	5	4.20	5	4.20
Agglomération (Urbanisme)	-	-	-	-
Bureau permis construire - urb	15	13.60	22	19.40
Patrimoine (Urbanisme)	4	3.20	3	2.30
Projets-urbains	7	5.80	8	6.60
PTSO	8	6.85	7	6.10
Total service	39	33.65	45	38.60

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
Administration (Urbanisme)	1	1
PTSO	-	1
Total service	1	2

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	5	4
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
Total service	5	4

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	2
Départ à la retraite	2
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	1
Total service	5

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	3	0.02
Auxiliaires mensualisé·e·s	3	1.12
Auxiliaires payé·e·s au forfait	2	*
Total service	8	1.14

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Le service a poursuivi la restructuration de son organisation interne - débutée en 2020 - pour le recentrer sur ses missions principales et assurer un pilotage plus efficient. En 2021, en collaboration avec l'Unité Amélioration des prestations et innovation (UAPI), le service a travaillé sur l'optimisation du processus de traitement des permis de construire, afin de mettre en œuvre les recommandations formulées par la Cour des comptes. Une des mesures a été la création du nouvel Office des permis de construire (OPC), pleinement effectif dès le 1^{er} janvier 2022, qui réunit désormais dans une même unité l'analyse et la délivrance des permis de construire, des permis d'habiter et d'utiliser. Cela a notamment impliqué le rattachement dès le 1^{er} juillet 2021 d'une nouvelle unité composée d'architectes inspectrices et inspecteurs et d'un soutien administratif.

Parmi les principaux projets menés en 2021, le Service a poursuivi la révision du Plan général d'affectation pour les territoires forains et urbains et la finalisation du nouveau Plan directeur communal. Il a également poursuivi les études pour le réaménagement des places de la Riponne et du Tunnel, ainsi que pour la planification d'une quarantaine de plans d'affectations.

En raison du Covid-19, certaines démarches participatives et présentations publiques prévues pour des projets de planification, ont dû être décalées ou aménagées. Le Covid-19 a moins impacté le traitement des demandes de permis de construire, grâce à la mise en place d'une circulation numérique des documents. Durant les périodes marquées par des mesures de restrictions, l'essentiel des prestations a pu se poursuivre en télétravail.

Principales activités 2021**Planification du territoire communal et coordinations intercommunales****Plan directeur communal (PDCom)**

Le PDCom fixe les lignes directrices d'aménagement du territoire communal pour les quinze prochaines années. Les intentions exprimées dans le PDCom forment le socle de la révision en cours du Plan général d'affectation (PGA) – futur Plan d'affectation communal (PACom). Le PDCom a été traité en commission durant le 2^e semestre.

Plan d'affectation communal (ancien Plan général d'affectation – PGA)

Le Plan d'affectation communal (PACom) est un document opposable aux tiers, qui fixe l'affectation, la constructibilité et l'utilisation du sol sur le territoire communal. Sa révision a été initiée en 2017 et ce projet de grande ampleur, qui va redéfinir le cadre urbanistique de la ville, mobilise fortement le service.

Afin de tenir compte des spécificités du territoire communal, la révision est séparée en deux procédures, l'une portant sur le territoire urbain, avec des enjeux de préservation du patrimoine bâti et naturel, de valorisation de l'identité des quartiers et d'adaptation au changement climatique et l'autre sur les territoires forains, dont la zone à bâtir doit être redimensionnée.

La démarche participative débutée en 2020 s'est prolongée jusqu'en mai 2021, au vu de la situation sanitaire qui a nécessité une réorganisation constante des événements prévus. Malgré tout, ce sont environ 1'300 personnes qui ont participé à la démarche, à travers un sondage, des balades, des micros-trottoirs, des soirées d'information et une exposition au Forum de l'Hôtel de Ville. Une démarche spécifique a également été menée en parallèle avec les associations professionnelles concernées. Le 2^e semestre a permis à l'équipe de compléter le diagnostic territorial et de définir la stratégie d'intervention sur le territoire urbain, tout en poursuivant l'élaboration du PACom dans les territoires forains.

Plans d'affectation sur territoire communal

Le nombre de procédures LATC en cours s'élevait à 38 à fin 2021, dont 35 plans d'affectation. A relever:

— l'ouverture par la Municipalité d'une nouvelle procédure de plan (le PA «Arcades du — Pont de Chailly»);

- l'adoption par le Conseil communal de la zone réservée communale de Château Fallot;
- la mise à l'enquête des PA «Route de Berne – La Villa ronde» et «Montolivet»;
- la mise en vigueur par le Département du territoire et de l'environnement (DTE) du PA «Boissonnet».

Projets liés au projet Métamorphose

En collaboration étroite avec le Bureau de développement et projet Métamorphose (BDM), le Service fournit les prestations-métiers pour la planification des projets suivants:

- l'écoquartier des Plaines-du-Loup, étapes 2 et 3: suite à l'étude du stade de la Pontaise, l'image directrice finalisée proposant le maintien ou la démolition du stade permet désormais de commencer la phase d'avant-projet du plan d'affectation du PA2;
- l'écoquartier des Prés-de-Vidy, avec les PA «Les jardins de Vidy» et «Vidy la Romaine»: la faisabilité de l'image directrice étant finalisée, l'avant-projet de ces deux plans d'affectation va démarrer.

Projets liés à Pôle Gare (PG) et Léman 2030

Le Service a secondé la cellule PG dans ses missions relatives au développement de la gare et ses alentours, notamment dans le suivi des améliorations du projet d'agrandissement de la gare, de son front sud et des espaces publics sous-gare. De plus, le Service est en charge du suivi de l'élaboration du PA «La Rasude».

Plans d'affectation sur des communes voisines

Deux plans d'affectation portant sur des propriétés communales sises sur des communes voisines sont en cours:

- site de L'Arzillier (Epalinges);
- site de Malley-Gazomètre (Prilly et Renens).

Projet d'agglomération Lausanne-Morges (PALM)

En déléguant une ou un représentant permanent, responsable du Schéma directeur du Centre Lausanne (SDCL), le service participe directement à la direction technique du PALM, sous pilotage du Canton. Il assure le suivi et la coordination des études de planifications menées à l'échelle du PALM:

- le suivi et le monitoring des mesures des PALM 2007, PALM 2012 (PALM de 2^e génération) et PALM 2016 (PALM de 3^e génération), dont la réalisation est en cours ou planifiée;
- le suivi des études en cours, telles que l'élaboration d'une stratégie régionale de gestion des zones d'activités, la définition d'une planification énergétique du PALM ou encore la mise en place d'un plan directeur intercommunal, tel qu'exigé par la nouvelle LATC.

Schéma directeur Centre Lausanne (SDCL)

Le service assure le pilotage du SDCL pour les communes de Lausanne et d'Epalinges. Cette structure veille aux collaborations intercommunales et permet de défendre les intérêts des communes concernées dans les structures du PALM.

Schéma directeur du Nord lausannois (SDNL)

Le service assure le suivi et la coordination des études élaborées dans le cadre de ce schéma, qui portent en particulier sur:

- la planification du secteur de Vernand: l'image directrice pour cette zone, identifiée comme site d'activités stratégiques par le Plan directeur cantonal, a été finalisée et se poursuit par l'élaboration d'un Plan d'affectation cantonal piloté par les services cantonaux et le SDNL. En parallèle, une zone réservée cantonale a été mise en place par le Canton sur le périmètre de la zone d'activités de Vernand, en attendant la réalisation du PAC;
- la mise en œuvre du concept du Parc d'agglomération de la Blécherette: l'étude a permis de proposer une vision directrice intercommunale, les mesures opérationnelles définies doivent encore être validées.

Projet de réaménagement des places de la Riponne et du Tunnel

Le service poursuit son rôle pilote dans le projet de réaménagement des places de la Riponne et du Tunnel, suite à la mise en débat de la 1^{ère} version de l'image directrice et des analyses de faisabilité (réorganisation des accès au parking, redéfinition d'un front bâti à l'Ouest de la Place de la Riponne notamment). Celles-ci ont permis d'enrichir et de préciser l'image directrice.

Dans les autres secteurs de la ville, le service participe ponctuellement aux projets d'espaces publics, liés à des planifications en cours et pilotés par les autres services communaux – en particulier dans le cadre des «PUM» (Pôles d'urbanité majeurs).

Protection du patrimoine

En application de l'article 73 du règlement du plan général d'affectation, l'unité protection du patrimoine a traité plus de 600 dossiers d'ampleur variable, concernant des travaux sur des bâtiments figurant au recensement, sur des ensembles ou encore des jardins historiques. Malgré des visites rendues plus compliquées en raison du Covid-19, la cellule a assuré l'accompagnement des architectes, gérantes et gérants ou propriétaires dans leurs projets de transformation.

Une attention particulière a été portée à la préservation des qualités et de l'identité des quartiers anciens, en particulier en ce qui concerne l'intégration de surélévation et des démolitions/reconstructions. L'application de plusieurs lois ou normes (énergie, personnes en situation de handicapées, risques de chutes, prévention incendie) rend délicate la conservation de la substance des bâtiments de valeur patrimoniale. Elles nécessitent l'élaboration de solutions sur mesure avec les partenaires concernés.

L'année 2021 a été marquée principalement par:

- la poursuite du processus de révision du recensement architectural, piloté par le Canton: sept secteurs sont en cours d'étude. Il s'agit dans cette première étape de révision de secteurs sensibles, fortement touchés par la mutation du bâti;
- la finalisation de l'étude sur les cafés historiques qui a permis l'identification de 44 établissements;
- le suivi de plusieurs études historiques, photographiques ou documentaires réalisées par des mandataires externes afin d'orienter les projets d'intervention à venir ou avant travaux importants (site du Chalet-à-Gobet) ou démolitions (Première Eglise du Christ Scientiste à Sainte-Luce);
- la poursuite du travail spécifique à la conservation du patrimoine et sa prise en compte dans le PACom;
- les Journées européennes du patrimoine, sur le thème national «faire et savoir-faire»: découverte des chantiers de restauration du Pont Chauderon et du Collège Saint-Roch, qui ont attiré plus de 300 personnes.

Autorisations de construire

La tâche du nouvel Office des permis de construire (OPC) découle principalement des articles 17, 103 et 104 de la LATC. Son rôle consiste à faire observer les prescriptions légales et réglementaires, ainsi que les plans en matière d'aménagement du territoire et de construction. L'OPC assure la gestion des demandes de permis de construire et les renseignements au public et aux professionnelles et professionnels de la branche concernant les droits à bâtir.

Depuis le 1^{er} juillet, l'OPC a intégré en son sein la mission de la section Analyse et inspection des constructions (AIC), précédemment au service d'architecture. L'AIC analyse en particulier les dossiers de demande d'autorisation (article 103 LATC) sous l'angle de l'article 86 LATC (esthétique et intégration), des articles 24 RLATC concernant la sécurité des bâtiments et ses abords ainsi que l'article 36 RLATC (suppression des barrières architecturales).

Le nombre de projets déposés par les constructeurs potentiels demeure important, qu'il s'agisse de demandes d'autorisation ou d'annonces de travaux non soumis à autorisation mais nécessitant tout de même un traitement administratif (983 en 2021, contre 811 en 2020). Au surplus, les textes législatifs, toujours plus complexes, ne facilitent pas la préparation des dossiers de demande de permis de construire par les requérants et requérantes professionnels ou non.

Le délai de traitement des dossiers complexes soumis a permis de construire (démolition/reconstruction avec oppositions) reste important. La qualité lacunaire des dossiers demeure un problème majeur souvent dû à la méconnaissance des exigences réglementaires locales.

Durant l'année 2021, l'OPC a collaboré avec l'Unité d'amélioration des prestations et d'innovation (UAPI), en vue de réviser le processus de traitement des permis de construire. Cette collaboration a notamment permis de simplifier les démarches pour les requérants dans le cadre de travaux de moindre importance (rénovation, entretien courant, mises aux normes techniques, transformations intérieures de minime importance dans le volume bâti, etc...), d'harmoniser certains processus, de mettre en place des indicateurs de pilotage et d'améliorer la communication auprès des requérantes et requérants, notamment grâce à la rédaction d'une brochure d'information.

Les tableaux ci-après présentent une synthèse du traitement des dossiers:

Enquêtes publiques (ouvertes dans l'année) et oppositions/interventions

Années	2018	2019	2020	2021
Enquêtes publiques	267	256	248	328
Oppositions/Interventions	633	637	1067	1593

Permis de construire, permis de construire complémentaires et déterminations pour travaux dispensés d'autorisation

Années	2018	2019	2020	2021
Constructions nouvelles (villas, immeubles d'habitation, administratifs et commerciaux, garages enterrés)	38	31	42	44
Petites constructions (garages-boxes, couverts, pavillons, installations techniques, etc.)	65	72	43	32
Transformations	223	233	239	189
Aménagements extérieurs	47	54	54	80
Démolitions sans reconstruction	2	3	1	2
Permis de construire complémentaires	45	32	33	40
Déterminations pour travaux dispensés d'autorisation (rénovation, réfection, autres)	347	337	341	471
Total	767	721	753	858

Traitement des permis de construire

On dénombre 445 décisions municipales sur des demandes d'octroi d'un permis de construire en 2021 (contre 412 en 2020), dont neuf décisions négatives (11 en 2020). Pour les décisions positives, il s'est écoulé en moyenne 7.5 mois entre le dépôt de la demande et la décision d'octroi du permis.

Suivi de l'exécution des travaux

Après l'obtention d'une autorisation, les architectes inspectrices et inspecteurs s'organisent et coordonnent divers contrôles en cours de chantier. Le respect de l'ensemble des conditions et charges fixées dans le permis de construire aboutit à l'octroi d'un permis d'habiter ou d'utiliser en vertu de l'article 128 LATC.

Le nombre de phases de contrôle de chantiers réalisées a diminué. Par contre, le nombre de permis d'habiter/permis d'utiliser délivrés a augmenté, rattrapant ainsi les retards pris en 2020. A noter que le Covid-19 a nécessité une adaptation des visites de fin de travaux.

Années	2018	2019	2020	2021
Contrôle de chantiers réalisés	1961	1956	1399	1738
Permis d'habiter et d'utiliser délivrés	410	340	242	525

La section Analyse et inspection des constructions participe également à la statistique trimestrielle de la construction (STC) par la mise à jour trimestrielle du Registre fédéral des bâtiments et des logements et à l'archivage des plans des projets de construction et de transformation. Ces plans sont à disposition pour consultation durant cinq ans auprès du Service, avant d'être transmis aux Archives communales.

Suivi de l'hygiène et de la salubrité

Les activités et responsabilités de cette unité s'articulent autour du suivi des conditions d'hygiène et de salubrité (habitabilité des logements), aussi bien dans le domaine des constructions, des habitations que des commerces, en particulier, des établissements soumis à licence, des locaux publics et des lieux de réunion (manifestations).

En 2021, 412 requêtes ou plaintes (386 en 2020 et 536 en 2019) ont été traitées, la baisse notable du nombre d'examen de locaux commerciaux ainsi que de la création ou transformation d'établissements publics constatée depuis le début de la crise sanitaire se poursuit.

Enquêtes publiques ne découlant pas de la LATC

Quinze enquêtes publiques pour des projets relevant d'entités fédérales ou cantonales (OFT, OFROU, DGMR, DGE, DGIP) ainsi que pour d'autres services communaux (CADA, RM, EAU) ont été traitées.

Procédures juridiques liées à des permis de construire

Les collaboratrices et collaborateurs ont pris part, avec le premier conseiller juridique de la Municipalité ou les avocats mandatés, à l'instruction de neuf procédures de recours en matière de construction auprès de la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal (13 en 2020) voire, dans certains cas, du Tribunal fédéral.

Maquettes et expositions

En raison de la situation sanitaire, l'atelier des maquettes n'a réalisé que très peu d'expositions à la demande d'autres services. L'élaboration et la mise à jour de maquettes au 1/500^e pour des sites de projets (Palais de Beaulieu, Montolivet, Platanes, Sébeillon, Belle-Fontaine, etc.), activité traditionnelle de l'atelier, a occupé la majorité du temps de ses collaborateurs.

Gestion de commissions spécifiques et collaborations diverses

Commission permanente de politique régionale (CPPR)

Dans son rôle de responsable des planifications liées au PALM et aux schémas directeurs, le Service gère le secrétariat de la CPPR. Aucune séance de commission ne s'est déroulée en 2021, à l'exception de la participation d'une délégation de membres de la CPPR à l'assemblée plénière des commissions de politique régionale des communes du SDNL.

Commission consultative d'urbanisme et d'architecture (CCUA)

Avec le service d'architecture, URB a mis en place la CCUA au début 2021. La nouvelle commission, composée de cinq expertes et experts indépendants (délégués par les associations professionnelles) et d'une ou d'un secrétaire, a pour mission de préavisier les demandes de permis de construire ayant un fort impact sur la ville et les quartiers. Elle a siégé à sept reprises et rendu 20 préavis.

Collaborations Ville – Hautes Ecoles

En 2021, le Service – associé à l'Institut de Géographie et durabilité de l'UNIL – a mis en œuvre un projet de recherche-action dans le cadre de l'appel à projets «Interact». Celui-ci a permis de dresser un diagnostic microclimatique et de proposer des mesures pour aménager un îlot de fraîcheur au Tunnel.

En collaboration avec le Département d'Ecologie & évolution de l'UNIL, l'Institut de Géographie et durabilité de l'UNIL et le SPADOM, le service a également soumis un projet de recherche dans le cadre de l'appel à projet «Volteface». Le projet «MOBIUS», qui porte sur les liens entre projet urbain et biodiversité, a été retenu.

Par ailleurs, le Service collabore régulièrement avec des Hautes Ecoles romandes, en mettant à disposition des étudiantes et étudiants des cas d'études sur le territoire lausannois et en les accompagnant comme expertes et experts dans leurs travaux académiques. Ces échanges sont des sources d'innovations et d'inspirations pour les projets en cours.

Contrôle des finances de la Ville de Lausanne (CFL)

Principales missions du service

Audit externe

Le Contrôle des finances de la Ville de Lausanne (CFL) bénéficie de l'agrément en qualité d'expert-réviseur octroyé par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision, ce qui lui confère le droit de procéder à des missions en tant qu'organe de révision.

- révision des comptes annuels de la Ville de Lausanne, en application du règlement sur la comptabilité des communes, des directives de révision édictées par le Département des institutions et de la sécurité du Canton de Vaud, et de la recommandation d'audit suisse 60 (RA 60);
- contrôle restreint ou audit selon des procédures convenues de diverses sociétés anonymes, coopératives, fondations et associations subventionnées.

Audit interne et missions spéciales

Le CFL est membre de l'association suisse d'audit interne. Son champ d'investigation comprend l'ensemble des directions et services de l'administration communale ainsi que les organismes qui leur sont rattachés, et les entités désignées dans la directive relative à l'octroi et au suivi des subventions accordées par la Ville de Lausanne et dans la directive relative au suivi des participations de la Ville de Lausanne. Les divers types de mission sont:

- audit financier et de gestion;
- audit de gouvernance;
- audit de performance;
- audit de fraude;
- audit de conformité;
- missions spéciales.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Audit – CFL	6.50	6.50	6.50	6.00
Direction & Secrétariat – CFL	2.00	1.00	2.00	2.00
Total service	8.50	7.50	8.50	8.00

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	0.00

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Audit – CFL	7	6.50	7	6.00
Direction & Secrétariat – CFL	1	1.00	2	2.00
Total service	8	7.50	9	8.00

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
	–	–
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	1	2
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	–	–
Total service	1	2

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	–
Convention de départ	–
Décès	–
Démission	1
Départ à la retraite	–
Fin de contrat	–
Licenciement juste motif ordinaire	–
Licenciement suppression poste	–
Licenciement fin droit trait. 2 mois	–
Licenciement fin droit trait. 24 mois	–
Licenciement juste motif immédiat	–
Licenciement invalidité totale	–
Total service	1

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	–	–
Auxiliaires mensualisé·e·s	–	–
Auxiliaires payé·e·s au forfait	–	*
Total service	0	0.00

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Au-delà de la prolongation de la crise sanitaire et de la nécessité de conduire à distance les audits qui en a découlé, deux faits sont à noter:

- La direction du CFL a changé avec l'arrivée d'un nouveau chef de service, en août 2021, et la nomination conjointe d'un nouvel adjoint;
- La directive municipale sur le CFL a fait l'objet d'une révision, entrée en vigueur le 14 janvier 2021, précisant l'application de la loi cantonale sur l'information (LInfo) dans la publication des rapports d'audit.

Le CFL a été en mesure d'émettre les deux rapports relatifs à l'audit annuel des comptes communaux dans les délais légaux. Le plan annuel d'audit interne a pu entièrement être mis en œuvre, à l'exception de deux audits internes qui ont été reportés en 2022.

Principales activités 2021

Le CFL a délivré en 2021:

- deux rapports relatifs à l'audit annuel des comptes communaux (opinion d'audit et rapport détaillé);
- six rapports en tant qu'organe de révision (contrôle restreint ou procédures convenues);
- un rapport de contrôle de la subvention;
- quatre rapports d'audit interne.

Il est à noter que l'application de la nouvelle directive du CFL évoquée plus haut a conduit à allonger le délai de réponse des audités et auditées de 30 jours ouvrés à 60 jours ouvrés, pénalisant ainsi le nombre de rapports d'audit interne publiés en 2021. En effet, le 1^{er} semestre de l'année étant dédié à l'audit des comptes communaux, la publication des rapports d'audit interne se fait principalement sur le dernier trimestre de l'année civile.

La totalité des temps affectés sur ces diverses missions par les membres du CFL s'élève à 10'720 heures (contre 11'747 heures en 2020), le restant des heures travaillées étant réparti entre la formation et les projets internes d'amélioration de la qualité du service.

© Mathilde Imesch | Ville de Lausanne

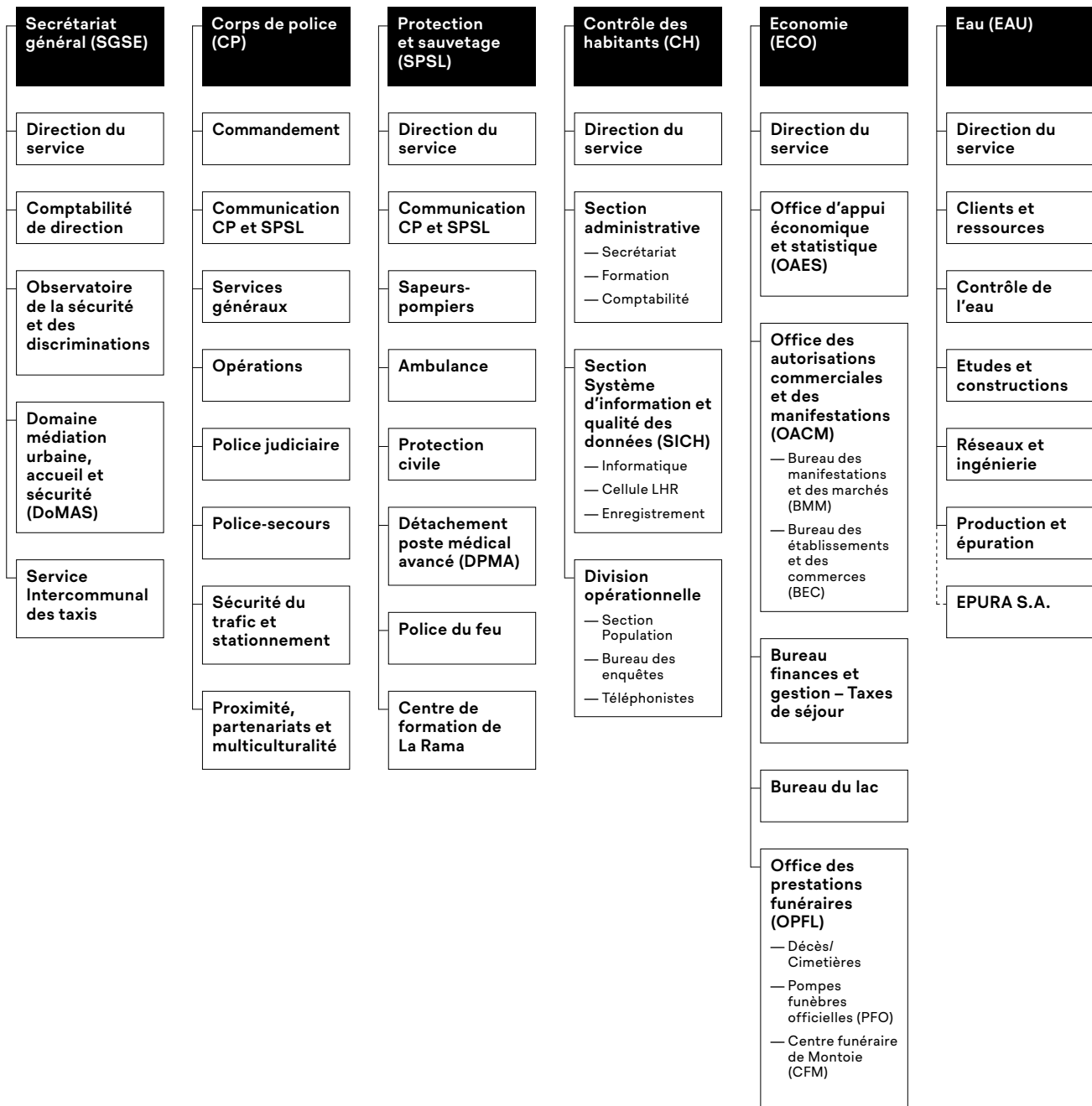


Direction de la sécurité et de l'économie



Direction de la sécurité et de l'économie (SE)

Directeur



Cette année a permis à la Direction de la sécurité et de l'économie (SE) de terminer les six mesures restantes du programme de législatures 2016-2021 placées sous sa responsabilité, tout en s'attendant à la délimitation des prochaines mesures qu'elle devra réaliser au cours de ces cinq prochaines années. Les dossiers suivants ont particulièrement marqué l'année écoulée.

Secrétariat général

En réponse à plusieurs interventions émanant du Conseil communal, une politique pour lutter contre les discriminations touchant les personnes LGBTIQ+ a été élaborée. Elle est le résultat d'un travail transversal qui fait, notamment, suite à la vaste consultation lancée en 2020. Ce plan d'action fait partie d'un préavis qui sera soumis au Conseil communal en 2022. Il prévoit la désignation d'une personne chargée de cette politique et de servir d'interface avec les associations.

Dans le cadre de la lutte contre le harcèlement de rue, la prestation de signalement mise en œuvre a permis d'établir une collaboration avec différents partenaires, ce qui a eu pour effet d'avoir un impact réel sur l'accessibilité et le sentiment de sécurité des espaces et lieux publics.

Lors de la révision partielle du règlement intercommunal sur le service des taxis, dont les modifications sont entrées en vigueur au 1^{er} juillet, la neutralité des émissions de carbone à l'horizon 2025 a été fixée pour l'ensemble des véhicules exerçant un service de taxis dans les communes membres.

Corps de police

Le renforcement des effectifs affectés à la sécurité s'est poursuivi. Le Corps de police a ainsi pu compter sur un effectif de 500 agent.e-s permettant d'atteindre l'objectif fixé lors du programme de législature. Cette hausse des moyens a permis de maintenir une présence accrue en rue et incidemment d'avoir un impact positif dans la lutte contre le deal. Elle s'est, en outre, accompagnée d'une baisse continue des infractions au Code pénal.

Cette augmentation des effectifs a également permis d'adopter une stratégie globale destinée à lutter contre les différentes formes de violences pouvant survenir tant dans l'espace public que dans les lieux privés. Ainsi, une unité composée de 10 policières et policiers spécialement formés à la prise en charge des victimes, à leur soutien et à leur accompagnement a été créée.

Service de protection et sauvetage

L'année sous revue a permis à cinq aspirants sapeurs-pompiers professionnels de terminer leur formation à l'Académie latine des sapeurs-pompiers et d'obtenir leur Brevet fédéral. Ils ont ainsi pu rejoindre les rangs des sections d'interventions du service.

Le nouveau bâtiment multi-usage «Rama II» a été terminé et a ainsi pu accueillir les sapeurs-pompiers lausannois et vaudois en formation. Il offre ainsi une complémentarité avec les infrastructures existantes du stimulateur incendie sur le site de La Rama.

Service du contrôle des habitants

Amorcée depuis le début de la pandémie, le service a persisté dans sa transformation numérique visant ainsi à faire bénéficier la population des facilités offertes par la digitalisation.

Le succès de l'implémentation d'une réception des habitantes et habitants sur rendez-vous a démontré que cette solution répond aux attentes de la population. Ainsi, le maintien de l'accueil du bâtiment de Port-Franc 18 permettant de gérer les flux (avec et sans rendez-vous) a été reconduit, ce en vue de la pérennisation de ce dispositif.

Service de l'économie

Après l'octroi de plus de 200 autorisations d'extension de terrasse, le service s'est attelé à la pérennisation de certaines d'entre elles afin de maintenir tout au long de cette année les agrandissements bienvenus pour la profession et assurer un dynamisme apprécié du public.

Des réflexions de réaménagement se sont également portées sur le renouvellement du port d'Ouchy. Ainsi, un projet permettant d'augmenter la capacité portuaire a été élaboré. Ces nouveaux aménagements contribueront à renforcer l'attrait de ce quartier iconique de la ville.

Service de l'eau

Le service a une nouvelle fois démontré, tout au long de l'année, sa capacité d'anticipation. Il a participé activement au projet de la renaturation de la Chamberonne ainsi qu'à la création de l'île «Leusonna», destinée aux oiseaux migrateurs à Vidy. Par ses projets, le service démontre la volonté de la Ville de réduire son impact environnemental et son engagement en faveur du développement durable.

L'année a également été marquée par le choix de la ville de Bussigny de signer une concession pour son réseau et son alimentation en eau potable avec le service de l'eau, dont la délégation entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2022. Cet accord renforce le rôle régional du service.

De son côté le chantier de la nouvelle Step se poursuit et les travaux devraient être achevés d'ici 2026. La société Epura S.A. a inauguré la production de biogaz et son injection dans le réseau de gaz naturel.

Secrétariat général (SGSE)

Principales missions du service

Secrétariat général

- gestion du secrétariat du directeur de la sécurité et de l'économie;
- établissement de l'ordre du jour et contrôle des dossiers pour les séances de Municipalité ainsi que des dossiers et des affaires du Conseil communal;
- traitement du courrier et des demandes issues des services transversaux;
- participation aux groupes de travail interdirections;
- apport rédactionnel et rédaction de nombreux documents (préavis, communications, notes à la Municipalité, etc.).

Comptabilité de direction

- élaboration, avec les services concernés, du budget de fonctionnement;
- établissement, sur la base des données fournies par les services, du plan des investissements;
- contrôle budgétaire, gestion de la TVA et gestion des crédits d'investissements;
- gestion administrative et comptable du personnel de la direction (entrées, sorties, changements de statut, etc.);
- gestion comptable de l'Association de communes de la région lausannoise pour la réglementation du service des taxis;
- conduite d'études et d'analyses diverses.

Observatoire de la sécurité et des discriminations (OSD)

- élaboration des bases de décision dans le domaine de la sécurité;
- gestion de divers dossiers sensibles dans le domaine de la sécurité ou liés au sentiment d'insécurité (vie de nuit, préservation de l'espace public, prostitution, harcèlement de rue, LGBTIQ+, etc.);
- participation aux projets locaux, cantonaux ou nationaux en lien avec l'amélioration de la sécurité.

Domaine médiation urbaine, accueil et sécurité (DoMAS)

- coordination de l'unité des correspondantes et correspondants de nuit (CN);
- coordination de l'équipe des agentes et agents d'accueil et de sécurité (AAS);

Service intercommunal des taxis (SIT)

- assurer le suivi juridique des divers dossiers en lien avec la thématique ainsi que les révisions réglementaires;
- organiser les séances du Comité de direction et de la Commission administrative et contribuer au bon déroulement de celles du Conseil intercommunal;
- renseigner toute personne intéressée à exercer la profession de chauffeur et/ou d'exploitant de taxis;
- délivrer les concessions pour l'exploitation d'un service de taxis;
- gérer et tenir à jour les dossiers des exploitants de taxis;
- veiller au respect des règlements régissant le service des taxis;
- rédiger les rapports de dénonciation ou de renseignements, les circulaires, les décisions en matière de mesures administratives, etc.

Effectif du personnel**Plan des postes**

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Comptabilité SE	6.50	6.50	6.50	6.60
Direction SE	8.25	8.25	9.25	8.25
Do. médiation accueil sécurité	–	–	11.85	10.60
Observatoire de la sécurité	14.05	13.30	2.20	2.50
Total service	28.80	28.05	29.80	27.95

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	1.00

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Comptabilité SE	8	6.50	8	6.60
Direction SE	9	8.25	9	8.25
Do. médiation accueil sécurité	–	–	18	10.60
Observatoire de la sécurité	23	13.30	3	2.50
Total service	40	28.05	38	27.95

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
	–	–
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	4	2
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	–	–
Total service	4	2

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	3
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	1
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	4

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé-e-s à l'heure	12	2.83
Auxiliaires mensualisé-e-s	-	-
Auxiliaires payé-e-s au forfait	-	*
Total service	12	2.83

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Lors du changement de législature, l'Observatoire de la sécurité a été renommé «Observatoire de la sécurité et des discriminations» (OSD), avec des missions élargies sur l'observation et l'analyse des inégalités et discriminations en général. Cette nouvelle législature a également vu la création d'une entité administrative au sein du SGSE, soit le «Domaine de médiation urbaine, accueil et sécurité (DoMAS)». Cette entité est composée de deux équipes opérationnelles, soit les correspondantes et correspondants de nuit (CN) et les agentes et agents d'accueil et de sécurité (AAS), rattachées au secrétariat général.

Observatoire de la sécurité et des discriminations

En 2021, plusieurs dossiers ont occupé l'Observatoire de la sécurité et des discriminations (OSD):

- la rédaction de la synthèse des résultats de la consultation sur la politique municipale LGBTIQ+ organisée durant l'année précédente, puis, sur cette base, l'élaboration d'un préavis municipal visant à proposer une politique communale LGBTIQ+;
- l'évaluation de la prestation de signalement des situations de harcèlement de rue. Deux rapports ont été mandatés. L'un portant sur la pertinence de l'outil et de son fonctionnement. L'autre portant sur le type de situations gérées par le Corps de police.

L'Observatoire de la sécurité et des discriminations a coordonné plusieurs rencontres en lien avec ses activités (incivilités, espace public et toxicomanie, harcèlement de rue, vie nocturne, médiation urbaine) et a donné des cours ou conférences sur ces thèmes. Il a également participé à la préconférence des villes inclusives, organisée par la Ville de Genève en amont de la conférence de l'organisation EGIDES, l'Alliance internationale francophone pour l'égalité et les diversités.

Domaine médiation urbaine, accueil et sécurité**Correspondantes et correspondants de nuit (CN)**

L'unité des CN a poursuivi son travail de médiation dans les quartiers et le centre-ville. Lors des périodes de restrictions sanitaires, les CN ont effectué un travail de prévention et de sensibilisation lié aux prescriptions ordonnées par la Confédération ou le Conseil d'Etat (distances sociales, rassemblements dans l'espace public notamment).

Agent-e-s d'accueil et de sécurité (AAS)

L'équipe des AAS a, elle, vécu sa deuxième année complète d'activité à l'Espace de consommation sécurisé (ECS) ouvert en octobre 2018. Son travail permet à l'ECS de fonctionner dans de bonnes conditions et d'accueillir un nombre croissant de bénéficiaires.

L'activité des AAS a été étendue, en raison du Covid-19 et à titre provisoire, aux bâtiments administratifs communaux de Chauderon 9 et Port-Franc 18. Ils ont également été chargés d'orienter et d'informer les usagers et usagers lors de la fermeture des Quais d'Ouchy durant la période estivale.

Service intercommunal des taxis

Six collaboratrices et collaborateurs, représentant 3.8 ept, participent à l'exécution de ces tâches, pour le compte et aux frais de l'Association de communes de la région lausannoise pour la réglementation du service des taxis (ci-après: l'Association), composée d'Epalinges, Lausanne, Prilly, Pully, Renens, Chavannes-près-Renens, Crissier, Ecublens, Belmont-sur-Lausanne, Paudex, le Mont-sur-Lausanne et Bussigny.

Les organes intercommunaux de l'Association sont le Conseil intercommunal et le Comité de direction, ainsi que la Commission administrative. L'administration de l'Association est assurée par le Service intercommunal des taxis (SIT).

Conseil intercommunal

Le Conseil intercommunal des taxis a siégé à trois reprises en 2021. Lors de la séance du 1^{er} septembre, il a été procédé, suite au changement de législature, à l'installation des organes, soit le Conseil intercommunal, le Comité de direction et la Commission de gestion.

Durant cette séance, M^{me} Lydia Masméjan, municipale à Pully, a été élue à la présidence du Conseil intercommunal et M. Yabalak Kemal, conseiller communal à Renens, a été élu à la vice-présidence. Le nouveau Comité de direction est composé de cinq municipaux en charge de la sécurité, soit M. Pierre-Antoine Hildbrand (Lausanne), M^{me} Nadège Longchamp (Mont-sur-Lausanne), M. Jean Cavalli (Ecublens), M. Jean-Marc Chevallaz (Pully) et M. Alain Monod (Epalinges).

Pour mémoire, lors de la législature 2016-2021, la présidence du Conseil intercommunal était assurée par M^{me} Isabelle Steiner (Chavannes-près-Renens) et la vice-présidence par M. Niang Oumar (Renens). Les municipaux membres du Comité de direction étaient M. Pierre-Antoine Hildbrand (Lausanne), M. Pierre Mühlethaler (Crissier), M. Jean-Marc Chevallaz (Pully), M. Jacques Marchand (Mont-sur-Lausanne) et M. Alain Monod (Epalinges).

Comité de direction

Le Comité de direction a tenu deux séances en présentiel et a pris plusieurs décisions par voie de circulation.

Il a ainsi fixé au 1^{er} juillet l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions du règlement intercommunal sur le service des taxis (RIT), qui imposent, notamment, à tous les véhicules affectés à un service de taxis dans son arrondissement qu'ils n'émettent plus de CO₂ avec un délai au 1^{er} juillet 2025. Toutefois, le propriétaire d'un véhicule affecté au service des taxis entre le 1^{er} janvier 2019 et le 1^{er} juillet 2021 bénéficie d'une prolongation de délai au 1^{er} juillet 2027 pour se conformer à cette nouvelle obligation.

Le parc automobile affecté à l'activité des taxis est composé de 128 véhicules hybrides et de 4 véhicules électriques (2 taxis en 2020).

Commission administrative

La Commission administrative, organe chargé notamment d'accepter l'octroi d'une concession et de réprimer les infractions au RIT, n'a pas tenu de séance en présentiel mais a rendu sept décisions par voie de circulation allant de la mise en garde au retrait de concession.

Contrôles de police

Les contrôles de police, notamment quatre nocturnes, comme en 2020, ont été un peu plus nombreux. Le nombre de rapports de dénonciation établis par la Brigade des taxis s'élève à 45 (39 en 2020). Au total, on dénombre 61 dénonciations dressées (55 en 2020), tous corps de police confondus. Le nombre de véhicules contrôlés s'élève à 51 et celui des réclamations traitées à 29.

Concessions/Autorisations

Concessions – Taxis de place (regroupés au sein de Taxi Services Sàrl)

	Nombre de concessions		Nombre de permis de stationnement et de véhicules	
	2020	2021	2020	2021
Compagnies	4	4	81	82
Exploitants indépendants	133	121	133	121
Total	137	125	214	203

Autorisations – Type B – Taxis sans permis de stationnement

Exploitants regroupés au sein de:	Nombre d'autorisations d'exploiter		Nombre de véhicules	
	2020	2021	2020	2021
Taxiphone	39	37	41	38
Allô Taxis!	1	1	2	2
Autres	52	48	55	50
Total	92	86	98	90

Centraux d'appels et stations

Les taxis rattachés au central d'appel de Taxi Services Sàrl ont effectué cette année 726'143 courses, soit 478'823 distribuées et 247'320 au vol, contre 644'578 en 2020 (+12,65%).

Le nombre de courses effectuées en 2021 par les chauffeurs de Taxiphone est de 61'760, contre 60'176 en 2020 (+2,63%).

Les stations sont au nombre de 46 et offrent un total de 173 places (contre 47 et 176 en 2020).

Corps de police (CP)

Principales missions du service

- assurer la sécurité des personnes et des biens;
- maintenir la tranquillité et l'ordre publics;
- veiller au respect des lois et des procédures;
- répondre aux attentes de la population.

Commandement

- direction du service;
- gestion des réquisitions;
- assurer la communication du CP et du SPSL.

Services généraux (SG)

- gestion administrative et de projets;
- soutien aux divisions opérationnelles et développement des politiques internes.

Opérations

- conduite des opérations et coordination avec les partenaires;
- gestion de la centrale d'alarme et d'engagement, de la brigade vie nocturne et de prévention du bruit et de l'entité de renseignements, statistiques et analyses;
- gestion des unités spéciales, du groupe d'intervention, de la brigade canine et de la cellule de négociation.

Police judiciaire (PJ)

- gestion des affaires pénales, crimes et délits commis sur le territoire lausannois;
- conduite des enquêtes préliminaires et des investigations à la demande du Ministère public.

Police-secours (PS)

- gestion des interventions d'urgence;
- présence préventive permanente sur l'ensemble du territoire lausannois.

Sécurité du trafic et stationnement (STS)

- gestion et prévention des accidents de circulation, formation et sensibilisation des usagers;
- contrôle du stationnement et dénonciation des infractions de circulation.

Proximité, partenariats et multiculturalité (PPM)

- développement de l'offre en sécurité publique au service de la population et en services de proximité;
- résolution de problèmes avec les partenaires concernés et mise sur pied d'actions préventives.

Effectif du personnel**Plan des postes**

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Direction CP	19.50	17.20	24.95	21.95
Nouvelle volée assermentée	–	17.00	–	–
Opérations	88.75	86.50	90.00	85.15
Police Judiciaire	119.65	118.25	118.85	114.65
Police-Secours	163.55	159.90	163.50	150.75
Proximité, parten. et multicult.	56.50	47.50	51.40	41.25
Sécurité Trafic, Stationnement	149.05	139.50	147.65	134.00
Services généraux CP	76.30	72.95	69.60	65.00
Unité Communication CP-SPSL	–	–	5.05	5.05
Unité RH du CP	–	–	6.40	* 7.30
Policiers·ères en formation	–	–	–	24.00
Postes gelés – CP	4.90	–	4.70	–
Total service	678.20	658.80	682.10	649.10

* Dû à une suroccupation temporaire suite à un congé non payé

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	3.90

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Direction CP	23	20.20	29	24.95
Nouvelle volée assermentée	17	17.00	–	–
Opérations	92	86.50	89	85.15
Police Judiciaire	125	118.25	121	114.65
Police-Secours	161	159.90	153	150.75
Proximité, parten.et multicult.	53	47.50	47	41.25
Sécurité Trafic, Stationnement	142	136.50	136	131.00
Services généraux CP	82	72.95	73	65.00
Unité Communication CP-SPSL	–	–	6	5.05
Unité RH du CP	–	–	9	7.30
Policiers·ères en formation	–	–	24	24.00
Total service	695	658.80	687	649.10

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
Services généraux	1	1
Volée Aspirants – Police	25	25
Total service	26	26

+ 5 aspirant·e·s ASP en cours d'année

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	58	29
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	3	-
Total service	61	29

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	2
Démission	43
Départ à la retraite	11
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	2
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	58

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé-e-s à l'heure	21	2.96
Auxiliaires mensualisé-e-s	8	2.25
Auxiliaires payé-e-s au forfait	17	*
Total service	46	5.21

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

L'année 2021 a été marquée par une hausse du nombre des infractions au Code pénal à Lausanne de 8.1% (de 11'204 en 2020 à 12'116 en 2021). La Centrale d'engagement de la Police municipale de Lausanne (PML) observe une réduction de 6.5% des appels (84'436 appels en 2020). Le nombre d'interventions est également en diminution pour Police-secours qui comptabilise 24'584 interventions (-5% par rapport à 2020).

L'année a également été marquée par la création d'une unité spécialisée dont les membres sont spécifiquement formés pour mieux répondre aux victimes de violence, les conseiller et les accompagner.

Au mois de novembre, une nouvelle approche globale d'apaisement de l'espace public et de lutte contre le deal de rue a été initiée (dispositif «ORDRE»). Cette approche globale, dans laquelle les divers partenaires sont intégrés, est articulée autour des concepts d'Occupation de l'espace public, visant à Rassurer toutes les populations se trouvant sur la voie publique. Cette présence continue permet également la Détection des phénomènes émergeant, d'œuvrer à Résoudre les problématiques et l'Exploitation des renseignements issus du terrain afin d'adapter en continu cette nouvelle stratégie.

Commandement

Le Bureau des réquisitions administratives de police (BRAP) a repris l'entier des réquisitions du CP depuis le 1^{er} juin 2021, date du début de l'activité du personnel concerné (auditions suite à des contrôles de chantier, saisies du permis de conduire, séquestres de plaques, recherches de lieu de séjour, identifications de conductrices et conducteurs et accompagnements d'expulsions de locataires). Cela représente 482 réquisitions qui viennent s'ajouter aux 1'589 autres, traitées sur toute l'année 2021 (mandats d'arrêt convertibles, mandats d'amener, notification judiciaires, ...).

L'Office de recherche, notification et objets trouvés, a repris les tâches liées aux déclarations des pertes de documents d'identité au 1^{er} novembre 2021.

Chiffres clés

	2020	2021
Rapports de police	21'917	21'902
Courriels «police@lausanne.ch»	7'708	6'637
Courrier postal sortant	45'650	51'458
Dossiers du groupe «saisie»	27'306	24'734
Commandements de payer	17'651	17'761
Objets trouvés	3'038	2'035
Appels au centre d'appel pour les dépôts de plainte	–*	10'041

* Données recensées qu'en cours d'année

Communication Police et SPSL

Une activité importante a été consacrée à la communication interne des deux services, ainsi qu'à l'engagement au profit de l'EM DIAM (Etat-major Directives d'intervention en cas d'accident majeur) en lien avec le Covid-19.

Sur Instagram, deux nouveaux comptes ont été créés, en remplacement du précédent compte commun.

L'activité sur les réseaux sociaux s'est concentrée en particulier sur la mise en avant du Poste de police mobile dans les quartiers et le recrutement des policières et policiers, des sapeuses et sapeurs-pompier professionnels et volontaires.

La Division s'est chargée de la coordination de la communication au profit de l'entier des services de la direction.

Chiffres clés

	2020	2021
Abonnés Facebook police	19'051	20'879
Abonnés Instagram police	–*	2'281
Abonnés Twitter Lausanne SE	Non documenté	1'484
Publications Facebook police	134	135
Publications Instagram police	15	73
Publications Twitter Lausanne SE	79	137
Demandes médias	250	296
Communiqués de presse	25	33
117 Express	17	11

* Pas de données collectées

Services généraux

Après la dernière mise à jour en 2006, les services techniques ont assuré la mise en service en 2021 d'environ 500 terminaux radio Polycom de nouvelle génération.

L'unité informatique a opéré une fusion avec son homologue du SPSL, permettant des synergies dans l'intérêt des deux services. L'implémentation d'un nouveau logiciel de gestion des stocks permet au personnel d'effectuer les commandes de matériel en ligne. Il améliore également le suivi du matériel, notamment des armes.

En charge des questions en lien avec la vidéosurveillance pour tous les services de la Ville depuis fin 2020, l'entité juridique a suivi ses premiers dossiers en 2021.

Le nombre de doléances mettant en cause le comportement des policières et policiers est resté stable, avec 24 cas (24 en 2020 et 2019). Une brochure d'information intitulée «Réclamations – Remerciements» a été éditée pour renseigner les personnes ayant fait l'objet d'une intervention de police sur les possibilités existantes pour faire part de leur mécontentement ou de leur satisfaction.

Les premières et premiers aspirants issus du nouveau concept de formation en deux ans (CGF2020) ont été assermentés le 13 août.

Opérations

Pour l'année sous revue, les structures de conduite *ad hoc* ont été principalement initiées dans le cadre d'événements en lien avec les manifestations (sportives, pandémie COVID-19, climat et cause féminine

notamment). Lors des périodes de diminution des contraintes sanitaires, les sollicitations pour organiser ces manifestations ont été plus nombreuses et depuis cette année, trois clubs sportifs lausannois (LS/LHC/SLO) nécessitent des engagements quasi hebdomadaires.

La Brigade cycliste a été sollicitée régulièrement en 2021 pour encadrer les manifestations «critical mass».

Les préparatifs en vue de la réception des appels 117 au sein d'une centrale mutualisée en 2022 a nécessité la mobilisation de nombreuses et nombreux collaborateurs au sein de divers groupes de travail.

La Brigade de vie nocturne et de prévention du bruit (BVNPB) a été particulièrement mobilisée en 2021 pour la vérification des mesures liées au Covid-19, que ce soit pour les établissements, les manifestations ou les commerces.

En 2021, trois chiots ont rejoint la Brigade canine, ainsi qu'un nouveau conducteur accompagné de son chien.

Concernant le Groupe d'intervention (GIPL), un tiers de ses interventions a été effectué dans le cadre de la collaboration avec la Police cantonale vaudoise (25% en 2020).

Chiffres clés

	2020	2021
Structures de conduite <i>ad hoc</i>	19	23
Appels d'urgence	84'436	78'935
Déclenchement d'alarmes	134	171
Demande de préavis pour vols de drones	302	345
Enquêtes pour acquisition/restitution d'armes à feu	27	22
Enquêtes «quérulent»	9	7
Contrôles BVNPB	1'949	1'179
— dont dénonciations	36	36
Préavis manifestations	894	1'018
Engagements Cellule de négociation	11	21
Engagements de la Brigade canine	694	667
Engagements du GIPL	150	177

Police judiciaire

En raison de la pandémie, l'activité de la police judiciaire (PJ) a été ralentie jusqu'à la fin du printemps 2021. Toutefois, le travail généré par les investigations judiciaires s'est révélé similaire à celui d'il y a cinq ans, alors que le nombre d'affaires était alors nettement supérieur, signe d'une complexification des dossiers.

La Cellule des investigations nominatives (instaurée à la suite de la décision du Procureur général de confier le traitement des plaintes nominatives au CP et plus au Ministère public) a traité 550 dossiers, générant plus de 600 auditions.

Face à des messages d'alerte à la bombe dans les écoles professionnelles vaudoises, la PJ a mis en place, durant plusieurs semaines, une cellule d'enquête dédiée, composée d'une douzaine d'inspectrices et inspecteurs et d'une analyste criminelle. Ainsi, plusieurs jeunes adultes ont pu être identifiés et déférés à la justice.

Le taux d'occupation dans la zone de rétention de l'Hôtel de police est passé de 18% en 2020 à 54.1% en 2021. Sur 2'526 personnes ayant occupé les cellules, 19% y ont passé plus de 48 heures (15% en 2020).

Depuis l'automne 2021, les faux dans les titres, et en particulier ceux en lien avec les certificats Covid-19, ont occupé la Brigade du patrimoine.

La Brigade des stupéfiants a maintenu une pression importante sur le trafic de stupéfiants, qu'il s'agisse d'importation, de stockage ou de vente en rue. Les quantités saisies par la Brigade sont globalement en augmentation, particulièrement pour l'héroïne.

Les nouvelles dispositions de la loi sur la prostitution ont été mises en application dans le courant du mois de juillet 2021, notamment l'obligation d'annonce pour les nouvelles et nouveaux travailleurs du sexe. Afin d'absorber la totalité des demandes du Canton sur un seul site, une synergie a été mise en place avec les entités spécialisées de la Police cantonale.

Au niveau de la délinquance juvénile, une stabilité en matière de commission des délits est une nouvelle fois constatée en 2021. Toutefois, pour un nombre réduit de mineures et mineurs présentant des troubles comportementaux et occupant particulièrement tous les acteurs de la jeunesse, la brigade est de plus en plus fréquemment sollicitée pour des appuis sécuritaires, ordonnés par la Justice de paix et conduits par la Direction générale de l'enfance et de la jeunesse (DGEJ).

Dès le 1^{er} juin 2021, la «Cellule de gestion et de prévention de la violence» a été intégrée à la Brigade de la jeunesse. Cette structure transversale a pour mission une prise en charge plus performante d'affaires identifiées comme danger potentiel pour la collectivité.

Le groupe «Voie publique», précédemment rattaché à la Brigade du patrimoine, a été déplacé à la Brigade des cambriolages avec notamment pour mission de localiser les logements utilisés comme «base arrière» et dépôt de butin. Ensemble, ils ont déférés 60 auteurs de cambriolages et 15 de vols à la tire.

Saisies de stupéfiant (ensemble du CP)

	2020	2021
Numéraires (Kf)	457,4	730,0
Cocaïne (kg)	9,9	24,2
Héroïne (kg)	1,3	5,6
Produits cannabiques (kg)	187,5	145,1

Police-secours

Le nombre d'interventions est en baisse pour atteindre 24'584 (25'868 en 2020), ce notamment en raison de la pandémie. Néanmoins, elle a encore généré un nombre important d'interventions pour nuisances sonores.

En termes de produits stupéfiants, le personnel de la division a procédé à 1'216 saisies (2'271 en 2020), dont 995 sans auteur (336 en 2020). Les quantités saisies par la division sont en baisse dans tous les domaines.

Sécurité du trafic et stationnement

Tout comme en 2020, l'annulation de manifestations et la réaffectation d'une partie du personnel à des missions en lien avec le respect des directives Covid-19 ont engendré une légère baisse des contrôles.

Sur le réseau urbain, 34 conductrices et conducteurs (25 en 2020) ont été sanctionnés à plus de 90 km/h.

Les vitesses les plus élevées enregistrées sont de 135 km/h en zone urbaine (avenue de Provence) et 148 km/h en zone suburbaine (route de Berne).

Chiffres clés

	2017	2018	2019	2020	2021
Accidents					
Accidents de circulation (constats)	918	936	1'151	944	1'117
Personnes blessées (légers + graves)	343	348	421	373	436
Personnes tuées	4	1	1	2	2
Fuites après accident	291	302	401	351	458
Piétons victimes	45	63	61	47	61
— dont piétons enfants jusqu'à 15 ans	9	15	16	11	12
Accidents impliquant le LEB	6	7	10	4	2
Feux et vitesse					
Dénonciations excès de vitesse contrôles mobiles	64'533	46'023	58'692	51'930	49'851
Dénonciations excès de vitesse en zone suburbaine (80km/h)	10'288	22'795	20'809	9'113	10'974
Dénonciations par les appareils de contrôles automatique*	65'993	117'18	96'296	69'194	54'236
Appareils de contrôles automatiques	35	35	36	36	37
Passages devant les appareils de contrôles automatiques (mio)	73,31	89,66	79,01	76,42	63,60
Circulation et stationnement					
Infractions de circulation et de stationnement	318'472	366'107	360'809	296'006	298'670
Infractions de stationnement en soirée	19'217	22'100	24'176	18'783	21'566
Evacuations de véhicules en infraction de stationnement	448	509	402	311	311
Infractions de stationnement sur les trottoirs	3'626	3'385	3'102	2'680	3'029
Amendes d'ordres à l'endroit de vélos	356	298	558	564	625
Ivresse					
Personnes testées à l'éthylomètre (accidents)	1'541	1'596	1'678	1'228	1'535
— dont positifs à l'éthylomètre, accidents	116	122	114	101	119
Personnes testées à l'éthylomètre (contrôles systématiques)	6'174	4'828	6'531	4'197	4'949
— dont positifs à l'éthylomètre, contrôles systématiques	313	334	448	300	307

* dont trois uniquement dédiés au contrôle de la vitesse

Proximité, partenariats et multiculturalité

L'accueil au public pour le dépôt de plainte, centralisé au poste de police du Flon, a fait l'objet d'une évaluation constante. Des travaux importants ont été réalisés au niveau des infrastructures du poste dans le but d'améliorer la prise en charge des citoyennes et citoyens. La possibilité de prendre rendez-vous pour déposer plainte permet également un confort accru et l'optimisation des ressources à disposition.

Les missions prioritaires de la division sont l'accueil au public, la présence en rue et dans les quartiers, dans un but de prévention et de sécurisation de l'espace public. Pour ce faire, le CP a déployé, notamment, un nouveau poste de police mobile électrique.

Les partenariats ont été renforcés avec les différentes actrices et acteurs et associations impliquées tant dans la vie des quartiers que dans les grands projets urbanistiques.

Directives d'intervention en cas d'accident majeur (DIAM)

L'EM DIAM (Etat-major Directives d'intervention en cas d'accident majeur), appuyé par les services de la Ville, a maintenu un rythme soutenu de gestion de crise pendant l'année.

En plus de la situation sanitaire, l'EM DIAM a été mandaté afin d'épauler la Direction concernée par la pollution à la dioxine sur les sols de la capitale, notamment par la mise en œuvre d'une centrale de réponses à la population.

La rupture des lignes Swisscom a nécessité la coordination par l'EM DIAM de mesures d'urgence aux côtés des structures vaudoises.

A la fin 2021, l'EM DIAM est monté en puissance parallèlement à l'aggravation de la situation sanitaire.

Evolution de la criminalité

Par rapport à 2020, le nombre total d'infractions relatives à différentes loi (Code pénal, Loi sur les stupéfiants, Loi sur les étrangers, etc.) et traitées par la PML a diminué de 1.5% (de 16'066 à 15'831).

Concernant plus spécifiquement les infractions au Code pénal, l'augmentation est de 8.1% (de 11'204 à 12'116).

Élucidations et évolution des infractions selon la loi

	2020		2021		Différence
	Infractions	Élucidations	Infractions	Élucidations	
Code pénal (CP)	11'204	39,4%	12'116	38,7%	+8,1%
— Total vie et intégrité corporelle	957	83,8%	903	82,2%	-5,6%
— Total patrimoine	7'458	23,3%	7'810	20,9%	+4,7%
Loi sur les stupéfiants (LStup)	2'955	90,1%	2'541	93,1%	-14%
Loi sur les Étrangers et l'intégration (LEI)	1'254	100%	942	100%	-24,9%
Autres lois fédérales annexes	653	98,9%	232	96,1%	-64,5%

© OFS, Neuchâtel 2022

Service de protection et de sauvetage (SPSL)

Principales missions du service

- secourir, protéger et sauver les personnes, les animaux, l'environnement et les biens;
- conduire, gérer et coordonner l'activité des différentes entités du service en développant une interactivité opérationnelle en cas d'événements particuliers et/ou d'accidents majeurs.

Sapeurs-pompiers

- sauver les personnes, les animaux, l'environnement et les biens;
- lutter contre les incendies;
- juguler les effets du déchaînement des éléments naturels;

- lutter contre les effets des pollutions, des fuites d'hydrocarbures ou de produits chimiques, biologiques ou radioactifs.

Police du feu

- faire appliquer les directives de l'Association des établissements cantonaux d'assurance incendie (AEAI), de l'Etablissement d'assurance contre l'incendie et les éléments naturels du Canton de Vaud (ECA) ainsi que les dispositions légales communales et cantonales.

Ambulance/Service mobile d'urgence et de réanimation (SMUR)

- assurer la prise en charge sanitaire professionnelle des patientes en situation de détresse pré-hospitalière, afin de préserver la vie et de créer les conditions favorables à leur transport;
- répondre 24h/24 aux demandes d'interventions de la centrale 144 (ambulance et SMUR);
- mettre sur pied le plus rapidement possible, en cas d'événement particulier, les ressources disponibles et spécifiques telles que le groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (GRIMP) ou le binôme de conduite Ambulancier chef des secours/Médecin chef des secours (ACS/MCS).

Détachement poste médical avancé (DPMA) & Evénement sanitaire particulier

- assurer la prise en charge sanitaire des patientes et patients en situation de détresse pré-hospitalière, afin de préserver la vie et de créer les conditions favorables à leur transport, dans le cadre des manifestations (événements planifiés) et lors d'interventions sortant de l'ordinaire;
- mettre sur pied, en cas d'événement particulier, les ressources spécifiques telles que le soutien sanitaire opérationnel (SSO) ou le groupe spécialisé dans la décontamination de personnes dans les domaines atomique, biologique et chimique (ABC);
- assurer la conduite du dispositif par le chef d'engagement du DPMA.

Protection civile

- garantir le niveau technique et opérationnel de l'Organisation régionale de protection civile (ORPC);
- organiser et diriger les cours de compétence communale;
- coordonner et conduire les engagements lors de situations d'urgence et d'événements.

Centre de formation de La Rama (CFR)

- exploiter et offrir, à l'interne de la Ville comme à l'externe, un service de mise à disposition d'infrastructures de formation, comprenant des salles de cours, des pistes d'exercices, des simulateurs d'incendie et un restaurant.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Ambulance	46.52	47.15	47.77	48.25
Centre de formation de la RAMA	7.58	7.58	5.28	4.80
Direction SPSL	31.73	27.73	4.30	3.30
DPMA	3.00	2.50	3.00	2.00
Police du feu	-	-	5.00	5.00
Protection civile	16.40	15.40	17.20	16.20
Sapeurs-pompiers	120.50	122.50	121.10	120.50
Services généraux SPSL	-	-	16.93	13.93
Unité Communication SPSL-CP	-	-	3.50	3.50
Unité RH du SPSL	-	-	3.10	3.30
Total service	225.72	222.85	227.17	220.78

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	1.45

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Ambulance	54	47.15	56	48.25
Centre de formation de la RAMA	9	7.58	5	4.80
Direction SPSL	33	27.73	7	5.90
DPMA	4	2.50	3	2.00
Police du feu	-	-	5	5.00
Protection civile	16	15.40	17	16.20
Sapeurs-pompiers	123	122.50	121	120.50
Services généraux SPSL	-	-	17	13.93
Unité Communication SPSL-CP	-	-	3	2.50
Unité RH du SPSL	-	-	3	1.70
Total service	239	222.85	237	220.78

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
Direction SPSL	-	-
Sapeurs-pompiers	-	-
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	2
Total service	23	15

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	2
Convention de départ	2
Décès	-
Démission	8
Départ à la retraite	11
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	23

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé-e-s à l'heure	4	0.29
Auxiliaires mensualisé-e-s	9	3.65
Auxiliaires payé-e-s au forfait	16	*
Total service	29	3.94

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

L'année a été à nouveau rythmée par la pandémie. Le service a tout mis en œuvre pour garantir, en tout temps, le maintien de secours de qualité et du socle sécuritaire de base à l'ensemble de la population. La formation et les activités quotidiennes ont été réorganisées afin de respecter les gestes barrières et préserver l'ensemble du personnel. Au niveau opérationnel, le nombre, le rythme et la typologie des interventions ont été, pour une grande partie, marquées par le Covid-19.

Toujours dans le cadre de la pandémie, de nombreuses missions ont été confiées au SPSL par l'autorité politique lausannoise ou par le Canton.

Le nouveau bâtiment multi-usage Rama II, destiné à la formation des sapeuses et sapeurs-pompiers lausannois et vaudois a vu sa construction finalisée. Fruit de l'excellente collaboration entre la Ville de Lausanne et l'ECA en matière de défense incendie et de secours, ce bâtiment complète les infrastructures existantes du simulateur incendie «Rama I». Edifiée en cohérence avec le développement durable, cette nouvelle construction voit son toit végétalisé et pourvu de panneaux photovoltaïques couvrant 20% de ses besoins en électricité. Sa mise en service a été effectuée le 1^{er} mars.

Principales activités 2021

Projets organisationnels

Vision Intégrée de la Défense Incendie et Secours dans l'agglomération lausannoise à l'horizon 2020-2025 (VIDIS 20-25)

Le projet relatif à la vision intégrée de la défense incendie de l'agglomération lausannoise (VIDIS 20-25) a continué d'évoluer. A terme, les sapeurs-pompiers professionnels assureront les missions en journée et en semaine pour l'ensemble de l'agglomération lausannoise, et la complémentarité avec les volontaires demeurera la nuit et les week-ends. En 2017, des travaux relatifs à l'optimisation de la défense incendie dans l'agglomération lausannoise ont été lancés, sous l'impulsion de l'ECA et de la Municipalité de Lausanne, avec l'appui d'une entreprise externe. Des variantes ont alors été proposées aux autorités exécutives de l'agglomération et affinées afin de répondre aux exigences du projet, ainsi qu'au cadre réglementaire de la Ville. La variante de travail à deux sections avec des périodes de 24 heures a été retenue. La commission opérationnelle du projet, (COVIDIS), composée des commandants sapeurs-pompiers de l'agglomération lausannoise a rendu son rapport en août 2020. Dès lors, la commission de coordination du projet (CCVIDIS), composée des représentants politiques des communes, doit confirmer la participation de leurs SDIS au projet. La mise en œuvre de VIDIS 20-25 interviendra au 1^{er} janvier 2023.

Domaines transversaux

Ressources humaines

Le recrutement a occupé une place très importante suite à différents départs à la retraite, notamment de postes de cadres du service, des congés maternité au sein de l'entité ambulance et absences maladie/accident, l'ouverture du site Rama II et son plateau technique feu et le renforcement du pool d'auxiliaires de l'entité ambulance. La pandémie de Covid-19 a continué de s'inviter tout au long de l'année dans la gestion organisationnelle et administrative pour l'unité RH avec le suivi des absences, les reports de formation, le suivi du télétravail. En parallèle, les formations des futures et futurs cadres chez les sapeuses et sapeurs-pompiers ont continué et les cadres de la protection civile ont rejoint ces formations prévues sur une durée totale de trois ans, comprenant en moyenne trois formations par année.

Enfin, l'unité RH a maintenu une place d'apprentissage pour la 3^e année consécutive et a accueilli deux stagiaires.

Services généraux

Le concept logistique continue sa phase de réorganisation et de mise en œuvre avec une organisation à vocation transversale et d'identification des synergies possibles avec le Corps de police et d'autres services de la Ville. L'organigramme des tâches traite notamment de l'approvisionnement, de la gestion du parc véhicules, des infrastructures et du suivi des contrats de prestation et d'entretien. La mise en œuvre complète est prévue à l'horizon 2023.

Division communication Police et SPSL

Une activité importante a été consacrée à la communication interne des deux services ainsi qu'à l'engagement au profit de l'EM DIAM en lien avec le Covid-19.

Sur Instagram, deux nouveaux comptes ont été créés, en remplacement du précédent compte commun.

L'activité sur les réseaux sociaux s'est concentrée en particulier sur la mise en avant du Poste de police mobile dans les quartiers et le recrutement des policières et policiers, des sapeuses et sapeurs-pompiers professionnels et volontaires.

La Division s'est chargée de la coordination de la communication au profit de l'entier des services de la direction.

Chiffres clés

	2020	2021
Abonnés Facebook SPSL	5'197	5'665
Abonnés Instagram SPSL	-	1'511
Abonnés Twitter LausanneSE	Non documenté	1'484
Publications Facebook SPSL	61	65
Publications Instagram SPSL	10	46
Publications Twitter LausanneSE	79	137
Demandes médias	250	296
Communiqués de presse	25	33
117 Express	17	11

Sapeuses et sapeurs-pompiers

Evolution de l'effectif des sapeuses et sapeurs-pompiers professionnels

(sans les aspirants sapeurs-pompiers professionnels, les professionnels en formation et le personnel administratif)

2017	2018	2019	2020	2021
118	118	119	119	117

Evolution de l'effectif des sapeuses et sapeurs-pompiers volontaires, site de Lausanne (sans les jeunes)

2017	2018	2019	2020	2021
116	120	114	110	107

Evolution de l'effectif des sapeuses et sapeurs-pompiers volontaires, site d'Epalinges

2017	2018	2019	2020	2021
54	52	59	63	54

Interventions

Au nombre de 1'950, les interventions sont en hausse de 160 unités par rapport à l'année précédente. Cette augmentation est due au fait qu'en 2020, lors du semi-confinement de la population, les interventions avaient diminué de moitié. Effectuées à raison de 77% sur le territoire du SDIS Lausanne-Epalinges, elles se répartissent comme suit: le détachement de premier secours (DPS), site de Lausanne, composé de sapeurs-pompiers professionnels, est intervenu à 1'854 reprises (+ 140) et le DPS, site d'Epalinges, à 96 reprises (+ 20).

Le Poste de commandement avancé (PCA) a été ouvert à une reprise pour la gestion de six interventions lors des orages qui se sont abattus sur l'agglomération lausannoise le 29 juin.

Le drone mis à disposition par l'ECA a été engagé à trois reprises dans le cadre des inondations qui ont touché le canton de Vaud et du feu de la toiture d'une garderie à Lausanne.

Il est à noter que malgré la procédure mise en place par l'ECA, permettant de lever le doute sur la nécessité de mobiliser les sapeuses et sapeurs-pompiers, le nombre de déclenchements d'alarmes automatiques est en légère augmentation (+ 27).

Types d'interventions

	2020	2021
Déclenchements d'alarmes automatiques	285	312
Incendies	425	433
Sauvetage de personnes et d'animaux	196	342
Désincarcérations	19	28
Protection de l'environnement	386	407
Interventions techniques	436	377
Eléments naturels	31	51
Total	1'790	1'950

Il est à noter que les 25 interventions du groupe de reconnaissance et d'intervention en milieux périlleux sont comptabilisées dans la catégorie «sauvetage de personnes et d'animaux».

Répartition géographique des interventions

	2020	2021
Sur le territoire du SDIS Lausanne-Epalinges	1'303	1'502
Sur le territoire d'autres communes	487	447
Hors canton de Vaud	-	1

Alarme du personnel

La mise sur pied des détachements des volontaires lausannoises et lausannois (groupe de l'unité d'appui du poste permanent et éclairage lourd) a été requise à 15 reprises (+9). Afin de renforcer les équipes déjà engagées sur des sinistres conséquents, la mise sur pied du personnel du corps professionnel en congé a été nécessaire à 21 reprises (-1).

Il est à noter qu'à 22 reprises (-8), il a été nécessaire de mobiliser un second officier de service pour garantir les missions opérationnelles, car le premier était déjà engagé sur une intervention.

Développement du plateau technique de formation (PTF) de La Rama

Forte de l'excellente collaboration entretenue avec l'ECA lors de la construction du simulateur incendie, la Municipalité a signé, en 2017, une convention permettant la construction d'un nouveau bâtiment multi-usage sur le site de La Rama. Ce bâtiment, nommé Rama II, qui a vu sa construction se terminer en novembre 2020, complète et étend l'instruction de la protection respiratoire au profit des sapeuses et sapeurs-pompiers lausannois et vaudois, tout en prenant en compte la problématique de la contamination par les suies. Malgré la situation Covid-19, son inauguration s'est déroulée le 2 février, en présence de l'Autorité politique et de la Direction générale de l'ECA. A cette occasion, le groupe audiovisuel des sapeurs-pompiers a réalisé une capsule vidéo de présentation de ce nouveau bâtiment.

Création d'une structure cantonale de formation des sapeuses et sapeurs-pompiers vaudois

Après plusieurs mois de travaux entre l'ECA et les sapeuses et sapeurs-pompiers du SPSL, une nouvelle structure de formation a vu le jour en août. Elle répond aux besoins futurs au travers des synergies existantes dans le domaine de la formation, l'optimisation des ressources des deux parties, le développement du plateau technique de formation, ainsi que l'intégration d'un nouveau standard pédagogique et méthodologique. Lors de cette démarche, la nouvelle structure de formation a obtenu le label de qualité suisse «eduQua» pour les prestations délivrées dans le domaine de la formation.

Séminaire des responsables de la formation des corps de sapeuses et sapeurs-pompiers de Suisse

Les 22 et 23 septembre, les sapeurs-pompiers du SPSL ont accueilli les responsables de la formation des corps de sapeurs-pompiers professionnels de Suisse. Durant ces deux journées, le SPSL a pu présenter, en collaboration avec l'inspectorat cantonal de l'ECA, la nouvelle structure de formation cantonale, ainsi que l'outil ProSDIS permettant aux sapeuses et sapeurs-pompiers vaudois d'être mobilisés et guidés tout au long de l'intervention. Le centre opérationnel de Lausanne (CODIS), dans lequel figure la gestion des opérations lors d'événements multiples, a également été présenté. Finalement, l'approche et les dangers sur les nouveaux véhicules hydrogènes et les stations de remplissage ont été instruits par les spécialistes secours-routiers du SPSL.

Concept santé

Un concept santé pour les sapeuses et sapeurs-pompiers professionnels a été mis en place. Ce dernier a comme objectifs de faire un bilan de la santé de chaque collaborateur, d'accompagner ces derniers avec des superviseurs internes («sport trainer») et de maintenir ou développer leur condition physique. Ce projet est mené en collaboration avec le Centre sport et santé des Sports universitaires de Lausanne.

Formation du corps professionnel

Cette année encore, la formation s'est concentrée sur le fonctionnement et l'utilisation des nouveaux véhicules, notamment la nouvelle remorque mousse, et de l'ensemble du matériel acquis par la Ville de Lausanne ou mis à disposition par l'ECA et la Direction générale de l'environnement (DGE).

Une nouvelle formation a vu le jour cette année ayant pour thème le sauvetage d'une personne coincée dans un escalator. Pour permettre la mise en situation à l'échelle 1/1, un simulateur a été construit en interne afin de reproduire le plus fidèlement possible une portion d'escalator. Plusieurs scénarii d'accident ont été simulés. Après une formation théorique et pratique, les intervenantes et intervenants ont pu s'exercer à dégager une personne avec du calage et de la découpe.

A la suite de l'engagement d'un nouveau sapeur-pompier professionnel provenant de la Ville de Zurich, une formation spécifique d'intégration a été mise en place. Le défi était de définir précisément son profil de

compétences, d'adapter sa formation par rapport aux actions opérationnelles, aux véhicules et au matériel du service, le tout sans répéter des connaissances déjà acquises de sa part.

Une formation Poste de commandement avancé (PCA) a permis aux régulateurs de sections ainsi qu'aux officiers de s'entraîner sur le système de mobilisation des sapeuses et sapeurs-pompiers vaudois (ProSDIS). Cela a permis de gérer de nombreuses interventions avec les nouveaux outils mis à disposition (informatique, salle de conduite, etc...). La plus-value de cette formation a été d'avoir une animation en direct de la part des opérateurs du centre de traitement des alarmes (CTA) de Pully et la participation à chaque exercice d'un inspecteur régional des services de défense incendie et de secours (IRSDIS) de l'ECA.

La mise en application du cursus de formation professionnel ainsi que les cours cantonaux et fédéraux ont permis au personnel occupant de nouvelles fonctions d'acquérir les connaissances de base nécessaires à leurs nouvelles responsabilités.

Les officiers SDIS ont participé aux formations de l'état-major cantonal de conduite (EMCC), module chef d'intervention général. Ils se sont également rendus à des cours du Touring Club Suisse (TCS) pour parfaire leurs connaissances de la conduite sur neige.

De nombreuses formations continues ont été dispensées pour permettre aux groupes spécialisés tels le GRIMP, le groupe d'appui tactique feu (GATF), les grutiers et le groupe débriefing (GD SPSL) d'assurer leurs missions quotidiennes.

Les sections d'intervention se sont rendues sur la place d'exercices de CIMO à Monthey pour engager la nouvelle berce chimique mise à disposition par la DGE. Cela a permis aux intervenantes et intervenants d'utiliser le matériel en présence de produits chimiques réels. Ces derniers ont également été engagés pendant quatre nuits sur les installations du métro m2 pour entraîner les principes d'engagements et de conduite sur ces opérations particulières.

Plusieurs formations de sections se sont également déroulées, telles que la formation sur les types de personnalité (MBTI) pour nouveaux cadres des sapeuses et sapeurs-pompiers, le recyclage du brevet de natation Pool +, la formation continue sur la connaissance des ports et la navigation avec les bateaux, la formation Rescue 3 dans le domaine aquatique, le module de formation/intégration pour les cinq nouveaux aspirants de l'académie latine des sapeurs-pompiers professionnels (ALSP) qui ont rejoint les rangs en novembre. Des exercices ont également eu lieu, notamment, un exercice de conduite, à la gare de triage de Denges, dans le cadre de l'ordonnance sur les installations ferroviaires (OFSI) du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) et un exercice GATF à l'échelle 1/1, organisé à Nyon en collaboration avec les différents partenaires. Ce dernier a permis d'entraîner les intervenantes, intervenants et les cadres à ces opérations spéciales.

Au niveau des synergies internes, la mise en place d'un jour de stage par collaboratrice et collaborateur au sein de l'entité Ambulance a été organisée. Cela permet également de maintenir les connaissances dans le domaine sanitaire.

Académie latine des sapeuses et sapeurs-pompiers (ALSP)

Le 31 mai, le Comité de l'Organisation du Monde du Travail des Sapeurs-Pompiers (OMTSP) s'est rendu à La Rama pour accréditer l'Académie. Lors de cette visite, l'OMTSP a pu vérifier que les stages de formation étaient structurés et conformes aux standards usuels dans la formation en Suisse et ainsi accréditer l'ALSP comme organe dispensant une formation de haut niveau qualitatif en respectant les dispositions formelles, institutionnelles et légales.

La session 2021 de l'Académie latine a débuté le 6 avril sur le site du centre de formation de La Rama et s'est terminée le 12 novembre. La volée était composée de 15 aspirant-e-s romands, dont 5 lausannois. Cette formation leur a permis d'acquérir les bases théoriques et pratiques de la profession. Il est à noter que 35 instructeurs sapeurs-pompiers du SPSL sont engagés pour dispenser la formation de base durant cette école.

Les 19 aspirants de la volée 2019-2020, dont 6 Lausannois, ont réussi leurs examens finaux et se sont vus remettre leur brevet fédéral lors d'une cérémonie qui s'est tenue le 11 juin à Bienne.

La volée 2018-2019 a dû être interrompue durant la première vague de la pandémie. Les aspirants se sont vus remettre leurs brevets fédéraux le 15 mars, en présence d'un parterre d'invitées et invités très réduit, dans un cadre compatible avec les mesures sanitaires.

Police du feu

Généralités

La Police du feu, en sa qualité d'autorité communale dans le domaine de la prévention et de la protection incendie, est constituée de cinq personnes, appuyée ponctuellement par une sixième.

Dotée de deux véhicules à propulsion entièrement électrique (une voiture et un scooter), elle est amenée à se déplacer journalièrement sur des lieux de visite de fin de travaux, des manifestations ou encore de sites d'ouverture ou de reprise d'exploitation d'établissements publics. Dans ce domaine, son rôle consiste à vérifier

que toutes les mesures de prévention et protection incendie des bâtiments et autres ouvrages ont bien été mises en œuvre et sont fonctionnelles.

En amont, la Police du feu conseille la ou le responsable du projet ou le projeteur, afin d'anticiper et de faciliter la planification de la mise en œuvre des mesures nécessaires. A ce titre, elle contribue activement à la réalisation du programme de législature 2021-2026 de la Municipalité, et plus particulièrement au thème central lié au développement urbain et aux logements de qualité.

Elle est également l'autorité de surveillance de l'activité des maîtres ramoneurs officiels lesquels, au nombre de deux pour la circonscription lausannoise, procèdent au contrôle et au ramonage des installations thermiques.

L'année sous revue est demeurée sous l'empreinte de la pandémie. Néanmoins, l'organisation mise en place au sein de la Police du feu a permis de maintenir l'entier des activités, avec le rythme habituel. A relever un nombre élevé de dossiers lié aux demandes de création/extension de terrasses pour les établissements publics. Les organisatrices et organisateurs de manifestation ont, quant à eux, repris quelques couleurs, malgré les contraintes organisationnelles consécutives au Covid-19.

Enfin, un processus RH a été initié, en vue du départ à la retraite en 2022 d'un collaborateur.

Statistiques

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Mises à l'enquête	607	502	686	853	764	739
Séances	378	395	381	385	248	396
Visites fin de travaux	409	288	254	339	145	332
Examens de situation pour des manifestations	594	450	679	965	557	556
Dossiers intervention	439	377	396	562	607	372

Ambulance/Service mobile d'urgence et de réanimation (SMUR)

Evolution de l'effectif des ambulancières et ambulanciers en ept

2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
40.8	41.75	41.75	41.7	40.8	44.25	47

L'effectif de l'entité Ambulance est composé de 50 ambulancières et ambulanciers professionnels (diplômées et diplômés ES et techniciennes et techniciens ambulanciers), correspondant à 47 EPT. En dépit d'une activité soutenue, aucun accident professionnel n'est à déplorer.

Pour pallier plusieurs absences pour raison de santé, le pool d'auxiliaires a été régulièrement sollicité. Ce dernier est composé de 14 ambulancières et ambulanciers professionnels (diplômés-ES) et techniciennes et techniciens ambulanciers.

Interventions

Le nombre de missions est en significative augmentation et affiche 8'365 courses (+10% par rapport à 2020). La moyenne journalière a atteint 22.9 interventions. Les cas de maladie représentent 65.8%. Les ambulancières et ambulanciers ont effectué 32,3% de P1, 62% de P2 et 1.9% de P3. Le solde se dilue dans les interventions secondaires.

Il convient encore d'ajouter 1'538 missions SMUR et 25 engagements du groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (GRIMP). Dès lors, ce ne sont pas moins de 9'928 interventions d'urgence et de sauvetage qui ont été effectuées par le personnel Ambulance. Cette entité demeure un acteur majeur sur la scène du dispositif cantonal de prise en charge des urgences pré-hospitalières (DisCUP), non seulement par le nombre d'interventions, mais aussi par ses différentes spécialisations et sa capacité à renforcer le dispositif en cas d'événement particulier.

Statistiques

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre d'interventions	7'337	7'194	7'119	7'455	7'598	8'365
Nombre de personnes transportées	6'237	6'064	5'816	5'823	5'984	6'488
Nombre d'interventions sans transport	1'100	1'130	1'303	1'632	1'658	1'877
Nombre de missions SMUR	2'045	1'987	1'924	1'638	1'431	1'538

Activité liée à la pandémie

L'entité Ambulance a été active face à la pandémie. En dépit de plusieurs cas de contamination au sein du personnel, elle a tout de même garanti, tout au long de l'année, une réponse aux sollicitations de la Direction générale de

la santé (DGS). A sa demande et afin de prévenir les rapides montées en puissance générées par l'afflux soudain de patientes et patients, des équipages ont régulièrement effectué des services de piquet supplémentaires.

Incivilités

Les ambulancières et ambulanciers ont dû déposer deux plaintes.

Détachement poste médical avancé & Evénement sanitaire particulier

Effectif professionnel

Le Détachement poste médical avancé (DPMA) et le secteur Evénement sanitaire particulier sont constitués de 3 professionnelles et professionnels et de 75 volontaires. Le financement des professionnelles et professionnels est assuré conjointement par la Ville de Lausanne, la DGS et l'ECA.

Evolution de l'effectif du personnel volontaire

2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
74	71	71	68	75	70	71

L'effectif autorisé du personnel volontaire est de 75 personnes au maximum (hors des postes professionnels). Il se répartit en trois catégories distinctes: 15 médecins, 40 professionnelles et professionnels de la santé et 20 secouristes.

Outre la mise en place et l'activation du poste médical avancé, les spécialisations et prestations suivantes sont assurées:

- soutien sanitaire opérationnel (SSO) au profit des intervenantes et intervenants lors d'interventions des sapeuses et sapeurs-pompiers;
- équipiers sanitaires maintien de l'ordre (ESMO+) au profit des policières et policiers lausannois et gendarmes vaudois;
- décontamination de personnes dans les domaines atomique, biologique et chimique (DECON ABC);
- mise en place de dispositifs médico-sanitaires (DMS) lors de manifestations importantes;
- représentation du SPSL et de la DGS dans la Commission technique opérationnelle romande (CTOR) et du Groupe romand d'intervention médicale en cas de catastrophe (GRIMCA).

Dans le domaine de l'évènement sanitaire particulier, la formation et la planification des services de piquet des ambulancières et ambulanciers chefs des secours (ACS) ont été effectuées.

Une formation des cadres des DPMA des cantons romands a permis de nombreux et fructueux échanges, ainsi que la formation conjointe des officières et officiers chefs d'engagement. L'appui mutuel entre les cantons s'en trouve ainsi renforcé et l'articulation des diverses structures gagne en efficience.

Types d'interventions – engagements

	2020	2021
Soutien sanitaire opérationnel (SSO)	17	20
Poste médical avancé (PMA)	1	1
Dispositif médico-sanitaire (DMS)	1	2
Premier répondant et missions particulières (CE DPMA)	10	6
Ambulancières et ambulanciers chefs des secours (ACS) (sollicitations/déplacements)	21/8	27/7

Le DPMA a été sollicité en avril, suite à la décision d'évacuation de la ZAD de la colline du Mormont. Outre le premier engagement opérationnel du groupe spécialisé ESMO+, le détachement a assuré une couverture médico-sanitaire de l'évènement, tout au long de sa durée, à la grande satisfaction des partenaires et mandataires, en garantissant une prise en charge précoce, tant des intervenantes et intervenants que des militantes et militants.

Les différentes alertes à la bombe dans plusieurs établissements d'enseignement lausannois et vaudois ont mis à contribution le Détachement.

Les manifestations culturelles et sportives ayant pu reprendre à la fin de l'été, à tout le moins en partie, le Détachement a pris en charge la gestion médico-sanitaire des DMS du Triathlon de Lausanne et des 20 KM, sous une forme particulière, avec six jours d'engagement au lieu des deux habituels.

Matériel et équipement

La mise en service du véhicule Poste de commandement sanitaire (VPC SAN), acquis conjointement avec la DGS, permet de répondre à la gestion tactique du domaine sanitaire, sur le lieu même de l'évènement. Des moyens pragmatiques et modernes permettent aux cadres de diriger l'intervention dans leurs domaines et d'assurer une parfaite coordination avec les partenaires feux bleus engagés.

Cinq chariots d'instruction sanitaire ont été mis à disposition par l'ECA. Ceux-ci permettent l'organisation, en totale autonomie, des cours de premiers secours (BLS-AED) pour l'ensemble des sapeuses et sapeurs-pompiers vaudois. Leur coordination est assurée par l'instructeur sanitaire du Détachement.

La remorque SSO a été mise à jour par l'ECA, permettant ainsi de bénéficier d'une infrastructure de soin «en dur» sur le lieu même de l'intervention, dans le cas où celle-ci viendrait à durer.

Dans le cadre du maintien de l'uniformisation des moyens d'intervention sanitaires romands, l'étude du remplacement du véhicule de soutien sanitaire (VSS), a été entreprise durant le deuxième semestre de l'année. Elle est en cours de finalisation et devrait se traduire par le renouvellement des deux premiers VSS romands et la mise en service d'une sixième unité.

Formation

La formation a pu reprendre partiellement, dans le respect des contraintes sanitaires imposées. Une reprise des bases, par domaine, a été effectuée. La disponibilité du personnel soignant de milice a été variable et fortement impactée par la crise du Covid-19. Des formations à distance ont été élaborées par le personnel du domaine de la formation médicale (FORMED), permettant à chacune et chacun de perfectionner son savoir dans les domaines de la pédiatrie et de l'intoxication au monoxyde de carbone.

Protection civile

Evolution de l'effectif des professionnel-le-s

2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
17	18	19	18	17	17	17

Evolution de l'effectif des miliciennes, miliciens et volontaires

2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
1'270	1'250	1'393	1'254	1'196	1'176	800

Au 1^{er} janvier, le bataillon de l'Organisation régionale de protection civile Lausanne-District s'est vu réduire ses ressources de milice, suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi LPPCi 2021. La conséquence directe est une diminution unique de 400 astreints. Ceci correspond à 30% des effectifs totaux, dont 50% de cadres. Cette situation va nécessiter pour les prochaines années un recrutement accru de nouvelles et nouveaux cadres pour maintenir la capacité opérationnelle connue jusqu'à ce jour.

Interventions

Dans le cadre de la pandémie, le commandement cantonal a formé des bataillons régionaux. Les ORPC Ouest-lausannois et Oron-Lavaux ont rejoint l'ORPC Lausanne-District afin de former le Bataillon Centre. Depuis sa création, le bataillon est sous la conduite du commandant de l'ORPC Lausanne-District.

L'activité de la protection civile du SPSL/ORPC Lausanne-District s'est déroulée sans interruption entre fin 2020 et 2021. L'engagement lié à la seconde vague pandémique et ses suites a débuté le 1^{er} septembre 2020 pour se terminer le 10 octobre, 7j/7. De multiples missions ont été attribuées au bataillon, principalement en lien avec la vaccination dans les EMS, les centres itinérants et de proximités, en subsidiarité auprès du dispositif bas-seuil lausannois et au sein des soins intensifs du CHUV.

Le bataillon a été à nouveau mobilisé dès le 6 décembre, dans le but de renforcer le Centre de vaccination de Beaulieu. La mission se poursuit au-delà de la fin de l'année.

Heures réalisées par les professionnel-le-s

	2020	2021
Engagements au profit des collectivités	800	481
Engagements en situation d'urgence	9'842	7'054
Total	10'642	7'535

Collaborations (internes et externes)

La situation actuelle a mis en veille plusieurs collaborations, lesquelles seront réactivées en 2022 si la situation pandémique le permet. De par la nature de son engagement pour Covid-19, seule une collaboration étroite avec le CHUV a été maintenue.

Matériel, équipement et infrastructures

Suite au départ de l'Établissement vaudois d'accueil des migrantes et migrants (EVAM), un état des lieux de sortie de la construction de Crétaison au Mont-sur-Lausanne a été réalisé par le Service de la sécurité civile et militaire (SSCM) en collaboration avec plusieurs représentants de la Municipalité du Mont-sur-Lausanne et de la PCI.

Des travaux de remise en état sanitaire ont été entrepris dans la construction de la Rouvraie afin de remettre en conformité certaines installations techniques.

L'entrée en vigueur de la nouvelle loi fédérale sur la protection de la population a nécessité auprès de la section logistique, la restitution des équipements personnels de 562 miliciens libérés de l'obligation de servir.

Essai annuel des sirènes

Les sirènes fixes et mobiles ont toutes été déclenchées selon le processus usuel. Lors du premier essai de déclenchement, une seule a présenté un défaut (déclenchement automatique) et trois au second essai (déclenchement manuel).

Formation

Malgré un important engagement Covid-19, plusieurs formations de spécialistes ont été dispensées:

- perfectionnement de l'état-major de l'ORPC Lausanne-District;
- cadres de la compagnie d'intervention régionale;
- domaine de la protection des biens culturels (PBC);
- instructeurs BLS-AED;
- domaine de l'antichute.

Jours de service

	2020	2021
Cours effectués dans le cadre communal	390	302
Engagement au profit de la collectivité	919	220
Engagement en situations d'urgence	18'946	5'911
Total	20'255	6'433

Centre de formation de La Rama

Locations

La fréquentation du Centre de formation de la Rama (CFR) est principalement répartie entre:

- divers services de la Ville et de l'Etat de Vaud;
- les sapeuses et sapeurs-pompiers (notamment au travers des formations ECA) avec le simulateur incendie et la mise en service du nouveau bâtiment multi-usage Rama II;
- les utilisatrices et utilisateurs externes (principalement des organisations œuvrant dans le domaine des secours, de la sécurité et de la prévention).

Contrairement à 2020, le CFR a fonctionné toute l'année sans fermeture due au Covid-19 et dans le respect des mesures sanitaires.

Pour cette année, le nombre de jours de location d'infrastructures est de 317 (+40% par rapport à 2020). Il retrouve son niveau «pré-pandémie» de 2019.

Repas

La cuisine du CFR a produit 20'124 menus, dont 3'040 en soutien de la protection civile. Au total, cela représente une baisse de 17.8% par rapport à 2020, année pandémique durant laquelle 11'951 repas avaient notamment été confectionnés en soutien à la protection civile et à l'Hôtel de police. Cependant, il est à relever que le nombre de menus pour 2021 est plus élevé de 9,6% qu'en 2019, année dite normale.

Restauration collective durable

Le CFR continue à participer au plan de restauration collective durable (RCD), au travers de son 2^e volet, le plan RCD II (2021-2024).

Service du contrôle des habitants (CH)

Principales missions du service

- tenir à jour l'ensemble des données relatives à la population, en veillant à respecter les dispositions légales en matière de contrôle des habitants et d'harmonisation des registres;
- accueillir le public et renseigner les usagers;
- constituer les dossiers de demandes d'autorisations de séjour et d'établissement et les transmettre à l'autorité compétente, à savoir le Service cantonal de la population;
- fournir aux administrations publiques les données qui leur sont nécessaires (registres des contribuables, registre civique, registre cantonal des personnes, écoles, etc.);
- traiter les mutations courantes sous forme électronique et en transmettre le résultat au Registre cantonal des personnes (RCPers), dans le cadre de l'automatisation du transfert d'informations (ATI).

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Bureau "Suisse – permis C"	8.90	8.10	8.90	8.90
Bureau des étrangers	12.50	11.50	12.00	12.00
Direction CH	3.00	3.00	3.00	3.00
Div. opérationnelle CH	7.30	7.30	7.30	7.30
Sect. SICH et qualités données	4.00	4.00	4.50	4.50
Section administrative CH	4.00	4.00	4.00	4.00
Total service	39.70	37.90	39.70	39.70

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	0.00

Personnel fixe (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Bureau "Suisse – permis C"	10	8.10	11	8.90
Bureau des étrangers	12	11.50	13	12.00
Direction CH	3	3.00	3	3.00
Div. opérationnelle CH	9	7.30	9	7.30
Sect. SICH et qualités données	4	4.00	5	4.50
Section administrative CH	4	4.00	4	4.00
Total service	42	37.90	45	39.70

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
Administration CH	1	1
Total service	1	1

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	1	4
<hr/>		
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
Total service	1	4

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	1
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	-
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	1

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	-	-
Auxiliaires mensualisé·e·s	7	6.17
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*
Total service	7	6.17

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Les effets de la pandémie du Covid-19 ont continué à avoir des conséquences importantes pour les activités du CH, en particulier en matière de gestion des flux de personnes et d'organisation des processus de travail. La mise en place, dès le 25 novembre 2020, d'une solution permettant de recevoir la population lausannoise sur rendez-vous a permis de réduire considérablement les temps d'attente et offre de nouvelles perspectives intéressantes pour les administrées et administrés, dès lors que la très grande majorité des prestations peuvent être obtenues sans avoir à se déplacer aux guichets.

L'accueil du bâtiment, avec la gestion de deux flux séparés de personnes (avec ou sans rendez-vous), a nécessité de recourir à du personnel supplémentaire (trois, puis deux auxiliaires à 100%, ainsi qu'une ou un agent d'accueil et de sécurité [AAS] mis à disposition par le Secrétariat général de la direction SE). Après une année de fonctionnement, le CH procédera, dès février 2022, à une adaptation visant à réduire, autant que faire se peut, l'impact financier d'une telle mesure, notamment en diminuant de 50 % cette présence.

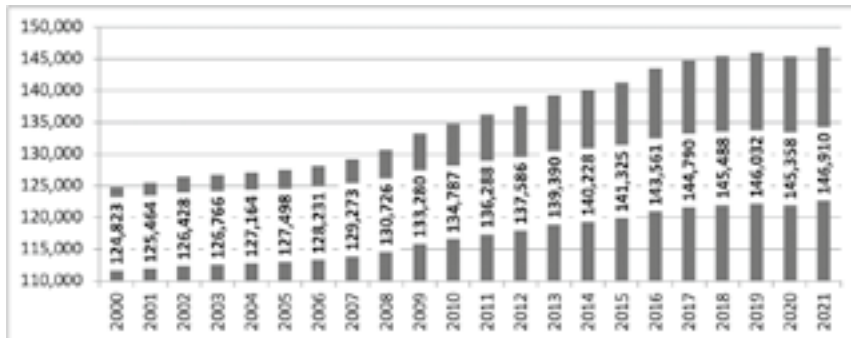
Dès le 1^{er} juillet, à l'exception des requérantes et requérants d'asile, les personnes titulaires d'une autorisation de séjour ou d'établissement reçoivent désormais une carte de séjour (format «carte de crédit») en lieu et place des précédentes autorisations délivrées sur papier et contenues dans une fourre en plastique. Ce format, plus pratique à ranger dans son porte-monnaie, offre également une plus grande sécurité contre les falsifications.

Principales activités 2021**Évolution démographique et statistiques**

Evolution démographique

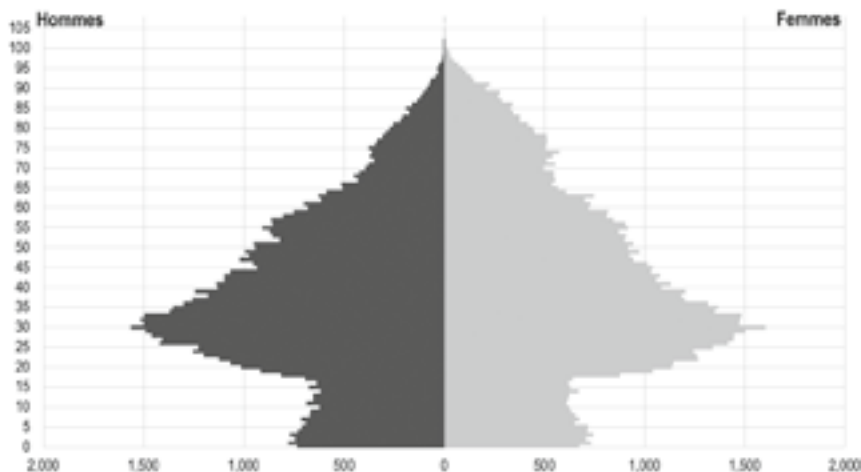
Au 31 décembre 2021, 146'910 personnes figuraient dans le registre des habitantes et habitants de la Ville de Lausanne, toutes catégories confondues, soit une augmentation de 1'552 habitant-e-s par rapport à 2020. En 2021 et malgré la pandémie du Covid-19, Lausanne renoue avec une forte croissance de sa population.

Evolution de la population lausannoise depuis 2000 (au 31 décembre)



Statistiques de la structure de la population lausannoise

Pyramide des âges



Population lausannoise, selon le type de résidence

au 31 décembre	2019	2020	2021	Différence 2020/2021
En résidence principale	142'000	141'464	142'708	+1'244
En résidence secondaire	4'032	3'894	4'202	+308
Total	146'032	145'358	146'910	+1'552

Répartition de la population, selon les origines et la nationalité

selon origines/nationalité	2019	2020	2021	Différence 2020/2021
Vaudois-e-s	47'377	47'979	48'871	+892
— dont Lausannois-e-s	20'640	21'442	22'538	+1'096
autres cantons	36'514	36'346	36'401	+55
Total population suisse	83'891	84'325	85'272	+947
Total population étrangère	62'141	61'033	61'638	+605
Total	146'032	145'358	146'910	+1'552

Population étrangère résidant à Lausanne, par pays/continent

au 31 décembre	2020	%*	2021	%*	Différence 2020/2021
France	12'670	8.72	13'213	8.99	+543
Portugal	8'284	5.70	7'894	5.37	-390
Italie	6'553	4.51	6'566	4.47	+13
Espagne	5'265	3.62	5'353	3.64	+88
Reste de l'Europe	12'864	8.85	12'821	8.74	-43
Population étrangère européenne	45'636	31.40	45'847	31.21	+211
Afrique	5'953	4.10	6'014	4.09	+61
Asie	5'002	3.44	5'239	3.57	+237
Amériques	4'274	2.94	4'367	2.97	+93
Océanie	102	0.07	98	0.07	-4
Apatrides	5	-	6	-	+1
Non déterminée	61	0.04	67	0.05	+6
Population étrangère non européenne	15'397	10.59	15'791	10.75	+394
Population étrangère totale	61'033	41.99	61'638	41.96	+605

* pourcentage de la population étrangère par rapport à la population globale vivant à Lausanne (respectivement 146'910 et 145'358)

Population étrangère résidant à Lausanne, par permis

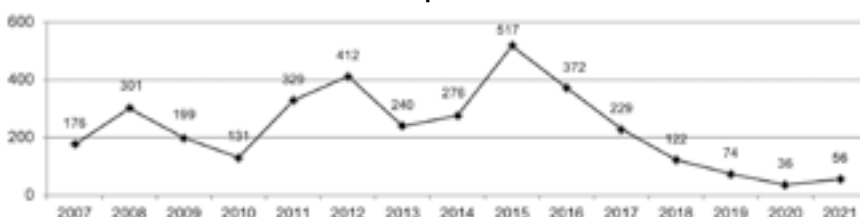
au 31 décembre	2019	2020	2021	Différence 2020/2021
Population en résidence principale:				
— Permis B	23'152	23'795	23'877	+82
— Permis C	33'215	32'879	32'284	-595
— Permis F	1'450	1'473	1'435	-38
— Permis L	1'107	1'117	969	-148
— Cas en suspens auprès des autorités cantonales ou fédérales	2'271	991	2'203	+1'212
— Procédures de refus/recours	228	171	143	-28
Total population résidente	61'423	60'426	60'911	+485
Dispensés par le DFAE ¹	144	122	158	+36
Permis Ci ²	5	5	7	+7
Total population diplomatique	149	127	165	+38
Requérant-e-s d'asile	164	76	80	+4
Total en résidence principale	61'736	60'629	61'156	+527
Population en résidence secondaire:				
— Permis B	96	93	114	+21
— Permis C	230	237	279	+42
— Permis F	1	1	1	-
— Permis G (frontalier)	63	65	73	+8
— Permis L	4	3	3	-
— Demandes en cours	11	5	11	+6
— Dispensés par le DFAE	-	-	1	+1
— Requérant-e-s d'asile	-	-	-	-
Total en résidence secondaire	405	404	482	+78
Total de la population étrangère	62'141	61'033	61'638	+605

¹ Membres ou personnel des missions diplomatiques et consulaires dispensés de formalités

² Conjoint-e-s ou enfants des personnes dispensées par le DFAE, exerçant une activité lucrative

Requérantes et requérants d'asile résidant à Lausanne

56 nouvelles requérantes et nouveaux requérants ont été enregistrés (36 en 2020). Au 31 décembre 2021, 80 dossiers lausannois (76 en 2020) sont en cours d'examen auprès des autorités cantonales et fédérales compétentes.

Evolution du nombre d'arrivées depuis 2007


Naissances et décès au sein de la population lausannoise

Malgré la persistance de la pandémie de Covid-19, le niveau des décès constatés en 2021 a baissé sensiblement. Par ailleurs, le nombre des naissances a, quant à lui, augmenté de manière significative.

	2019	2020	2021	Différence 2020/2021
Naissances	1'646	1'602	1'703	+101
Décès	978	1'204	1'024	-180
Solde naturel	668	398	679	+281

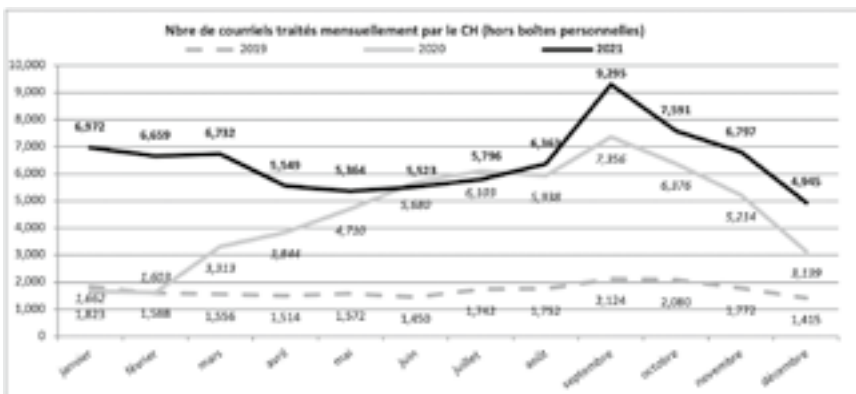
Relations avec les administrées et administrés

En raison des effets de la pandémie Covid-19 et de l'évolution de l'organisation des guichets du CH, de nouvelles adresses e-mail génériques ont été ouvertes portant à 4 les points d'entrée des courriels pour la population. Cette manière de procéder a permis de limiter une gestion supplémentaire de répartition des courriels en fonction des secteurs concernés. Par ailleurs, il a été choisi, à partir de 2021, de recenser l'ensemble des réponses partant des adresses génériques du CH vers nos administrées et administrés afin de tenir compte des échanges successifs, lorsque des compléments d'informations sont nécessaires.

	2020	2021	Différence 2020/2021	En pourcentage
Nombre d'opérations informatiques	283'889	288'737	+4'848	+1.07%
Nombre d'e-mails ¹ reçus	54'938	77'586	+22'648	+41.22%

¹ Pour 2020, il s'agit des e-mails reçus et pour 2021, ce sont les réponses envoyées qui sont comptabilisées. Elles sont notamment plus nombreuses, puisqu'elles comprennent les échanges éventuels avec les administrées et administrés.

L'évolution mensuelle comparée entre 2019 et 2021 permet de prendre la mesure des effets de la pandémie:



Cela étant, il est intéressant de relever également que la nouvelle organisation des guichets du service (gestion sur rendez-vous) a permis de réduire drastiquement le nombre de personnes qui se présentent personnellement et, en corollaire, de diminuer les temps d'attente par rapport à l'organisation «avant Covid» (année 2019), à la satisfaction de la population lausannoise qui peut – dans sa grande majorité – procéder aux annonces légales par le biais des courriels et autres courriers postaux.

	2019	2021	Différence 2019/2021	En pourcentage
Nombre d'entretiens effectués aux guichets ¹	111'611	16'030	-95'581	-85.63%
Temps d'attente moyen	08'00"	0'50"	-07'10"	-89.50%

¹ L'année 2020 n'est pas significative dès lors que les guichets du CH étaient fermés du 16 mars au 25 novembre

Les déclarations de résidence délivrées par le CH peuvent être obtenues via une prestation de cyberadministration. Une première étape, implémentée en avril 2019, a d'emblée conforté l'idée qu'une telle prestation était attendue de la population lausannoise. La seconde étape – permettant d'obtenir ainsi tous les différents modèles de déclarations de résidence – a été mise en service le 7 juillet 2020. Il devient dès lors intéressant de recenser annuellement le nombre de documents délivrés par internet.

	2019	2020	2021	Différence 2020/2021
Déclarations de résidence délivrées par internet	2'014	8'127	8'138	+11

Activités de l'agente recenseuse

Créé en 2019, le poste d'agente ou agent recenseur a été repourvu le 1^{er} novembre 2019. Après une période de formation de trois mois, l'agente recenseuse a débuté son activité sur le terrain en février 2020. En raison du Covid-19, ses fonctions ont été limitées, en 2020, par les directives sanitaires et les visites domiciliaires n'ont pas pu toutes être effectuées comme cela était prévu. Par contre, en 2021, les contraintes sanitaires lui ont laissé plus de latitude pour procéder à ses différentes missions.

	2020	2021	Différence 2020/2021	En pourcentage
Enquêtes ouvertes	414	541	+127	+30.6%
Enquêtes traitées	377	479	+102	+27.0%

Parmi les enquêtes traitées en 2021, 97 arrivées ont pu être enregistrées (+25 par rapport à 2020), dont 36 en résidence principale (+9) et 61 en résidence secondaire (+16).

Globalement, les enquêtes effectuées ont permis de constater les situations suivantes:

	2020	2021	Différence 2020/2021
Arrivées enregistrées	72	97	+25
Logements vacants (disponibles ou en cours de rénovation)	56	45	-11
Changements d'adresse à l'intérieur de la commune	23	28	+5
Occupations de moins de 90 jours par année	43	63	+20
Corrections CH suite à l'attribution erronée des occupants	40	56	+16
Utilisés comme 2 ^e logement à Lausanne	12	31	+19
Logements annexés ou côte à côte, occupés par une famille	7	23	+16
Logements avec affectation erronée (bureau, local commercial)	29	46	+17
En démolition	4	4	0
Appartements inexistant (erreur dans Registre des bâtiments)	30	59	+29
Appartements AirBnB	3	-	-3
Relocations (logements destinés à des salariés, courte durée)	5	14	+9
Membres du Corps diplomatique, sans obligation d'inscription	1	1	0
Divers (logement à double, procédure en cours, résiliation anticipée)	52	12	-40
Total	377	479	+102

Service de l'économie (ECO)

Principales missions du service

- mise en œuvre et appui en matière d'économie, de promotion économique et d'initiatives entrepreneuriales;
- production de la statistique publique communale et analyse;
- gestion administrative et coordination des manifestations;
- gestion des établissements et des terrasses;
- gestion des commerces permanents et itinérants (y compris les marchés);
- gestion des cinémas;
- gestion des procédés de réclame;
- organisation de la Fête foraine de printemps (Luna Park);
- gestion des ports de petite batellerie, des infrastructures nautiques et des rives du lac;
- perception des taxes de séjour;
- perception de l'impôt sur les divertissements;
- gestion des décès;
- gestion du centre funéraire de Montoie.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Direction ECO	5.25	4.45	5.45	4.90
Etablissements & Commerces	6.00	6.00	6.00	6.00
Finances & Gestion/Taxes séjour	6.20	5.70	6.20	5.70
Lac	2.00	1.00	2.00	2.00
Manifestations & Marchés	8.00	7.70	8.00	7.90
Off. Commerces & manif.	2.90	1.90	2.90	2.80

Off. prest. funéraires linois	21.00	20.00	21.00	21.00
Office appui économ. et stat.	4.30	3.50	4.10	3.50
Total service	55.65	50.25	55.65	53.80

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	0.00

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Direction ECO	5	4.45	6	4.90
Etablissements & Commerces	6	6.00	6	6.00
Finances & Gestion/Taxes séjour	6	5.70	6	5.70
Lac	1	1.00	2	2.00
Manifestations & Marchés	9	7.70	9	7.90
Off. Commerces & manif.	2	1.90	3	2.80
Off. prest. funéraires linois	24	20.00	25	21.00
Office appui économ. et stat.	4	3.50	4	3.50
Total service	57	50.25	61	53.80

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
	-	-
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	4	7
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	1
Total service	4	8

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	2
Départ à la retraite	1
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	4

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	-	-
Auxiliaires mensualisé·e·s	8	4.58
Auxiliaires payé·e·s au forfait	4	*
Total service	12	4.58

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Dans la continuation de l'année 2020, la gestion de la pandémie de Covid-19 a nécessité une importante mobilisation du service, en particulier à l'égard des exploitantes et exploitants des établissements lausannois, des commerçantes et commerçants, des organisatrices et organisateurs de manifestations et des marchandes et marchands participant aux différents marchés lausannois.

L'application des règles et décisions prises par les autorités fédérale et cantonale a impliqué un travail de renseignement très soutenu, sans cesse remis à jour au fur et à mesure des modifications des mesures Covid-19. Le suivi et le contrôle de ces exigences, imposés aux communes par l'Etat-major de conduite (EMCC), sont demeurés très contraignants.

La planification des lieux et du calendrier des différentes manifestations est également demeurée très volatile du fait des reports et annulations ou, à l'inverse, des nombreuses demandes de dernière minute.

Les mesures d'extension des terrasses des établissements prises en 2020 s'étant révélées être un succès, appréciées tant du public que des exploitantes et exploitants, le service a entrepris d'accompagner ces derniers dans leurs démarches en vue de leur pérennisation.

Le service a également mené le travail d'adaptation règlementaire nécessaire aux modifications souhaitées, d'entente entre les partenaires sociaux, de l'organisation des ouvertures nocturnes du mois de décembre, les trois soirées habituelles permettant aux magasins de demeurer ouverts jusqu'à 22h étant remplacées par six ouvertures consécutives jusqu'à 20h. Les conclusions du préavis N° 2021/43 du 23 septembre 2021 ont été adoptées par le Conseil communal le 12 octobre 2021 et les modifications au Règlement sur les heures d'ouverture et de fermeture des magasins (RHOM) sont entrées en vigueur le 1^{er} décembre 2021.

Quant aux activités de l'Office des prestations funéraires de Lausanne (OPFL) et du Centre funéraire de Montoie, elles sont demeurées par la force des choses soutenues durant cette année. Le Conseil communal a approuvé, le 9 mars 2021, un crédit d'investissement de 17 millions de francs destiné à couvrir les études et la réalisation de la modernisation des installations de crémation et différents travaux d'investissement et d'agrandissement des bâtiments (cf. préavis N° 2020/47 du 29 octobre 2020).

Principales activités 2021

Office d'appui économique et statistique

En lien avec les démarches du service pour le suivi des affaires économiques, l'office a participé aux prestations d'appui au tissu des entreprises lausannoises. L'édition 2021 du Prix entreprises formatrices, organisée par l'office d'appui économique statistique (OAES) en partenariat avec Economie Région Lausanne (ERL), comme en 2020, a distingué un plus grand nombre d'entreprises (six au lieu des trois des éditions avant 2019). Par cet effort supplémentaire, la Municipalité a voulu soutenir les entreprises engagées en faveur de la formation duale, les questions relatives à l'apprentissage s'avérant particulièrement importantes à la fois à cause des difficultés générées par la crise sanitaire pour certains acteurs économiques, mais aussi en raison des besoins de promotion de la filière de l'apprentissage indispensable pour assurer l'insertion professionnelle de la jeunesse lausannoise.

En matière de statistique publique, avec la production des données mise en ligne sur le portail statistique officiel de la Ville, l'office s'est attaché d'abord à évaluer l'impact de la crise sanitaire sur l'économie et la démographie lausannoise. Ses analyses sont consignées dans un rapport disponible en ligne (*L'impact de la crise sanitaire*, avril 2021). Une collaboration avec le Musée Historique Lausanne, dans le cadre de son exposition «Losanna, Svizzera» consacrée à l'histoire de la présence italienne, a donné lieu à la diffusion d'un cahier dédié à ce thème (*150 ans d'immigration italienne à Lausanne*, novembre 2021). L'office a aussi contribué au cahier que l'Office fédéral de la statistique sur la jeunesse des grands centres urbains (*Les jeunes dans les villes*, City Statistics, septembre 2021).

L'office a aussi été régulièrement sollicité pour l'accompagnement des démarches de planification urbaine (PA2 et 3 des Plaines-du-Loup, Près-de-Vidy, place de l'Europe et rue centrale, m3, sites cantonaux stratégiques d'activité, etc.), afin d'assurer la prise en considération des contraintes qui déterminent la viabilité économique des sites et ainsi promouvoir une vie aussi animée que possible des périmètres à aménager.

Office des autorisations commerciales et des manifestations

A — Etablissements, commerces, cinémas, procédés de réclame

Etablissements

	2020	2021
Demandes de préavis pour licence	201	169
Licences délivrées ou renouvelées	342	370
Changements d'enseigne	40	43
Manifestations	625	538
— dont ouverture de billetterie	172	42
Autorisations de diffusion de musique	88	97
Refus des heures de prolongation (rappels, avertissements, retraits) ¹	2	2
Dossiers de mise en conformité des locaux	132	112
Demande de préavis pour fumeurs	-	-

¹ Selon les directives municipales en matière de refus des heures de prolongation après l'heure de police fixée à 03h00 (art 5. RME)

Durant l'année, sept établissements ont été déclarés en faillite, soit quatre cafés-restaurants, un salon de jeu, un café-bar et un établissement au bénéfice d'une licence particulière. De plus, par décisions du Département de l'économie, de l'innovation et du sport (Police cantonale du commerce), deux établissements ont été fermés temporairement et un magasin a été privé de vente de boissons alcooliques, pour diverses infractions.

Nombre d'établissements par catégorie de licences (au 31 décembre)

Catégorie	Genre de licences	Etablissements exploités au 31 décembre 2020	Créations	Réouvertures	Changements de catégorie (en +)	Fermures	Changements de catégorie (en -)	Etablissements exploités au 31 décembre 2021	Ecart
A	Hôtel avec restauration	27	-	-	-	-	-	27	-
	Hôtel sans restauration	6	-	-	-	-	-	6	-
B	Café-restaurant	456	10	11	8	17	2	466	10
D	Café-bar	35	-	-	-	3	8	24	-11
E	Buvette	33	1	-	-	2	-	32	-1
F	Discothèque avec restauration	3	-	-	2	-	-	5	2
	Discothèque sans restauration	4	-	2	1	-	-	7	3
G	Night-club avec restauration	1	-	-	-	-	-	1	-
	Night-club sans restauration	3	-	-	1	-	-	4	1
H	Salon de jeux avec boissons alcooliques	3	-	-	-	1	-	2	-1
	Salon de jeux sans boissons	-	-	-	-	-	-	-	-
	Salon de jeux avec restauration	2	-	-	-	-	-	2	-
	Salon de jeux avec boissons sans alcool	2	-	-	-	2	-	-	-2
J	Tea-room	51	-	-	-	-	1	50	-1
K	Bar à café	4	-	-	-	-	-	4	-
L	Café-restaurant (bateaux)	15	-	-	-	-	-	15	-
	Autorisation spéciale de jour sans boissons	1	1	-	-	-	-	2	1
	Autorisation spéciale de jour avec boissons	14	-	-	-	-	-	14	-
	Autorisation spéciale de jour – Sauna	3	-	-	-	1	-	2	-1
	Autorisation spéciale de nuit – Sauna	-	-	-	-	-	-	-	-
	Autorisation spéciale de jour – article 66 LADB	2	-	-	-	-	-	2	-
M	Autorisation spéciale de nuit – article 66 LADB	1	-	-	-	-	-	1	-
	Traiteur	6	1	-	-	1	-	6	-
N	Débit de boissons alcooliques à l'emporter	271	27	5	-	8	3	292	21
	Totaux	943	40	18	12	35	14	964	21

Capacités des établissements ouverts (au 31 décembre)

	2020		2021	
	Nombre	Capacité	Nombre	Capacité
Etablissements de jour ¹	639	72'431	633	77'217
Etablissements de nuit ²	12	4'199	18	6'194
Totaux	651	76'630	651	83'411

¹ Etablissements de jour au bénéfice des licences d'hôtel, de café-restaurant, de café-bar, de buvette, de salon de jeux, de tea-room et de bar à café, ainsi que ceux au bénéfice d'autorisations spéciales (bateaux non compris). Ouverture les samedis, les dimanches et les jours fériés de 6h30 à 24h, les autres jours de 5h à 24h, avec possibilité de prolongation jusqu'à 1h du dimanche soir au jeudi soir et jusqu'à 2h le vendredi et le samedi soir, moyennant le paiement d'une taxe.

² Etablissements de nuit au bénéfice des licences de discothèque, de night-club et autorisation spéciale. Ouverture de 17h à 3h, avec possibilité d'ouverture anticipée entre 14h et 17h ou prolongée entre 3h et 6h, moyennant le paiement d'une taxe et pour autant qu'ils respectent les prescriptions fédérales, cantonales et communales relatives à l'exploitation des établissements. L'heure de 5h à 6h est gratuite.

Les capacités sont exprimées en nombre de personnes autorisées à l'intérieur d'un établissement, personnel compris.

Relevons que les établissements ont dû fermer plusieurs mois en raison de la pandémie de coronavirus (établissements de jour: du 26 décembre 2020 au 31 mai 2021 ; établissements de nuit: du 17 septembre 2020 au 26 juin 2021). Pour rappel, les établissements de nuit ont eu la possibilité de demander un changement de licence afin d'obtenir une licence limitée de café-restaurant ou café-bar, au bénéfice de l'horaire des établissements de jour.

Commerces

Les autorisations de dérogation à l'horaire des magasins délivrées au 31 décembre, conformément à l'article 12 du règlement sur les heures d'ouverture et de fermeture des magasins (RHOM), se présentent comme suit:

	2020	Avec alcool (2020)	2021	Avec alcool (2021)
Magasins d'alimentation, magasins-traiteurs, laboratoires	257	106	261	105
Boulangeries-pâtisseries-confiseries	15	1	15	1
«Shops» de station-service	15	-	15	-
Magasins de tabac et journaux	34	21	35	19
Magasins de glaces	6	-	6	-
Kiosques	21	-	21	-
Total	348	128	353	125

Autorisations

	2020	2021
Tabacs	584	528
Jeux et appareils automatiques	1'075	931
Commerces d'occasions	131	133
Ventes aux enchères	-	5

Autorisations de procédés de réclame délivrées en 2021

	2020	2021
Permanent	361	293
De durée limitée	41	62
Décoration	3	5
Total	405	360

Au 31 décembre, 360 autorisations ont été délivrées pour la pose de 813 procédés de réclame (visuels).

Le montant total de la taxe perçue pour les procédés de réclame eux-mêmes s'est élevé à CHF 94'625.-. Le total des taxes perçues en sus pour l'occupation du domaine public et assimilé de ces procédés s'est élevé à CHF 232'138.-.

Anticipations professionnelles (au 31 décembre)

	Domaine public (avec taxe d'anticipation)	
	2020	2021
Terrasses d'établissements publics	203	219
Etalages	274	249

129 autorisations pour l'exploitation de terrasses, ainsi que 17 autorisations pour des anticipations commerciales, ont été délivrées ou renouvelées durant l'année.

Lausanne compte 528 terrasses d'établissements, soit 219 installées sur le domaine public et 309 sur le domaine privé. Cela représente une occupation du domaine public de 8'274 m².

En outre, 71 autorisations ont également été délivrées pour des extensions ou créations de terrasses temporaires dans le cadre des mesures prises par la Municipalité, en lien avec le Covid-19 (63 extensions et 8 créations).

Les terrasses des établissements et les anticipations commerciales des magasins ont bénéficié de la gratuité pour l'ensemble de l'année. Les gratuités accordées se montent respectivement à CHF 434'420.- pour les terrasses et CHF 180'000.- pour les anticipations commerciales des magasins.

Cinémas

	2020	2021
Nombre de spectateur-trice-s	271'550	377'508
Nombre de salles de cinéma	22	22

Les cinémas lausannois comptent au total 4'034 places au 31 décembre 2021. Les films projetés en première vision sont au nombre de 304 (309 en 2020). La hausse du nombre de spectatrices et spectateurs est de 39%.

Activité et contrôles (bureau des établissements et des commerces)

Cette année, les contrôles ont principalement porté sur le respect des mesures Covid-19. A ce propos, quatre inspectrices et inspecteurs du Service de l'économie ont contrôlé 359 commerces et 544 établissements entre le 4 janvier et le 24 décembre.

B — Manifestations et marchés

Manifestations

Catégories	2020				2021			
	Nombre de manif.	Nombre de jours	% du nombre de manif.	% du nombre de jours de manif.	Nombre de manif.	Nombre de jours	% du nombre de manif.	% du nombre de jours de manif.
Sports	156	283	6.1	6.7	354	700	10	12.20
Soirées/fêtes/repas de soutien	133	143	5.2	3.4	154	176	4.30	3.10
Manifestations sur le domaine public et assimilé	511	1248	20.0	29.6	801	1'540	22.50	26.70
Bienfaisance/utilité publique	454	508	17.8	12.1	495	569	13.90	9.90
Spectacles/concerts	290	561	11.3	13.3	324	616	9.10	10.70
Conférences	190	262	7.4	6.2	218	296	6.15	5.10
Expositions	43	214	1.7	5.1	69	454	1.95	7.90
Stands d'information/récoltes de signatures	510	508	19.9	12.1	742	757	20.90	13.20
Centres socioculturels	50	199	2.0	4.7	86	256	2.40	4.40
Manifestations diverses	221	284	8.6	6.8	311	392	8.80	6.80
Total	2'558	4'210	100%	100%	3'554	5'756	100%	100%

221 permis temporaires pour la vente de boissons alcooliques à consommer sur place lors de manifestations ont été délivrés aux différents organisateurs (236 en 2020).

Le secteur des manifestations a été, à nouveau, impacté par la situation sanitaire liée au Covid-19. En 2021, 140 d'entre elles ont été formellement annulées. En effet, les restrictions sanitaires lors du premier trimestre étaient nombreuses et concernaient par exemple nombre de personnes maximal par manifestation ainsi que les fermetures des lieux pour les activités sportives et culturelles. Puis, l'ouverture progressive des manifestations à l'intérieur et à l'extérieur a repris dès le mois de juin, avec le pass sanitaire et le contrôle du public vacciné ou testé (3G, 2G, 2G+).

Marchés

	Nombre d'autorisations annuelles au 31 décembre	
	2020	2021
Maraîchers (y compris fleurs)	70	68
Charcutiers	12	12
Epiciers	47	43
Fromagers	14	14
Boulangers	15	15
Poissonniers	1	1
Étalagistes (brocante, vêtements, etc.)	104	102
Artisans	22	29

Parallèlement aux 284 titulaires d'une autorisation annuelle au 31 décembre, 667 autorisations ont été délivrées en 2021 pour des participations journalières aux différents marchés. Ces autorisations permettent de participer à un nombre défini de marchés, pour la majorité à six reprises.

Activité et contrôles (bureau des manifestations et des marchés)

Au cours de l'année, les marchés ont continué d'être rythmés par les mesures Covid, avec notamment une fermeture des marchés non alimentaires durant les mois de janvier et février. En raison des incertitudes liées à la pandémie, le système des autorisations journalières a été maintenu et a rencontré un énorme succès puisque 667 autorisations, comportant chacune en majorité 6 participations, ont été délivrées.

La fermeture de la rue Centrale le samedi pour les marchés a rempli son objectif de lien entre les différents pôles du marché que sont en particulier la place de la Riponne et la place Saint-François, et améliore non seulement l'articulation et la répartition des différents stands, mais aussi la circulation du public.

L'année a également vu le démarrage d'un marché alimentaire hebdomadaire à la place de Milan ainsi que la mise en place de deux projets de vente de mets à l'emporter (food trucks), l'un en collaboration avec l'Association des habitantes et habitants des Fiches nord et le second dans le cadre du Luna Park pour pallier l'absence des stands de restauration des foraines et forains.

Impôt sur les divertissements

Encaissement net (en CHF)	2020	2021
Cinémas	573'502.60	873'702.35
Dancings	212'959.00	460'199.40
Cafés-restaurants	8'020.25	15'930.25
Spectacles	337'657.45	842'445.25
Sports	-	75'304.10
Divers	1'092'126.25	1'040'648.25
Total	2'224'265.55	3'308'229.60

Après une année 2020 fortement impactée par les restrictions liées à la crise sanitaire, les principales catégories soumises à l'impôt sur les divertissements ont enregistré une hausse d'activité encourageante, sans toutefois atteindre le niveau d'avant pandémie.

Taxes de séjour

Le règlement intercommunal sur la taxe de séjour (RITS), appliqué dès le 1^{er} mai 2016, prévoit une taxe qui varie entre CHF 2.60 et CHF 4.20 par nuitée et par personne. S'agissant des séjours de longue durée (au-delà de trois mois), en général dans les lieux décrits sous catégories 6 et 7 du RITS, le tarif est de CHF 37.- par mois. Les visiteuses et visiteurs en séjour de courte durée (jusqu'à deux semaines) bénéficient d'une carte de libre parcours sur six zones (11, 12, 15, 16, 18 et 19) de la Communauté tarifaire vaudoise Mobilis et d'une entrée réduite dans de nombreux musées.

Durant 2021, les différentes communes de l'Entente intercommunale de la taxe de séjour ont toutes approuvé le projet de modification du règlement intercommunal sur la taxe de séjour. Pour la commune de Lausanne, ces modifications ont fait l'objet du préavis N° 2021/14 du 11 février 2021 dont les conclusions ont été adoptées par le Conseil communal le 8 juin 2021. Ces nouvelles dispositions sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2022, avec cependant un report concernant l'augmentation de la taxe de séjour sur les nuitées hôtelières qui sera introduite progressivement, afin de tenir compte des effets de la crise sanitaire.

Taxes communales (en CHF)	2020	2021
Catégories 1 à 5*	1'436'048.70	1'999'183.75
Catégorie 6 (pensionnats – instituts)	274'609.90	271'080.50
Catégorie 7 (appartements, villas, studios, chambres)	895'884.00	876'172.20
Total	2'606'542.60	3'146'436.45

* Catégories 1 à 5 = hôtels (répartis entre les catégories 1 à 5, selon le nombre d'étoiles ou sans étoile), auberges de jeunesse et assimilés, beds & breakfast, chambres d'hôtes, gîtes ruraux, hébergements et campings.

Jusqu'au 31 décembre 2021, cette taxe est reversée à raison de 50% à l'Association Lausanne tourisme et à raison de 50% au Fonds d'encouragement pour l'équipement touristique de la région lausannoise (FERL), qui en reverse ensuite une partie à l'Association Lausanne tourisme. Cette répartition a été revue lors de la modification de la réglementation relative à la taxe de séjour et fait l'objet d'une nouvelle convention dès le 1^{er} janvier 2022.

Ports

Au 31 décembre 2021, les ports de petite batellerie d'Ouchy et de Vidy comptent le nombre de places suivant:

Places/Amarrages	Vidy	Ouchy	Vieux-Port d'Ouchy	Total	
2.50		368	372	–	740
2.75		250	122	–	372
3.00		52	18	–	70
3.50		43	75	–	118
4.25		9	26	–	35
Places visiteur.euse.s		22	8	16	46
Bouées		9*	–	26	35
Places à terre		183	124	–	307
Total		936	745	42	1'723

* dont 5 bouées de marquage pour les clubs nautiques et d'aviron.

Parmi les places d'amarrage et à terre, 1'087 sont attribuées à des Lausannoises et Lausannois (dont 45 personnes morales, associations) et 493 à des personnes désormais domiciliées hors de la commune. Dix places sont utilisées par les bateaux techniques ou de sécurité.

1'799 nuitées (1'676 en 2020) ont été enregistrées sur les 46 places prévues pour les visiteuses et visiteurs.

Autorisations délivrées	2020	2021
Cabines/Vidy	13	22
Places à l'eau	120	53
Places à terre	26	12
Total	159	87

Demandes non satisfaites (liste d'attente au 31 décembre) Personnes domiciliées à Lausanne	2020	2021
Places à l'eau	357	581
Places à terre	15	20
Recettes globales	2020 (en CHF)	2021 (en CHF)
Places d'amarrage et places à terre, pontons, plans d'eau, matériel	1'583'188.87	1'594'013.05
Locations (cabines, locaux divers)	75'283.60	75'822.60
Engins de levage	21'860.50	9'735.30
Total	1'680'332.97	1'679'570.95

Office des prestations funéraires lausannois (OPFL)

L'activité de l'Office a été conditionnée par un recul de la pandémie Covid-19, particulièrement dans le deuxième semestre. Le dispositif de gestion des nombreux morts, initié par l'EMCC dans le but d'anticiper une augmentation des décès, de prendre les mesures adéquates en terme de procédure et de logistique et de coordonner l'ensemble des acteurs, notamment l'Etat-civil, la police cantonale, l'Office du médecin cantonal et les entreprises de Pompes funèbres, s'est mis en veille au printemps 2021.

Globalement, les cérémonies, les dépôts de corps, les inhumations et les crémations ont diminué par rapport à l'année 2020.

Du point de vue de l'entretien des installations, les pierres réfractaires des quatre fours d'incinération ont été changées. Cette opération implique la non-disponibilité du four pendant un mois.

Enfin, le Conseil communal a adopté le 9 mars 2021 les conclusions du préavis N° 2020/47 portant sur un crédit d'investissement de 17 millions de francs relatif à la rénovation du Centre funéraire de Montoie.

Décès enregistrés

	Personnes domiciliées à Lausanne	Personnes domiciliées hors Lausanne	Total
Inhumations	158	54	212
Crémations	759	3'417	4'176
Transferts hors Lausanne	55	403	458
Corps légués aux instituts d'anatomie*	5	33	38
Corps en attente	1	1	2
Total des décès enregistrés	978	3'908	4'886
Personnes domiciliées à Lausanne, décédées à Lausanne			834
Personnes domiciliées à Lausanne, décédées hors Lausanne			144
Personnes domiciliées hors Lausanne, décédées à Lausanne			803
Personnes domiciliées hors Lausanne, décédées hors Lausanne			3'105
Total des décès enregistrés			4'886

* Département des neurosciences fondamentales (DNF).

Autres dossiers enregistrés*

		Ont fait l'objet d'une crémation
Fœtus/mort-nés	101	82
Corps exhumés et ossements	10	10
Corps légués incinérés en 2021	-	30
Cendres en provenance d'autres communes**	45	-
Total	156	122

* Les données concernant les personnes décédées ont été complétées, de manière à tenir compte des autres dossiers traités.

** Sont destinées au Jardin du Souvenir, à une tombe cinéraire ou à un columbarium.

L'activité déployée a donc concerné 5'042 dossiers, soit 1'138 de moins qu'en 2020.

Les 4'298 crémations (4'176 + 122) représentent donc le 85.25% de la totalité des dossiers enregistrés, soit 5'042 (6'180 dont 5'485 crémations en 2020, soit 88.75%). Les cas de fœtus et mort-nés pris en charge (convoi) sont en hausse, soit 65 cas en 2021 contre 57 en 2020.

Cimetière lausannois

Emplacements occupés au 31.12.2021	Bois-de-Vaux	Montoie	Vers-chez-les-Blanc	Montheron	Total général des cimetières lausannois
Tombes à la ligne corps adultes	8'022	-	166	27	8'215
Tombes à la ligne petits enfants	607	-	3	-	610
Tombes à la ligne grands enfants	73	-	-	-	73
Tombes à la ligne cinéraires	1'247	2'614	101	14	3'976
Tombes à la ligne cinéraires (dalles)	863	1'617	-	-	2'480
Tombes à la ligne cinéraires enfants	6	-	-	-	6
Petites concessions corps	2'880	-	20	-	2'900
Grandes concessions corps	569	-	-	-	569
Grandes concessions corps sylvestres	27	-	-	-	27
Petites concessions cinéraires	368	404	10	-	782
Petites concessions cinéraires (dalles)	10	-	-	-	10
Grandes concessions cinéraires	133	123	-	-	256
Niches en columbariums (petites)	755	260	-	-	1'015
Niches en columbariums (grandes)	39	15	-	-	54
Caveau collectif pour cendres	1	2	1	-	4
Total	15'600	5'035	301	41	20'977

Etat des emplacements concessionnés et niches (au 31 décembre)

Cimetière du Bois-de-Vaux	libres	loués	non attribuables (selon état du terrain)	réservés	total
Petites concessions corps	893	2'880	615	5	4'393
Grandes concessions corps	137	387	105	2	631
Grandes concessions corps (sp)	29	182	13	4	228
Grandes concessions corps sylvestres	-	27	48	-	75
Petites concessions cinéraires	426	368	33	-	827
Petites concessions cinéraires dalles	78	10	31	-	119
Grandes concessions cinéraires	109	133	33	-	275
Niches en columbariums (petites)	659	755	1	3	1'418
Niches en columbariums (grandes)	1	39	-	-	40
Total	2'332	4'781	879	14	8'006

Cimetière de Montoie	libres	loués	non attribuables (selon état du terrain)	réservés	total
Petites concessions cinéraires	97	404	3	-	504
Grandes concessions cinéraires	109	123	-	-	232
Niches en columbariums (petites)	624	260	-	4	888
Niches en columbariums (grandes)	33	15	-	-	48
Total	863	802	3	4	1'672

Cimetière de Vers-chez-les-Blanc	libres	loués	non attribuables (selon état du terrain)	réservés	total
Petites concessions pour corps	19	20	2	1	42
Petites concessions cinéraires	10	10	-	-	20
Total	29	30	2	1	62

En 2021, il a été vendu 3'056 abonnements d'arrosage et 10'326 ordres de plantation. L'augmentation des ordres de plantation (8'516 en 2020) est due à la suppression du confinement (Covid-19).

Pompes funèbres officielles – activités réalisées au 31 décembre

Nature de l'intervention	Pendant les heures	Hors des heures + week-end	Total
Police	23	58	81
Ambulance	0	1	1
Conventions (avant 31.7.2018)	43	18	61
Indigents	18	-	18
Total	84	77	161

Centre funéraire de Montoie

Les cendres de 518 personnes incinérées ont été versées dans les caveaux collectifs du Jardin du Souvenir (612 en 2020), dont 485 l'ont été en présence de la famille, soit 94% des cas (566 en 2020, soit 92.5%).

Le nombre des cérémonies funèbres célébrées au Centre funéraire subit une légère baisse (1'012 en 2021 contre 1'140 en 2020). Le nombre de dépôts de corps dans les chambres mortuaires est en hausse (1'433 en 2021 contre 1'722 en 2020).

L'espace confessionnel musulman, qui a ouvert le 1^{er} avril 2016 et peut accueillir environ 350 tombes, compte, au 31 décembre 2021, 100 sépultures.

Convois funèbres

Le nombre de convois funèbres s'élève à 841 dont 37 ont été réalisés par les Pompes funèbres officielles, en tant que concessionnaire communal. Ces 37 convois ont été à la charge de la commune, conformément à la législation cantonale.

Service de l'eau (EAU)

Principales missions du service

- approvisionner en eau potable Lausanne et 19 communes alimentées au détail, ainsi que 35 communes ou associations intercommunales alimentées en gros, ce qui représente au total un bassin de population d'environ 380'000 habitantes et habitants. L'infrastructure exploitée pour l'alimentation en eau potable comprend quatre usines de traitement, plus de 100 captages, vingt stations de pompage, 920 kilomètres de réseau et plus de 22'000 compteurs. Le système est piloté informatiquement par un système de supervision et de gestion automatique;
- entretenir et exploiter le réseau d'évacuation des eaux claires et usées sur le territoire lausannois. Le système d'évacuation comprend 365 km de collecteurs, 68 km de rivières, 30 km de ruisseaux sans nom et 20 stations de pompage, de relevage et déversoirs d'orage;
- exploiter la STEP de Vidy et épurer l'eau de Lausanne et de 15 communes environnantes. Cette exploitation se fait sur mandat d'EPURA S.A., propriétaire des installations et qui gère le projet de modernisation et de renouvellement de la chaîne de traitement;
- contrôler la qualité de l'eau par un laboratoire accrédité qui effectue la majeure partie des analyses physico-chimiques, microbiologiques et de micropolluants sur l'eau potable et les eaux usées;
- contrôler les installations privées d'alimentation en eau potable et d'évacuation (postes de mesure, séparateurs à graisses, séparateurs à hydrocarbures, dépotoirs, bassins de rétention, infiltration des eaux, etc.);

- coordonner les projets de renaturation, d'aménagement ou d'amélioration de la qualité des cours d'eau, identifier les pollutions et les prévenir, sensibiliser la population et les différentes actrices et acteurs à la préservation de l'eau en tant que milieu naturel et ressource.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Clients et ressources	22.00	19.70	22.20	21.50
Contrôle de l'eau	12.90	12.40	12.90	11.70
Direction (EAU)	10.40	9.50	10.40	11.00
Etudes et constructions	19.00	17.80	19.30	15.20
Production & Epuration	68.00	63.00	69.00	66.40
Réseaux & Ingénierie	74.90	67.90	75.90	72.90
STEPACT	8.00	7.90	8.00	7.90
Total service	215.20	198.20	217.70	206.60

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	2.50

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Clients et ressources	21	19.70	23	21.50
Contrôle de l'eau	14	12.40	13	11.70
Direction (EAU)	12	9.50	14	11.00
Etudes et constructions	19	17.80	16	15.20
Production & Epuration	64	63.00	68	66.40
Réseaux & Ingénierie	68	67.10	74	72.90
STEPACT	8	7.90	8	7.90
Total service	206	197.40	216	206.60

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
Contrôle de l'eau	2	3
Total service	2	3

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	18	28
	—	—
Total service	18	28

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	—
Convention de départ	—
Décès	—
Démission	11

Départ à la retraite	3
Fin de contrat	–
Licenciement juste motif ordinaire	1
Licenciement suppression poste	–
Licenciement fin droit trait. 2 mois	–
Licenciement fin droit trait. 24 mois	3
Licenciement juste motif immédiat	–
Licenciement invalidité totale	–
Total service	18

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	6	0.66
Auxiliaires mensualisé·e·s	42	19.96
Auxiliaires payé·e·s au forfait	2	*
Total service	50	20.62

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Cette année a été marquée par une forte activité dans tous les domaines. Parmi les principaux événements, il faut citer:

- la signature de la concession pour la reprise du réseau d'eau potable de la commune de Bussigny;
- la finalisation des études d'harmonisation de la future usine d'eau potable, suite au concours d'architecture, avec rendu d'une maquette numérique 3D et le démarrage des études de projets d'ouvrage et dépôt du dossier de mise à l'enquête auprès du Canton pour consultation préalable;
- l'obtention de l'autorisation de construire pour la rénovation du réservoir de Montalègre et le lancement des premiers appels d'offres travaux;
- la finalisation de la rénovation de la conduite forcée du Pays-d'Enhaut, le démarrage des travaux de renouvellement des conduites d'amenée au Pont de Fenil et la simultanéité de plusieurs chantiers de pose de conduites d'eau potable dont notamment ceux liés aux axes forts;
- à la STEP, la mise en fonction du système de digestion des boues d'épuration avec production de biométhane et l'arrêt des anciennes installations de traitement biologique et physico-chimique pour permettre le démarrage des travaux visant la construction du nouveau bâtiment de traitement biologique;
- le prélèvement de 10'790 échantillons sur l'ensemble du cycle de l'eau et la production de plus de 128'000 résultats d'analyse pour Lausanne et plus de 150 communes clientes;
- toutes les missions du service ont été préservées tout au long de l'année en intégrant les nouvelles contraintes liées au télétravail.

Direction

Ressources humaines (RH)

Une application pour le suivi des formations liées à la sécurité du personnel et à la sécurité alimentaire a été mise en place. En cours de finalisation, cette application permettra d'avoir un meilleur suivi du portefeuille de compétences du personnel dans le domaine de la sécurité et santé au travail et de la sécurité alimentaire et de répondre ainsi aux exigences légales et normatives. Par la suite, cette application pourra servir au suivi de toutes les formations internes et externes du personnel.

ISO 9001 – Systèmes de management de la qualité

L'audit de surveillance de première année de la norme 9001 a eu lieu les 3 et 4 novembre. Il a été passé avec succès sans déviation.

ISO 14001 – Management environnemental

L'audit de surveillance lié aux aspects environnementaux a été passé en même temps que l'audit ISO 9001, avec succès, sans déviation.

ISO 22000 – Management de la sécurité des denrées alimentaires

Cette certification couvre l'ensemble de la filière eau potable du service. Elle garantit un excellent niveau de maîtrise des risques compromettant la qualité du produit en tant que denrée alimentaire. Un nouveau cycle de certification a démarré avec un nouvel organisme (SQS). L'audit de surveillance de première année s'est déroulé avec succès les 6 et 7 décembre. Deux déviations mineures portant sur la documentation ont été signalées et corrigées dans les délais impartis.

Santé et sécurité

Accidents professionnels et non professionnels

On déplore pour l'année sous revue 21 accidents professionnels (AP) au sein du service (15 AP en 2020 et 17 en 2019). Il y a eu 12 accidents professionnels bagatelles (moins de 3 jours d'absence) et 9 accidents professionnels (plus de 3 jours d'absence).

Les 9 AP ont engendré 103 jours d'arrêt de travail (183 jours en 2020, 93 jours en 2019). Parmi ceux-ci, 1 AP de la route au cours d'un déplacement professionnel a engendré 52 jours d'absence pour la personne touchée. Les 8 autres AP ont engendré 48 jours d'arrêt de travail (en moyenne 4.3 jours d'arrêt de travail par accident).

Il y a eu 33 accidents non professionnels (ANP) pour l'exercice 2021 (27 ANP en 2020). 17 ANP ont entraîné 252 jours d'absence.

Formations Santé et sécurité au travail (SST)

50 formations SST ont été organisées par le responsable sécurité du service. Au total, 329 personnes les ont suivies.

Etat d'avancement des projets sécurité

Les projets sécurité et santé au travail ont pu avancer malgré la pandémie:

- l'intendance journalière pour la distribution d'équipements de protection individuelle contre le Covid-19 pour tout le personnel du service, mise en place en 2020, s'est poursuivie durant toute l'année suivante;
- nouvelle STEP: en collaboration avec l'ingénieur sécurité de la Ville, les analyses de risques sur les nouveaux ouvrages et bâtiments commencées en 2019 se sont poursuivies tout au long de l'année 2021. Une documentation ISO sous forme de procédures a été créée pour former et guider le personnel dans son travail quotidien. Ce travail de longue haleine se poursuivra en 2022;
- le projet sur la méthodologie de consignation des installations lors de maintenances prédictives, préventives ou curatives pour l'ensemble de la division Production et Epuration, démarré à la fin de l'année 2020, s'est poursuivi durant 2021;
- suite à des remarques d'auditeurs internes portant sur la compréhension de la méthodologie des analyses de risques et leur utilité pratique, un groupe de travail regroupant des personnes de l'environnement, de la sécurité alimentaire et de la sécurité santé au travail a été mis en place. Ce groupe a collaboré pour mettre en place une méthode commune de pondération des activités comportant des risques environnementaux, alimentaires ou d'atteintes à la santé des personnes. Ce projet devrait être finalisé début 2022.

Environnement

En coordination avec les référentiels de sécurité et sécurité alimentaire, il a été mis en place une méthode structurée d'analyse des risques environnementaux par activité. En outre, l'analyse environnementale de la STEP de Vidy a été complètement révisée.

Communication

A nouveau, en raison du Covid-19, toutes les manifestations organisées par ou auxquelles le service participait ont été annulées (Journée mondiale de l'eau, Miam Festival, etc.). Seule la JOM a eu lieu avec la participation de 21 enfants qui ont visité l'usine de Bret. L'information sur la qualité de l'eau en 2020 a été distribuée sous forme de tout-ménage à la population lausannoise et des 18 communes alimentées au détail. Le rapport annuel a été adressé aux partenaires commerciaux, à la clientèle, aux institutions et à toute personne intéressée par les activités du Service de l'eau. Une brochure a été élaborée qui présente le laboratoire et ses prestations entre autres. Une enquête a été effectuée auprès des propriétaires potentiellement concernés par les problèmes d'eau colorée dans les communes de Boussens, Cheseaux-sur-Lausanne et Etagnières.

Les visites des trois usines ouvertes aux écoles et au public (ainsi qu'aux spécialistes pour la STEP) se répartissent comme suit:

- Bret: 34 groupes, soit 840 personnes;
- STEP: la STEP n'a pas été ouverte aux visites;
- Lutry: 7 groupes, soit 170 personnes.

Animations en classes:

- les bons tuyaux de M^{me} Opropre: 97 classes;
- du nuage à la STEP: 54 classes.

A cela il faut encore ajouter les visites du chantier de la STEP assurées par l'équipe STEPAct qui ont concerné cinq groupes (33 personnes) et celles relatives au réseau d'évacuation et à ses ouvrages particuliers, soit deux visites pour les étudiantes et étudiants des hautes écoles (UNIL 37, EPFL 28).

Concernant les sources, deux visites ont été réalisées par des membres du personnel du service pour un total de 16 personnes.

Solidarité internationale eau

L'année a permis de finaliser la majeure partie des activités du *Projet Communautaire pour l'Accès à l'Eau et l'Assainissement phase 2 (PCA EA2)* à Nouakchott, qui avait débuté le 1^{er} septembre 2019, avec notamment la pose de 20 km de conduites de réseau d'eau potable dans le quartier de Tarhil – ce sont au total 145 km de conduites qui ont été posées dans ce quartier – et la finalisation des chantiers des toilettes dans trois marchés de la capitale. La séance de lancement du volet qui concerne la gestion des boues de vidange a eu lieu en avril; cette activité se terminera en début d'année 2022.

L'équipe de projet à Nouakchott, appuyée par les collaboratrices et collaborateurs du service, a travaillé intensément au montage de la nouvelle phase de projet qui devrait débuter en 2022. L'expression des besoins a eu lieu lors du comité de pilotage du projet organisé en juin en présence de la présidente de la Région de Nouakchott (en visioconférence) et du directeur de la sécurité et de l'économie. Les communes suisses et Lausanne s'engageront dans ce projet dès 2022. Il faudra encore mobiliser d'autres partenaires afin de répondre aux ambitieuses attentes de cette nouvelle phase de projet d'un budget estimé à plus de 3 millions de francs suisses.

Dès 2021, le centime solidaire devient une contribution volontaire des propriétaires de Lausanne et des communes alimentées au détail. Le taux d'acceptation moyen des propriétaires d'immeuble est de 90%. Dix-huit nouvelles communes se joignent donc en 2021 au partenariat avec Nouakchott, dont quatre étaient déjà solidaires: Ecublens, Epalinges, Jouxteins-Mézery et Le Mont-sur-Lausanne. Les communes suivantes sont fidèles et poursuivent leur engagement: Apples, Attalens, Cossonay, Cuarnens (dès 2021), Estavayer-le-Lac, Eau de Fribourg (dès 2021), Jussy, La Chaux, Lausanne, Lutry, Martigny – Sinergy, Moiry, Montricher, Morges, Nyon, Pomy, Paudex (dès 2021), Pully, Villaz, l'association intercommunale des eaux du Boiron AIEB, l'association intercommunale La Menthue et la Compagnie des eaux Worben. Ainsi, en 2021, 41 communes sont associées au fonds *Solidarité Internationale Eau* de Lausanne.

Un contrat a été signé avec la Direction du développement et de la coopération (DDC) dans le cadre de la plate-forme Solidarité'eau suisse. Le service a maintenant la responsabilité de l'antenne romande de Solidarité'eau suisse. Les antennes suisses-allemandes et tessinoises sont de la responsabilité de l'association suisse des professionnels de la protection des eaux (VSA). Le rôle des antennes est de promouvoir le centime solidaire auprès des communes suisses. Les tâches des antennes sont cofinancées par la DDC, la Ville de Lausanne et le VSA.

Clients et ressources

En 2021, les volumes d'eau livrés à la clientèle alimentée au détail, c'est-à-dire mesurés aux compteurs d'eau des bâtiments, ont été de 23'654'959 m³ (+23% par rapport à 2020), soit 12'491'376 m³ sur le territoire lausannois (+52%) et 11'163'583 m³ (+48%) sur les autres communes. La hausse des volumes vendus est liée au rattrapage des non-relevés des compteurs par les Services industriels lors de la première vague de Covid-19 de 2020.

Pour les communes alimentées en gros, le volume facturé a diminué par rapport à 2020 pour s'élever à 5'315'032 m³ (-12%). Cette diminution est due à l'utilisation des ressources contaminées par du chlorothonil par les communes clientes à cause de l'impact par des problématiques de coloration de l'eau en distribuant une eau moins dure.

Les volumes d'eau taxés pour l'évacuation et l'épuration sur le territoire lausannois ont été de 12'170'519 m³ (+8% par rapport à 2020). La raison de cette diminution est la même que pour l'eau potable.

L'activité de taxation unique des volumes et des points de puisages des bâtiments transformés ou nouvellement raccordés a été intense et a généré des recettes de CHF 5'982'638.- pour l'eau potable.

Les taxes uniques en lien avec l'évacuation de l'eau sont dans la ligne du budget, soit CHF 2'136'555.

Suivi des communes

La commune de Bussigny a décidé de confier à Lausanne la responsabilité de la distribution de l'eau sur l'entier de son territoire, ceci dès le 1^{er} janvier 2022. Cette décision mettra un terme au mandat d'exploitation assuré depuis plusieurs années par le service.

Suite à la demande de la commune de Daillens d'être alimentée en gros, une nouvelle étude régionale a été lancée afin d'étudier la sécurisation de l'alimentation du secteur Bousens – Bournens – Sullens et l'alimentation du réservoir de Montjoux, propriété des communes de Bussigny, Penthalaz et Daillens.

La commune de Bourg-en-Lavaux a fait une demande de nouvelle prise sur la conduite d'aménée du Pont-de-Pierre afin de sécuriser son alimentation suite à la mise hors service de sa station de filtration, dont l'eau est contaminée par le chlorothalonil.

A la demande de la commune de Pully, une nouvelle prise a été réalisée sur le réseau Dailles pour alimenter les immeubles des chemins des Bosquets, des Chênes et de la Bruyère sis sur le territoire communal de Pully. Cette solution a permis d'améliorer les conditions d'alimentation de ce quartier d'habitations, alimenté historiquement par le Service de l'eau lausannois.

Postes de mesure

1'250 compteurs neufs ont été posés, dont environ 361 ont été redimensionnés (diminution du diamètre). Une partie des échanges a été effectuée par l'équipe Compteurs (776). Cette dernière a été renforcée durant six mois par un collaborateur des Services industriels de Lutry dans le cadre du partenariat existant. Le reste des échanges (474) a fait l'objet d'un mandat à deux entreprises d'installation sanitaire.

Raccordements en eau potable et évacuation des eaux des biens-fonds

Le bureau du contrôle des installations a changé de nom pour devenir l'unité «Conseils et contrôles des installations». Il réunit les conseillers en installations pour les raccordements en eau potable et les inspecteurs chargés des dossiers d'évacuation des eaux. La responsable de l'évacuation des eaux de chantiers et des eaux claires des biens-fonds sur le territoire lausannois est également attachée à cette unité.

366 affaires Goéland *Raccordements* ont été ouvertes en 2021, à la suite de parutions de mises à l'enquête publique ou de réception d'annonces de travaux, soit une augmentation de 12% par rapport à l'année précédente.

Les inspectrices et inspecteurs chargés des dossiers d'évacuation des eaux ont traité 879 demandes de permis de construire. 106 biens-fonds existants ont été mis en séparatif ou ont vu leur séparatif être confirmé.

La mise hors service des captages contaminés par le chlorothalonil a eu pour effet de modifier la provenance et donc les caractéristiques de l'eau dans certains réservoirs, en particulier celui de l'Orme. Les branchements privés en fer étiré, situés dans les communes alimentées par ce réservoir, ont été la cause de plusieurs plaintes pour eau colorée. Un processus de purge des conduites incriminées a été mis en place. Dans la plupart des situations, cette pratique a déjà permis de rétablir une livraison d'eau conforme.

Contrôle de l'eau

Contrôles systématiques

Le laboratoire a poursuivi ses contrôles systématiques de l'eau dans les réseaux d'eau potable pour s'assurer qu'elle ne contient ni substances toxiques, ni germes pathogènes, ni substances gênantes (sans risque pour la santé mais qui peuvent provoquer des goûts, une odeur ou une coloration désagréables), à la station d'épuration des eaux usées (STEP de Vidy) pour garantir le bon fonctionnement de la chaîne de traitement ainsi que sur les plages et dans les piscines lausannoises.

- 3'326 échantillons ont été prélevés et ont donné lieu à 38'342 paramètres analysés de type physico-chimiques (y compris les micropolluants) et microbiologiques pour le domaine de l'eau potable;
- 347 échantillons ont été prélevés pour les cours d'eau et ont donné lieu à 20'892 paramètres analysés;
- 587 échantillons ont été prélevés et ont donné lieu à 4'396 paramètres analysés pour l'exploitation et pour le projet de reconstruction de la STEP;
- 170 échantillons ont été prélevés et ont donné lieu à 1'273 paramètres analysés pour les plages et les piscines de Lausanne.

Les résultats des analyses de l'eau potable remplissent les conditions de qualité exigées par la loi sur les denrées alimentaires. Deux non-conformités physico-chimiques et quatre non-conformités microbiologiques mineures, c'est-à-dire sans risque pour la santé, ont été constatées. Les actions adéquates ont été mises en place immédiatement.

En plus des contrôles de l'eau sur le réseau du Service de l'eau, de nombreux mandats d'analyses ont été réalisés pour d'autres communautés publiques du canton de Vaud (des dizaines de communes et associations

de communes) en charge de la distribution d'eau afin de réaliser des prestations d'analyse et de conseil (autocontrôle analytique):

- 4'310 échantillons ont été prélevés et ont donné lieu à 40'212 paramètres analysés dans le cadre des mandats pour les communes (clientèle externe);
- 179 échantillons ont été prélevés et ont donné lieu à 1'053 paramètres analysés pour la clientèle des communes au détail et en gros;
- 1'340 échantillons ont été prélevés et ont donné lieu à 18'696 paramètres analysés pour divers projets au sein du service;
- 77 échantillons ont été prélevés et ont donné lieu à 557 paramètres analysés pour les achats d'eau.

Dans le domaine de l'eau, les micropolluants sont malheureusement en perpétuelle évolution. Chaque année, de nouveaux paramètres doivent être analysés. Cette année le Service de l'eau a développé la méthode d'analyse des perchlorates qui viennent s'ajouter aux 220 autres paramètres micropolluants déjà analysés.

Dans le courant de l'année 2021, le laboratoire a mis en place une nouvelle technologie dans le domaine de la microbiologie, telle que les analyses moléculaires comme l'amplification par PCR. Cet outil de biologie moléculaire est très spécifique et permet de détecter de façon reproductible de très faibles quantités d'agents pathogènes dans des prélèvements de nature variée: une technique qui permettrait de détecter la présence d'eaux usées dans les rejets d'eau claires ainsi qu'analyser les bactéries telles que les *légiennelles*. Le développement de cette méthode a demandé aussi un fort investissement et des connaissances approfondies en biologie.

Qualité des cours d'eau

Le suivi de la qualité des cours d'eau lausannois, commencé en 2019, s'est poursuivi en 2021 sur 17 stations chimiques et 10 stations biologiques.

Pour remédier aux dysfonctionnements sur le réseau d'évacuation des eaux décelés les années précédentes, une méthode novatrice de priorisation des pollutions aux eaux usées dans les cours d'eau a été établie. Elle a pour but de déceler quels exutoires d'eaux claires rejettent des eaux usées dans les rivières et ainsi cibler l'inspection du réseau d'évacuation des eaux. Elle s'effectue en trois étapes principales, soit 1) tests mécaniques; 2) échantillonnage d'eau; 3) analyse des traceurs d'eaux usées en laboratoire. Sur les 263 rejets investigués, 65 sont identifiés comme pollués, 121 comme «non pollués», et 77 sont en cours d'évaluation ou nécessitent des investigations complémentaires.

Etudes et constructions

Préavis N° 2020/23 («Remplacement des modules d'ultrafiltration de l'usine de Lutry»)

Remplacement et mise en service d'une première série de 168 modules d'ultrafiltration.

Préavis N° 2018/48 («Réfection de l'usine de Saint-Sulpice»)

Finalisation des études d'harmonisation (phase SIA 31) de la future usine d'eau potable selon la méthode Building Information Modeling (BIM) avec rendu d'une maquette numérique 3D. Démarrage des études de projets d'ouvrage (phase SIA 32) et dépôt du dossier de mise à l'enquête auprès du Canton.

Préavis N° 2019/54 («Diagnostic des ouvrages d'eaux usées du réseau Lausannois»)

Démarrage du diagnostic du dessableur de la Vuachère. Etude préparatoire pour inspection et nettoyage de la conduite de transfert sous l'avenue de Rhodanie.

Préavis N° 2019/55 («Réservoir et station de pompage de Montalègre»)

Finalisation des études de projet. Obtention de l'autorisation de construire. Lancement des premiers appels d'offres travaux.

Préavis N° 2020/22 («Essais d'élimination du chlorothalonil et de ses métabolites»)

Mise en place avec des partenariats publics et privés et suivi de six pilotes de traitement sur les sites des réservoirs de l'Orme et de Châtaignier. Premiers résultats positifs permettant d'envisager de trouver une solution viable.

Création de la section «Rivière et Ouvrages Visibles» (ROV)

Cette section a été mise en place dans la division suite au transfert de personnel de l'unité EPE de la division Clients et Ressources. Ses missions principales portent sur le suivi et le maintien du gabarit des rivières lausannoises, sur la recherche de pollutions des eaux de surfaces et l'entretien des voûtages d'eaux usées et galeries d'eau potable.

Entretien des immeubles d'exploitation du service

Parmi les nombreux travaux réalisés (curage, réparation de maçonnerie, élagage, etc.) durant l'année, les objets suivants sont mis en évidence:

- diagnostic structurel du réservoir de Grangette;
- remise en état des 3 stations Praz-Granaz-Genevray, Tréflons et entrée galerie Bignière;
- travaux Chambre du Landar;
- nombreuses mises en conformités de portes.

Plan directeur et indicateurs

L'ensemble des chapitres du Plan Directeur de la Distribution de l'Eau (PDDE) ainsi que le rapport Chiffres du service ont été mis à jour.

Etude moules Quagga

Poursuite des études visant à développer des moyens de lutte contre la prolifération des moules Quagga ainsi que de la campagne de prélèvements pour assurer le suivi de la présence de moules dans les systèmes de prélèvement d'eau du Léman.

Hydraulique urbaine

En complément des tâches habituelles d'entretien et d'exploitation, il est à noter, cette année encore, de nombreuses interventions curatives en raison de la vétusté des ouvrages avec en particulier la remise en service du dégrilleur du Capelard ou la rénovation complète du pont roulant du dessableur de la Vuachère.

Gestion des données

L'intranet du service poursuit son évolution en fonction des besoins exprimés par le personnel du service. Les serveurs ont été renouvelés ou mis à niveau.

Les compteurs des communes en gros ont été progressivement remplacés pour permettre la remontée des index de consommation.

Réseaux et ingénierie

La réorganisation importante de la division mise en œuvre en 2020 met en évidence de nombreux points positifs:

- Systèmes d'information du territoire (SIT) et Sources: une équipe soudée est désormais sous la direction d'une responsable de cette section. Le travail de mise à jour des bases des données géographiques QWAT (eau potable) et QWASTE (évacuation) est bien assuré et les retards récurrents de mises à jour ont sensiblement diminué;
- Bureau de gestion des réseaux: le regroupement de tout le personnel de cette section dans un même espace de travail a fortement augmenté les synergies entre les domaines de l'eau potable et de l'évacuation. La polyvalence des gestionnaires en charge des projets de renouvellement ou d'extension des réseaux est facilitée et mieux acceptée. Les connaissances spécialisées des collaboratrices et collaborateurs chevronnés dans ces deux domaines sont ainsi mieux partagées;
- Technique de réseaux: deux ingénieures sous la responsabilité de l'adjoint au chef de la division réalisent un important travail de dimensionnement dans les domaines de l'eau potable et de l'évacuation. Elles collaborent et mènent de nombreux projets importants pour la division et pour le service;
- La création d'une seule entité a permis de regrouper toutes les équipes de pose, d'entretien et d'extension du réseau d'eau potable sous la direction d'un responsable d'unité. Cette nouvelle organisation met en évidence des avantages importants en termes de gestion de ressources humaines, d'équipes de pose, de gestion des véhicules et poids lourds. Cela a notamment permis de faire face à une forte charge de travail durant le deuxième semestre, liée aux chantiers de construction du TRAM entre Renens et Lausanne, et plusieurs plans de quartiers qu'il a fallu équiper simultanément au Mont-sur-Lausanne.

Parmi les nombreux chantiers réalisés, les plus marquants sont:

- le chantier de rénovation de la conduite forcée du Pays-d'Enhaut s'est achevé en mai 2021, par la mise en service de la nouvelle conduite forcée entre la chambre de Jor et la station de Sonzier;
- les travaux liés aux Axes forts ont fortement impacté les équipes de pose de conduites par l'ouverture simultanée de six fronts d'attaque entre Lausanne et

Renens, certains de façon simultanée. Ces travaux vont se poursuivre en 2022 et la charge de travail planifiée est très importante;

- le renouvellement des conduites du Pont-de-Pierre et du Pays-d'Enhaut dans le vallon de la Veveyse au lieu-dit Pont de Fenil a débuté en juin; les conduites ont été posées sur le versant Est. Le franchissement de la Veveyse et la pose du solde sur le versant Ouest est prévu en 2022;
- la participation et le soutien aux études engagées sur les grands projets de l'agglomération lausannoise (Léman 2030, Pôle Gare, m3, Métamorphose);
- le chantier de renouvellement du réseau d'évacuation du quartier des Maisons-familiales a permis de mettre en place des mesures de réduction des risques d'inondation lors de fortes précipitations dans ce secteur;
- la réalisation d'une modélisation et d'une étude de gestion des eaux par fortes précipitations dans le périmètre de la gare de Lausanne.

Réseau de distribution d'eau potable

71 chantiers ont été réalisés en 2021, correspondant à un total d'environ 13'687 m de conduites principales traités, soit:

- 9'720 m remplacés;
- 3'967 m d'extension;
- 499 m de branchements communs remplacés (extensions de branchements communs);
- 746 m de branchements communs remplacés;
- 189 m de renouvellement par tubage de branchements privés sur le domaine public et de branchements communs;
- 224 m de réhabilitation par gainage.

Le suivi systématique des enquêtes publiques a impliqué le traitement de 520 dossiers sur le territoire lausannois et de 1'166 dossiers hors Lausanne. Ce travail a permis d'identifier quatre conflits importants, nécessitant des négociations avec les maîtres d'œuvre ou leurs représentants afin de préserver le réseau d'eau potable. Quatre oppositions ont été formées pendant cette période.

Interventions d'urgence

Le service de piquet est en charge des interventions en dehors des heures de bureau sur le réseau de distribution, le réseau d'évacuation et en cas de pollutions du milieu naturel. Il a été appelé à 252 reprises. Dans 133 cas, il s'agissait d'une intervention à réaliser dans l'urgence, à la suite d'une fuite ou d'une rupture, 38 appels concernaient des problèmes signalés au niveau de bornes hydrantes, 5 des mises hors service/remises en service pour travaux dans des immeubles en dehors des heures de travail, 17 des problèmes de qualité de l'eau, 49 des problèmes divers (robinets bouchés, baisse de pression dans l'immeuble, bruit d'eau, etc.), 1 by-pass provisoire et 9 des dysfonctionnements en lien avec l'évacuation des eaux.

Le nombre de défaillances sur le réseau de transport et de distribution a atteint 97 cas. Cette valeur est en dessous du point d'attention fixé à 100 en 2010. Cependant, l'évolution de cet indicateur à la hausse depuis 2016 montre une tendance négative, en corrélation avec le taux de renouvellement du réseau régulièrement trop bas ces cinq dernières années. Un effort devra être entrepris ces prochaines années pour maintenir le nombre de casses annuelles à un niveau raisonnable. Cela sera possible en augmentant le nombre de conduites à renouveler et en ciblant les conduites choisies avec précision à l'aide des outils comme MEDIREL.

Ecoute de réseau

Depuis fin septembre 2020, une seule personne a pu réaliser le travail d'écoute de réseau, sur les deux prévues pour cette activité en raison de la vacance d'un poste pendant de nombreux mois.

L'auscultation de 14 zones de pression, totalisant 450 km de conduites hors branchements, a permis d'identifier un total de 21 fuites, dont 9 sur des conduites principales, et de les réparer avant qu'elles ne provoquent des dégâts. Par ailleurs, sept fuites sur des branchements sur le domaine privé ont été identifiées et signalées aux propriétaires de ces installations afin qu'ils puissent les traiter.

Les opérateurs écoute de réseaux sont intervenus à 139 reprises pour positionner précisément des fuites apparentes (corrélation acoustique), ce qui a permis de limiter au strict minimum la taille des fouilles nécessaires à leur réparation. Ils ont également participé à l'identification de trois bornes hydrantes défectueuses.

Les systèmes d'écoutes permanentes (LORNO/Ortomat) ont également permis d'identifier deux fuites (rue de Genève 17 et rue de l'Industrie 10).

Equipe Bornes hydrantes (BH)

De façon générale, le travail de la personne en charge de l'entretien et de la maintenance des BH a augmenté significativement en 2021 par rapport à 2020, année où l'activité a été pénalisée par le confinement.

Le service gère 4'260 BH dont 2'123 se situent sur le territoire lausannois et 2'137 sur les zones alimentées au détail. 77 BH ont été remplacées et 33 nouvelles ont été posées. 1'538 BH ont été contrôlées, ce qui a entraîné 246 révisions importantes. De plus, il a fallu intervenir à 25 reprises pour des BH accidentées.

Les mesures de débit selon les prescriptions de l'ECA ont été réalisées sur 156 BH.

Sources

Suite au remaniement parcellaire au Mont-sur-Lausanne, Lausanne est devenue propriétaire des zones S1 de protection des eaux souterraines. Des clôtures ont été posées sur les captages du Chalet-aux-Bœufs pour les matérialiser.

Les travaux prévus dans le préavis N° 2018/07 «Réfection du réseau d'adduction d'eau potable du Pays-d'Enhaut» ont débuté en septembre et ont permis de poser 762 mètres de conduites de diamètre 600 mm dans la vallée de l'Eau Froide et 1248 m de conduite 400 mm dans la vallée de la Torneresse. Ces travaux se poursuivront jusqu'en 2023.

Technique réseaux

En lien avec la question de l'adaptation aux changements climatiques, il a été procédé à l'étude et à la modélisation de mesures de gestion des eaux lors de fortes précipitations dans le cadre de différents projets urbains (m3, gare de Lausanne, axes forts).

La démarche de développement d'un outil complet de gestion patrimoniale du système d'évacuation (MEDIREV), coordonnée avec une réflexion sur la mise à niveau de l'outil de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable (MEDIREL) se poursuit.

Une étude multicritères de variantes de tracés et de techniques de remplacement des conduites d'aménées du Pays-d'Enhaut et du Pont-de-Pierre a été réalisée.

Réseau d'évacuation

La réalisation de 12 chantiers a pu être menée, portant sur:

- le remplacement de 1'878 m de collecteurs;
- l'extension du réseau de 658 m de collecteurs supplémentaires (mise en séparatif);
- la réhabilitation de 145 m de canalisations par gainage.

Le projet en lien avec le préavis N° 2020/02 «Amélioration de l'évacuation des eaux du bassin versant Le Grey – Adaptation du puits de chute existant (Vignes d'Argent)» s'est poursuivi avec l'établissement d'un projet définitif en vue d'une mise en soumission.

Bases de données réseaux

La numérotation des plans du réseau d'eau potable a été revue afin d'avoir un numéro unique. Les plans des conduites d'adduction ont été numérisés.

Les demandes de plans ont augmenté de 7% par rapport à l'année 2020 pour le réseau d'eau potable et atteignent le nombre de 3'394. Les demandes pour le réseau d'évacuation sont restées stable à 1'061.

Production et épuration

Centre d'exploitation et de gestion (Cegel)

La production annuelle 2021 est inférieure de 4% à celle de 2020 et de 0.6% à la moyenne de celle des cinq dernières années, soit environ 31'058'480 m³. Le jour d'adduction maximum a été atteint le 16 juin avec un volume de 118'154 m³.

La répartition de la production entre les différentes usines et les sources est donnée dans le tableau ci-dessous. La proportion d'eau en provenance du Léman a été particulièrement élevée en raison du détournement de certaines sources contaminées par le chlorothalonil et de la limitation des débits du Pays-d'Enhaut (Sonzier) et du Pont-de-Pierre. La production de l'usine de Sonzier a été interrompue entre mi-avril et fin juillet par des travaux en amont de l'usine. Dès le début du mois d'août, le débit de production de l'usine de Sonzier est limité pour différentes raisons. Durant cette même période, les sources du Pont-de-Pierre sont en rejet en raison des travaux de réfection des conduites au «Pont-de-Fenil».

Usine de Lutry	Usine de Saint-Sulpice	Usine de Bret	Usine de Sonzier	Autres sources
9'336'818 m ³	11'642'137 m ³	5'122'200 m ³	2'135'831 m ³	2'821'494 m ³
30%	38%	16%	7%	9%

Travaux d'entretien/maintenance

En plus des travaux d'entretien courant, les travaux spécifiques suivants ont été réalisés.

Usine de production de Lutry

- renouvellement des châssis supports de modules et des modules des blocs de la série 230 (blocs 231, 232 et 233), échange de 44 modules acétate par 56 modules PES;
- conduite d'eau brute: nettoyage du panier de la crépine avec un ROV (petit robot contrôlé à distance) nettoyeur haute-pression (mars) et inspection caméra de l'intérieur de la conduite avec un ROV (août);
- remplacement du compresseur d'air de service N° 3 et du système de gestion des compresseurs.

Usine de production de Saint-Sulpice

- remplacement de pompes de dosage et de circulation;
- remplacement du ventilateur principal du bâtiment des filtres.

Usine de production de Bret

- démontage des conduites de refoulement de l'AIEJ.

Usine de production de Sonzier

- mise en service de la nouvelle turbine de Romande Energie;
- création d'un mur pour séparer la partie production de l'entrée afin d'éviter la condensation sur les portes d'accès des cuves et conduites;
- remplacement des deux automates redondants par un M580.

Stations de pompage/désinfection

- remplacement des automates des stations de Châtaignier, Marjolatte, Vernand, Haute-Pierre;
- démontage des anciens automates de chloration et nouvelle régulation à Marjolatte et Châtaignier;
- remplacement du moteur de la pompe 135 à Châtaignier;
- remplacement des onduleurs du CegeL, suite à un défaut dû à l'usure;
- remplacement de la distribution 24VDC à l'Orme.

Station d'épuration des eaux usées

Les précipitations cumulées s'élèvent à 1'305 mm en 2021, supérieures aux 1'116 mm de l'année précédente et se situent en-dessus de la moyenne attendue de 1'000 à 1'200 mm par an.

Les installations de la STEP de Vidy ont traité 37.8 millions de m³ d'eaux usées (+8.1% par rapport à 2020). Le nombre habitantes et habitants effectivement raccordés ne cesse d'augmenter, passant de 247'824 en 2020 à 255'009 en 2021.

La quantité de détritiques captés en entrée de STEP (dégrillage moyen et fin) atteint 509 tonnes, soit une diminution de 16.4% par rapport aux 609 tonnes retenues en 2020.

Pour ce qui est du sable, 208 tonnes ont été captées en 2021, en diminution de 35% par rapport aux 320 tonnes de l'année précédente.

La STEP de Vidy a réceptionné et traité 92 tonnes de graisses de restaurant, en diminution de 91.7% par rapport à l'année 2020 (1'115 tonnes). Le dépotage des graisses n'ayant été possible qu'à partir de l'automne, les faibles quantités de graisses réceptionnées en 2021 ont surtout servi aux tests et autres réglages inhérents à la mise en service des installations de traitement.

Quant aux boues extérieures, 9'875 tonnes de boues déshydratées digérées et non digérées ont été livrées à la STEP, soit une augmentation de 30.6% par rapport à 2020 (7'562 tonnes).

L'incinération des boues a permis d'injecter 15'741 mégawatts-heure (MWh) thermiques dans le réseau de chauffage à distance (CAD) de la ville (-23.6% par rapport aux 20'606 MWh fournis en 2020), représentant 2.8% de l'énergie totale fournie par le CAD.

En ce qui concerne la digestion des boues, mise en service au mois de mai-juin 2020, 1'124'699 Nm³ de biométhane ont été injectés dans le réseau de gaz naturel de la Ville, soit 12'124 MWh thermiques.

Les résultats analytiques du traitement des fumées montrent que le nombre des moyennes horaires respectant les normes en monoxyde de carbone (CO) s'élève à 96.1% du total des heures d'incinération, soit 0.9 point en-dessous de la limite minimale de 97% fixée par la loi. Quant aux oxydes d'azote (NO_x), le nombre de moyennes horaires respectant les normes s'élève à 99%, soit 2 points en-dessus de la limite inférieure de 97% exigée par l'ordonnance sur la protection de l'air.

Epura S.A. et chantier de la nouvelle STEP

Le premier semestre a été marqué par la transformation du bâtiment de l'ancien traitement des graisses en un gazomètre concomitamment à l'installation de l'épurateur de biogaz. Jusqu'à présent seulement égouttées et déshydratées, les boues d'épuration sont dorénavant digérées. Pour faire démarrer ce processus, les digesteurs ont été remplis de boues à partir de mai, avec un complément en provenance des STEP de Morges et Pully. Ainsi, dès juin, toutes les boues produites à Vidy sont digérées, produisent du biogaz, qui est purifié, avant d'être injecté en tant que biométhane dans le réseau de gaz naturel. La vente de biométhane aux SIL leur permet de disposer d'une énergie produite localement, de surcroît renouvelable.

Le personnel de l'exploitation a été sollicités pour mettre hors service et vidanger les installations de 1964 et 1977 de traitement primaire, traitement biologique respectivement physico-chimique, compte tenu du lancement, en septembre, des travaux visant la construction du nouveau bâtiment de traitement biologique.

Les travaux de pose des façades autour des digesteurs ont été effectués. Les travaux se poursuivront en 2022 autour des autres bâtiments.

La mise en service de l'ensemble des bâtiments constituant la nouvelle STEP, y compris celui du traitement des micropolluants, est envisagée en 2026.

Pour de plus amples informations relatives à l'activité d'Epura S.A. et au chantier, il convient de se reporter au site www.epura.ch.

© Laurent Kaczor | Ville de Lausanne

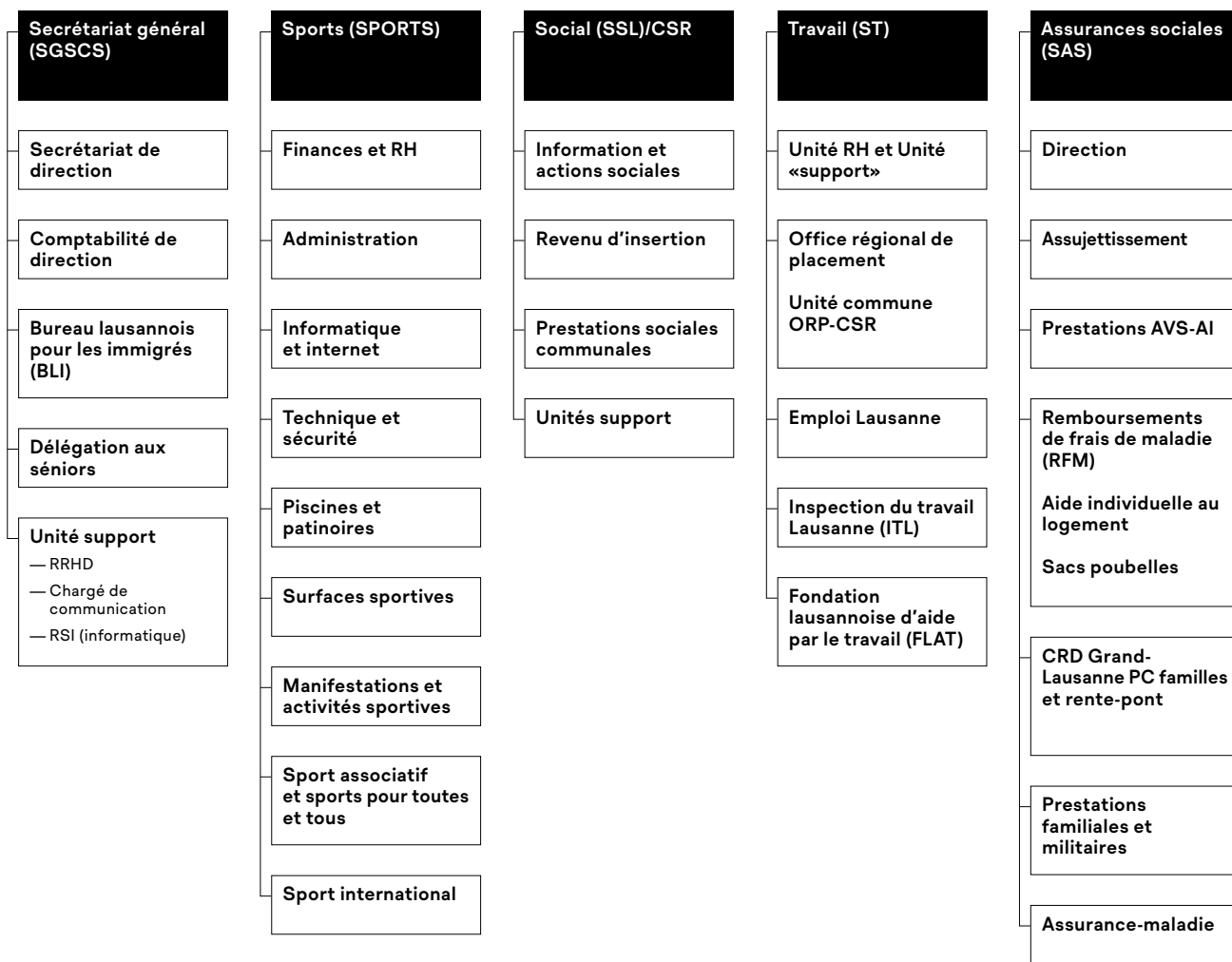


Direction des sports et de la cohésion sociale



Direction des sports et de la cohésion sociale (SCS)

Directrice



Le bâtiment à vocation sociale de la rue St-Martin 10-18 a ouvert ses portes le 1^{er} juin 2021. Avec pour objectif de proposer un «guichet unique» pour les personnes vivant dans la précarité ainsi qu'en difficulté sur le marché du logement, l'immeuble regroupe de nombreuses prestations délivrées par la Ville et la Fondation Mère Sofia. Après plus de six mois de fonctionnement, le bâtiment St-Martin est devenu un élément central du dispositif d'aide d'urgence et d'aide au logement de la Ville de Lausanne.

En créant le Bureau lausannois pour les immigrés (BLI) le 5 février 1971, la Ville de Lausanne faisait œuvre de pionnière. Depuis, le BLI est devenu le centre de compétences de la Ville en matière d'intégration et de prévention du racisme. En 2021, le 50^e anniversaire de cette politique a été célébré tout au long de l'année par un riche programme d'événements qui a permis de mettre en lumière les apports, souvent méconnus, de la migration dans la construction de la capitale vaudoise.

Le 12 septembre, le stade de la Tuilière a été inauguré en public. Après un couper de ruban symbolique en novembre 2020, le Stade de la Tuilière a pu cette fois réunir les Lausannoises et Lausannois autour de leur équipe lors de l'inauguration qui a été suivie d'un match opposant le FC LS au FC Sion, rassemblant près de 12'150 spectateurs et spectatrices.

L'année a été également marquée par le lancement du plan d'action «Femmes et sports» qui vise à développer la pratique sportive des femmes et plus d'égalité femmes-hommes dans le sport (égalité des chances, de traitement, de financement et de représentation).

La préparation et l'annonce de projets et événements marquants prévus pour 2022 ont également jalonné l'année, notamment le projet de pôle sportif des halles de Beaulieu qui verra le jour au printemps 2022 et l'année du vélo qui verra le Tour de France, le Tour de Romandie masculin et le tout premier Tour de Romandie féminin passer par Lausanne en 2022.

La crise liée au Covid-19 a fortement impacté les populations dont s'occupe la direction, notamment les personnes en situation de précarité ou au chômage, mais également le monde sportif et les Lausannoises et Lausannois actifs physiquement. L'ensemble du personnel des services de la Direction a fait preuve de souplesse, de ténacité et d'engagement pour garantir les prestations à tous ces publics, tout au long de l'année au gré des vagues de Covid-19 successives et des multiples protocoles sanitaires. Nous tenons ici à leur adresser nos vifs remerciements.

Secrétariat général sports et cohésion sociale (SGSCS)

Principales missions du service

Direction et administration

- apporter un appui sur les enjeux stratégiques;
- préparer et suivre les affaires du Conseil communal et de la Municipalité au sein de la direction;
- mener des projets stratégiques ou transversaux;
- coordonner l'administration transversale de la direction et du service;
- assurer le secrétariat de la directrice;
- assurer le secrétariat du Fonds du 700^e anniversaire de la Confédération.

Comptabilité

- produire une comptabilité de direction conforme au ROCF et assurer le suivi des pièces comptables transmises par les services;
- coordonner l'élaboration du budget et des comptes des services de la direction;
- assurer la gestion comptable du personnel de la direction.

Unité support

- assurer et coordonner la gestion RH du service et de la direction;
- assurer et coordonner les projets informatiques du service et de la direction;
- assurer et coordonner la communication interne et externe du service et de la direction.

Bureau lausannois pour immigrés (BLI)

- être le centre de compétence communal en matière d'intégration et de prévention du racisme tant pour le public que pour les interlocuteurs institutionnels, sur les plans communal, cantonal et fédéral;
- contribuer à la définition de la politique communale en matière d'intégration des étrangères et étrangers;
- conseiller le public sur les questions liées à la migration, dans le but de servir de relais dans le réseau socioadministratif lausannois et vaudois;
- soutenir les associations en matière de gestion de projets, par la mise sur pied de formations spécifiques et par le biais de soutiens financiers;
- assurer une permanence de conseil et d'information en matière de racisme pour les incidents ayant eu lieu sur le territoire communal;
- assurer la primo-information personnes migrantes arrivant sur le territoire communal.

Délégation aux séniors

- assurer la mise en œuvre et le développement du plan d'action municipal de la politique sociale communale de la vieillesse, conformément à la démarche «Villes Amies des Aînées et Aînés»;
- garantir le lien entre les différents partenaires internes et externes (associations, institutions, etc.) actifs envers la population des séniors.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Comptabilité SCS	4.90	4.40	4.40	4.40
Direction SCS	5.70	5.70	7.70	5.40
Intégration	6.60	5.90	7.50	7.50
Total service	17.20	16.00	19.60	17.30

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	2.40

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Comptabilité SCS	5	4.40	5	4.40
Direction SCS	7	5.70	7	5.40
Intégration	8	5.90	10	7.50
Total service	20	16.00	22	17.30

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
Direction SCS	-	-
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	1
	-	1
Total service	0	2

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	-
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	0

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	38	0.48
Auxiliaires mensualisé·e·s	7	2.63
Auxiliaires payé·e·s au forfait	4	*
Total service	49	3.11

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Dans le cadre des 50 ans du BLI, l'ouvrage «Lausanne, une ville, un monde – 50 incursions au fil de la diversité» a été publié. Il permet de (re)découvrir Lausanne au travers de récits de vie et de parcours migratoires, de lieux ou d'événements qui participent à faire de Lausanne l'une des villes les plus cosmopolites d'Europe. Pensé dans l'esprit d'un guide touristique, cette publication invite à découvrir la ville sous un

angle nouveau, à prendre la mesure de la pluralité culturelle lausannoise qui se retrouve dans les rues, au sein des quartiers, à l'école, au travail, dans les bars et restaurants, ou encore dans l'offre culturelle et associative foisonnante.

Convaincue que la crise afghane nécessite un engagement plus important de notre pays, la Ville a réaffirmé la volonté que la Suisse accueille des réfugiées et réfugiés supplémentaires, au-delà de ses obligations existantes. Cette volonté rejoint celle de l'*Alliance des villes et communes pour l'accueil des réfugiées et réfugiés*, dont la Ville de Lausanne est membre. En parallèle, le SGSCS a pris des contacts avec des représentantes et représentants des Afghans vivant à Lausanne, afin d'échanger sur la situation dans leur pays d'origine et sur celle que vivent celles et ceux qui habitent en Suisse. La Ville s'est mise à disposition comme facilitatrice pour répondre au besoin de disposer d'un lieu de rencontre.

Principales activités 2021

Direction du service

S'agissant des affaires du Conseil communal, le Secrétariat général, en collaboration avec les services de la direction, a coordonné les réponses à quatre interpellations, dont trois urgentes.

Suite au changement de législature, une réflexion a été menée autour du fonctionnement de la direction et du service. Cette démarche a abouti à une réorganisation et un renforcement du secrétariat général.

Comptabilité de direction

La comptabilité de direction a accompagné les services dans la préparation de la transition vers le nouveau logiciel comptable et de son système d'information financière.

Ressources humaines

Les différents services de la direction SCS ont réalisé, en collaboration avec l'unité dédiée au SPEL, les travaux de préparation au passage de PeopleSoft à Fluid et de TimeTool à TimeTool web. Quatre des cinq services de la direction étaient ainsi actifs sur TimeTool web en 2021; le dernier le sera début 2022.

Avec la nouvelle législature, divers processus relatifs aux RH ont été revus. Une réorganisation a été menée au sein du Secrétariat général, service qui a ainsi demandé une attention particulière au niveau RH, notamment en termes de définitions de responsabilités et d'accompagnement au changement. Dans le cadre de cette nouvelle organisation, et afin de répondre à la demande de la Municipalité, une collaboratrice du secrétariat général s'est vue confier la responsabilité de référente apprentie de direction, pour une mise en œuvre effective début 2022.

Communication

Cette année aura été riche en matière de communication d'évènements, avec notamment les inaugurations du stade de la Tuilière et le bâtiment de Saint-Martin 10-18, ou encore les 50 ans du BLI, les Halles de Beaulieu et les événements cyclistes de 2022. Parmi les sujets mis en lumière, la politique en matière d'égalité des genres dans le sport a eu un grand écho médiatique.

Suite aux élections communales, il s'est agi d'accompagner et de mettre en place les lignes directrices de la communication pour la nouvelle législature.

Délégation séniors

L'impact de la crise sanitaire a continué à toucher la vie quotidienne des séniors, des associations et d'autres acteurs actifs auprès de cette frange de la population. Cependant, des projets ont pu être mis sur pieds en particulier dans la lutte contre la fracture numérique lors du Digital Day (avec les bibliothèques et le service informatique de la Ville, ainsi qu'avec Pro Senectute), mais aussi pour prévenir l'isolement des séniors durant les Fêtes avec une seconde édition de l'action «Une visite pour les Fêtes». En parallèle, des orientations et réponses ont été données aux séniors qui ont pris contact avec le délégué. Enfin, ce dernier a réuni un groupe de travail interne pour réfléchir aux solutions à apporter sur le partage de l'espace public entre piétons, vélos et trottinettes.

En lien avec le postulat de M. Robert Joosten «Pour une étude sur la solitude à Lausanne» déposé au Conseil communal, une étude à large échelle a été lancée auprès des séniors âgés de 75 ans et plus pour connaître les facteurs pouvant amener à l'isolement, en particulier lors de cette crise sanitaire. Les résultats seront connus en 2022.

La commission consultative aux séniors s'est réunie à une reprise au premier semestre. Suite aux élections communales, la nouvelle composition de la commission n'a été connue qu'à la fin de l'année.

Bureau lausannois pour les immigrés

Campagne élections communales 2021

Dans la perspective des scrutins communaux de mars, le Bureau lausannois pour les immigrés (BLI) a lancé un nouveau projet de sensibilisation au vote destiné plus spécifiquement aux personnes sans passeport suisse disposant du droit de vote au niveau communal, aux jeunes et aux personnes en situation de handicap. Ce projet, déjà discuté au sein de la Commission lausannoise pour les immigrés (CLI) et soutenu par la Commission fédérale pour les migrations (CFM), s'appuie sur un contexte politique local favorable et sur les compétences et les expériences de la Ville pour défendre, développer et valoriser la participation de ces groupes de la population à la vie politique locale.

Trois axes principaux structurent le projet:

- une nouvelle campagne d'information réfléchiée par et pour ces différents bénéficiaires
- des séances en ligne et en présentiel «Comment utiliser le matériel de vote» et une visite en ligne «L'Hôtel de Ville et ses institutions politiques»
- un Journal des électrices et des électeurs 2021 co-construit avec les habitantes et habitantes de quatre quartiers (la Sallaz, Borde, Chissiez et Prélaz).

50 ans du BLI

L'année 2021 a marqué le 50^e anniversaire de la politique d'intégration de la Ville de Lausanne et du BLI.

Parmi les activités qui ont été organisés pour ce jubilé on peut citer la Semaine d'actions contre le racisme du 15 au 27 mars, avec un riche programme. Dont la première Master Class, organisée en collaboration avec l'UNESCO le 16 mars, en Suisse, destinée aux élèves lausannois et lausannoises de 14 à 18 ans. Du 22 avril au 17 mai, une exposition hors les murs «Lausanne, une ville, un monde: visages de la diversité lausannoise». La conception et la vente de paniers «La petite épicerie du BLI» du 1^{er} au 16 mai 2021, en collaboration avec Lausanne à Table. La première édition de Diver'cité, la fête des associations migrantes à la Place Centrale, le 19 juin dans le cadre du weekend des associations; des balades gourmandes de mai à septembre; finalement, la journée internationale des migrantes et des migrants prévue initialement le 16 décembre a été reportée au 25 mars 2022 en raison des restrictions liées à la pandémie de Covid-19.

Ce jubilé a aussi été l'occasion pour le BLI de se doter d'une nouvelle identité visuelle.

Naturalisations

Dès le 1^{er} janvier 2021, le Bureau des naturalisations a quitté le Secrétariat municipal pour rejoindre le BLI. Grâce à ce changement, les Lausannoises et Lausannois d'origine étrangère qui souhaitent obtenir la nationalité suisse peuvent bénéficier de l'expertise et des compétences du BLI en matière d'intégration et de renseignements personnalisés.

En 2021, le bureau a réceptionné 1'008 demandes de naturalisation. Au 31 décembre 2021, 732 rapports d'enquête ont été complétés et 515 personnes ont passé un test de connaissances élémentaires sous la forme d'un questionnaire à choix multiples. La même année, la Municipalité a accordé une promesse de bourgeoisie à 1'190 requérant·es (1'874 en 2020). De plus, elle a octroyé une promesse de bourgeoisie à 8 requérantes et requérants mis au bénéfice d'une naturalisation facilitée.

Recherches et statistiques et collaboration avec l'UNIL

Depuis le mois de juin, le BLI a engagé une chercheuse afin de renforcer son pôle de compétence scientifique au service de l'intégration et de la lutte contre le racisme. En complément, une convention entre le BLI et l'Université de Lausanne a été établie, dans le but de documenter et consolider de futures mesures d'intégration ou de protection contre la discrimination à Lausanne. Cette collaboration permettra également à l'UNIL d'appuyer des recherches universitaires sur la pratique de l'administration lausannoise, avec la mise sur pieds d'un cours de Master sur les thématiques prioritaires du BLI.

Commission lausannoise pour l'intégration des immigrés (CLI) élargie

Avec la nouvelle législature, la CLI a été partiellement renouvelée notamment au niveau des représentantes et représentants politiques et élargie à un membre issu du domaine académique et deux membres du monde associatif migrant (projet Traits d'union).

Développements nouveaux

Au chapitre des nouveautés, une nouvelle collaboration a été initiée avec une classe de l'ECAL, en vue de mettre en valeur le travail des acteurs associatifs migrants en faveur du vivre-ensemble. Le BLI était présent à la Journée de la démocratie du 15 septembre, ainsi qu'à la nuit des musées au Musée historique, avec l'exposition «Lausanne, une ville, un monde». Depuis début 2021, plusieurs rencontres ont été organisées entre acteurs associatifs de la Borde et des représentants et représentantes de l'administration (police, BLI et EJQ) afin d'amorcer la mise sur pied de projets permettant de lutter contre les préjugés et favoriser le vivre-ensemble. Enfin, le 3 décembre, Lausanne est entrée au Comité directeur de l'ECCAR (Coalition européenne des villes contre le racisme).

Evolution des fonds de la direction SCS

Evolution des demandes au Fonds du 700^e anniversaire de la Confédération

Demands	2017	2018	2019	2020	2021
Reçues	191	196	161	137	110
Acceptées	174	178	145	116	99
Refusées	17	18	16	21	11

En 2021, le Fonds a accordé 97 dons pour un montant total de CHF 54'578.39 et deux prêts pour un montant total de CHF 3'600.-. Les remboursements des prêts encaissés durant l'année en revue s'élèvent à CHF 16'416.78, alors que le solde des prêts à rembourser s'élève à CHF 43'855.55 au 31 décembre 2021. Depuis la création du Fonds en 1991, les pertes sur débiteurs s'élèvent à CHF 109'570.37.

Evolution des demandes au Fonds d'action sociale

Demands	2017	2018	2019	2020	2021
Reçues	19	25	15	21	21
Acceptées	18	25	14	19	19
Partiellement acceptées	-	-	1	1	-
Refusées	1	-	-	1	2

Au 31 décembre, le Service social Lausanne a accordé sur ce fonds 19 dons pour un montant total de CHF 24'455.40.

Service des sports (SPORTS)

Principales missions du service

Administration

- conception et mise en œuvre de la politique municipale en matière de sport;
- direction et administration du service, dont administration du personnel et comptabilité;
- soutien financier aux associations et clubs sportifs lausannois.

Informatique et Internet

- support informatique en faveur du service;
- élaboration, gestion, développement et mise à jour des pages Intranet et des sites internet du service;
- élaboration, direction et suivi de projets informatiques et graphiques en faveur du service;
- promotion de projets spéciaux.

Manifestations et activités sportives

- encouragement, soutien, réalisation et développement de l'organisation de manifestations sportives d'importance régionale, nationale et internationale;
- promotion du sport et des activités physiques auprès des élèves lausannois (sport scolaire facultatif et du personnel de l'administration communale).

Piscines et patinoires

- mise à disposition de la population, gestion, entretien et amélioration des piscines de Bellerive-Plage, Mon-Repos (couverte), Montchoisi et de quartier ainsi que des patinoires de Montchoisi et de la Pontaise.

Sport associatif et sport pour toutes et tous

- promotion et développement du sport associatif, du sport pour toutes et tous et du sport-santé;
- promotion de l'égalité des genres dans le sport et mise en œuvre des actions propres à développer la pratique sportive des femmes;

- planification et direction de l'ensemble des actions de communication au sein du Service des sports.

Sport international

- valorisation de Lausanne comme capitale olympique et capitale administrative du sport mondial;
- accueil et suivi des fédérations internationales sportives ou liées au sport établies à Lausanne;
- coordination avec les partenaires institutionnels (Confédération et Canton de Vaud).

Surfaces sportives

- mise à disposition de la population, gestion, entretien et amélioration de l'ensemble des surfaces sportives extérieures de la Ville de Lausanne (plus de 42 terrains) et des surfaces sportives intérieures (hors salles de gymnastique gérées par la Direction de l'enfance, de la jeunesse et quartiers), en particulier les centres omnisports des Bergières, de Grand-Vennes, de la Vallée de la Jeunesse et du Vieux-Moulin, ainsi que le Centre de tir sportif de Vernand.

Unité technique

- étude, réalisation (direction de chantier), entretien et amélioration des installations sportives de la Ville de Lausanne;
- participation à l'élaboration et à la mise en œuvre du volet «sports» du projet Métamorphose;
- montage/démontage et gestion d'équipements en faveur de manifestations sportives ou culturelles;
- ouvriers spécialisés.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration (SPORTS)	10.60	10.60	10.60	10.60
Manif. et activités sportives	7.00	7.00	7.00	7.00
Piscines et patinoires	28.41	28.26	28.41	26.46
Sport international	1.70	1.70	1.70	1.70
Surfaces sportives	25.15	24.30	24.15	23.30
Unité technique	16.00	16.00	16.00	16.00
Total service	88.86	87.86	87.86	85.06

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	-1.00

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Administration (SPORTS)	12	10.60	12	10.60
Manif. et activités sportives	8	7.00	8	7.00
Piscines et patinoires	33	28.26	31	26.46
Sport international	2	1.70	2	1.70
Surfaces sportives	25	24.30	24	23.30
Unité technique	16	16.00	16	16.00
Total service	96	87.86	93	85.06

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

	31 décembre 2020	31 décembre 2021
Unité administrative	nb	nb
Administration (SPORTS)	-	-
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	5	3
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	-
Total service	6	3

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	4
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	5

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	76	23.69
Auxiliaires mensualisé·e·s	5	2.25
Auxiliaires payé·e·s au forfait	71	*
Total service	152	25.94

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants**Administration**

En 2021, une nouvelle fois le monde du sport a subi les contraintes liées à la pandémie. Face à une nouvelle année hors normes, les acteurs du monde du sport ont souffert et ont vu leur avenir compromis. Quant à la population, elle a vu – à nouveau – ses possibilités de pratique régulière d'une activité physique fortement réduite.

Pour faire face à cette situation le service des sports a mis en place un panel de mesures, telles que:

- la non-perception des loyers dus par les clubs et restaurateurs locataires du Service des sports
- une aide spéciale Covid-19 d'un montant de CHF 3 millions alloué par le Conseil communal en faveur du sport lausannois, répartie entre quatre catégories d'aides et de bénéficiaires:
 - aide spéciale en faveur des sportives et sportifs d'élite (sports individuels) et aux clubs d'élite (sports collectifs)
 - aide spéciale en faveur des associations et des clubs sportifs
 - aide spéciale en faveur des comités d'organisation d'événements sportifs
 - aide spéciale en faveur de la promotion du sport associatif

- une procédure en ligne et une plateforme dédiée ont été mises en place dès le deuxième semestre 2021. Les associations sportives et les clubs lausannois ont été informés de l'existence de cette aide spéciale en leur faveur et ont ainsi pu déposer une demande de soutien exceptionnel jusqu'au 30 septembre 2021.
- un programme «À vos marques, prêts... bougez!». Pour la seconde année consécutive, le Service des sports a assuré la planification et la promotion de ce programme estival d'activités sportives, dont le but vise à encourager la population à se (re)mettre en mouvement afin d'améliorer sa santé par une pratique régulière de l'activité physique. Près de 100 cours de sport gratuits encadrés par des coaches professionnelles et professionnels ont ainsi été donnés dans les parcs et espaces publics de la ville du 24 juin au 20 septembre 2021. Au total, 869 personnes âgées de 18 à 79 ans, dont 773 femmes, ont profité de cette offre sportive qui a comptabilisé plus de 2'500 inscriptions.

Malgré la pandémie, au niveau sportif, l'année aura été marquée pour le Service des sports par:

- le développement, la mise en place et la tenue de courses «connectées» en lieu et place des rendez-vous traditionnels impossibles en ces temps de pandémie. Ces courses virtuelles et audioguidées au travers d'applications pour smartphones ont trouvé un public et constituent, à n'en pas douter, un complément aux courses populaires classiques.
- la tenue du «Ladies Open Lausanne» tournoi international WTA qui s'est tenu à Vidy du 10 au 18 juillet et qui a permis à plus de 5'000 personnes de venir soutenir 32 joueuses du circuit professionnel de tennis féminin.
- l'inauguration publique du Stade de la Tuilière le 12 septembre. Après un couper de ruban symbolique qui s'était déroulé en petit comité en raison du Covid-19 au mois de novembre 2020, le Stade de la Tuilière a pu cette fois réunir les Lausannoises et Lausannois autour de leur équipe. Près de 12'150 personnes ont assisté à la rencontre opposant le FC LS au FC Sion.
- l'édition 2021 d'Athletissima. Premier événement sportif en Suisse autorisé à accueillir plus de 10'000 personnes, depuis le début de la pandémie. Le meeting a connu un succès populaire au-delà des espérances de ses organisateurs puisqu'il s'est tenu à guichet fermé (12'850 spectateurs et spectatrices).

Le 27 avril, le Conseil communal a adopté les conclusions du rapport-préavis N° 2021/01, «Réponse au postulat de M^{me} Françoise Piron. Des horaires d'ouverture des piscines à ciel ouvert élargis afin de favoriser l'exercice physique des utilisateurs et utilisatrices de toutes les tranches d'âge!», proposant d'ouvrir, deux fois par semaine, la piscine du Parc de Montchoisi une heure plus tôt durant la période estivale. Le 28 septembre, il adoptait celles du préavis N° 2021/18, «Assainissement et entretien d'installations sportives. Demande de crédit-cadre 6^e étape (2022-2026)» demandant l'octroi d'un crédit d'ouvrage de CHF 3,75 millions destiné à la poursuite du programme d'assainissement et d'entretien d'installations sportives sur une période de cinq ans.

Conformément aux promesses faites au Conseil communal de le tenir informé de l'utilisation du montant alloué au travers du préavis N° 2010/22 «Lausanne, Capitale olympique. Demande de crédit-cadre», il convient de signaler que les sommes dépensées en 2021 s'élèvent à CHF 110'700.- (contre CHF 85'311.- en 2020). Elles ont couvert l'acquisition de matériel promotionnel, l'attribution de mandats de communication, la préparation de dossiers de candidature à l'organisation des championnats du monde de hockey sur glace en 2026 et des World Relays en 2024 ainsi que l'étude de faisabilité de la création d'une fondation «Lausanne Capitale Olympique». Elles ont également permis le financement de l'envoi d'une délégation municipale à Paris pour la présentation de l'édition 2022 du Tour de France cycliste et du huitième et dernier volet d'une étude portant sur l'impact économique de la présence des fédérations et organisations sportives internationales dont le siège est à Lausanne et dans le canton de Vaud. Les dépenses liées au projet «Volontaires sportifs lausannois» et à divers séminaires destinés aux collaboratrices et collaborateurs ainsi qu'aux membres des fédérations et organisations sportives internationales établies dans notre ville sont également prises en charges par ce crédit-cadre.

Informatique et internet

L'unité «Informatique et Internet» a offert un support technique important aux collaborateurs et collaboratrices en télétravail, tout en assurant la maintenance du parc informatique et des sites Internet gérés par le Service des sports. Pour l'année sous revue, le parc informatique du service comprend, outre les équipements standards pour 120 collaboratrices et collaborateurs, 10 écrans *digital signage* (Centre sportif de la Tuilière,

piscine de Mon-Repos, Parc de Montchoisi et Centre sportif de la Vallée de la Jeunesse) et 26 caméras de surveillance (Centres sportifs de Chavannes et de la Tuilière ainsi qu'à la piscine de Mon-Repos).

Dans le domaine de l'Internet, l'unité gère 12 sites, pour la plupart liés aux manifestations sportives.

L'unité a été également très active cette année dans la production et la réalisation de vidéos promotionnelles ou de présentation (campagnes «Lausanne la sportive» et «femmes et sports», Sport City, Urban Training, promotion des sportives et sportifs lausannois méritants).

Manifestations et activités sportives

L'année a été marquée pour l'unité «Manifestations et activités sportives» par la reprise de ses activités traditionnelles après l'annulation, en 2020, de pratiquement tous les événements sportifs dont l'unité assure le secrétariat général. Cette reprise s'est faite dans des conditions particulières, en lien, bien évidemment avec la situation épidémiologique. Voici les événements qui ont pu être menés à bien:

- «Les Escapades Lausannoises» Courses virtuelles du 12 mars au 9 avril: deux boucles, audio-guidées à parcourir en marchant, en famille ou pour un entraînement léger de course à pied, ont été proposées au travers de l'application *Runnin'City*: «La Petite Fugue» (6,7 km au sud de la ville) avec les anecdotes de Pierre Corajoud et «La Requinquante» (9,5 km au nord) guidée par les imitations de Yann Lambiel.
- «Panathlon Family Games» du 23 mai: organisé en partenariat avec Lausanne Région et le Panathlon Club Lausanne et en collaboration avec les associations et clubs sportifs locaux. Après son annulation en 2020, cette dixième édition des Panathlon Family Games a, pandémie oblige, dû être complètement repensée. Seuls les enfants ont pu y participer sur inscription et en lieu et place des rives du Léman, les activités se sont déroulées au Stade olympique de la Pontaise, au Stade des Marronniers, au Centre sportif de la Tuilière et à celui du Vieux-Moulin. Plus de 500 enfants ont ainsi pu renouer avec la pratique sportive.
- «20KM de Lausanne»: après une édition annulée en 2020, deux événements ont été organisés en 2021: les «20 kils connectés», du 4 avril au 9 mai, et la 39^e édition des «20 KM de Lausanne». Les «20 kils connectés» permettaient de choisir quatre parcours audio-guidés de distances différentes à effectuer dans le sud de la Ville à n'importe quel moment et de façon libre et gratuite.
Reportée à l'automne, l'édition «physique» des «20 KM de Lausanne» s'est déroulée sur six jours (22, 25, 26 et 29 septembre, 2 et 3 octobre), sur des parcours ne nécessitant aucune fermeture de route et avec l'exigence du certificat COVID pour les participants et participantes. Compte tenu de la situation sanitaire et en comparaison avec les autres courses à pied organisées en Suisse, les 8'085 personnes inscrites (6'215 franchissant effectivement la ligne d'arrivée) constituent un excellent résultat.
- «Journée Lausannoise du Vélo» (JLV): en lieu place de la JLV qui n'a pas pu avoir lieu, de juin à septembre, une chasse au trésor ouverte à toutes et tous et accessible en tout temps a été organisée dans les Bois du Jorat, ainsi qu'un parcours d'orientation à VTT. Le 6 juin, date originellement prévue pour l'édition 2021 de la JLV, des sorties à vélo ont été organisées.
- «Course Lausanne Capitale Olympique»: cet événement s'est également mis en mode connecté du 23 juin à la rentrée scolaire d'août. Un parcours de 7 km audio-guidé avec les voix de M. Thomas Bach, président du CIO, de M^{me} Virginie Faivre, athlète olympique et présidente du comité d'organisation des JOJ d'hiver de 2020 à Lausanne, ainsi que de nombreux athlètes olympiques, a été proposé sur smartphone du 23 juin à fin août.
- «Triathlon de Lausanne» des 28 et 29 août: après deux éditions internationales (dont les championnats du monde de la discipline en 2019) et une annulation pour cause de pandémie, le Triathlon de Lausanne retrouvait un format populaire et régional. Cette 27^e édition a été l'occasion d'accueillir 1'130 participants pour une édition renouvelée (nouvelles lignes de départ et arrivée, et nouvelles épreuves).
- Le «Tournoi de volleyball Interservices» fêtait ses dix ans le 10 septembre. 33 équipes formées de membres de l'administration communale (21 services issus des sept directions étaient représentés) et du Conseil communal y ont participé.
- «Christmas Run» du 11 décembre: Ce n'est pas la situation épidémiologique mais bien les conditions météorologiques qui ont eu raison de l'édition 2021 de la Christmas Run. Les fortes chutes de neige (20 cm à Lausanne) de la veille et les températures négatives le jour de la course ne permettaient pas de garantir la sécurité des participants et participantes, qui ont vu leurs frais d'inscription intégralement remboursés.

Durant l'année sous revue, l'unité «Manifestations et activités sportives» a également œuvré à l'organisation et à la tenue de différents programmes:

- «Volontaires Sportifs Lausannois»: après une année 2020 où seules 4 manifestations ont fait appel au programme, en 2021, 17 manifestations sportives ont pu en profiter. Au 1^{er} décembre 2021, 1'168 bénévoles étaient inscrites et inscrits actives et actifs (1'074 au 01.12.2020) au sein de ce programme.
- «Sports-Passion»: durant l'année scolaire 2020/2021, 45 activités sportives ont été proposées le mercredi après-midi aux élèves des écoles lausannoises, réparties en cinq périodes et représentant 937 heures d'enseignement, dispensées par 79 monitrices et moniteurs; 3'341 élèves (3'162 en 2019/2020) ont pu en bénéficier.
- «Sport Bien-Etre» a pour but la promotion de l'activité sportive au sein du personnel de l'administration communale. Durant la saison 2020/2021, 138 personnes (160 pour 2019/2020) ont pu découvrir une des huit activités proposées. Les cours ont cependant été interrompus dès novembre 2020 jusqu'à la fin de la saison en raison de la pandémie. Pour la 21^e édition de 2021/2022, 106 personnes se sont déjà engagées à démarrer une activité.

Piscines et patinoires

Piscines de plein air

Malgré la situation sanitaire, les piscines ont pu être ouvertes tout au long de la saison. Toutefois, des conditions météorologiques défavorables tout au long de l'été ont eu pour effet une forte baisse de la fréquentation.

Ouverte comme prévu le 15 mai, l'exploitation de Bellerive-Plage a été prolongée jusqu'au 12 septembre, soit un total de 121 jours. Toutefois, en raison de la météo, le nombre d'entrées, 135'064 en 2021 contre 152'776 en 2020, a subi une baisse de 11.5%. Sur juillet, la différence est même de 33.6% entre 2020 et 2021. Ces chiffres se retrouvent également dans les ventes d'abonnement des piscines régionales avec 831 unités vendues (contre 1'277 en 2020, soit une baisse de 34.93%) et de cartes multi-entrées (1'118 unités vendues en 2021 contre 1'225 en 2020, soit une baisse de 8.7%).

L'espace ludique pour les enfants, l'offre bien-être avec des équipements «spa» dans le bassin non-nageurs et le parc aquatique connaissent toujours le même succès. Le parc aquatique a accueilli 13'398 personnes pendant la saison, soit pratiquement 9% de plus qu'en 2020. Le club de plongée a fait découvrir ce sport et a formé quelque 254 personnes (+17% par rapport à 2020 et +43.5% par rapport à 2019). Bellerive-Plage a été au cœur de l'édition 2020 du Triathlon de Lausanne et a accueilli, le 19 septembre, 12'000 personnes venues assister au *Red Bull Flug Tag*.

La date d'ouverture de la piscine de Montchoisi a été avancée au 8 mai, permettant ainsi à la population de reprendre des activités aquatiques, sportives et de détente. Ouverte du 8 mai au 5 septembre, la piscine a enregistré 53'315 entrées en 121 jours d'exploitation contre 43'318 entrées en 75 jours d'exploitation en 2020 (63'826 en 2019). Une baisse de 24.1% de la fréquentation est constatée pour 2021 (440 entrées/jour) par rapport à 2020 (580 entrées/jour). Une forte hausse (+26.8%) de la vente des abonnements (donnant accès également à Bellerive-Plage et aux autres piscines de la région lausannoise (Prilly, Pully et Renens)) a été observée, sans doute un report des ventes d'abonnements de Bellerive en raison de l'ouverture anticipée de Montchoisi. La vente des cartes multi-entrées a également connu une forte hausse (+44.7%).

Les quatre piscines de quartier (Bellevaux, Boisly, Montétan et Vieux-Moulin), ouvertes du 22 mai au 23 août, ont également connu une fréquentation des plus moyennes en raison de la météo. Compte tenu de l'amélioration de la situation sanitaire, des animations ont pu être mises en place à la piscine de Boisly (jeux aquatiques) et des cours de natation ont pu être organisés dans cette piscine ainsi que dans celle de Montétan.

Mon-Repos

Comme en 2020, les périodes d'ouverture et de fermeture se sont succédées et ont été accompagnées d'un lot important de contraintes pour les utilisateurs et utilisatrices. Mon-Repos a pu être exploitée durant 160 jours en 2021, contre 223 jours en 2020 et 300 jours usuellement avant la pandémie. Durant cette période d'exploitation, 60'937 entrées ont été comptabilisées, soit 381 entrées/jour (contre 442 en 2020 et 740 en 2019). A l'exception des championnats vaudois de plongeon, de deux tournois de water-polo juniors et des «24 heures de natation», l'ensemble des manifestations prévues à Mon-Repos a été annulé en raison de la persistance de la crise sanitaire. Celle-ci a, bien évidemment, eu des conséquences sur la fréquentation des cours dispensés par l'Ecole de natation de Mon-Repos: 482 personnes (1'280 en 2019) ont suivi 1'107 heures de cours privés, semi-privés ou en groupe (2'577 heures en 2019).

Patinoires

En 134 jours d'exploitation (du 2 janvier au 7 mars et du 23 octobre au 31 décembre), tous usagers confondus (patin individuel payant, école ou membre d'un club de patinage, de hockey ou de broomball), la patinoire

de Montchoisi a enregistré 28'365 entrées (dont 8'172 élèves des écoles lausannoises), soit une baisse de 27.2% par rapport à 2020 (38'948, contre 55'026 entrées en 2019) en raison des mesures sanitaires (limitation du nombre de personnes sur les surfaces de glaces, voire accès réservé aux moins de 16 ans). De plus, 102 matches et entraînements de hockey, 71 rencontres de championnat suisse de broomball et 231 heures de patinage artistique et de short track ont été organisés à Montchoisi.

La patinoire de la Pontaise n'a pu être exploitée que 89 jours contre 133 jours en 2020 (138 jours en 2019). De ce fait, seules 9'075 entrées ont été enregistrées (dont 5'684 élèves des écoles lausannoises), contre 13'574 en 2020 (4'554 élèves), soit une baisse de 33.1% d'une année à l'autre.

Sport associatif et sport pour toutes et tous

L'unité «Sport associatif et sport pour toutes et tous» a fêté le 1^{er} juin 2021 sa première année d'existence. L'année a été marquée par l'initiation, le lancement et la mise en œuvre de nouvelles démarches et prestations dans le domaine du sport pour toutes et tous et de la promotion de l'activité physique, par un soutien particulier au monde du sport associatif fortement impacté par la pandémie de Covid-19 et par le développement des activités de l'unité en matière de promotion de l'égalité des genres dans le sport.

Parmi les réalisations marquantes, on peut mentionner:

- le «Fonds communal pour le développement de l'activité physique et du sport pour toutes et tous». Ce fonds a pour but de susciter et soutenir des initiatives citoyennes ou issues du monde associatif permettant le développement de l'activité physique et sportive au sein de la population, la promotion de l'égalité des genres dans le sport ou le développement de la pratique sportive chez les femmes. En 2021, six projets ont obtenu un soutien financier dont cinq projets soutenus verront le jour en 2022. Le sixième, le projet-pilote «Seniors en forme», porté par Pro Senectute Vaud, a permis la mise sur pied de 24 séances d'activité physique adaptées, gratuites et dispensées dans les parcs du 5 juillet au 27 août 2021. Au total, 515 personnes, dont 443 femmes, y ont participé.
- le lancement d'un plan d'action pour promouvoir la pratique sportive des femmes et atteindre l'égalité entre les sexes dans le sport d'ici 2026. Publié le 26 mai 2021, le rapport «La politique sportive à l'épreuve du genre» dresse le bilan des principaux facteurs qui influencent l'accès des femmes à la pratique sportive et présente un catalogue de 19 actions et 61 mesures s'articulant autour de quatre axes stratégiques (gouvernance, finances, pratique sportive, sensibilisation et communication). A la suite de la publication du rapport, dix mesures concrètes ont déjà été mises en place cette année, dont l'intégration de nouveaux indicateurs liés au genre dans le cadre de la collecte de données auprès des associations et clubs sportifs et des manifestations sportives gérées par le Service des sports; l'intégration dans les décisions d'octroi de subvention d'une nouvelle clause mentionnant la prise en compte de l'égalité de traitement entre les sexes et l'obligation de collecter les données sexuées; la création et la diffusion le 7 juin 2021 d'une campagne de sensibilisation intitulée «Laissons les stéréotypes au vestiaire!» et la promotion des outils de lutte contre le harcèlement de rue développés par la Ville de Lausanne auprès des clubs et associations sportives ainsi que sur les réseaux sociaux.
- la participation à l'organisation de la journée portes-ouvertes du site de Beaulieu le samedi 13 novembre afin de promouvoir le projet «Les halles sportives de Beaulieu». Dans ce cadre, trois cours collectifs gratuits de Zumba, Yoga et BodyCombat, ont été proposés à toutes et tous.
- «Mérites sportifs lausannois». La soirée des récompenses aux sportives et sportifs lausannois méritants 2021 a réuni l'élite du sport lausannois le lundi 29 novembre au Casino de Montbenon. Pas moins de 116 athlètes (50 femmes, 66 hommes) issus de 20 clubs ont été récompensés et récompensées pour avoir obtenu un titre national ou réalisé une performance de niveau international. En continuité de la soirée et durant tout le mois de décembre 2021, l'unité a également mis sur pied une campagne de communication sur les réseaux sociaux afin de promouvoir et mettre en avant les athlètes et les clubs méritants.

Sport international

Les fédérations et les organisations sportives internationales (FOSI) ont été touchées de plein fouet par la crise sanitaire, tant dans leur fonctionnement, que dans leurs activités. La tenue des Jeux Olympiques et paralympiques à Tokyo en juillet et août 2021 a permis aux FOSI de retrouver une certaine sérénité, en particulier, financière. L'unité sport international en collaboration avec son homologue du Canton de Vaud a accompagné et joué un rôle majeur de soutien et de relais auprès des FOSI lors de la mise en œuvre des mesures prises par les autorités. Elle a aussi porté une attention toute particulière à la situation de chacune des FOSI établies dans notre ville, afin de maintenir, voire développer les contacts entre elles et la Capitale olympique.

Le programme annuel de formation continue proposé aux 60 FOSI installées dans le Canton de Vaud s'est déroulé en ligne et a rencontré un franc succès, avec une participation record de près de 600 personnes, issues des différentes organisations sportives internationales. Cette offre unique de huit séminaires permet aux personnes travaillant dans ces organisations d'apprendre, d'échanger et de partager les bonnes pratiques en termes de management du sport. L'organisation des séminaires est également une occasion unique de mettre en avant les différents acteurs et experts issus de notre écosystème.

L'unité a invité les FOSI à participer au congrès Smart Cities et Sport Summit 2021, qui s'est tenu à Copenhague les 23 et 24 novembre 2021 et dont le but est le développement de stratégies dites intelligentes («smart») reliant sport et villes. S'adressant aux représentantes et représentants de villes et de régions du monde entier, ce congrès permet aux FOSI de créer des liens et de rencontrer des villes en quête d'événements sportifs. L'édition 2022 de ce congrès aura lieu à Lausanne.

Surfaces sportives

En dehors des horaires scolaires (dès 18h00 en semaine et les week-ends), les quatre centres omnisports de la Ville permettent de pratiquer les principaux sports de salle et d'organiser des événements exceptionnels. De plus, ces centres sont régulièrement mis à disposition des jeunes des quartiers concernés, encadrés par des collaborateurs et collaboratrices du SGEJQ. En raison de la pandémie, les salles et piscines des Bergières, de Grand-Vennes, de la Vallée de la Jeunesse et du Vieux-Moulin ont vu leur exploitation modifiée à de nombreuses reprises, afin de s'adapter aux mesures sanitaires.

Malgré la pandémie, 136'307 cartouches ont été tirées (soit légèrement plus qu'en 2019), grâce au retour des tirs militaires et de la tenue de plusieurs concours au stand de tir de Vernand. Dans sa séance du 24 juin 2021, la Municipalité a décidé de confier, avec effet au 1^{er} janvier 2022, la gestion de Vernand au Corps de police permettant ainsi de nouvelles approches dans le développement de cet équipement, en particulier au profit des corps constitués (polices, gendarmerie, douanes, etc.).

Les vestiaires de Mauvernay, situés au Chalet-à-Gobet, ont dû être fermés du 1^{er} janvier au 1^{er} mars en raison de la pandémie; ils ont été très utilisés durant le reste de l'année.

Depuis l'hiver 2013-2014, une convention était signée avec la société Télé Leysin-Les Mosses-La Lécherette SA, permettant à cette dernière l'exploitation du remonte-pente de Mauvernay. En lien avec le dérèglement climatique (manque de neige) et les conditions sanitaires, tout comme en 2020, en 2021, le remonte-pente n'a pas pu être exploité. Au vu de ces difficultés, Télé Leysin-Les Mosses-La Lécherette SA a décidé de ne pas renouveler la convention et de renoncer à l'exploitation du remonte-pente.

L'accès des vestiaires et des douches du Stade Pierre-de-Coubertin mis à disposition des clubs et du public a été fortement réduit en raison des mesures de lutte contre la pandémie. Toutefois, contrairement à 2020, diverses manifestations ont pu y être organisées, dont plusieurs meetings d'athlétisme.

A Vidy, une attention toute particulière a été portée au respect des mesures de lutte contre la pandémie par les pratiquants et pratiquantes de sports urbains, de beach-volley, de basketball ou de handball de la «Place du Fair-Play».

Enfin, il convient de rappeler qu'en temps normal plus de 200 équipes de football, toutes catégories confondues, utilisent de façon quasi quotidienne le Centre sportif de la Tuilière et les installations dédiées à la pratique du football de la Pontaise, du Bois-Gentil, de Chavannes et de Vidy. Après l'arrêt quasi complet de l'ensemble des activités liées à ce sport (à l'exception des championnats professionnels) en 2020, la seconde moitié de 2021 a vu une reprise progressive, y compris des championnats et le retour, sous conditions, du public.

Unité technique

Dans le cadre de ses missions quotidiennes, l'unité a participé à des études et a œuvré à la réalisation d'équipements et des travaux d'entretien sur l'ensemble du parc d'installations du Service des sports. Cependant,

les contraintes liées à la crise sanitaire ont eu pour conséquences d'importants retards sur l'ensemble des chantiers en cours.

Les importants travaux devant permettre la prolongation de la capacité opérationnelle du Stade olympique de la Pontaise¹ jusqu'en 2026 ont pu, malgré les aléas dus à la pandémie, débuter et se poursuivre tout au long de 2021.

En 2021, l'unité technique a aussi effectué de nombreux travaux d'entretien, de modernisation et de transformation de diverses installations sportives. Dont, par exemple, la rénovation complète des WC publics du Centre sportif de Mauvernay ou l'assainissement et le remplacement de l'éclairage des bassins de la piscine de Mon-Repos.

L'unité technique a débuté ou mené de nombreuses études, dont celles en vue de la réalisation des vestiaires féminins du Centre sportif de Chavannes², ou pour l'assainissement, la réfection et la transformation du réseau sanitaire de la piscine de Mon-Repos, travaux qui feront l'objet d'une demande de crédit d'ouvrage en 2022.

L'étude générale de l'état des piscines du Service des sports³ a été confiée à un bureau spécialisé de la place. Toutefois, en raison de la pandémie, ses conclusions n'ont pu être fournies que dans le deuxième semestre de 2021 et feront l'objet d'une planification de travaux (ampleur, coûts, durée, etc.) durant l'année 2022 en vue d'une demande ultérieure de crédit d'ouvrage.

Au travers de son groupe «support opérationnel», l'unité a également appuyé l'organisation (montage/démontage des infrastructures, manutention, transports, etc.) des manifestations qui ont pu être organisées en 2021. Elle a également soutenu l'Etat-major Directives d'intervention en cas d'accident majeur (EM DIAM) pour la signalisation des zones à forte affluence, ainsi que l'EMCC (Etat-major cantonal de conduite) avec la mise à disposition et la mise en place de matériel nécessaire au centre de vaccination de Beaulieu. Ces collaborateurs ont également assuré l'exploitation de la patinoire de la Pontaise durant ses 88 jours d'ouverture. Les ouvriers professionnels (installateur sanitaire, maçon-carreleur, mécanicien-serrurier) sont, quant à eux, intervenus plus de 450 fois sur les différentes installations sportives, que ce soit pour des travaux d'entretien réguliers ou des interventions urgentes.

Enfin, conformément aux engagements figurant dans le préavis N° 2013/31⁴ d'informer le Conseil communal de l'exécution de travaux non prévus dans la demande de crédit-cadre, les opérations suivantes ont dû être réalisées dans le cadre du préavis N° 2018/58 «Assainissement et entretien d'installations sportives. Demande de crédit-cadre 5° étape (2018-2021)»:

Piscines et patinoires: Mon-Repos, isolation de la tour de service; Patinoire de la Pontaise, remplacement du système de chauffage des vestiaires et audit «Grands consommateurs d'énergie»; Stade olympique de la Pontaise: Création d'un terrain d'échauffement; Terrains de football: Chalet-à-Gobet, remplacement de l'éclairage des terrains CSRV; Zone sportive de Vidy: Remplacement de la quatrième «bulle» du Stade-Lausanne Tennis Club.

Le coût et la justification de chacune de ces opérations figurent dans le préavis N° 2021/18, «Assainissement et entretien d'installations sportives. Demande de crédit-cadre 6° étape (2022-2026)», au chapitre 5.1 «Travaux réalisés non prévus dans le préavis N° 2018/58».

¹ préavis N° 2020/29, «Métamorphose. Stade olympique de la Pontaise. Travaux d'assainissement, de réfection, d'amélioration et de remplacement d'équipements. Demande de crédit d'ouvrage»

² préavis N° 2021/18, «Assainissement et entretien d'installations sportives. Demande de crédit-cadre 6° étape (2022-2026)» adopté par le Conseil communal le 28 septembre 2021

³ préavis N° 2018/58, «Assainissement et entretien d'installations sportives – demande de crédit-cadre 5° étape (2018-2021)»

⁴ préavis N° 2013/31, «Assainissement et entretien d'installations sportives. Demande de crédit-cadre.»

Service social lausanne (SSL)

Principales missions du service

Garantir le minimum vital

- prestation financière du revenu d'insertion (RI);
- enquêtes et perception d'indus;
- plaintes et dénonciations pénales pour fraude.

Accueillir les Lausannoises et Lausannois en difficulté sociale et les aider à regagner leur autonomie

- information et orientation sociale;
- appui social pour une aide, un soutien et des conseils;
- mesures d'insertion socioprofessionnelle;
- accès à la formation des jeunes de 18-25 ans;
- aide sociale au logement;
- assainissement financier et gestion des dettes;
- formations en compétences de base;
- courses de loisirs subventionnées en faveur de personnes à mobilité réduite.

Couvrir les besoins vitaux des personnes en situation de grande précarité

- aide sociale d'urgence (accueil de jour, hébergement, accueil de nuit, aide alimentaire).

Réduire les risques liés à la consommation de drogues, favoriser l'insertion et la thérapie

- dispositif addictions (échange de matériel stérile, appui socio-éducatif, Espace de consommation sécurisé).

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Action sociale	33.75	30.05	34.85	30.25
Aide sociale d'urgence	6.85	6.60	1.30	*1.50
Direction domaine RI	2.00	2.00	2.00	2.00
Direction domaine social	3.85	3.70	3.85	3.70
Direction domaine spécialistes	2.30	2.40	–	–
Direction domaine support	1.50	1.50	1.50	1.50
Direction SSL	2.50	2.50	3.90	2.00
Dispositif addiction	0.70	0.70	0.70	0.70
Enquêtes et contentieux	12.85	11.60	13.00	11.60
Finances	2.30	2.30	2.30	1.50
Formation et Progrès RI	10.10	9.80	–	–
Hébergement d'urgence	–	–	6.00	*6.30
Info sociale – SSL	9.85	9.70	10.05	9.90
Informatique	0.60	0.60	0.60	0.60
Insertion	7.80	6.30	7.80	6.30
Institutions subventionnées	1.00	0.60	0.60	0.60
LAMal et permanence sociale	1.30	–	–	–
L'Espace	–	–	6.10	6.10
Organisation & documentation	1.70	1.70	1.80	1.50
Réception RI	17.00	15.70	16.80	14.00
Revenu insertion	71.00	62.20	80.60	70.90
RH – SSL	4.60	3.90	4.60	3.60
Stats & mobilité	1.00	1.00	1.00	1.00

Unité assainissement finances	6.50	*6.5	6.50	5.30
Unité commune	15.15	14.50	15.15	10.70
Unité de soutien	11.20	8.80	11.00	9.40
Unité Jad	9.80	8.80	9.80	8.70
Unité juridique	3.00	3.00	2.40	2.20
Unité logement	23.85	21.70	27.75	24.90
Total service	264.05	231.65	271.95	236.75

* une collaboratrice en congé non payé à 1 ept

- L'unité «Lamal et permanence sociale» n'existe plus en tant que telle, les ept sont rapatriés à «l'action sociale»
- La sur-affectation de 0.2 ept correspond à la note à la Municipalité concernant le remplacement du poste de secrétaire générale de la direction SCS
- La «direction domaine spécialistes» n'existe plus en tant que telle, les ept sont rapatriés à «l'unité logement» et à la «direction SSL»
- L'unité «formation et progrès» n'existe plus en tant que telle, les ept sont rapatriés au domaine «revenu insertion»
- L'unité «hébergement d'urgence» à une dotation de 6 ept et la sur-affectation de 0.3 ept correspond à la note à la Municipalité concernant le remplacement en cascade du poste de secrétaire générale de la direction SCS
- Concernant l'unité «RH-SSL», il s'agissait d'un prêt temporaire, restitution des 0.1 ept au domaine «revenu insertion»

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	7.90

Il s'agit de la dotation allouée dans le cadre de la note à la Municipalité pour le projet St Martin

Personnel fixe (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Action sociale	41	30.05	42	30.25
Aide sociale d'urgence	8	6.60	2	1.50
Direction domaine RI	2	2.00	2	2.00
Direction domaine social	4	3.70	4	3.70
Direction domaine spécialistes	3	2.40	-	-
Direction domaine support	2	1.50	2	1.50
Direction SSL	3	2.50	2	2.00
Dispositif addiction	1	0.70	1	0.70
Enquêtes et contentieux	13	11.60	13	11.60
Finances	3	2.30	2	1.50
Formation et Progrès RI	12	9.80	-	-
Hébergement d'urgence	-	-	8	6.30
Info sociale – SSL	12	9.70	12	9.90
Informatique	1	0.60	1	0.60
Insertion	9	6.30	9	6.30
Institutions subventionnées	1	0.60	1	0.60
L'Espace	-	-	7	6.10
Organisation & documentation	3	1.70	2	1.50
Réception RI	20	15.70	18	14.00
Revenu insertion	70	62.20	83	71.80
RH – SSL	5	3.90	5	3.60
Stats & mobilité	1	1.00	1	1.00
Unité assainissement finances	9	6.5*	8	5.30
Unité commune	18	14.50	13	10.70
Unité de soutien	12	8.80	*13	9.40
Unité Jad	10	8.80	10	8.70
Unité juridique	4	3.00	3	2.20
Unité logement	26	21.70	29	24.00
Total service	293	231.65	293	236.75

* une collaboratrice en congé non payé à 1 ept

- La «direction domaine spécialistes» n'existe plus en tant que telle, les ept sont rapatriés à «l'unité logement»
- L'unité «formation et progrès» n'existe plus en tant que telle et à rejoint le domaine «revenu insertion»
- A l'unité de «soutien», il est indiqué 13 personnes au 31.12.2021 cependant une personne à 2 contrats différents au sein de cette même unité

Apprenties et apprentis

	31 décembre 2020	31 décembre 2021
Unité administrative	nb	nb
Direction domaine social	1	1
Unité de soutien	1	1
Total service	2	2

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	25	23
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	2
Total service	25	25

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	3
Convention de départ	1
Décès	1
Démission	12
Départ à la retraite	2
Fin de contrat	1
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	1
Licenciement fin droit trait. 24 mois	4
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	25

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	22	0.98
Auxiliaires mensualisé·e·s	26	11.29
Auxiliaires payé·e·s au forfait	20	*
Total service	68	12.27

* information indéterminée car à la tâche

Organisation

Le Service social Lausanne (SSL) est le Centre social régional (CSR) pour la région d'action sociale de la commune de Lausanne, selon la loi sur l'action sociale vaudoise (LASV) – il est à ce titre l'autorité d'application.

Les tâches qui lui sont attribuées dans ce cadre sont financées par une subvention cantonale, calculée en fonction du nombre de dossiers RI financés. Ces tâches concernent, notamment, l'information, l'appui social et l'insertion pour les Lausannoises et Lausannois en difficulté sociale, la garantie du minimum vital par la décision et le versement de la prestation financière du revenu d'insertion (RI) et l'insertion professionnelle en collaboration avec l'Office régional de placement (ORP).

Le SSL offre également des prestations sociales communales qui complètent l'action sociale vaudoise et qui sont développées dans le cadre de la politique sociale de la Ville. Il s'agit de:

- l'aide au logement
- l'assainissement financier
- l'acquisition de compétences de base pour les adultes
- l'aide aux personnes à mobilité réduite
- l'aide sociale d'urgence pour les personnes en grande précarité
- la réduction des risques liés à la consommation de drogues.

Evènements marquants

Evolution de l'aide sociale à Lausanne

L'évolution économique favorable de 2021 de la région lausannoise et la prolongation des mesures fédérales ont eu pour effet une diminution continue du recours à l'aide sociale. Malgré cette évolution favorable, des personnes à faibles revenus et aux conditions d'emploi et statuts de séjour précaires se situant juste au-dessus des normes de l'aide sociale restent touchées par la crise. Cette réalité se reflète notamment dans le recours à l'aide alimentaire et des besoins en places d'hébergement d'urgence.

Ouverture du bâtiment à vocation sociale de Saint-Martin

Depuis le 1^{er} juin 2021, l'immeuble de Saint-Martin regroupe des prestations délivrées par la Ville et la Fondation Mère Sofia en faveur des personnes en situation de précarité, voire sans domicile. 37 appartements sociaux, de 1 à 5 pièces, et 30 chambres réparties dans six appartements communautaires permettent d'accueillir les ménages lausannois sans solution de logement. Un nouvel hébergement d'urgence géré par le SSL, l'Etape, offre 41 places supplémentaires tout au long de l'année pour les personnes sans domicile. Le Bureau de réservation pour les hébergements d'urgence y a trouvé place ainsi que l'accueil de jour, l'Espace, qui occupe la grande salle au rez-de-chaussée avec une consigne à bagages. Enfin, la Soupe populaire de la Fondation Mère Sofia déploie ses activités également au rez-de-chaussée.

Hébergement d'urgence hivernal

Le 1^{er} décembre, le SSL a ouvert son hébergement d'urgence hivernal à la Borde 47, bâtiment mis à disposition de la Ville par la Société coopérative d'habitation Lausanne (SCHL) sous la forme d'un prêt à usage, jusqu'à sa démolition prévue au printemps 2023. 42 places supplémentaires, gérées par le personnel du service social, sont proposées jusqu'au 30 avril 2022 et viennent compléter le dispositif lausannois. Ce dispositif peut ainsi accueillir durant la période hivernale jusqu'à 240 personnes dans les lieux d'accueil suivants: la Marmotte, gérée par l'Armée du Salut avec 31 places, le Sleep In, géré par l'association du même nom avec 26 places, l'Etape Saint-Martin et la Borde, gérés par le service social avec respectivement 41 et 42 places, et le Répit géré par la Fondation Mère Sofia avec 100 places.

Centre cantonal de compétence Indépendant RI (CCI-RI)

Le 4 janvier 2021, le Centre de compétence indépendants RI (CCI RI) du SSL a ouvert ses portes. Il s'agit d'un mandat de la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) donné au SSL, sous la forme d'un projet-pilote, afin de traiter l'ensemble des dossiers des personnes exerçant une activité indépendante du canton de Vaud. Le CCI RI effectue l'instruction des dossiers, dont l'analyse de la viabilité de l'entreprise, et rend un préavis quant au droit RI. Il effectue également la révision des dossiers après six mois. La décision RI reste quant à elle de la compétence du Centre social régional (CSR) concerné. Le CCI RI met également à disposition une permanence pour répondre aux questions spécifiques du personnel des CSR et dispense des formations sur la gestion des dossiers indépendants.

Mise en production du nouveau système d'information MAORI

Le 7 juin 2021, le nouveau système d'information MAORI (mesure, assistance, orientation et revenu d'insertion) du canton est entré en production après deux ans et demi de travaux de développement et une phase intense de formation du personnel. La mise en production s'est faite avec succès pour la délivrance des prestations sans impact pour les bénéficiaires. Plusieurs travaux sont encore en cours, dont le développement des outils de monitoring. Le SSL a contribué de manière importante aux travaux préparatoires et a mis en place un support de première ligne au sein du service pour le personnel. Ce changement a représenté un effort global important pour les collaboratrices et collaborateurs du SSL.

Principales activités 2021

Garantir le minimum vital

Domaine revenu d'insertion

Le revenu d'insertion (RI) est un régime cantonal d'aide sociale. Il comprend une prestation financière ainsi que des mesures d'insertion socioprofessionnelle. La prestation financière a pour but de venir en aide aux personnes dépourvues des moyens nécessaires à la satisfaction de leurs besoins indispensables pour mener une existence conforme à la dignité humaine. Elle est subsidiaire à l'aide des parents si ceux-ci sont dans l'aisance, aux prestations des assurances sociales fédérales, cantonales ou communales et aux gains que la requérante ou le requérant pourrait réaliser soi-même en recherchant un emploi.

Evolution de la demande du RI – Dépenses et nombre de dossiers

Evolution des dossiers des régimes cantonaux



Après la péjoration du marché de l'emploi engendrée en 2020 par la crise sanitaire, ce dernier s'est sensiblement détendu en 2021. Cette embellie s'observe aussi au CSR de Lausanne, où le nombre mensuel moyen de dossiers RI a diminué de 5.6% entre 2020 et 2021, et celui des bénéficiaires RI de 4.8% dans le même temps (décembre 2020: 6'372 bénéficiaires; décembre 2021: 6'068 bénéficiaires). Toutes les catégories d'âge des bénéficiaires RI enregistrent une diminution de leurs effectifs entre ces deux années, à l'exception des mineures et mineurs dont le nombre s'accroît de 2.9% et qui représentent 27.6% de la totalité des bénéficiaires suivis. Cet accroissement est imputable à l'augmentation du nombre de mineures et mineurs vivant dans les ménages monoparentaux.

Les ménages monoparentaux (mineures et mineurs compris) regroupent 32.1% de la totalité des bénéficiaires RI et 71.3% de toutes les mineures et mineurs suivis par le CSR. Ce type de ménage est par ailleurs le seul à voir sa population croître (+2.3%).

Le nombre de bénéficiaires vivant seuls diminue de 8.7% et représente 67.7% de l'ensemble des bénéficiaires adultes suivis (décembre 2021: 4'393 bénéficiaires adultes sur 6'068).

Enfin, la diminution de l'effectif des bénéficiaires se produit presque exclusivement au sein de ceux de nationalité suisse (-8.7%), celui des bénéficiaires étrangers ne diminuant que de 0.5%. Ceci est explicable par le moindre degré de formation, et donc d'employabilité, chez les bénéficiaires étrangères et étrangers ainsi qu'au fait que ces dernières et derniers vivent plus fréquemment dans des ménages avec enfants nécessitant dès lors un revenu plus important pour accéder à l'autonomie financière et sortir du RI.

Année	Dépense brute (CHF)	Evolution en %	Encaissement (CHF)	Evolution en %	Dépense nette (CHF)	Evolution en %
2016	124'607'671.99	+1.8	15'144'671.04	-13.0	109'463'000.95	+4.2
2017	122'257'332.53	-1.9	18'976'359.72	+25.3	103'280'972.81	-5.6
2018	121'929'689.83	-0.3	23'144'507.43	+22.0	98'785'182.40	-4.4
2019	117'625'604.01	-3.5	24'750'044.74	+6.9	92'875'559.27	-6.0
2020	117'908'159.95	+0.2	24'222'589.32	-2.1	93'685'570.63	+0.9
2021	111'830'554.16	-5.2	24'476'924.82	+1.0	87'353'629.34	-6.8

L'année 2021 a été marquée au niveau cantonal par la mise en production, le 7 juin 2021, du nouveau système d'information MAORI. Ce dernier faisant encore l'objet de travaux lors de la rédaction de ce rapport, il en découle que les données financières ci-dessus peuvent éventuellement faire l'objet d'une marge d'erreur minime.

Pour la même raison, la ventilation des dépenses selon la catégorie d'âge ou le type de ménage n'est pour l'heure pas possible. Il en va de même en ce qui concerne la répartition des encaissements selon la provenance de ceux-ci.

On observe toutefois une diminution de la dépense RI brute de 5.2% entre 2020 et 2021, soit un recul similaire à celui du nombre annuel moyen de dossiers payés exposés plus haut, ainsi que de celui du nombre de bénéficiaires. En outre, le montant important des encaissements déduit de celui de la dépense brute entraîne une chute de la dépense nette de près de 7%.

La dépense brute de 2021 est la plus basse enregistrée depuis 2010, et la dépense nette n'a jamais été aussi faible depuis 2008.

Centre cantonal de compétence Indépendant RI (CCI-RI)

Ouvert depuis janvier 2021, le CCI-RI effectue l'instruction des dossiers dont l'analyse de la viabilité de l'entreprise et rend un préavis quant au droit RI de l'ensemble des dossiers des personnes exerçant une activité indépendante du canton de Vaud. Il effectue également la révision des dossiers après six mois et offre une ligne de soutien aux professionnels des CSR.

	2020
Demandes adressées au CCI-RI durant l'année	192
— dont demandes de Lausanne	79
Dossiers analysés durant l'année	172
— dont analyses de Lausanne	71
Révisions de dossiers après 6 mois	nd
— dont révisions de Lausanne	
Interventions hotline et soutien aux professionnels	165

Ces données reflètent la première année d'activité du CCI-RI. Les directives valables durant la pandémie, qui tiennent compte des aides fédérales, ne permettent pas d'effectuer les révisions ordinaires après six mois.

Enquêtes et perceptions indues

	2017	2018	2019	2020	2021
Enquêtes demandées	143	143	117	91	79
Enquêtes menées	252	312	238	135	124
— dont enquêtes administratives	111	146	118	52	32

La baisse de volume des activités est liée au Covid-19 et à l'introduction, en juin 2021, du nouveau système d'information MAORI qui a mobilisé beaucoup de ressources.

Perceptions indues et restitutions

Année	Décisions d'indus établies (RI+ASV+RMR) en CHF	Montants restitués en CHF
2017	2'187'059.11	-1'213'277.79
2018	2'380'531.17	-1'360'974.57
2019	2'111'812.97	-1'158'536.35
2020	1'249'038.15	-1'167'505.08
2021	nd	nd

Le nouveau système d'information MAORI faisant encore l'objet de travaux, les données liées aux perceptions indues et restitutions ne sont pour l'instant pas disponibles.

Evolution des plaintes et dénonciations pénales pour fraude

	2017	2018	2019	2020	2021
Plaintes pénales (148a CP, escroquerie, faux dans les titres)	56	91	84	80	59
Dénonciations pénales préfectorales: fraudes sans astuce (contraventions à la LASV)	92	-	-	-	-
Plaintes pénales à rédiger	180	184	202	92	41

L'Unité juridique a déposé 59 plaintes pénales durant 2021 et est parvenue à se mettre à jour dans leur traitement et à maintenir une stabilité dans leur gestion. Il reste actuellement 41 plaintes à déposer dès obtention de l'ensemble des informations.

Accueillir les Lausannoises et Lausannois en difficulté sociale et les aider à regagner leur autonomie

Domaine information et action sociales (DAS)

Unité information sociale

L'Info sociale informe les Lausannoises et Lausannois sur les prestations sociales auxquelles ils et elles ont droit et les oriente vers les bonnes aides. L'unité offre également des appuis sociaux ponctuels.

	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre de consultations (permanences) à l'info sociale	5'523	5'297	5'138	4'626	4'620
Nombre de dossiers suivis par l'info sociale	854	734	666	544	739
Nombre de personnes ou ménages ayant reçu une aide casuelle	330	294	381	247	nd
— dont montant en CHF	550'886.-	535'603.-	684'248.-	538'910.-	

En 2021, malgré la situation sanitaire difficile, les collaborateurs et collaboratrices de l'Unité information sociale ont été en mesure d'accueillir en présentiel l'ensemble des Lausannois et Lausannoises demandant de l'aide, ainsi que des nouvelles et nouveaux requérants du RI.

Le nouveau système informatique MAORI faisant encore l'objet de travaux, les données liées à l'aide casuelle ne sont pas disponibles pour 2021.

Unités d'action sociale

Toutes les personnes domiciliées à Lausanne et confrontées à des difficultés sociales peuvent trouver une aide, un soutien et des conseils en sollicitant un appui social auprès d'une assistante ou d'un assistant social, après une évaluation des besoins. Dans un premier temps, un bilan social est réalisé. Sur la base de ce bilan, un plan d'action est proposé. Cet appui social peut avoir un caractère obligatoire pour les bénéficiaires du Revenu d'insertion (RI).

	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre de bilans sociaux établis	5'203	4'826	4'775	3'838	nd
Nombre de dossiers concernés	4'086	3'843	3'821	3'071	nd
Nombre de plans d'action personnalisés	3'849	3'459	3'350	2'916	nd
Nombre de prestations d'appui social généraliste prévues par les plans d'action	5'971	5'348	5'263	4'512	nd
Exemples de prestations					
— aide à la gestion budgétaire, conseils, dettes	253	190	149	104	nd
— aide à la gestion administrative (budget, paiements, courrier)	1'055	868	784	761	nd
— aide dans les démarches liées à la subsidiarité (démarches auprès des assurances sociales, notamment)	326	495	512	518	nd
— élaboration avec les bénéficiaires d'un projet d'insertion, le tester et le réaliser en assurant un suivi régulier	1'017	1'521	1'465	1'097	nd
— aide aux bénéficiaires atteints dans leur santé	1'238	1'202	1'269	1'001	nd

Bien que les chiffres 2021 ne soient encore disponibles, une augmentation régulière tout au long de l'année du nombre de dossiers d'appui social délivrés par les assistantes ou assistants sociaux a été observée et ceci malgré la diminution du nombre total des dossiers RI. Le besoin en appui social est évalué en fonction de chaque situation, tous les bénéficiaires RI ne nécessitant pas un appui social.

Nombre de mesures d'insertion socioprofessionnelle (MIS) offertes aux jeunes adultes en difficulté (JAD) et aux adultes pour l'ensemble des bénéficiaires du SSL

Des mesures d'insertion socioprofessionnelles sont mises sur pied par le canton pour favoriser l'insertion sociale des bénéficiaires du RI. Elles sont octroyées à la suite d'un bilan social effectué par une assistante ou un assistant social.

	2017	2018	2019	2020	2021
MIS standard (y compris MIS JAD)	1'075	806	741	773	nd
MIS individualisées (y compris MIS JAD)	589	595	629	519	343
MIS JAD de transition (dès 02.2017)	260	363	300	249	206

Le nombre de MIS individualisées a connu une diminution importante en 2021. Elle correspond en partie à la baisse du nombre de dossiers RI.

Unité JAD

Mis en place depuis le 1^{er} janvier 2017, le dispositif JAD⁵ valorise l'accès à la formation certifiée des jeunes adultes et évite le recours au revenu d'insertion. En 2021, 532 personnes ont été reçues (533 en 2020), dont 185 jeunes ayant démarré une mesure d'insertion sociale de transition (242 en 2020) et 86 (82 en 2020) ayant entamé une formation certifiée (CFC ou école).

Programmes de formation FORJAD – FORMAD

Le programme FORMAD est un programme pilote cantonal permettant à des personnes de 25 ans et plus de bénéficier, dans le cadre de leur apprentissage, d'un accompagnement par AccEnt du Centre vaudois d'aide

à la jeunesse (CVAJ). En 2021, sur les 127 participantes et participants (108 en 2020), 50 ont été inscrits dans le programme FORMAD et 77 dans le programme FORJAD, s'adressant aux jeunes de 18 à 24 ans.

Unité insertion (UI)

L'Unité insertion travaille en collaboration étroite avec les assistantes et assistants sociaux du SSL et les conseillères et conseillers en placement de l'Unité commune ORP-CSR, qui lui adressent des bénéficiaires pour élaborer, valider et mettre en œuvre un projet de formation ou un projet professionnel au sens plus large. Une des prestations destinées aux bénéficiaires de l'Unité commune ORP-CSR permet d'évaluer la faisabilité d'un projet de formation proposé par les bénéficiaires eux-mêmes avant leur réalisation. En 2021, les demandes de suivis ont connu une légère augmentation; 335 personnes ont été accompagnées, dont 74 jeunes de 18 à 24 ans (22%). Le suivi a pris fin pour 199 bénéficiaires.

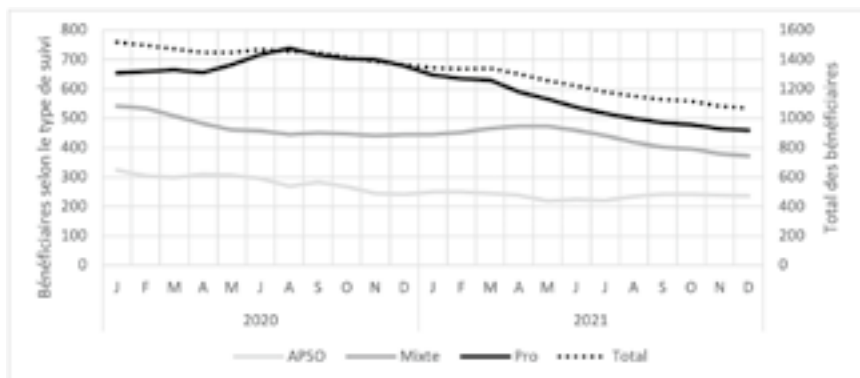
Principaux motifs de fin de prise en charge

	2017	2018	2019	2020	2021
Entrée en formation professionnelle	67	45	47	28	38
Prise d'emploi	17	29	29	15	31
Retour aux AS et CP avec bilan ou projet	29	26	49	32	47
Mesure d'insertion (MIS) ou stage en entreprise de longue durée	11	18	11	13	10
Transfert à l'Unité commune ORP-CSR avec projet clarifié	-	-	41	13	8

Unité commune ORP – CSR

L'unité commune réunit en un même lieu des conseillères et conseillers en personnel de l'Office régional de placement et des assistantes et assistants sociaux du Centre social régional. Ce partage des compétences et des ressources permet d'accompagner les bénéficiaires RI en vue de leur réinsertion socioprofessionnelle en les aidant à retrouver un emploi ou de mettre en place un projet d'insertion visant à retrouver une autonomie financière.

Nombre mensuel moyen de bénéficiaires, selon le type de suivi



Le nombre moyen de bénéficiaires suivies et suivis à l'Unité commune ORP-CSR est en baisse dans toutes les catégories (APSO: appui social (suivi CSR uniquement), mixte: suivi CSR et ORP, Pro: suivi uniquement ORP), ce qui correspond à la diminution plus générale du nombre de dossiers RI et des nouvelles et nouveaux requérants du RI. Les mesures fédérales décidées dans le cadre de la pandémie, dont la prolongation des indemnités de chômage et les RHT, ont notamment contribué à une diminution du nombre de demandeurs et demandeuses d'emploi devant recourir au RI.

Domaine prestations sociales communales

Dispositif aide sociale au logement (DASL)

Le DASL a pour mission de venir en aide aux Lausannoises et Lausannois financièrement ou socialement défavorisés qui connaissent des difficultés à trouver et/ou à conserver un logement. Le DASL aide prioritairement au maintien du logement et à la recherche d'un logement durable sur le marché libre ou subventionné. Il peut offrir un relogement en urgence, un logement provisoire dans des chambres ou appartements meublés ou sous-louer un logement social pour une durée indéterminée à des personnes qui, sans cette sous-location, n'accéderaient pas à un logement.

	2017	2018	2019	2020	2021
Nouvelles demandes	1'390	1'145	1'226	997	641
Selon type de demandes					
— accès au logement	1'165	966	1'074	908	97
— accès aux appartements communautaires	—	—	—	—	105
— situation d'urgences (permanence sociale)	—	—	—	—	166
— maintien dans le logement	225	179	152	89	164
— exécutions forcées	—	—	—	—	109
Ménages ayant été au bénéfice d'un appui social lié au logement dans l'année	906	812	874	779	657

Ce tableau présente de nouvelles données sur les besoins des bénéficiaires qui sollicitent le DASL. Les demandes d'appui des sous-locataires du parc DASL, comptabilisées jusqu'à présent dans les nouvelles demandes, figurent désormais dans la rubrique «Ménages ayant été au bénéfice d'un appui social lié au logement».

Les nouvelles demandes recouvrent toutes celles adressées au DASL, soit les demandes provenant de l'Unité information sociale et des unités d'action sociale du SSL (assistantes et assistants sociaux généralistes), les avis d'exécutions forcées de la Justice de paix, les demandes d'autres institutions sociales, ainsi que les demandes d'appui des sous-locataires du parc DASL. Sont également comptabilisées les demandes qui sont adressées au Dispositif aide sociale au logement et qui ne donnent pas lieu à la délivrance d'une prestation. 657 appuis sociaux de durée variable ont été délivrés aux sous-locataires du parc de logement. Les appuis sociaux sont comptés pour chaque type d'objet du parc, plusieurs appuis sociaux peuvent ainsi être comptés pour un ou une bénéficiaire.

Parc de logements (état au 31 décembre)

	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 2020-2021
Nombre d'objets total	600	596	574	623	598	-4%
Selon types d'objets						
— logements sociaux loués à des gérances	418	390	378	403	383	-5%
— chambres meublées (communautaires, pension Simplon, César-Roux 16, Le Patio, Saint-Martin 10-14)	112	120	108	127	142	+12%
— chambres d'hôtel conventionnées	70	86	88	93	73	-22%
Nombre de gérances	55	56	57	55	49	-11%

Entrées et sorties (total annuel)

	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 2020-2021
Entrées	263	270	306	361	322	-11%
— dont hôtels conventionnés	—	127	131	111	114	+3%
Sorties	276	274	317	355	328	-8%
— dont hôtels conventionnés	101	110	121	143	115	-20%
— dont sorties avec un bail en nom propre	135	147	115	98	67	-32%

Le nombre de chambres d'hôtel conventionnées a été ajusté en fonction du besoin effectif pour le diminuer à 73. L'ouverture de l'immeuble de César-Roux 16 en 2020 et de l'immeuble Saint-Martin 10-18 en 2021 a permis de reloger certaines personnes hébergées en hôtel et d'attribuer prioritairement les appartements communautaires à la place de chambres d'hôtel. Les chambres d'hôtel sont ainsi utilisées pour des séjours de courte durée ce qui explique l'augmentation globale de 3% des entrées. Plusieurs gérances privées ont fusionné ce qui a eu pour effet d'en réduire le nombre.

En 2021, le Dispositif aide sociale au logement a traité 98 avis d'expulsion de la Justice de Paix contre 74 en 2020. Ces 98 avis ont donné lieu à 70 exécutions forcées d'expulsion, contre 53 en 2020. Pour 28 de ces situations l'intervention du Dispositif d'aide sociale au logement a permis de trouver une solution permettant le maintien du logement. Les 98 avis d'expulsion font partie des 109 nouvelles demandes en raison d'une exécution forcée, dont certaines ont fait l'objet d'un retrait avant l'annonce par la Justice de Paix.

Unité d'assainissement financier (Unafin)

L'Unafin répond à toute Lausannoise, Lausannois ou personnel de l'administration communale, confronté à des problèmes de dettes et souhaitant des conseils afin de chercher des solutions pour assainir leur situation financière. Un appui social spécialisé en désendettement est apporté en ouvrant un dossier d'aide individualisée. L'Unafin effectue également des actions de prévention du surendettement et offre des formations dans ce domaine.

Evolution des demandes et prestation

	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 2020-2021
Nouveaux dossiers ouverts durant l'année	211	193	278	197	204	+4%
Demandes HoRlzon (conseil aux bénéficiaires RI)	226	235	195	123	113	-8%
Dossiers en cours au 31 décembre	233	233	290	231	209	-10%
Dossiers fermés durant l'année	254	191	223	258	208	-19%
— désendettement (total ou partiel)	32	23	46	44	23	-48%
— stabilisation de l'endettement	32	45	23	24	10	-58%
— bilan endettement et infos	145	95	103	107	107	0%
— réponse à des demandes spécifiques	18	13	15	35	12	-66%
— autres (interruptions, abandon du projet, etc.)	27	15	36	48	56	+17%

Le nombre de nouveaux dossiers ouverts en 2021 est stable par rapport à 2020. Suite à la chute de 29% subie en 2020 en lien avec le semi-confinement, la demande de conseils et d'aide en désendettement est relativement constante durant cette période de pandémie.

La prestation HoRlzon répond aux besoins des bénéficiaires du RI ayant un appui social en cours. Le nombre de demandes a légèrement baissé en 2021 avec un total de 113. Cette diminution est visible de manière régulière tout au long de l'année.

Le nombre de dossiers en cours au 31 décembre est en recul, l'Unafin ayant donné priorité aux prestations d'aide aux démarches de désendettement à court et moyen terme durant l'année 2021.

L'année 2021 présente une baisse de 19% des dossiers fermés mettant ainsi fin à la tendance d'augmentation des années précédentes. Après une année 2020 particulièrement touchée par des situations professionnelles instables des bénéficiaires (perte ou diminution de revenu) nécessitant d'interrompre un certain nombre de démarches de désendettement, l'année 2021 présente une légère amélioration de la stabilité des revenus des bénéficiaires et par conséquent des possibilités de désendettement.

Par rapport aux années précédentes, seul un petit nombre de dossiers a été fermé par une stabilisation de l'endettement. En revanche, tout comme en 2020, la moitié des dossiers a été fermée suite à un bilan d'endettement et la transmission des informations y relatives. Le nombre de dossiers fermés pour interruption ou abandon du projet connaît quant à lui toujours une forte augmentation, conséquence de l'instabilité des revenus des bénéficiaires.

Participant·es et participants aux actions de prévention et de formation

	2017	2018	2019	2020	2021
Jeunes adultes au RI (avec mesures d'insertion), apprenties et apprentis et publics spécifiques	622	935	644	366	238
Curatrices et curateurs privés et professionnelles et professionnels de l'OCTP	92	133	132	58	98
Permanence téléphonique Parlons Cash! (nombre d'appels)	520	530	720	569	642

Les actions de prévention ont pu se poursuivre durant l'année: théâtre forum (huit spectacles), apprenties et apprentis Nestlé (une séance à distance), interventions auprès du public migrant (deux sessions de 4*2h). En raison des mesures liées à la pandémie de Covid-19, certaines actions de prévention ont dû être annulées et le nombre de participants réduit.

L'action de formation auprès des curatrices et curateurs professionnels du Canton de Vaud avec deux sessions de 2 modules de 4h chacun a pu être réalisée, ainsi qu'une séance de formation destinée aux curatrices et curateurs privés.

La *hotline* Parlons Cash! a été active tout au long de l'année. Une nouvelle campagne de communication du programme cantonal de prévention du surendettement a eu lieu à fin septembre-début octobre. Son impact a pu être mesuré par une augmentation des appels durant les derniers mois de l'année au sein des trois services répondants à la ligne téléphonique (Unafin, CSP et Caritas).

Dispositif compétences de base (CIFEA)

La Ville de Lausanne, via le SSL, achète des cours à la Communauté d'intérêt pour la formation élémentaire des adultes (CIFEA), afin de les offrir aux Lausannoises et Lausannois en situation de précarité socio-économique et ne bénéficiant pas d'autres mesures de formation. La CIFEA est composée de cinq associations: Centre d'études, de formation et d'insertion par la langue (CEFIL)-Le Relais, Espace femmes-Appartenances, l'association d'orientation, réinsertion et formation Corref, Français en jeu et Lire et écrire.

	2018	2019	2020	2021
Places de cours conventionnées	4'325	4'184	4'179	4'316
Heures de cours conventionnées	151'637	146'280	144'781	144'359
Montant SSL (en CHF)	3'172'747.61	3'173'549.81	3'075'279.32	3'068'990.12
Total montant SSL + autres financements* (en CHF)	3'793'329.45	3'817'135.56	3'798'763.47	3'784'324.47

* Canton (DEIS, DFJC, DSAS) et VdL(SPE)

Le nombre de places de cours a augmenté par l'introduction de nouveaux cours de plus courte durée offrant globalement plus de places. La baisse du nombre d'heures de cours s'explique par l'introduction de ces cours de courte durée ainsi que d'accompagnements plus individualisés.

Le montant engagé par la Ville de Lausanne a diminué entre 2019 et 2020, notamment du fait d'une nouvelle participation cantonale. La légère diminution entre 2020 et 2021 est consécutive à plusieurs modifications et réorganisations en termes de tarifs et nombres d'heures de cours donnés.

La diminution du montant total (SSL + autres financements) entre 2020 et 2021 est due également à la reprise au sein du BLI de cours initialement organisés par Corref et financés par le BLI.

Unité mobilité

Les courses de loisirs subventionnées sont destinées aux Lausannois et Lausannoises à mobilité réduite et dans l'incapacité d'emprunter les transports publics, sans distinction en fonction de l'âge, de la situation de revenu ou de fortune. Elles sont octroyées sur la base d'une attestation délivrée par un CMS, Pro Infirmis ou un médecin.

Courses de loisirs subventionnées en faveur de personnes à mobilité réduite

	Taxis			Transport Handicap Vaud (THV)			Total		
	Usager-ère-s	Courses	Dépenses nette (CHF)	Usager-ère-s	Courses	Dépenses nette (CHF)	Usager-ère-s	Courses	Dépenses nette (CHF)
2017	704	24'020	394'422.20	646	9'361	347'470.65	1'350	33'381	741'892.85
2018	861	29'077	473'196.50	693	9'777	370'129.58	1'554	38'854	843'326.08
2019	1'023	33'361	550'673.40	682	10'460	384'176.75	1'705	43'821	934'850.15
2020	n.d.	25'828	389'585.80	568	5'567	198'079.75	n.d.	31'395	587'665.55
2021	1'119	31'070	483'948.30	624	6'223	226'233.60	1'743	37'293	710'181.90

Les effets de la crise sanitaire de 2020 se sont passablement estompés, puisque le nombre de courses ainsi que la dépense sont repartis à la hausse aussi bien chez les taxis que chez THV.

La dépense de 2021 s'accroît toutefois plus fortement chez les taxis (+24%) que chez THV (+14%). En effet, les résidentes et résidents en EMS, transportés par THV, ont fait en 2021 encore l'objet de mesures de précaution liées au Covid-19.

Couvrir les besoins vitaux des personnes en grande précarité

Domaine prestations sociales communales

Aide sociale d'urgence

Durant toute l'année, la crise liée au Covid-19 s'est poursuivie avec son lot de normes et de mesures sanitaires à appliquer. Dans ce contexte, le dispositif d'aide sociale d'urgence a constamment dû s'adapter afin de maintenir ses prestations tout en limitant les risques de transmission du virus.

Hébergement

Accueils, nuitées et refus

Hébergement	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre de personnes différentes accueillies	1'756	1'708	1'443	1'551	1'612
Nombre de nuitées					
— Abri PC (abri l'Etape de 2018 à mai 2021)	10'604	9'729	10'069	14'662	5'266
— Marmotte	13'212	12'268	11'966	9'216	10'202
— Sleep In	12'710	12'784	12'419	10'534	12'885
— Dispositif Covid-19	-	-	-	7'931	6'711
— Etape Saint-Martin	-	-	-	-	7'765
— Borde 47 (dispositif hivernal)	-	-	-	-	908
Total nuitées	36'526	34'781	34'454	42'343	43'737
Nombre de refus (plusieurs refus possibles par personne et par jour)	12'445	8'492	4'890	4'363	5'772

En 2021, 1'612 personnes différentes ont fréquenté les structures d'hébergement d'urgence de la Ville, dont 79% d'hommes, 16% de femmes et 5% d'enfants. Les nationalités les plus représentées sont la nationalité roumaine, avec 23%, puis la nationalité nigériane avec 16%. La nationalité suisse représente 5% des personnes présentes en 2021.

Afin de permettre le respect des règles de distanciation, les hébergements ont dû réduire leur capacité en limitant le nombre de personnes par chambre. Pour compenser la perte de ces lits, le SSL a ouvert en 2020 trois hébergements temporaires («dispositif Covid-19»), dont l'un est resté ouvert jusqu'en mai 2021, ce qui a augmenté le nombre total de nuitées.

Après quatre années d'exploitation, l'Abri l'Etape, situé au chemin des Epinettes, a définitivement fermé ses portes en mai 2021 pour être remplacé par l'Etape Saint-Martin, nouvel hébergement d'urgence pérenne de 41 lits situé dans le nouveau bâtiment social. En guise de dispositif hivernal (de décembre à avril), le SSL dispose, depuis décembre 2021, de 42 places supplémentaires dans des studios de la rue de la Borde 47.

Depuis l'ouverture du Bureau des réservations en décembre 2012, 11'593 personnes différentes ont fréquenté les hébergements d'urgence. Entre décembre 2012 et décembre 2021, 74% des usagères et usagers les ont fréquentés sur une durée totale de moins de trois mois.

Le nombre de refus représente le cumul des refus annoncés chaque jour dans les trois hébergements, ainsi qu'au Bureau des réservations. A noter qu'une personne peut se voir annoncer, dans la même journée, plusieurs refus, si elle s'est présentée à plusieurs endroits. Ainsi, et pour l'ensemble du dispositif, on compte, en 2021, seize refus en moyenne par jour, contre douze en 2020.

Le dispositif d'hébergements d'urgence bénéficie depuis novembre 2020 de la présence quotidienne d'une infirmière ou d'un infirmier de Médecins du Monde. Ainsi chaque soir, dans l'un des lieux d'accueil de la ville, cette personne reçoit dans le cadre de permanences les bénéficiaires des structures ayant besoin d'un conseil médical ou de soins. Durant l'année 2021, 185 permanences ont ainsi été tenues, dans le cadre desquelles 1'233 consultations ont été réalisées, permettant l'accueil de 622 patientes et patients.

Le Répit (Fondation Mère Sofia)

Dans le cadre d'un partenariat entre la Ville et la Fondation Mère Sofia permettant d'étoffer le dispositif hivernal, le Répit a été ouvert du 1^{er} décembre 2020 au 30 avril 2021. Afin de maintenir son accueil dans le respect des règles sanitaires, le Répit a pris ses quartiers dans les Halles Nord de Beaulieu, un vaste espace de 3'000 m² subdivisé en trois zones avec dortoirs, sanitaires et zone repas, permettant l'accueil d'environ 120 personnes par soir. En cinq mois d'ouverture durant l'hiver 2020-2021, le Répit a comptabilisé 9'794 entrées, composées de 90% d'hommes et 10% de femmes.

Le projet a été reconduit pour l'hiver 2021-2022 en ouvrant le 1^{er} décembre 2021 dans de nouveaux locaux permettant d'accueillir environ 100 personnes par soir.

Accueil de jour – L'Espace (Saint-Martin)

L'Espace offre un accueil libre avec collation les matins et un accueil plus individualisé les après-midi à travers une permanence administrative et sociale et des activités permettant la création de lien social. A l'Espace, les usagères et usagers peuvent aussi bénéficier d'une consigne à bagage, d'une adresse postale et d'une permanence infirmière.

Après plusieurs déménagements successifs, l'Espace a emménagé au deuxième semestre 2021 dans ses nouveaux locaux de la rue Saint-Martin 12 qui comptent plus de 120 places assises (capacité adaptée aux normes de distanciation liées au Covid-19) et une vaste consigne à bagages de 200 casiers.

Fréquentation et prestations de l'Espace

	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre d'entrées	30'968	26'280	24'418	15'778	26'324
Moyenne journalière	117	100	94	69	101
Consignes à bagages occupées (au 31 décembre)	16	45	60	41	67
Personnes disposant d'une adresse postale (au 31 décembre)	1'044	1'379	1'616	1'836	2'053
Contacts dans les permanences infirmières	771	712	702	420	442
Contacts dans les permanences sociales	3'455	3'136	3'457	2'052	3'923

Aide alimentaire

La centrale alimentaire de la région lausannoise (CARL) récolte des denrées alimentaires et d'hygiène, notamment des invendus de grandes surfaces et des produits frais des maraichers, et les redistribue à ses 34 associations membres.

	2017	2018	2019	2020	2021
Distribution de nourriture (CARL)					
— denrées distribuées (kilos)	431'000	427'000	548'000	711'000	747'000
Soupe populaire (Fondation Mère Sofia)					
— repas servis	82'578	76'798	74'886	92'480	110'743

Les impacts de la crise sanitaire se sont poursuivis en 2021. Bien qu'ayant déjà significativement augmenté en 2020, le volume de denrées distribuées par la CARL s'est encore accru de 5% en 2021. Avec la pandémie, la distribution alimentaire s'est radicalement développée, se répercutant sur la demande en denrées alimentaires auprès de la CARL qui a dû poursuivre ses efforts pour récolter suffisamment de marchandises. En 2021, l'action solidaire du Samedi du partage a permis de récolter 113 tonnes de marchandise de première nécessité.

Depuis novembre 2020, en plus des repas servis tous les soirs, la Soupe populaire (Fondation mère Sofia) sert trois repas de midi par semaine. Ce service de midi représente 25'121 repas supplémentaires en 2021, ce qui explique dans une large partie l'augmentation du nombre de repas servis durant l'année 2021.

A noter qu'en 2021, une collaboration a été initiée avec les lieux d'animation de la FASL autour de la distribution alimentaire dans les quartiers.

Réduire les risques liés à la consommation de drogues, favoriser l'insertion et la thérapie

Domaine prestations sociales communales

Dispositif addictions

En 2021, l'implication de tous les partenaires du Dispositif addictions ainsi que la bonne collaboration avec les autres services de la Ville et avec le Canton ont permis de maintenir, et parfois d'adapter, toutes les prestations malgré la prolongation des mesures liées à la crise sanitaire.

Nombre de seringues distribuées (Fondation ABS)

	2017	2018	2019	2020	2021
Distribus	98'501	103'366	66'887	58'996	53'643
Passage	32'218	38'166	47'596	56'039	50'723
Automates	18'965	14'921	15'391	15'300	11'991
Total	149'684	156'453	129'874	130'335	116'357

La diminution constatée au Distribus, à la suite de la réduction de ses horaires de présence à la Riponne depuis janvier 2019, n'a pas été compensée en 2021 par l'augmentation de la remise de seringues au Passage.

Espace de consommation sécurisé (ECS)

A la suite de l'adoption du préavis N° 2016/41 «Politique communale en matière de drogues», le SSL a coordonné la mise en œuvre de l'ECS, incluant le mandat de la conduite du projet pilote pour une durée de trois ans confié à la Fondation ABS. L'ECS a ouvert ses portes le 1^{er} octobre 2018; la phase pilote du projet s'est terminée le 30 septembre 2021. S'ouvre alors une phase transitoire avec maintien de la prestation pour permettre au SSL d'étudier l'évaluation du projet réalisée par Unisanté. La Municipalité et le Conseil communal se prononceront sur l'avenir de cette prestation courant 2022.

	dès 10.2018	2019	2020	2021
Contacts ¹	2'415	14'008	14'340	15'881
Contacts hommes	2'057	12'216	11'625	12'218
Contacts femmes	358	1'789	2'714	3'663
Selon types de consommation				
— par injections	1'693	8'176	7'985	8'631
— par inhalations	661	5'332	5'882	6'616
— par sniffs	61	498	464	634

¹ Par contact est entendu le nombre de passages, une même personne pouvant donner lieu à plusieurs contacts.

Depuis le début du projet-pilote de l'ECS en octobre 2018, la fréquentation de l'ECS a légèrement augmenté avec, en 2021, 44 contacts (consommations) par jour en moyenne. Ce sont par ailleurs plus de 200 nouvelles personnes qui se sont adressées à l'ECS en 2021 portant ce nombre depuis 2018 à plus de 750 personnes.

L'injection reste le mode de consommation privilégié (54%), devant l'inhalation (42%). La cocaïne (67%) est de loin la substance la plus consommée devant l'héroïne (18%).

Appui socio-éducatif

Au Passage et à la Terrasse, la Fondation ABS offre un accueil aux personnes dépendantes et précarisées et vise à maintenir le lien social tout en réduisant les risques liés à la consommation de produits stupéfiants. Toute nouvelle personne accueillie à la fondation ABS peut bénéficier de l'ensemble des prestations.

Fréquentation au Passage et à la Terrasse

	2017	2018	2019	2020	2021
Nouvelles personnes accueillies	136	146	273	374	300
Contacts au Passage	20'400	17'283	17'327	22'618	26'533
— contacts hommes	18'688	15'805	15'275	19'199	22'221
— contacts femmes	1'712	1'478	2'052	3'598	4'312
Contacts à la Terrasse	15'322	13'297	11'574	3'871	10'143
— contacts hommes	14'201	12'210	10'121	3'257	8'555
— contacts femmes	1'121	1'087	1'453	614	1'588

En 2020, la fréquentation de la Terrasse avait fortement diminué en raison de la fermeture de cette prestation une bonne partie de l'année à cause de la pandémie du Covid-19.

L'association Fleur de Pavé offre un lieu d'écoute, de soutien et d'accompagnement aux personnes exerçant la prostitution afin de diminuer les risques liés à cette activité.

Contacts à Fleur de Pavé

	2017	2018	2019	2020	2021
Contacts au bus	12'141	9'090	7'110	4'135	5'453
Contacts au bureau	949	651	972	1'736	1'865
Contacts dans les établissements	793	900	899	685	783

La tendance engendrée par les mesures sanitaires liées à la pandémie se confirme avec la poursuite de l'augmentation du nombre de contacts au bureau. On peut également constater une augmentation de la fréquentation au bus en 2021 par rapport à 2020.

Les associations l'Eveil et Sport'Ouverte proposent des ateliers et des activités favorisant l'insertion sociale des personnes en difficultés psychologiques, sociales, et souffrant de dépendances.

Programmes	2017	2018	2019	2020	2021
Éveil – personnes par jour d'ouverture (moyen)	28	34	40	38	50
Éveil – nombre total de personnes accueillies	192	233	264	253	261
Éveil – nombre total d'inscription aux ateliers	7'621	9'703	11'026	8'914	12'170
Sport'Ouverte – personnes accueillies dans le cadre des activités régulières	2'603	3'434	3'150	1'921	1'962
Sport'Ouverte – camps/nombre total de journées (séjours et sorties)	4/36	4/39	3/36	4/30	3/41

Alors qu'en 2020, dans le contexte particulier lié au Covid-19, l'Eveil avait dû fermer ses ateliers en présentiel pendant plusieurs mois, les activités ont pu reprendre en présentiel presque tout au long de l'année 2021, permettant même de dépasser la fréquentation d'avant la pandémie.

Depuis 2020, l'association Sport'Ouverte a dû réduire le nombre de personnes accueillies pour répondre aux normes de distanciation imposées mais a augmenté en 2021 ses activités en extérieur (sorties et séjours), moins contraignantes sur le plan sanitaire.

La prestation Macadam de la Fondation Mère Sofia propose des petits jobs à des femmes et des hommes fragilisés par des difficultés diverses (chômage, maladie, dépendance, rupture familiale, etc.). Le SSL mandate depuis 2017 Macadam pour effectuer des tournées de ramassage des déchets dans le quartier du Vallon.

Depuis 2019, le SSL mandate également l'association SYSTMD pour une activité de ramassage des déchets de consommation de produits stupéfiants dans les toilettes publiques du centre-ville avec des pairs-consommateurs-trice-s. Le travail de sensibilisation auprès des pairs est une dimension essentielle de ce projet qui a aussi un fort impact sur la propreté de l'espace public.

Service du travail (ST)

Principales missions du service

Office régional de placement (ORPL)

- viser l'objectif de proposer un poste adéquat à chaque demandeur et demandeuse d'emploi;
- conseiller les demandeuses et demandeurs sur les possibilités de mesures actives telles que des cours ou des programmes d'emplois temporaires;
- prospecter les entreprises afin de les inciter à annoncer leurs postes disponibles au Service public de l'emploi.

Fondation lausannoise d'aide par le travail (F.L.A.T)

- faciliter l'insertion professionnelle par le financement d'une formation ou des frais liés à l'exercice d'une profession.

Emploi Lausanne

- organiser dans de nombreux métiers des programmes d'emplois temporaires dans le but d'augmenter les qualifications des demandeurs et demandeuses d'emploi;
- proposer des mesures adaptées aux bénéficiaires de l'assurance-chômage, du revenu d'insertion et de l'assurance-invalidité;
- entretenir un réseau de places d'accueil en étroite collaboration avec les services de la Ville et des institutions à but non lucratif.

Inspection du travail Lausanne (ITL)

- veiller, par une politique d'information préventive et par des contrôles, au respect par les entreprises lausannoises de la bonne application de la loi sur le travail, de la loi sur l'assurance-accident et de la loi sur la sécurité d'installations et d'appareils techniques;
- renseigner les personnes qui habitent ou travaillent à Lausanne dans le domaine du droit du travail (public et privé).

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration ST	11.90	11.90	11.90	12.00
Emploi Lausanne	48.85	44.30	48.85	43.30
FLAT	1.50	1.50	1.50	1.50
Inspection du travail	7.30	5.10	7.30	6.40
Office régional de placement	104.80	72.70	104.80	72.40
Unité commune ORP-CSR	27.60	24.40	27.60	20.40
Total service	201.95	159.90	201.95	156.00

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	0.00

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Administration ST	13	11.90	14	12.00
Emploi Lausanne	53	44.30	51	43.30
FLAT	2	1.50	2	1.50
Inspection du travail	6	5.10	8	6.40
Office régional de placement	77	72.70	77	72.40
Unité commune ORP-CSR	26	24.40	22	20.40
Total service	177	159.90	174	156.00

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
Administration ST	2	1
Emploi Lausanne	1	1
Total service	3	2

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	17	15
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	2	1
Total service	19	16

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	–
Convention de départ	1
Décès	–
Démission	11
Départ à la retraite	5
Fin de contrat	–
Licenciement juste motif ordinaire	–
Licenciement suppression poste	–
Licenciement fin droit trait. 2 mois	–
Licenciement fin droit trait. 24 mois	–
Licenciement juste motif immédiat	–
Licenciement invalidité totale	–
Total service	17

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	15	0.46
Auxiliaires mensualisé·e·s	10	3.62
Auxiliaires payé·e·s au forfait	–	*
Total service	25	4.08

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Contrairement aux pronostics établis par le SECO en 2020 qui prévoyait encore une hausse du chômage en Suisse en 2021 et 2022, l'année 2021 a été marquée par une baisse significative du nombre de demandeurs et demandeuses d'emploi. Lausanne a ainsi enregistré une baisse de 20% du nombre de demandeuses et demandeurs d'emploi inscrits entre janvier et novembre 2021. Ce résultat réjouissant est dû au double effet

de la reprise économique enregistrée au second semestre de l'année et de la poursuite des indemnités pour la réduction de l'horaire de travail dans certains secteurs économiques.

Le Service du travail a réalisé un certain nombre de prestations en 2021, dont les principales sont les suivantes:

- l'Inspection du travail a réalisé 358 contrôles spéciaux relatifs aux mesures de protection contre le Covid19, qui sont venus s'ajouter aux contrôles ordinaires en matière de Loi sur le travail et de Loi sur l'assurance-accident;
- Emploi Lausanne a réalisé la première phase d'une nouvelle organisation, qui s'est traduite par la création de trois nouveaux secteurs (Offres externes, Offres internes et Formation);
- en réponse à la poursuite de la pandémie, l'ORP et l'Unité commune ORP-CSR (UC) ont intensifié l'implémentation des nouvelles techniques digitales pour remplacer les entretiens en présentiel avec les demandeuses et demandeurs d'emploi et permettre la reprise des mesures du marché de travail. De même l'appui aux bénéficiaires dans l'utilisation des nouveaux services en ligne mis en place par la Confédération pour les recherches d'emploi, l'inscription à l'ORP et la remise de documents s'est intensifié.

Unité ressources humaines

Avec la réorganisation d'Emploi Lausanne et plusieurs départs à la retraite, l'unité a été très sollicitée durant l'année 2021.

Unité support

Outre la poursuite des obligations liées à la crise du Covid-19, l'année 2021 a également vu l'élaboration de nouvelles procédures et exigences des mandants de l'unité Emploi Lausanne. Le logiciel de gestion des mesures sociales MAORI a eu pour conséquence une refonte importante des procédures de facturation.

Nouveau système d'information financière

De lourds travaux de préparation visant à l'introduction, pour le budget 2023, du nouveau logiciel comptable et de son système d'information financière ont été menés. Ces travaux devront être poursuivis en 2022 afin de pouvoir assurer l'établissement des différents décomptes et budgets exigés par les mandants d'Emploi Lausanne.

Informatique

En collaboration avec le SOI, l'Unité Informatique et Télécoms (SSTLUit) a fourni un travail très conséquent pour permettre la portabilité informatique, soit la configuration, l'installation et la livraison de 200 laptops au Service social Lausanne. De plus, de nombreux travaux préparatoires visant à l'introduction d'une nouvelle gestion électronique des documents (GED) et de la suite Office 365 ont été menés au bénéfice de l'Office régional de placement de Lausanne.

Documentation et archivage

L'unité a apporté un appui dans les travaux de mise en place du logiciel d'inventaires de l'Unité Support et la mise à jour des systèmes d'information dans le cadre de la réorganisation d'Emploi Lausanne.

Office régional de placement

L'année 2021 était celle de tous les défis pour l'Office régional de placement (ORP) et l'Unité commune ORP-CSR (UC). Les dispositifs ont été mis à l'épreuve et testés, particulièrement les capacités d'ajustement des procédures de prise en charge à très courte échéance face aux vagues successives de contamination par le Covid-19.

Le premier entretien faisant suite à l'inscription a été maintenu et regroupé en présentiel. Une priorité a été donnée pour faciliter les démarches d'indemnisation et surtout pour orienter et rassurer. Afin de limiter les risques d'infection, les autres entretiens de suivi ont eu lieu par téléphone.

Apporter une prise en charge utile à distance, concilier les obligations légales en matière de recherches d'emploi avec des secteurs économiques à l'arrêt et accompagner les démarches de réinsertion professionnelle, ces défis ont pu être partiellement relevés avec le développement de nouvelles technologies digitales.

La visioconférence a fait son apparition non seulement pour maintenir le contact entre les équipes mais également pour remplacer les entretiens en présentiel et permettre la reprise des mesures du marché de travail. La Confédération a également mis en place des nouveaux services en ligne, notamment pour les recherches d'emploi, l'inscription à l'ORP et la remise de documents. Cependant, les demandeuses et demandeurs d'emploi ne sont pas toutes égales et égaux face au monde digital, tant au niveau des connaissances qu'au niveau d'un matériel informatique approprié.

Malgré le Covid-19, le nombre de demandeuses et demandeurs d'emploi inscrits à Lausanne retrouverait, déjà au mois d'octobre 2021, les chiffres de février 2020. La crise importante de l'emploi qui semblait se dessiner en 2020 est devenue une pénurie de main d'œuvre dans certains secteurs au deuxième semestre de 2021.

Les indemnités pour la réduction de l'horaire du travail (RHT) ont continué à jouer un rôle important pour le maintien des places de travail en 2021, en particulier dans les domaines de l'hébergement, de la restauration et du commerce de détail. La reprise économique, en particulier au deuxième semestre, a vu une baisse corollaire dans le nombre de demandes.

Si le nombre de demandeuses et demandeurs d'emploi a globalement baissé en 2021, la reprise n'a pour l'instant pas profité à toutes et tous. Les personnes âgées de moins de 35 ans et celles inscrites à l'ORP depuis moins de dix-huit mois ressortent comme les principales bénéficiaires de la reprise économique enregistrée en 2021. A contrario, les demandeuses et demandeurs d'emploi de plus de 50 ans et inscrits depuis plus de dix-huit mois à l'ORP n'en ont pas bénéficié. La situation s'est même péjorée pour les personnes âgées de plus de 60 ans et celles inscrites à l'ORP depuis plus de deux ans. Si la reprise économique se confirme en 2022, les tendances enregistrées en 2021 pour ces groupes pourraient se stabiliser, voire s'inverser.

Nombre de demandeuses et demandeurs d'emploi

	ORP	UC	Total
Février 2020	5'238	1'102	6'340
Mars 2020	5'804	1'076	6'880
Janvier 2021	6'577	1'083	7'660 (7'670 en déc. 2020)
Novembre 2021	5'344	840	6'184

Moyenne mensuelle du nombre de demandeuses et demandeurs d'emploi par genre

	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 2020-2021
Hommes	3'569	3'290	3'180	3'899	3'741	-4.1%
Femmes	2'910	2'831	2'847	3'224	3'033	-5.9%
Total	6'479	6'121	6'027	7'123	6'774	-4.9%

Moyenne mensuelle du nombre de demandeuses et demandeurs d'emploi par tranches d'âges

	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 2020-2021
moins de 21 ans	152	132	134	130	104	-20.0%
21 à 25 ans	503	453	416	539	469	-13.0%
26 à 30 ans	1'065	1'003	971	1'206	1'072	-11.1%
31 à 35 ans	1'141	1'051	1'067	1'275	1'195	-6.3%
36 à 40 ans	936	892	907	1'043	1'010	-3.2%
41 à 45 ans	811	774	761	865	833	-3.7%
46 à 50 ans	673	671	657	765	752	-1.7%
51 à 55 ans	598	582	538	602	609	1.2%
56 à 60 ans	446	414	416	490	489	-0.2%
61 à 65 ans	153	151	161	210	242	15.2%
Total	6'478	6'123	6'028	7'125	6'775	-4.9%

Moyenne mensuelle du nombre de demandeuses et demandeurs d'emploi par origine

	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 2020-2021
Suisse	2'878	2'742	2'724	3'164	2'971	-6.1%
UE27/AELE	2'073	1'956	1'854	2'330	2'267	-2.7%
Afrique	536	518	555	605	583	-3.6%
Reste Europe	352	326	391	442	386	-12.7%
Asie	316	285	223	257	255	-0.8%
Amériques	324	295	276	321	310	-3.4%
Autres/n.c.	2	1	4	5	3	
Total	6'481	6'123	6'027	7'124	6'775	-4.9%

Moyenne mensuelle du nombre de demandeuses et demandeurs d'emploi par professions recherchées

	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 2020-2021
Professions commerciales et administratives	668	641	648	238	217	-8.8%
Professions de la restauration et de l'hôtellerie	752	699	646	480	476	-0.8%
Professions de l'achat et de la vente	591	564	558	318	357	12.3%
Professions du nettoyage et de l'entretien	381	367	385	333	343	3.0%
Entrepreneurs, directeurs et fonctionnaires supérieurs	199	242	265	111	115	3.4%
Autres professions du façonnage et de la manufacture	246	231	231	10	7	-30.0%
Professions de l'aménagement et du parachèvement	301	238	229	214	161	-24.8%
Auxiliaires soignants	202	196	195	152	132	-13.5%
Professions de la publicité et du marketing	177	156	180	107	89	-16.8%
Professions de l'assistance sociale et de l'éducation	142	155	163	10	6	-40.0%
Professions de l'informatique	168	147	158	113	100	-11.5%
Ingénieurs	185	169	138	148	157	5.7%
Autres	2'463	2'319	2'234	4'889	4'615	-5.6%
Total	6'475	6'124	6'030	7'123	6'774	-4.9%

Moyenne mensuelle du nombre de demandeuses et demandeurs d'emploi selon le nombre de jours d'inscription

Nombre de jours d'inscription	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 2020-2021
100 jours et moins	1'956	1'972	1'995	2'128	1'699	-20.2%
101 à 200 jours	1'276	1'184	1'234	1'445	1'193	-17.5%
201 à 300 jours	865	792	796	1'037	867	-16.4%
301 à 400 jours	633	566	563	737	707	-4.1%
401 à 500 jours	459	393	377	505	573	13.5%
501 à 600 jours	343	309	264	356	462	29.8%
601 à 700 jours	226	216	174	253	369	45.8%
701 à 800 jours	149	139	117	171	261	52.6%
801 à 900 jours	100	86	75	98	178	81.2%
901 à 1000 jours	72	63	59	59	113	91.5%
1001 jours et plus	399	402	372	333	352	5.7%
Total	6'478	6'122	6'026	7'123	6'774	-4.9%

Fondation lausannoise d'aide par le travail

Suite aux dernières élections communales, le Conseil de la Fondation lausannoise d'aide par le travail (FLAT) a accueilli six nouveaux membres.

Les membres se sont réunis sept fois pour traiter les nouvelles demandes ou maintenir le suivi des dossiers financiers existants. Sur les 37 demandes déposées, une grande partie concernait des hommes qui sollicitaient un soutien pour des permis de conduire (ordinaires ou professionnels), les demandes provenant de femmes étaient le plus souvent liées à de nouvelles formations. Contrairement aux demandeurs, qui étaient généralement sans formation, les demandeuses étaient souvent au bénéfice d'une formation reconnue.

	2020	2021*
Nombre total de personnes qui se sont adressées à la FLAT (écoute, conseils, dépôt d'une demande)	116	152
Nombre de demandes déposées	33	37
Nombre de projets soutenus	17	19
Montant alloué sous forme de dons	CHF 19'193.00	CHF 10'969.75
Montant alloué sous forme de prêts	CHF 58'603.00	CHF 60'376.35
Nombre de projets refusés	16	18
Nombre de projets en suspens	-	-

*Sous réserve de modifications de l'organe de révision

Le capital de la FLAT s'élève encore à environ CHF 1'900'000.-, somme qui comprend les prêts qui devraient encore être remboursés par les bénéficiaires. Les montants exacts relatifs à ces postes seront connus après le bouclage des comptes.

Emploi Lausanne

L'année a encore été marquée par la pandémie dont l'impact a été important pour Emploi Lausanne: fermetures partielles ou totales de certains ateliers, limitations des places et des activités, adaptation des structures et de leur fonctionnement aux directives sanitaires, élaboration et mises à jour de plans de protection.

Chaque fois que cela a été possible, les activités ont été organisées en ligne, à distance, pour les domaines professionnels compatibles. Pour les autres, les activités ont été adaptées. Comme au restaurant Quai 14, entre vente à l'emporter et reprise du service à table en terrasse, puis en salle, ou à la boutique Esquisse, en suivant les directives du domaine du commerce et de la vente. La collaboration avec les institutions d'accueil a également été rendue plus difficile. En effet, un grand nombre d'organisations partenaires a instauré le télétravail ce qui n'est pas idéal pour l'accueil en stage des participantes et participants.

Emploi Lausanne a pallié aux diverses interdictions liées au Covid-19 en développant des formations à distance, en organisant du coaching individuel ou encore par des formules innovantes afin de s'adapter au mieux aux besoins des participantes et participants. La fréquentation des mesures se rétablit peu à peu en 2021 et progresse de mois en mois. La situation est très inégale d'une offre ou d'un programme à l'autre, allant de 40% (ex. Lausanne Job, dont les placements internes à la Ville ont été fortement impactés par le télétravail) à plus de 100% de fréquentation (notamment le restaurant Quai 14 qui répond à une demande importante). Malgré cette situation difficile, les bons taux de retour à l'emploi dans les différentes mesures attestent de la qualité des prestations et du suivi professionnel des participantes et participants.

Le projet de développement du nouveau système d'information pour la gestion des mesures d'Emploi Lausanne (SIMEL) a avancé comme prévu. La mise en production est prévue pour avril 2022.

L'année 2021 a également été marquée par la mise en place d'une nouvelle organisation qui a débuté avec la création du secteur des Offres externes en décembre 2020, celle du secteur des Offres internes et du secteur Formation en juillet 2021. Cette nouvelle organisation est accompagnée de l'arrivée d'une nouvelle équipe de direction suite aux départs à la retraite de cadres.

Inspection du travail Lausanne

En 2021, l'Inspection du travail a mené un total de 661 contrôles. Parmi ceux-ci 358 visaient spécifiquement le contrôle des mesures de protection contre le Covid-19. 303 contrôles concernaient l'application de la Loi sur le travail (LTr) et la Loi sur l'assurance accident (LAA). L'Inspection du travail Lausanne (ITL) a observé une hausse des dénonciations des conditions de travail avec 63 dénonciations formelles reçues.

Lors de contrôles, la proportion de défauts importants est montée à 28%. L'ITL a rendu 18 décisions pour des infractions constatées après un premier avertissement. Elle a également dénoncé pénalement trois employeurs.

Au total 2'480 personnes ont sollicité la permanence de l'Inspection du travail. En raison des mesures de protection contre le Covid-19, plus de 90% des entretiens ont eu lieu par téléphone. Les trois domaines d'activité principaux des usagères et usagers sont le secteur de la santé, l'hôtellerie restauration et le secteur du commerce; viennent ensuite la construction/second œuvre puis les banques, fiduciaires et assurances. Plus de la moitié des questions concernait la fin des rapports de travail et le paiement des salaires, suivi par les questions liées aux contrats et les incapacités de travail (maladie et accident).

L'ITL a délivré 276 demandes d'autorisation de travail de nuit ou du dimanche. Une seule demande a fait l'objet d'une décision de refus. 34 préavis consécutifs à des examens de plans ont été rendus. Rappelons que ces examens sont facultatifs dans le canton de Vaud pour les entreprises non-industrielles. Au total, CHF 18'490.- d'émoluments ont été perçus.

Plus de la moitié des contrôles réalisés par l'ITL concernaient le respect des mesures Covid-19.

Campagnes

Le SECO ayant fait de l'utilisation des produits chimiques un axe de campagne prioritaire, l'Inspection du travail Lausanne a conduit en 2021 une campagne de prévention sur les produits chimiques dans les blanchisseries. Toutes les entreprises visitées utilisent des produits dangereux mais seul un tiers d'entre elles a mis en place une organisation suffisante pour stocker, gérer et utiliser ces produits.

L'ITL a également réalisé un suivi de sa campagne 2017 axée sur la protection de la maternité dans les EMS. Elle a recontacté l'ensemble des entreprises visitées il y a 4 ans, qui avaient été informées sur les dispositions visant à la protection de la maternité en entreprise. Sur la vingtaine d'établissements contrôlés, seul un quart a désormais mis en place des mesures conformes aux dispositions en vigueur. Un avertissement a été adressé aux autres entreprises.

Service des assurances sociales (SAS)

Principales missions du service

Le Service des assurances sociales (SAS) accomplit les tâches d'une agence d'assurances sociales pour le compte de la Caisse cantonale vaudoise de compensation AVS à Vevey, à savoir notamment:

- le contrôle de l'affiliation des personnes de condition indépendante et des personnes sans activité lucrative;
- le contrôle de l'affiliation des sociétés sur la base des publications dans la Feuille officielle suisse de commerce (FOSC);
- l'encaissement des cotisations AVS/AI/APG des étudiants et étudiantes pour tout le canton de Vaud;
- le paiement des allocations en cas de service militaire, service civil ou de protection civile (APG), des allocations familiales (AF) et des prestations complémentaires cantonales pour familles et de la rente-pont;
- la fourniture des renseignements sur les différents domaines d'assurance sociale qui ne sont pas placés sous la responsabilité du service.

Dans le domaine de l'assurance-maladie, le SAS contrôle que l'ensemble des Lausannoises et Lausannois soient couverts par l'assurance de base et enregistre les demandes de subsides aux primes. Depuis 2018, le service dispose d'une antenne de l'Office vaudois de l'assurance maladie dévolue aux Lausannoises et Lausannois.

Au plan communal, ses missions comprennent aussi bien la gestion de l'allocation communale de naissance que celle de l'aide individuelle au logement.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration	4.60	4.40	4.90	4.90
AMAL	13.60	11.30	12.30	11.70
Assujettissement AVS	7.10	7.10	6.30	6.10
PFM	8.80	8.80	8.80	8.80
Prest. compl. famil. & Rentes	19.90	19.10	22.70	19.10
Prestations AVS/AI	8.40	8.40	8.40	7.40
RFM et AIL	9.10	8.50	8.50	8.30
Total service	71.50	67.60	71.90	66.30

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	0.40

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Administration	6	4.40	7	4.90
AMAL	13	11.30	13	11.70
Assujettissement AVS	8	7.10	7	6.10
PFM	9	8.80	9	8.80
Prest. compl. famil. & Rentes	24	19.10	24	19.10
Prestations AVS/AI	10	8.40	9	7.40
RFM et AIL	12	8.50	12	8.30
Total service	82	67.60	81	66.30

Apprenties et apprentis

	31 décembre 2020	31 décembre 2021
Unité administrative	nb	nb
Administration	-	-
Total service	0	0

Le service accueille un-e apprenti-e employé-e de commerce (rattaché au SPEL)

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	6	5
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
Total service	6	5

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	6
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	6

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé-e-s à l'heure	-	-
Auxiliaires mensualisé-e-s	2	0.83
Auxiliaires payé-e-s au forfait	-	*
Total service	2	0.83

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Le nombre de personnes reçues par le service est en nette augmentation par rapport à 2020:29'687 (10'795 en 2020). Un chiffre tout de même inférieur de moitié à celui d'avant Covid-19. Le nombre d'appels téléphoniques a été de 78'042 (69'086), une augmentation qui confirme les efforts fournis par le service pour maintenir le contact avec la population. 94'011 (75'330) courriels ont été dénombrés, un moyen de communication devenu habituel et facilité par la création d'un formulaire de contact en ligne. Enfin, 177'369 (159'936) courriers ont été reçus ou envoyés au cours de l'exercice.

Par rapport à 2020, les chiffres montrent que le service a réussi à rétablir le contact avec la population pour pouvoir garantir l'information du public et le soutien de celui-ci dans le dépôt des différentes demandes de prestations.

Direction**Activités du secteur juridique**

Les réclamations concernent principalement le régime cantonal des prestations complémentaires pour familles et rente-pont, dans le cadre desquelles les juristes de l'Agence d'assurances sociales (AAS) collaborent

avec les six centres régionaux de décision du canton. Le nombre de réclamations déposées (144) est stable par rapport à 2020.

Si la Caisse cantonale vaudoise de compensation AVS (CCVD) a repris l'essentiel des tâches fédérales, les oppositions en matière d'allocation pour perte de gain (APG) pour les étudiantes et étudiants demeurent néanmoins traitées par les juristes de l'Agence.

Un unique recours a été déposé auprès de la Cour des assurances sociales du Tribunal cantonal en matière d'APG et 5 recours ont été déposés auprès de la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal, en matière de prestations cantonales complémentaires pour familles.

Bureau de l'assujettissement

Secteur «Accueil et assujettissement»

Obligation de payer des cotisations AVS

Les personnes domiciliées en Suisse ou exerçant en Suisse une activité lucrative sont assurées et doivent payer des cotisations à l'AVS, à l'AI et aux APG. Des lettres d'information en matière d'obligation de cotiser à l'assurance vieillesse et survivants sont envoyées de manière hebdomadaire aux assurées et assurés lannois ayant fait l'objet d'un changement dans leur situation personnelle, tel un divorce, un veuvage, l'octroi d'un permis d'établissement ou encore d'une arrivée de l'étranger. Durant l'année, 6'015 (5'829) courriers ont été envoyés, accompagnés d'une notice explicative éditée par la CCVD est jointe à chaque envoi permettant à la personne assurée de vérifier sa situation actuelle. En outre, le guichet virtuel du site internet de la Ville informe les utilisateurs et utilisatrices en matière de cotisation à l'AVS.

Sociétés inscrites au registre du commerce

Par délégation de la CCVD, l'AAS est chargée d'effectuer le contrôle d'assujettissement à l'AVS des nouvelles sociétés inscrites au Registre du commerce vaudois. Employeurs et indépendants ont l'obligation légale d'être affiliés à l'AVS. Ils ont cependant le libre choix d'une caisse de compensation AVS. Au total, 5'637 nouvelles sociétés ont fait l'objet d'un contrôle à l'assujettissement à l'AVS en 2021 (5'410 en 2020).

Communications fiscales spontanées (CFS)

Pour fixer définitivement les cotisations à l'AVS, à l'AI et aux APG des personnes exerçant une activité indépendante, les caisses de compensation AVS sont liées par les données des autorités fiscales cantonales.

L'AAS mandatée par la Caisse a traité 1'285 (1'975 en 2020) communications fiscales spontanées (CFS) transmises par l'Administration cantonale des impôts (ACI), lesquelles n'ont pas été revendiquées par une caisse de compensation AVS. Les tâches consistent pour l'AAS à consulter les différentes bases de données, notamment le registre central des affiliés du canton de Vaud et d'effectuer, au besoin, un contrôle d'assujettissement à l'AVS auprès de l'assuré-e.

Affiliation des étudiant-e-s

Par mandat de la CCVD, l'AAS se charge de facturer la cotisation AVS due par les étudiantes et étudiants, considérés comme des personnes sans activité lucrative au sens de la loi sur l'AVS. Pour ce faire, les établissements d'enseignement vaudois doivent annoncer à l'AAS tous les étudiantes et étudiants qui ont eu 21 ans révolus au cours de l'année civile précédente. Après avoir reçu, de la part des 85 établissements d'enseignement vaudois concernés, les données des étudiantes et étudiants soumis à l'obligation de verser une cotisation à l'AVS, ce sont 20'842 (19'114) étudiantes et étudiants qui ont reçu une facture au verso de laquelle figurent des informations quant à leur statut en matière AVS et la procédure à suivre pour obtenir une dispense partielle ou totale de la cotisation AVS, pour celles et ceux qui ont exercé une activité lucrative.

En 2021, près de 60% des étudiantes et étudiants qui ont reçu une facture ont exercé une activité lucrative soumise à cotisation AVS et ont été dispensés partiellement voire totalement de cotisation AVS due en qualité de personnes sans activité lucrative.

Bureau des prestations AVS/AI

Prestations complémentaires à l'AVS/AI

Le 1^{er} janvier 2021 est entrée en vigueur la réforme fédérale sur les prestations complémentaires (PC), avec des changements conséquents sur la manière d'octroyer la prestation. Les gestionnaires ont pu prendre connaissance des changements et être formés dès la fin 2020 afin d'accueillir les questions du public à compter de janvier 2021.

Dans le cadre des demandes ou suivis de dossiers de prestations complémentaires (PC), les collaborateurs et collaboratrices ont répondu aux assurées et assurés au travers de 8'899 interactions (téléphoniques et physiques), soit une augmentation de 52% par rapport à l'an passé (5'913 en 2020). Cette hausse marquée est due aux questions liées à la réforme PC mais surtout à une adaptation du public qui appelle plus spontanément. Les 916 demandes PC déposées cette année démontrent la stabilité du recours à cette prestation malgré la situation sanitaire (968 en 2020).

Une bascule des habitudes s'opère en septembre 2021, mois à partir duquel le fonctionnement de l'agence est revenu à la normale. Le nombre de réceptions augmente et les sollicitations téléphoniques baissent. De janvier à août, la moyenne mensuelle est de 43 personnes reçues au guichet et 724 interactions téléphoniques; dès septembre, cette moyenne passe à 147 personnes reçues et 544 appels.

Rentes de vieillesse

Ce sont 1'216 courriers (1'202 en 2020) qui ont été adressés aux futures rentières et futurs rentiers lausannois pour les informer de la nécessité de déposer une demande de rente AVS et leur rappeler que cette démarche peut s'effectuer auprès de l'Agence d'assurances sociales.

Recrutement des curateurs et curatrices

Le rôle des collaboratrices et collaborateurs consiste à présenter les différents mandats possibles et répondre aux interrogations des volontaires à la fonction de curateur-trice pour leur permettre de se projeter, tout en dressant leurs profils afin que le Service des curatelles et tutelles professionnelles puisse proposer à la Justice de paix le candidat le plus approprié en fonction des besoins de la personne concernée.

Soutien à la population fragilisée (Vision 2020)

Avec ses compétences administratives et le souhait d'offrir ce soutien à la population lausannoise dans le cadre de la Vision 2020, le bureau a poursuivi ses partenariats avec Pro Senectute, certains centres médicaux-sociaux lausannois et le Bureau régional d'information et d'orientation. Plusieurs suivis réguliers ont été maintenus durant l'année, dont certains à domicile, pour une aide telle que le tri de courriers ou de factures, la préparation de paiements, la rédaction de correspondances diverses ou encore l'accompagnement à des rendez-vous administratifs. Un guide des bonnes pratiques (fruit de la réflexion collective des partenaires impliqués) dont le but est de préciser les compétences et champs d'action respectifs ainsi que le cadre de la collaboration est en cours d'élaboration.

Bureau des remboursements de frais de maladie et aide individuelle au logement

Remboursements de frais de maladie (RFM)

Ce secteur a pour mission de transmettre à la CCVD, après diverses vérifications, les justificatifs qui donnent droit à un remboursement de frais de maladie et des demandes spécifiques telles que demandes d'évaluation d'aide au ménage, de remboursement de frais de régime, contestations, etc.

Aide individuelle au logement (AIL)

L'AIL est une prestation qui vient en aide aux familles autonomes financièrement. Elle vient compléter un bouclier de prestations sociales et a pour but d'apporter un complément aux familles qui ont une charge trop lourde liée aux loyers. L'AIL est entrée dans le système d'information du revenu déterminant unifié (SI-RDU) au 1^{er} janvier 2013. Depuis cette date, les subsides sont ajoutés au revenu déterminant permettant de calculer le droit. Toutefois, ni le barème ni le règlement cantonal AIL n'ont été adaptés. En conséquence, le nombre d'ayant droits a fortement diminué depuis ce changement.

Pour l'année 2021, l'érosion est moins sensible que les autres années. La raison principale est que les montants de primes LAMal ayant faiblement augmenté, les subsides à l'assurance maladie sont restés stables, avec un faible impact sur le revenu déterminant des bénéficiaires. Ainsi en 2021 leur nombre n'a diminué «que» de 4.3% (12.8% en 2020).

Centre régional de décision (CRD) – prestations complémentaires pour familles du grand-lausanne et rente-pont

Au 31 décembre 2021, le CRD du Grand-Lausanne occupe 24 personnes, représentant 21.6 EPT, (dont 2.6 EPT vacants). Le financement du CRD est assuré à part entière par le Canton.

PC Familles

Les prestations complémentaires cantonales pour familles (PC Familles) ont pour but de garantir la sécurité matérielle des familles de condition modeste qui travaillent. La compétence du CRD du Grand-Lausanne s'étend, en sus de Lausanne intra-muros, aux régions d'action sociale de l'Ouest lausannois, de l'Est lausannois et de Prilly-Echallens.

Au 31 décembre 2021, le CRD du Grand Lausanne compte 2'809 (2'533) dossiers PC familles ouverts, pour lesquels le montant moyen des prestations versées mensuellement s'élève à CHF 1'044.25.

Rente-pont

La rente-pont, pour laquelle le CRD du grand Lausanne est le centre de compétence exclusif, a pour but de couvrir, dans une mesure appropriée, les besoins vitaux des personnes ayant atteint l'âge de 62 ans révolus pour une femme et 63 ans révolus pour un homme, n'ayant pas droit ou ayant épuisé leur droit aux indemnités de chômage et évitant ainsi l'anticipation de la rente AVS et LPP. Au 31 décembre 2021, 1'288 (1'216) dossiers étaient ouverts.

Remboursement de frais

Pour les bénéficiaires de PC Famille, le nombre de factures validées pour des remboursements de frais de maladie ou de garde est de 70'379. Pour les bénéficiaires de la Rente-Pont, ce chiffre se monte à 13'469.

Le secteur dentaire a quant à lui répondu à 4'882 (4'512) requêtes et a soumis 197 (183) dossiers d'orthodontie au médecin-dentiste conseil.

Prestations transitoires pour chômeurs âgés (LPtra),

Le 1^{er} juillet 2021, est entrée en vigueur la Loi sur les prestations transitoires pour chômeurs âgés (LPtra), dont le traitement a été délégué par la Caisse cantonale vaudoise de compensation (CCVD) au CRD du Grand-Lausanne. Les données relatives à cette nouvelle prestation, pour cette première période d'activité, sont les suivantes:

- Nombre de nouvelles demandes déposées: 78
- Nombre de décisions d'octroi notifiées: 19
- Nombre de décisions de refus notifiées: 36

Bureau des prestations familiales et militaires

Allocation communale de naissance (ACN)

Cette allocation est destinée aux parents d'enfants de condition modeste, dont la mère est sans activité lucrative et domiciliée à Lausanne depuis trois mois au moment de la naissance. Le montant de l'allocation n'a pas évolué depuis 2010: de CHF 1'000.- à CHF 1'440.- par paliers de CHF 110.- en fonction de la situation économique des parents du nouveau-né.

Dès que l'enfant est inscrit au contrôle des habitants de la Ville de Lausanne, le service des assurances sociales prend contact avec les parents pour les informer de l'existence de cette prestation et leur adresser une notice expliquant les conditions d'octroi et un formulaire de demande d'allocation.

Le nombre de naissance et d'accueil en vue d'adoption, communiqué par le contrôle des habitants en 2021, est de 1'639 (1'596 en 2020). 269 (292) allocations ont été octroyées pour un montant de CHF 368'440.- (CHF 399'470.-). 134 (99) décisions de refus ont été rendues.

Allocations pour perte de gain en cas de service (APG)

Sur délégation de la CCVD, l'Agence gère les allocations pour perte de gain (APG) en cas de service pour l'intégralité des étudiants et étudiantes du canton dès l'année de leur 21^e anniversaire, ainsi que pour les non-actives et actifs lausannois. Pour l'année 2021, 5'450 questionnaires APG (4'366 en 2020) ont été adressés à l'Agence.

Caisse cantonale d'allocations familiales (CCAF)

Sur délégation de la CCVD, l'Agence gère les allocations familiales en faveur des personnes sans activité lucrative pour l'ensemble du Canton de Vaud.

Le nombre d'allocations* en faveur des personnes sans activité lucrative par année et par typologie est le suivant:

	2020	2021
Allocations pour enfants	7'049	7'064
Allocations de formation	1'807	1'944
Allocations de naissance	315	399
Total	9'171	9'407

* Source : statistiques OFAS

Bureau de l'assurance-maladie (AMAL)

Subside à l'assurance-maladie

L'Agence d'assurances sociales (AAS) a pour mission de compléter les demandes de subsides, d'enregistrer les modifications concernant des demandes de subsides existantes et d'envoyer ces informations à l'Office vaudois de l'assurance-maladie (OVAM), via le Système d'Information du Revenu Déterminant Unifié (SI-RDU). L'OVAM (ou son antenne lausannoise rattachée au bureau AMAL) rend ensuite les décisions sur la base des informations transmises par l'AAS.

Au printemps 2020, des mesures ont été prises par la Direction générale de la cohésion sociale du Canton de Vaud (DGCS) dans le cadre de la pandémie, afin de fixer un cadre et des procédures adaptées à la crise, notamment en privilégiant le mode de transmission électronique des demandes. Ces pratiques ont perduré en 2021, ceci d'autant plus qu'elles sont parfaitement adaptées au travail à distance, qui s'est considérablement développé dans l'intervalle.

Contrôle de l'obligation d'assurance

L'AAS a pour mission de vérifier que les personnes domiciliées à Lausanne disposent d'une couverture d'assurance-maladie conforme à la législation en vigueur. La situation des frontaliers et frontalières, des nouveau-nés et les personnes qui arrivent de l'étranger est ainsi systématiquement contrôlée. Les dossiers des personnes qui ne remplissent pas les exigences ou les délais sont transmis à l'OVAM, qui reprend la main et procède, en dernier recours, à une affiliation d'office pour l'assurance obligatoire des soins auprès d'un assureur LAMal agréé.

En 2021, 12'026 (9'791 en 2020) lettres ont été adressées à la population lausannoise et 2'167 (1'263) dossiers ont été transmis à l'OVAM.

Antenne OVAM lausannoise (AOL)

L'antenne OVAM de Lausanne est en charge des demandes de subsides déposées par les Lausannoises et Lausannois auprès de l'Agence ou via le portail Internet. Son rôle consiste à calculer le montant du subside, notifier la décision et assurer le versement de la prestation. Elle veille à assurer une collaboration efficace avec le bureau AMAL et vise à optimiser le traitement des demandes de subsides avec l'OVAM. Très appréciée par les deux organismes, cette structure démontre à quel point son rôle est important dans l'allègement de la charge des primes d'assurance-maladie pour la population lausannoise.

Distribution de sacs à ordures

Le règlement communal sur la gestion des déchets, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2013, stipule que chaque naissance d'un enfant donne droit à une distribution unique et gratuite de sacs poubelles (8 rouleaux de 35 litres ou 16 rouleaux de 17 litres).

Cette année, sur les 1'639 parents d'enfants nés en 2021, 1'389 sont venus chercher les sacs après avoir été contactés par courrier. Le pourcentage de personnes n'ayant pas donné suite est donc en augmentation pour atteindre 15.2% (12.6% en 2020). En comparaison aux 1'596 parents contactés durant l'année 2020, les chiffres montrent une légère augmentation du nombre de bénéficiaires (+2.6%).

Le règlement indique également que chaque personne souffrant d'incontinence (au sens LAMal) est à même de recevoir, chaque année 5 rouleaux de 35 litres ou 10 rouleaux de 17 litres.

En 2021, 605 personnes ont bénéficié d'une remise de sacs contre 636 en 2020, soit une diminution de 4.9%.

© Marino Trotta | Ville de Lausanne

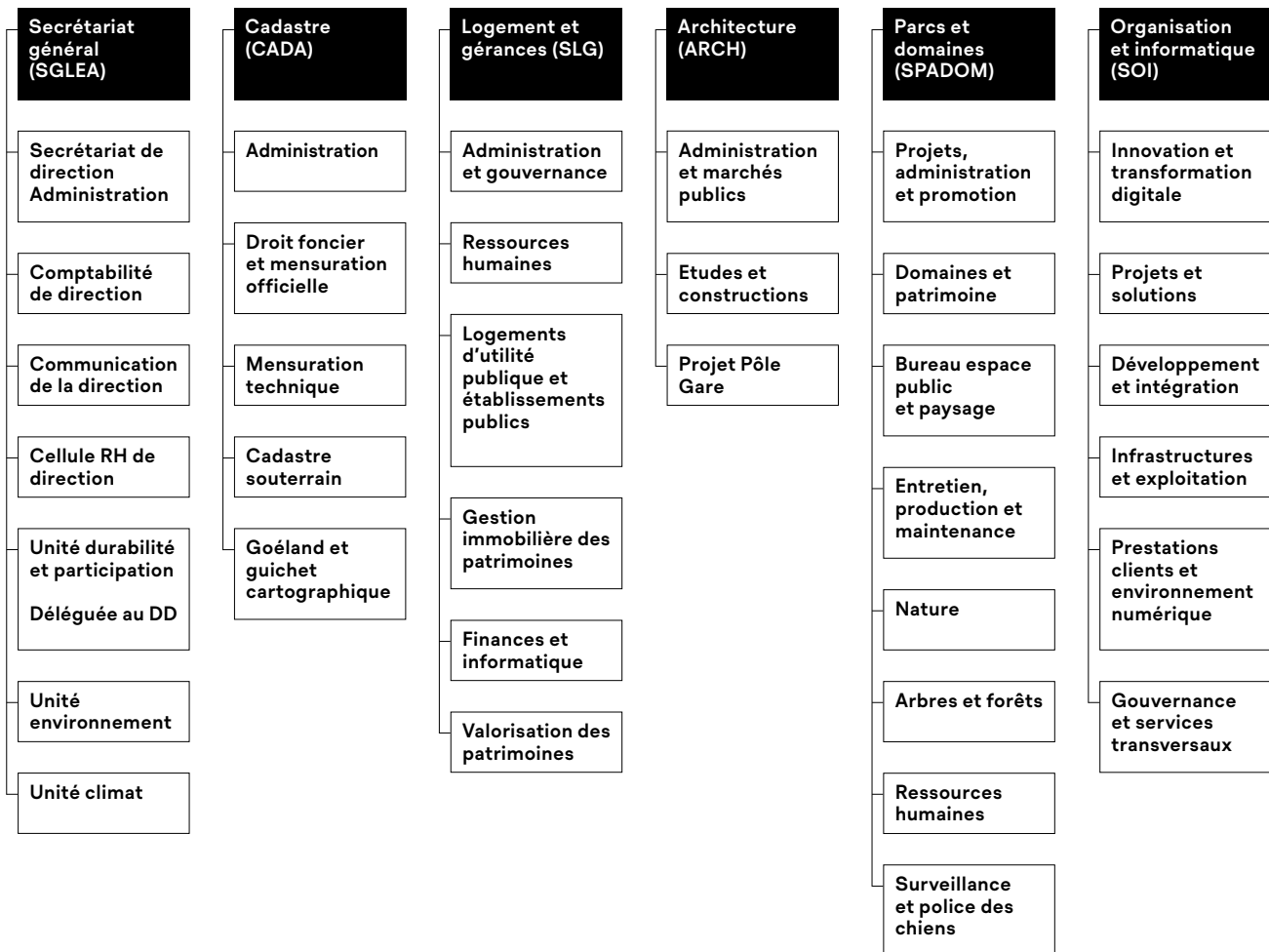


Direction du logement, de l'environnement et de l'architecture



Direction du logement, de l'environnement et de l'architecture (LEA)

Directrice



Comme l'année précédente, l'année 2021 et son contexte sanitaire ont assurément fortement marqué la Direction LEA. Toutefois, c'est avec une forte implication qu'elle s'est engagée pour préserver la stabilité, conduire la fin de la législature 2016-2021, puis débiter la suivante par l'établissement de son nouveau programme. Une nouvelle législature qui voit par ailleurs l'arrivée de l'Unité Plan Climat au sein de la direction et la transition vers un nouveau Service des gérances et un Service de l'architecture et du logement, tous deux prêts à répondre aux défis de la conduite des gérances et aux enjeux d'assainissement du patrimoine bâti de la Ville.

Dans le courant de l'année, les mesures sanitaires se sont progressivement assouplies, permettant une reprise d'activité pour certaines et certains acteurs. La Municipalité a néanmoins réaffirmé son soutien à ses locataires commerciaux fragilisés en renonçant à plusieurs reprises à percevoir les loyers et redevances mensuels. Dans ce même esprit, afin de soutenir les productrices et producteurs et favoriser le circuit-court ainsi que les produits locaux, un nouveau marché alimentaire s'est installé les vendredis après-midis au sud du Parc de Milan.

En mai, la Ville de Lausanne annonçait la découverte d'une pollution des sols aux dioxines qui pourrait être liée à l'exploitation de l'ancienne usine d'incinération du Vallon. Mettant la santé de la population et la protection de l'environnement au cœur des intentions, des campagnes d'investigations complémentaires menées par le Canton en collaboration avec la Ville ont permis de préciser le périmètre et les niveaux de la pollution et de communiquer des recommandations sanitaires à la population concernée. La Ville s'est également engagée à communiquer chaque nouvelle étape à sa population. Des questions sont encore en cours de clarification par les instances cantonales et fédérales, notamment en ce qui concerne l'assainissement au regard de l'Ordonnance fédérale sur les sites contaminés (OSites). Dans ce contexte, la Municipalité a fait part de sa prise de position quant à la consultation relative à la révision partielle de la loi fédérale sur la protection de l'environnement avec pour objectifs de défendre les intérêts de la Ville et s'assurer que le futur cadre légal ne pèjore ni la santé des lausannoises et lausannois, ni l'environnement, ni les finances publiques.

Reflète des lignes directrices de la transformation numérique, le lancement de la plateforme «Lausanne Participe» concrétise la volonté de rapprocher l'administration de la population en apportant une dimension numérique au dialogue. Favorisant ce même rapprochement, ce sont 30 ateliers qui ont été réalisés avec le soutien du Canton en amont de la Journée du Digital. Ces rencontres ont compté avec près de 600 inscriptions confirmant un réel succès et la volonté de la population d'améliorer ses connaissances dans le domaine du numérique inclusif.

La Confédération, les cantons de Vaud et de Genève, la Ville de Lausanne et les CFF ont donné, le 29 juin 2021, le premier coup de pioche du chantier d'agrandissement et de modernisation de la gare de Lausanne. Cet événement majeur autour du chantier de la décennie a représenté un moment opportun pour faire connaître les importantes refontes des espaces publics et de mobilité autour de la gare. C'est ainsi qu'entre juin et septembre, la population a eu la possibilité de se familiariser avec les futurs projets qui composent le secteur Pôle Gare, en parcourant une exposition à ciel ouvert dans l'espace public.

Le déploiement de la politique d'agriculture urbaine s'est poursuivi tout au long de l'année. Ainsi, la Ville a notamment ouvert «Le local», magasin éphémère situé à la place de la Palud et proposé gracieusement aux productrices et producteurs de proximité d'y faire la promotion d'une alimentation durable et de qualité. Autre engagement fort pris auprès de Faireswiss, se fournir uniquement en lait équitable pour la restauration collective de la Ville; un changement nécessaire et fondamental pour l'avenir du monde agricole laitier en Suisse. Quant aux Vins de Lausanne ils deviennent les Domaines de la Ville de Lausanne. Avec pour mention «Vigneron·nes encaveur·euses depuis 1536», la Ville a tenu à mettre en avant ses cinq domaines et les caractéristiques qui les identifient.

Après treize mois, les travaux de l'immeuble du Barbare ont pris fin. Combles transformés en appartement, logements mis aux normes, toit et façade rénovés, tea-room transformé en café-restaurant, le tout dans le respect des exigences patrimoniales. Une seconde jeunesse se profile également pour l'Auberge de Sauvabelin qui conservera le gabarit et la structure bois du corps principal originel pour un projet à l'esprit «guinguette» proposant un espace intérieur, deux salles à l'étage et une terrasse ombragée.

L'année a également été ponctuée par l'attribution du Label Villeverte suisse «argent» pour les prestations en faveur des espaces verts et de l'approche durable des zones vertes urbaines ou encore l'obtention par la Ville des trois étoiles du label «Commune en santé» remis par Unisanté et symbole de son engagement de la promotion de la santé de sa population. Du côté du Jorat, c'est le label de Parc d'importance nationale remis par la Confédération qui marque d'une pierre blanche la création du Parc naturel périurbain du Jorat, qui devient ainsi le premier parc naturel périurbain en Suisse romande et le deuxième de ce type en Suisse. Enfin, une pluie de distinctions et de médailles est venue récompenser le travail des artisanes et des artisans des Domaines de la Ville de Lausanne, nommés notamment parmi les 25 meilleurs vigneronnes et vigneron vaudois au top 150 du GaultMillau.

Décisions soumises par la Direction en 2021 et adoptées par la Municipalité

Année	2021
Affaires courantes	153
Adjudications et mandats	190
Permis d'abattage/élagage	599
Total	942

Secrétariat général LEA (SGLEA)

Principales missions du service

Le SGGLEA est constitué de sept unités:

- administration, communication et cellule RH de la direction;
- comptabilité de direction;
- unité durabilité et participation, avec la déléguée au développement durable;
- unité environnement;
- unité climat.

Les prestations du service couvrent un large spectre de tâches dans les domaines de la conduite de la direction, du soutien administratif, de la comptabilité de direction. Il assure la coordination des activités de la direction.

Les unités durabilité et participation, environnement ainsi que l'unité climat dont les prestations sont complémentaires et largement transversales au sein de la Commune de Lausanne, complètent les prestations du service. La diversité des missions et activités permet de mettre en place des synergies entre les unités en travaillant transversalement, et d'optimiser de manière constante l'engagement des collaboratrices et collaborateurs ainsi que les processus de travail, tant au sein de la direction que dans le service.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration SGGLEA-C	7.40	7.30	7.50	6.80
Comptabilité Dir. LEA	7.50	7.50	7.50	7.50
Environnement	1.70	1.80	2.70	1.70
Projet Pôle Gare	2.30	2.10	-	-
Unité Climat	-	-	2.50	2.40
Unité durabilité et participation	4.20	2.40	4.20	3.20
Total service	23.10	21.10	24.40	21.60

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	1.30

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Administration SGLEA-C	9	7.30	8	6.80
Comptabilité Dir. LEA	9	7.50	9	7.50
Environnement	2	1.80	2	1.70
Projet Pôle Gare	3	2.10	-	-
Unité Climat	-	-	3	2.40
Unité durabilité et participation	3	2.40	4	3.20
Total service	26	21.10	26	21.60

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
Droit foncier et géomatique	-	-
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	2	3
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	-
Total service	3	3

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	1
Départ à la retraite	1
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	2

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé-e-s à l'heure	1	0.09
Auxiliaires mensualisé-e-s	3	0.80
Auxiliaires payé-e-s au forfait	-	*
Total service	4	0.89

*information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

L'année 2021 aura notamment été marquée par la fin de la législature 2016-2021 et son traditionnel bilan. A cette occasion, le SGLEA a coordonné l'établissement du bilan des services de la direction. Les premiers mois de la nouvelle législature se sont eux traduits par l'accompagnement de l'élaboration du programme de législature 2021-2026.

La nouvelle législature a également vu l'arrivée de l'Unité Climat au sein du secrétariat général de la Direction LEA, et ainsi la réunion des compétences déjà présentes en matière d'environnement, de durabilité et de participation dynamisant ainsi encore les synergies.

Pour répondre aux besoins actuels et futurs du projet Pôle Gare et ses composantes en phase de réalisation, l'Unité Pôle Gare a été rattachée administrativement au Service d'architecture, dès le 1^{er} septembre 2021.

Suite à la découverte d'une pollution des sols aux dioxines, un volume important de temps et de travail a été dédié, en collaboration avec l'Unité environnement et le Service des parcs et domaines, à piloter les efforts pour cerner précisément les enjeux et en définir les contours juridiques, politiques, scientifiques ou encore financiers. Le SGLEA a de plus participé à la mise en place d'une structure de gestion commune Ville – Canton intégrant les services concernés.

Le SGLEA s'est en outre attelé à relever le défi de la dématérialisation à travers le déploiement du nouvel outil AGIR en assurant la coordination interne.

Principales activités 2021

Administration

Les missions de cette unité comprennent le soutien à la conduite de la direction, l'accueil, la réception, la réponse téléphonique, le soutien administratif, d'importants travaux de secrétariat, la prise de notes de séances, certaines prestations logistiques transversales à la directrice ainsi qu'aux collaboratrices et collaborateurs de la Direction (gestion du courrier entrant et sortant, numérisation, organisation et préparation de séances), ainsi que la coordination générale des procédures, des ordres du jour, des activités et des communications (internes et externes) au niveau de la direction. De plus, cette unité traite tous les événements particuliers; ainsi elle est en charge de la coordination administrative interne et externe à la direction.

La mise en production de l'application AGIR (nouvelle gestion des séances de la Municipalité et du Conseil communal) en juin 2021 a engendré un énorme surplus de travail autant au niveau des services que du Secrétariat général, qui a dû remettre en place des procédures administratives et faire en sorte d'implémenter AGIR dans ses propres processus de travail.

L'objectif constant de cette unité est l'amélioration, l'optimisation et la simplification des procédures administratives.

Ressources humaines

Cette année a encore été marquée par la crise sanitaire liée au Covid-19 qui en termes RH, s'est traduit par de nombreux défis à la fois organisationnels et humains.

Le changement de législature a également amené une réflexion organisationnelle et fonctionnelle avec la décision de la Municipalité de transférer l'Unité inspection et analyse du Service d'architecture au Service de l'urbanisme. La direction LEA a souhaité également transférer l'Unité logement du Service du logement et des gérances vers le Service d'architecture. Deux nouveaux services ont ainsi été créés: le Service des gérances (GER) et le Service d'architecture et du logement (ARLO). Un accompagnement au changement et un accompagnement RH a été nécessaire, notamment dans les travaux de réorganisation en collaboration étroite avec le Service du personnel.

En dehors de la gestion courante du personnel, la RRH de services a contribué notamment aux résultats suivants:

- une douzaine de recrutements pour SGLEA, CADA et ARCH;
- accompagnement lors de changements organisationnels à la suite de divers transferts d'unité ou section: AIC-ARCH à BPC-URB, Plan Climat SMUN à SGLEA, Pôle Gare SGLEA à ARCH;
- pilotage opérationnel et accompagnement au changement du nouveau service ARLO;
- suivi de dossiers RH sensibles pour SGLEA, CADA et ARCH.

Dans ses tâches de coordination et de soutien RH de la direction LEA, en lien direct avec sa municipale, la RHD a contribué aux résultats suivants:

- pilotage du projet de réorganisation RH des services pour ARLO et GER;
- réorganisation de l'entité Pôle Gare avec le recrutement d'un responsable Périmètre Pôle Gare et le suivi RH de la responsable de projet;

- suivi des dossiers RH sensibles, notamment à ARCH;
- suivi des dossiers RH Ville et coordination avec LEA pour les dossiers «rémunération des auxiliaires», «pérennisation des auxiliaires», «art. 38» (métiers ARCH, IT et engineering) et «apprentissage»;
- participation à différents groupes de travail pilotés par le SPEL et représentation de la direction, notamment «lutte contre le harcèlement au travail» (membre du comité de pilotage), «télétravail», «recrutement», «politique RH et problématique LGBTIQ+»;
- engagement d'une nouvelle assistante RH pour la cellule RH de la direction.

Comptabilité de direction

Les principales tâches ont été les suivantes:

- établissement, pour l'ensemble de la direction et en collaboration avec ses services, du budget de fonctionnement, du plan des investissements et du bouclage des comptes;
- passation des écritures et enregistrement des factures dans différents logiciels comptables, ceci dans le respect des règles administratives et de leur évolution;
- établissement des décomptes TVA;
- gestion administrative et comptable du personnel de la direction;
- gestion financière et comptable du Fonds du développement durable (FDD) et du suivi financier dans l'application Goéland.

En 2021, la comptabilité de direction a également:

- fourni périodiquement l'outil de pilotage financier des investissements de la direction via divers indicateurs;
- apporté activement son soutien à la rédaction de la partie financière des préavis et notes à la Municipalité élaborées par les services de la direction;
- participé à l'élaboration de la méthodologie de valorisation du stock des vins en vrac et en bouteilles;
- participé aux différents ateliers relatifs à la mise en œuvre des logiciels Abalmmo et Abacus;
- pris ses dispositions pour assurer le respect des délais et la qualité des prestations depuis le début de la pandémie;
- participé activement à la mise en place et au respect des règles sanitaires garantant la santé du personnel;
- fourni un soutien important à la mise en place des processus de gestion du magasin «Local pop-up»;
- assumé les impacts liés à la nouvelle législature et réorganisation des services (nouveaux plans de comptes, transferts de budgets, gestion des salaires, etc.).

Unité durabilité et participation

Effective depuis juillet 2020, l'Unité durabilité et participation (UDP) porte le positionnement institutionnel en matière de durabilité et de participation au sein de la Ville de Lausanne.

Promotion de la santé

La Ville de Lausanne définit une politique publique communale ambitieuse, volontariste et transversale en matière de promotion de la santé. Dans ce contexte, elle a communiqué l'obtention du label «Commune en santé» en janvier 2021. Ce label, attribué dans le Canton de Vaud par Unisanté, a été obtenu en 2020, avec la distinction la plus élevée de trois étoiles grâce à 79 mesures, et près de 250 sous-mesures qui participent directement à la promotion de la santé. Lausanne devient ainsi la première Ville de Suisse de plus de 100'000 habitantes et habitants à obtenir ledit label et démontre le caractère durable de son engagement pour la promotion de la santé et le bien-être de sa population.

Une stratégie, intégrant les grands enjeux en la matière et les résultats des études menées depuis 2018, est en cours de finalisation et fera l'objet d'un préavis en 2022.

Par ailleurs, reconnue pour son expertise en matière de santé et de durabilité, la Ville de Lausanne a poursuivi son engagement dans le Comité vaudois de labellisation de «Commune en santé».

Perturbateurs endocriniens

La Ville de Lausanne a poursuivi ses démarches dans le cadre de son programme de sensibilisation et d'actions visant à limiter la présence des perturbateurs endocriniens dans les centres de vie infantine (CVE). Sur demande, des guides et des affiches supplémentaires ont été distribués à des professionnelles et professionnels du domaine. Des visites *in situ* ont été développées dans l'objectif de faire un bilan de situation et d'accompagner ces structures dans la mise en place d'actions concrètes. Deux CVE y ont déjà participé. Une collaboration est également en cours avec l'Etat de Vaud afin d'adapter le guide aux institutions cantonales. Par ailleurs, le travail sur le catalogue d'achat de la Ville s'est poursuivi afin d'intégrer la question des perturbateurs endocriniens et une nouvelle convention a été conclue avec la société TOXpro afin de disposer d'une expertise scientifique en matière d'analyse toxicologique.

Le programme a fait l'objet du rapport-préavis N° 2020/31 «Perturbateurs endocriniens: analyse de risques et plan d'actions communales – Réponse au postulat de M. Fabrice Moscheni», adopté par le Conseil Communal le 23 mars 2021.

Achats durables dans l'administration

Le travail d'analyse et de définition de critères de durabilité dans les achats de la Ville s'est poursuivi. La Ville de Lausanne participe activement au groupe national d'accompagnement pour la mise en place d'une plateforme nationale sur les achats responsables, afin de mutualiser les bonnes pratiques dans ce domaine.

Manifestations

Dans le cadre de la politique de la Ville en matière de manifestations responsables, la promotion des bonnes pratiques et l'accompagnement des manifestations se sont poursuivis par le biais de la plateforme KITmanif. Le rapport-préavis N° 2020/34 «Manifestations responsables: plan d'actions communales – Réponse au postulat de M^{me} Thanh-My Tran-Nhu» doit encore être adopté par le Conseil communal.

La 6^e édition du Marché aux jouets s'est déroulée le 26 novembre 2021 au Casino de Montbenon. Cette manifestation, qui vise une consommation durable et solidaire, a connu un grand succès avec la participation de près de mille personnes et dans le respect des normes sanitaires en vigueur.

Convivialité et espace public: politique publique des édicules

Afin de soutenir les édicules lors des restrictions d'activités en début d'année, il a notamment été décidé de renoncer à la perception des loyers durant cette période. Un travail sur la réaffectation de trois édicules est en cours et devrait se concrétiser en partie en 2022.

Du 25 mars au 10 juillet 2021, l'édicule de la Maladière a accueilli le projet «Maladière Moderne», initiative collective qui rassemblait Bruno Aeberli (artiste), Ville en tête (association de sensibilisation à la culture du bâti) et Corridor (collectif curatoriale d'architecture). A la fois artistique et architectural, ce projet a amené une réflexion sur la réappropriation de l'héritage architectural moderne avec des expositions, des conférences, et des ateliers. Les candidatures pour l'appel à projets 2022 et une nouvelle attribution culturelle ont été reçues le 15 novembre 2021 et le processus d'attribution est en cours.

Participation

En 2021, la Ville de Lausanne a mené une quinzaine de démarches participatives comme, par exemple, les forums pour l'écoquartier des Plaines-du-Loup, les rencontres citoyennes du contrat de quartier d'Entre-Bois, la troisième édition du budget participatif ou la piétonisation et végétalisation de la rue des Echelettes dans le cadre de chantiers participatifs.

La coordinatrice de la participation, avec l'appui des membres du Pôle d'expertise participation, a notamment:

- renforcé la coordination des démarches participatives et l'accompagnement des services (soutien, conseils, outils, etc.) avec la création de permanences participation et d'une checklist participation;
- consolidé les compétences en matière de participation par la mise en place d'une formation pour le personnel de l'administration et la rédaction d'un guide de bonnes pratiques (en cours);
- mis en ligne, en avril 2021, la plateforme «Lausanne participe» qui vise à rassembler toutes les démarches participatives et renforcer la participation en ligne;
- acquis un vélo-cargo afin de mobiliser les quartiers et mener des démarches participatives *in situ*;
- élaboré une stratégie participation 2022-2026 (objet d'un préavis en cours de finalisation);
- assuré une veille scientifique de la participation et l'implication de la Ville à différents réseaux régionaux, nationaux et internationaux.

Déléguée au développement Durable

Les axes prioritaires sont: la politique alimentaire, la production et la consommation responsables, l'économie circulaire, la gestion du Fonds communal pour le développement durable en collaboration avec la comptabilité de direction et l'administration durable.

Politique alimentaire Ville: Restauration collective durable (RCD)

Préavis RCD II

- Rapport-préavis N° 2019/42 «Bilan et perspectives du plan d'action pour une restauration collective municipale avec une haute qualité nutritionnelle, environnementale et sociale (plan RCD)»: poursuite de la politique alimentaire durable Ville avec l'amélioration continue et audits des objectifs de durabilité à atteindre d'ici à 2023;
- le 1^{er} juin 2021 a été organisé, en collaboration avec la marque VAUD+ (Canton de Vaud), la rencontre avec une trentaine de fournisseurs – grossistes de la restauration collective, afin d'étoffer l'offre alimentaire en produits de proximité et bio;
- introduction systématique du produit Faireswiss «Le lait équitable» dans les 34 cuisines RCD. La conférence de presse du 16 novembre 2021 a démontré l'intérêt des médias et du public pour la défense de l'économie agricole de proximité;
- en partenariat avec l'EPFL et HILT Academy, élaboration et déploiement de la formation «Menus végétariens» pour les cuisiniers RCD.

Distributeurs LOCAMAT

Lancement de l'initiative LOCAMAT comprenant au minimum 80% de produits et fournisseurs de proximité, en lieu et place des distributeurs Selecta dans l'administration, en partenariat avec VAUD +, REGIO Suisse, EPFL et l'entreprise Dallmayr. L'initiative poursuit son déploiement en 2022.

RestoBox Lausanne – Emporter futé

L'initiative RestoBox Lausanne a démarré en février 2020 en partenariat avec GastroLausanne. L'objectif est d'introduire de manière systématique le recours à la vaisselle réutilisable, au lieu des contenants jetables à usage unique. En 2021, l'offre des contenants réutilisables a été étoffée avec le lancement des verres EASYCUP.

Economie circulaire et durable

Afin de répondre aux objectifs du plan de législature 2021-2026, une première analyse des potentiels et champs d'actions d'économie circulaire a été effectuée. Les propositions stratégiques seront examinées courant 2022.

Réseaux et représentation

Intégration au Comité stratégique consultatif du Cercle indicateurs de la Confédération.

Co-crédation du groupe de travail national «Alimentation durable» en partenariat avec l'Union des Villes Suisses (UVS) et les Villes de Zürich et Bâle. Sous l'égide de l'UVS, Lausanne a accueilli la 3^e rencontre qui s'est déroulée avec succès en septembre 2021.

Intégration au Comité RegioSuisse, VAUD+, EPFL et Dallmayr pour le déploiement national du concept LOCAMAT.

Membre du Comité COORD 21 (Coordination des collectivités publiques pour le développement durable).

Fonds communal pour le développement durable (FDD)

- activités relatives au Fdd: conseils, réception et analyse des demandes, préparation des quatre séances annuelles du comité de pilotage, réponses aux porteurs de projets, suivi des projets et des budgets.
- en partenariat avec les SIL, la communication publique «Eclairage, au fil des activités Fdd-Fee 2018, 2019, 2020» a été éditée pour la première fois en ligne, en avril 2021.
- en 2021, 13 projets ont obtenu un soutien financier, contre 17 en 2020.

Le Fdd a financé en 2021 un montant de CHF 3'569'000.- pour l'ensemble des projets et préavis validés par la Municipalité et le Conseil communal.

Unité communication de la direction LEA

En 2021, la cellule communication a défini les stratégies de communication des projets de la Direction et des services qui lui ont été confiés et assuré l'accompagnement des actions de communication. Responsable de

la cellule de communication Ville-Canton pour la thématique de la pollution des sols aux dioxines, elle a également représenté la Ville pour les questions de communication dans le cadre de Léman 2030. Elle a entretenu les relations avec les médias en organisant des conférences de presse et répondu aux diverses sollicitations. La cellule a également rédigé différents supports (argumentaires, communiqués de presse, éléments de discours, articles pour le journal communal, actualités municipales, etc.). Enfin, la cellule communication LEA a assuré le lien avec le Bureau de la communication de la Ville et participé au réseau des responsables et chargés et chargés de communication des directions.

Unité environnement

L'Unité environnement a pour objectif de devenir un centre de compétences et un observatoire de l'environnement, en coordination et en complémentarité avec les services métiers communaux. Deux principaux thèmes ont occupé l'année 2021 pour cette unité:

- la pollution des sols aux dioxines/furanes de la région lausannoise. En effet, une pollution aux dioxines a été constatée dans le secteur de l'avenue Victor-Ruffly en début d'année 2021. Au vu des concentrations enregistrées, la législation sur les sols impose des investigations complémentaires. Aussi, la Ville de Lausanne et le Canton de Vaud ont mené de concert des études afin d'évaluer l'origine, l'étendue, les niveaux de cette pollution ainsi que les risques qu'elle pourrait causer à la population, afin de pouvoir prendre les décisions relatives aux recommandations et restrictions d'utilisation sur les parcelles concernées par un usage sensible (jardins potager, places de jeux, écoles, etc.);
- l'observation de l'environnement. Conformément au rapport-préavis N° 2020/38 «Vers un observatoire de l'environnement, pour contribuer à promouvoir la santé de la population et à lutter contre les changements climatiques», adopté par la Municipalité le 24 septembre 2020, l'Unité environnement a concrètement commencé en 2021 la mise en place de cet observatoire. Les appareils de mesure ont été choisis (température, bruit et pollution de l'air) et les premiers capteurs reçus sont déjà posés. Les premiers tests internes ont permis de confirmer le bon fonctionnement des appareils choisis. Il est prévu de poursuivre ce test sur les deux prochaines années, en bonne coordination avec les services de la Ville, les spécialistes du Canton, MétéoSuisse et l'EMPA.

En parallèle, l'année 2021 a également donné lieu à différents projets spécifiques tels que:

- le développement d'un système d'information géographique (SIG) interne sur les immissions du bruit routier;
- l'élaboration de réponses, avec l'appui des services cantonaux et communaux concernés, à près d'une vingtaine de plaintes ou questionnements de la population lausannoise relatives aux nuisances dues au bruit, à la pollution de l'air et aux rayonnements non ionisants essentiellement;
- le suivi des études d'impact sur l'environnement des projets liés aux travaux de la gare de Lausanne;
- la participation au suivi des procédures de planification territoriale en tant qu'expert «environnement» pour le Plan d'affectation (PA) communal, les PA des Prés-de-Vidy, de la Rasude, de la Clochette et des Plaines-du-Loup, de Beaulieu, des Boveresses, de la route de Berne - Villa Ronde, de la Campagne des Cèdes, etc.;
- la participation aux travaux du Groupe amiante;
- la participation, en tant qu'expert, à la rencontre dans le cadre des «Sauvageons en ville» sur la pollution de l'air le 11 mai 2021;
- enfin, la tenue d'une première séance de la nouvelle Délégation municipale au climat et à l'environnement le 1^{er} novembre 2021.

Unité climat

L'Unité climat a été créée en 2021 et s'est développée avec l'engagement, à l'automne, d'une cheffe et d'un chef de projet à 80%, amenant ainsi les ressources de l'Unité à 2.4 ept. L'Unité a également été transférée de la direction CD à la direction LEA au 1^{er} juillet et est désormais rattachée au SGLEA. Elle est chargée des missions décrites dans le rapport-préavis N° 2020/54 «Plan climat: base de la politique climatique de la Ville de Lausanne», à savoir: la garantie de la cohérence de la politique sur le plan opérationnel, la coordination de

sa mise en œuvre et de ses futurs développements, le conseil en matière climatique, le développement et l'application d'un système de monitoring du Plan climat, la communication autour de ce plan, le pilotage de démarches participatives et d'études d'expertise ainsi que la conduite de stratégies de coordination et de collaboration avec les autres acteurs institutionnels et l'élaboration de stratégies de lobbying.

L'année 2021 a été marquée par:

- la sortie du Plan climat: Le Plan climat (rapport-préavis N° 2020/54 «Plan climat: base de la politique climatique de la Ville de Lausanne») a été communiqué par la Municipalité le 13 janvier 2021. L'Unité climat a accompagné la sortie de ce plan au travers de différentes communications, ainsi que du travail réalisé avec la Commission N° 50 du Conseil communal, chargée de l'examen de ce rapport-préavis et qui s'est réunie cinq fois entre février et avril. Le Plan climat a été adopté par le Conseil communal en sa séance du 25 mai 2021;
- la définition des premières mesures du Plan climat et de leur financement: un travail a été effectué afin d'identifier des premières mesures à mettre en œuvre et leurs possibles sources de financement. Ce travail a abouti à l'élaboration du préavis N° 2021/24 «Premières mesures du Plan climat et stratégie de financement» qui prévoit notamment une subvention aux transports publics pour différents groupes de population. Cette mesure, ainsi que les autres mesures présentées dans ce rapport, seront financées grâce à une hausse sur quatre ans du plafond des taxes sur l'électricité;
- l'établissement de l'Unité climat comme unité transversale de coordination et de conseil: l'unité a assis sa position de mise en cohérence des actions sectorielles des différents services en regard de la politique climatique de la Ville et de conseil aux services;
- la communication autour du Plan climat: différentes actions de communication ont été déployées durant l'année 2021 afin de faire connaître le plan dans différents milieux. Il convient par exemple de citer les initiatives internationales, telles que la «Cities Race to Zero» ou le «One Planet City Challenge», que la Ville de Lausanne a rejoint, différentes interventions dans les médias ou encore une conférence donnée conjointement avec une chercheuse du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). L'unité a également tissé et resserré des liens forts avec d'autres collectivités, comme les villes de Paris ou de Zurich, grâce à des journées d'échange politiques et techniques;
- des travaux préparatoires en matière de monitoring et de participation: L'Unité climat élabore actuellement un système de monitoring du Plan climat et une stratégie de participation autour de ce plan, en collaboration avec les services et unités concernés.

Service du Cadastre (CADA)

Principales missions du service

Le Service du cadastre est constitué de cinq unités:

- administration;
- droit foncier et mensuration officielle;
- mensuration technique;
- cadastre souterrain;
- Goéland et guichets cartographiques.

Les prestations du service couvrent un large spectre de tâches dans les domaines:

- de la coordination des procédures à incidences spatiales;
- du droit foncier;
- des mensurations officielles et techniques;
- du cadastre des conduites souterraines;
- du traitement et de publications de géodonnées informatiques.

Par la mise à disposition de l'outil Goéland, le service s'occupe aussi des références territoriales. Cet outil, développé, maintenu et mis à disposition par le Service du cadastre, joue un rôle fédérateur au sein de

l'administration. Il s'agit d'une solution de gestion du savoir de l'administration permettant notamment de conduire et de documenter les processus administratifs.

Le service forme aussi quatre apprentis géomaticiens.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration SC	2.95	2.95	2.95	2.75
Droit foncier et géomatique	22.05	21.15	21.95	21.55
Goéland et guichets cartogr.	8.20	8.20	8.20	9.20
Total service	33.20	32.30	33.10	33.50

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	-0.10

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Administration SC	3	2.95	3	2.75
Droit foncier et géomatique	23	21.15	23	21.55
Goéland et guichets cartogr.	9	8.20	10	9.20
Total service	35	32.30	36	33.50

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
Droit foncier et géomatique	3	4
Total service	3	4

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	1	2
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
Total service	1	2

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	-
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	1
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	1

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	–	–
Auxiliaires mensualisé·e·s	–	–
Auxiliaires payé·e·s au forfait	–	*
Total service	0	0.00

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

La crise sanitaire liée au Covid-19 a malheureusement encore eu un impact sur le fonctionnement du service, tant par les absences causées par les personnes atteintes par le virus ou celles placées en quarantaine en leur qualité de cas contact. Il a été nécessaire de réévaluer et adapter notre organisation face aux vagues successives et aux changements de directives.

Principales activités 2021**Unité administration**

L'Unité administrative est la porte d'entrée du service et de la direction LEA. Ses premières missions sont un accueil et un service de qualité aux lausannois et lausannoises et aux partenaires de la Ville, ainsi qu'un soutien administratif pour le service et les différentes unités organisationnelles du Secrétariat général LEA. Les autres missions principales de cette unité sont le suivi d'affaires à l'aide de l'outil Goéland, l'établissement et le suivi du budget de fonctionnement, la constitution de toutes servitudes pour lesquelles la Commune est partie prenante, la mise en forme et l'archivage des conventions foncières pour l'ensemble de la Ville, la mise à jour de la base de données des parcelles, ainsi que la gestion des commandes de matériel pour le service et pour le SGLEA.

Unité droit foncier et mensuration officielle

L'Unité droit foncier et mensuration officielle assure principalement trois rôles: celui de spécialiste du droit foncier, celui de géomètre exclusif pour la Commune de Lausanne et celui d'autorité publique.

En tant que spécialiste du droit foncier:

- pilotage jusqu'à l'été 2021 du développement du quartier Malley-Gazomètre sur les communes de Prilly et Renens. Dans ce contexte:
 - représentation et défense des intérêts de la Commune de Lausanne dans le cadre des instances intercommunales de coordination et développement du projet;
 - négociation avec les CFF et convention de retrait d'opposition de la Commune dans le cadre du projet Malley-Gare des CFF;
 - négociation et réalisation de plusieurs conventions pour l'usage du site (Malleytte, Centre sportif de Malley, Fabrique de Malley).
- en août, transmission du pilotage du projet Malley-Gazomètre au Bureau de développement immobilier et Métamorphose (BDM) tout en continuant à jouer un rôle actif dans la défense des intérêts de la Commune et en apportant une expertise en matière de droit foncier notamment au BDM;
- finalisation des négociations et signatures des conventions foncières traitant de la mise à disposition des parcelles privées et des domaines publics pour les installations nécessaires au chantier des métros m2 et m3;
- soutien au Service d'urbanisme dans le cadre de l'étude et de la réalisation des différents plans d'affectation pour les aspects fonciers;
- négociations foncières (cessions de terrains, servitudes, etc.) dans le cadre des divers projets communaux;
- dénonciations d'autorisations à bien-plaire dans le cadre du début des travaux du tram t1;
- convention avec la Compagnie générale de navigation sur le lac Léman (CGN) pour la réalisation d'une voie de fuite et d'une voie d'accès;

Pour le rôle de géomètre de la Ville, il s'agit notamment de:

- établir les extraits cadastraux légaux pour les besoins de la Commune, tels que plans pour enquêtes publiques, plans de servitude pour le registre foncier, plans pour mention ou autres plans spéciaux;
- établir les dossiers pour la mise à jour du plan du registre foncier pour tous les biens-fonds communaux lors de nouvelles constructions ou de modifications de limites de parcelles;
- déterminer les lisières de forêts des parcelles communales avec l'inspecteur cantonal;
- établir diverses cartes ou plans sur demande des services communaux.

Pour le rôle d'autorité publique, il s'agit notamment de:

- gérer et diffuser les limites des constructions et les périmètres d'implantation nécessaires à l'implantation des nouvelles constructions;
- analyser et autoriser conformément à la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC), toutes les demandes de fractionnement de parcelles sur le territoire communal;
- participer à l'analyse des demandes de permis de construire en collaboration avec l'Office des permis de construire, notamment pour les aspects géométriques et fonciers (588 analyses réalisées);
- autoriser les réalisations d'ancrages sous le domaine public ou privé communal;
- contrôler l'implantation des nouvelles constructions sur tout le territoire communal (61 contrôles d'implantation et 92 contrôles de niveau de dalle de rez-de-chaussée effectués);
- attribuer et gérer les adresses de bâtiments;
- répertorier et taxer les empiètements immobiliers sur le domaine public;
- suivre la mise à jour permanente des nouvelles constructions sur le plan du registre foncier pour tout le territoire communal par délégation du Canton (51 rappels aux propriétaires et 33 mises en demeure, 90 contrôles de cadastrations effectués).

Unité Mensuration technique

L'Unité mensuration technique réalise des missions pour les projets communaux ou pour des ouvrages existants: implantations de constructions, levés de détails, acquisitions photogrammétriques, mutations et abornements, contrôles de stabilité d'ouvrages, relevés altimétriques, détermination de volumes, etc.

Pour l'année 2021, on peut signaler à titre d'exemples quelques opérations particulières:

- reprise du chantier de la STEP de Vidy (phase 3: contrôle de stabilité continu par géomonitoring, implantations d'ouvrages, contrôles d'exécution);
- suivi photogrammétrique par drone du chantier des Plaines-du-Loup;
- fin du chantier du stade de la Tuilière début 2021: divers contrôles de qualité d'exécution et mise à jour cadastrale de l'ouvrage;
- mesures de déformation de la conduite de dérivation des eaux de la Louve dans le tunnel Tridel et extension réalisée en 2020 jusqu'à l'usine pour d'autres conduites du Service de l'eau dans ce même tunnel;
- suivis de chantiers des différents collèges (Belvédère, Plaines-du-Loup, Saint Roch, etc.) ainsi que du théâtre de Vidy;
- démarrage des chantiers pour la SILL S.A. aux Plaines-du-Loup;
- poursuite des travaux de relevé 3D du voûtage du Flon;
- gestion du réseau de points fixes (PFP3) du territoire communal;
- différents contrôles de stabilité (chantiers communaux, ouvrages d'art et bâtiments communaux notamment).

En 2021, l'unité a fait l'acquisition d'un nouveau scanner laser permettant de modéliser des objets en 3D. Cette technologie est utilisée afin de contrôler la stabilité de certains ouvrages ou pour les modéliser à des fins de documentation (plan d'ouvrage, contrôle d'exécution). Il a permis cette année de:

- déterminer des volumes de sédiments dans le lit de certaines rivières;
- modéliser en 3D le dessableur du Capelard (en appui au Service de l'eau);
- contrôler différents murs et ouvrages (en appui au Service des routes et de la mobilité);
- acquérir le nuage de points 3D du Grand-Pont en vue des travaux de rénovation qui débutent en janvier 2022 (en appui au Service des routes et de la mobilité).

Enfin, l'unité a également fait l'acquisition d'un nouveau drone photogrammétrique de type quadricoptère qui vient compléter l'équipement (aile photogrammétrique professionnelle) permettant de réaliser des orthophotos ainsi que des modèles numériques de terrain sur de grandes étendues. Ces drones ont permis le suivi de l'évolution de certains chantiers comme par exemple l'écoquartier des Plaines-du-Loup, le stade de la Tuilière inauguré ou la construction de la nouvelle STEP à Vidy.

Unité cadastre souterrain

Mise à jour des réseaux et diffusion

L'Unité cadastre souterrain relève en fouille ouverte toutes les conduites (nouvelles et en service) situées sur le domaine public communal ou sur les propriétés communales, ainsi que les conduites appartenant aux services gestionnaires de la Ville, sur le domaine public et privé:

- périmètre d'intervention: communes de Lausanne, Epalinges, Renens, Prilly, Jouxteus-Mézery, Romanel-sur-Lausanne et Le Mont-sur-Lausanne;
- 3'300 interventions des équipes de terrain (comme en 2020), 31'400 points déterminés en planimétrie et en altimétrie (27'200 en 2020);
- mise à jour des bases de données dans un délai inférieur à une semaine;
- 1'200 commandes de géodonnées délivrées généralement dans un délai d'un demi-jour (940 en 2020).

Dématérialisation des plans graphiques

- 1'130 plans du réseau de gaz ont été numérisés en 2021, portant à 2'068 le nombre de plans numérisés, soit le 63% des 3'290 plans qui seront numérisés au total d'ici fin 2023;
- amélioration continue des bases de données (réseaux de distribution et d'évacuation des eaux, gaz).

Décommissionnement de SISOL

L'année a été marquée par de nombreux problèmes techniques liés à l'application SISOL (outil d'information géographique. Des solutions alternatives ont dû être mises en production de manière anticipée et plusieurs chaînes de traitement des données adaptées afin d'assurer la continuité de service. Les données restantes dans SISOL à fin 2021 sont les données du fluide électricité/multimédia, dont la migration par les SIL est prévue courant 2022. D'ici là, une solution de secours sera mise en place afin de pallier d'éventuels nouveaux problèmes techniques qui pourraient survenir.

Unité Goéland, guichets cartographiques

Goéland est une solution web largement utilisée au sein de l'administration communale, qui peut être employée par le personnel de la Ville sans coût de licence. Elle est intégralement développée au sein du service, qui s'occupe aussi de la maintenance de l'application et des serveurs des guichets cartographiques externe et interne. L'interaction entre ces derniers et Goéland assure une disponibilité et une mise à jour continue de l'information administrative et géographique acquise au sein de l'administration.

Goéland fonctionne grâce à une infrastructure d'une dizaine de serveurs physiques sur une plateforme libre de virtualisation. Tous les composants serveurs s'appuient sur des briques logicielles standards éprouvées sous licence libre telles que Linux, Apache, PHP et PostgreSQL/PostGIS.

Durant l'année, plus de 2'200 employées et employés de l'administration communale ont utilisé cette application. A fin 2021, 357'138 affaires (329'481 en 2020) sont traitées par plus de 30 services, qui ont collaboré pour plus de 1'687'130 prises de positions documentées (1'554'732 en 2020). Fin 2021, 1'755'788 documents électroniques sont indexés dans Goéland (1'613'347 en 2020). Ces documents ont été consultés plus de 12 millions de fois en interne.

L'atelier de numérisation a digitalisé et indexé 8'832 courriers en 2021 contenant 22'776 documents. De plus, 5'300 nouvelles et nouveaux acteurs ont été créés en base de données.

Les réalisations marquantes de cette unité pour 2021 sont les suivantes:

En lien avec les systèmes d'information géographiques (SIG):

- mise en production de QCAD.V1: pour la gestion des données géographiques de chauffage à distance, migrées depuis SISOL synthèse;
- mise en production de QRESEAU: pour la gestion des données géographiques des réseaux restants de SISOL synthèse (signalisation, multi-service, électricité des transports publics lausannois, télécommunication, compléments du cadastre souterrain);

- migration sur QGIS3 des outils QGAZ, QCAD et QSOUT. Formation et accompagnement des entités impactées, notamment aux SIL;
- migration du cadastre souterrain dans le cadre de référence MN95 (scripts FME, projets QGIS et autres outils);
- mise en production d'un système d'information sur le territoire (SIT) pour le Service des parcs et domaines pour qu'il puisse saisir et gérer des éléments liés à la nature.

En lien avec le guichet cartographique de la Commune de Lausanne (map.lausanne.ch):

- changement de cadre de référence MN03-MN95 de toutes les géodonnées du guichet cartographique (interne/externe);
- mise en production de la nouvelle version interne et externe du guichet cartographique (GeoMapFish 2.5);
- migration et mise en production sur un nouveau serveur de tous les fonds de plan WMTS en MN95.

En lien avec le développement de l'outil Goéland:

- développement d'un objet Groupement d'arbres pour le Service des parcs et domaines pour gérer les demandes d'abattages en relations;
- développement de 12 nouveaux types d'affaires Goéland, dont six complexes;
- développement et adaptations nécessaire pour supporter les QR-factures dans le traitement des coupons PostFinance/Recette en suspens;
- malgré le contexte sanitaire, l'unité a organisé et tenu 75 sessions de formation Goéland de différents niveaux, pour plus de 90 participantes et participants.

Autres projets:

- réalisation et mise en production d'un SIT NORMAT2 pour gérer et saisir les données relatives aux plans d'affectation basées sur les modèles de géodonnées fédéraux Interlis pour les besoins du Service de l'urbanisme;
- proposition d'une méthodologie et réalisation d'un prototype d'outil permettant de monitorer et diagnostiquer des indicateurs liés au territoire.

Service du logement et des gérances (SLG)

Principales missions du service

Administration et gouvernance

- conduite et coordination des différents domaines du service;
- consolidation de la gouvernance du service et rationalisation de l'organisation;
- suivi des recommandations du Contrôle des finances de la Ville de Lausanne;
- suivi du développement du système de contrôle interne couvrant l'ensemble des processus métiers et optimisation des procédures et indicateurs;
- nombreuses représentations de la Ville dans des conseils de fondation ou d'administration de sociétés immobilières.

Ressources humaines

- assurer les prestations liées à la gestion du personnel administratif et d'exploitation.

Logements d'utilité publique et établissements publics

- promouvoir, planifier, assurer le suivi et contrôler les logements d'utilité publique (LUP);
- initier et mettre en œuvre des projets sur l'habitat et le cadre de vie;
- administrer et réindexer les droits de superficie distincts et permanents (DDP), ainsi que suivre l'évolution des contrats;
- gérer et administrer les aides à la pierre;
- représenter la Commune dans différentes sociétés immobilières;
- participer à l'élaboration de certains plans de quartier afin d'implémenter un quota de LUP;
- assumer la gestion et l'entretien des édicules ayant fait l'objet de conventions (nouvelle politique des édicules);

- promouvoir et valoriser les établissements publics appartenant à la Ville et gérés par le SLG (nouvelle politique des établissements publics);
- élaborer les statistiques nécessaires au suivi régulier de l'évolution du marché du logement;
- assurer la mise à jour du Registre cantonal des bâtiments (RCB) et l'application de la loi sur l'harmonisation des registres (LHR);
- répondre aux obligations fédérales et cantonales en matière de statistiques de la construction;
- collaborer avec la Commission immobilière (CI) pour les objets achetés grâce au droit de préemption de la loi cantonale sur la préservation et la promotion du parc locatif (LPPPL);
- assurer et suivre les demandes particulières des locataires pour un relogement.

Office communal du logement

- gérer l'inscription aux logements subventionnés et contrôlés conformément à la législation en vigueur;
- réviser les conditions d'occupation des locataires des logements subventionnés ou contrôlés conformément à la législation en vigueur;
- préserver le parc de logements locatifs existants par le biais de la LPPPL.

Patrimoine immobiliers

- gérer le parc immobilier de la Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (CPCL), comprenant des immeubles du marché libre et des immeubles subventionnés, y compris les immeubles ex-COLOSA, et en assurer la comptabilité;
- gérer les immeubles de la Société immobilière lausannoise pour le logement S.A. (SILL S.A.);
- gérer les immeubles du patrimoine financier de la Ville;
- gérer les immeubles du Fonds Edouard et Hortense Pache;
- gérer les places de parc du domaine privé communal et appliquer le plan de mobilité de l'administration communale lausannoise (PML);
- gérer les immeubles et locaux faisant partie du patrimoine administratif occupés par les différents services communaux ou entités soutenues par la Ville;
- assurer l'exploitation technique et le nettoyage des locaux de l'administration communale;
- assister les services dans la recherche de solutions de location.

Finances et informatique

- assurer un support technique et logistique des applications informatiques métiers, mais aussi superviser l'informatique du service dans sa globalité;
- assurer le suivi et la maintenance du logiciel de gestion immobilière et son remplacement;
- enregistrer toutes les écritures comptables du service ainsi que celles liées aux activités de gérance immobilière dans le cadre de la gestion de ses bâtiments et de ceux de services tiers;
- enregistrer toutes les écritures liées aux activités de gérance immobilière ainsi que gérer la trésorerie des parcs immobiliers de la CPCL, de la SILL S.A. et du Fonds Edouard et Hortense Pache dans le cadre de ses mandats de gestion immobilière;
- établir les budgets et réaliser le bouclage annuel des comptes de fonctionnement;
- contrôler les incidences financières des notes à la Municipalité, des préavis et des rapports-préavis.

Valorisation des patrimoines

- conduire les projets de rénovation, transformation et nouvelle construction pour le compte de la CPCL;
- conduire les projets de rénovation, transformation et nouvelle construction du patrimoine financier de la Ville;
- réaliser les études de faisabilité des projets de la CPCL et du patrimoine financier de la Ville;
- contrôler la compatibilité des projets sur les terrains de la Ville avec le préavis N° 2013/20 «Construire Minergie à Lausanne est une pratique normale».

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Direction SLG	5.70	5.70	4.80	5.80
Fin. informat. achats, logist.	10.30	9.10	10.10	9.10
Gestion immob. des Patrimoines	31.68	28.75	-	-
inactif – OCL et préserv. parcs locatifs	7.80	6.80	-	-
Logement	-	-	16.50	16.50
Log. unit. Pb & établ. publics	9.70	8.70	-	-
Nettoyage et Exploitation	29.41	26.90	29.20	29.20
Syst. organ. et évol. SLG	0.90	-	-	-
Pat admin & rel. interservices	-	-	1.00	-
Patrimoines immobiliers	-	-	34.54	30.30
Valorisation patrimoines SLG	6.70	6.70	6.70	6.70
Total service	102.19	92.65	102.84	97.60

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	0.65

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Direction SLG	6	5.70	6	5.80
Fin. informat. achats, logist.	11	9.10	11	9.10
Gestion immob. des Patrimoines	50	28.75	-	-
inactif – OCL et préserv. parcs locatifs	9	7.60	1	0.80
Logement	1	1.00	-	-
Log. unit. Pb & établ. publics	-	-	17	14.70
Nettoyage et Exploitation	8	6.90	-	-
Syst. organ. et évol. SLG	67	26.90	66	29.20
Pat admin & rel. interservices	-	-	54	30.30
Patrimoines immobiliers	7	6.70	7	6.70
Valorisation patrimoines SLG	6.70	6.70	6.70	6.70
Total service	159	92.65	162	96.60

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
Direction SLG	4	4
Nettoyage et Exploitation	3	2
Total service	7	6

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	8	12
Total service	8	12

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	1
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	4
Départ à la retraite	2
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	8

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	27	1.63
Auxiliaires mensualisé·e·s	32	14.78
Auxiliaires payé·e·s au forfait	4	*
Total service	63	16.41

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

L'année 2021 aura été marquée par le Covid-19, qui a eu des conséquences importantes sur le fonctionnement de chacun des domaines du service au quotidien:

- gestion des nombreux appels des locataires inquiètes et inquiets en raison de la situation, tant au niveau sanitaire que financier;
- gestion des renoncations de loyer et redevances sur les droits distincts et permanents de superficie (DDP) en fonction des critères spécifiques des différentes vagues (éligibilité selon l'ordonnance II du Conseil fédéral et l'arrêté du Conseil d'Etat notamment) et accompagnement des entreprises pour les démarches administratives;
- fluctuation des effectifs et gestion du personnel tant au niveau sanitaire (organisation des bureaux, communication et plateformes d'échanges repensées, télétravail, etc.) qu'organisationnel (le service se doit de fonctionner malgré les absences).

Le deuxième semestre a été consacré à la réorganisation du service, suite à la décision du transfert de l'Unité logement et de l'Unité assainissement au Service d'architecture et à la création du Service des gérances.

Principales activités en 2021

Administration et gouvernance

Plusieurs faits marquants sont à relever:

- engagements de plusieurs collaboratrices et collaborateurs à des postes clés;
- grande fluctuation des effectifs due au Covid-19 et difficultés organisationnelles durant toute l'année mais missions essentielles remplies;
- réorganisation du Service des gérances en collaboration avec le Service d'architecture et du logement.

Ressources humaines

En 2021, les éléments suivants sont à signaler:

- gestion de nombreuses absences et démarches administratives consécutives aux mises en quarantaine et malades du Covid-19;
- arrivée du nouveau responsable RH;
- engagement du chef de service jusqu'ici ad interim;
- accompagnement dans la réorganisation du service.

Logements d'utilité publique et établissements publics

Promouvoir, planifier, accompagner et contrôler les logements d'utilité publique

Action éco-logements

Préparation, planification et collaboration avec les SIL pour la mise en œuvre de l'action éco-logement de juin 2021. Les visites des logements se sont déroulées du 7 juin au 14 juin 2021 dans 3 bâtiments. Le bilan de l'opération se présente comme suit: électricité économisée 2 MWh, chaleur économisée 17 MWh, eau économisée 520 m³.

Développement du projet «Vieillir chez soi» faisant partie du Programme fédéral «Projets-modèles pour un développement territorial durable 2020-2024»

En 2021, un diagnostic «Vieillir chez soi» a été réalisé grâce aux données recueillies par le biais d'un sondage fait en 2020. Des entretiens individuels auprès des seniors du quartier ont été effectués. Quelques adaptations de logements ont déjà eu lieu en 2021.

Organisation de la journée d'échange d'expériences en lien avec le projet «Vieillir chez soi» faisant partie du Programme fédéral «Projets-modèles pour un développement territorial durable 2020-2024».

Projet «L'accès au logement: en chemin vers le rétablissement»

Trois appartements ont été attribués au Rôtillon à La Fondation de l'Orme dans le cadre du projet qui vise à loger des personnes en situation de handicap psychique.

Elaboration de la Stratégie de la politique du logement et de l'habitat

Le domaine a entrepris une démarche visant à élaborer une nouvelle feuille de route pour la mise en œuvre d'une politique de l'habitat et du logement 2030. La stratégie de la politique du logement et de l'habitat a été finalisée et sera présentée et communiquée au public en 2022.

Le domaine a également participé à des conférences, forums et rencontres dédiés spécifiquement à la thématique du logement (Rencontre du Réseau du logement Suisse Romande, journée d'échange d'expériences en lien avec le projet «Vieillir chez soi», Journées du Logement de Granges 2021, Forum vaudois du logement 2021, etc.).

Promouvoir et mettre en œuvre des projets sur l'habitat et le cadre de vie

La 17^e édition de la Fête des voisins, initialement prévue en mai, a été impactée par la pandémie et a dû être reportée au vendredi 24 septembre. Un concours photo a été mis en place, 137 inscriptions ont été enregistrées cette année.

L'accompagnement des associations des habitantes et habitants des Fiches Nord et des Falaises s'est poursuivi. Le domaine a également accompagné l'association la Valencienne pour assurer une bonne gestion des lieux.

Parcelles en DDP

La gestion administrative de 256 parcelles en droit distinct et permanent de superficie (DDP) a été poursuivie.

Statistiques

Logements vacants

L'enquête annuelle, effectuée par le SLG directement auprès des gérances, a recensé, au 1^{er} juin 2021, 572 logements vacants (mis en location et/ou en vente), ce qui correspond à un taux de vacance de 0.7%, soit en augmentation de près de 0.3% par rapport au taux consolidé de 0.46% publié en octobre 2020.

Au niveau cantonal, pour 2021, le taux de pénurie publié en juin est de 1.35%, ce qui représente une très légère baisse par rapport au taux définitif de 1.37% de l'année précédente. Le Canton de Vaud est donc

toujours dans une situation de pénurie, le seuil de 1.5% correspondant à une situation équilibrée, n'ayant pas été atteint.

Registre cantonal des bâtiments (RCB) et statistique de la construction (BauStat)

Le parc de logements lausannois compte, en décembre 2021, 80'109 logements compris dans 8'621 bâtiments. Ce résultat représente une augmentation du parc de 408 logements par rapport à 2020.

Le parc de logements subventionnés à Lausanne s'élève, à la fin de l'année, à 7'724 logements, soit 9.6% du parc lausannois. En comparaison avec 2020, le parc s'est ainsi doté de 33 nouveaux logements réalisés par la Fondation Pro Habitat Lausanne à la rue du Pavement 43-47.

Etablissements publics et édicules

Etablissements publics

Comme l'année précédente, l'année 2021 a été marquée par le Covid-19. Pour les établissements publics en mains communales, cela s'est traduit par des fermetures reconduites à trois reprises, qui, au final, ont couvert les mois de mars, avril et mai 2021 pour les établissements de jour (bars, cafés, restaurants et édicules) et juin pour les établissements de nuit (discothèque). Durant cette période, les contraintes de fermeture édictées par le Conseil fédéral ont été suivies par des décisions municipales, qui, comme en 2020, ont accordé aux établissements la gratuité des loyers des baux et des conventions.

La politique de soutien et de valorisation des établissements publics a conduit, en 2021, aux actions et réflexions suivantes:

- Le Barbare, après 13 mois de travaux de rénovation approuvés par le Conseil communal en janvier 2020, a rouvert ses portes le 25 novembre 2021 avec un café-restaurant lumineux et respectueux des exigences patrimoniales;
- pour l'Auberge de Sauvabelin, afin de répondre aux enjeux décrits dans le rapport-préavis N° 2020/32 (Pétition du Mouvement pour la défense de Lausanne «Sauvons l'Auberge du Lac de Sauvabelin»), un premier avant-projet a été élaboré en 2021. Les nombreuses contraintes du site et la viabilité d'une future exploitation ont conduit finalement à développer et à retenir un autre avant-projet, présenté au public début décembre;
- pour l'immeuble Riponne 10, dans les locaux de l'ancien Mövenpick, le choix de l'exploitant validé par la Municipalité en décembre 2021 devrait permettre d'envisager les travaux et les autorisations nécessaires à la réouverture d'un nouvel établissement public, en principe à partir de 2025. Dans l'intervalle, le bar-terrasse «La Grenette» poursuivra son activité;
- pour l'Hostellerie des Chevreuils, occupés provisoirement par de la parahôtellerie sociale, le site fait l'objet de différentes études pour vérifier si les postulats d'affectation et d'investissement posés permettent d'envisager une viabilité suffisante pour qu'un hôtel-restaurant puisse faire revivre les lieux.

Édicules

En 2021, aucun édicule n'a fait l'objet d'un appel d'offres ni de travaux importants. En revanche, cette année a été marquée par la fermeture, en décembre, du bar-terrasse des Arches (Arches 17-18) en raison des travaux de rénovation du Grand-Pont, puis ceux liés aux Axes forts qui perturberont pour plusieurs années tout le périmètre.

Office communal du logement

Unité logements à loyers modérés (LLM)

En 2021, l'organisation de l'Unité logements à loyers modérés a été revue et une réorganisation a eu lieu. Il y a eu l'arrivée d'une nouvelle responsable de l'unité et il n'y a plus de distinction entre location et révision. Actuellement, l'équipe est composée de 5 ept (4 gestionnaires, 1 responsable). Les collaboratrices et collaborateurs traitent donc toutes les demandes (location et révision).

Inscriptions aux logements subventionnés

Durant l'année, 2'853 dossiers ont été réceptionnés (état au 30 novembre 2021), dont 63% de nouvelles inscriptions, soit un chiffre supérieur par rapport à l'année 2020 (2'536 dossiers) ce qui peut s'expliquer par la situation actuelle des ménages liée au Covid-19, la mise en location des nouveaux logements subventionnés à la rue du Pavement 43-47 ainsi que les contrôles effectués par le service et qui incite les locataires ne

remplissant plus les conditions dans leur logement actuel à s'inscrire à nouveau. Dans les 2'853 dossiers, 1'730 attestations ont été envoyées, 808 cartes vertes et 181 refus d'inscription.

Malgré la situation sanitaire en 2021, une fréquentation importante de l'accueil a été observée; une moyenne de 800 passages par mois, soit environ 40 par jour.

Le nombre de baux signés est de 476, soit une diminution par rapport au nombre de baux signés en 2020 (693) ce qui montre qu'il y a eu moins de rotation et par conséquent moins de logements mis en location en 2021.

Révision des conditions d'occupation

En raison d'un manque d'effectif en début d'année et suite à la réorganisation de l'unité, les contrôles n'ont pu être repris de manière suivie qu'à partir de mai 2021. Au total, 741 logements ont été contrôlés, soit une diminution de plus de la moitié par rapport à l'année précédente, qui s'explique essentiellement par la réorganisation et l'absence de gestionnaires en début d'année. Dans la grande majorité, les conditions d'occupation étaient encore respectées malgré l'annonce du changement de situation. Dans les cas où les conditions n'étaient plus remplies, 138 baux ont été résiliés; 85 résiliations pour revenus trop élevés, 48 résiliations pour sous-occupation notoire et cinq pour devoir d'information et de révision non respectés.

Unité communale de préservation du parc locatif

Rattachée à l'OCL depuis 2019, l'Unité communale de préservation du parc locatif assure le suivi des dossiers et le respect des procédures en matière de préservation du parc locatif selon la loi cantonale sur la préservation et la promotion du parc locatif (LPPPL).

En 2021, près de 880 dossiers (englobant la partie travaux et aliénation) ont été soumis et analysés par l'unité. Un chiffre stable par rapport à 2020.

Concernant les demandes de travaux, au total 523 dossiers ont déjà été traités. Après analyse, 115 de ces dossiers ont fait l'objet d'un préavis communal. Le prix de location moyen (m²/an) des objets soumis à la LPPPL avant travaux se situait à CHF 214.-/m²/an et à CHF 250.-/m²/an après travaux. Chacun des préavis communaux a fait l'objet d'une demande de conditions pour la remise en location.

S'agissant des demandes d'aliénations, au total 71 dossiers ont déjà été traités. Après analyse, 65 de ces dossiers ont fait l'objet d'un préavis communal. Chacun des préavis communaux a fait l'objet d'une demande de conditions pour la remise en location.

Assistance et coordination aux locataires

Le nombre de sollicitations a été stable avec 67 nouvelles demandes de soutien enregistrées. Les problèmes auxquels sont confrontés de nombreuses et nombreux usagers concernent toujours des difficultés à effectuer les démarches de manière efficace; la méconnaissance des procédures a nécessité des conseils personnalisés et des réorientations. Près de 22 ménages ont bénéficié d'un relogement prioritaire, essentiellement dans le parc de logements subventionnés et 34 ménages sont au bénéfice d'un suivi actif.

Patrimoines immobiliers

Ci-après, les éléments importants des cinq secteurs du domaine.

Patrimoines immobiliers de tiers (PIT)

CPCL historique/CPCL – ex-COLOSA/SILL S.A./Fonds Edouard et Hortense Pache (FDPA)

L'Unité PIT est en charge de la gestion complète des mandats de tiers, qu'il s'agisse de location et de technique, y compris de l'établissement et du suivi des budgets annuels.

Le patrimoine de la CPCL, qui totalise 3'664 logements, a enregistré 304 mutations de locataires au 10 décembre 2021, celui de la SILL S.A., qui compte 533 logements, a enregistré 47 mutations tandis que pour le FDPA, il n'y a pas eu de mutation sur les 13 logements qui le composent. L'unité a accompagné 351 mutations de locataires durant l'exercice.

A noter que, sur le plan des surfaces commerciales, les mandats tiers totalisent 283 surfaces dont une vingtaine de mutations intervenues en 2021. Les nouveaux baux établis permettent ainsi de conserver un excellent taux de relocation malgré une conjoncture particulière en cette période de pandémie mondiale.

La réorganisation opérationnelle de l'unité initiée en 2020 est désormais en place, ce qui permet un meilleur suivi des dossiers, une solidarité et une suppléance améliorées entre les différentes interlocutrices et interlocuteurs et des échanges transversaux davantage pertinents. Un prochain réaménagement des espaces de travail finalisera cette réorganisation et permettra de résoudre la problématique de la distanciation rendue nécessaire suite au Covid-19.

Les mandats de gérance, tant avec la CPCL qu'avec la SILL S.A., ont été réactualisés. Certaines précisions ont été apportées afin de tenir compte de la situation actuelle et préparer les prochaines années avec

sérénité. La CPCL, notamment, envisage d'investir des montants importants afin de rénover son parc immobilier, et le domaine valorisation des patrimoines (VALO), dans la continuité de la collaboration de ces dernières années, sera également sollicité. Le défi n'est pas des moindres et permettra de préserver et pérenniser le patrimoine foncier en tenant compte des nouvelles normes, du niveau de confort actuel et de l'évolution du développement durable.

Pour l'exercice écoulé, s'agissant des rénovations conséquentes, trois immeubles ont été concernés:

- place Chauderon 9 – rénovation complète du parking (terminée à ce jour);
- rue de Genève 52 – nouveau bail avec Direction EJQ pour l'installation d'un centre de vie infantine (CVE) et d'une unité d'accueil pour écoliers (UAPE) (mise à l'enquête effectuée);
- rue Centrale 30 à Chavannes – début de la rénovation complète du bâtiment (intérieur et extérieur). Des séances avec les locataires sont organisées afin de faciliter les échanges et la compréhension du projet par les occupants (fin des travaux en 2022).

Ces interventions sont suivies conjointement avec l'Unité VALO dans un excellent esprit de collaboration.

Patrimoine immobilier financier Ville (PIF)

Le patrimoine immobilier financier, qui compte 617 logements hormis ceux des immeubles gérés pour d'autres directions, a enregistré malgré la pandémie, qui aurait pu freiner la mobilité des locataires, 55 mutations de locataires. En termes de travaux, six appartements vacants lors de la reprise de l'immeuble Victor-Ruffly 56 acquis dans l'exercice du droit de préemption en 2020 ont fait l'objet de rénovations intérieures importantes afin de les remettre sur le marché de la location.

Le Barbare, immeuble Escaliers-du-Marché 27/rue Pierre-Viret 5 – fin des travaux et mise en valeur.

En fonction des décisions fédérales, cantonales et municipales, à plusieurs reprises des loyers pour des locaux commerciaux ont été offerts: quatre épisodes consécutifs liés à la deuxième vague de Covid-19 ont conduit à la fermeture de certains établissements entre janvier et mai 2021. La gratuité de loyers a ainsi été octroyée aux établissements publics et autres locaux commerciaux impactés directement par la pandémie, tels que les associations et clubs sportifs, les artistes et milieux de la culture, les édicules, les commerces et arcades, discothèques et établissements de formation.

Plan de mobilité (PML) – le SLG gère 1'132 places de parc pour le compte du PML, lui-même rattaché au SALV. 149 mutations ont été enregistrées, et parmi les événements marquants, le chantier du tramway à la rue de Genève, ainsi que la création du pool de véhicules du SALV ont eu un impact direct sur une redistribution des places et les mutations à traiter.

Technique des patrimoines administratif et financier (TPAF)

La mission d'entretien courant et les travaux spéciaux se sont poursuivis, tout en absorbant les divers et imprévus.

Plusieurs faits marquants sont toutefois à relever:

- avenue Sévelin 36 – Halle du Skate-Park et Ateliers 36 – fin des travaux d'assainissement de l'enveloppe du bâtiment, remplacement des plaques amiantées par des plaques fibrociment de nouvelle génération, façades et toiture;
- chemin de la Prairie 40 – travaux de reconstruction du bâtiment du Terrain d'Aventure de Malley à la suite de l'incendie du 21 juillet 2020, sont en cours;
- Vallée de la Jeunesse 1 – études d'assainissement des structures en béton, réfection du complexe étanchéité-isolation sur la toiture de la Rotonde et assainissement de la production de chaleur;
- Villa Mon-Repos 1 – études pour le renforcement des planchers et travaux de rénovation intérieure: phase de rapports et analyses des coûts, mise à l'enquête et présentation des cahiers des charges;
- rue de la Louve 1 – études pour un concept de ventilation naturelle: phase de rapports et analyses des coûts, mise à l'enquête et présentation des cahiers des charges;
- place de la Palud 2-Hôtel de Ville – contrôle OIBT, remise en état des installations électriques;
- déménagements au sein de la Direction EJQ – conséquences et besoins d'autres services: planification avec l'ensemble des services, logistique des déménagements et emménagements, ainsi que coordination en fonction des travaux;
- la Barbolease – remplacement et extension de la production photovoltaïque en toiture est et ouest;
- Théâtre de Vidy – travaux de rénovation, mise en conformité et extension du bâtiment: participation aux travaux de l'aile sud, hors projet, en collaboration avec le Théâtre de Vidy;
- centre de vie infantine de Valency – suivi de l'avant-projet et du projet de la rénovation complète de l'enveloppe et étanchéité des soubassements;

- le Planemard et Maison de quartier de Chailly – travaux de mises aux normes et extension du système de détection incendie;
- Centre pour adolescentes et adolescents de Valmont – travaux de mises aux normes complètes et améliorations de l'installation électrique, élaboration du concept de détection incendie du bâtiment, vente de l'immeuble au Canton en octobre 2021;
- centre de vie enfantine des Bergières – réfection complète de l'étanchéité, isolation et revêtement de la terrasse intérieure;
- allée Ernest-Ansermet 3 – Casino de Montbenon – rénovation de la terrasse est et nord, mise à niveau de la ventilation de la régie salle Paderewski;
- rue du Port-Franc 18 – étude sur l'aménagement des réceptions: divers réaménagements intérieurs suite au changement d'organisation internes (services ECO, RM, SGLEA, ARCH), remplacement des sources lumineuses par des LED (projet Equiwatt);
- avenue d'Ouchy 45 – création d'une infirmerie et d'un cabinet dentaire scolaire pour le Service de la santé et prévention (SSPR);
- rue de Genève 52 – dossier d'enquête publique pour transformations intérieures pour la création d'une unité d'accueil de la petite enfance au rez-de-chaussée inférieur et d'un centre de vie enfantine au 2^e étage;
- chemin du Boisy 41 – assainissement des locaux (présence d'amiante) avant travaux d'amélioration des conditions d'accueil et d'hygiène, augmentation de la capacité d'accueil par la création de WC et lavabos supplémentaires ainsi que mises aux normes en matière de protection incendie des locaux dévolus à l'accueil pour enfants en milieu scolaire;
- route Aloys-Fauquez 59 – remplacement du système de couverture de la terrasse de la nurserie du centre de vie enfantine de Bellevaux et 4^e étape des travaux de rénovation intérieur;
- route de Chavannes 101 – amélioration du bilan thermique par le remplacement des fenêtres et portes-fenêtres de la façade sud (nursérie et groupe des trotteurs) du centre de vie enfantine de la Bourdonnette.

Secteur intendance

L'année a été marquée par:

- de nombreuses interventions sur divers sites pour effectuer des grands travaux de nettoyages et de fin de chantier;
- plusieurs interventions sur les sites de Chauderon 4-7-9-11 et dans le parking de Chauderon en soutien et collaboration avec les entreprises mandatées pour divers travaux d'entretien, de maintenance et de réparation des installations techniques;
- divers travaux de déménagements dans plusieurs services en fonction de leurs réorganisations internes;
- collaboration aux réaménagements des services selon les besoins;
- désinfection quotidienne des espaces communs en lien avec la pandémie Covid-19;
- organisation spécifique mise en place pour effectuer des nettoyages désinfection Covid-19 des bureaux et places de travail, lors de cas d'employées et d'employés positifs;
- gestion des accès aux bâtiments de l'administration publique sur le logiciel EXOS; sollicitations accrues des services quant à la gestion des portes dues au Covid-19;
- cantine de Sauvabelin – 10 locations effectives, 13 locations annulées suite aux restrictions dues au Covid-19.

Administration et secrétariat DPI

Outre les prestations courantes, le secrétariat a mené à terme les actions suivantes:

- gestion immobilière – analyse de baux, conventions pour plusieurs services, recherches de locaux pour les services, analyse et conclusion de baux pour les services ou reconduction de baux, examen des notifications de hausse de loyer, soutien des services dans les démarches administratives avec les régies, participation à la rédaction de contrat de prêt à usage et convention;
- soutien au secrétariat de direction du service;
- participation aux formations sur le logiciel «AGIR»;
- participation aux ateliers et séances de formation Abalmmo.

Secteur Accueil et information

En 2021, l'accueil a reçu environ 16'000 personnes à la réception, répondu à 32'000 appels et réceptionné 4'500 courriels.

Une responsable a été engagée pour ce nouveau secteur.

Valorisation des patrimoines

Patrimoine de la Ville de Lausanne

Le Domaine valorisation a poursuivi, grâce au crédit-cadre 4^e étape et au budget d'entretien du patrimoine financier, les études en vue de travaux de rénovation des bâtiments suivants:

- avenue de Mon-Repos 3 – poursuite des études pour le remplacement de la ventilation et la production de froid de la cave à jazz;
- rue Jean-Jacques Mercier 3 – études complémentaires en vue de la mise aux normes AEAI et SIA 358 du bâtiment incluant les adaptations pour les personnes à mobilité réduite.

Grands projets

Le domaine a suivi le projet VINO (Village de l'innovation) avec les mandataires de l'EHL à la route de Berne 300 au Chalet-à-Gobet durant la phase d'enquête.

Projets de rénovation du patrimoine financier

Dans le cadre de l'assainissement du patrimoine financier de la Ville et du rapport-préavis N° 2015/50 «Vente à l'Etat de Vaud du Palais de Justice de Montbenon – avenue Ernest-Ansermet 2, d'une partie du bâtiment administratif et commercial place de la Riponne 10, et promesse de vente à l'Etat de Vaud de la parcelle agricole N° 222 à Romanel-sur-Lausanne», le Domaine valorisation est en charge de la planification, du suivi financier et de la réalisation des projets, pour un montant de CHF 40'000'000.-, et qui sont les suivants:

- rue Dr-César-Roux 16 – suite à l'entrée des locataires en mars 2020, enquêtes complémentaires pour l'entrée, le couvert à vélos, et la réaffectation du parking, réalisation des travaux de l'entrée secondaire et du compartimentage du parking;
- route de Praz-Gilliard 7 – fin des travaux d'aménagements extérieurs après la rénovation de l'immeuble et la création de deux nouveaux logements;
- chemin de la Vuachère 6-6a – transformations intérieures avec création de cinq appartements: le chantier a débuté le 30 juin 2020 et s'achèvera début 2022 après la mise à l'enquête complémentaire en cours;
- rue de l'Industrie 13 – chantier et solde des appels d'offres en cours après adaptation du projet aux exigences de l'Office des permis de construire;
- rue Dr-César-Roux 5 – avec le Service d'architecture – la mise à l'enquête pour la rénovation de l'immeuble a occasionné des oppositions dont le traitement est en cours; le projet prévoit la création d'un ascenseur après consultation de l'Association vaudoise pour la construction adaptée aux personnes handicapées (AVACAH);
- place de la Palud 10-11/rue de la Louve 3 – lancement d'une étude pour la création d'un théâtre et l'assainissement du bâtiment, accompagnement des sondages en vue des études historiques et étude de faisabilité des accès aux bâtiments voisins;
- Le Barbare, immeuble Escaliers-du-Marché 27/rue Pierre-Viret 5 – fin des travaux de rénovation complète de l'immeuble et mise en valeur.

Etude de faisabilité technique et économique

Le Domaine valorisation a été sollicité par les autres domaines du service pour effectuer l'analyse technique et économique des projets suivants: le Chalet des enfants, le Jeunotel (chemin du Bois-de-Vaux 36), l'immeuble sis chemin de Bellerive 19.

Patrimoine de la CPCL

Le domaine a fait valider par la CPCL, après négociation, la liste de ses prestations de Délégué à la maîtrise d'ouvrage et ses honoraires.

Le domaine a également établi le plan des investissements 2022-2033 de la CPCL avec priorisation des futurs projets.

Plusieurs chantiers de rénovations lourdes ont été menés ou sont en cours:

- place Chauderon 7-9-11 (5^e étape phase D) – réfection terminée des sols et des joints, remplacement des écoulements en Eternit et peinture du parking public;
- place Chauderon 9 (8^e étape) – remplacement de la génératrice de secours par le nouvel éclairage de secours terminé selon la réglementation AEAI;
- Fiches Nord (lot 7) – suivi des problématiques survenues en 2021 pendant la durée des garanties, soit investigations pour des infiltrations d'eau au rez-de-chaussée et dans l'attique du bâtiment 20B ainsi qu'une analyse des canalisations eaux claires.

Plusieurs projets de rénovation lourde ont été initiés en 2021 après une analyse du bâtiment et l'établissement des appels d'offres des futurs mandataires:

- place Chauderon 7-9 (7e étape) – étude phase 2 pour la réfection des installations sanitaires, mise à jour des appels d'offres d'entreprises suite à la fin de suspension du projet;
- rue Centrale 30 – à l'issue de la 3e phase d'étude et de l'obtention du permis de construire le 19 mai 2020, la demande de crédit d'ouvrage a été validée, les travaux en vue d'une rénovation complète de l'immeuble sont en cours depuis l'été 2021, la première des trois étapes s'est terminée fin décembre;
- rue St-Martin 33 – fin des études pour le remplacement de la ventilation et des tableaux électriques et demande de crédit d'ouvrage, mise à jour des appels d'offres d'entreprises suite à la fin de suspension du projet;
- rue St-Martin 29 – fin des études pour le remplacement de la ventilation de l'Office du stationnement et préparation de la demande de crédit d'ouvrage mise à jour des appels d'offres d'entreprises suite à la fin de suspension du projet;
- rue Dr-César-Roux 8 – fin de la 1^{re} phase d'étude pour la mise aux normes, rénovation de l'enveloppe et des techniques; l'étude de faisabilité d'un étage supplémentaire a fait l'objet de variantes soumises au Service de l'urbanisme.

Plusieurs projets sont en pré-études pour analyse en vue des appels d'offres mandataires et de la première demande de crédit d'étude:

- avenue de Morges 33bis – mise aux normes, rénovation de l'enveloppe et des techniques: suite à l'analyse du bâtiment et les appels d'offres aux mandataires, une étude alternative a été demandée à deux bureaux d'architectes qui a permis de valider les travaux prévus; un appel d'offres complémentaire mandataire est en cours.

Patrimoine CPCL – ex-COLOSA

Des dossiers ont été mis en suspens, en attente d'une décision de la part de la CPCL pour le patrimoine ex-COLOSA.

Finances et informatique

L'année 2021 a été caractérisée par l'organisation et la préparation des tâches visant à la restructuration du service en deux entités distinctes dès 2022, ainsi que par le suivi et la mise en œuvre de divers outils informatiques.

Comptabilité

Outre les traitements courants pour le service, l'année 2021 a été marquée par:

- l'impact du Covid-19 sur la comptabilité des patrimoines immobiliers avec la comptabilisation de décisions prises par nos mandants, en particulier sur des gratuités de loyers accordées à des baux commerciaux;
- les formations et tests métier spécifiques à la comptabilité en vue de l'intégration du logiciel de gestion immobilier Abalmmo au 1^{er} janvier 2022;
- la restructuration du budget 2023 afin de prendre en compte la réorganisation du service en deux entités distinctes.

Informatique

Hormis les tâches courantes liées aux applications métiers du service, les activités suivantes ont été développées en 2021:

- en collaboration avec le SOI, mise en place d'un projet informatique spécifique à la réorganisation du service en deux entités distinctes, soit restructuration des applications métiers, gestion des droits d'accès et des dossiers du serveur de la Ville et des applications, réorganisation du matériel informatique, des centraux téléphoniques, etc.;
- en collaboration avec le SOI, poursuite de l'amélioration des outils de communication du service, en particulier ceux liés au télétravail;
- mise en production du logiciel CareOffice pour la gestion du personnel d'entretien et des surfaces nettoyées;
- mise en œuvre d'un outil informatique d'audit et de surveillance énergétique pour les bâtiments;
- dans le cadre du projet GIMMO et en collaboration avec le SOI, poursuite des ateliers de travail et de spécifications avec notre partenaire informatique en vue d'une mise en production de l'application en 2022, ainsi que préparation et transmission des formations aux utilisatrices et utilisateurs métiers du service.

Service d'architecture (ARCH)

Principales missions du service

- direction d'opérations de construction;
- études diverses;
- contrôle de mandats;
- gestion de procédures d'appels d'offres et de concours;
- conseils techniques et juridiques aux services communaux maîtres d'ouvrages;
- inspection des constructions;
- prévention des accidents dus aux chantiers;
- prestations de conseil en matière du droit des marchés publics dans le domaine de la construction.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration architecture	6.60	5.80	6.00	5.90
Architecture & Bâtiments	–	–	15.00	14.40
Pôle Gare	–	–	3.00	2.20
Section analyses et inspection	9.20	7.90	3.00	3.00
Section études et construction	15.00	13.80	–	–
Total service	30.80	27.50	27.00	25.50

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	-3.80

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Administration architecture	7	5.80	7	5.90
Architecture & Bâtiments	–	–	16	14.40
Logement	–	–	1	1.00
Pôle Gare	–	–	3	2.20
Section analyses et inspection	9	7.90	3	3.00
Section études et construction	15	13.80	–	–
Total service	31	27.50	30	26.50

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
Unité administrative	2	2
Total service	2	2

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	–	1
Total service	2	6

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	2
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	2

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé-e-s à l'heure	-	-
Auxiliaires mensualisé-e-s	5	1.62
Auxiliaires payé-e-s au forfait	-	*
Total service	5	1.62

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Suite aux élections communales de mars, et conformément aux conclusions du rapport de la Cour des comptes du Canton de Vaud, le personnel de la Section analyse et inspection des constructions, s'occupant des permis d'habiter et des permis d'utiliser, a rejoint le l'Office des permis de construire du Service de l'urbanisme le 1^{er} juillet.

L'Unité Pôle Gare qui dépendait du Secrétariat général LEA a, quant à elle, été rattachée administrative-ment au Service d'architecture le 1^{er} septembre 2021.

A fin 2021, le Service du logement et des gérances (SLG) est devenu le Service des gérances; la politique du logement, l'Office communal du logement (OCL) et les architectes du SLG ont rejoint le Service d'archi-tecture rebaptisé Service d'architecture et du logement (ARLO).

Formation

En 2021, en raison de la pandémie le service n'a pas pu accueillir de jeunes pour des stages de dessinatrice et dessinateur (habituellement trois jours). Toutefois, en partenariat avec le Service du cadastre, le service a pu recevoir deux stagiaires pour une journée en automne dans le cadre d'un stage découverte. Ces jeunes ont été accompagnés dans la découverte du métier de dessinatrice et dessinateur en bâtiment par un colla-borateur dessinateur.

Principales activités 2021

Organisation

L'organisation générale du service a été complètement revue durant le second semestre de l'année 2021. La réorganisation du nouveau Service d'architecture et du logement va se poursuivre en 2022.

Fin août, le service a passé avec succès l'audit de renouvellement de la certification de ses activités, selon les exigences de la norme ISO 9001. Aucune déviation n'a été identifiée lors de cet audit, qui a confirmé la bonne mise en œuvre du système de gestion et d'amélioration continue du service.

Concours et groupes de travail

La cheffe du service a participé en tant que membre professionnelle du jury au concours d'idées «Une entrée pour Plateforme 10» organisé par le Canton de Vaud, au concours de sélection d'une ou d'un artiste pour la réalisation d'une intervention artistique au collège du Belvédère. Elle a également participé aux groupes de travail suivants: Commission paritaire pour le personnel communal (COPAR) et Cellule de coordination Pôle Gare. Elle est également membre de la Commission consultative d'urbanisme et d'architecture (CCUA).

Amiante

La conduite du groupe amiante continue à être assurée par la cheffe du Service d'architecture, en étroite collaboration avec l'Unité environnement.

Les déléguées et délégués amiante des services maîtres de l'ouvrage n'ont pas signalé de besoins particuliers concernant leurs bâtiments.

Développement durable

Le service est sensible au thème de la construction durable. L'adjoint de la cheffe de service, est membre en tant que représentant d'un service constructeur d'un maître d'ouvrage public du comité de l'association Eco-Bau, du groupe de travail Développement durable (GTDC) de la Direction générale des immeubles et du patrimoine (DGIP) du Canton de Vaud et du Comité de révision de la norme SIA 430 Gestion des déchets de chantier.

Le Service d'architecture est également le répondant pour la Direction LEA pour l'accessibilité universelle.

Marchés publics

Dans le cadre de ses activités de répondant des marchés publics dans le domaine de la construction, le service renseigne, conseille et accompagne les services maîtres de l'ouvrage pour les questions juridiques et administratives.

Durant l'année 2021, un recours en matière de marchés publics a été enregistré (sur plus d'une centaine d'adjudications) concernant l'adjudication des travaux de menuiserie pour la rénovation du collège de St-Roch. La Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal (CDAP) a jugé que le cahier des charges avait fait l'objet de modifications importantes, en cours de procédure, sans communication aux soumissionnaires. L'adjudication initiale a donc été annulée et le marché a fait l'objet d'un nouvel appel d'offres.

Le développement du contenu de la page internet du Guide du mandataire a été finalisé en 2021. Ce guide regroupe ainsi toutes les données et la documentation mises à disposition des services maîtres de l'ouvrage, mandataires et prestataires externes dans le cadre de la gestion d'un projet de construction.

Études et constructions

La Section études et constructions met ses compétences de planification et construction à disposition des services communaux maîtres de l'ouvrage (MO). Les prestations fournies comprennent pour l'essentiel:

- le conseil et l'accompagnement stratégique des services communaux maîtres de l'ouvrage;
- les études de faisabilité et de potentiel;
- l'organisation de concours d'architecture, d'œuvres d'art ou d'investisseurs;
- la mise en place d'appels d'offres pour différents marchés (prestations, services);
- la représentation du Maître de l'ouvrage, le suivi de mandats externes, la coordination et la gestion de projets de construction (pilotage);
- la planification, l'étude de projets, la réalisation et la direction de travaux pour les mandats internes;
- des expertises;
- le suivi des travaux de garantie.

Cette section possède une grande expérience dans la gestion de projets et dans la direction de projets de construction. L'ensemble de ses processus et documents de travail sont tenus à jour régulièrement par les collaboratrices et collaborateurs et font partie du système qualité du service, certifié ISO 9001.

Les affaires traitées sont de nature extrêmement variée dans le type de programme et l'échelle des projets. Il peut s'agir de la construction d'un nouveau stade, de la transformation d'un bâtiment à haute valeur patrimoniale ou de la mise en conformité d'une école. Les collaboratrices et collaborateurs sont appelés à déployer toutes leurs compétences pour diriger et accompagner les projets dans le respect des coûts, de la qualité et des délais.

La section est consultée par les maîtres d'ouvrages des services communaux en amont du lancement d'un projet, pour les conseiller dans la détermination de leurs objectifs et étudier la faisabilité de leurs intentions. Ces prestations représentent environ 60% des affaires traitées en interne. Il est clairement démontré que sollicitée à temps, la section peut ainsi apporter une réelle valeur ajoutée aux réflexions autour du projet pour garantir sa réussite.

Participation aux groupes de travail

La section a participé au Groupe bois LEA et groupe bois local.

La section a également un répondant pour le Plan d'affectation communal (PACom).

Pandémie

Plusieurs projets en cours de réalisation sont confrontés à la problématique de la disponibilité des matériaux, particulièrement le métal, le plâtre, le bois et les isolations. La pénurie de matériaux a un impact sur les prix et sur l'avancement des chantiers. Certains projets présentent un risque de retard dans la livraison du bâtiment aux utilisateurs.

Débuts de chantiers

La rénovation et l'agrandissement du cinéma Le Capitole a pu démarrer cette année.

Fin de travaux

L'assainissement du bâtiment Escaliers-du-Marché 27 / rue Pierre-Viret 5 – Le Barbare, l'extension du collège de l'Eglantine et l'ajout de 16 classes au collège de Béthusy ont été terminés en 2021.

Garanties

Le suivi des travaux de garanties pour le collège de Riant-Pré et le stade de la Tuilière a été terminé.

Ecoles

La section a particulièrement œuvré cette année pour le Service des écoles et du parascolaire:

- livraison, à la rentrée d'août, des deux écoles Eglantine (1P-6P avec APEMS) et Béthusy (7P-11P), labellisées COBS (certificat d'origine bois suisse);
- achèvement de la première étape de la rénovation du collège de St-Roch: les élèves ont pu emménager dans l'aile ouest du bâtiment;
- démarrage des études pour l'assainissement/rénovation du collège de la Barre, avec un projet d'implantation de classes provisoires et salles annexes pour la durée du chantier (programme complet / collège vidé);
- études/préparation d'exécution pour la rénovation du collège de Montoie: projet mené à l'interne;
- études/préparation d'exécution pour le nouveau collège des Plaines-du-Loup: difficultés en raison de la pénurie de matériaux;
- poursuite des chantiers du collège du Belvédère et du collège de St-Roch (aile Est).

Patrimoine

Démarrage du chantier patrimonial de rénovation/agrandissement du cinéma Capitole, cofinancé par la Ville, la Fondation Capitole et la Confédération, piloté par le Service d'architecture.

Autre chantier patrimonial remarquable qui s'est terminé cette année, l'assainissement du bâtiment des Escaliers-du-Marché 27, qui abrite le restaurant historique Le Barbare. L'intervention planifiée et réalisée par le Service d'architecture a permis de mettre en valeur les caractéristiques historiques des logements et de la distribution de cet édifice du 17^e siècle.

Plusieurs projets de mise en valeur d'édicules historiques sont en cours d'études, notamment ceux de la Pontaise, du Bugnon et du Pont Chauderon.

Assainissement énergétique

La section a été sollicitée cette année pour mener plusieurs projets d'assainissement énergétique (études et réalisations) portant sur des logements, propriété du patrimoine financier de la Ville, en collaboration avec le Service du logement et des gerances.

Cette thématique est un aspect phare de la prochaine législature.

Etat du financement des affaires traitées

A la fin de l'année, la Section études et constructions gérait un portefeuille de CHF 388'648'000.-. Elle suit 69 affaires. Les mandats actifs sont les projets en cours avant boucllement des comptes.

Affaires en portefeuille	2020 en CHF	2021 en CHF
Crédits à voter (-52.4%)	80'885'000.-	42'384'000.-
Crédits votés (+12.27%)	308'417'000.-	346'264'000.-
Total	389'302'000.-	388'648'000.-

Répartition de l'ensemble des mandats

Mandats	Nb	2020 en CHF	Nb	2021 en CHF
Externes – bureaux privés	24	294'977'000.-	26	335'481'000.-
Internes – Service d'architecture	43	13'555'000.-	43	10'783'000.-
Total	67	308'532'000.-	69	346'264'000.-

Mandats actifs

Mandats	Nb	2020 en CHF	Nb	2021 en CHF
Externes – bureaux privés	24	294'977'000.-	26	335'481'000.-
Internes – Service d'architecture	43	13'555'000.-	43	10'783'000.-
Total	67	308'532'000.-	69	346'264'000.-
			+2,9%	+12.2%

Le nombre d'affaires traitées par la section est resté stable en 2021. Un total de 12 affaires, d'un montant de CHF 10.9 millions, ont été bouclées et 16 nouvelles affaires ont été ouvertes. Le volume financier des crédits votés gérés par les responsables de projets a augmenté.

Les affaires suivies comprennent des projets de diverses importances financières.

De manière générale, les affaires de grande importance financière sont confiées à des mandataires externes, qui nécessitent toutefois un pilotage et une coordination par les architectes cheffes et chefs de projet de la section. La charge de travail varie en fonction de la complexité du mandat et des compétences des mandataires.

La situation des projets les plus importants au 31 décembre 2021 se présente comme suit:

Projets à l'étude

Mandats externes

- route Aloys-Fauquez 1 – assainissement énergétique;
- centre funéraire de Montoie – rénovation;
- centre de vie enfantine de Valency – rénovation;
- collège de la Barre – assainissement;
- place de la Palud 5 – assainissement énergétique;
- place de la Palud 10-11 – assainissement énergétique.

Mandats internes

- chemin des Celtes 1, Auberge de Sauvabelin – projet de rénovation;
- collège de Montoie – assainissement;
- centre de vie enfantine de Valency – organisation d'un appel d'offres mandat architecte;
- édicule de la Pontaise – mise en valeur;
- édicule du Pont Chauderon – mise en valeur;
- édicule du Bugnon – mise en valeur;
- Maison Gaudard (maison des festivals) – réaménagement;
- Maison des pêcheurs – construction nouvelle;
- Temple de la Croix d'Ouchy – réaffectation;
- Vallée de la Jeunesse, espace des inventions – assainissement des bétons et améliorations énergétique.

Projets d'exécution, en chantier, en fin de travaux et en exploitation

Mandats externes

- rue Dr-César-Roux 5 – assainissement énergétique;
- cinéma Le Capitole – rénovation;
- collège du Belvédère – construction nouvelle;
- collège de St-Roch – assainissement du bâtiment;
- collège des Plaines-du-Loup (PPA1) – construction nouvelle;
- théâtre de Vidy – rénovation et extension;
- stade de la Pontaise – Athletissima.

Mandats internes

- casino de Montbenon – assainissement de la terrasse;
- collection de l'Art brut – pavillon vestiaires.

Projets terminés (phase suivi des garanties)

Mandats externes

- collège de Béthusy – construction nouvelle;
- collège de l'Eglantine – extension; entreprise totale;
- collège de Riant-Pré, quartier Les Fiches – construction nouvelle;

- centre de formation La Rama II – construction d'un bâtiment de service multi-usages;
- stade de football de la Tuilière – construction nouvelle;
- centre sportif de la Vallée de la Jeunesse – assainissement;
- musée historique Lausanne – rénovation de la muséographie et création d'une buvette.

Mandats internes

- casino de Montbenon – rénovation toilettes publiques;
- centre de vie enfantine La Chenille – projet d'agrandissement;
- Escaliers-du-Marché 27 – rue Pierre-Viret 5 – rénovation du bâtiment;
- local SPADOM de la Maladière – transformation des vestiaires.

Nature des mandats actifs: mandats externes – bureaux privés

	Nb	2020 en CHF	Nb	2021 en CHF
Rénovations	9	59'599'000.-	12	73'295'000.-
Transformations	4	40'085'000.-	3	30'150'000.-
Constructions	8	194'363'000.-	10	231'636'000.-
Etudes, conseils, expertises	3	930'000.-	1	400'000.-
Total	24	294'977'000.-	26	335'481'000.-
			+8,3%	+13,7%

Nature des mandats actifs: mandats internes – ARCH

	Nb	2020 en CHF	Nb	2021 en CHF
Rénovations	9	5'719'000.-	6	9'984'000.-
Transformations	3	950'000.-	3	799'000.-
Constructions	4	6'886'000.-	1	0.-
Etudes, conseils, expertises	23	0.-	31	0.-
Total	39	13'555'000.-	41	10'783'000.-
			+5.1%	-20.4%

Répartition des dépenses

Affaires suivies par mandats	2020 en CHF	2021 en CHF
Externes – bureaux privés	28'520'222.-	48'685'217.-
Internes – Service d'architecture	12'342'951.-	3'231'418.-
Total	40'863'173.-	51'916'635.-
		+27.0%

Analyse et inspection des constructions

Analyse des projets et suivi de l'exécution

Comme indiqué sous «Evènements marquants», le personnel de la Section analyse et inspection des constructions, s'occupant des permis d'habiter et des permis d'utiliser, a rejoint l'Office des permis de construire du Service de l'urbanisme le 1^{er} juillet. Les informations concernant leurs missions se trouvent au chapitre consacré à ce service.

Seules les tâches de prévention des accidents dus aux chantiers ont été conservées au Service d'architecture.

Prévention des accidents dus aux chantiers

La prévention des accidents dus aux chantiers est régie par le règlement cantonal de la prévention des accidents dus aux chantiers et prévient toutes menaces et atteintes à l'intégrité physique et aux biens des voisins et voisines, des tiers ou de l'ensemble de la collectivité, en conciliant la sécurité des travailleuses et travailleurs et en évitant la mise en danger du public. Deux collaborateurs sont spécialement formés et leurs tâches spécifiquement dévolues à cette mission.

On peut relever les chantiers marquants suivants: l'Hôpital de l'enfance du CHUV, le quartier des Plaines-du-loup (projet Métamorphose), la mise en souterrain du LEB, le début des travaux du tram t1 et de la place de la Gare de Lausanne.

Années	2019	2020	2021
Contrôle de grues	35	46	64
Accidents sur les chantiers nécessitant l'intervention de Police Secours	6	9	22

Le nombre d'accidents est en forte augmentation, mais heureusement, il n'y a eu ni accident mortel, ni accident impliquant du public.

La grande majorité des accidents est due à des comportements individuels inadaptés à la situation et non à un manque de mesures de sécurité collectives.

A Lausanne, les deux inspecteurs organisent une séance de début de travaux où les charges au permis de construire et les mesures de sécurité sont passées en revue. La priorité est mise sur les mesures de protection du public, mais également des ouvrières et ouvriers œuvrant sur les chantiers. Il est aussi discuté des mesures de protection sanitaire contre le Covid-19.

De plus, pratiquement chaque semaine, des contrôles ciblés ont lieu sur les chantiers avec l'ingénieur sécurité de la SUVA, visites organisées en général suite à un premier contrôle des inspecteurs. Les mesures propres à la protection des ouvrières et ouvriers sont alors étudiées en détail et font l'objet d'un rapport de la SUVA à l'entreprise de construction concernée.

Unité Pôle Gare

Pour l'Unité Pôle Gare, l'année a notamment été consacrée à l'intégration des résultats de l'étude de mobilité dans le projet d'aménagement de la place de la Gare et de ses accroches, à une collaboration très étroite avec les CFF pour coordonner le développement du front sud de la gare et les espaces publics adjacents, à la défense des intérêts de la Ville dans le cadre de procédures administratives conduites par les CFF, à la poursuite d'études de modifications du projet de l'agrandissement de la gare de Lausanne avec les partenaires du projet que sont les CFF, l'Office fédéral des transports, le Canton et les différents services de la Ville.

De début juin à fin septembre, une exposition à ciel ouvert mise sur pied par Pôle Gare dans l'espace public, a donné l'occasion à la population de se familiariser avec les futurs projets qui composent le secteur Pôle Gare. Cet itinéraire didactique en dix étapes a permis aux randonneuses et randonneurs urbains de se déplacer dans ce secteur qui entame sa profonde transformation.

Le chantier de la gare a débuté à la fin de l'année, exigeant un fort engagement de la Ville pour assurer une mise en place des installations de chantier CFF qui soient conformes, ainsi qu'un accès et une utilisation idoines du système gare. Les réflexions avec le Canton concernant les aménagements et le développement de Plateforme 10 ont été poursuivies, ainsi que l'appui au développement du plan d'affectation de la Rasude.

En 2021, la Commission ad hoc n° 49 du Conseil communal, chargée de suivre l'évolution du projet, s'est réunie deux fois et la Délégation municipale Pôle Gare une fois. Le COPIL Léman 2030 s'est réuni deux fois et le CODIR cinq fois. Ceci a été l'occasion de construire une vision globale des différents projets conduits sur le périmètre du Pôle Gare et d'échanger sur l'avancement général et sur le reporting global et financier du projet.

Service des parcs et domaines (SPADOM)

Principales missions du service

- mise en œuvre d'une politique d'agriculture urbaine, de nature, de paysages et d'aménagement de l'espace public;
- entretien du patrimoine vert (360 ha de parcs, 1'900 ha de forêts, 770 ha de terres exploitées par l'agriculture, 35 ha de vignes et cinq cimetières) dans une recherche de cohérence et de consensus entre les besoins des usagers et les aspects écologiques, esthétiques et économiques;
- application des règlements de protection des arbres sur l'ensemble du territoire communal;
- préservation de l'attractivité sociale, culturelle et esthétique des espaces verts;
- mise à disposition de compétences professionnelles dans le cadre d'études d'aménagements verts et de groupes de travail internes à la Ville.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Agriculture & Gest. Territoire	1.80	1.80	1.80	1.60
Ateliers	27.80	27.80	28.60	27.60
Bureau Esp. Public & Paysage	9.25	8.25	9.15	9.15
Cimetières	35.55	35.35	35.35	33.55
Conduite des Parcs	2.00	2.00	2.00	2.00
Direction – RH – Admin	20.50	18.10	23.60	21.00
Entretien bâtiments & Infrastructure	2.00	2.00	2.00	2.00
Etablissement horticole	19.40	19.20	18.40	18.40
Forêts	18.55	16.50	16.50	16.30
Nature	4.90	4.90	4.90	3.50
Parcs – sect. Ouest	40.10	38.60	40.30	38.90
Parcs – sect. Est	45.10	44.70	44.90	42.90
Parcs – sect. Sud	53.90	50.70	51.70	50.70
Police des chiens & Projets	2.50	2.50	3.00	3.00
Vignobles	13.30	11.80	10.00	10.00
Total service	296.65	284.20	292.20	280.60

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	-4.45

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Agriculture & Gest. Territoire	2	1.80	2	1.60
Ateliers	28	27.80	28	27.60
Bureau Esp. Public & Paysage	9	8.25	10	9.15
Cimetières	37	35.35	35	33.55
Conduite des Parcs	2	2.00	2	2.00
Direction – RH – Admin	21	18.10	24	21.00
Entretien bâtiments & Infrastructure	2	2.00	2	2.00
Etablissement horticole	20	19.20	19	18.40
Forêts	18	16.50	18	16.30
Nature	6	4.90	5	3.50
Parcs – sect. Ouest	40	38.60	40	38.90
Parcs – sect. Est	46	44.70	44	42.90
Parcs – sect. Sud	52	50.70	52	50.70
Police des chiens & Projets	3	2.50	3	3.00
Vignobles	12	11.80	10	10.00
Total service	298	284.20	294	280.60

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
Ateliers	–	–
Bureau Esp. Public & Paysage	1	1
Cimetières	1	2
Direction - RH - Admin	3	4
Etablissement horticole	3	4
Forêts	3	3
Parcs - sect. OUEST	–	2
Parcs - secteur EST	3	2
Parcs - secteur SUD	3	3
Vignobles	1	–
Total service	18	21

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	28	22
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	2
Total service	28	24

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	1
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	10
Départ à la retraite	12
Fin de contrat	1
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	2
Licenciement invalidité totale	-
Licenciement reconversion ext.	1
Total service	28

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	10	0.28
Auxiliaires mensualisé·e·s	17	5.84
Auxiliaires payé·e·s au forfait	4	*
Total service	31	6.12

*information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Comme en 2020, le Covid-19 a fortement marqué le fonctionnement du service. Cette année, la difficulté ne résidait plus dans l'adaptation rapide de nos missions face à une situation extraordinaire mais plutôt dans le soutien du personnel face à une lassitude croissante de la situation. La question de la vaccination, puis le retour des masques et du télétravail ont mis à l'épreuve les équipes du SPADOM.

Autre évènement marquant pour le SPADOM, au printemps 2021, la découverte d'une pollution aux dioxines sur un terrain au nord-est de la Ville. La pollution des sols étant régie par le droit fédéral, il a fallu travailler en étroite collaboration avec le Canton de Vaud afin de définir et de sécuriser le périmètre de la pollution, puis de communiquer. La question des analyses puis du changement des terres va sans doute occuper le service pendant plusieurs années.

Projet phare du service lancé en 2021, le plan canopée est la première mise en œuvre concrète des mesures d'adaptation au changement climatique du Plan climat de la Ville de Lausanne. L'augmentation de la surface foliaire de 50% d'ici à 2040 permettra de rafraîchir la ville. La création d'une nouvelle division «Arbres et forêt» au 1^{er} juillet 2021 permettra de répondre à cet important défi.

Enfin, aboutissement de nombreuses années de travail, la labellisation du Parc naturel du Jorat «Parc d'importance nationale» remet la biodiversité au cœur de la forêt, tout en conciliant ses différents usages.

Principales activités 2021

Février — Diffusion d'une série de huit reportages vidéo pour mieux comprendre la biodynamie, ainsi que son usage dans les espaces verts et les vignobles lausannois;

- présentation d'un kit de transformation alimentaire pour mettre le local en bocal. Un projet à l'attention des associations et du grand public afin d'organiser des animations et des ateliers autour de la transformation alimentaire. Une offre complétée par une série de webinaires de formation.
- Mars
- 10 ans de la Fête de la forêt: pose d'un hôtel à insectes en forme de logo Arbracadabra proche du Lac de Sauvabelin;
 - «1.2.3 Nature... cherche et trouve dans ta ville»: un outil participatif pour recenser la biodiversité urbaine.
- Avril
- un nouveau marché alimentaire tendance circuit court s'installe au parc Milan;
 - naissance d'un nouveau marché des plantons en collaboration avec ProSpecieRara. Une première édition à la place de la Riponne et sur la rue Centrale;
 - plus de 100'000 bulbes fleurissent à travers la ville. La plantation d'autres bulbes viendront compléter l'action en automne;
 - la Ville de Lausanne lance un appel à projet pour la réalisation de toitures potagères.
- Mai
- présentation officielle de la Bière de Lausanne 100% locale;
 - création d'un hôtel à insectes géant composé de 40 casiers remplis par des classes de 1 P-4 P lausannoises et exposition de dessins inspirés par la nature environnante réalisés par les élèves de l'École romande d'arts et communication (Eracom).
- Juin
- adoption par le Conseil communal du préavis N° 2021/15 «Objectif canopée – Stratégie d'arborisation de la Ville de Lausanne»;
 - la Ville de Lausanne est officiellement labellisée «Villeverte Suisse»;
 - inauguration du parc des Fiches;
 - présentation officielle de la nouvelle identité des vins des Domaines de la ville de Lausanne;
 - le hêtre pleureur de l'Hermitage victime de l'orage;
 - «Pimp my benne»: une vidéo célèbre un élan artistique pour une meilleure gestion des déchets sur le site Vidy-Bourget: quatre bennes sont taguées par des artistes sélectionnés sur concours.
- Juillet
- plus de biodiversité à Lausanne grâce aux cinq lauréates et lauréats 2021 du Concours Nature en ville;
 - création d'un nouvel espace d'exposition au pied de la Tour de Sauvabelin;
 - le Parc naturel du Jorat est désormais reconnu «Parc d'importance nationale» par la Confédération.
- Août
- dans le cadre de sa politique agricole, la Ville de Lausanne créera à l'horizon du printemps 2022 un nouvel espace dédié à l'agriculture urbaine autour des fermes de la Blécherette et du Châtelard. Lancement de la consultation au travers d'une séance d'information à l'attention des potentiels partenaires du projet ayant une expérience de projets similaires.
- Septembre
- renaissance du parc du Désert. Inauguration officielle du jardin de plaisance et de la tourelle néogothique lors des Journées européennes du patrimoine;
 - le retour du pressoir public en collaboration avec la coopérative «L'autre temps» dans les locaux de la Ferme de Cery;
 - la Ville présente son 9^e marché d'automne avec ProSpecieRara: cuisinons nos traditions!
- Octobre
- inauguration du «Local pop-up»: un magasin éphémère à l'attention des producteurs et artisans locaux pour la promotion d'une alimentation et de produits durables et de qualité.

- Novembre — une exposition pour les 20 ans d'«Un arbre, un enfant» au Forum de l'Hôtel de Ville.
- Décembre — suite à l'appel à projets «Plus de bio pour Lausanne» lancé au printemps, quatre projets sont retenus et bénéficieront d'un financement de la Ville pour leur développement;
- un grand succès pour le retour de la 219^e Mise des vins à l'Hôtel de Ville, avec l'application des normes sanitaires «2G»;
- signature d'une convention avec Swiss Wine Promotion pour une représentation étendue des activités de Lausanne Great Wine Capitals.

Administration, communication, projets et RH

L'Unité administrative soutient la direction et les divisions du service en matière de correspondance, de suivi décisionnel, d'organisation et d'optimisation des processus. Elle gère aussi les réponses à donner au public, le suivi administratif des requêtes en abattage ainsi que l'administration des 16 plantages lausannois. La comptabilité fait le suivi des dépenses, accompagne les divisions pour l'élaboration du budget et pour le bouclage des comptes.

L'Unité projets est la mise en pratique du principe de transversalité du service puisque toutes les divisions peuvent faire appel à elle pour mener certains de leurs projets – stratégiques ou opérationnels – nécessaires à la concrétisation du programme de législation.

La mission de l'Unité promotion et événements est de mettre en valeur les projets, les produits et les événements du service. Qu'il s'agisse d'organiser des conférences de presse, de rédiger des communiqués, de placer des publications sur les réseaux sociaux, de créer des flyers, de gérer la logistique des événements, cette unité œuvre étroitement avec toutes les divisions du service. De plus, son responsable fait partie du comité «Lausanne à table»: cette association a pour but de mettre en réseau tous les acteurs de la gastronomie de Lausanne et de faire la promotion des produits locaux et des circuits courts.

L'Unité RH a administré les affaires du personnel du service, incluant le suivi de situations problématiques de santé et la gestion de la relève et des talents, tout en assurant l'encadrement de 22 apprenties et apprentis, 36 stagiaires (stage découverte, BNF, Olbis, ETSL, Orif, OSEO, Le Repuis, AI, LIFT, Afiro, Fondation Verdeil, validation entrée HES) et 33 auxiliaires. L'Unité RH a également géré 30 engagements, dont neuf apprenties et apprentis, en 2021.

Santé et sécurité au travail

Le responsable santé et sécurité au travail a participé et ou développé divers projets présentés ci-dessous. La formation continue du personnel en matière de sécurité et de santé au travail a été intensive. Un exercice de sauvetage en terrain difficile grandeur nature a été effectué en collaboration avec le SPSP et la Rega. Un cours pour les chauffeuses et chauffeurs a également été dispensé à 120 collaboratrices et collaborateurs à Savigny sur une piste d'exercices. La mise en place d'une stratégie QSSE (Qualité, santé, sécurité, environnement) a été validée par la direction du service et sera mise en place en 2022. Une stratégie concernant les ouvrages d'arts du service a également été déployée. Elle a permis de recenser, géolocaliser et contrôler quelques 2'200 ouvrages. Plusieurs analyses de l'espace public ont été effectuées en collaboration avec les unités du SPADOM et d'autres services afin d'établir les risques et d'effectuer les travaux nécessaires à la mise en conformité de ceux-ci. Une collaboration interservices a également été mise en place afin de répondre aux questions de sécurisation du domaine public. La mise en œuvre de l'entretien du Parc du Jorat a continué avec des séances interservices et le Canton de Vaud. La mise aux normes des bâtiments concernant l'électrification du parc de véhicules a partiellement été effectuée et continue à évoluer. Plusieurs analyses de risques ont été faites en collaboration avec le DSST pour diverses problématiques liées à la santé et à la sécurité.

Bureau d'intégration canine et de la police des chiens

L'activité générale du Bureau d'intégration canine et de la police des chiens (BICan) a principalement été marquée par les sphères d'influence suivantes:

- une augmentation des cas de morsures au préjudice des personnes adultes et des congénères, soit plus 5 cas en regard de l'exercice écoulé, mais représentant une évolution de plus de 36% depuis 2018;
- une forte augmentation (11 dossiers de plus) des annonces des chiens dits listés représentant un accroissement de 73% des demandes depuis 2019.

La population canine lausannoise a officiellement augmenté de 9% depuis quatre ans et de 37% depuis 10 ans.

Bureau espace public et paysage

La mission principale du BEPP consiste à mettre en scène et assurer la cohérence des différentes politiques du service dans le cadre des planifications urbaines et de l'aménagement de l'espace public.

Concrètement, les prestations 2021 du BEPP ont concerné les domaines d'activités suivants:

Planification urbaine

- contributions à la révision du plan d'affectation communal (PACom) et son volet nature et paysage;
- contributions à la rédaction du rapport-préavis N° 2021/15 «Objectif canopée: des arbres pour rafraîchir la ville», qui présente la stratégie d'arborisation comme outil de rafraîchissement de la ville.
- suivi des grands projets lausannois, via le coordinateur grands-projets pour le projet Métamorphose: finalisation du projet d'espaces publics du PPA1 et mise en soumission des travaux; développement des principes d'espace public pour le PA2 et élaboration du programme du concours des espaces publics. Pour les projets de transports publics: calage des principes d'arborisation du tram t1 et suivi/adaptations en cours de chantier; coordination des enjeux liés au métro m3 dans le cadre des consultations préalables;
- pour l'Unité Pôle Gare: reprise du projet de la place de la Gare et des avenues qui s'y accrochent avec les nouveaux mandataires; réponses aux opposantes et opposants pour le quartier des Fleurettes; coordination pour les quartiers adjacents Rasude et Plateforme 10;
- poursuite et développement des projets de recherches sur les techno-sols en lien avec les besoins de portance et de gestion des eaux;
- contribution à l'élaboration du règlement arbres pour une entrée en vigueur en 2022.

Réalisation d'études et de projets dans les espaces publics

- plan canopée – dans la perspective de la mise en œuvre du plan canopée qui prévoit la plantation de 1'333 arbres par année ces 15 prochaines années un recensement non exhaustif d'emplacements propices à accueillir des arbres a été engagé sur diverses domanialités. Pour cette première étape, près de 2'000 arbres sont prévus d'être plantés lors de la saison 2021-2022. Parmi les sites emblématiques, on relève la promenade de la Grève et le giratoire de la Maladière;
- parcs – les études du parc de la Brouette et de la fontaine ludique de Montbenon ont été finalisées en prévision d'une réalisation en 2022. L'aménagement du Parc des Fiches a été inauguré cet été de même que la restauration du parc historique du Désert, en particulier son jardin de plaisance et sa tour néogothique; les travaux du parc de la Solitude sont en cours d'achèvement et pourront être inaugurés au printemps 2022;
- rues et places – la liaison de mobilité douce dans le Coteau de Cour mise à l'enquête cette année a été l'objet de nombreuses oppositions reportant de fait sa réalisation; celle entre Bellevaux et Sauvabelin a été réalisée; l'arborisation de l'avenue de Montoie a été finalisée tout comme celle de l'avenue du Grey dans sa partie nord; les travaux de plantations au cœur de la plateforme de Sévelin sont en cours et s'achèveront au printemps 2022; accompagnement végétal de divers aménagements transitoires sur le domaine public, par ex. à la rue des Echelettes, au Vallon ou encore au carrefour Benjamin-Constant;
- préaux scolaires – quatre projets de réaménagement ont été étudiés – Beaulieu, Coteau Fleuri, Pierrefleur, Vieux Moulin – avec pour objectifs d'augmenter la canopée, la perméabilité du sol ainsi que la qualité ludique de ses préaux. La mise en œuvre de ces projets est prévue en 2022;
- places de jeux – on peut relever la création de nouvelles places de jeux à l'Esplanade de Montbenon, au parc de la Solitude et à la place de La Sallaz; le réaménagement des places de jeux de Mon-Repos et de la promenade de Messidor (Eglantine) ainsi que la rénovation des places de jeux du Pavement et du Pré-des-Casernes;
- plantages et potagers urbains – au vu de la situation sanitaire et de la découverte de la présence de dioxine dans les sols lausannois, l'aménagement de plantages a été freiné dans son élan. Seuls les travaux d'aménagement du plantage de la Solitude ont pu être engagés et devraient se terminer au printemps 2022. Sont néanmoins en cours d'étude le potager de l'avenue du Grey en remplacement de celui du Loup ainsi que le potager sur toiture de Bellefontaine;

- fleurissement – plusieurs actions de fleurissement surprise ont été engagées, notamment la plantation de 120'000 bulbes à l'automne 2020, qui ont fleuri au printemps 2021 et la plantation de 60'000 bulbes organisée cet automne 2021.

Manifestations diverses

- en collaboration avec la commissaire de Lausanne Jardins; développement du concept de la prochaine édition de Lausanne Jardins prévue en 2024 et rédaction du préavis en prévision d'une adoption par le Conseil communal au printemps 2022.

Domaines et patrimoine

Agriculture

L'Unité agriculture a poursuivi la mise en œuvre des axes de la Politique agricole urbaine définie dans le rapport-préavis N° 2018/09 «Politique agricole urbaine: des balcons aux champs». Les actions les plus importantes réalisées ont été les suivantes:

- le cofinancement de l'achat d'une herse étrille par un fermier afin de favoriser le désherbage mécanique au lieu d'un désherbage chimique;
- le soutien à la création de cinq potagers pédagogiques (école de Montoie, école de Coteau-Fleuri, école de Chissiez, école de Villamont et école de la Sallaz);
- la bière de Lausanne 100% locale est commercialisée depuis ce printemps;
- le pressoir public de la Ville de Lausanne sur le site de Cery est pérennisé pour trois ans;
- «Le local Pop-up» aux Escaliers-du-Marché est ouvert depuis octobre;
- le marché au Parc de Milan proposant des produits bio et locaux existe depuis ce printemps;
- un kit de transformation pour conserver les fruits et légumes est désormais disponible et des formations sous la forme de webinaires ont été organisées;
- un appel à projets «Plus de bio pour Lausanne» a été lancé: quatre projets ont été retenus sur 25 projets reçus et un projet de cuisine de transformation mutualisée est à l'étude;
- une consultation a été mise en place pour valoriser les espaces agricoles et les fermes de la Ville dans l'Espace Blécherette; des appels à projet sont en cours d'élaboration.

Comme chaque année, les liens avec les fermières et fermiers de la Ville ont été entretenus et de nombreux échanges ont notamment eu lieu quant au développement des infrastructures nécessaires pour les domaines agricoles.

Entretien des bâtiments et infrastructures

L'unité a participé à l'élaboration et à la conduite de nombreux projets et réalisations en matière d'entretien, de rénovation et de construction, tant dans le domaine du bâtiment que dans celui du génie civil.

Plusieurs domaines agricoles ont fait l'objet d'études, notamment pour le développement des infrastructures des fermes du Chalet de la Ville, des Saugealles et des Cases, ainsi que pour la réaffectation des domaines de la Blécherette et du Châtelard. Dans les domaines viticoles, l'unité s'est entre autres penchée sur les solutions à apporter à la problématique du traitement des eaux de lavage et sur la réaffectation et mise en conformité des lieux. Le personnel de l'unité ont participé à l'élaboration de la stratégie et au contrôle de nombreux ouvrages sous la responsabilité du SPADOM. Des travaux ont été engagés pour la rénovation de quatre passerelles sur la Vuachère et d'un mur de soutènement au chemin des Magnolias.

L'unité a conçu et réalisé «Le local Pop-up» des Escaliers-du-Marché et assuré le suivi pour les travaux de réaménagement et d'entretien pour les vestiaires, cafétéria et dépôt des jardiniers du cimetière du Bois-de-Vaux, projet permettant de réunir des équipes dans un esprit de poursuite de mise en conformité de nos locaux conformément à l'ordonnance de la loi sur le travail.

Vignobles

L'année a été marquée par la mise en œuvre de la nouvelle stratégie des Domaines de la Ville de Lausanne:

- réorganisation de la commercialisation avec des partenaires externes qui ont su s'adapter au contexte particulier en ces temps de pandémie;
- première année de logistique externalisée, qui a permis de professionnaliser le stockage et la livraison;
- premières bouteilles, habillées des nouvelles étiquettes, commercialisées en juin 2021; les clients ont réservé un bon accueil à ce nouvel habillage, plus lisible et mettant en valeur les cinq domaines.

Un webshop doté d'un système de paiement online a été mis en place début mai 2021, avec l'appui du SOI. Ce service est fort apprécié. Les vins des Domaines de la Ville ont été présentés à plusieurs concours, une belle moisson de médailles est venue récompenser la qualité des vins. A noter, l'entrée dans les 25 meilleurs vigneronnes et vigneron vaudois et les 150 meilleurs suisses.

En Lavaux, des pratiques culturales plus durables continuent à être mises en place. Augmentation des traitements de protection avec des produits organiques, diminution des herbicides de synthèse. Sur la moitié du vignoble le sol est travaillé et des semis d'engrais verts permettent d'améliorer la vie microbienne en évitant la concurrence pour les plants. Les dernières parcelles de gobelets ont été arrachées. Sur La Côte, la production biodynamique se poursuit. L'année viticole 2021 restera dans les annales pour sa météo estivale très capricieuse. Les pluies quasi-ininterrompues ont mis à mal la protection sanitaire du vignoble. Le mildiou très présent a nécessité un engagement fort des équipes viticoles. Les vendanges se sont déroulées en octobre avec une belle qualité, mais les rendements ont subi une baisse importante.

La 219^e mise aux enchères a pu avoir lieu en présentiel malgré la situation sanitaire avec plus de 100 miseuses et miseurs. Elle a été complétée par une vente primeur sur le webshop des vins. Enfin pour la seconde année, une vente en primeur également, de cartons panachés, a été proposée sur QWine.

Entretien, production et maintenance

Ateliers

Le garage du SPADOM, en sus de l'entretien et des réparations du parc de véhicules et machines du service, a effectué 72 expertises selon les directives du Service des automobiles et de la navigation tout au long de l'année. De plus, 2021 marque l'arrivée, dans le parc de véhicules du service, du premier transporteur multi-lift à propulsion électrique.

L'équipe paysagère, outre les entretiens des surfaces sportives vertes, a réalisé divers travaux sur les places de jeux, cimetières et cheminements forestiers, ainsi que des préparations de substrats divers en privilégiant les composts produits en interne. Un accent particulier a été mis pour la formation spécifique des apprenties et apprentis paysagistes du service sur des travaux spécifiques.

L'équipe bâtiments et jeux, en plus des travaux de réfection et sécurisation des places de jeux et de l'entretien courant des bâtiments et locaux du service, a réalisé des travaux sur l'ensemble du mobilier urbain, dont le service a la charge.

Cimetières

En 2021, toutes les plantations pour les tombes au bénéfice d'un abonnement d'entretien annuel ont pu être honorées.

Les travaux de réfection des locaux des jardinières et jardiniers du Bois-de-Vaux II ont commencé en septembre 2021 et se termineront début 2022.

L'intensification de l'emploi de produits naturels élaborés au sein du service se poursuit avec de très bons résultats sur l'état sanitaire des végétaux. Les cimetières continuent à améliorer la gestion de l'entretien, notamment en laissant des feuilles mortes dans certaines zones périphériques afin d'améliorer encore la biodiversité dans les cimetières lausannois.

Malgré un gros travail dû à la situation sanitaire persistante, l'équipe aménagements et inhumations a réussi à terminer le réaménagement d'une section de tombes à la ligne pour corps, au cimetière du Bois-de-Vaux II.

Etablissement horticole (EH)

L'établissement horticole continue sa transformation afin de produire des plantes avec un minimum d'empreinte carbone et exemptes de produits de synthèse. L'EH élabore ses propres produits naturels, tant au niveau des nutriments que de la défense contre les ravageurs et les maladies. Ces produits sont destinés à la culture et au développement des plantes. La gestion informatique des climats sous serre améliore le rendement des cultures. Le but est une diminution constante de la consommation d'énergie de chauffage. La pépinière cultive la plupart des arbres fruitiers et des arbustes indigènes plantés en ville.

Parcs

Malgré la crise sanitaire qui perdure, l'unité maintient ses prestations et ses missions principales. Le but est de continuer à assurer l'entretien général et à sécuriser des espaces verts pour le bien-être de la population.

Dans le cadre du préavis N° 2015/32 «Qualité de vie dans les parcs lausannois», le SPADOM a procédé, en 2021, à l'acquisition de quatre bennes compactantes. Celles-ci ont été décorées par des graffeuses et graffeurs professionnels.

Un concept a été mis en place dans le but de permettre aux usagères et usagers de la zone Vidy-Bourget de trier leurs déchets. Une sensibilisation au «littering» (déchets sauvages), a été faite par les collaboratrices et collaborateurs du SPADOM et par des étudiantes et étudiants pendant l'été pour sensibiliser les estivantes et estivants du bord du lac.

A la suite de la découverte de la pollution aux dioxines, plusieurs mesures ont été prises pour la sécurisation des parcelles contaminées.

Selon le préavis N° 2021/15 «Objectifs canopée – Stratégie d'arborisation de la Ville de Lausanne», l'unité a débuté la plantation dite canopée.

Un local a été construit pour le personnel des équipes du centre-ville et de Montbenon.

L'unité a repris l'entretien général des abords du stade de la Tuilière.

Les manifestations ProSpecieRara et au Forum de l'Hôtel-de-Ville ont pu être menées à bien cette année.

Arbres & forêts

Arbres

Le préavis N° 2021/15 «Objectifs canopée – Stratégie d'arborisation de la Ville de Lausanne» a été assorti de deux annexes sur l'arborisation urbaine et les changements climatiques, ainsi que sur les fosses de plantations et la rétention des eaux. Ces études apportent et apporteront des informations essentielles dans la mise en œuvre de cet objectif.

Ce préavis a été mis en œuvre en un temps record. Des sites ont été identifiés et sélectionnés. Les arbres ont été choisis et commandés. Les documents techniques nécessaires ont été élaborés. La plantation des arbres a débuté et se poursuivra durant la saison de plantation. L'ensemble du service a travaillé activement à la réussite de cet objectif.

Sur les parcelles communales, en dehors des zones forestières, 1'454 arbres ont été plantés en 2021 dans les espaces verts sous gestion du SPADOM, contre 809 en 2020, et 397 arbres ont été coupés, contre 279 en 2020. Les actions de renouvellement d'arbres dépérissant au profit d'arbres plantés dans de bonnes conditions dans le cadre de l'objectif canopée ont pour partie participé à l'augmentation du nombre d'arbres coupés.

Sur les parcelles privées, en 2021, 222 affaires liées à l'état sanitaire des arbres ont été traitées, contre 209 en 2020. Elles ont concerné 477 arbres contre 277 en 2020. La plupart de ces demandes étaient fondées et leur analyse minutieuse a conduit à 436 autorisations d'abattage, contre 240 en 2020.

Nature

La mission de la Division nature est de maintenir, développer et faire connaître la biodiversité en ville. La division a poursuivi en 2021 la mise en œuvre des axes du concept directeur Nature en ville tel que définie dans le rapport-préavis N° 2018/42 «Concept directeur «Nature en ville» de la Commune de Lausanne».

Les enjeux liés à l'arborisation, la pleine terre et la biodiversité s'affirment avec une acuité toujours plus forte et complexifient l'examen des projets soumis à enquête publique. Ainsi, la Division nature se réorganise et renforce son pôle de compétences en la matière dans l'optique de préserver la biodiversité et le climat et de gérer le flux grandissant d'affaires d'enquête publique.

Dans le cadre de l'examen des demandes de permis de construire, 459 affaires ont été traitées en matière d'aménagements paysagers et d'arborisation. Des autorisations d'abattage ont été délivrées pour 178 arbres avec 245 exigences de compensations.

La politique de végétalisation et d'entretien de petits espaces publics par des habitantes et habitants se poursuit. En 2021, 13 permis de végétaliser ont été délivrés, ce qui représente 26 espaces dévolus à la nature ou à la culture en ville. Du côté des aménagements favorables à la biodiversité dans les jardins et pourtours d'immeubles privés, la Ville a octroyé huit subventions, et 12 projets sont en cours d'examen. La végétalisation d'ouvrages s'est poursuivie à travers la subvention municipale pour la végétalisation des toitures: six toitures privées totalisant 1'683m² ont été réalisées.

Le Concours Nature en ville a primé dix projets en 2021 sur 31 dossiers reçus et éligibles. «Abris et arbustes» à l'avenue de Morges, «Martinets» à l'établissement scolaire de l'Elysée, «Plus de biodiversité dans les jardins privés» à Beaulieu-Bergières et «Une lisière favorable à la biodiversité» à Pierrefleur sont respectivement les premier et deuxième prix des deux éditions de l'année. La Fête de la nature 2021 a eu une ampleur limitée due aux restrictions sanitaires, mais une durée étendue à dix jours. A cette occasion, la Ville de Lausanne a fêté son projet de sciences participatives «1, 2, 3 nature... Recherche et trouve dans ta ville!» décrit ci-dessous et inauguré un hôtel à insectes géant, composé de 40 casiers remplis par les classes lausannoises dans le parc de l'Éracom. Une exposition des étudiantes et étudiants de l'école accompagnait l'événement.

Un projet de sciences participatives a été lancé en mars 2021. Le but du projet est de sensibiliser et d'impliquer la population dans le recensement d'espèces indicatrices afin de récolter les données sur l'abondance et la diversité des animaux et plantes en ville. A ce jour, 519 observations ont été répertoriées par 93 observateurs romands en ville de Lausanne. Le projet court jusqu'en 2023.

Préavis

Le SPADOM a rédigé le préavis N° 2021/15 «Objectif canopée – stratégie d'arborisation de la Ville de Lausanne» et le préavis N° 2021/44 «Travaux de rénovation et de réhabilitation des parcs et domaines – Crédit-cadre annuel 2021». Il a également collaboré à la rédaction du rapport-préavis N° 2021/24 «Premières mesures du Plan Climat et stratégie de financement».

Service d'organisation et d'informatique (SOI)

Principales missions du service

Garantir à la Municipalité, au personnel de la Ville de Lausanne et aux lausannoise et lausannois un système d'information sûr, transverse, ouvert, agile et efficace, tout en réduisant l'impact environnemental et l'obsolescence.

- mettre en place une stratégie digitale pour la Ville de Lausanne et sa population;
- encadrer et accélérer la numérisation responsable des services de la Ville avec une cyberadministration performante;
- fournir un portail numérique pour les citoyennes et citoyens leur donnant accès à des prestations numériques de qualité;
- gérer les données de la Ville dans le but de soutenir la prise de décision, tout en garantissant la qualité et la conformité légale avec la protection des données;
- permettre l'accès aux données non sensibles à la population et à l'économie;
- mettre en œuvre des outils de collaboration et de communication intégrés qui soutiennent l'efficacité et la mobilité des collaboratrices et collaborateurs.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Concept. – Transform. Solution	22.50	22.40	–	–
Développement & Intégration	–	–	12.80	12.80
Direction SOI	7.40	7.30	11.65	11.65
Gouvernance, sécurité & données	–	–	8.30	7.30
Gouvernance-Serv.Transversaux	8.70	8.70	–	–
Infra., exploitation, support	38.20	35.30	20.50	18.60
Innovation & Transfo. digitale	–	–	2.80	2.80
Numérisation – Relation Client	8.55	8.50	–	–
Prest. clients & Env. numérique	–	–	12.70	11.70
Projets & Solutions	–	–	18.50	17.40
Total service	85.35	82.20	87.25	82.25

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	1.90

Personnel fixe (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Concept. – Transform. Solution	23	22.40	–	–
Développement & Intégration	–	–	13	12.80
Direction SOI	8	7.30	14	11.65
Gouvernance, sécurité & données	–	–	8	7.30

Gouvernance-Serv.Transversaux	10	8.70	-	-
Infra., exploitation, support	36	35.30	19	18.60
Innovation & Transfo. digitale	-	-	4	2.80
Numérisation – Relation Client	10	8.50	-	-
Prest. clients & Env. numérique	-	-	12	11.70
Projets & Solutions	-	-	18	17.40
Total service	87	82.20	88	82.25

Apprenties et apprentis

	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
Unité administrative		
Concept. – Transform. Solution	1	-
Infra., exploitation, support	4	6
Numérisation – Relation Client	1	-
Innovation & Transfo. digitale	-	1
Projets & Solutions	-	1
Service non précisé	-	1
Total service	6	9

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	7	7
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	1
Total service	7	8

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	4
Départ à la retraite	2
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	7

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	3	0.26
Auxiliaires mensualisé·e·s	25	12.78
Auxiliaires payé·e·s au forfait	2	*
Total service	30	13.04

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

En 2021, une réorganisation complète du Service d'organisation et d'informatique a eu lieu: des unités de différentes divisions ont été regroupées, certaines activités redimensionnées et deux nouvelles divisions créées. Cette réorganisation s'est déroulée en deux étapes avec, au printemps, la création du Pôle développement et intégration et, à l'automne, celle du Pôle prestations clients et environnement numérique.

Le budget de fonctionnement du SOI est de plus en plus mis sous pression en raison de l'évolution liée aux licences proposées par les fournisseurs: les licences sont désormais en mode location et non plus achat, et sortent donc du plan des investissements où elles étaient prévues par les autorisations d'achat.

Le contexte du Covid-19, avec les nouvelles habitudes de mobilité et l'augmentation du télétravail, explique la forte demande d'ordinateurs portables émanant de tous les services, provoquant d'inévitables impacts sur les budgets. Les effets du Covid-19 sur le plan mondial se font sentir également au sein de la Ville à travers une pénurie de ces mêmes ordinateurs portables en raison de la forte demande en composants qui viennent donc à manquer partout dans le monde. Par conséquent, les délais de livraison ont nettement augmenté. Cette forte pression sur le SOI est appelée à durer encore plusieurs mois, voire années.

La plateforme AGIR, déployée dès le 2^e trimestre 2021, a fait l'objet d'un audit à l'initiative du SOI afin de déterminer les problèmes d'utilisation au sein des services. Un projet de résolution des problèmes identifiés est prévu en 2022.

Créé en 1971, le SOI aurait dû célébrer durant cette année 2021 ses 50 ans d'existence: en raison de la crise sanitaire, les événements envisagés ont dû être annulés et seront reportés à une date ultérieure.

Principales activités 2021

Innovation et transformation digitale

Culture et compétences numériques

En 2021, la journée du digital organisée sur le plan national a eu pour thème le développement des compétences dans le domaine du numérique et de la diffusion de la culture digitale. Dans ce cadre, le SOI a organisé 34 événements touchant plus de 600 personnes.

Ces événements, sous forme d'ateliers sur des sujets variés comme les prestations en ligne de l'administration communale ou cantonale, l'intelligence artificielle ou le codage, ont été conçus pour être accessibles à tous. Un effort particulier pour s'adresser aux séniors, aux femmes, aux jeunes ou aux migrantes et migrants a permis une large participation et une bonne diffusion des informations.

La rubrique numérique du site internet de la Ville a été complétée par les multiples réalisations dans le domaine et par la possibilité de visionner certains ateliers en rediffusion.

Numérique responsable

Le SOI travaille depuis longtemps à limiter son empreinte carbone. Il a décidé de mesurer précisément celle-ci en 2021 et d'obtenir un label contraignant, le label «Numérique Responsable».

A cet effet, la Ville de Lausanne est devenue partenaire de l'Institut du numérique responsable suisse et a signé la charte pour un numérique responsable. La demande de labellisation est en cours et interviendra en 2022.

Sécurisation du patrimoine culturel muséal

L'Atelier de numérisation du SOI a fidélisé plusieurs clients externes, notamment par la poursuite de ses activités en faveur du Musée d'art contemporain qui a rejoint l'entité Plateforme 10.

Il a également évolué en complétant ses compétences et son catalogue de prestations intégrant la prise d'images 360 degrés, la diffusion d'événements sur place et à distance ainsi que l'édition vidéo.

Enfin, l'Atelier de numérisation, qui fêtera ses 20 ans en 2022, a dépassé durant l'année 2021 le seuil de 100'000 images dans la base de données des musées.

Nombre d'œuvres numérisées	2019	2020	2021
Musée historique de Lausanne	45%	62%	48%
Collection de l'Art Brut	35%	32%	37%
Musée d'art contemporain	10%	4%	2%
Collection d'art de la Ville de Lausanne	5%	1%	1%
Musée romain de Lausanne-Vidy	5%	1%	1%
Clients externes (Iconopôle, Fondation Toms Pauli)	-	-	11%
Total	6'000	5'800	7'403

Projets et solutions

Le pôle Projets et solutions (PES) délivre les solutions informatiques en suivant la méthodologie de gestion de projet de la Confédération, HERMES.

Nombre de projets métier	2021	
Projets clôturés dans l'année	60	
— dont projets de rénovation	14	
— dont projets agiles	36	
Projets en cours simultanément, en moyenne	42	
Ressources affectées à la gestion de projet	2020	2021
Jours comptabilisés sur projets (personnel SOI)	1'716 = 7.8 etp	1'350 = 6.1 etp
Jours comptabilisés sur projets (personnel externe)	748 = 3.4 etp	380 = 1.7 etp

Développement de la cyberadministration

Si l'administration communale offre des prestations à la population, la plupart doivent faire l'objet d'une demande. Afin de traiter celles-ci, il est nécessaire de partager certaines informations. C'est le rôle des formulaires. Devenus la norme, les échanges électroniques sont privilégiés, évitant la ressaisie et les erreurs. Au vu du nombre de formulaires et de leurs fréquentes évolutions, une solution a été recherchée afin que les services de l'administration puissent être autonomes.

La solution *Jaxforms* a été sélectionnée et implémentée. Elle permet la modélisation rapide des formulaires, même s'ils sont très complexes. Les données récoltées sont alors disponibles sans ressaisie pour le personnel de la Ville. La solution permet non seulement aux utilisatrices et utilisateurs de revenir sur leur demande et de la compléter au besoin, mais aussi d'en voir le statut d'avancement du traitement.

Les formulaires sont libellés en utilisant l'écriture inclusive, ils appliquent les règles d'accessibilité pour personne en situation de handicap et sont contrôlés sous l'angle de la protection des données.

Les deux premiers formulaires créés sont:

- organiser une manifestation dans un établissement;
- organiser une manifestation sur l'espace public.

Préavis Modernisation du système d'information de la Ville de Lausanne

Le système d'information (SI) de la Ville de Lausanne et les applications afférentes sont stratégiques et doivent être entretenus et modernisés pour faire face aux impératifs métiers, techniques et de sécurité. Le crédit d'investissement accordé en mai 2019 par le préavis N° 2018/43 «Modernisation du système d'information (SI) de la Ville de Lausanne» a permis le financement de 14 projets de rénovation en 2021.

Développement et intégration

Un nouveau pôle

La création du Pôle développement et intégration, intervenue en février 2021, s'inscrit dans la volonté du SOI d'adopter les principes liés à la culture DevOps, visant à harmoniser le développement logiciel (dev) avec l'administration des infrastructures informatiques (ops). L'un des objectifs recherchés est l'amélioration drastique du déploiement des nouvelles solutions informatiques internes ou externes au sein de la Ville avec, au fil du temps et des intégrations, une amélioration continue des processus. Les nouveaux processus ne sont pas figés et bénéficient d'une remise en question permanente dans le but de s'adapter aux changements et/ou aux dysfonctionnements constatés.

Infrastructure et exploitation

Automatisation de l'exploitation des centres de calcul – amélioration du suivi et de la qualité de service

L'automatisation des processus et du pilotage des systèmes a continué cette année, ainsi que l'amélioration de la qualité de service:

- le suivi opérationnel avec les services;
- les mises à jour continues des infrastructures;
- la diminution continue du nombre de versions des différents logiciels utilisés;
- l'abandon de phases manuelles en faveur de processus automatisés de pilotage de la production.

Evolution des prestations informatiques

- la mise en place de nouvelles infrastructures techniques (réseau, sécurité, serveurs et stockage) a été nécessaire pour faire face à l'accroissement des besoins de la Ville;
- la lutte contre l'obsolescence applicative, pour partie liée aux infrastructures des serveurs et des bases de données, est une activité qui comprend de multiples mini-projets et nécessite environ 30% des ressources de l'équipe d'exploitation.

Prestations clients et environnement numérique

Un nouveau pôle

Ce pôle regroupe toutes les activités en interaction avec les clients du SOI, à savoir les services de la Ville et les entités liées.

Le Centre de services

Point d'entrée principal du SOI pour les problématiques informatiques, le rôle central du Centre de services a été développé et renforcé durant l'année.

Afin d'améliorer la qualité du service fourni, le support sur site a été renforcé.

Le télétravail généralisé du fait de la pandémie de Covid-19 a encore mis en évidence l'importance du Centre de services en 2021:

- la plateforme de télétravail a été pérennisée;
- les déménagements de personnel au sein des services de la Ville et la mise à disposition de matériel pour les collaboratrices et collaborateurs se sont poursuivis.

Une forte augmentation des incidents a été constatée durant l'année 2021. Celle-ci est due, entre autres, à la reprise des activités de support des applications des Services industriels et à la mise à jour d'applications transverses comme Outlook.

La gestion de la demande

Toutes les demandes de projets informatiques au sein de la Ville ont été centralisées au sein d'un nouveau groupe nommé Gestion de la demande. Lorsque de nouveaux projets sont annoncés, la gestion de la demande évalue les besoins des services, les ressources informatiques et métier disponibles, le financement de ces projets, leur valeur ajoutée et les synergies possibles avec d'autres projets ou initiatives déjà existants avant de planifier leur mise en œuvre. Des réunions régulières ont lieu afin de discuter de la planification et de l'avancement des projets.

Gouvernance, Sécurité et données

PMO (Project Management Office) et gestion de projets

Le périmètre prévu initialement par le nouvel outil de gestion de projet a été étendu à l'occasion de la ré-organisation du SOI pour prendre en compte la saisie des temps: depuis début 2021, les collaboratrices et collaborateurs saisissent précisément le temps passé sur chaque activité ou projet. L'intégration du pilotage économique avec cette saisie des temps permet d'ores et déjà d'évaluer le coût d'un projet ou le coût d'hébergement d'une solution informatique.

Architecture et Sécurité

Le programme de gouvernance de la sécurité de l'information «SMSI» (système de management de la sécurité de l'information) a poursuivi sa montée en maturité. Les efforts ont porté particulièrement sur les points suivants:

- définition du programme de sensibilisation à la sécurité informatique et de son contenu;
- définition des rôles et responsabilités en matière de sécurité de l'information;
- mise en place de contrôle interne pour s'assurer de l'existence et du maintien des mesures de sécurité;
- plusieurs audits de type «test d'intrusion» ont été réalisés sur des applications exposées.

L'organisation de l'activité «architecture d'entreprise» a été consolidée et intégrée dans le processus de gestion des projets. Cette activité permet des contrôles de qualité, notamment en matière de sécurité de l'information et de protection des données.

Protection des données

Le plan de gouvernance de la protection des données SGPD (Système de gestion de la protection des données) a été élaboré et soumis au comité de pilotage pour validation. L'inventaire des services pilotes a été réalisé et déclaré à l'autorité cantonale.

Données

L'importance des données pour la Ville a été prise en compte, avec la préparation d'une stratégie des données en vue d'assurer la conformité des traitements et d'amener de nouveaux axes de pilotage en 2022. Le Groupe données a été constitué et il est dédié à cette activité qui prendra de l'ampleur avec les projets liés au Plan climat.

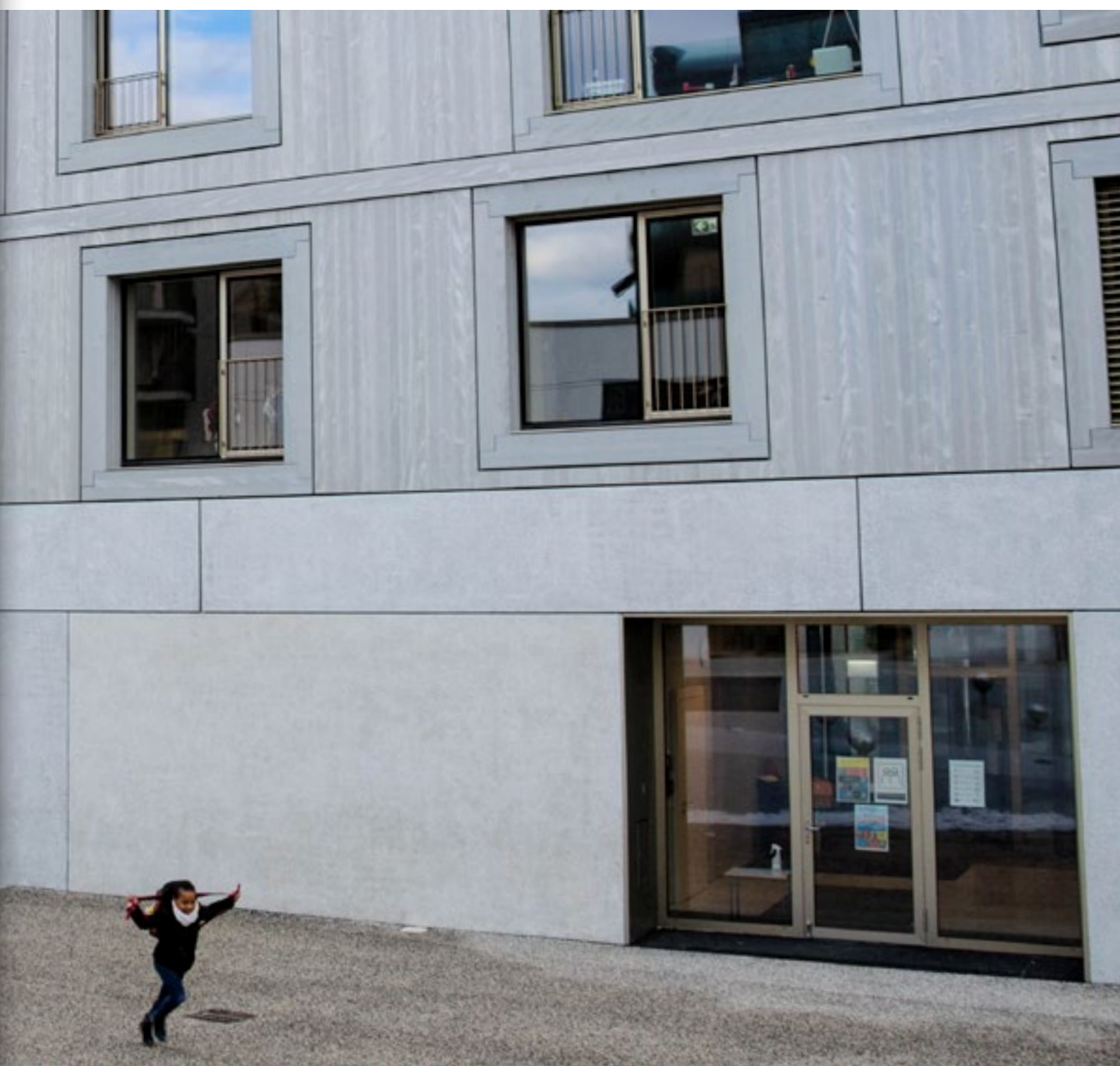
Chiffres clés du soi à fin 2021

Années	2018	2019	2020	2021
Postes de travail	5'752	5'966	6'657	6'771
— PC	4'051	4'085	4'892	3'885
— PC portables et tablettes	1'701	1'881	1'765	2'886
Serveurs d'entreprises				
— Serveurs physiques	45	61	64	59
— Serveurs virtuels	660	743	826	851
— Création de nouveaux serveurs virtuels	–	113	83	149
Volume de données				
— Données bureautiques (approximativement)	114 TB	166 TB	192 TB	218 TB
— Nombre de fichiers bureautiques	122 millions	145 millions	160 millions	184 millions
Transformation numérique				
— Prestations informatiques et technologiques ajoutées au catalogue	–	4	2	2
Solutions métier				
— Solutions applicatives	428	461	468	477
— Solutions transverses	31	74	71	69
— Solutions d'infrastructure	41	64	74	82
— Solutions «Métier»	323	266	266	287
— Solutions «Grand public»	35	57	57	39
— Projets menés en parallèle (métier et infrastructure)	144	165	149	152
— Utilisateurs de la cyberadministration	57'000	66'000	75'000	88'328
Infrastructure réseau informatique				
— Prises réseau	24'147	27'243	27'363	28'489
— Bornes Wifi en service	995	1'023	1'052	1'145
— Adresses réseau IP délivrées	19'433	19'907	21'323	22'000
— Fibres optiques (km)	36'200	36'800	36'900	36'900
Téléphonie				
— Nombre moyen d'appels par jour ouvrable (entrants-sortants-internes)	< 30'000	< 25'000	< 25'000	31'074
— Appareils de mobilité professionnelle	2'322	2'263	2'263	2'367
— Nombre de téléphones installés	4'531	4'639	4'320	4'393
Activités du Centre de services				
— Nombre moyen d'incidents par mois	1'250	1'592	2'140	4'050
— Nombre moyen de demandes de service par mois	1'270	1'366	1'885	2'046

© Mathilde Imesch | Ville de Lausanne

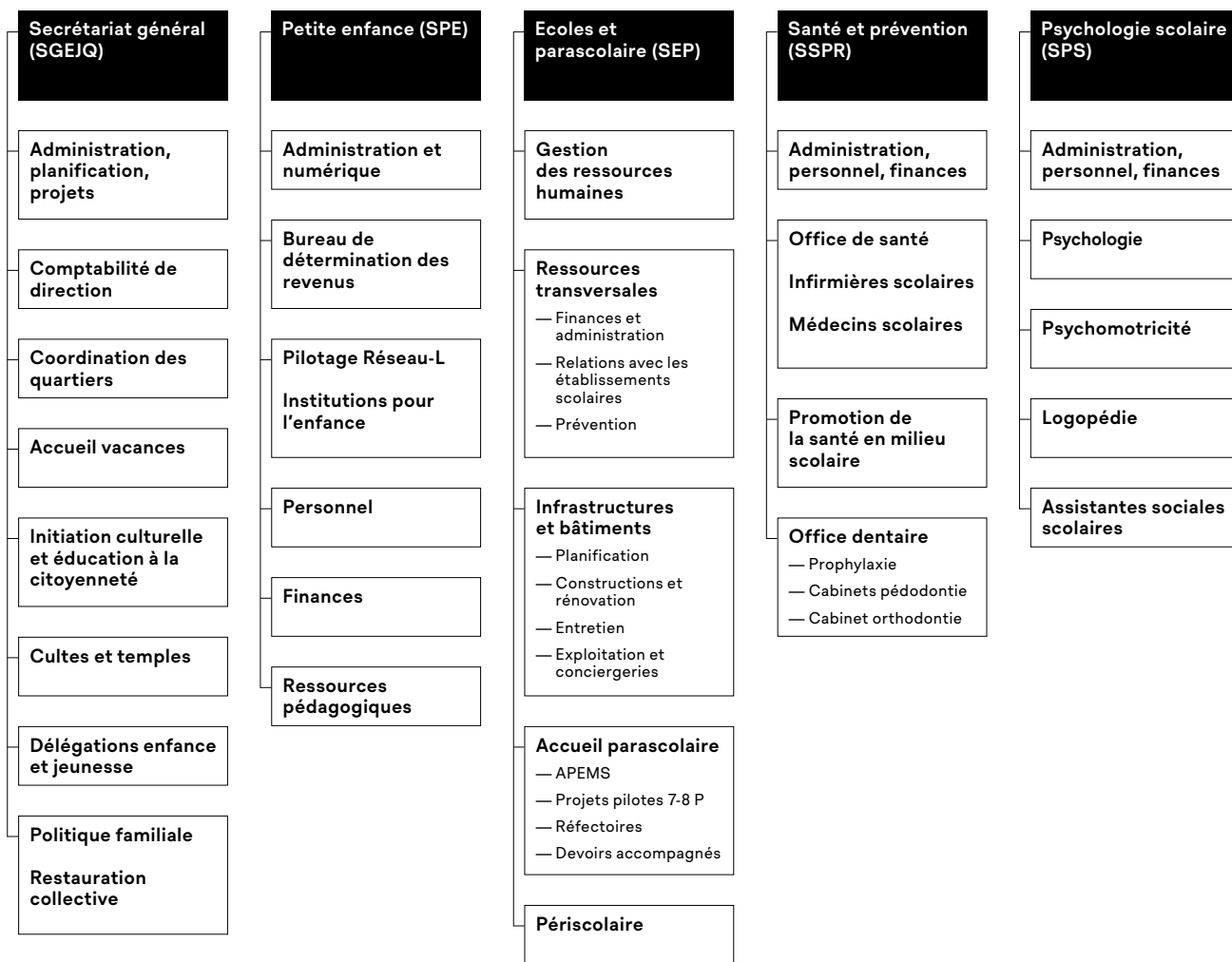


Direction de l'enfance, de la jeunesse et des quartiers



Direction de l'enfance, de la jeunesse et des quartiers (EJQ)

Directeur



La précédente législature a notamment été l'occasion de développer l'accueil de jour pré- et parascolaire avec plus de 600 places, de créer un domaine de la coordination des quartiers avec de nouvelles prestations, d'accélérer la rénovation des bâtiments scolaires et de procéder à une réorganisation qui doit permettre de répondre au mieux aux enjeux futurs.

Une nouvelle législature a débuté avec une réflexion sur les ambitions et le développement de l'accueil pré-, para- et périscolaire des enfants. Cette dernière a été concrétisée dans le programme de législature de la Municipalité et engage à nouveau la direction dans une voie de développement de ses prestations d'accueil de jour pré- et parascolaire, ainsi que de la politique des quartiers.

Cette fin d'année 2021 a vu la réorganisation des services avec des regroupements physiques des prestations réunies dans un même service, sur de nouveaux lieux et des déménagements importants. Cette réorganisation physique a pour but d'offrir suffisamment d'espaces de travail, pour réunir autant que possible les équipes de chaque service, et offrir des lieux aisément accessibles au public:

- l'ensemble du Service de la petite enfance est regroupé à l'avenue Agassiz 5. Ce déménagement a permis de réunir sur un seul site le personnel qui se trouvait réparti entre les places Chauderon 9 et Navigation 10 et la rue de Genève 52;
- le Service de psychologique scolaire s'est déplacé dans des locaux à la rue de l'Alé 31, offrant un meilleur accès au public pour les consultations;
- le Service des écoles et du parascolaire est réuni sur un seul niveau au 5^e étage de la place Chauderon 9, rapatriant ainsi le personnel des APEMS qui occupait une partie du 4^e étage ainsi que le personnel du domaine parascolaire qui était situé à l'avenue Mercier 1;
- Le Secrétariat général EJQ et le Service de santé et prévention occupent le 4^e étage de Chauderon 9.

Cette année a été marquée à nouveau par la pandémie de Covid-19, qui a impacté fortement l'organisation des prestations délivrées par la direction. Les activités scolaires, para- et périscolaires, l'accueil des enfants en institutions de la petite enfance, les activités socioculturelles et culturelles ont été maintenues et poursuivies dans leur majorité, avec des aménagements importants. L'impact a néanmoins été moins fort qu'en 2020.

Secrétariat général (SGEJQ)

Principales missions du service

- appuyer le conseiller municipal;
- appuyer les services de la direction en matière de finances, communication;
- accueillir des enfants de 4-25 ans hors scolarité et durant le temps des loisirs;
- développer la citoyenneté et la participation des enfants, des jeunes et des habitantes et habitants lausannois;
- développer la politique des quartiers décidée par les autorités et ses outils;
- assurer les engagements en matière de gestion des temples et des églises sises sur le territoire.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Admin. Délég. Enfance & Jeunesse	6.56	4.35	6.70	6.55
Centre adolescents de Valmont	24.30	19.65	1.00	1.00
Comptabilité EJQ	7.90	7.10	7.90	8.00
Coordination des quartiers	4.50	3.80	6.70	6.90
Cultes et temples	8.82	7.84	9.32	7.88
Direction EJQ	19.20	19.45	21.65	20.08
Domaine vacances	26.98	25.57	26.98	25.97
Politique familiale	–	–	4.40	4.50
Total service	98.26	87.76	84.65	80.89

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	-13.61

Personnel fixe (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Admin. Délég. Enfance & Jeunesse	6	4.35	9	6.55
Centre adolescents de Valmont	21	19.65	1	1.00
Comptabilité EJQ	9	7.10	10	8.00
Coordination des quartiers	6	3.80	10	6.90
Cultes et temples	28	7.84	27	7.88
Direction EJQ	27	19.45	28	20.08
Domaine vacances	33	25.57	33	25.97
Politique familiale	–	–	6	4.50
Total service	130	87.76	124	80.89

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
Admin. Délég. Enfance & Jeunesse	1	1
Direction EJQ	3	8
Domaine vacances	1	1
Total service	5	10

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	35	22
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	2	1
Total service	37	23

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	3
Décès	-
Démission	9
Départ à la retraite	6
Fin de contrat	1
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	16
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	35

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	159	7.78
Auxiliaires mensualisé·e·s	17	5.03
Auxiliaires payé·e·s au forfait	36	*
Auxiliaires payé·e·s à la journée	106	*
Total service	318	12.81

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Concrétisation de défis importants

- la prestation du Centre pour adolescentes et adolescents de Valmont a été transférée à la Maison des jeunes, au 30 septembre 2021, et la cession de l'immeuble au Canton de Vaud a été convenue;
- le Bureau d'information aux parents, le Bureau lausannois pour les familles ainsi que la politique de restauration collective de la direction ont rejoint le Secrétariat général au 1^{er} janvier; une nouvelle déléguée à la politique familiale a été désignée en octobre suite au départ en pré-retraite de la titulaire;
- la politique des quartiers se renforce avec le développement de nouvelles formes de participation et le projet dénommé «Les cabanes du Loup» du groupement MIKADO a remporté la mise au concours de la future maison de quartier des Plaines-du-Loup qui sera inaugurée en 2023.

C'est aussi une nouvelle année fortement marquée par la pandémie de Covid-19 qui a vu le report, l'annulation ou la réorganisation des diverses prestations délivrées par le SGEJQ. Mais dans une moindre mesure qu'en 2020.

Principales activités 2021

Ressources humaines

Personnel fixe, apprenties et apprentis et personnel auxiliaire

Le SGEJQ a repourvu 29 postes fixes. Au 31 décembre, le SGEJQ comptait 59% de femmes et 41% d'hommes. La proportion hommes/femmes occupant des postes de cadre était de 67% de femmes et 33% d'hommes.

A la rentrée, cinq nouvelles places d'apprentissage de cuisinière et cuisinier ont été créées au sein d'une Junior Team, en sus des cinq autres places déjà existantes au SGEJQ.

En 2021, le SGEJQ comptait 340 personnes avec le statut d'auxiliaire dans les domaines Administration (9%), Coordination des quartiers (7%), Accueil vacances (56%), Cultes et temples (12%), Délégation à la jeunesse (13%) et CPA de Valmont (3%).

Administration – planification – projet

Conférence des cheffes et chefs de service (CCS)

La CCS, composée du directeur EIQ, de son assistant, des cheffes de service et de la RRHD (début de séance uniquement), est le principal instrument de coordination de la direction. Tous les sujets d'importance générale y sont abordés, notamment ceux qui impliquent l'intervention de deux ou plusieurs services, ou des relations transversales avec d'autres directions. Elle s'est réunie au cours de 19 séances (2020:18). Des séances dédiées au Concept 360° et au programme de législature 2021-2026 s'y sont ajoutées.

Centre communal pour adolescentes et adolescents de Valmont (CPA)

La mission principale du CPA est d'accueillir à tout moment, en vue d'une prise en charge éducative, des jeunes de 14 à 18 ans, en milieu semi-fermé, dans le cadre des mesures protectionnelles ordonnées par l'autorité pénale (Tribunal des mineurs vaudois et d'autres cantons) ou par l'autorité civile (Service de protection de la jeunesse et services similaires d'autres cantons).

Au 30 septembre 2021, la prestation a été transférée à l'association de la Maison des jeunes. La préparation de cet événement a nécessité un investissement important de la part du personnel de l'administration communale en matière de gérance, gestion immobilière, gestion des ressources humaines et inventaires pour cesser cette prestation communale. Le terrain et le bâtiment ont été, quant à eux, vendus symboliquement au Canton.

Campagne de prévention sur les écrans

La campagne de prévention sur les écrans (- d'écran + de...) a été lancée le 27 septembre 2021, en partenariat avec Action Innocence. Elle s'adresse prioritairement aux jeunes de la 7^e P à la 11^e, mais également à leur entourage. L'objectif de cette campagne est de faire réfléchir à son propre usage des écrans. Des actions et une communication sont prévues dans la rue et dans les écoles durant toute l'année scolaire 2021/2022.

Fonds de soutien aux ludothèques lausannoises et fête du jeu «Lausanne joue»

Comme chaque année, les ludothèques ont renouvelé leurs jeux et offert à leurs bénévoles des formations spécifiques. La fréquentation de ludothèques est en progression constante.

La manifestation «Lausanne joue» n'a pas eu lieu à cause de la pandémie.

Jeunes et Covid-19 – campagne de soutien «Pas au top à cause du corona?»

Suite à la campagne de soutien aux jeunes et afin d'optimiser l'accueil des personnes en détresse par les animatrices et animateurs de la FASL, quatre séances de supervision leur ont été proposées, avec l'aide des deux psychologues scolaires.

Reconstruction du Terrain d'Aventure de Malley (TAM)

Suite à l'incendie du TAM en juillet 2020, les travaux de reconstruction (à l'identique) ont débuté en avril avec le collectif d'architecture participative et écologique (CARPE). Trois semaines de chantier participatif ont eu lieu en juillet et en août.

Accessibilité universelle

Avec l'ouverture des inscriptions accompagnée d'une vidéo promotionnelle de la Municipalité, la formation à l'accueil des personnes en situation de handicap est disponible pour le personnel de la Ville. Cette année a aussi été marquée par la réunion de la Commission de l'accessibilité universelle qui est amenée à se renforcer avec plus de rencontres et la création de groupes de travail. Aussi, la Ville dispose à présent d'une boucle magnétique afin de rendre toute manifestation accessible aux personnes malentendantes. Finalement, la volonté de la Ville de prendre en considération l'inclusion des personnes en situation de handicap se concrétise avec la pérennisation de cette politique publique comme objectif de la législature 2021-2026.

Formation professionnelle

Junior Team en cuisine

La Ville de Lausanne vient de lancer une première Junior Team en cuisine pour la rentrée 2021, afin de minimiser les impacts de la situation pandémique sur la formation professionnelle. Ce modèle de formation audacieux permet à une équipe de cinq apprenties et apprentis d'apprendre le métier de cuisinier-ère sous la responsabilité d'un formateur qui se dédie pleinement à cette tâche. 180 repas (140 livrés et 40 sur site) ainsi qu'une vingtaine de petits déjeuners et 260 goûters sont ainsi confectionnés chaque jour pour les élèves de l'APEMS de Prélaz. La Junior Team est l'une des nombreuses mesures mises en place par la Ville pour favoriser l'apprentissage.

Transition école-métier

Les mesures prises par la Municipalité pour soutenir les jeunes Lausannoises et Lausannois pour la formation professionnelle face à la crise sanitaire et économique sont les suivantes: création de places d'apprentissage supplémentaires au sein de l'administration, création d'une unité apprentissage et d'un poste au sein de l'administration, création d'une Junior Team pour le métier de cuisinière et cuisinier CFC, mise en réseau des déléguées et délégués de l'approche du monde professionnel et des psychologues conseillers et conseillères en orientation, relance pour garantir une trentaine de places LIFT, déploiement du projet «Moi, Mon réseau, Mon futur» en collaboration avec Lausanne Région. Un préavis sur la gouvernance en matière de formation professionnelle et de transition école-métier à la Ville par le groupe de travail est en cours d'étude et rédaction.

Fonds d'aide à la formation post-obligatoire

En 2021, le comité du fonds a accédé à quatre demandes pour un montant total de CHF 6'000.-. Ce fonds intervient en complément à la prise en charge d'une formation post-obligatoire (financement de l'écolage, achat de livres, etc.).

Comptabilité de direction

La mission principale est d'assurer les prestations traditionnelles d'une comptabilité de direction:

- budget d'exploitation, plan des investissements, crédits supplémentaires, subventions;
- traitements du personnel;
- factures fournisseurs et débiteurs;
- saisie des pièces comptables des établissements scolaires;
- relations avec les autorités des communes voisines et celles du Canton pour les répartitions des charges imputées à chaque échelon.

L'activité de la comptabilité nécessite une collaboration suivie tant avec les autres services de la direction qu'avec les instances cantonales (Département de la formation, de la jeunesse et de la culture, Département de la santé et de l'action sociale, Département de l'économie, de l'innovation et du sport, Département des infrastructures et des ressources humaines, Département des finances et des relations extérieures, Ordre judiciaire).

Au terme de la redistribution des tâches entre Canton et communes (EtaCom), la Ville de Lausanne s'est vu déléguer par convention des compétences, aux plans notamment de l'organisation scolaire ou des prestations de psychologie scolaire. La comptabilité en assure tout le calcul et le suivi du volet financier. En ce qui concerne les établissements scolaires lausannois rattachés au Service des écoles et du parascolaire, elle comptabilise leurs pièces comptables directement dans l'application de l'Etat.

Coordination des quartiers

Les principales missions du domaine sont:

- assurer et développer le vivre-ensemble au sein des quartiers, promouvoir l'intégration sociale et le développement de projets urbains concertés;
- développer la citoyenneté et la participation au sein des quartiers;
- définir et mettre en œuvre une politique publique des quartiers comprenant celles de l'animation socioculturelle et le développement des espaces citoyens;
- initier, mettre en œuvre et pérenniser des outils de politique des quartiers qui participent avec les habitantes et habitants à l'amélioration durable de la qualité

et du cadre de vie du quartier, dont les centres socioculturels et maisons de quartier, la caravane des quartiers, les contrats de quartiers et le budget participatif;
— favoriser le lien entre la population des quartiers et l'administration communale.

Budget participatif

Entre février et août, 23 projets ont été déposés par des habitantes et habitants et 15 d'entre-eux ont été jugés suffisamment réalisables pour être soumis au vote. 3'078 adultes et enfants (1'144 de plus qu'en 2020) ont ensuite participé à la votation visant à répartir la subvention de CHF 175'000.- entre ces projets. Les votes étaient possibles à travers 18 urnes installées dans des centralités de quartier, par Internet ou par correspondance. Le fait d'avoir envoyé cette année un bulletin de vote à travers un tout-ménage préaffranchi a permis de sensiblement augmenter la participation et la représentativité des votes. Au terme du vote, 11 projets ont été choisis pour être soutenus financièrement par la Ville. Cette troisième édition clôturait la phase pilote du budget participatif qui sera pérennisé, au vu de son impact positif sur la participation citoyenne en tant qu'opportunité pour toutes et tous de prendre part à l'allocation de ressources publiques. Le dispositif fait l'objet d'une évaluation réalisée par le Zentrum für Demokratie de l'Université de Zürich, basé à Aarau, et bénéficiera à l'avenir de la mise en œuvre des recommandations proposées.

Contrat de quartier

Suite à la pandémie de Covid-19, le contrat de quartier d'Entre-Bois, lancé en 2020, a nécessité la mise en place de nouveaux outils afin de permettre la participation du quartier. Un panel représentatif de 20 citoyennes et citoyens a ainsi été tiré au sort le 10 mai 2021, en présence de la présidente du Conseil communal et en collaboration avec l'Université de Genève. Ces personnes ont ensuite pris part à un organe délibératif qui s'est tenu durant deux week-ends de juin (les Rencontres citoyennes) où elles ont pu proposer des idées et faire des choix, accompagnées par les services techniques de la Ville. Leur travail a ensuite été finalisé par la commission de quartier afin d'aboutir à une feuille de route approuvée par les habitantes et habitants le 10 novembre 2021. Celle-ci expose les intentions de projets que la population priorise pour son quartier et qu'elle entend porter, avec l'accompagnement des services de la Ville (en fonction de la faisabilité des sujets et des ressources disponibles).

Caravane des quartiers

L'année 2021 a été marquée par la mise en place de deux éditions de la Caravane des quartiers compatibles avec les restrictions sanitaires imposées par la lutte contre la pandémie de Covid-19. Elles ont eu lieu à la Pontaise (juin) et à la Bourdonnette (septembre). Ces éditions ont donné l'opportunité d'impliquer les habitantes et habitants, associations locales et commerçantes et commerçants dans l'organisation et la participation d'activités festives et citoyennes permettant de resserrer les liens entre les habitantes et habitants des quartiers. De nombreux projets provenant directement des quartiers, conçus et réalisés avec divers partenaires associatifs actifs dans le quartier même, ont pu être mis en place, tels que des concerts, des pièces de théâtre, des ateliers, des initiations, des tables-rondes ou des conférences publiques.

Boîte à idées

Une nouvelle boîte à idées a été inaugurée le 13 avril 2021 sur la plateforme d'e-participation Lausanne Participe. Le processus participatif permet d'instaurer un dialogue public entre les services publics et les usagères et usagers afin qu'ils utilisent cette plateforme web pour poser des questions ou déposer des suggestions liées à l'amélioration du cadre de vie de leur quartier et/ou de l'amélioration des prestations des services communaux. En 2021, près de 50 idées ont été déposées.

Animation socioculturelle

La majeure partie de la politique d'animation socioculturelle de la Ville a pu continuer en dépit de la pandémie grâce à la flexibilité de la Fondation pour l'animation socioculturelle lausannoise (FASL) qui a adapté régulièrement ses activités en fonction des restrictions. De plus, le réseau d'aide alimentaire qui a été déployé au sein de la FASL depuis avril 2020 afin de soutenir les plus démunis a pu être maintenu tout au long de l'année 2021. Face aux besoins des personnes qui ont été dans l'incapacité de travailler ou privées d'une partie de leur revenu, une dizaine de lieux d'animation socioculturelle ont réalisé près de 48 distributions mensuelles où étaient partagées près de 8'100 kg de denrées fraîches.

Maison de quartier

Le futur écoquartier des Plaines-du-Loup accueillera plusieurs équipements collectifs, dont notamment une toute nouvelle maison de quartier qui a fait l'objet d'un mandat d'études parallèles afin d'assurer une forte concertation entre le maître de l'ouvrage, les futures usagères et futurs usagers et les mandataires. Ce processus participatif de co-construction qui a débuté en 2016 avec la définition du programme puis du cahier des charges de la maison de quartier, s'est poursuivi durant le concours d'architecture lors duquel un groupe d'habitantes et habitants tirés au sort fin 2020 a soumis au jury d'experts son avis consultatif. Le projet dénommé «Les cabanes du Loup» du groupement MIKADO a remporté la mise au concours de

la future maison de quartier des Plaines-du-Loup. Le chantier devrait débuter mi 2023 pour une première occupation fin 2024.

Accueil vacances

La mission principale du domaine est d'organiser, mettre en œuvre, développer et coordonner des prestations d'accueil collectif d'enfants pendant les 14 semaines de vacances scolaires. Les parents d'élèves qui exercent une activité professionnelle trouvent dans les offres conjuguées du Service des écoles et du parascolaire et du domaine Accueil vacances des solutions d'accueil et d'activités disponibles sur toute l'année, toujours dans l'optique d'une meilleure conciliation entre vie familiale et vie professionnelle.

Les organisations subventionnées, telles que la Fondation pour l'animation socioculturelle lausannoise (FASL), le Centre vaudois d'aide à la jeunesse (CVAJ) et l'Espace des inventions (EDI), sont mandatées par le SGEJQ pour la mise en œuvre de prestations d'accueil complémentaires sous la forme de centres aérés, de camps et d'activités à la journée.

Le domaine assure aussi les prestations de l'école à la montagne pour ses camps scolaires et de vacances.

Agence communale «Accueil vacances 5-15 ans» à Chauderon 7A

Le bureau d'accueil vacances a répondu directement à quelque 1'500 personnes. Outre l'information au public, le domaine Accueil vacances assure l'exploitation des structures d'accueil du SGEJQ et les travaux administratifs qui y sont liés.

Groupes de travail et projets

Le domaine Accueil vacances conduit les séances de coordination des offres vacances de la FASL, du CVAJ et de l'EDI. En 2021, le groupe de travail a étroitement collaboré pour répondre aux besoins accrus liés à la situation sanitaire Covid-19. Le domaine Accueil vacances a rejoint le Réseau-L, les centres aérés étant bénéficiaires des subsides de la Fondation pour l'accueil de jour de l'enfance. Il a également pris part au projet Passerelle Loisirs conduit par la Direction générale de la cohésion sociale du Canton de Vaud visant à faciliter l'accès aux loisirs pour les jeunes ayant des besoins particuliers. Le domaine est aussi actif dans le cadre de la Plateforme Activités Vacances, organe de coordination à l'échelon cantonal.

Passeport vacances

Le domaine Accueil vacances est mandaté par l'Association du passeport vacances de la région lausannoise (APVRL) pour assurer l'infrastructure administrative du passeport vacances. L'édition 2021 est couronnée de succès, les organisateurs ainsi que les 39 communes membres ont assuré les activités avec un concept de protection sanitaire adapté. Ainsi, 1'846 jeunes ont pu profiter cet été des activités proposées. La Loterie Romande participe au financement de ces activités à hauteur de CHF 30'000.- et une subvention cantonale exceptionnelle de CHF 36'800.- liée au Covid-19 a permis de maintenir la qualité de l'offre malgré les contraintes sanitaires.

Centres aérés urbains (CAU)

Les 12 CAU sont ouverts durant les relâches de février, les vacances de Pâques et d'automne. Cet accueil à la journée, de 8h à 18h, est destiné aux enfants de 6 à 11 ans révolus.

Les équipes des CAU ont fait preuve d'une grande adaptation, réussissant à proposer une variété d'activités de loisirs dans la simplicité et le plaisir, malgré un contexte sanitaire strict et le peu de déplacements possibles.

251 enfants ont été accueillis, totalisant 3'203 journées/enfants. La fréquentation des CAU a augmenté de 12% ces cinq dernières années.

Centre aéré d'été

Le centre aéré de Béthusy offre un accueil à la semaine pour 60 à 70 enfants de 6 à 12 ans pendant les six premières semaines des vacances d'été. Ainsi, 388 enfants ont été accueillis, totalisant 1'880 journées/enfants. Chaque jour, des activités en plein air ainsi que des ateliers d'expression ont été organisés. Pour l'encadrement des enfants, deux responsables et deux assistantes et assistants qualifiés ainsi qu'une dizaine de monitrices et moniteurs ont été engagés chaque semaine. Un concept de protection sanitaire spécifique a été mis en œuvre tout en maintenant la qualité de l'accueil et des activités.

Centres à la montagne de la Barboleusaz, des Chevalleyres et de Château-d'Oex

Les équipes accueillent chaque semaine de nouveaux groupes pour des camps scolaires et des camps de vacances. Les camps scolaires ont été interrompus par la situation sanitaire jusqu'en juin. Les équipes d'accueil se sont alors fortement mobilisées pour proposer aux groupes inscrits des activités à la journée à la montagne et dans la région lausannoise qui ont été plébiscitées par le corps enseignant et les élèves. Les camps des

vacances de Pâques ont pu avoir lieu avec un effectif limité à 20 enfants, complétés par des accueils de jour à Sauvabelin. Les camps ont pu reprendre pour les vacances d'été en pleine capacité moyennant le respect du cadre sanitaire. Les camps scolaires ont également repris dès la rentrée d'août.

Initiation culturelle et éducation à la citoyenneté

La mission principale du domaine est de gérer les activités culturelles, de sensibilisation à l'environnement et de prévention, proposées à toutes les classes lausannoises de la scolarité obligatoire. L'ensemble des données retranscrites dans ce chapitre concerne l'année scolaire 2020-2021.

Activités culturelles et abonnement culturel

Le programme des activités culturelles comptait 27 spectacles théâtraux ou musicaux, 3 concerts, 17 animations et 10 découvertes. Contrairement à l'année précédente, la plupart des activités ont pu avoir lieu, moyennant l'adaptation des jauges, le report de certaines dates et la démultiplication des représentations.

Dès la rentrée d'août, et malgré les contraintes sanitaires, 97% des classes de 1 P à 6 P et 65% des classes de 7 P à 11 S ont été inscrites par leur enseignante ou enseignant à diverses activités, ce qui représente l'inscription de 607 classes sur un total de 737. Soit une moyenne de 82%.

En ce qui concerne l'abonnement culturel proposé aux 9 S-12 RAC, 1'418 billets individuels et 359 billets combinés un parent-un enfant avaient été réservés par les élèves. Mais parmi les 25 spectacles proposés, seuls deux ont pu avoir lieu, tous les autres ont été annulés en raison de la pandémie.

Sensibilisation à l'environnement

Animations en classe et visites de sites stratégiques constituent les activités de sensibilisation à l'environnement offertes par différents services de la Ville. Elles sont regroupées dans une brochure éditée chaque année. La coordination et l'organisation de ces activités sont assurées par le SGEJQ. 731 animations/visites ont été dispensées aux classes lausannoises.

Découverte de l'environnement construit

Proposées par l'association Ville en Tête, les différentes animations sont conçues pour chaque tranche d'âge et permettent aux élèves de se familiariser avec l'architecture, l'urbanisme et l'aménagement du territoire de manière ludique et interactive. 28 classes de 1 P à 8 P ont bénéficié de cette prestation.

Prévention des accidents par morsures

Ce cours est destiné à apprendre aux enfants comment il faut se comporter (ou ne pas se comporter) en présence d'un chien. 77 classes de 1-2 P ont suivi ce cours de prévention.

Cultes et temples

La mission principale du domaine est d'assurer les engagements dus aux églises reconnues de droit public et aux communautés confessionnelles reconnues d'intérêt public et développer, aux différents niveaux, les relations entre les autorités cantonales, communales et religieuses concernées par les obligations légales.

Événements marquants

La mise au concours d'un poste de guette ou guet auxiliaire ouvert pour la première fois de l'histoire à des postulantes féminines a suscité un fort engouement. Deux tiers des dossiers de candidature étaient des femmes. La commission de sélection composée de trois personnes, dont le guet titulaire, a choisi la première guette de l'histoire. Dès sa nomination, la couverture médiatique a été forte avec des articles et reportages dans la presse régionale, nationale et internationale.

Grâce à deux postes d'assistante et assistant organiste du titulaire de l'église St-François, des étudiantes et étudiants de Master à la Haute école de musique gagnent une première expérience professionnelle au cœur d'un sanctuaire doté de quatre orgues. La formation et la relève sont aussi un objectif du domaine Cultes et temples.

Entretien du patrimoine

Les travaux de raccordement du temple de La Sallaz-Vennes ont été menés suite à l'autorisation du crédit d'investissement de CHF 500'000.- accordé par le Conseil communal. Les travaux d'amélioration de l'efficacité énergétique et d'entretien conjoints ont aussi été exécutés. Ces derniers ont permis de découvrir des décorations d'origine cachées par une couche de peinture. Des travaux de restauration ont mis en lumière des frises et des inscriptions à l'intérieur de la nef ainsi que la couleur originale de l'abside.

Des travaux d'entretien lourd et courant ont aussi été exécutés dans le cadre du budget ordinaire. Parmi les travaux importants, il convient d'indiquer: Montriond (CHF 15'690.-); St-François (CHF 60'354.-); St-Marc (CHF 21'500.-); Centre œcuménique du Bois-Gentil (CHF 12'107.-); Bellevaux, pour l'installation d'une boucle magnétique dans la salle de paroisse (CHF 5'350.-).

La troisième étape de la rénovation de la basilique Notre-Dame de Lausanne a débuté; une première tranche du montant total de CHF 1.5 million alloué par le Conseil communal (préavis N° 2017/30) a été versée. Ces travaux portent sur la restauration intérieure.

Les églises sont des espaces de lien social

Les paroisses restent un acteur-clé de la vie des quartiers. Lieux de vie et facilitatrices de lien social, elles mettent à disposition des associations et des habitantes et habitants du quartier des locaux et des espaces pour leurs activités diverses. Les temples sont également des lieux accueillant régulièrement des concerts classiques mais aussi de musiques actuelles. St-Laurent, St-Paul, St-Mathieu et St-François comptent parmi les lieux les plus sollicités pour ces activités culturelles. Le partenariat avec le Service des écoles et du parascolaire permet toujours l'accueil quotidien de plusieurs centaines d'enfants en APEMS.

Le guet de la cathédrale

Le guet de la cathédrale veille toujours sur notre ville de 22 heures à 2 heures depuis maintenant 616 ans. Il continue de susciter l'engouement aussi bien en Suisse qu'à l'étranger. Malgré la crise sanitaire, plusieurs centaines de personnes ont été reçues la nuit à la loge. D'autre part, la huitième édition de la rencontre magique des enfants avec le guet a été organisée les 5 et 6 novembre 2021 en partenariat avec M^{me} Floriane Nikles, animatrice de J'explore ma Ville.

Délégation à l'enfance

Les principales missions de la délégation sont les suivantes:

- développer une politique de l'enfance de la Ville de Lausanne en faisant reconnaître les enfants comme des habitantes et habitants à part entière et aux besoins spécifiques;
- susciter des projets qui mettent les enfants dans une position d'acteur et d'actrice;
- établir des contacts avec le monde associatif et les professionnelles et professionnels de l'enfance.

Pousses Urbaines

La nouvelle édition de Pousses Urbaines devait avoir pour thème les préaux: leurs usages dans le cadre scolaire et dans le quartier. Elle a dû être repoussée et a été remplacée par «Mon année COVID» qui a invité des enfants et des jeunes à s'exprimer. 170 affiches dessinées, commentées et rédigées ont été ainsi exposées le 23 juin 2021 au Musée Cantonal des Beaux-Arts de Lausanne et sont depuis visibles en ligne.

Conseils des enfants/Conseil des grandes et grands

Les Conseils des enfants poursuivent leurs rencontres dans les quartiers du Désert, de la Bourdonnette, de Prélaz, de Chailly et des Fiches-Nord. En parallèle, des démarches avec les enfants se pérennisent dans le cadre des forums participatifs aux Plaines-du-Loup et d'autres se développent à l'effigie de l'action menée lors de la Journée de la démocratie. Le Conseil des grandes et grands continue sa collaboration avec la Bibliothèque Jeunesse.

Délégation à la jeunesse

Les principales missions de la délégation sont les suivantes:

- développer une politique de la jeunesse en favorisant l'intégration des jeunes dans la cité et leur participation;
- assurer une transversalité entre les services et les directions de la Ville sur les questions liées à la politique de la jeunesse;
- accompagner et soutenir les projets des 13-25 ans;
- établir des contacts avec le monde associatif et les professionnelles et professionnels de la jeunesse;
- coordonner l'activité des travailleuses et travailleurs sociaux hors murs, des animatrices et animateurs de la Permanence Jeunes Borde et du médiateur sportif;
- assurer le suivi et le bon fonctionnement du Conseil des jeunes;
- gérer le fonds de soutien aux projets d'adolescentes et adolescents et de jeunes adultes.

Subventions casuelles

Des subventions ponctuelles ont été attribuées à 18 projets, événements et associations pour un montant total de CHF 78'619.-.

Locaux de musique

Vingt-neuf locaux sont mis à disposition de jeunes musiciennes et musiciens de musiques actuelles (rock, métal, reggae, funk, world-music, etc.), soit une soixantaine de groupes, sur quatre sites différents (Borde, Croix-d'Ouchy, Pierrefleur et Rouvraie).

Travailleuses et travailleurs sociaux hors murs (TSHM)

Malgré la situation sanitaire très particulière et la mise en suspens de leurs divers projets, les TSHM ont continué d'assurer une présence dans les quartiers de la ville. Ils ont maintenu le lien avec leurs partenaires des réseaux professionnels, ainsi qu'avec les jeunes qu'ils accompagnent. Ces personnes ont eu particulièrement besoin d'un soutien psychosocial et de nouvelles demandes de suivi se sont manifestées.

Le projet «L'été des parcs» est de retour après une année de pause forcée. Il a vu le jour avant tout pour fournir une première expérience professionnelle à des jeunes de 14 à 17 ans. Ce petit job consiste à mettre à disposition gratuitement des chaises longues dans quatre parcs de Lausanne durant la période des vacances d'été.

Permanence Jeunes Borde (PJB)

En 2021, l'équipe a fait preuve de flexibilité et d'adaptation face à la pandémie. En fonction des normes sanitaires, la permanence a pu accueillir les jeunes de 8 à 25 ans et organiser différentes activités, dont deux sorties à ski. Pour pallier l'impossibilité de prendre des vacances pour beaucoup de familles, la PJB est restée ouverte durant le mois de juillet et dès la mi-août sur le terrain du Pré-des-Druides. Elle a organisé des animations avec, entre autres, une initiation au parkour, du trampoline, des tournois de football et de ping-pong et autres jeux. De plus, un accueil spécifique a été mis en place durant les vacances scolaires de Pâques, d'été et d'automne pour des enfants du quartier de la Borde afin de renforcer l'offre des centres aérés urbains de la Ville en cette période compliquée.

Médiateur sportif

Le médiateur sportif a poursuivi son soutien aux activités sportives récréatives par la coordination de divers projets et la mise à disposition de salles de gymnastique. Durant cette année particulière, son action s'est concentrée sur le soutien et le conseil aux jeunes et aux associations pour l'ajustement de leurs pratiques sportives et de loisirs face à la crise pandémique. Outre les problèmes d'assainissement du skatepark, le médiateur a organisé l'ouverture hivernale des salles de gymnastique en respectant les mesures sanitaires prescrites.

Conseil des jeunes (CDJ)

La Délégation à la jeunesse a accompagné les jeunes du conseil dans leurs différentes activités, lors des assemblées générales mensuelles à la salle du Conseil communal ou dans les différentes commissions. Depuis 11 ans, l'association offre aux jeunes Lausannoises et Lausannois un espace d'échange et d'interpellations.

Les principales activités 2021 du CDJ ont été:

- le projet Exobus, qui consiste en une scène ouverte et itinérante. Il a enfin vu le jour après presque deux ans d'aménagements. Cette plateforme artistique prend place dans un ancien bus des transports publics, ce qui lui permet d'aller à la rencontre du public là où il se trouve. Une dizaine de sorties ont pu avoir lieu cette année;
- le Festiv'art que la commission «Culture» a mis sur pied en à peine un mois. Ce festival a accueilli de jeunes artistes et artisans le temps d'une magnifique journée de septembre devant la Villa Mon-Repos;
- l'organisation de la Fête des 10 ans (+1) qui a finalement pu se tenir le 3 décembre 2021 à la salle Paderewski.

Comme pour les autres domaines, les réunions en grand nombre et les grands projets tel que le traditionnel Gala des 18 ans ont malheureusement dû être différés.

Fonds de soutien aux projets d'adolescentes et adolescents et de jeunes adultes

Malgré la pandémie qui a causé le report d'un grand nombre de projets, sept dossiers différents, organisés pour et par des jeunes Lausannoises et Lausannois, ont néanmoins pu être présentés à la commission d'attribution. Ils ont reçu une aide de CHF 12'500.- pour du sport urbain, des spectacles, des festivals de musique et de cinéma.

Politique familiale

Événements marquants

Le domaine de la Politique familiale est composé du Bureau lausannois pour les familles, du Bureau d'information aux parents et de la restauration collective. Précédemment rattaché au Service d'accueil de jour de l'enfance, il a été transféré au Secrétariat général EJQ le 1^{er} janvier 2021.

La gestion quotidienne des réfectoires a été transférée au Service des écoles et du parascolaire, tandis que le pilotage et la coordination entre secteurs, tout comme la gestion des contrats avec les prestataires externes sont centralisés à ce domaine.

Bureau lausannois pour les familles

Journée internationale des familles

A l'occasion de la Journée internationale des familles qui a lieu le 15 mai, le Bureau lausannois pour les familles (BLF) a choisi cette année de collaborer avec l'association des familles arc-en-ciel. Engagé dans une politique transversale visant à lutter contre les discriminations des personnes LGBTIQ+ ainsi qu'à célébrer la diversité des foyers, le BLF a publié un conte vidéo arc-en-ciel. Il était également présent sur la place St-François pour la votation sur le mariage pour tous et a étoffé son site Internet en diffusant interview et articles sur le sujet.

La charge mentale, ce fardeau féminin

En janvier dernier, le BLF a lancé un appel à témoignages sur la charge mentale, marquant sa volonté de faire sortir de l'ombre cette problématique. Près de 200 commentaires ont été collectés via les réseaux du BLF. Ces récits ont servi de fil conducteur à la réalisation de quatre capsules vidéo diffusées la semaine du 8 mars, à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, et déjà visionnées plus de 12'000 fois!

Plateforme Familles

Le BLF a poursuivi sa réflexion sur la charge mentale en sollicitant des spécialistes sur la question. Cette séance plénière s'est déroulée le 4 octobre dans la salle du Conseil communal avec plus de 50 participantes et participants.

Appel à projets

Lors de cette 5^e édition, 26 projets ont été déposés. Rappelons que ces initiatives individuelles ou collectives doivent tendre à améliorer la vie quotidienne des familles lausannoises. Quatre projets ont été récompensés:

- Association des familles monoparentales et recomposées (AFMR) pour le projet «Face au stress de la pandémie, agir avant qu'il ne soit trop tard». Depuis janvier 2021, l'AFMR a mis en place une permanence psychosociale ainsi que des ateliers thématiques pour favoriser le partage;
- Église évangélique réformée du canton de Vaud (EERV) pour le projet «Sapin solidaire». Les familles qui vivent une fin d'année difficile peuvent venir accrocher sur le sapin solidaire une carte sur laquelle figure le cadeau que leur enfant voudrait recevoir pour Noël;
- Association de quartier du Vallon en collaboration avec une art-thérapeute diplômée et le centre d'animation Cité-Vallon pour le projet «Enfants du Vallon». Mise en place de séances individuelles d'art-thérapie pour éveiller la créativité, renforcer les liens et surtout favoriser une meilleure intégration sociale des jeunes issus de familles en situation de précarité;
- Association Montelly Vit! pour le projet «Jeux de société à Montelly». Des après-midi pour jouer en famille (6-12 ans bienvenus).

Action samedi du partage

Le BLF soutient les familles les plus précarisées en s'associant, pour la troisième fois depuis le début de la pandémie, à Caritas-Vaud pour une récolte de denrées alimentaires non périssables et de produits d'hygiène de base, auprès du personnel de la Ville. Les 3 et 4 juin 2021, la moitié des services de l'administration (20 sur 40) ont participé à ce bel élan de solidarité auquel se sont associés les partenaires de la gestion concédée de la restauration collective. Ce sont ainsi 559 kg de denrées qui ont été distribués aux associations et institutions actives sur le terrain.

Grandir à Lausanne

Cette publication distribuée à tous les élèves lausannois a fait l'objet des thèmes suivants:

- La vie en santé de l'enfant à l'école, présentation des différents acteurs à disposition des enfants et de leur famille dans le milieu scolaire.

- Les écrans, on en parle!, campagne de prévention sur l'utilisation au quotidien des écrans, menée en collaboration avec la fondation Action Innocence.

Bureau d'information aux parents

Même si le nombre d'interactions avec les familles a été stable (10'712 échanges), le Bureau d'information aux parents (BIP) a vu la forme des contacts avec les parents changer depuis l'arrivée du Covid-19. Il y a eu légèrement plus de passages à la réception qu'en 2020 mais les parents privilégient toujours les échanges par courriels et téléphones.

Le nombre de demandes pour une place d'accueil concernant les enfants de 0-6 ans est resté constant: 3'100 inscriptions ont été faites sur la liste d'attente centralisée (LAC). Les demandes déposées pour les enfants à naître augmentent légèrement au fil des années: 76% des enfants lausannois ont été inscrits sur la LAC avant leur naissance.

Au vu de l'augmentation de la population lausannoise et malgré le développement continu des places offertes, la liste d'attente reste importante. Ainsi, un peu moins de 300 enfants d'âge préscolaire inscrits sur la LAC à fin décembre, dont les parents sont en conciliation de la vie professionnelle et vie privée, n'ont pas eu de place en temps voulu. Presque 800 enfants sont inscrits par anticipation pour 2022, tous types de demandes confondues.

Le BIP est également garant de la procédure d'attribution des places et de la répartition géographique des places offertes. Par sa vision transversale, il accompagne les orientations définies et permet une prise de décision conjointe entre les trois services communaux et les directions des structures d'accueil.

Restauration collective durable

Cette année de transition a permis de se concentrer sur le résultat de l'appel d'offres lancé en 2021. Cinq lieux d'accueil ont déjà été équipés pour accueillir des livraisons en liaison froide. Rappelons ici que ce modèle améliore la qualité des repas livrés: la cuisson est ainsi stoppée et améliore la qualité gustative.

Un comité de pilotage stratégique (réunissant les secrétariats généraux LEA et EJJ) a été mis en place pour permettre la coordination et le suivi du plan Restauration collective durable (RCD) quant à son implantation dans les lieux d'accueil de jour (CVE, APEMS et réfectoires).

Semaine du Goût

Dans le cadre de sa politique de restauration collective, le SGEJQ via la responsable de la restauration collective a activement participé à la Semaine du Goût qui s'est déroulée du 16 au 26 septembre 2021. Cette année, les huiles, les plantes et les graines oléagineuses suisses étaient à l'honneur. Avec une consommation de plus de 6'000 repas par jour dans les différents lieux d'accueil collectif (CVE, APEMS et réfectoires), la Ville offre aux enfants une nourriture saine, équilibrée et durable au quotidien. Les cuisines partenaires ont partagé leurs connaissances et leur savoir-faire au service des petits palais. Les équipes éducatives ont imaginé des activités ludiques et variées afin de sensibiliser les enfants au contenu de leur assiette.

Service de la petite enfance (SPE)

Principales missions du service

- proposer et développer à Lausanne la politique d'accueil de jour de l'enfance dans le cadre d'une politique familiale urbaine;
- garantir en tout temps la qualité des prestations fournies et en évaluer l'efficacité;
- conduire, diriger et contrôler opérationnellement le réseau d'accueil de jour de Lausanne (Réseau-L) petite enfance composé d'institutions pour l'enfance (IPE) qui comprend au 31 décembre 2021:
 - 17 IPE municipales et 1 espace récréatif pour 1'214 places (643 en 2000)
 - 37 IPE privées subventionnées pour 2'297 places (708 en 2000)
 - 1 IPE d'accueil familial pour 76 accueillantes en milieu familial (AMF) et 285 places offertes
 - 11 halte-jeux pour 128 places

— 5'100 enfants accueillis et plus de 1'900 collaboratrices et collaborateurs travaillant dans les centres de vie enfantine (1'288) et dans les unités d'accueil pour écoliers (626). Cela représente au total 2'650 personnes employées de la Ville ou des institutions subventionnées, y compris logistique et autres.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
APEMS Beaulieu/Prélaz	35.36	33.90	–	–
APEMS Entrebois/Pierrefleur	27.78	25.84	–	–
APEMS Mon-Repos/Floréal	47.72	45.54	–	–
APEMS Sallaz/Coteau-Fleuri	47.09	44.44	–	–
CVE Ancien-Stand	26.12	26.08	26.12	26.05
CVE Bellevaux	23.80	21.65	24.40	20.20
CVE Bergières	31.78	31.61	32.28	32.68
CVE Borde	17.00	16.50	17.10	16.50
CVE Bourdonnette	26.53	25.31	27.03	26.48
CVE Cité	20.30	19.95	21.75	21.60
CVE Colline	7.95	7.65	8.25	7.15
CVE des Diablerets	10.55	10.25	10.65	10.45
CVE Grancy	10.45	9.50	10.45	8.80
CVE Grangette	23.83	24.01	23.83	23.41
CVE Jardins de Prélaz	20.60	18.65	20.60	19.45
CVE Montelly	30.19	30.41	30.59	29.48
CVE Montoie	10.45	8.77	11.05	9.67
CVE Petit-Vennes	12.30	11.35	12.80	11.90
CVE Pool remplacement fixe	4.60	1.80	–	–
CVE Sallaz	6.45	6.10	6.75	6.25
CVE Valency	20.28	19.90	22.88	20.20
ER Grenette	3.42	2.53	3.62	3.02
Parascolaire – Chauderon	9.95	8.55	–	–
Préscolaire – Chauderon	13.85	9.00	11.51	7.50
Réfectoires scolaires – SPE	2.29	2.21	–	–
SPE Chauderon	15.76	14.75	16.02	14.70
Total service	506.37	476.24	337.67	315.48

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	-168.71

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
APEMS Beaulieu/Prélaz	60	33.90	–	–
APEMS Entrebois/Pierrefleur	45	25.84	–	–
APEMS Mon-Repos/Floréal	80	45.54	–	–
APEMS Sallaz/Coteau-Fleuri	73	44.44	–	–
CVE Ancien-Stand	35	26.08	35	26.05
CVE Bellevaux	29	21.65	28	20.20
CVE Bergières	45	31.61	47	32.68
CVE Borde	23	16.50	23	16.50
CVE Bourdonnette	34	25.31	35	26.48
CVE Cité	27	19.95	30	21.60
CVE Colline	10	7.65	10	7.15
CVE des Diablerets	15	10.25	15	10.45
CVE Grancy	12	9.50	11	8.80

CVE Grangette	32	24.01	32	23.41
CVE Jardins de Prélaz	27	18.65	28	19.45
CVE Montelly	39	30.41	39	29.48
CVE Montoie	12	8.77	14	9.67
CVE Petit-Vennes	16	11.35	17	11.90
CVE Pool remplacement fixe	3	1.80	-	-
CVE Sallaz	9	6.10	9	6.25
CVE Valency	28	19.90	29	20.20
ER Grenette	4	2.53	5	3.02
Parascolaire – Chauderon	11	8.55	-	-
Préscolaire – Chauderon	12	9.00	10	7.50
Réfectoires scolaires – SPE	5	2.21	-	-
SPE Chauderon	18	14.75	18	14.70
Total service	704	476.24	435	315.48

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
APEMS Beaulieu/Prélaz	1	-
APEMS Entrebois/Pierrefleur	1	-
APEMS Mon-Repos/Floréal	2	-
APEMS Sallaz/Coteau-Fleuri	2	-
CVE Ancien-Stand	1	2
CVE Bellevaux	*4	*4
CVE Bergières	5	4
CVE Borde	2	2
CVE Bourdonnette	1	1
CVE Cité	*5	*5
CVE Colline	-	1
CVE des Diablerets	1	1
CVE Grancy	2	1
CVE Grangette	*2	1
CVE Jardins de Prélaz	*3	*4
CVE Montelly	1	1
CVE Petit-Vennes	1	1
CVE Sallaz	2	2
CVE Valency	1	1
ER Grenette	1	1
SPE Chauderon	2	2
Total service	40	34

* dont 1 stagiaire ASE

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	24	42
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	3	2
Total service	27	44

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	18
Départ à la retraite	5
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-

Licenciement fin droit trait. 2 mois	–
Licenciement fin droit trait. 24 mois	–
Licenciement juste motif immédiat	–
Licenciement invalidité totale	1
Total service	24

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	293	40.14
Auxiliaires mensualisé·e·s	82	27.42
Auxiliaires payé·e·s au forfait	4	*
Total service	379	67.56

*information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

- suite à la réorganisation de la direction, cette année a vu la création du Service de la petite enfance (SPE) concentré sur les prestations destinées aux 0-4 ans. Il collabore avec le Service des écoles et du parascolaire (SEP) pour assurer l'accueil collectif des enfants en 1-2 P et gère l'accueil en milieu familial des 0-12 ans;
- le Bureau de détermination des revenus (BDR) voit le jour en mai. Il effectue les révisions des contrats d'accueil du SPE avant de reprendre ceux du parascolaire à terme;
- le Réseau-L, qui regroupe les prestations d'accueil extra-familial de la Ville de Lausanne, se compose de toutes les structures d'accueil pré- et parascolaire. Son pilotage relève des trois services communaux offrant des prestations (SPE, SEP, SGEJQ) et il est présidé par le directeur EJJQ. La gouvernance opérationnelle est assurée par le Service de la petite enfance;
- la fin de l'année a été marquée par le déménagement du service à l'avenue Agassiz 5, dans un bâtiment historique de la ville et dont le rez-de-chaussée sera transformé à terme en centre de vie infantine;
- la crise sanitaire Covid-19, pour les IPE préscolaires, figure encore parmi les évènements marquants de cette année. Si une accalmie s'est bien fait ressentir durant l'été, les enfants ont été plus concernés par la vague suivante. Le problème majeur de cette crise a été la recherche de personnel éducatif pour effectuer bon nombre de remplacements liés aux absences des collaboratrices et collaborateurs titulaires. De manière générale, on relève l'engagement et la créativité des IPE pour trouver les solutions les plus adaptées aux enfants et à leurs parents dans ce contexte incertain, ainsi que la bonne collaboration des familles;
- la Municipalité a informé les IPE que des teneurs en dioxines avaient été décelées dans des échantillons de sols prélevés, dont certains dans l'environnement proche de quelques IPE. Si les différentes communications municipales ont permis de soutenir les professionnelles et professionnels, les familles ont également dû être rassurées afin que les enfants puissent continuer à profiter des espaces extérieurs mis à leur disposition. Le soutien de la Ville par la transmission des mesures de prévention et la pose de panneaux d'information ont porté des effets bénéfiques et sécurisants qu'il convient de relever.

Principales activités 2021

Administration et numérique

iCare

Il s'agit du système informatique de gestion de placement des enfants dans les institutions pour l'enfance.

L'application a été adaptée durant l'année 2021, afin d'optimiser le travail du Bureau de détermination des revenus et d'améliorer l'utilisation d'iCare mobile. Une grande partie des développements a porté sur le renforcement de la sécurité des données.

Bureau de détermination des revenus

Le Bureau de détermination des revenus (BDR) a été créé au 1^{er} mai. Celui-ci a pour mission de calculer le revenu déterminant des ménages lors de la création de nouveaux contrats d'accueil, lors des révisions annuelles et sur demande des ménages, dès qu'une modification de la situation financière intervient. Ce revenu déterminant fixe ensuite le prix des prestations consommées par les enfants du ménage. Durant son année de création, il a traité essentiellement les révisions annuelles, qui représentent plus de 3'000 dossiers.

Doté initialement de 1.8 ept puis renforcé par l'arrivée de personnel auxiliaire dans la phase de mise place, le BDR poursuit son développement afin de répondre efficacement aux demandes des familles.

Pilotage du Réseau-L

Taux de couverture en %

Pour rappel, il existe deux types de taux de couverture:

- taux de couverture I: nombre de places offertes (financées) rapporté au nombre d'enfants du même âge dans la population;
- taux de couverture II (parfois appelé taux de recours): nombre d'enfants accueillis rapporté au nombre d'enfants du même âge dans la population.

Taux de couverture I	2021	2020
Nursery	42.5	41.9
Garderie	48.8	48.1
Parascolaire I (1-2P)	40.2	40.7
Taux Réseau-L petite enfance	43.7	43.4

Taux de couverture II	2021	2020
Nursery	55.3	55.8
Garderie	63.6	62.3
Parascolaire I (1-2P)	57.4	58.5
Taux Réseau-L petite enfance	58.4	58.5

Statistiques du Réseau-L petite enfance

Taux d'occupation

L'objectif de fréquentation des IPE du Réseau-L est de 90% du total des places offertes. Cette contrainte est exigible dès la troisième année de fonctionnement de la structure. Elle est calculée sur onze mois de fréquentation (un mois de fermeture vacances).

Catégorie A – Centres de vie enfantine municipaux

Mandant	Occupation moy./11 mois	Nombre de places offertes
CVE Ancien-Stand	84.2%	114.0
CVE Bellevaux	83.1%	92.0
CVE Bergières	77.8%	118.0
CVE Borde	80.8%	80.0
CVE Bourdonnette	91.5%	113.4
CVE Cité	87.0%	90.0
CVE Colline	87.0%	27.0
CVE Diablerets	89.1%	34.0
CVE Grancy	86.5%	46.0
CVE Grangette	89.0%	92.0
CVE Jardins de Prélaz	86.9%	92.0
CVE Montelly	76.5%	112.0
CVE Montoie	88.8%	46.0
CVE Petit-Vennes	89.9%	44.0
CVE Sallaz	95.7%	22.0
CVE Valency	91.5%	82.2
Moyenne/Total des places offertes	85.1%	1'204.4

Catégorie B – Garderie et centres de vie infantine de quartier privés conventionnés

Mandant	Occupation moy./11 mois	Nombre de places offertes
Centre de la Petite Enfance	93.1%	135.1
Chenille	98.4%	86.0
Clos-de-Bulle	93.4%	67.2
Collonges	85.0%	74.4
Crèche de Bérée	96.0%	44.0
CVE de Cour	91.6%	67.2
CVE Madeleine	91.5%	46.9
CVE Entre-Bois	89.6%	64.0
Grattapaille	86.2%	62.7
Grattapaille-Lucioles	75.9%	38.2
Les Koalas	77.6%	22.0
Maillefer	88.6%	34.0
Malley-Prairie	82.1%	105.0
Piccolo Mondo	97.1%	65.6
Planète Bleue	70.6%	45.0
Servan	88.7%	115.6
Tournesols	86.2%	49.0
Zig Zag Zoug	95.4%	89.0
Moyenne/Total des places offertes	89.2%	1'210.9

Catégorie C – Garderies et crèches d'entreprises en partenariat privées conventionnées (sans les IPE de l'Etat de Vaud)

Mandant	Occupation moy./11 mois	Nombre de places offertes
Béthanie	94.5%	22.0
Bois-Gentil	92.8%	22.0
Crèche de Montchoisi	91.9%	21.6
Crèche du Centenaire	85.3%	34.0
Croq'cinelle	88.8%	44.0
Croquignole	90.5%	37.0
Espace Enfance Vinet	84.9%	44.0
Garderie de Sébeillon	92.2%	44.0
IPE de Marterey	91.3%	41.0
La Case	85.9%	98.0
Mandarine	78.7%	17.3
MiniWatts	86.7%	44.0
Polychinelle	72.4%	149.0
Primavera*	59.6%	22.0
Tivoli	92.9%	44.0
CVE Carambole	79.7%	61.0
CVE de Beaumont I	85.6%	71.0
CVE de Beaumont II	85.4%	113.0
CVE La Forêt	90.1%	38.0
CVE Fourmi	84.7%	76.0
CVE Les Falaises	71.6%	43.1
Pouponnière Chailly	97.3%	126.1
Moyenne/Total des places offertes	85.6%	1'211.9

* Ouverture de la crèche en septembre 2021. Moyenne des mois de septembre à décembre 2021

Accueil en milieu familial

Trois coordinatrices à temps partiel du service collaborent avec la structure de coordination L'AMIFA en leurs locaux. Leur mission consiste à évaluer les conditions d'accueil en milieu familial et surveiller la qualité de la prise en charge des enfants.

Le 1^{er} janvier 2021, 282 enfants étaient accueillis par 76 accueillantes en milieu familial (AMF). Au 31 décembre 2021, 282 enfants étaient accueillis par 74 AMF. Durant l'année, trois AMF ont cessé leur activité, deux ont pris leur retraite et trois nouvelles AMF ont débuté leur activité.

Durant l'année, les coordinatrices ont effectué 150 visites au domicile des AMF, soit: 118 visites annuelles et/ou conventions de placement, 19 visites pour des renouvellements d'autorisation ou l'établissement d'autorisations fixes (valables 5 ans) et 13 entretiens d'enquêtes.

Commission consultative extra-parlementaire de la petite enfance

En raison du changement de législature, la commission a été renouvelée en fin d'année 2021 ainsi que sa composition. La dénomination a été changée en Commission consultative petite enfance; il n'y a pas eu de séance.

Personnel

Stage

Lieux de formation affirmés, les IPE préscolaires accueillent régulièrement des stagiaires d'horizons divers pour des stages de découvertes du métier, des stages préalables en vue d'une formation ou d'un apprentissage, ainsi que des stages durant la formation.

Durant l'année, les CVE municipaux ont accueillis 28 personnes pour des stages préalables, 49 stagiaires en éducation de l'enfance ES et six stagiaires issues et issus des Hautes écoles en travail social. Toutes ces personnes ont bénéficié d'un accompagnement de terrain, proposé par des éducatrices et éducateurs formés à cette tâche spécifique.

Si les stages sont indispensables à la formation et au renouvellement du personnel, ils sont également des opportunités, pour les IPE, de rester en phase avec les exigences professionnelles actuelles.

Apprentissage

Entreprises formatrices, les CVE municipaux ont accueilli 28 apprenties et apprentis assistants socio-éducatifs, trois apprenties et apprentis cuisiniers et deux employées et employés de commerce.

Finances

L'exercice 2021 est marqué par la perception de deux recettes étatiques exceptionnelles, non budgétisées. La première résulte de la décision de la Fondation pour l'accueil de jour des enfants (FAJE) d'introduire rétroactivement, au 1^{er} janvier 2021 déjà, l'augmentation de 1% de son taux de subventionnement. Il en découle des recettes supplémentaires en faveur des IPE subventionnées du Réseau-L de près de CHF 870'000.-, dont CHF 150'000.- en faveur du secteur parascolaire APEMS, géré par le Service des écoles et du parascolaire (SEP).

La seconde recette est une aide extraordinaire complémentaire cantonale Covid-19. Pour mémoire, lors de la première vague, les pertes subies entre mars et juin 2020 sur les contributions parentales ont été couvertes à 66% par des aides cantonales et à 33% par l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS). Toutefois, seules les IPE du secteur privé subventionné étaient éligibles aux aides fédérales. C'est ainsi qu'en novembre 2021, le Conseil d'Etat décidait de verser le complément manquant de 33% aux IPE gérées par les collectivités publiques. Ces aides totalisent des recettes de CHF 823'273.- dont CHF 292'410.- en faveur des APEMS du SEP.

Pour terminer, dès 2021, la FAJE améliore le dispositif de subventionnement pour l'accueil en milieu familial, notamment par un renforcement de la supervision pédagogique, qui évolue d'un ept subventionné pour 70 accueillantes en milieu familial (AMF) à un ept pour 50 AMF, équivalent à plus 0.43 ept de poste de coordination subventionné.

Ressources pédagogiques

Les collaboratrices apportent leur soutien aux aspects pédagogiques ou RH, pour penser les dynamiques d'équipes, pour accompagner certaines familles, pour proposer des compétences spécifiques au sujet de l'aménagement des locaux, pour développer des mesures de prévention en faveur de la santé au travail des collaboratrices et collaborateurs ou pour réaliser des projets, le pôle ressources reste un élément indispensable qui sert tant la qualité d'accueil que le soutien aux professionnelles et professionnels pour l'exercice de leur travail.

Programme de préservation de sa santé (PST) pour les professionnelles et professionnels de l'enfance

Le programme PST a adapté son fonctionnement en lien avec la crise sanitaire puisque des rencontres au sein des IPE ont été privilégiées aux séances collectives.

Une brochure présentant l'ensemble de la démarche a été publiée et est disponible sur le site Internet de la Ville inaugurant ainsi une rubrique consacrée à la préservation de la santé des professionnelles et professionnels de l'enfance.

En route pour l'école

Deuxième édition de l'appel à projets «En route pour l'école»: quatre projets d'activités et d'animations pour les enfants ont été validés et ainsi subventionnés par la Ville pour un montant de CHF 50'000.-. Pour rappel, ils visent la sensibilisation au français des enfants allophones d'âge préscolaire et leur famille ceci dans le but de faciliter leur entrée à l'école.

Programme de découvertes culturelles

Dans le cadre de son plan de relance pour le secteur de la culture, la Ville de Lausanne par son Service de la culture, a proposé aux IPE préscolaires de présenter en leurs murs diverses prestations artistiques. Cette action avait également une vocation pédagogique, encourageant l'accès à la culture dès le plus jeune âge. Ce sont au total 18 propositions artistiques qui ont ainsi circulé dans les lieux d'accueil de l'enfance, des crèches et garderies, en passant par les APEMS, les accueils parascolaires et les centres d'animation socioculturelle. Ainsi, des spectacles divers (danse, théâtre, cirque, musique) ont été présentés dans 16 IPE préscolaires.

Service des écoles et du parascolaire (SEP)

Principales missions du service

- assurer l'organisation générale de l'école obligatoire à Lausanne et la planification scolaire, en étroite coordination avec les directions des établissements scolaires, en application de la convention Vaud – Lausanne;
- mettre en œuvre l'école à journée continue de l'écolier, organiser et gérer l'accueil parascolaire pour les élèves de la 3 P à la 11 S (APEMS, accueil parascolaire 7-8 P, réfectoires);
- organiser et gérer les devoirs accompagnés pour la scolarité obligatoire;
- assurer l'information des parents au sujet de la scolarité à Lausanne et mettre en place un guichet unique destiné à les accueillir, les conseiller et les orienter, tant pour les domaines scolaire que parascolaire;
- gérer les inscriptions à l'école, aux prestations parascolaires et aux devoirs accompagnés, les tâches administratives et des bases de données des enfants/élèves, la facturation des prestations aux parents et aux communes partenaires ainsi que les transferts entre communes, etc.;
- mettre à disposition les infrastructures scolaires nécessaires pour la scolarité obligatoire et l'accueil parascolaire à Lausanne: assurer la planification générale, construire, optimiser, transformer, rénover, équiper et assainir le patrimoine scolaire et parascolaire;
- assurer l'entretien, l'équipement et l'utilisation des bâtiments scolaires et parascolaires: conciergerie, travaux courants, logistique et gestion des stocks;
- assurer le soutien administratif et organisationnel des établissements scolaires: engagement et gestion du personnel administratif et des bibliothécaires scolaires, gestion fiduciaire et gestion informatique;
- assurer l'organisation, la chancellerie et le soutien logistique du Conseil d'établissement et des commissions d'établissements, soutenir les conseils des élèves;
- mettre en place une politique coordonnée et équitable des camps et sorties scolaires pour l'ensemble des classes lausannoises;
- organiser les activités périscolaires: manifestations et fêtes scolaires, appui aux activités pédagogiques (prêt d'équipement pour les camps de ski, orchestres et corps de musique, etc.), gestion des fermes pédagogiques;
- coordonner la politique relative aux préaux scolaires, en termes de statut et d'usages durant et hors périodes d'enseignement;
- gérer l'attribution des bons pour les transports scolaires (abonnements tl);
- organiser le Pédibus et participer à la coordination pour la sécurité sur le chemin de l'école;

- contribuer aux projets de prévention et collaborer avec divers partenaires dans la gestion de prestations scolaires et socio-éducatives destinées à soutenir la scolarisation des élèves ayant des besoins particuliers: Centre de ressources pour élèves allophones (CREAL), Apart' (Maison des jeunes), soutien scolaire (Centre vaudois d'aide à la jeunesse);
- promouvoir le travail interdisciplinaire et interinstitutionnel: coordination régionale des directions d'établissements lausannois (CRL), bureau régional pour l'éducation en milieu scolaire (PEMS), etc.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration établis. scol.	33.36	32.70	32.49	31.50
Administration SEP	29.35	28.35	51.60	47.20
APEMS Beaulieu/Prélaz	–	–	33.14	33.99
APEMS Entrebois/Pierrefleur	–	–	31.46	31.13
APEMS Mon-Repos/Floréal	–	–	48.63	50.43
APEMS Sallaz/Coteau-Fleuri	–	–	56.22	59.62
Conciergeries	104.54	101.02	104.94	104.21
Devoirs surveillés	18.91	13.85	22.29	16.17
Devoirs surveillés – Resp.	5.33	6.26	5.33	5.91
Réfectoires	0.34	–	10.46	7.46
Total service	191.83	182.18	396.55	387.62

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	204.73

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Administration établis. scol.	44	32.70	42	31.50
Administration SEP	39	28.35	61	47.20
APEMS Beaulieu/Prélaz	–	–	61	33.99
APEMS Entrebois/Pierrefleur	–	–	55	31.13
APEMS Mon-Repos/Floréal	–	–	89	50.43
APEMS Sallaz/Coteau-Fleuri	–	–	101	59.62
Conciergeries	176	101.02	179	104.21
Devoirs surveillés	107	13.85	127	16.17
Devoirs surveillés – Resp.	36	6.26	34	5.91
Réfectoires	–	–	23	7.46
Total service	402	182.18	772	387.62

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
APEMS Beaulieu/Prélaz	–	1
APEMS Entrebois/Pierrefleur	–	1
APEMS Mon-Repos/Floréal	–	2
APEMS Sallaz/Coteau-Fleuri	–	2
Conciergeries	8	8
Total service	8	14

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	62	165
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	2	5
Total service	64	170

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	33
Départ à la retraite	21
Fin de contrat	2
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	6
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	62

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	601	42.72
Auxiliaires mensualisé·e·s	257	29.10
Auxiliaires payé·e·s au forfait	28	*
Total service	886	71.82

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

2021 marque la création d'un nouveau service de la DEJQ, celui des Ecoles et du parascolaire.

Créé dans l'élan de la réorganisation de la direction, le Service des écoles et du parascolaire (SEP) est le fruit de la fusion entre le secteur APEMS (qui était rattaché à l'ancien Service d'accueil de jour de l'enfance) et le Service des écoles primaires et secondaires.

Il est désormais constitué de quatre domaines. Le domaine du parascolaire regroupe l'ensemble des prestations offertes aux élèves dans la perspective de la journée continue: accueil en APEMS (accueil parascolaire des enfants en milieu scolaire), l'accueil parascolaire pour les élèves de 7-8 P, les devoirs accompagnés et les réfectoires. Le regroupement de ces prestations, jusqu'ici organisées par deux services distincts, doit permettre d'améliorer leur organisation pour permettre davantage de cohérence dans la prise en charge des enfants, une meilleure lisibilité du dispositif pour les parents et davantage d'efficacité en termes RH en permettant au personnel de compléter son temps de travail.

Concrètement, à partir de la rentrée scolaire 2022, les enfants pourront retrouver les mêmes personnes pour les repas de midi, les activités parascolaires et les devoirs accompagnés. La qualité de l'accompagnement s'en trouvera ainsi renforcée et les différentes équipes éducatives seront en mesure de répondre aux intérêts et besoins des enfants de manière concertée et donc plus cohérente.

Le deuxième domaine (Infrastructures et bâtiments) a pour mission de gérer, entretenir, construire et assainir l'ensemble des infrastructures. L'élargissement de ses missions pour intégrer les enjeux du parascolaire, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, est un défi important, qui conduit progressivement à une meilleure compréhension mutuelle et à davantage de synergies en termes d'infrastructures et d'organisation. Outre les effets déjà palpables de ce rapprochement sur le terrain, les projets de constructions s'en trouveront également améliorés.

Un troisième nouveau domaine, le domaine périscolaire, chapeaute désormais les prestations liées à l'organisation des écoles lausannoises, à savoir les fêtes scolaires, les fermes pédagogiques, les camps et sorties scolaires, les corps de musique, le prêt de matériel de ski, et les questions de mobilité scolaire, entre autres.

Pour soutenir ces trois domaines de prestations, le SEP peut compter sur une équipe RH qui s'étoffe et un domaine ressources et administration qui a une mission transversale d'appui et de mise à disposition des ressources et des outils destinés à la mise en œuvre et à la gestion des prestations du service. Il est également en charge de la planification scolaire et des relations avec les établissements scolaires.

Celui-ci a notamment pour mission de constituer un véritable guichet unique pour les prestations scolaires et parascolaires à Lausanne. Un premier pas s'est déjà concrétisé par l'harmonisation des procédures d'inscription à l'accueil parascolaire et aux devoirs accompagnés afin d'assurer une meilleure planification de la rentrée. Dans un contexte de plus en plus tendu, tant sur le plan des infrastructures qu'en termes de recrutement, cette démarche a permis au service de mieux anticiper le personnel et les infrastructures nécessaires.

Mener une réorganisation d'une telle ampleur, dans un contexte de crise sanitaire, avec peu d'opportunités pour réunir l'ensemble du personnel et les fédérer, représentait une gageure. Le succès de la création de ce nouveau service, couronnée par l'emménagement de l'ensemble de son administration sur un seul et même étage, est à mettre au crédit d'équipes engagées et motivées par les missions qui sont les leurs, dont la souplesse et la flexibilité sont à relever. L'organisation est en place, elle doit désormais se consolider pour relever les importants défis qui attendent le SEP pour la nouvelle législature.

Principales activités 2021

Gestion des ressources humaines

La réorganisation du service intervenue au 1^{er} janvier s'est accompagnée d'un transfert de 179 ept venant principalement des APEMS, anciennement rattachés à l'ex-Service d'accueil de jour de l'enfance. Si les effectifs RH des APEMS ont également suivi, la charge de travail a été conséquente pour la mise en commun des processus de travail et l'harmonisation des pratiques.

Parallèlement, le service a mis en œuvre une première vague de régularisation des auxiliaires dans le domaine parascolaire et aux devoirs accompagnés (DAC). Enfin, la rentrée a été marquée par la mise en place de nouveaux projets pilotes parascolaires 7-8 P, ce qui a engendré de nombreux engagements.

Le recrutement des accompagnantes et accompagnants aux DAC reste un défi: le faible taux d'activité proposé et les horaires favorisent un renouvellement du personnel et une charge administrative importants. De plus, la crise sanitaire a mis en exergue la situation précaire de certaines et certains d'entre eux. Relevons enfin que les ressources humaines du service ont été particulièrement sollicitées pour des renseignements en lien avec les assurances sociales.

Mouvement du personnel

En raison de la réorganisation susmentionnée, le SEP est passé d'un effectif de 196.7 à 405.6 ept fixes au 1^{er} janvier 2021. Durant l'année, les mouvements de personnel ont occasionné 165 mutations pour les collaboratrices et collaborateurs fixes. A cela s'ajoutent 315 mutations, pour les auxiliaires mensualisés ou horaires, effectuées pour faire face à des besoins spécifiques en lien avec le Covid-19 (remplacements dans le domaine parascolaire APEMS ou DAC, nettoyages dans les structures scolaires ou parascolaires) ou des activités ponctuelles comme les fêtes scolaires, décentralisées cette année.

A la rentrée 2021-2022, le service a engagé deux apprenties et apprentis employés de commerce, cinq apprenties et apprentis dans le secteur des APEMS et huit apprenties et apprentis dans le domaine de la conciergerie. D'autre part, il faut mentionner encore cinq personnes en formation initiale raccourcie dans le domaine parascolaire.

Ressources transversales

Finances et administration

La création du domaine parascolaire et l'intégration des APEMS dans le nouveau service a fait doubler l'envergure financière du service et a requis de nombreux ajustements, en termes de processus et d'harmonisation des pratiques.

Pour faire face aux absences engendrées par la situation sanitaire ainsi qu'au renforcement des mesures d'hygiène, des crédits supplémentaires ont été nécessaires (masques, produits de nettoyages, renfort de personnel sur les sites scolaires et parascolaires). Il faut également relever un manque à gagner au niveau des locations des salles. A l'inverse, certaines dépenses n'ont pas eu lieu, en lien avec les camps et sorties scolaires. Les budgets ont été bien tenus dans leur ensemble et aucun dépassement majeur n'est à signaler.

Secrétariat centralisé et guichet unique pour les parents

Cette année a été marquée par le regroupement du guichet «scolarisation» (élèves) et de ceux des APEMS (parascolaire) et des DAC, en lien avec la réorganisation de la direction et la fusion des prestations.

Selon des modalités propres à la Ville de Lausanne, le service accueil, conseille et oriente les parents des élèves des 15 établissements scolaires lausannois lors de l'inscription à l'école, de demandes et contrats d'accueil parascolaire ou pour toute autre démarche administrative. Par ailleurs, le secrétariat est chargé notamment des prestations suivantes: contrôle de la scolarité obligatoire, gestion des élèves, coordination des enclassements et gestion des demandes de dérogation aux zones de recrutement, en partenariat avec les directions d'établissements et les autres entités concernées. Le secrétariat assure également la facturation et le suivi des écolages ainsi que le traitement des aides individuelles. Ces dernières sont octroyées en fonction de la situation familiale et consistent en une prise en charge partielle des frais de repas dans les réfectoires, de certains frais de transports mais aussi de ceux liés à l'inscription aux devoirs accompagnés, ainsi qu'une participation aux frais des camps et sorties.

Transports scolaires – octroi de bons Mobilis

L'octroi des bons Mobilis pour les abonnements des élèves et jeunes de la ville, conformément à la politique municipale en la matière, continue à rencontrer un franc succès. Ainsi, 14'143 bons Mobilis (+189 par rapport à 2020) ont été établis pour l'année scolaire 2021-2022, répartis en trois groupes:

- 4'043 bons émis pour les élèves bénéficiant d'un abonnement Mobilis à titre gratuit (sous réserve de l'émolument administratif de CHF 20.-), ce qui représente un taux de recours de 95% pour les élèves de 5 P et plus habitant à plus d'un kilomètre de leur lieu de scolarisation;
- 3'064 bons émis pour les élèves bénéficiant d'un abonnement Mobilis à un tarif réduit de 50% (sous réserve de l'émolument administratif de CHF 20.-), ce qui représente un taux de recours de 62% pour les élèves de 7 P et plus habitant à moins d'un kilomètre de leur lieu de scolarisation;
- 7'036 bons émis à destination des jeunes Lausannoises et Lausannois de 11 à 20 ans non scolarisés dans l'enseignement obligatoire public, pour leur permettre de bénéficier d'un abonnement Mobilis avec une réduction de 50% (sous réserve de l'émolument administratif de CHF 40.-), avec un taux d'utilisation de 61%.

Au total, 10'010 élèves ou jeunes ont profité de cette offre communale, soit une légère hausse de 1.1% par rapport à 2020-2021. Le coût annuel de cette prestation communale est de l'ordre de trois millions de francs, montant stable par rapport aux années antérieures.

Informations aux parents

La Ville de Lausanne assure, conjointement avec les établissements scolaires, un rôle primordial d'information aux parents. Outre la mise à jour des sites Internet du service et des établissements scolaires, la publication du bulletin «Grandir à Lausanne» et les séances scolaires, deux temps forts d'information jalonnent la scolarité: le premier avant l'entrée en 1 P et le second au début de la 8 P. Suite aux restrictions sanitaires, la soirée d'information destinée aux parents des futurs élèves 1 P lausannois a dû une nouvelle fois être remplacée par une présentation en ligne (informations sur l'entrée à l'école, sur le système scolaire cantonal et sur l'organisation lausannoise).

Les conférences pour les parents des élèves de 8 P dans chaque établissement scolaire ont été coordonnées par le service, avec la participation des préfètes et préfets et de la Brigade jeunesse. Ces présentations, en première partie de soirée, visent à sensibiliser les parents à certains aspects légaux touchant les adolescentes et adolescents (notamment les écrans et les réseaux sociaux).

Enfin, les courriers les plus importants durant la scolarité ont été traduits dans différentes langues pour renforcer les liens avec les parents allophones.

Relations avec les établissements scolaires – prévention

Conférence régionale des directions d'établissements lausannois (CRL)

Cette instance réunit de manière bimensuelle les directions d'établissements scolaires et la cheffe de service. Elle permet de coordonner les questions dont la portée est à la fois cantonale et communale. Il s'agit notamment de coordonner les actions à destination des élèves ayant des besoins particuliers, de traiter de questions RH, d'harmoniser certaines pratiques entre les établissements et de mettre en place des collaborations entre ceux-ci et les services de la Ville sur des thèmes particuliers (planification et programme de rénovation scolaire, mise en œuvre des devoirs accompagnés et des prestations parascolaires, gestion de la crise Covid-19, éducation numérique, etc.).

Conseil d'établissement et commissions d'établissement

Malgré les conditions sanitaires instables, les 15 commissions d'établissement lausannoises ont poursuivi leurs travaux visant l'ancrage de l'école dans les quartiers et contribuant ainsi à renforcer les liens entre les familles et l'école. Certains de leurs projets ont vu le jour mais d'autres ont dû être annulés. De plus, dans le cadre de la nouvelle législature, les commissions ont été renouvelées à l'automne 2021, avec en particulier des élections des représentantes et représentants des parents dans chaque établissement scolaire. Enfin, une séance plénière du Conseil des établissements lausannois a pu être organisée début juin au Casino de Montbenon.

Accueil des élèves allophones

Le Centre de ressources pour élèves allophones (CREAL) permet de coordonner l'accueil de l'ensemble des élèves allophones de façon cohérente en prenant en compte l'âge et les besoins particuliers de chaque enfant primo-arrivant à Lausanne. Le CREAL accueille ces enfants aux parcours scolaires de plus en plus divers, allant de l'analphabétisme fonctionnel à un niveau social parfois très élevé.

Bien que dépendante des établissements scolaires lausannois, cette instance est gouvernée par un conseil de direction qui réunit deux directeurs représentants de la CRL, les doyennes et doyens spécialisés et les cheffes du Service de psychologie scolaire et du Service des écoles et du parascolaire.

Organisation des établissements et des classes à la rentrée 2021

En août 2021, 14'210 élèves ont fait leur rentrée dans les classes lausannoises (+197 par rapport à la rentrée de 2020), répartis dans 755 classes (+8).

Répartition des élèves 1-6 P et classes spéciales (situation au 1^{er} octobre 2021)

Établissement	1P	2P	3P	4P	5P	6P	ACC5-6	MO3-6	OESP1-6	OESP3-6	Total
Entre-Bois	131	135	115	156	114	131	7	-	-	-	789
Floréal	195	193	198	210	173	188	-	-	-	-	1'157
Mon-Repos	187	188	192	193	181	188	6	-	-	-	1'135
Prélaz	134	153	168	140	115	140	10	9	-	21	890
La Sallaz	218	220	186	197	149	165	-	-	-	-	1'135
Beaulieu	156	140	154	158	136	123	9	-	-	-	876
Coteau-Fleuri	144	139	148	182	127	156	6	-	22	-	924
Pierrefleur	121	109	129	131	108	109	-	-	-	-	707
Totaux	1'286	1'277	1'290	1'367	1'103	1'200	38	9	22	21	7'613

Répartition des élèves 7 P-11 S et classes spéciales (situation au 1^{er} octobre 2021)

Établissement	7P	8P	9		10		11		RAC1	ACC	MO	OESS	Total	
			9VG	9VP	10VG	10VP	11VG	11VP	RAC2					CERT
Belvédère	170	169	91	68	104	74	144	61	111	-	43	21	-	1'056
Bergières	164	166	95	77	79	86	96	73	-	-	21	10	-	867
Béthusy	168	174	83	116	89	105	104	100	-	13	45	-	-	997
Elysée	157	153	69	88	66	109	94	98	39	-	23	-	17	913
Villamont	175	178	102	95	84	112	121	109	-	-	38	7	-	1'021
CF Ramuz	151	163	95	64	78	68	88	55	45	-	19	21	-	847
I.-de-Montolieu	172	179	99	68	91	73	104	64	-	-	14	32	-	896
Total/voie	1'157	1'182	634	576	591	627	751	560	195	13	203	91	17	6'597
Totaux	1'157	1'182	1'210		1'218		1'311		195	13	203	91	17	6'597

Classes régulières

Degré(s)	Élèves	Classes	Moyenne
1-2 P	2'526	132	19.14
3 P	1'087	58	18.74
2-3 P	33	2	16.50
4 P	1'195	61	19.59
1-4 P	40	2	20.00
3-4 P	339	18	18.83
5 P	1'028	56	18.36
6 P	1'106	58	19.07
5-6 P	169	9	18.78
7 P	1'157	60	19.28
8 P	1'182	60	19.70
9VG	634	33	19.21
9VP	576	26	22.15
10VG	586	33	17.76
10VP	627	28	22.39
11VG	746	38	19.63
10-11 VG	10	1	10.00
11VP	560	25	22.40
Total	13'601	700	19.43

Classes spéciales

Degré(s)	Élèves	Classes	Moyenne
RAC1	156	7	22.29
RAC2	39	2	19.50
CERT	13	1	13.00
ACC5-6	38	5	7.60
ACC7-8	63	7	9.00
ACC S	140	14	10.00
MO3-6	9	1	9.00
MO7-8	41	5	8.20
MO9-11	50	5	10.00
OESP1-6	22	3	7.33
OESP3-6	21	3	7.00
OESP7-8	9	1	9.00
OESS	8	1	8.00
Total	609	55	11.07

Légende

ACC	classe d'accueil primaire/secondaire
CERT	classe certificative (12 ^e année)
MO	classe à effectif réduit (MO: mesures ordinaires de pédagogie spécialisée)
OESP	classe d'enseignement spécialisé primaire
OESS	classe d'enseignement spécialisé secondaire
RAC	classe de rattachement (12 ^e année)
VG	voie générale
VP	voie pré-gymnasiale

Prévention des incivilités et du vandalisme, cohabitation avec le voisinage

Le vandalisme reste problématique sur les sites scolaires malgré des rondes et surveillances et une légère baisse des incivilités depuis 2020. En revanche, avec la pandémie, il a été constaté une plus grande intolérance de la part du voisinage face aux nuisances générées par la présence des jeunes sur les espaces extérieurs.

Le service a participé à sept séances de la Plateforme incivilités, organisées par la Délégation à l'Observatoire de la sécurité. Au vu des nombreuses problématiques rencontrées, cette plateforme est essentielle pour relayer les informations et coordonner les moyens d'intervention (en particulier en soirée, durant les week-ends et les vacances scolaires). Elle est également nécessaire pour évaluer les ressources à mobiliser sur certains sites scolaires.

Infrastructures et bâtiments

L'intégration du parascolaire dans le service influence également les missions du domaine Infrastructures et bâtiments. La planification doit désormais intégrer les besoins en structures d'accueil, et la montée en puissance des besoins, concomitante à l'évolution des effectifs scolaires. Les défis sont donc importants. Par ailleurs, la crise du Covid-19 a de nombreuses implications en termes de planification et de coûts des projets.

Planification 2030

Le service a mandaté une étude afin d'établir une projection démographique portant jusqu'à 2030 et d'en mesurer les impacts sur l'évolution du nombre d'élèves de la scolarité obligatoire¹. Cette étude prévoit une forte croissance démographique dans les prochaines années (+ 2'300 élèves à l'horizon 2030), en lien avec la construction de nouveaux quartiers mais également avec l'évolution ou la transformation des quartiers existants ainsi que la nécessaire adaptation des infrastructures aux besoins de l'école.

Afin de prendre en compte à la fois les enjeux d'infrastructures, de démographie et de pédagogie, un groupe de travail s'est constitué avec pour objectif de proposer à la Municipalité et au Conseil d'Etat une stratégie de planification scolaire et les adaptations nécessaires, tant sur les plans organisationnel que constructif, afin de répondre aux besoins de la population lausannoise en matière scolaire et parascolaire dans les prochaines années.

¹ Evaluation des besoins en matière d'infrastructures scolaires et stratégie d'articulation des établissements, étude menée sur mandat du Service des écoles et du parascolaire de la Ville de Lausanne, avril 2021, Solange Gaillard & Abram Pointet, MICROGIS – annexe 2

Constructions et projets en cours dans les nouveaux quartiers

- collège de Riant-Pré aux Fiches: la nouvelle école (12 classes) et son APEMS ont été mis en service en octobre 2020 et inaugurés le 30 novembre 2021. La fin des aménagements extérieurs a été célébrée le 22 mars 2021 en présence des enfants qui, à cette occasion, ont enfoui au pied d'un arbre une capsule temporelle contenant des documents retraçant les processus marquants de la construction;
- Plaines-du-Loup, PA 1: le chantier de l'école primaire a débuté en juillet 2021 et sa mise en fonction est prévue à l'automne 2023. Ce bâtiment, situé dans la pièce urbaine D, accueillera 16 classes 1-8 P, et sera équipé d'un pôle santé, d'une antenne PPLS (psychologues, psychomotriciennes et psychomotriciens et logopédistes en milieu scolaire), d'une double salle de gymnastique et d'une bibliothèque. Il est entouré de deux établissements médico-sociaux et de coopératives de logements dont la construction a également commencé. La cérémonie de la première pierre a eu lieu le 1^{er} octobre 2021. Elle a réuni l'ensemble des acteurs-investisseurs de l'écoquartier des Plaines-du-Loup. Ils ont été invités à sceller cinq capsules temporelles dans le radier des fondations de l'école, symbolisant ainsi les cinq pièces urbaines;
- Plaines-du-Loup, PA 2-3: le programme du deuxième groupe scolaire prévu dans le PPA 2-3 se précise dans la perspective d'organiser un concours d'architecture;
- Prés-de-Vidy: deux plans partiels d'affectations se dessinent, l'un au-dessus du quartier de la Bourdonnette sur la parcelle de l'actuel établissement horticole de la Ville et l'autre à l'est en bordure du tracé autoroutier. Deux écoles de 16 classes sont actuellement prévues dans ce contexte, complétées par cinq salles de gymnastique, dont une salle omnisports avec des gradins pour l'accueil du public. S'y ajouteront les surfaces parascolaires destinées à l'accueil des élèves, ainsi qu'une bibliothèque.

Agrandissement des sites existants pour répondre à l'augmentation démographique

- extension du collège de l'Eglantine: la livraison des cinq classes et de l'APEMS a eu lieu en été 2021 avec une inauguration le 1^{er} décembre 2021. A cette occasion, les élèves ont été associés à la plantation des arbres et à l'enterrement d'une capsule temporelle au pied de l'un de ces arbres;
- extension du site secondaire de Béthusy: les 16 nouvelles classes du nouveau bâtiment E ont été mises à disposition des élèves et des enseignantes et enseignants à la rentrée 2021. Cette construction, réalisée avec le bois des sites forestiers de la Ville de Lausanne, a été inaugurée le 6 octobre 2021;
- extension du Belvédère: l'ambitieux projet d'extension qui accueillera l'ensemble des salles spéciales du collège ainsi que sept nouvelles classes, un pôle santé et PPLS et une salle de gymnastique avance à bon rythme. Le chantier du gros œuvre (avec mise hors d'eau et hors d'air) s'est terminé fin 2021 avec la traditionnelle fête du bouquet de chantier. Les nouveaux locaux seront accessibles pour une partie en été et à l'automne 2023;
- quartier des Boveresses: un APEMS et deux classes supplémentaires ont été ouverts à la rentrée 2021 pour compléter la structure existante sise dans un immeuble voisin et ont conduit à renommer ce site scolaire «Petits Cailloux». Les études se poursuivent pour renforcer la capacité d'accueil scolaire et parascolaire dans ce quartier en forte croissance.

Assainissement, rénovation des sites existants et amélioration de l'efficacité énergétique

- collège d'Entre-Bois: l'assainissement et la rénovation menés ont été terminés depuis une dizaine d'années, a vu son épilogue à la rentrée 2021;
- collège de St-Roch: la première phase de rénovation du collège (aile ouest du bâtiment historique) s'est terminée à l'automne 2021 et c'est une aile complètement modernisée qui a pu être mise à disposition des élèves et du corps enseignant. L'engagement des travaux de la deuxième étape a mis au jour la présence d'une soixantaine de sépultures d'un ancien cimetière du 18^e siècle. Cette avant-dernière phase de chantier, quelque peu ralentie par les fouilles archéologiques, concerne l'aile est du bâtiment qui sera disponible à l'automne 2022. La mise à disposition de l'ensemble des surfaces rénovées est prévue pour fin 2023;
- collège du Vieux Moulin: la rénovation du collège s'organise en parallèle de la vie scolaire et, grâce à différentes démarches d'optimisation, six classes ont pu être rénovées pour la rentrée de l'été 2021. La démarche se poursuit;
- collège de Montoie (financé par le CC5): l'installation d'un module de six classes provisoires, déplacées du site de Béthusy, permettra d'accueillir successivement les

- élèves, dès janvier 2022, le temps de la rénovation de leurs classes. Ainsi, les travaux s'effectueront en trois étapes, en commençant par l'aile située au nord du site;
- collège de la Barre (financé par le CC5): suite au concours de mandat d'architectes, les études préalables ont conduit à une organisation de chantier de rénovation en une seule étape. L'école sera donc déménagée dans une école provisoire érigée sur le site de la Borde. Ce choix offre une plus grande rapidité d'exécution et permet de garantir la sécurité et le confort des utilisatrices et utilisateurs.

Autres travaux d'entretien et optimisation des infrastructures

- collège de Montchoisi: rénovation de deux classes suite au départ de l'APEMS;
- collège de Vers-chez-les-Blanc: rénovation et amélioration du bilan énergétique de la salle de gymnastique par le changement des vitrages et l'isolation de la toiture;
- collège de Malley: réfection des vitrages des vestiaires de la salle de gymnastique et rénovation des quatre classes du groupe nord;
- complexe scolaire des Bergières: poursuite des rénovations et de l'assainissement énergétique, rénovation du dernier groupe sanitaire (bâtiment C), amélioration de l'enveloppe thermique de la bibliothèque, réfection des classes au 1^{er} étage du bâtiment D.

Au fur et à mesure des rénovations de classes, les équipements sont adaptés et modernisés. Engagés depuis 2010, ces travaux ont permis l'installation de 169 tableaux interactifs, amorçant ainsi le virage numérique attendu de la Direction générale de l'enseignement obligatoire.

Parallèlement, les préaux scolaires font l'objet d'une attention particulière pour s'adapter aux attentes exprimées par les conseils d'établissement, les élèves et le corps enseignant. Des espaces ludiques complétés par des jardins potagers sont mis en place grâce à des démarches participatives. Le Plan canopée engagé par la Municipalité offre la possibilité d'arboriser les surfaces de récréations en contribuant ainsi à la création d'îlots de fraîcheur.

Enfin, les coûts liés aux actes de vandalisme et incivilités constatés sur les sites scolaires s'élèvent à CHF 172'000.- Ils sont en légère stabilisation. Les dépenses engendrées sur 20 ans dépassent les quatre millions pour une moyenne annuelle de CHF 205'700.-.

Accueil parascolaire

L'année 2021 s'est déroulée sous le signe de la réorganisation et de la co-construction. Le changement de service, l'engagement de deux nouveaux directeurs de secteur, la mise en place d'un cinquième secteur consacré à la mise en œuvre de l'accueil parascolaire 7-8 P et la reconstruction de la ligne RH sont autant de défis qui, même s'ils sont vécus de manière positive, demandent des adaptations de la part de l'ensemble du personnel.

De plus, tout au long de l'année, les équipes éducatives et les aides de maison ont continué de s'adapter à la pandémie qui est devenue une composante du quotidien. Les absences du personnel ont mis à rude épreuve les responsables dans leur recherche de remplaçantes et remplaçants. Une importante solidarité s'est développée entre eux pour trouver des solutions, parfois à la dernière minute.

Accueil parascolaire 3-6 P (APEMS)

Les élèves lausannois des classes 3-6 P sont accueillis dans les APEMS. Ceux-ci sont organisés en quatre secteurs, selon les périmètres des établissements scolaires: Entre-Bois/Pierrefleur, Sallaz/Coteau-Fleuri, MonRepos/Floréal et Beaulieu/Prélaz.

Entre la rentrée 2020 et celle d'août 2021, le nombre d'enfants accueillis au sein des structures parascolaires 3-6 P est passé de 2'450 à 2'568, avec une augmentation de 128 enfants pour les après-midi. Il apparaît que, au-delà de la nécessité de répondre à un besoin d'accueil permettant la conciliation de la vie privée et la vie professionnelle, la plus-value des lieux d'accueil parascolaire en termes socio-éducatifs est de plus en plus reconnue par les familles.

Face à la croissance constante de la demande, en particulier pour les après-midi, la pression sur les infrastructures s'intensifie, obligeant le service à trouver des solutions novatrices et de nouvelles synergies.

Parmi tous les projets menés au sein des APEMS, au-delà des aspects quantitatifs, nombreux sont ceux qui ont permis d'accroître la qualité de l'accueil, le partenariat avec les familles, les écoles et les quartiers et, *in fine*, le bien-être des enfants accueillis.

Secteur Sallaz/Coteau-Fleuri

Ce secteur a connu un développement conséquent. Suite à l'ouverture de Riant-Pré et des Falaises en 2020, de Petits Cailloux, ainsi que de trois nouvelles antennes, il a été possible de répondre à la demande grandissante de cette partie de la ville. A Praz-Séchaud, l'APEMS de Petits Cailloux (24 places), accueillant des

enfants dès la 1 P, a inscrit son travail autour d'un partenariat avec les personnes du quartier. Aux Boveresses, un projet pilote d'accueil de 5 P à 8 P a vu le jour. Proposant une quarantaine de places, on compte 25 enfants inscrits en novembre 2021. Dans le nouveau quartier des Fiches, une antenne (36 places) est venue compléter le besoin croissant d'accueil parascolaire, moins d'un an après l'ouverture de l'APEMS de Riant-Pré. Enfin, au Chalet-à-Gobet, la nouvelle antenne de l'APEMS de Vers-chez-les-Blanc (24 places) accueille un groupe d'enfants de 5-6 P dans une ancienne école, juste à côté de la forêt. Plusieurs projets ont été réalisés par les groupes d'enfants avec le soutien des équipes éducatives. Citons, à titre d'exemple, la réalisation d'une fresque dans le bâtiment scolaire de Chailly en collaboration avec l'école, l'«APEMS'Olympique» qui a permis de fédérer les APEMS du secteur autour d'activités ludiques et sportives, la participation au concours «Nature en ville» avec la construction d'un refuge pour animaux, un banc forestier, à Vers-chez-les-Blanc en collaboration avec le SPADOM, le projet «Tous pour Boissonnet» qui tente de réunir les personnes du collège afin de collaborer au bien-être des enfants ou encore des plantages à Coteau-Fleuri, en collaboration avec l'école.

Secteur de Beaulieu/Prélaz

Ce secteur a connu d'importants changements en termes de responsables des lieux d'accueil: une responsable à Malley (février) et un responsable à Prélaz (septembre) sont venus compléter l'équipe des cadres intermédiaires. Une belle solidarité s'est créée au sein des différents secteurs parascolaires de la Ville pour les soutenir dans leurs nouvelles fonctions. L'année 2021 se résume par le mot solidarité et par la formidable énergie des responsables, des équipes éducatives et des aides de maison.

Secteur Floréal/Mon-Repos

L'ouverture tant attendue de l'APEMS d'Eglantine, situé au sein de l'établissement scolaire du même nom, a permis aux enfants de quitter les locaux provisoires et d'investir ce lieu pensé pour eux. Le projet de «repas libre» développé par la responsable de l'APEMS de Béthusy a été professionnellement reconnu et les principes peuvent être découverts lors d'une formation proposée par le Centre de ressources en éducation de l'enfance.

L'APEMS de Montolivet s'est investi dans la création d'un film consacré à l'accueil parascolaire et l'APEMS de Floréal a reçu un prix d'encouragement dans le cadre de l'édition 2021 du concours «Nature en ville».

Deux nouveaux responsables ont été engagés (APEMS d'Eglantine et de la Bourdonnette).

Entre-Bois/Pierrefleur

Le secteur a connu une augmentation importante du nombre d'enfants accueillis à Pierrefleur. Grâce aux travaux entrepris au sein de l'antenne de Boisy, tous ont pu être accueillis. Les APEMS de Bois-Gentil et d'Entre-Bois ont participé à un projet en collaboration avec l'Etablissement vaudois d'accueil des migrants et accueillent depuis août un-e stagiaire.

Projets pilotes d'accueil parascolaire 7-8 P

La mise en œuvre des objectifs de la Municipalité en termes d'accueil parascolaire s'est poursuivie en 2021, en application de l'article 63a de la Constitution vaudoise, de la nouvelle loi sur l'accueil de jour et du cadre de référence relatif adopté par l'Etablissement intercommunal pour l'accueil collectif parascolaire primaire en mars 2019. Pour rappel, les prescriptions cantonales exigent le développement d'un accueil surveillé et encadré, sur inscription, pour les élèves de 7-8 P à midi et l'après-midi, du lundi au vendredi, excepté le mercredi après-midi.

Forts de l'expérience pilote menée au collège de Villamont, les sites de Béthusy et de la Rouvraie proposent désormais aux élèves de 7-8 P, de manière consolidée depuis la rentrée d'août 2021, toutes les prestations liées à l'accueil parascolaire, aux devoirs accompagnés (DAC) et aux repas chauds via un formulaire d'inscription envoyé aux parents durant l'été. Trois responsables formés ont été engagés pour mettre en œuvre et coordonner les prestations sur les sites scolaires et gérer les équipes parascolaires et DAC.

L'inscription est obligatoire pour tous les élèves de 7-8 P dont les parents souhaitent bénéficier des prestations d'accueil de midi et/ou de l'après-midi. A midi, les élèves inscrits se rendent au réfectoire avec contrôle des présences. Ensuite, les enfants profitent des infrastructures et des animations mises en place ainsi que de la bibliothèque, jusqu'à la reprise des cours (sous contrôle et responsabilité de la Ville). L'après-midi, l'accueil est possible jusqu'au vendredi, avec possibilité d'intégrer un groupe DAC du lundi au jeudi. Une fois les devoirs terminés, les enfants retournent à l'accueil parascolaire jusqu'à 18h ou quittent l'établissement.

L'évaluation intermédiaire des trois lieux démontre le réel besoin de ce type d'accueil, qui doit cependant encore gagner en flexibilité pour être parfaitement adapté aux intérêts des jeunes de cet âge.

En novembre 2021, 124 enfants étaient inscrits à Béthusy, 75 enfants à la Rouvraie et 80 enfants à Villamont.

Parascolaire 7P-11 S dans les réfectoires

La gestion des réfectoires, y compris le personnel de service, a été transférée au SEP dès le 1^{er} janvier 2021. Situés dans les locaux scolaires ou à proximité, les réfectoires sont ouverts aux élèves de 7 P à 11 S et RAC, équipés pour produire sur place ou être directement livrés. Ainsi, dans les collèges non concernés par les projets pilotes 7-8 P, les élèves accèdent librement aux espaces dédiés, sous la surveillance d'animatrices

et animateurs parascolaires, les lundis, mardis, jeudis et vendredis – voire les mercredis. Les élèves peuvent acheter un repas chaud ou amener un pique-nique et passer un moment agréable à midi. Des actions de prévention sont mises en place au quotidien et les bibliothèques scolaires ainsi que d'autres espaces sont à leur disposition. Sur demande des parents, une offre de contrôle des présences jusqu'en décembre est organisée pour les élèves de 7 P.

La coordination entre l'offre parascolaire et les directions des établissements s'est poursuivie via les doyennes et doyens déchargés à cette fin par la Ville et les professionnelles et professionnels concernés sur les différents sites scolaires.

Éléments-clés:

- Belvédère: accueil au réfectoire, ainsi qu'au pavillon C pour les élèves des classes de RAC;
- Bergières: reconduction de la collaboration formalisée avec le centre d'animation du site scolaire (accueil de midi au réfectoire et à l'Espace 44, accueil après les cours l'après-midi en soutien aux équipes DAC). Un animateur parascolaire accompagne les élèves à midi à la bibliothèque scolaire;
- Elysée: coordination de l'offre d'accueil de midi entre le Centre pluriculturel et social d'Ouchy (CPO) utilisé comme réfectoire, l'atrium du collège, la bibliothèque scolaire et, temporairement, l'aula (30 places), afin de pallier partiellement le manque d'espaces. Reconduction de l'offre de restauration dès la 9 S dans l'atrium;
- Entre-Bois: possibilité d'inscription avec facturation pour l'offre de repas servis sur place. Collaboration reconduite afin d'accueillir 24 enfants de l'APEMS, malgré la forte fréquentation des élèves dès la 9 S;
- Grand-Vennes: en collaboration avec le centre socioculturel Le Grand V situé sur le site, deux animatrices et animateurs parascolaires accueillent les élèves de 7 P ainsi que ceux qui achètent un repas au réfectoire attenant;
- St-Roch: en raison de la fermeture du réfectoire à la rentrée 2020 (travaux de rénovation), une offre avec livraison de repas chauds a été mise en place à l'espace d'accueil de l'annexe du collège. Pour le collège de la Madeleine: accueil parascolaire et offre de repas chauds pour les élèves des classes de 8 P dans un local spécialement aménagé.

Devoirs accompagnés (DAC)

Au 1^{er} novembre 2021, 2'484 élèves étaient inscrits aux devoirs accompagnés au moins une fois par semaine, en dehors des prestations d'accueil parascolaire. Chaque groupe de huit à douze élèves a été pris en charge par l'une ou l'un des 272 accompagnants de devoirs réguliers (dans certains cas, par un binôme). Les 40 responsables de site DAC 3 P–11 S et parascolaire 7-8 P ont géré des équipes composées d'un à seize accompagnantes et accompagnants en charge d'un groupe.

Devoirs accompagnés destinés aux 3-6 P en chiffres

Au 1^{er} novembre 2021, 1'494 élèves de 3-6 P (ACC et OESP inclus) étaient inscrits aux DAC dans l'un des huit établissements primaires lausannois sur l'ensemble des 5'050 élèves de ces quatre degrés scolaires. Répartition des élèves dans les établissements (avec pourcentage par rapport au nombre total d'élèves inscrits en 3-6 P): Beaulieu 165 élèves (28.4%), Coteau-Fleuri 181 élèves (28.2%), Entre-Bois 201 élèves (38.4%), Floréal 263 élèves (34.2%), La Sallaz 158 élèves (22.7%), Mon-Repos 179 élèves (23.6%), Pierrefleur 118 élèves (24.7%), Prélaz 229 élèves (39.3%).

Devoirs accompagnés destinés aux 7-8 P en chiffres

Au 1^{er} novembre 2021, 712 élèves 7-8 P (MO et ACC inclus) des sept établissements mixtes lausannois avaient recours à cette prestation. Répartition des élèves dans les établissements (avec pourcentage par rapport au nombre total d'élèves inscrits en 7-8 P): Belvédère 124 élèves (33.7%), Bergières 105 élèves (31.8%), Béthusy 68 élèves (19.9%), Elysée 84 élèves (26.3%), Villamont 142 élèves (37.7%), C.F. Ramuz 119 élèves (34.8%), Isabelle-de-Montolieu 70 élèves (18.7%).

Devoirs accompagnés destinés aux 9 S-11 S en chiffres

Au 1^{er} novembre 2021, 275 élèves de 9 S-11 S (RAC, ACC et MO) étaient inscrits aux devoirs accompagnés. Répartition des élèves dans les établissements (avec pourcentage par rapport au nombre total d'élèves inscrits en 9 S-11 S): Belvédère 34 élèves (5%), Bergières 67 élèves (12.5%), Villamont 121 élèves (18.8%), C.F. Ramuz 53 élèves (10.5%).

Formation et animations pédagogiques pour le domaine

Du point de vue de la formation, il faut relever le renforcement de la collaboration avec les différentes écoles formatrices: Ecole supérieure en éducation de l'enfance (ESEDE), Ecole supérieure sociale intercantonale de Lausanne (ESSIL), Association romande pour le perfectionnement du personnel d'institutions pour handicapés

(ARPIH) et Haute école de travail social et de la santé Lausanne (HETSL). Les institutions d'accueil parascolaire lausannoises sont reconnues comme terrain de formation pratique; l'accueil de stagiaires et la formation en cours d'emploi y sont encouragés. L'accès à la formation professionnelle pour l'ensemble du personnel engagé au sein du domaine parascolaire est largement soutenu et une vingtaine de demandes de formations certifiantes ont été validées.

Les suivis de formation sont assurés par des professionnelles et professionnels au bénéfice d'une formation de formatrice et formateur en entreprise (FEE) pour le CFC, de formatrice et formateur à la formation pratique (FPP) pour les personnes en formation au sein d'une école supérieure et de praticienne et praticien formateur (PF) pour un cursus en haute école. Ces personnes se rencontrent régulièrement au sein des communautés de pratique pour les formatrices et formateurs afin d'assurer la cohérence et la qualité de la formation pratique.

En termes de formation interne, un catalogue a été mis en place malgré les conditions sanitaires complexes liées à la pandémie. Une quarantaine de personnes issues des équipes éducatives ont pu bénéficier de cours consacrés à la pédagogie, la pratique réflexive et l'animation en nature.

Au-delà des frontières du service, la collaboration avec la Ville de Lausanne dans le cadre de son plan de relance en contexte de pandémie pour le secteur de la culture et de sa politique en matière de participation culturelle est également à souligner: 80 animations culturelles, allant du théâtre à l'exploration sonore en passant par les contes, le cirque, la danse et les concerts, ont été proposées aux structures d'accueil de la petite enfance, du parascolaire et du socioculturel de mai à novembre 2021. Une trentaine d'animations a eu lieu dans les APEMS et les accueils parascolaires pilotes 7-8 P, pour le plus grand bonheur de 1'300 enfants et de leurs équipes.

Domaine périscolaire

Site internet: portail Scolarité à Lausanne

Le portail Internet continue de rencontrer un vif succès. En 2021, plus 453'000 internautes ont visité la plateforme dédiée à la scolarité à Lausanne sur laquelle étaient régulièrement relayées toutes les informations relatives à l'organisation de l'école et du parascolaire.

Fêtes scolaires

Les traditionnelles fêtes scolaires ont été annulées en 2021, en raison de la pandémie. Des activités alternatives ont été organisées pour les classes concernées sur le thème des fables de Jean de La Fontaine. A l'occasion des 400 ans de la naissance de ce parolier hors normes, toutes les classes 1-4 P ont été invitées à un spectacle et les élèves 5-6 P ont pris part à des Escape Game en salle de gymnastique.

Autres manifestations scolaires

Le domaine a également coordonné l'organisation de plusieurs manifestations scolaires:

- l'établissement de Béthusy a fêté l'inauguration de son nouveau bâtiment E, le 6 octobre 2021, avec l'organisation de portes ouvertes et de productions d'élèves, dont un spectacle de danse;
- des portes ouvertes et une chantée par les élèves ont été organisées pour inaugurer le collège de Riant-Pré, le 30 novembre 2021;
- enfin, le 1^{er} décembre 2021, à l'occasion de l'inauguration du collège d'Eglantine, après des portes ouvertes, les élèves ont participé à une chantée et à la plantation d'arbres et arbustes devant le bâtiment.

Fermes pédagogiques

Le nombre de visites dans les fermes pédagogiques se maintient à raison de deux journées (ou 24 heures complètes) par classe. Deux fermes en activité assurent cette prestation pédagogique: le Chalet-de-la-Ville au Mont-sur-Lausanne et la ferme des Cases aux Monts-de-Pully. Pour 2021, plus de 60 classes se sont inscrites pour venir découvrir ces fermes en exploitation.

En raison des mesures liées au Covid-19, les visites des classes ont pu reprendre à la rentrée scolaire et se poursuivent à la journée uniquement, sur les deux sites.

Prêt d'équipements et coordination des activités sportives

En raison de la pandémie, les camps de ski ont été annulés mais ont été remplacés par des journées à ski/à la neige. Les élèves ayant besoin de matériel sont équipés par la Ville de Lausanne au dépôt de Valency. Plus de 600 élèves, soit 31 classes, ont ainsi pu bénéficier de ce service pour la saison 2020-2021.

Piscines

Les élèves lausannois des degrés 3-6 P sont accueillis dans les cinq piscines lausannoises publiques, scolaires ou privées et bénéficient de 12 cours de natation, donnés par des professionnelles et professionnels. Les

élèves de 6 P passent tous le test Contrôle de sécurité aquatique (CSA = se sauver soi-même). En raison de la pandémie, un grand nombre de classes n'a pas pu profiter de cet enseignement.

Patinoires

Les enseignantes et enseignants des degrés 3-6 P qui le souhaitent peuvent se rendre avec leur classe (sur inscription) dans les patinoires lausannoises de Malley (couverte), de Montchoisi et de la Pontaise. L'engouement se vérifie chaque année par une fréquentation en hausse.

Corps de musique et autres manifestations scolaires

Les activités et les représentations des corps de musique de la Banda et des Fifres et tambours ont été réduites en raison de la situation sanitaire. Néanmoins, les répétitions avec les élèves ont pu se poursuivre normalement.

Sécurité sur le chemin de l'école

La collaboration avec le Service des routes et de la mobilité, secteur des espaces publics, et la Brigade de la prévention routière de la police a permis de renforcer et sécuriser les sites problématiques par diverses mesures d'aménagement, d'information, de prévention et de répression. Un suivi interservices des doléances de la population ou des directions des établissements permet de répondre à ces diverses préoccupations en lien avec la sécurité sur le chemin de l'école.

Pédibus

En 2021, dix lignes Pédibus sont actives à Lausanne. Le Pédibus constitue une aide précieuse pour l'organisation de l'accompagnement des enfants sur le chemin de l'école. A la rentrée scolaire 2021-2022, des séances d'information et diverses présentations dans les cours d'école ont été organisées à l'attention des parents.

Service de santé et prévention (SSPR)

Principales missions du service

Le SSPR compte deux offices: l'Office de santé et l'Office dentaire. Il témoigne de la volonté de coordination des programmes, projets et actions de promotion de la santé et prévention, destinés aux enfants, aux jeunes et à leurs familles. Ses missions sont les suivantes:

- soutenir l'enfant en regard de sa santé, dans le contexte scolaire, pour lui permettre d'achever son parcours de formation;
- assurer la mise en œuvre des programmes cantonaux et communaux de prévention et de santé;
- développer et participer à l'élaboration des programmes/projets et à leur priorisation;
- assurer la coordination avec les autres acteurs cantonaux, communaux et institutionnels;
- décider des offres de prestations et de leur priorisation dans le domaine de la promotion de la santé en lien avec le développement de l'enfant ainsi que de la prévention dans le milieu de la santé scolaire;
- offrir ses services aux établissements scolaires et aux structures de garde des enfants (comprises et soutenues dans la loi sur l'accueil de jour des enfants).

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Assistant-e-s dentaires	6.30	6.30	6.30	6.30
Direction et secrétariat	8.40	7.25	9.40	8.55
Infirmières scolaires	15.40	15.30	15.40	15.20
Médecins scolaires	0.78	0.35	0.78	0.16
Orthodontistes	7.25	6.75	7.25	6.75
Pédodontistes	6.40	6.00	6.40	6.20
Prophylaxistes dentaires	1.10	1.10	1.10	1.10
Total service	45.63	43.05	46.63	44.26

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	1.00

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Assistant-e-s dentaires	8	6.30	9	6.30
Direction et secrétariat	9	7.25	11	8.55
Infirmières scolaires	24	15.30	24	15.20
Médecins scolaires	3	0.35	2	0.16
Orthodontistes	9	6.75	9	6.75
Pédodontistes	8	6.00	8	6.20
Prophylaxistes dentaires	2	1.10	2	1.10
Total service	63.00	43.05	65	44.26

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
	-	-
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	3	4
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	1
Total service	3	5

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	1
Départ à la retraite	2
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	3

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé-e-s à l'heure	25	1.16
Auxiliaires mensualisé-e-s	1	0.35
Auxiliaires payé-e-s au forfait	-	*
Total service	26	1.51

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Les missions du SSPR, de l'Office de santé comme de l'Office dentaire, ont à nouveau été impactées par le contexte épidémique: forte sollicitation des infirmières en milieu scolaire, frein à l'activité des cabinets dentaires compte tenu des mesures préventives contraignantes (aération et désinfection du cabinet entre deux soins, etc.) avec nécessaire réorganisation du rythme des rendez-vous, annulations de rendez-vous, annulation des dépistages dentaires scolaires de 2020 qui avaient été reportés sur 2021, surcoût financier dû à l'achat de matériel pour les activités du service (masques chirurgicaux, visières, gants, solutions hydroalcooliques, désinfectants pour surfaces).

Personnel

Personnel fixe

L'unité administrative du SSPR a été dotée d'une ressource supplémentaire, suite au transfert d'un poste de gestionnaire de dossiers pour la facturation de l'Office dentaire. Ce poste alloué à 40% provient d'une réorganisation entre le Secrétariat général EJQ et le Service de santé et prévention. Resté inoccupé pendant cinq mois, le service a dû provisoirement l'augmenter à 50% pendant l'année 2021, pour résorber le retard de gestion des dossiers.

L'unité RH repourvue dès l'été 2020 après huit mois de vacance du poste, a été provisoirement augmentée pour faire face aux besoins du service.

Diverses réorganisations au sein du service ont nécessité des rocadés parmi le personnel fixe, une nouvelle description de poste pour répondre aux besoins de l'Office de santé suite au départ en retraite anticipée de l'infirmière-cheffe et l'absence maladie de longue durée de la cheffe de projets PSPS. La vacance de ces deux postes a entraîné une importante surcharge, dans le domaine administratif RH et pour la cheffe de service.

Suite à cette réorganisation, la fonction de cheffe ou chef de projets PSPS a été supprimée, au profit de la création d'un binôme fusionnant ces deux fonctions. Les deux nouveaux postes ainsi créés seront repourvus à compter du 1^{er} janvier 2022.

Le transfert définitif de l'adjoint aux finances et à la cheffe de service a été finalisé en avril 2021. Ce poste à 80%, a été complété d'un 20% assuré par le titulaire du poste pour une autre fonction, remis également par le Service de la petite enfance initiateur de ce transfert. Il convient de souligner le soutien apporté par le titulaire au Service des écoles et du parascolaire au cours de l'année 2021, suite aux difficultés structurelles rencontrées par ledit service.

En amont du départ en retraite anticipée de la cheffe de file métier de l'Office dentaire, une absence maladie de longue durée a également été compensée, par l'équipe RH, le médecin-dentiste orthodontiste et la cheffe de service.

A l'Office de santé, diverses maladies de longue durée ont été source de remplacements par du personnel auxiliaire. A l'été 2021, un médecin scolaire a présenté sa démission. Ses missions ont été reprises par un médecin scolaire déjà titulaire au SSPR.

A l'Office dentaire, le cabinet de Montchoisi a été fermé et remplacé depuis le 1^{er} mai 2021 par le cabinet dentaire de la Croix-d'Ouchy nouvellement créé. Ce transfert a permis la modernisation des installations et la mise aux normes en vigueur du cabinet. Il a pu être réalisé avec les professionnelles et professionnels du service (assistante de la cheffe de service, adjoint aux finances, cheffe de file métier, équipe du cabinet dentaire, cheffe de service), le concours d'une entreprise spécialisée ainsi que des services Logement et gérances, Ecoles et parascolaire et Organisation et informatique.

Suite à l'absence maladie de la cheffe de file, l'équipe du cabinet d'orthodontie de Montbenon s'est organisée pour pallier partiellement cette absence par la gestion des soins qui ne pouvaient pas être reportés, afin de limiter l'impact sur la patientèle.

Suite à une démission, un médecin-dentiste a été engagée en janvier 2021 au cabinet dentaire des Croix-Rouges, à 60% puis à 80%. Un médecin-dentiste orthodontiste a pris ses fonctions au cabinet d'orthodontie de Montbenon à 90%, en décembre 2021 (100% dès janvier 2022).

Personnel auxiliaire – stagiaires – apprentie et apprenti

En sus du personnel fixe, le SSPR fait appel à du personnel auxiliaire:

- environ sept infirmières et infirmiers remplaçants dits poolistes (nombre fluctuant au cours de l'année en raison des engagements et départs de ces professionnelles et professionnels très mobiles);
- 24 interprètes médiatrices et médiateurs culturels.

Des médecins-dentistes et une assistante dentaire sont engagés comme auxiliaires sur des périodes déterminées de quelques semaines à quelques mois pour pallier les absences et éviter ainsi de devoir fermer les cabinets dentaires.

En 2021, le SSPR a dénombré 34 personnes travaillant en tant que personnel auxiliaire.

Trois infirmières formatrices de l'Office de santé ont pris en charge dix étudiantes et étudiants stagiaires ou stagiaires non rémunérés provenant soit de la Haute école de santé La Source, soit de l'Ecole cantonale vaudoise de la santé.

Chaque année scolaire, le service accueille et forme une apprentie ou un apprenti employé de commerce engagé par le centre de formation du Service du personnel, conformément à un contrat de partenariat. Dans le cadre du service, leur formation est placée sous la responsabilité de l'assistante de la cheffe de service.

Principales activités 2021

Office de santé

L'Office de santé a pour principale mission de promouvoir la santé physique et psychique des enfants, particulièrement ceux scolarisés dans les établissements lausannois, et compte avec les compétences de médecins, médecins-pédiatres et infirmières et infirmiers en milieu scolaire pour la plupart formés en santé communautaire et santé publique.

Les activités de santé scolaire développées dans le cadre de l'Office de santé font l'objet d'une subvention institutionnelle du Canton de Vaud.

Les prestations concernées sont définies dans le cadre d'une convention établie entre le Canton de Vaud – représenté par la Direction générale de la santé – et le SSPR. Cette convention, renégociée tous les cinq ans depuis 2006, a été renouvelée en 2016 pour cinq ans, soit jusqu'au 31 décembre 2020, aux mêmes conditions que précédemment. Un avenant annuel précise les éventuelles modifications: engagement financier, postes subventionnés, modalités de paiement, etc. Cette convention a été prolongée pour une année aux mêmes conditions en 2021.

Des travaux et réflexions concernant le devenir de la promotion de la santé et prévention en milieu scolaire ont débuté au Canton. La cheffe du SSPR a été consultée lors d'une séance de travail et a pris part à la séance tenue par la Direction interservices.

Activités du service en appui externe, collaboration avec l'unité PSPS de l'AVASAD

Les collaborations se sont poursuivies, à un rythme ralenti par la situation épidémique, avec la participation de la cheffe de projets et de l'infirmière cheffe, le plus souvent par visioconférence. Depuis leur départ et la vacance des postes pour ces deux fonctions, le SSPR n'est plus représenté dans ces séances, mais tenu informé.

Direction générale de la santé, service du médecin cantonal

La cheffe de service prend part aux séances du comité de pilotage vaccination et aux séances de travail placées sous l'égide du médecin cantonal adjoint. Dans le contexte épidémique actuel, le SSPR fait partie, via la cheffe de service et son assistante, du groupe de pilotage de gestion de l'épidémie Covid-19 en milieu scolaire. En 2021, ce groupe a tenu des séances quotidiennes, voire biquotidiennes, par visioconférence, pour assurer le suivi et la gestion des vagues épidémiques.

Formation aux premiers secours pour le corps enseignant et professionnelles et professionnels des établissements scolaires

En raison de la situation épidémique, cette formation a été suspendue. Elle reprendra courant 2022 et sera repensée pour en renforcer l'approche pratique de mise en situations.

Programmes de santé

Dépistage visuel

Le dépistage visuel est maintenu en ville de Lausanne, à trois reprises au cours de la scolarité obligatoire, en 3^e, 5^e et 7^e P. 4'830 enfants ont fait l'objet d'une mesure de dépistage visuel au cours de l'année scolaire 2020-2021. Pour 385 enfants, un contrôle visuel médical a été recommandé. Une approche d'évaluation de ces dépistages atteste qu'environ 70% des enfants signalés ont effectivement besoin d'une correction visuelle.

Intégration scolaire

Pour l'année scolaire 2020-2021, 492 enfants scolarisés en ville de Lausanne ont été concernés par l'élaboration d'un document intitulé «Besoins de santé particuliers». Les mesures définies dans ces documents visent à permettre un accueil de qualité des enfants connus pour un problème de santé.

Entretiens proposés aux enfants avec leurs parents en 2P

Pour l'année 2020-2021, les infirmières du secteur primaire ont réalisé 869 entretiens pour ces enfants accompagnés de leurs parents. Dans le cadre de ces entretiens, diverses thématiques sont abordées telles que la qualité de l'intégration de l'enfant dans le contexte scolaire, ses besoins fondamentaux (sommeil, alimentation, activités, etc.), l'usage des écrans, etc.

Projets de promotion de la santé et prévention en milieu scolaire (PSPS)

Au vu de la situation sanitaire, la plupart des projets PSPS ont été mis en attente. Seuls dix projets ont été déployés et ont donné lieu à des mesures de facturation (cinq au primaire et cinq au secondaire).

Les dépenses acquittées en 2021 pour les projets PSPS ont été de CHF 19'181.- dont CHF 8'260.- à charge de la Ville de Lausanne.

Du bon usage des écrans dans les établissements

Dans le sillage de la campagne de la Ville sur les écrans organisée à l'initiative du SGEJQ, les infirmières et infirmiers en milieu scolaire ont renforcé les messages et relayé la démarche de façon active et participative dans les établissements du secondaire I mais aussi du primaire. Une médecin scolaire a pris part aux séances organisées sur ce thème à l'intention des parents d'élèves dans des établissements primaires.

Vaccinations – Doses administrées (année scolaire 2020-2021)

vaccin Revaxis	1 dose
vaccin Boostrix	477 doses
vaccin Boostrix-Polio	128 doses
vaccin Td-Pur	–
vaccin Priorix	44 doses
vaccin Engerix B	460 doses
vaccin HPV	1'461 doses

La très nette augmentation de doses de vaccins administrés durant l'année scolaire 2020-2021 en regard de l'année 2019-2020, s'explique par la démarche de rattrapage vaccinal pour les vaccins Engerix B (460 au lieu de 175 l'année précédente) et HPV (1'461 au lieu de 626 l'année précédente) proposés en principe aux élèves de 9^e, vaccination qui avait dû être reportée en raison des conditions difficiles en contexte de pandémie.

Visites médicales

Le nombre des visites médicales réalisées au cours de l'année scolaire 2020-2021 est de 329, soit supérieur à celui de l'année précédente (202).

Prestations individuelles des infirmières et infirmiers et médecins scolaires

Le repérage et l'orientation d'enfants en situation de souffrance psychique, de négligences voire de maltraitements, constitue un volet important et chronophage de l'activité des infirmières et infirmiers en milieu scolaire.

Les infirmières et infirmiers en milieu scolaire et médecins scolaires alertent sur le fait qu'ils ou elles constatent une augmentation continue des sollicitations pour des situations médico-psychosociales souvent très complexes. L'orientation de ces situations se révèle parfois difficile, que ce soit pour obtenir une évaluation ou une prise en charge spécifique. Concernant les situations de maltraitance, ce constat est corroboré par la Direction générale de l'enfance et de la jeunesse qui confirme une augmentation significative du nombre de situations de maltraitance donnant lieu à une démarche de signalement auprès de leur service.

Office dentaire

La mission de l'Office dentaire est de promouvoir la santé bucco-dentaire, prévenir les maladies bucco-dentaires et, si nécessaire, prodiguer des soins aux enfants scolarisés en ville de Lausanne.

Prestations proposées par l'Office dentaire

L'offre de prestations de l'Office dentaire se décline selon trois axes, prévention primaire, dépistage et soins:

- consultations individuelles et détartrage dentaire pour toutes les patientes et patients du cabinet d'orthodontie, effectué par l'hygiéniste au cabinet, soit environ 300 patientes et patients vus par l'hygiéniste à raison d'une fois tous les six à neuf mois;
- prophylaxie collective: éducation à la santé bucco-dentaire, dans les classes primaires des établissements scolaires, effectuée par deux collaboratrices spécialistes en santé bucco-dentaire;

- soins conservateurs, dispensés par les médecins-dentistes (pédodontistes) des sept cabinets dentaires de l'Office dentaire;
- soins orthodontiques, réalisés par les médecins-dentistes orthodontistes du cabinet dentaire du groupe orthodontique de Montbenon;
- dépistage dentaire scolaire annuel, fait par les médecins-dentistes (pédodontistes) de l'Office dentaire pour les élèves des établissements scolaires lausannois, les élèves d'institutions spécialisées et de quelques écoles privées, ainsi que les élèves de Belmont-sur-Lausanne.

A ces prestations s'est ajouté en 2021, suite à la validation du projet soumis par la cheffe du SSPR à la médecin-dentiste conseil du Service du médecin cantonal, le remplacement du dépistage dentaire pour les élèves de 1 P par le contrôle dentaire obligatoire, avec ou sans radiographie, financé par le Canton donc non facturé aux usagers. L'Office dentaire de la Ville de Lausanne est le premier dans le canton à avoir introduit cette nouvelle prestation. Le souhait est de pouvoir l'introduire aussi, dans un second temps, pour les enfants scolarisés en 3 P.

Afin d'augmenter l'impact de santé publique de cette prestation, la cheffe du service a demandé à pouvoir renforcer les prestations des infirmières et infirmiers en milieu scolaire pour s'assurer que les enfants identifiés comme devant bénéficier de soins dentaires soient effectivement soignés. Le principe de ce renforcement des prestations via une augmentation du taux d'activité des infirmières et infirmiers en milieu scolaire a été validé par la Direction générale de la santé.

Prophylaxie – éducation à la santé bucco-dentaire

Pour l'année scolaire 2020-2021, les deux prophylaxistes sont intervenues dans 420 classes, soit auprès de 7'529 élèves, soit une très nette augmentation en regard de ce qui avait pu être réalisé l'année précédente. En revanche, les séances de brossages collectifs ont été supprimées.

Elles sont également intervenues dans trois écoles ou centres spécialisés et à Belmont-sur-Lausanne pour 222 enfants.

Demandes d'aides financières individuelles

Sur l'année 2021, 74 demandes de réductions d'honoraires ont été examinées. Le montant total des aides individuelles accordées correspond, en référence aux devis établis, à la somme globale de CHF 45'758.45. A noter que le barème d'octroi de ces aides, inchangé depuis 1998, a été revisité et revalorisé, dans l'attente que des dispositions soient prises afin de se baser sur les données du système d'information du revenu déterminant unifié pour l'octroi de ces aides.

Dépistage dentaire scolaire annuel

Les données ci-dessous confirment ce que craignaient les professionnelles et professionnels en contexte de pandémie avec annulation des rendez-vous et renoncements aux soins, soit une dégradation de l'état bucco-dentaire des enfants avec augmentation notamment de la catégorie IV, alors que depuis cinq ans, les résultats des dépistages montraient une amélioration continue de l'état bucco-dentaire des enfants.

L'introduction des contrôles dentaires obligatoires pour les enfants de 1 P, faits en présence de l'adulte de référence pour l'enfant, laissent toutefois espérer la possibilité de renforcer la prise de conscience de l'importance de l'hygiène bucco-dentaire et des soins dentaires éventuellement nécessaires chez l'enfant. L'objectif de santé publique vise la disparition de cas en catégorie IV. Sur les 1'295 enfants scolarisés en 1 P, 300 ont déjà pu bénéficier de ce contrôle dentaire gratuit fait à l'Office dentaire, depuis son introduction fin septembre 2021.

Visites de dépistage – tableau récapitulatif 2021

	Nombre de classes	Effectif	Abs.	Dépistages	Catégorie			
					I	II	III	IV
Classes primaires	409	6'326	322	6'004	3'529	1'299	1'018	158
Classes secondaires	340	6'546	454	6'092	3'923	1'471	657	41
Institutions spécialisées	50	351	34	314	204	65	43	2
Belmont-sur-Lausanne	16	269	16	253	200	31	19	3
Total	815	13'492	826	12'663	7'856	2'866	1'737	204

Catégorie I: Sans carie, ni obturation 62%

Catégorie II: Sans carie, avec obturations 23%

Catégorie III: Avec caries 14%

Catégorie IV: Bouches négligées 1.61%

Elèves inscrits à l'Office dentaire 32%

Service de psychologie scolaire (SPS)

Principales missions du service

- les psychologues, psychomotriciennes et psychomotriciens et logopédistes en milieu scolaire (PPLS) offrent aux enfants lausannois et à leurs familles des consultations, des évaluations et des suivis thérapeutiques;
- les professionnelles et professionnels du service travaillent en étroite collaboration avec les partenaires de l'école, en particulier les enseignantes et enseignants et les directions des établissements scolaires lausannois, et offrent des prestations indirectes et de conseil;
- les assistantes sociales scolaires (ASS) conseillent les familles, les élèves et les partenaires pour favoriser l'intégration psychosociale, culturelle, financière, juridique et personnelle des enfants et de leurs familles, dans le but d'une scolarité harmonieuse des enfants lausannois;
- les spécialistes PPLS et les ASS sont au service du développement des enfants et des adolescentes et adolescents afin de les aider à restaurer leur processus évolutif et à s'épanouir à l'école comme dans leur famille;
- l'équipe administrative gère l'accueil et le traitement des demandes d'interventions, ainsi que toutes les prestations de logopédie indépendante par délégation cantonale.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Assistants sociaux – SPS	5.80	5.00	5.80	5.80
Direction et secrétariat SPS	5.25	4.65	4.65	4.65
Logopédistes	16.05	16.05	16.05	16.05
Psychologues	16.15	16.05	16.45	16.35
Psychomotricien-ne-s	6.65	6.65	6.75	6.75
Total service	49.90	48.40	49.70	49.60

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	-0.20

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Assistants sociaux – SPS	7	5.00	8	5.80
Direction et secrétariat SPS	7	4.65	7	4.65
Logopédistes	24	16.05	24	16.05
Psychologues	24	16.05	24	16.35
Psychomotricien-ne-s	10	6.65	10	6.75
Total service	72	48.40	73	49.60

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
	–	–
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	3	7
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
Total service	3	7

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	1
Départ à la retraite	2
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	3

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	73	0.64
Auxiliaires mensualisé·e·s	9	1.93
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*
Total service	82	2.57

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Les assistantes sociales scolaires, les psychologues, psychomotriciennes et psychomotriciens et les logopédistes du Service de psychologie scolaire ont fait face cette année à davantage de consultations d'urgence en raison de l'état psychologique préoccupant des enfants et des jeunes dans le contexte de la pandémie, et également à plus de situations de familles en graves difficultés socio-économiques qui impactent le développement et le bien-être des enfants. Beaucoup de demandes de soutien des enseignantes et enseignants ont été formulées cette année par les directions scolaires lausannoises, tout comme ce qui a été constaté dans les autres régions scolaires du canton.

Le Service de psychologie scolaire a déménagé à la rue de l'Ale 31 en décembre 2021 et a pris possession de nouveaux locaux bien adaptés à la gestion administrative du service, aux consultations avec des enfants et des familles et à la tenue de groupes thérapeutiques et de formation.

Principales activités 2021**Administration – personnel – finances****Secrétariat**

Après une période de télétravail d'une partie du personnel, l'organisation régulière a pu reprendre sur la deuxième partie de l'année. Une nouvelle collaboratrice a rejoint l'équipe du secrétariat en août suite à un départ à la retraite. De nouvelles procédures liées à la gestion administrative de la logopédie indépendante conventionnée ont vu le jour à partir de l'été et ont demandé des formations et des adaptations des collaboratrices et collaborateurs.

Ressources humaines

Une nouvelle responsable d'équipe PPLS a été nommée en août pour l'équipe des Monts. D'autres recrutements ont eu lieu dont trois nouvelles logopédistes, une psychomotricienne et deux assistantes sociales scolaires. Du personnel auxiliaire a également été engagé afin de remplacer notamment des congés maternités et des absences maladie longue durée. Le service a contribué à la formation de quatre stagiaires universitaires en psychologie et en logopédie dans le cadre de leur master. Deux stagiaires en psychomotricité ont également été reçus une demi-journée par semaine dans le cadre de leur formation à la Haute école de travail social.

Finances

Le Canton de Vaud confie à la Ville de Lausanne l'exécution des prestations de psychologie, psychomotricité et logopédie pour la région scolaire de Lausanne. Une convention, datant de 2003, régit cela et assure le financement par le Canton de toutes ces prestations.

L'année 2021, tout comme celle de 2020, a été marquée par les enjeux en termes d'achat de matériel lié à la problématique du Covid-19. Afin d'assurer au mieux les prestations, l'achat de matériel permettant notamment le télétravail a été nécessaire.

Un fonds d'aides individuelles d'un montant de CHF 11'500.- est prévu au budget chaque année afin de venir en aide aux familles lausannoises dans le besoin. Cette année, l'entier du budget a été utilisé. Un recours au Fonds Marino plus important que les autres années a eu lieu suite à l'afflux de demandes formulées par les assistantes sociales scolaires.

Psychologie, psychomotricité et logopédie en milieu scolaire (PPLS)

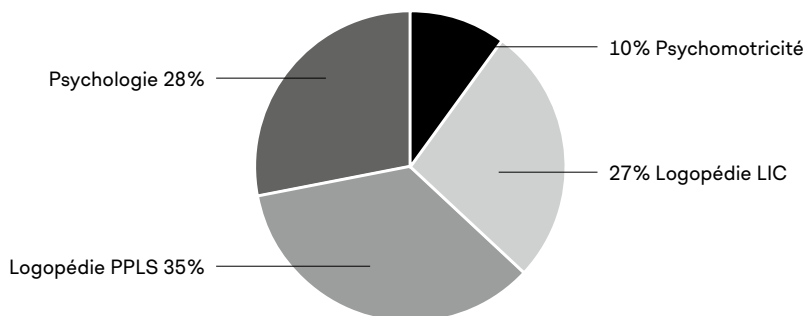
Les cinq équipes PPLS du service ont trouvé leur rythme de croisière avec des réunions régulières permettant des interventions et une bonne coordination entre chaque professionnelle et professionnel.

Les référents PPLS d'établissement ont fourni un travail important afin de rédiger le document *Concept 360° – Prestations PPLS* destiné aux directions des établissements scolaires lausannois et visant à définir précisément les différentes prestations fournies par le service conformément à la loi sur la pédagogie spécialisée (LPS) de 2019. De nombreuses et nombreux professionnels du service participent activement, au sein des établissements scolaires, à des groupes de travail et de rédaction des concepts 360° de chaque établissement.

Les nouvelles demandes de consultation ont été nombreuses en 2021, surtout en logopédie. Une partie de ces demandes en logopédie reste au sein du service et une partie est d'abord évaluée par les logopédistes du service, puis ensuite orientée dans des cabinets conventionnés avec l'Etat de Vaud (logopédie indépendante conventionnée [LIC]):

Logopédie (cabinet)	490
Logopédie PPLS	630
Psychologie	496
Psychomotricité	178
Total	1'794

Total des demandes/profession



Assistants sociaux scolaires

Une nouvelle cheffe de groupe a été nommée au 1^{er} septembre 2021. Elle dirige et coordonne le groupe professionnel composé de huit assistantes sociales scolaires.

En 2021, il y a eu particulièrement beaucoup de sollicitations de nouvelles familles: 454 nouveaux dossiers ont ainsi été ouverts. Il s'agit en majorité de situations issues des établissements scolaires primaires (231). Viennent ensuite les situations des établissements primaires et secondaires (7 P à 11 S) avec 148 nouveaux dossiers, les situations des classes d'accueil lausannoises (65) et celles de l'enseignement spécialisé (10). Par ailleurs, 800 autres dossiers sont en cours depuis avant 2021.

Les demandes d'intervention des assistantes sociales scolaires proviennent majoritairement des professionnelles et professionnels de l'école (directions scolaires, enseignantes et enseignants, infirmiers et infirmières scolaires, PPLS), souvent en lien avec des difficultés scolaires. Ces enfants sont issus principalement de milieux sociaux défavorisés, et souvent de la migration. Les difficultés sociales et familiales se répercutent alors sur leur bien-être scolaire. La situation familiale est évaluée et il y a la mise en place des aides nécessaires pour stabiliser la situation et permettre ainsi aux enfants de vivre leur vie d'écolier du mieux possible. Un accent est également mis sur l'intégration sociale de l'enfant, en favorisant par exemple sa participation à des activités extrascolaires et à des camps de vacances.

Les assistantes sociales scolaires participent également activement à différentes réunions en milieu scolaire, dans le but d'apporter leur expertise spécifique et des conseils à la direction scolaire et aux enseignantes et enseignants.

© Laurent Kaczor | Ville de Lausanne

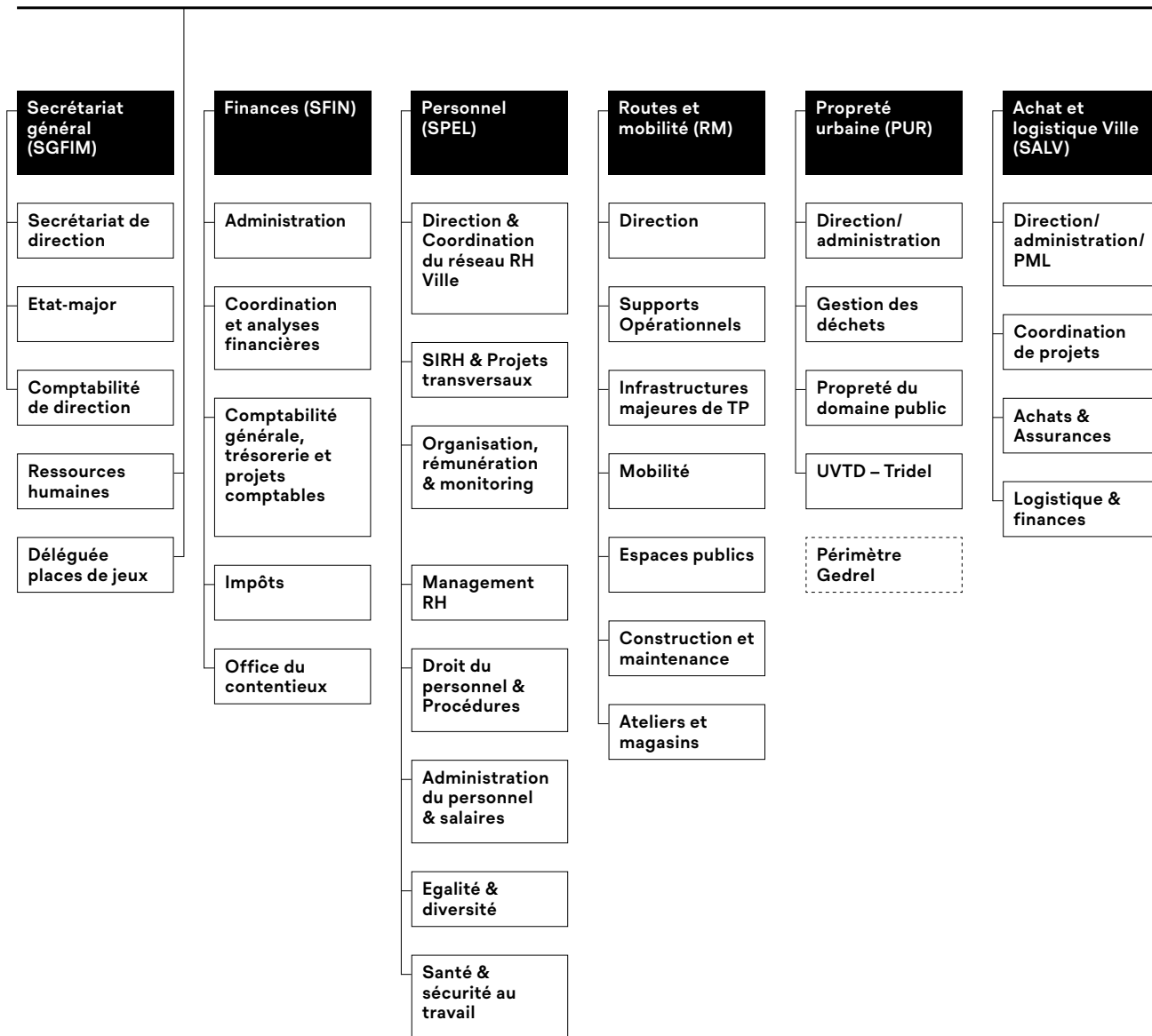


Direction des finances et de la mobilité



Direction des finances et de la mobilité (FIM)

Directrice



La politique d'assainissement du bruit routier a franchi une étape importante en 2021 avec la mise en œuvre du 30 km/h de nuit sur les principaux axes routiers de la Ville, qui a permis d'améliorer la qualité de vie des habitantes et habitants. La Municipalité a décidé de procéder à l'accélération de la modération et de l'apaisement de la ville avec la réalisation de nouvelles zones modérées et de plus de 4 km d'aménagements cyclables.

L'inauguration de la Place du 14-Juin en hommage à l'inscription du principe d'égalité dans la Constitution fédérale le 14 juin 1981, la publication de l'ouvrage 100 femmes qui ont fait Lausanne et l'organisation d'une table-ronde «Les villes ont-elles un genre?» ont contribué à l'amélioration de la visibilité des femmes dans l'espace public et dans la mémoire collective.

Soucieuse de soutenir l'insertion professionnelle des jeunes Lausannoises et Lausannois, dont la situation s'est aggravée suite à la crise sanitaire, la Municipalité a créé 27 places d'apprentissage supplémentaires et engagé 15 apprenties et apprentis à l'issue de leur formation.

La Municipalité a poursuivi sa politique de développement durable ambitieuse, avec la mise en place du premier pool de véhicules partagés au sein de l'administration communale et l'optimisation des activités logistiques et d'ateliers, avec le rattachement des Ateliers et Magasins de la Ville (AMV) au Service achat et logistique Ville (SALV). Elle a enfin intensifié et optimisé le nettoyage de la voirie tout en améliorant son bilan carbone avec l'acquisition de huit véhicules plus performants, dont une machine à laver les souillures au sol et de deux camions électriques pour la collecte des déchets ménagers.

Secrétariat général (SGFIM)

Principales missions du service

Direction et administration

- appui sur les enjeux stratégiques;
- préparation et suivi des affaires du Conseil communal et de la Municipalité au sein de la direction;
- contacts avec la presse, en appui des services de la direction;
- communication interne et externe de la direction;
- direction de projets stratégiques ou transversaux;
- coordination administrative transversale au sein de la direction;
- suivi des participations et des subventions;
- secrétariat de la directrice.

Places de jeux

- planification, conception et gestion des places de jeux;
- déléguée du Bureau de la prévention des accidents à la sécurité pour la Ville de Lausanne;
- conseil auprès des différents services de la Ville pour l'aménagement et la sécurité des places de jeux.

Comptabilité de direction

- établissement, pour la direction et en collaboration avec ses services, du budget de fonctionnement, du plan des investissements et du bouclage des comptes;
- responsabilité, entre autres, du contrôle budgétaire, du respect des règles administratives, de la passation des écritures, de l'enregistrement des factures et de la gestion administrative et comptable du personnel de la direction;
- gestion administrative et comptable de la subvention annuelle de CHF 80.- par habitante et habitant;
- tenue de la comptabilité des sociétés Gedrel S.A., Parking-Relais lausannois S.A. et Boisy TV S.A.

Ressources humaines

- gestion des ressources humaines: recrutement et accompagnement des collaboratrices et collaborateurs, conseil aux cadres, suivi des formations continues, gestion et suivi des situations de santé et gestion des conflits, accompagnement des services lors de réorganisation et gestion de la conduite du changement;
- responsabilité de la gestion des ressources humaines des services suivants: SGFIM, SFIN, SALV et SPEL.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Comptabilité FIM	6.00	6.00	6.00	6.00
Direction FIM	4.30	4.30	4.90	4.10
Places de jeux	0.80	0.80	0.80	0.80
Ressources humaines	2.80	2.80	3.60	2.80
Total service	13.90	13.90	15.30	13.70

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	1.40

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Comptabilité FIM	7	6.00	7	6.00
Direction FIM	6	4.30	6	4.10
Places de jeux	1	0.80	1	0.80
Ressources humaines	3	2.80	3	2.80
Total service	17	13.90	17	13.70

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
Comptabilité FIM	1	1
Total service	1	1

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	1	1
Nombre de transfert(s)		
	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
Total service	1	1

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	-
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	1

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	-	-
Auxiliaires mensualisé·e·s	4	1.77
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*
Total service	4	1.77

* information indéterminée car à la tâche

Principales activités 2021**Etat-major**

Le Secrétariat général a veillé à la bonne coordination des dossiers transversaux au sein de la direction et apporté un appui stratégique général ainsi qu'un support particulier durant la crise. Il a poursuivi la mise en place du suivi des participations et des subventions de la Ville qui s'est notamment concrétisée par l'envoi de 188 lettres de mission aux représentantes et représentants de la Ville siégeant dans toutes les institutions dans lesquelles la Ville détient des participations. Il a été répondu, avec l'appui des différents services de la direction, à plus de 225 courriers/courriels (200 en 2021, 150 en 2020).

Le développement de la politique publique des places de jeux s'est poursuivie avec le réaménagement d'espaces de jeux, comme le parc Mon-Repos et la promenade Messidor, et la création de deux nouvelles places de jeux à l'esplanade de Montbenon et au parc de la Solitude. Une nouvelle place de jeux modulaire a été installée à la Place de la Sallaz et la place de jeux itinérante L'Akabane a été déployée à quatre reprises en différents endroits du territoire lausannois. La déléguée aux places de jeux a également planché sur les projets à venir (Cité Vieux-Bourg, Faverges, Parc de la Brouette, quartier ludique des Plaines-du-Loup, etc.) et suivi un mandat pour le développement de jeux sensoriels inclusifs dont la réalisation est prévue en 2022. Divers travaux de sécurisation et de maintenance ont été effectués et une formation continue a été organisée à l'attention d'une soixantaine de collaborateurs qui s'occupent des contrôles de sécurité. Un projet d'arborisation des places de jeux existantes a abouti à la plantation de 143 arbres durant l'hiver 21-22.

Subvention80

Le versement de la subvention80 pour l'année 2020 a démarré en mai 2021 pour atteindre un taux de versement de 93.9% en fin d'année. Le droit à la subvention80 pour la période 2019 s'est éteint au 31 décembre 2021, avec un taux de versement de 97.5% (97.4% pour 2018, 97.3% pour 2017).

Service des finances (SFIN)

Principales missions du service

Administration

— secrétariat de la Commission permanente des finances.

Coordination et analyses financières

- gestion des processus de réalisation du budget et du plan des investissements;
- préparation des préavis relatifs au budget et aux comptes;
- suivis budgétaire, de la trésorerie et des investissements à l'intention de la Municipalité;
- collaboration à la notation financière de la Ville;
- analyses techniques et financières diverses.

Comptabilité générale

- gestion du processus et bouclage des comptes;
- gestion du plan comptable, du logiciel informatique, supervision de la comptabilité de la Ville ainsi que de quelques fonds et fondations;
- gestion de la trésorerie et de la dette;
- gestion du suivi financier des cautionnements, des subventions et des participations;
- soutien à l'implémentation du système de contrôle interne.

Impôts

- tenue à jour des rôles spéciaux d'impôts des contribuables lausannoises et lausannois et relations avec l'Administration cantonale des impôts et l'Office d'impôt des districts de Lausanne et Ouest lausannois;
- suivi des dossiers de répartitions intercommunales d'impôts et contrôle des domiciles secondaires;
- organisation et gestion du bureau d'information fiscale en collaboration avec l'Office d'impôt.

Contentieux

- recouvrement des créances de la Ville et de la Caisse de pensions du personnel communal, à l'exception des montants dus aux Services industriels et à l'Office d'impôt;
- gestion de la caisse communale.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Contentieux	15.60	13.60	16.10	14.60
Coordinat. & analyses financ.	3.95	3.95	3.95	3.95
Cpta Gén. trésorerie projets	13.00	13.00	14.00	13.00
Direction – SFIN	2.50	1.75	2.50	1.90
Impôts	3.00	3.00	3.00	3.00
Total service	38.05	35.30	39.55	36.45

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	1.50

Personnel fixe (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Contentieux	15	13.60	16	14.60
Coordinat. & analyses financ.	4	3.95	4	3.95
Cpta Gén. trésorerie projets	15	13.00	15	13.00
Direction – SFIN	2	1.75	2	1.90
Impôts	3	3.00	3	3.00
Total service	39	35.30	40	36.45

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
	–	–
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	3	4
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	–	–
Total service	3	4

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	–
Convention de départ	–
Décès	–
Démission	2
Départ à la retraite	1
Fin de contrat	–
Licenciement juste motif ordinaire	–
Licenciement suppression poste	–
Licenciement fin droit trait. 2 mois	–
Licenciement fin droit trait. 24 mois	–
Licenciement juste motif immédiat	–
Licenciement invalidité totale	–
Total service	3

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	3	0.29
Auxiliaires mensualisé·e·s	9	1.85
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*
Total service	12	2.14

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Dans la continuité de l'année 2020, et compte tenu des effets liés à la pandémie toujours présents, le service a assuré le paiement des factures aux différents fournisseurs dans les meilleurs délais, tout en accélérant et simplifiant leur traitement.

Le service poursuit et coordonne la mise en œuvre du projet visant à remplacer le système comptable actuel GEFI par un ERP financier d'ici la fin de la législature et poursuit activement ses travaux afin de cartographier, uniformiser et simplifier les processus comptables et financiers au sein de la Ville. L'année 2021 a été marquée par la finalisation des différents ateliers de conception du projet ainsi que par la mise en place d'une démarche de conduite du changement au sein de la fonction financière. Pour rappel, le préavis N° 2019/22 y relatif «Implémentation d'un nouveau système d'information financier au sein de la Ville (SIF)» a été validé en juin 2019 par le Conseil communal. Le premier budget sera réalisé dans le nouvel ERP à partir de mars 2022 et les premiers comptes d'exploitation seront réalisés par l'intermédiaire du nouvel outil dès 2023.

Principales activités 2021**Direction****Dettes communales**

En 2021, 31 opérations d'emprunts à court terme (moins d'une année) ont été conclues. Un emprunt à long terme a été effectué pour CHF 100 millions et CHF 100 millions ont été remboursés.

Information fiscale (BIF)

En raison de la pandémie de Covid-19, le bureau d'information fiscale n'a pas été ouvert au public. Néanmoins, les contribuables de condition modeste ont eu la possibilité de déposer ou envoyer leurs documents pour recevoir de l'aide. En collaboration avec l'Office d'impôt des districts de Lausanne et Ouest lausannois, le Bureau d'information fiscale a ainsi rempli entre mi-février et mi-mars 2021 un total de 3'123 déclarations d'impôt (soit 70% en comparaison des années précédentes). Ce service gratuit reste très apprécié tant des contribuables lausannoises et lausannois que du Canton qui a bénéficié de dossiers pré-taxés.

Impôt sur les chiens

Au 31 décembre 2021, 4'473 chiens étaient inscrits au rôle. L'émolument communal frappant l'inscription de tout nouveau chien a permis la facturation de 949 bordereaux, générant CHF 21'320.- de recettes.

Frontalières et frontaliers

Les éléments traités en 2021 correspondent aux salaires 2020:

	2019	2020
nombre frontalières et frontaliers	7'307	7'360
employeurs	1'182	1'307
impôts (en CHF)	13'812'872	13'203'708

Résidences secondaires

En 2021, 445 procédures (questionnaires) ont été engagées. 103 nouvelles domiciliations fiscales ont été forcées pour la période fiscale 2020 et 105 dossiers sont encore en examen auprès de l'Administration cantonale des impôts. A titre d'exemple, les domiciliations fiscales forcées ayant une décision de taxation pour la période fiscale 2019 (92% des dossiers ont été facturés jusqu'à fin 2021) ont généré une recette de CHF 662'725,15.

Le tableau suivant renseigne sur les taxations établies et l'impôt communal facturé, sur la base des cas dont le rôle a été forcé:

Périodes fiscales forcées	Périodes fiscales taxées (en CHF)				
	2016	2017	2018	2019	2020
2016	795'147.-	705'125.-	641'389.-	547'156.-	331'398.-
2017		630'916.-	568'686.-	462'516.-	356'713.-
2018			683'943.-	610'707.-	380'935.-
2019				662'725.-	419'842.-
2020					228'673.-

* selon l'année, un certain nombre de dossiers sont encore à taxer par l'Office d'impôt

Contentieux

Le nombre d'affaires en cours s'élevait à 46'631 à fin 2021, représentant un montant d'un peu plus de CHF 15.6 millions. Le nombre d'affaires est globalement stable par rapport à 2020.

La cellule chargée du recouvrement des actes de défaut de biens a encaissé la somme de CHF 288'786.35 dans le cadre de la récupération des actes de défaut de biens anciens. Le montant total recouvré entre le printemps 2014 et la fin de l'année 2021 s'élève à CHF 3'752'938.95. L'ensemble des opérations liées aux actes de défaut de biens représente 24'392 affaires à fin 2021, pour un montant de CHF 17.9 millions. Ces affaires s'ajoutent à celles qui figurent ci-dessus.

Service du personnel (SPEL)

Principales missions du service

Direction

- pilotage centralisé des processus de gestion des ressources humaines au sein de toute l'administration;
- coordination du réseau RH Ville, décentralisé dans les services communaux (env. 100 personnes);
- coordination et participation aux rencontres régulières entre la délégation municipale aux affaires du personnel (DMAP) et les partenaires sociaux;
- gestion du service et conduite du personnel;
- gestion du contentieux relatif au nouveau système de rémunération.

Système d'information des ressources humaines (SIRH) et Projets transversaux

- lancement et supervision des projets stratégiques et transversaux du service;
- conduite de projets en lien avec le SIRH et l'amélioration des processus;
- maintenance du SIRH et mise à jour des systèmes et applications utilisés afin de répondre aux contraintes réglementaires;
- développement de nouveaux outils dans le SIRH afin de faciliter la gestion des RH.

Organisation, rémunération & monitoring (ORM)

- pilotage du système de rémunération du personnel communal et des mécanismes salariaux;
- expertises et contrôles des notes à la Municipalité relatives à des mesures particulières ou exceptionnelles de rémunération individuelle;
- expertises et audits dans le domaine de la réorganisation des services de l'administration;
- développement et gestion du monitoring RH de la Ville;
- analyses statistiques et gouvernance des données RH.

Management RH (MRH)

- gestion globale du développement RH (formation) et de l'apprentissage (+ de 200 apprenties et apprentis de la Ville);
- développement du marketing du personnel;
- pilotage des processus de recrutement.

Droit du personnel et procédure (DPP)

- répondant des services de la Ville pour les questions juridiques relevant du personnel;
- expertise et appui dans le déroulement de procédures relatives à la gestion du personnel;

- gestion des dossiers litigieux;
- responsable de la cohésion et de la mise à jour du cadre règlementaire.

Administration du personnel & salaires (APS)

- gestion administrative du personnel (de l'embauche à la fin d'emploi);
- gestion des processus paie et contrôles des salaires, des assurances sociales et de l'imposition;
- gestion déléguée des allocations familiales;
- appui aux services sur les questions de la gestion du temps de travail.

Egalité & diversité (EGADIV)

- développement et promotion de l'égalité entre femmes et hommes et de la diversité dans l'administration;
- conciliation vie privée – vie professionnelle;
- participation à la gestion des garderies communales offrant des places au personnel de la Ville.

Santé & sécurité au travail (DSST)

- collaboration avec Unisanté pour les prestations de médecine du travail (visite d'embauche, examen d'aptitude à la conduite professionnelle, examens périodiques et travail de nuit, suivi vaccinal en lien avec risques professionnels, protection maternité, ergonomie, campagnes de prévention, etc.);
- expertise et appui dans la gestion des absences de courte et longue durée;
- coordination et conseil en matière de sécurité au travail (veille légale et soutien);
- consultation sociale d'entreprise.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Admin. du personnel et salaire	10.10	8.50	16.50	14.70
Cellule contentieux syst. rém.	5.00	5.10	5.40	5.50
Direction SPEL	2.80	2.90	2.00	2.00
Droit du personnel & procédure	5.50	5.40	5.30	5.20
Egalité et diversité	–	–	2.40	2.40
Etat-major	3.60	2.90	3.70	3.80
Management RH	12.55	11.45	8.00	7.90
Organisation, rém & monitoring	13.70	12.80	7.70	6.10
Santé et sécurité au travail	11.05	7.40	10.15	10.05
Total service	64.30	56.45	61.15	57.65

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	-3.15

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Admin. du personnel et salaire	9	8.50	16	14.70
Cellule contentieux syst. rém.	6	5.10	6	5.50
Direction SPEL	3	2.90	2	2.00
Droit du personnel & procédure	6	5.40	6	5.20
Egalité et diversité	–	–	3	2.40
Etat-major	3	2.90	4	3.80
Management RH	13	11.45	9	7.90
Organisation, rém & monitoring	15	12.80	7	6.10
Santé et sécurité au travail	9	7.40	12	10.05
Total service	64	56.45	65	57.65

Apprenties et apprentis

	31 décembre 2020	31 décembre 2021
Unité administrative	nb	nb
Centre de formation	27	28
Total service	27	28

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	9	11
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	-
Total service	10	11

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	2
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	3
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	3
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	9

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	7	0.63
Auxiliaires mensualisé·e·s	12	5.42
Auxiliaires payé·e·s au forfait	2	*
Total service	21	6.05

* information indéterminée car à la tâche

Administration du personnel de la ville**Tableau des effectifs/postes**

Effectif des fonctionnaires et des personnes engagées par contrat de droit privé au 31.12.2021

	nb pers. physiques*	total ept occupés*	total ept alloués**	écart en ept (B-C)	écart en % (D-C)
	A	B	C	D	E
Culture et développement urbain	296	235.48	251.42	15.94	6.3%
Secrétariat municipal	85	73.20	79.55	6.35	
Secrétariat général	29	25.30	25.80	0.50	
Service de la culture	55	39.75	42.25	2.50	
Service bibliothèques et archives de la Ville	73	50.63	52.02	1.39	
Service de l'urbanisme	45	38.60	43.30	4.70	
Contrôle des finances de la Ville de Lausanne	9	8.00	8.50	0.50	

	nb pers. physiques*	total ept occupés*	total ept alloués**	écart en ept (B-C)	écart en % (D-C)
	A	B	C	D	E
Sécurité et économie	1284	1197.93	1252.12	54.19	4.3%
Secrétariat général	38	27.95	29.80	1.85	
Corps de police	687	649.10	682.10	33.00	
Service de protection et de sauvetage	237	220.78	227.17	6.39	
Service du contrôle des habitants	45	39.70	39.70	0.00	
Service de l'économie	61	53.80	55.65	1.85	
Service de l'eau	216	206.60	217.70	11.10	
Sports et cohésion sociale	663	561.41	653.26	91.85	14.1%
Secrétariat général	22	17.30	19.60	2.30	
Service des sports	93	85.06	87.86	2.80	
Service social de Lausanne	293	236.75	271.95	35.20	
Service du travail	174	156.00	201.95	45.95	
Service des assurances sociales	81	66.30	71.90	5.60	
Logement, environnement et architecture	636	541.05	566.79	25.74	4.5%
Secrétariat général	26	21.60	24.40	2.80	
Service du cadastre	36	33.50	33.10	-0.40	
Service du logement et des gérances	162	96.60	102.84	6.24	
Service d'architecture	30	26.50	27.00	0.50	
Service des parcs et domaines	294	280.60	292.20	11.60	
Service d'organisation et informatique	88	82.25	87.25	5.00	
Enfance, jeunesse et quartiers	1469	877.85	915.20	37.35	4.1%
Secrétariat général	124	80.89	84.65	3.76	
Service d'accueil de jour de l'enfance	435	315.48	337.67	22.19	
Service des écoles primaires et secondaires	772	387.62	396.55	8.93	
Service de santé et prévention	65	44.26	46.63	2.37	
Service de psychologie scolaire	73	49.60	49.70	0.10	
Finances et mobilité	698	660.23	691.73	31.50	4.6%
Secrétariat général	17	13.70	15.30	1.60	
Service des finances	40	36.45	39.55	3.10	
Service du personnel	65	57.65	61.15	3.50	
Service achat et logistique Ville	42	38.73	40.53	1.80	
Service des routes et de la mobilité	189	179.50	198.00	18.50	
Service de la propreté urbaine	345	334.20	337.20	3.00	
Direction des services industriels	531	497.29	567.66	70.37	12.4%
Secrétariat général	24	22.40	29.10	6.70	
Services partagés	66	53.49	57.23	3.74	
Service commercial	97	88.55	97.35	8.80	
Service patrimoine	97	91.75	109.78	18.03	
Service production	93	90.75	96.25	5.50	
Service réseaux	154	150.35	177.95	27.60	
Total Ville au 31.12.2021	5'577	4'571.24	4'898.18	326.94	6.7%
Total ville au 31.12.2020	5'494	4'544.17	4'846.22	302.05	6.2%
Variation	83	27.07	51.96	24.89	
Répartitions Femmes/Hommes	Femmes	Hommes	Total	Plein temps	Temps partiel
Effectifs au 31.12.2020	2'667	2'910	5'577	2'993	2'585
Effectifs au 31.12.2019	2'576	2'918	5'494	3'042	2'452
Variation	91	-8	83	-49	133
En % au 31.12.2020	47.8%	52.2%		53.7%	46.4%
En % au 31.12.2019	46.9%	53.1%		55.4%	44.6%

* inclus le personnel en congé non payé

** ces chiffres sont basés sur les données enregistrées dans PeopleSoft par les services selon leur plan des postes en 2021

En application de l'art. 35 du RPAC, la Municipalité publie dans son rapport de gestion le classement des fonctions et les modifications qu'elle y apporte. Pour cet exercice aucune modification n'a été opérée.

Evènements marquants

L'année 2021 a permis de finaliser la réflexion sur l'organisation du service et de mettre en place les compétences nécessaires à sa mise en œuvre. Avec l'intégration du domaine Santé & sécurité au travail et la création d'un domaine Egalité & diversité, le service comprend désormais 6 domaines, pour lesquels l'état-major – avec le Système d'information des ressources, les projets stratégiques et transversaux et la coordination du Réseau RH – vient en support. Cette réorganisation a permis de regrouper les thématiques de manière plus équilibrée, logique et lisible et de créer des synergies, l'occasion de mettre en valeur des compétences internes et de recruter des ressources de spécialistes.

L'appui au personnel, aux cadres et aux RH pour gérer les différentes directives sanitaires et le travail à distance durant cette période de pandémie est resté une préoccupation majeure de 2021.

Direction

Coordination du Réseau RH Ville

Malgré l'impossibilité de se réunir en présentiel, 4 sessions «allégées» de formation RH de base ont été organisées. La session de novembre a pu avoir lieu en présentiel et être complétée par de nouveaux thèmes sur 6 jours.

Le Comité consultatif RH Ville se réunit tous les deux mois pour aborder les sujets stratégiques et une séance Skype bimensuelle a été mise en place pour assurer la coordination des dossiers opérationnels avec les 7 responsables RH de direction.

Cellule de gestion du contentieux relatif à l'introduction du nouveau système de rémunération (CCSR)

Au 1^{er} décembre 2021, sur les 1'177 dossiers transmis par la Commission de recours individuel (CRI) à la CCSR, 1'134 avaient été traités et 43 étaient en cours d'examen.

Décisions de classification/avenants confirmés par la CRI	920
– dont recours rejetés	913
– dont recours déclarés irrecevables	7
Décisions de classification/avenants modifiés	103
– dont recours admis par la CRI	28
– dont conventions conclues dans le cadre de recours	75
Dossiers en cours de traitement	154
– dossiers traités par la CCSR	43
– dossiers en attente d'une décision de la CRI	111
Total	1177
<hr/>	
Nb de dossiers archivés par la CRI	1015
Nb de dossiers pendants auprès du Tribunal cantonal	3

Système d'information des ressources humaines (SIRH) et projets stratégiques et transversaux

SIRH

L'unité a participé à de nombreuses évolutions en vue d'améliorer le système applicatif de gestion RH, comme la mise à disposition de l'outil Jobup pour toutes les catégories de candidates et candidats, y compris les apprenties et apprentis, ou encore la collaboration avec le Centre d'éducation permanente pour l'évolution de son système d'information.

Un important travail d'évaluation et de clarification a été mené sur l'application de dématérialisation des dossiers du personnel, afin de permettre la reprise de la numérisation des dossiers dès janvier 2022.

Le projet marquant aura sans nul doute été la transition de l'ERP PeopleSoft dans sa nouvelle version Fluid, mise en service le 1^{er} novembre 2021, une étape incontournable vers la dématérialisation des formules (Projet E-Processus). Cette évolution a nécessité la refonte globale de l'ensemble des rôles de connexion dans PeopleSoft, et permis de rationaliser les rôles et d'améliorer la sécurité des accès, par la création de rôles génériques, facilitant ainsi l'attribution et le retrait des accès en cas de mutation.

Projets stratégiques et transversaux

L'activité s'est concentrée sur la poursuite des projets d'amélioration, qui ont notamment permis de mettre en évidence les processus à améliorer et d'y apporter des solutions de remédiation. La mise en place de

l'application AGIR a généré une charge conséquente compte tenu de son activité spécifique de validation des Notes à la Municipalité traitant des affaires du personnel.

Organisation, rémunération & monitoring

Organisation et rémunération

L'unité a finalisé la mise en œuvre des nouvelles conditions de rémunération des personnes sous contrat auxiliaire.

Elle a procédé à plus de 200 positionnements de postes. Le contrôle et la validation des fixations de salaires initiaux (FSI) ont également occupé une partie importante de l'activité de l'unité, notamment en début d'année en raison de la pérennisation d'un grand nombre d'auxiliaires.

L'unité a poursuivi sa collaboration avec la Cellule du contentieux du nouveau système de rémunération (CCSR) dans le cadre des déterminations techniques de l'employeur et procédé à l'analyse technique de trois nouveaux dossiers relatifs aux demandes collectives déposées auprès de la Commission d'évaluation et de correction des fonctions (CECF), actuellement en cours de traitement auprès de cette dernière.

Monitoring et gouvernance des données (MGD)

Cette unité transversale, créée en 2021 suite à la réalisation du projet de réorganisation «Perspective 21», travaille avec tous les domaines du Service du personnel ainsi qu'avec d'autres services de la Ville, voire même des organismes externes, comme l'Office fédéral de la statistique. Elle a pour mission de mettre à disposition ses compétences spécialisées dans l'analyse de données, les enquêtes en relation avec les RH, la rédaction des rapports statistiques, l'expertise sur la qualité des données et les outils d'analyse RH et indicateurs RH fiables.

L'unité a aussi pris en charge le développement et la mise à jour du cockpit RH en intégrant notamment le calcul des absences liées au Covid-19. Enfin, elle a contribué à la mise en place du nouveau système de traitements de fin d'année pour le personnel auxiliaire.

Management RH

Recrutement et marketing du personnel

L'unité a assuré la publication de 494 offres d'emploi en format digital (portail emploi Ville de Lausanne et plateforme jobup.ch) et de 93 postes dans la presse. L'utilisation de l'outil de gestion de candidature de jobup a permis de traiter efficacement plus de 32'000 dossiers de candidature, allégeant d'autant le suivi administratif du réseau RH.

Le processus de recrutement pour les places d'apprentissage a été intégré à l'outil jobup, permettant un suivi plus étroit du recrutement des apprenties et apprentis (mailing groupé, statistiques). Les offres de places d'apprentissage sont désormais également publiées sur www.jobup.ch avec un visuel représentatif de la capitale vaudoise.

Le «profil Entreprise Premium» a été lancé sur le job board www.jobup.ch au 1^{er} octobre. Ce profil dynamique augmente la visibilité de la Ville auprès des candidates et candidats potentiels. Le nombre de vues se monte à près de 45'000 (décembre 2020-novembre 2021) et le nombre mensuel a été multiplié par 4 depuis le lancement, augmentant d'autant la visibilité de l'employeur Ville de Lausanne.

Développement du personnel

Le Centre d'éducation permanente pour la formation continue du personnel (CEP) a enregistré 439 inscriptions aux cours catalogues pour un total de 758 journées individuelles de formation et 601 inscriptions aux programmes spéciaux, représentant 436 jours de formation (cours réservés uniquement au personnel de la Ville et pris en charge par les services et/ou le budget alloué aux services par le SPEL, ceux-ci étant obligatoires). On relève la participation de 74 personnes aux formations dites «sur mesure» (FSM), dans le cadre de 5 mandats.

Malgré une légère amélioration de la fréquentation des cours en présentiel, les conséquences de la crise sanitaire ont obligé le CEP à poursuivre la mise en place de solutions alternatives (formation à distance et/ou hybride). Au total, 93 employées et employés ont participé à 6 nouveaux Webinaires (séminaires à distance de courte durée).

Apprentissage

Afin de soutenir les jeunes Lausannoises et Lausannois dans leur transition vers le monde professionnel, péjorée par la crise sanitaire et économique, 27 places d'apprentissage supplémentaires ont été créées sur un total de 68 apprenties et apprentis de 1^{re} année pour la rentrée 2021. 15 apprenties et apprentis sortants, sur

51 promus, ont été engagés avec un contrat d'auxiliaire à l'issue de leur formation. A la rentrée scolaire 2021, la Ville comptait 218 apprenties et apprentis, formés dans une trentaine de professions permettant d'obtenir un certificat fédéral de capacité (CFC) ou une attestation fédérale de formation professionnelle (AFP).

Le centre de formation des apprenties et apprentis du SPEL (CFO) compte désormais 24 apprenties et apprentis employés de commerce et 4 médiaticiennes et médiaticiens. Les 7 apprenties et apprentis du CFO ont terminé avec succès leur formation et ont été engagés en qualité d'auxiliaires dans différents services de la Ville après l'obtention de leur CFC pour faciliter leur transition dans le monde professionnel.

Droit du personnel et procédure

Au 23 novembre 2021, le domaine a traité 131 fins de rapports de travail litigieux, dont 113 qui ont abouti à un licenciement/résiliation de contrat ou à une convention de départ, 18 dossiers clôturés sans suite et 28 en cours. Il a également traité 41 procédures de mises en demeure, dont 28 dossiers finalisés, 3 dossiers qui n'ont pas abouti et 13 dossiers en cours. La commission paritaire a été saisie à 4 reprises. Les juristes ont également traités 40 cas de transfert, dont 36 réglés par voie de convention et 4 par voie de décision ou formule administratives. Il a été procédé à la révision, précision ou abrogation de 26 instructions administratives et répondu à plus de 1'392 sollicitations juridiques (questions relatives notamment au droit du travail, droit de la fonction publique, droit administratif, protection des données, interprétation du règlement pour le personnel de l'administration communale et de ses dispositions d'application). Il a également effectué 11 avis de droit étayés.

Le domaine a traité 15 recours et contestations contre les décisions de licenciement auprès de la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal et du Tribunal des Prud'hommes, dont 6 clôturés et 9 en cours.

La crise sanitaire a continué à occuper les juristes durant une partie importante de l'année 2021 afin de traiter les aspects juridiques importants liés à la crise et de mettre régulièrement à jour la Foire aux questions (FAQ), accessible à tout le personnel communal.

Administration du personnel & salaires

Le domaine APS a été créé au 1^{er} septembre 2021 afin de regrouper les unités Administration RH, Salaires & assurances ainsi que la Gestion des temps. Une nouvelle cheffe de domaine est entrée en fonction en août 2021.

Administration RH

La part de l'activité consacrée à la gestion des postes et aux engagements en contrat fixe est en hausse. Cette progression s'explique principalement par l'augmentation du nombre de fins d'emploi et la régularisation des contrats temporaires dans le domaine de l'accueil parascolaire. Les autres activités en lien avec la gestion des personnes en contrat fixe suivent une évolution similaire alors que le volume des engagements de personnel en contrat auxiliaire reste stable.

Type de contrat	Fixe		Auxiliaire	
	2020	2021	2020	2021
Engagements	569	648	1200	1266
Fins d'emploi	527	550	-	-
Changement de taux	478	492	127	118
Changement rémunération (hors 1 ^{er} janvier)	426	529	235	287
Transferts	249	355	-	-

Des variations saisonnières du volume de travail sont observées, avec un pic en janvier, en août, septembre et octobre. Une évolution fonctionnelle du logiciel sera menée en 2022 afin d'anticiper les saisies d'une année à l'autre et faciliter le flux de début d'année.

Salaires & assurances

Les contrôles et versements des salaires du personnel de la Ville ont été maintenus dans le respect de la planification; 8'475 certificats de salaires ont été édités et transmis par courrier postal en janvier.

La mise en œuvre d'une nouvelle réglementation en matière d'imposition à la source, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2021, a nécessité de nombreux travaux d'analyse et de tests ainsi que des développements correctifs réalisés par l'éditeur du SIRH. La section a également participé au projet de déploiement de la version Fluid du SIRH en effectuant de nombreux tests de non-régression des calculs de paie.

La caisse déléguée d'allocations familiales a versé un total d'allocations de CHF 12'408'530.- à 1'744 bénéficiaires.

Gestion des temps

L'année 2021 a vu la mise en place d'une unité dédiée à la gestion des temps de travail. Une nouvelle cheffe d'unité est entrée en fonction au 1^{er} septembre 2021.

Une étude a été réalisée afin de mettre en place l'Aménagement du temps de travail (ATT) au sein de 4 services de la direction EJQ, pour un total de 2600 collaboratrices et collaborateurs fixes et auxiliaires. À ce jour, le service de psychologie scolaire a pu être pleinement intégré dans l'outil officiel de gestion des temps, en ligne, accompagné de la réglementation en vigueur et les 3 autres services concernés seront intégrés d'ici 2023. Il convient notamment de collaborer à la rédaction d'un guide ATT et à la mise à disposition d'outils d'enregistrement de temps de travail adaptés aux particularités des fonctions exercées au sein de ces services.

Une nouvelle version du logiciel de saisie des temps a été déployée en version «web» pour 37 services.

L'unité a également contribué à la mise en œuvre d'un logiciel de planification pour le Service de protection et sauvetage, qui sera interfacé au SIRH de la Ville dans le courant de l'année 2022.

Egalité & diversité

Egalité et diversité au sein de l'administration

Une nouvelle brochure intitulée «Harmoniser vie privée et vie professionnelle» a été distribuée à l'ensemble du personnel afin de faire connaître les possibilités offertes par la Ville employeur dans ce domaine et les pages internet et intranet «Travail et vie privée» ont été entièrement revues.

Le projet de lutte contre le harcèlement au travail est entré dans sa phase concrète: environ une centaine de cadres de deux services-pilotes ont participé à une journée de sensibilisation à leur rôle et responsabilités en la matière.

Le télétravail fait également l'objet d'un projet transversal prioritaire. La Municipalité a exprimé la volonté de généraliser le télétravail hors période de pandémie, lorsque le poste s'y prête. L'ensemble des cheffes et chefs de service et des responsables RH de direction (RRHD) est impliqué dans un projet d'accompagnement au changement et de consultation en vue d'une nouvelle réglementation en la matière.

Pour la deuxième année consécutive, la Ville a participé au Diversity Benchmark des administrations publiques de l'Université de St-Gall. Le SPEL a également poursuivi l'organisation d'ateliers sur la rédaction inclusive, destinés au personnel (5 ateliers avec un formateur externe et 2 ateliers de suivi d'expériences) ainsi que deux matinées destinées aux équipes en charge de la communication (rédaction, choix des images et organisation d'événements).

La «Journée Osez tous les métiers» (JOM), organisée dans la plupart des services a permis à quelque 300 enfants d'accompagner des collaboratrices et collaborateurs et de participer aux ateliers organisés pour leur faire découvrir les métiers de la Ville tout en déconstruisant les idées reçues sur les secteurs traditionnellement féminins ou masculins: menuiserie, couture, signalisation, métiers de chantier ou de la culture, ressources humaines, gestion des déchets, programmation ou encore abattage d'arbres.

Egalité dans les politiques publiques

La SPEL a concrétisé la stratégie municipale de visibilisation des femmes dans l'espace public et dans la mémoire collective, avec:

- l'inauguration de la Place du 14-Juin en début d'année, en hommage à l'inscription, le 14 juin 1981, du principe d'égalité dans la Constitution fédérale;
- la publication de l'ouvrage *100 femmes qui ont fait Lausanne* qui présente cent personnalités qui ont contribué, le plus souvent dans l'ombre, à la construction de Lausanne telle qu'elle est aujourd'hui; véritable succès en librairie, l'ouvrage a également été distribué dans les écoles lausannoises et à d'autres partenaires exerçant notamment dans le domaine de l'égalité, de l'éducation ou de la jeunesse;
- l'organisation d'une table-ronde «Les villes ont-elles un genre?», qui a réuni une centaine de personnes en septembre, permettant d'échanger sur les expériences et usages de la Ville, et de réfléchir ensemble à des solutions concrètes pour imaginer des villes pour toutes et tous, ainsi que de trois ateliers de programmation destinés aux femmes ou aux filles dans le cadre des Digital Days qui ont connu un grand succès.

Santé & sécurité au travail

L'organisation et les activités du DSST ont été marquées par les événements suivants:

- la mise en œuvre du dispositif de médecine du travail géré par Unisanté, depuis le 1^{er} janvier;
- la réorganisation du SPEL, avec la réattribution au DSST des processus et projets, notamment le dispositif *Bien-être et santé au travail* (BEST), la procédure du médecin-conseil et les activités liées à la consultation sociale;
- la gestion de la pandémie;
- la définition des orientations en matière de politique de santé et sécurité au travail et leur présentation officielle à toutes les directions.

Case management & médecine du travail

Médecine du travail

La gouvernance du dispositif a été mise en place afin de définir les modalités de collaboration entre la Ville et Unisanté et d'assurer le suivi et la qualité des prestations. La campagne de vaccination contre la grippe saisonnière 2021 a été réalisée dans les locaux de la Ville de Lausanne par notre partenaire Unisanté. La prestation de l'ergonomie a également été réalisée par l'ergonome d'Unisanté, en collaboration avec le DSST et les services concernés, soit 54 annonces. 1326 déclarations d'accident ont été vérifiées et transmises aux assureurs AXA et SUVA cette année.

Réinsertion professionnelle

En 2021, 499 situations individuelles d'absence de longue durée ont été annoncées, soit en moyenne 41 situations par mois. Au 31 décembre 2021, 274 situations individuelles, annoncées entre 2018 et 2021, font encore l'objet d'un suivi par les conseillères et conseillers DSST et les gestionnaires de dossiers.

Collaboration avec l'assurance invalidité

En 2021, 35 situations individuelles ont fait l'objet d'un dépôt d'une demande auprès de l'Office de l'Assurance Invalidité (OAI) du Canton de Vaud; de nombreuses mesures professionnelles, favorisant le maintien et le retour en emploi, financés par cet assureur ont été mises en place.

Le déploiement du dispositif BEST s'est achevé à fin 2020 pour l'ensemble des services. Les formations BEST ont été poursuivies pour les nouveaux cadres des services nommés en 2021, et sont réparties de la façon suivante:

Type de formation	Nombre de sessions de formations	Nombre de participant-e-s
Cours de base (1 jour)	5, dont 2 online (mesures Covid-19)	70
Retour d'expérience (1/2 jour)	2	16

Les indicateurs permettant d'observer l'évolution mensuelle des absences des services ont permis d'identifier 507 cas d'absence de courte durée répétée, occasionnant des entretiens BEST dans l'ensemble des services.

Sécurité au travail

Avec la crise sanitaire, les activités et la coopération avec le réseau des répondants sécurité (RS) se sont focalisées sur les mesures visant à endiguer la pandémie en entraînant par effets dominos le report ou l'annulation de certaines activités.

Chiffres clés

Portfolios des dangers disponibles pour les services	35
Portfolio des dangers en cours	4
Analyses des chaînes de secours effectuées par service	34
Analyses des chaînes de secours en cours	5
Analyses de dangers pour maternité/allaitement par UNISANTE	65
Formations internes (193 participantes et participants)	16
Commissions de sécurité: 3 commissions x 4 séances	0+
Interventions auprès des services	219*

+ Toutes les commissions de sécurité ont été annulées en raison de la crise sanitaire.

* Ce chiffre comprend les conseils, les évaluations, les accompagnements et les rapports de mise en conformité pour les principaux thèmes suivants: visites de sécurité, analyses de risques spécifiques, analyse d'incidents, analyse des besoins en premiers secours, substances chimiques, travaux en hauteur ou en espaces confinés, portfolio des dangers, prévention incendie et contre les explosions (ATEX), concept d'évacuation, formations internes.

Consultation sociale d'entreprise et fonds de secours

210 personnes ont été suivies, contre 159 en 2020, dont 79 demandes initiées par des membres du personnel sollicitant un entretien pour la première fois, qui ont abouti à l'ouverture de nouveaux dossiers (2020:52). S'y ajoutent les entretiens téléphoniques qui n'ont pas induit d'ouverture de dossier.

Le Fonds de secours en faveur du personnel communal est intervenu en faveur de 18 employées et employés (2020:11) qui ont bénéficié chacun de paiements de frais de soins. 18 nouvelles demandes, pour un montant total de CHF 66'309.35 (2020:9 pour un montant de CHF 26'882.35), ont été soumises et acceptées par le Comité du Fonds. Les paiements effectués, soit CHF 43'746.55 (2020:CHF 32'914.10) portent sur des demandes datant de cette année, voire d'années précédentes alors que certaines nouvelles demandes n'ont pas encore donné lieu à des paiements.

Service des routes et de la mobilité (RM)

Principales missions du service

Direction

- pilotage du service;
- gestion des ressources humaines: recrutement et accompagnement des collaboratrices et collaborateurs, conseil aux cadres, suivi des formations continues, gestion et suivi des situations de santé et gestion des conflits;
- gestion du système qualité;
- pilotage des investissements et des recettes liées aux projets;
- gestion du budget annuel de fonctionnement;
- gestion de la communication;
- supports opérationnels;
- gestion du secrétariat et rédaction des courriers ainsi que des documents en relation avec les autorités politiques;
- gestion de la publicité visible depuis le domaine public (hormis celle liée aux commerces) et de la signalétique urbaine;
- gestion et maintenance des technologies de l'information métiers du service: conception et gestion du système d'information sur le territoire en répondant aux objectifs du service en matière d'indicateurs;
- soutien et conseil en matière de sécurité et de protection de la santé au travail.

Mobilité

- planification de la mobilité urbaine;
- production de la brochure Observatoire de la mobilité lausannoise;
- définition et mise en application de la politique du stationnement sur le domaine public; gestion du trafic par le biais de la programmation de la signalisation lumineuse;
- coordination des chantiers communaux et interventions sur le domaine public visant à appliquer une stratégie garantissant l'accessibilité en ville, à minimiser les impacts pour les usagers et usagers et les riveraines et riverains et maîtriser l'enveloppe financière globale interservices;
- gestion et maintenance de l'ensemble des infrastructures de la régulation lumineuse, des caméras de télé-circulation, des horodateurs, des bornes escamotables et des compteurs de trafic permanents, suivi et développement de ces équipements ainsi que de leurs centrales de surveillance;
- accompagnement de projets majeurs menés par des partenaires (Canton de Vaud, CFF, etc.) sur le territoire communal.

Espaces publics

- conception des aménagements urbains en répondant aux objectifs de qualité de l'espace public, de mobilité, d'accessibilité et de rôle social de l'espace rue;
- promotion de la mobilité active (marche et vélo);
- analyse des projets de construction privés soumis par le Bureau des permis de construire; vérification de la conformité des aménagements autorisés dans les espaces frappés par les limites des constructions.

Construction et Maintenance

- gestion et maintien du patrimoine des aménagements urbains (espaces publics) et portuaires;
- direction générale ou locale des travaux de génie civil;
- développement, entretien et conformité de tous les ouvrages d'art sis sur le domaine public;
- réalisation de nombreuses interventions d'entretien constructif spécifiques du domaine public (pavage, entourage d'arbres, maintenance d'ouvrages, réfections localisées et travaux de sécurisation).

Ateliers et magasins

- support logistique aux autres services de la Ville et prestations artisanales (ateliers de signalisation verticale, de serrurerie, de marquage routier, de menuiserie, de signalétique, d'électricité, gestion et distribution des carburants, de matériels et de pièces);
- entretien de la quasi-totalité des poids lourds de la Ville (plus de 600 unités);
- entretien des installations mécaniques sur le domaine public;
- mise à disposition de matériel lié aux manifestations;
- prestations de transport, curage des sacs de routes, fosses;
- pilotage du service hivernal;
- gestion de l'occupation du domaine public et des permis de fouille;
- réservation des places de stationnement (déménagements, livraison de mazout, etc.);
- gestion des refuges de Sauvabelin;
- surveillance de la bienfaisance des travaux privés exécutés sur le domaine public.

Effectif du personnel**Plan des postes**

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration (R&M)	6.70	6.60	7.60	6.10
Cellule RH (R&M)	3.60	2.70	3.60	2.70
Conception	11.60	10.20	14.20	11.20
Coordination projets majeurs	3.00	3.00	3.00	3.00
Direction (R&M)	9.50	8.00	8.10	6.00
Entretien du patrimoine	5.00	4.80	4.80	4.80
Exploitation (R&M)	7.00	7.00	7.00	7.00
Finances et Communications	4.20	3.70	5.10	4.20
Génie civil (R&M)	11.00	9.80	11.00	9.80
Informatique – RM	4.00	3.90	4.50	3.90
Mobilité (R&M)	10.80	9.70	10.90	7.70
Office signalétique urb. (R&M)	2.00	2.00	2.00	2.00
Police des constructions (R&M)	1.00	1.00	1.00	1.00
Réalisation	6.00	4.00	5.90	4.80
Surveillance dom. public (R&M)	6.50	6.50	6.00	6.00
Unité garage (R&M)	17.00	16.00	17.00	17.00
Unité services généraux (R&M)	8.90	8.90	8.90	8.90
Unité signalisation (R&M)	29.50	27.40	28.60	27.60
Unité transports (R&M)	27.00	26.00	26.00	26.00
Unité travaux (R&M)	25.00	21.80	22.80	19.80
Total service	199.30	183.00	198.00	179.50

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	-1.30

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Administration (R&M)	8	6.60	7	6.10
Cellule RH (R&M)	4	2.70	4	2.70
Conception	12	10.20	13	11.20
Coordination projets majeurs	3	3.00	3	3.00
Direction (R&M)	8	8.00	6	6.00
Entretien du patrimoine	5	4.80	5	4.80
Exploitation (R&M)	7	7.00	7	7.00
Finances et Communications	5	4.60	6	5.10
Génie civil (R&M)	10	9.80	10	9.80
Informatique – RM	3	3.00	3	3.00
Mobilité (R&M)	10	9.70	8	7.70
Office signalétique urb. (R&M)	2	2.00	2	2.00
Police des constructions (R&M)	1	1.00	1	1.00
Réalisation	4	4.00	5	4.80
Surveillance dom. public (R&M)	7	6.50	6	6.00
Unité garage (R&M)	16	16.00	17	17.00
Unité services généraux (R&M)	11	8.90	11	8.90
Unité signalisation (R&M)	28	27.40	28	27.60
Unité transports (R&M)	27	26.00	27	26.00
Unité travaux (R&M)	22	21.80	20	19.80
Total service	193	183.00	189	179.50

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
Administration (R&M)	1	1
Informatique - RM	1	2
Génie civil (R&M)	2	2
Unité Garage (R&M)	1	1
Unité signalisation (R&M)	1	1
Unité transports (R&M)	1	1
Total service	7	8

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	16	13
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	-
Total service	17	13

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	1
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	11
Départ à la retraite	3
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	1
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	16

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	6	0.26
Auxiliaires mensualisé·e·s	11	5.01
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*
Total service	17	5.27

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

D'importantes ressources du service ont été affectées à deux projets majeurs: le déploiement du 30 km/h de nuit et la préparation du chantier de réfection de l'ouvrage du Grand-Pont, qui ont mobilisé des ressources de toutes les divisions. Le premier a nécessité le déploiement de plus de 600 panneaux de signalisation et 60 indicateurs de vitesse ainsi que la mise au clignotant d'une quarantaine d'installations lumineuses et le second la mise en place de treize mesures d'accompagnement visant à accueillir le nouveau réseau t1, à sécuriser les itinéraires piéton et vélo, à assurer la fluidité du trafic et à informer la population des impacts du chantier.

Principales activités 2021**Direction**

Conformément au Programme de législature 2016-2021, le service a déployé la politique de mobilité et des espaces publics en favorisant notamment la mobilité active et les transports publics. Ainsi l'année 2021 a été marquée par les éléments suivants:

- réalisation de deux nouvelles zones de rencontre permettant la modération du trafic et l'amélioration de la qualité de vie dans les quartiers, de deux nouvelles zones 30 ainsi que d'une zone piétonne;
- réalisation de 4.2 km d'aménagements cyclables;
- achèvement de la réfection de l'ouvrage du Pont Chauderon;
- coordination des projets d'infrastructures majeurs tels que le début des travaux du chantier du tramway t1;
- requalification et piétonisation du cœur de quartier Pré-du-Marché.

Communication

L'année 2021 a une nouvelle fois été marquée par la crise sanitaire. Toutefois, les répercussions ont été moindres qu'en 2020, les chantiers se sont déroulés «normalement» et la plupart des événements publics ont eu lieu dans le respect des normes sanitaires en vigueur. L'année a été marquée par quelques projets d'envergure tels que la communication relative à la fermeture, en 2022, du Grand-Pont, le déploiement du 30 km/h de nuit ou encore la Semaine de la mobilité. L'unité «communication» a répondu aux nombreuses sollicitations, organisé trois séances publiques, six conférences de presse, six inaugurations et réalisé des publications médias, internet, intranet, réseaux sociaux et autres supports de communication.

Supports opérationnels**Finances**

Le service pilote 24 crédits d'investissements, sept comptes d'attente, représentant un montant à disposition de CHF 99 millions, et a émis une demande de crédits d'investissements. Quatre projets réalisés sur des routes cantonales en traversée de localité vont bénéficier de subventions cantonales en faveur de leur entretien pour un montant estimé à CHF 1'300'000. Par ailleurs les projets du service vont bénéficier de subventions cantonales et fédérales d'un montant total de CHF 118'000.- au titre des mesures d'assainissement du bruit et des mesures lausannoises du Projet d'agglomération Lausanne-Morges (PALM).

Administration

Le service a rédigé 254 décisions municipales et répondu à 1'162 courriers, ce qui correspond à une nouvelle hausse de 20% par rapport à 2020:

6	Direction et coordination (sujets divers)
147	Construction et maintenance (chantiers, dégradation du domaine public, etc.)
607	Espaces publics (aménagement du domaine public, zones modérées, vélos, piétonnes et piétons, signalisation, etc.)
342	Mobilité (gestion de la circulation, régulation du trafic et signalisation lumineuse, stationnement, etc.)
45	Office de signalétique urbaine (affichage, campagnes politiques et votations)
15	Ateliers et magasins de la Ville (dénivellement, service hivernal, chaussées, trottoirs, installations mécaniques, etc.)

Office de signalétique urbaine (OSU)

La gestion de l’affichage sauvage ayant été confiée à PUR afin de simplifier le flux administratif, l’OSU a assuré les missions suivantes:

- dénomination de rues: inauguration virtuelle de la Place du 14-Juin et attribution du nom «Allée Ioannis-Capodistrias» à la promenade d’Ouchy;
- pose de deux plaques commémoratives: la plaque «Ioannis-Capodistrias» à proximité de sa statue et une plaque Jaquette de Clause au Château d’Ouchy;
- affichage culturel: la gestion du planning de l’affichage culturel a requis une implication particulière suite aux nombreux reports dus à la crise sanitaire;
- marquage au sol: coordination relative à la pose d’un cheminement piétonnier au bénéfice des tl, une partie de la ligne LEB étant substituée par des bus;
- prestations particulières pour diverses manifestations (50 portraits de femmes par 50 femmes photographes, exposition «sur les sentiers de la gare», exposition dans l’abribus du Vélodrome sur la seconde étape du projet urbain des Plaines-du-Loup);
- délivrance d’une quarantaine d’autorisations de panneaux de chantier et de location.

Groupe informatique

La poursuite du travail à distance a nécessité une intensification du support technique et de nombreux indicateurs et cartes ont été fournis en support des mesures Covid mises en place par le service.

Par ailleurs, le groupe informatique a principalement réalisé les projets suivants:

- développement d’une base de données de signalisation verticale géoréférencée, en collaboration avec la Ville de la Chaux-de-Fonds, le Canton et la Ville de Neuchâtel, afin d’améliorer significativement la cohérence de la signalisation directionnelle et l’optimisation de l’exploitation courante;
- possibilité de réserver des places de stationnement en cas de déménagement, livraison, mariage, etc. via internet et nouvelle application de gestion optimisant notablement le support administratif et la facturation;
- poursuite de la mise à jour des géodonnées de base du service, selon le nouveau cadre de référence fédéral MN95;
- implémentation de la solution de gestion de projet Planisware Orchestra afin de centraliser en un seul outil la planification et le suivi des projets;
- digitalisation du processus d’annonce des constats d’occupation non conforme du domaine public.

Santé et sécurité au travail

Une attention particulière a été portée aux formations sécurité lors de travaux en hauteur effectués par les équipes techniques: formation pour l’utilisation d’une nacelle, de harnais et de travaux en hauteur. Des mesures ont aussi été prises afin d’adapter des véhicules préexistants et d’améliorer la sécurité du personnel lors des interventions.

Projets d’infrastructures majeures de transports publics

Mise en souterrain du LEB

Le percement ainsi que la construction de la structure du tunnel étant désormais totalement terminés, les machines de forage et de terrassement ont laissé place aux équipes de pose des équipements ferroviaires et aux installations électromécaniques. Conditionné par l’arrêt de l’exploitation des trains entre la gare «Union-Prilly» et le Flon, le démontage du pont provisoire sis à l’est de la gare «Union-Prilly» a débuté en octobre.

Ces importants changements d’étapes ne sont pas restés sans effet sur les activités locales et la vie des riveraines et riverains, notamment en raison de l’expansion des installations de chantier le long de l’avenue

d'Echallens, à la rue de Genève (vers l'accès pompier au tunnel du LEB) et à la place de l'Europe. D'autre part, la mise en service d'une ligne de transport de substitution a été nécessaire entre la gare du LEB «Union-Prilly» et la gare CFF.

Outre les emprises et contraintes locales que constituent ces changements, l'arrêt de l'exploitation définitif de la ligne du LEB sur l'avenue d'Echallens (depuis le 25 septembre 2021) a permis la sécurisation immédiate du franchissement des voies ferrées dans le carrefour de Montétan pour les deux-roues et la restitution de l'arrêt Saint-Paul de la ligne tl numéro 9.

Enfin, la réalisation du passage inférieur d'Ombreval a débuté dans les délais afin de ne pas générer de contrainte supplémentaire sur le calendrier du projet.

Tramway t1

Conformément à l'objectif fixé, les mesures ont été prises de façon à débiter les travaux sur le Projet Partiel numéro 3 (PP3), soit la partie Prilly – Lausanne, ce qui a nécessité un grand travail de préparation destiné à assurer la qualité des travaux et le bon déroulement du projet. Relevons en particulier l'attention portée au développement des réseaux multi-fluides, à l'amélioration de la qualité des espaces publics (plantations et aménagements) ainsi qu'à l'organisation des séquences de chantier de façon à assurer l'accessibilité locale et la vie des riveraines et riverains pendant le chantier. Ainsi, la mobilisation et l'implication d'un grand nombre de collaboratrices et collaborateurs de la Ville de Lausanne a permis de démarrer les travaux dans le délai souhaité.

Métros m2/m3

Les discussions et négociations conduites avec l'Etat ont permis de souligner l'importance d'élargir le périmètre de réflexion à l'intégration des nouvelles stations du m3 dans les abords des espaces les plus emblématiques (dont les places de l'Europe et de Chauderon). Une structure de projet dédiée a été mise en place sous le nom de «Pôle d'Urbanité Majeur» (PUM) afin d'assurer la prise en considération des enjeux majeurs de l'intégration d'un métro en lien avec le développement de la ville.

La préparation de la seconde étape «Flon – Blécherette» s'est concrétisée avec la mise en consultation préalable, par le Canton, du dossier de la future PAP auprès des services de l'administration lausannoise en vue de sa mise à l'enquête publique à l'automne 2022.

Mobilité

La campagne quinquennale de comptages multimodaux de Lausanne-Région, démarrée en mars 2020 et suspendue en raison de la pandémie, a pu redémarrer à l'automne 2021 et ses résultats devraient être disponibles en partie en 2022.

Planification de la mobilité urbaine

L'équipe a poursuivi son travail d'accompagnement des projets d'envergure menés par les autres services de la Ville (Bureau Métamorphose, Pôle Gare, développement des plans d'affectation du service de l'urbanisme, notamment) ou les services cantonaux (PALM, plan d'affectation cantonal, etc.). Elle a également réalisé les études préliminaires de mobilité nécessaires aux futurs BHNS Borde – Bellevaux et av. du Théâtre, av. Rumine et av. du Léman et accompagné la division espaces publics dans toutes les réflexions relatives aux requalifications des BHNS et des grandes places du centre-ville, notamment autour des futures stations du m3.

La cellule a continué de participer activement aux réflexions liées à l'évolution des transports publics dans le cadre de l'évolution du projet du tram ou du réseau des transports publics à 2030, afin de définir, conjointement avec les tl, le futur réseau 2023 qui sera mis en œuvre après la réfection de l'ouvrage du Grand-Pont.

Stationnement

La réalisation de l'extension de la centralité de quartier France-Maupas a permis d'améliorer la disponibilité des places pour les habitants en possession de macarons: elle a nécessité la conversion de quelque 300 places mixtes payantes + macaron.

Suite à l'ouverture du Stade de la Tuilière, un parking payant provisoire de 310 places a été mis en service, offrant des places aux usageres et usagers des terrains d'entraînement de sports ainsi qu'aux spectatrices et spectateurs du nouveau stade ainsi qu'une nouvelle offre de stationnement P+R attractive les samedis.

Par ailleurs, le renouvellement du parc d'horodateurs se poursuit afin d'assurer, d'ici à fin 2022, la compatibilité de l'ensemble des machines avec la digitalisation de tous les titres et autorisations de stationner sur notre territoire.

Le pilotage des réflexions stratégiques a été entamé en vue de consolider les mesures prévues dans le plan climat, comme la mise en place d'une politique de stationnement plus ambitieuse en faveur du report modal, qui comprend notamment la dénonciation du DDP du parking de Montbenon à l'échéance du droit de superficie (2025).

Nombre de places de stationnement sur le domaine public (2021: état provisoire à mi-décembre 2021)

	2005	2010	2016	2020	2021
Payantes sur voirie	4'892	3'961	3'799	3'436	3'728
Payantes en parking-relais (P+R)	1'365	2'591	2'496	2'410	2'408
Payantes en parking longue durée (PLD)	1'079	2'639	2'775	2'660	2'621
Gratuites limitées (régies par disque)	11'093	13'317	12'741	11'905	11'464
Gratuites illimitées	3'325	3	-	-	-
Total net	21'754	22'511	21'811	20'411	20'211

Coordination des chantiers

Le chantier de réfection de l'ouvrage du Grand-Pont, prévu en 2022, a requis un important travail de coordination avec les tl et au sein de l'administration, compte tenu du grand nombre de mesures d'accompagnement planifiées, dont certaines réalisées au deuxième semestre 2021. D'autres chantiers majeurs impactant la mobilité, tels que la place de la Gare, le tram ou le tunnel du LEB ont débuté en 2021, nécessitant un suivi attentif avec les différents partenaires afin de garantir l'accessibilité à la Ville.

Gestion du trafic

Le remplacement planifié des installations de Chauderon Sud et des Terreaux a été effectué et il a été nécessaire de procéder au remplacement de celle du carrefour de Chauderon Nord tombée en panne. Les mesures prises en 2020 pour le confort et la sécurité des piétonnes et piétons ont été pérennisées et la mise à jour (durée de la phase jaune) de la programmation des 17 installations restantes a été réalisée. La sécurité des cyclistes a été améliorée sur les carrefours de Provence-Tivoli, Gare-Juste-Olivier, Rumine-Georgette et Chauderon Sud. Enfin, les feux du carrefour Gonin-Mercier et de la traversée piétonne Caroline-Ancienne-Douane ont été supprimés, afin de favoriser la fluidité du trafic tout en garantissant la sécurité des usagères et des usagers dans le cadre des mesures d'accompagnement du chantier de réfection de l'ouvrage du Grand-Pont.

Assainissement du bruit routier

La politique d'assainissement du bruit routier a pu franchir une étape importante en 2021 avec la mise en œuvre du 30 km/h de nuit sur le territoire lausannois. Son déploiement a été accompagné de la pose de 60 indicateurs de vitesse afin de sensibiliser les usagères et usagers de la route à cette nouvelle réalité. Cette modération nocturne a également permis de doubler le nombre d'installations de signalisation lumineuse au clignotant, passant de 18 à 40.

La Ville de Lausanne a fait l'acquisition d'un indicateur du bruit afin de sensibiliser les détentrices et détenteurs de véhicules bruyants circulant en Ville, qui est déplacé chaque mois et installé dans des lieux jugés à forte sensibilité du bruit routier.

Les autres mesures du programme d'assainissement du bruit routier se poursuivent: pose d'enrobés phono absorbants lors de travaux de rénovation des routes, incitation au report modal, création de nouvelles zones modérées.

Espaces publics

L'année 2021 a été marquée par la pérennisation de nombreuses mesures d'aménagement des espaces publics déployées dans l'urgence suite au premier déconfinement. La division a également poursuivi les études planifiées ainsi que franchi les étapes clés pour de nombreux projets d'amélioration de l'espace public et de mobilité active.

Pérennisation des mesures Covid

Suite au déploiement massif et dans l'urgence d'une série de mesures visant à accompagner le déconfinement du printemps 2020 afin de faciliter notamment le report vers les modes actifs plutôt que vers le trafic individuel motorisé, il a été procédé à la pérennisation ou à l'amélioration de nombre d'entre elles:

- améliorations apportées aux aménagements cyclables de l'avenue de France, du Mont-Blanc et de Collonges et de la rue de la Borde et prochainement à la route des Plaines-du-Loup et à la rue de Sébeillon;
- pérennisation de 43 extensions de terrasses, dont 21 situées sur des places de parc;
- pérennisation des zones modérées temporaires.

Projets de modération et de requalification des espaces publics

D'importants projets de requalification des espaces publics ont passé une étape clé:

- octroi du permis de construire pour le haut de la rue de la Mercerie;
- octroi du permis de construire de l'ascenseur Colline-Montelly;

- préavis favorable du Canton pour la mise à l'enquête du projet de requalification de l'ouest de l'avenue d'Echallens, y compris le carrefour de Montétan;
- démarrage du chantier d'aménagement de la zone de rencontre de Sévelin.

Une étude stratégique a été menée à l'échelle du territoire communal lausannois afin de se doter d'un plan d'action permettant d'accélérer la modération et l'apaisement de la ville, qui a permis de planifier la réalisation des futures zones modérées de la Ville, soit 18 zones 30 nécessitant des aménagements localisés de l'espace public, qui sont en cours d'étude et seront réalisées dès le printemps 2022. Deux autres zones 30 prévoyant des aménagements d'ampleur plus conséquente sont à l'étude, à l'ouest de l'avenue de Cour et au sud de la route du Pavement. La zone de rencontre de l'avenue des Jordils a été réalisée.

Projets en faveur de la mobilité active

La division poursuit la réalisation de mesures en faveur des modes actifs notamment par le biais de ses campagnes annuelles d'intervention, avec:

- la réalisation de 4,2 km de nouveaux aménagements cyclables, situés en partie sur des axes stratégiques du réseau: le quartier Villamont, avenue Georgette, avenue Juste-Olivier, avenue Tivoli, carrefour Chauderon sud, avenue Jules-Gonin, rue du Grand-Chêne, route du Pavement, avenue de l'Elysée avenue de Provence;
- la campagne de stationnement pour vélo avec la création de 461 places de stationnement;
- la campagne d'assainissement des itinéraires piétonniers en réallouant une partie de la chaussée et des places de stationnement en faveur de la mobilité active, par la création, la sécurisation ou encore la dérégulation de passages piétons existants (39 interventions);
- la pose de bancs publics dans différents quartiers (66 poses tout type confondus dont 46 PMR compatibles);
- la poursuite des campagnes en faveur de la sécurisation du chemin de l'école avec une vingtaine d'interventions réparties sur le territoire lausannois.

Accompagnement des grands projets

L'année écoulée a permis d'accompagner les projets suivants:

- l'aboutissement des études préliminaires en matière de mobilité, d'urbanisme et d'économie sur le site Europe – Centrale – Flon, en vue d'un concours d'idées qui sera mené en 2022;
- le lancement du programme du concours d'idées pôle Flon;
- la finalisation des études préliminaires en matière de sociologie urbaine et de mobilité du pôle Chauderon;
- la mise à l'enquête du projet d'aménagement transitoire de la place du Tunnel.

Etudes et démarches participatives

Malgré un contexte sanitaire rarement propice aux rencontres, la division a poursuivi ses efforts de concertation avec la population et les riveraines et riverains et réalisé de nombreuses enquêtes de satisfaction en particulier:

- le lancement des démarches participatives pour l'aménagement des places de l'EPSIC et de l'ETML en lien avec le tram;
- le monitoring et l'enquête de satisfaction sur les zones modérées de Benjamin-Constant et Midi – Beau-Séjour;
- la finalisation de la zone de rencontre du Vallon, avec l'organisation d'activités participatives;
- la piétonisation d'une séquence de la rue des Echelettes suite à une démarche participative;
- les balades avec les habitantes et habitants dans certains quartiers amenés à devenir des zones apaisées;
- les focus groups et balades urbanistiques menés sur les sites de Chauderon et d'Europe-Centrale.

Procédures

L'office des permis de construire du Service d'urbanisme a transmis pour analyse quelque 740 dossiers de demandes de permis de construire ou d'autorisation relatifs à des projets de construction, transformation ou rénovation sur fonds privés. Concernant la signalisation, 88 prescriptions de trafic routier ont fait l'objet d'une publication dans la Feuille des avis officiels du canton de Vaud et cinq projets ont été soumis à l'enquête publique selon l'article 13 alinéa 2 de la loi sur les routes (Châtelard, Mercerie, Vallombreuse, Vallon, ascenseur Colline-Montelly) et un projet en consultation préalable au Canton selon l'art. 13 al. 3 (Echallens).

Construction et maintenance

La division a piloté les travaux de requalification et de piétonisation du cœur de quartier Pré-du-Marché. Ces aménagements ont permis de créer un véritable cœur de quartier, convivial et attractif qui répond aux attentes des habitantes et habitants et des commerçantes et commerçants. Ces travaux, en cours de finalisation, ont permis de:

- étendre la zone piétonne sur la totalité du périmètre des rues Pré-du-Marché et du Clos-de-Bulle;
- végétaliser: 13 nouveaux arbres, des parterres plantés, des murs végétalisés;
- favoriser la convivialité: 3 terrasses ponctuent la rue Pré-du-Marché et accueillent bancs publics et terrasses pour les restaurants environnants; un jeu d'eau complète la placette Pré-du-Marché et apporte fraîcheur et agrément; une place de jeux;
- renforcer l'identité: pavage de toute la zone et mise à plat du sol (suppression des trottoirs pour tout mettre au même niveau), des bandes lisses complètent le pavage et permettent de déambuler, de jouer et créer.

La division a également suivi la construction d'un certain nombre de nouvelles placettes et/ou zone de rencontre, notamment:

- l'espace de séjour à l'avenue du Tribunal-Fédéral: découlant des mesures d'apaisement du trafic routier qui sont liées à la campagne écoles, 3 nouveaux arbres ont été plantés dans un parterre végétalisé, une zone en copeaux a été créée pour accueillir des bancs publics;
- la zone de rencontre à la place du Vallon pour répondre aux attentes des habitantes et habitants et des actrices et acteurs du quartier. Le changement de régime de circulation a été accompagné d'un marquage au sol, de la pose de mobilier et d'aménagements soulignant les entrées et sorties de la zone pour inciter les conductrices et conducteurs à ralentir. Des nouvelles zones perméables ont été mises en place, occupées par de la végétation, avec notamment la plantation de nouveaux arbres;
- la zone de rencontre à l'avenue des Jordils: le nouvel aménagement a permis de sécuriser les circulations piétonnes, les entrées/sorties ont été marquées par un changement de matériau de sol, la rue a été mise à niveau des trottoirs sur les secteurs propices à la traversée, le gabarit de passage des véhicules a été réduit. Des surfaces perméables accueillant de la végétation viennent animer le sol au pied des alignements d'arbres existants, de nouvelles assises associées aux aménagements de sol et à la végétation créent des micro-lieux propices à la détente et à la convivialité.

Entretien du patrimoine

La section est principalement intervenue sur les objets suivants:

- pilotage du projet de réfection de l'ouvrage du Grand-Pont dans le cadre des travaux d'assainissement de 2022;
- 350 inspections et vérifications annuelles des ouvrages du patrimoine lausannois dont 25 portant sur des ouvrages significatifs;
- pilotage des études d'objets du PALM, tels que l'ascenseur Colline/Montelly, la passerelle de Bois-Gentil ainsi que la liaison mobilité douce Martinet-Provence;
- des expertises ciblées sur des ouvrages nécessitant d'apprécier les besoins en travaux d'assainissement (Tunnel de la Barre, Pont Bessières, Passerelle de la Sallaz).

La campagne annuelle de réfection de revêtements bitumineux a permis de réaliser deux interventions principales sur l'avenue de Provence (5'000 m²) et la route Aloys-Fauquez (3'500 m²) et des réfections de revêtements ont été entreprises dans le cadre de travaux coordonnés avec les services constructeurs de l'administration. L'entier des surfaces réfectionnées, à savoir 16'085 m², est réparti comme suit: 14'650 m² au titre des réfections de chaussée, 1'285 m² au titre des réfections de trottoirs et 150 m² au titre des réfections des arrêts de bus. Afin de répondre aux exigences d'assainissement du bruit routier, 82% ont été réalisées en tapis phono-absorbant.

Divers travaux de réfection d'ouvrages ont été effectués tels que les assainissements des intrados du Pont Chauderon et du Pont Sévelin, des murs du Quai de Belgique, du Pont de Boissonnet, du confortement du talus de la Sallaz, ou encore du mur de soutènement de Sévelin et la réalisation de l'ascenseur Sévelin/Sébeillon.

La section a également effectué des travaux de sécurisation de tronçons routiers. Un montant d'environ CHF 700'000.- a été investi en 2021 afin de pallier les déficiences de structures routières et de garantir un niveau de service et de sécurité adéquat (bus tl, deux-roues, etc.).

La campagne de réfection des fontaines de la Ville se poursuit avec l'entretien ou la réfection de 8 fontaines.

Conformément à la planification initiale de réfection des garde-corps, la section est intervenue sur 560 mètres linéaires en 2021, en conformité aux normes SIA 358 et VSS 640 568.

Unité travaux

L'unité a participé activement aux travaux courants d'entretien et de sécurisation du domaine public, ainsi qu'à un important effort d'entretien des zones piétonnes pavées du centre-ville en coordination étroite avec les autres services afin d'assurer la qualité visuelle du centre historique. Elle a par ailleurs participé au déploiement du 30 km/h de nuit à la réalisation d'une partie des mesures préparatoires liées aux futurs travaux de réfection de l'ouvrage du Grand-Pont ainsi qu'à la bonne exécution de la nouvelle aire de jeu de Montbenon, en étroite coordination avec la déléguée aux places de jeux.

Ateliers et magasins de la ville

Unité Services Généraux (USG)

Malgré les restrictions sanitaires, les locations des refuges de Sauvabelin demeurent importantes, avec 166 pour le grand refuge et 189 pour le petit refuge, soit une augmentation de plus de 40% par rapport à 2020 pour des recettes de l'ordre de CHF 75'000.-.

Le nombre de manifestations bénéficiant d'un soutien logistique (transports, montage de scènes, etc.) ou de prêt/location de matériel (tables, chaises, etc.) a progressé d'env. 40%, marquant la reprise des activités par rapport à 2020 très impactée par la crise du COVID. Ce sont ainsi 188 manifestations qui ont été soutenues, organisées à 85% par des externes, soit 50% de moins qu'en 2019.

Unité Garage (UGa)

Au total, ce sont quelque 2'390 ordres de travail qui ont été réalisés, soit une augmentation de près de 20% par rapport à 2020.

Unité signalisation et marquages (USM)

L'atelier de signalétique a confectionné plus de 3'200 panneaux de signalisation verticale, dont plus de 600 signaux avec plaque complémentaire, destinés au 30 km/h de nuit déployés sur le terrain par l'équipe des serruriers, réalisé l'impression de quelque 3'000 affiches et autocollants et décoré 22 véhicules d'urgence.

Les équipes de peintres en signalisation et de serruriers ont participé à la mise en place des mesures d'accompagnement liées à la fermeture du Grand-Pont, réalisé trois zones 30 (Montoie, Villamont et Reposoir inférieur), deux zones de rencontre (Vallon et Jordils), la zone piétonne de Clos-de-Bulle ainsi que la campagne des aménagements cyclables avec de nombreux contresens.

L'atelier de menuiserie, accompagné de l'atelier de signalétique, a réalisé tous les totems d'information liés à la fermeture du Grand-Pont.

Unité transport (UTp)

L'unité a répondu à environ 4'500 demandes de prestations émanant de l'ensemble des services communaux, chiffre en hausse par rapport à 2020, principalement suite au relâchement des mesures sanitaires.

Elle a également assuré le pilotage général du service hivernal. L'hiver 2020-2021 a été particulièrement rude et les précipitations nombreuses comme en atteste le cumul de neige de 146 centimètres à En Marin; 66 interventions ont été nécessaires pour garantir la praticabilité du réseau routier et 942 tonnes de sel épanchées durant le service hivernal.

Le parc de véhicules a été renouvelé avec l'acquisition d'un camion multi-lift et d'un pick-up, tous deux dédiés notamment au service hivernal.

Groupe de surveillance du domaine public

2088 permis d'utilisation du domaine public ont été délivrés, soit une augmentation d'environ 10% par rapport à 2020. Les recettes avoisinent CHF1'200'000.-.

Le nombre d'entreprises occupant temporairement le domaine public sans autorisation a diminué une nouvelle fois en 2021 pour atteindre 136 (228 cas en 2020). La charge de travail administratif induite par ce type d'infraction a conduit à facturer aux contrevenantes et contrevenants des émoluments à hauteur de CHF 47'000.-.

La facturation de 133 permis d'occupation aux services communaux commercialisés s'élève à environ CHF 400'000- pour le premier semestre 2021. Le second semestre sera facturé courant février 2022.

L'entretien courant des abribus et les actes de vandalisme ont nécessité 183 interventions soit une augmentation de 20% par rapport à 2020.

Enfin, 293 cas d'accidents ayant entraîné des dégâts au domaine public et 118 cas de vandalisme, ont donné lieu à la perception d'indemnités de quelque CHF 220'000.- auprès des responsables ou des assurances.

Demandes du portail de prestations

Demandes reçues	2019	2020	2021	Différence
Appareilleur	147	155	131	-24
Carrosserie	4	20	9	-11
Décoration	51	20	23	3
Electricité	143	160	229	69
Menuiserie	152	138	149	11
Serrurerie	241	221	252	31
Signalisation	279	251	108	-143
Transports	4'997	3'905	4218	313
Travaux	976	652	835	183
Exploitation	6	20	13	-7
Panneau info publique	99	85	87	2
Atelier Signalétique	174	151	167	16
Total	7'269	5'778	6'221	443

Service de la propreté urbaine (PUR)

Principales missions du service

Direction/Secrétariat

- gestion du secrétariat pour l'ensemble du service;
- gestion de la communication;
- soutien, conseil et suivi en matière de gestion financière (budget, comptes, investissements, etc.);
- soutien et conseil en matière de sécurité et de protection de la santé au travail;
- management de la qualité et de l'amélioration continue et des aspects environnementaux;
- soutien et conseil en matière juridique.

Ressources humaines

- gestion des ressources humaines: recrutement et accompagnement du personnel, conseil aux cadres, suivi des formations continues, gestion et suivi des situations de santé et gestion des conflits.

Délégué à la propreté du domaine public

- identification et localisation des points noirs liés à la propreté, définition des plans d'actions et des mesures correctives;
- relation avec les associations de quartier, les commerçants et la population;
- communication et sensibilisation, information et coordination entre les différents services.

Centre intercommunal de gestion des déchets (CID)

- collecte, gestion et recyclage des déchets.

Propreté du domaine public (PDP)

- entretien, nettoyage et déneigement du réseau piétonnier;
- entretien et nettoyage des WC publics;
- ramassage des déchets, ramassage des feuilles mortes et vidage des poubelles;
- enlèvement des tags et graffitis présents sur la voirie publique, sur les ouvrages qui lui sont rattachés ainsi que sur les immeubles privés placés sous convention avec la Ville;
- information, sensibilisation et surveillance de la propreté de la voie publique, cas échéant prise de sanctions.

Usine de valorisation thermique des déchets (UVTD) – TRIDEL

- valorisation thermique et traitement des déchets.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration PUR	14.50	12.50	14.70	13.70
CID – PUR	121.70	120.50	121.50	122.50
"Entretien Sect. Techn. – PUR"	34.00	33.00	36.00	35.00
Entretien Sect. HyperCentre – PUR	22.00	22.00	21.00	21.00
Entretien Secteur Est – PUR	21.00	21.00	21.00	21.00
Entretien Secteur Nord – PUR	16.00	16.00	16.00	16.00
Entretien Secteur Ouest – PUR	23.30	22.15	24.30	23.30
Entretien Secteur Sud – PUR	24.00	24.00	24.00	24.00
GPEP – PUR	4.60	3.80	4.60	4.60
GPGD – PUR	4.00	4.00	4.00	4.00
Propreté Domaine Public – PUR	3.10	3.10	3.10	3.10
UVTD – TRIDEL – PUR	49.00	45.00	47.00	46.00
Total service	337.20	327.05	337.20	334.20

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	0.00

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Administration PUR	16	12.50	17	13.70
CID – PUR	122	120.50	124	122.50
"Entretien Sect. Techn. – PUR"	37	33.00	39	35.00
Entretien Sect. HyperCentre – PUR	22	22.00	21	21.00
Entretien Secteur Est – PUR	21	21.00	21	21.00
Entretien Secteur Nord – PUR	16	16.00	16	16.00
Entretien Secteur Ouest – PUR	23	22.15	24	23.30
Entretien Secteur Sud – PUR	24	24.00	24	24.00
GPEP – PUR	4	3.80	5	4.60
GPGD – PUR	4	4.00	4	4.00
Propreté Domaine Public – PUR	4	3.10	4	3.10
UVTD – TRIDEL – PUR	45	45.00	46	46.00
Total service	338	327.05	345	334.20

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
Administration PUR	2	2
Total service	2	2

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de transfert(s)	10	16
	sortant(s)	entrant(s)
	–	1
Total service	10	17

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	4
Départ à la retraite	5
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	10

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé-e-s à l'heure	58	5.95
Auxiliaires mensualisé-e-s	35	14.63
Auxiliaires payé-e-s au forfait	-	*
Total service	93	20.58

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Bien que l'année 2021 ait encore été marquée par la crise sanitaire, les activités du service ont été maintenues en tout temps, que ce soit pour le nettoyage et le déneigement de la voirie publique, mais aussi pour la collecte des déchets ménagers et l'acheminement des déchets recyclables vers les filières appropriées, ainsi que pour la valorisation thermique par le biais de l'usine TRIDEL S.A.

Principales activités 2021**Direction/Secrétariat**

Une double campagne de communication (affichage SGA, démonstration in vivo et street marketing) a été organisée entre avril et septembre afin de sensibiliser la population aux nuisances induites par la présence de chewing-gums au sol et des tags et autres graffitis sur les façades et les murs lausannois.

Le partenariat public/privé entre la Ville et les propriétaires d'immeubles concernant l'enlèvement des tags sur les surfaces privées s'intensifie. Ainsi, le personnel communal est aujourd'hui autorisé à intervenir sur quelque 160 bâtiments privés (95 en 2020) et une cinquantaine de conventions supplémentaires prendront effet au début 2022.

Par ailleurs, la population lausannoise a pu découvrir les premiers écopoints enterrés ou en surface installés au fur et à mesure de l'obtention des autorisations de construire (modèles enterrés). 2022 verra l'installation de quelques dizaines de points de récolte supplémentaires.

La première étape de rénovation des WC publics s'est achevée à la fin de l'été avec la réouverture des WC du CIO à Ouchy. La seconde étape, qui touchera treize édifices supplémentaires, suivra dès 2022 et s'étalera sur une période de trois ans.

Administration et secrétariat

Le service a répondu à 164 courriers portant sur diverses plaintes et requêtes relatives aux thématiques ci-dessous, un courrier pouvant traiter plusieurs points:

15	Collecte des déchets
13	Déchèteries et postes fixes
26	Dépôts sauvages
6	Équipement en conteneurs
5	Affichage sauvage

25	Corbeilles de rue et cendriers
3	Crottes de chiens
4	Entretien du domaine privé
15	Littering
2	Mictions (urines et vomissures)
18	Nettoyage du domaine public
15	Nuisances sonores
14	Service hivernal (déneigement des trottoirs, zones piétonnes, etc.)
16	WC publics
28	Divers

Communication

C'est à nouveau sur un mode décalé que deux campagnes ont vu le jour en 2021. La première, organisée en avril, a porté sur le thème des nuisances liées à la présence de chewing-gums sur le sol. Outre un affichage public pendant deux semaines, une démonstration in vivo a été organisée pendant une matinée au centre-ville afin de présenter au public la nouvelle machine récemment acquise pour l'enlèvement des souillures au sol. La seconde, organisée fin août sur deux semaines également, a interpellé les badauds sur la thématique des nuisances visuelles provoquées par les tags. Ces deux actions de communication ont été accompagnées d'un street-marketing sur la place de l'Europe qui a permis de sensibiliser les usagères et usagers sur le littering, et comprenaient notamment un concours didactique et ludique, permettant aux passantes et passants de faire le plein d'informations.

Finances

Les attentes et besoins en matière de propreté urbaine se sont grandement diversifiés au cours de ces dernières années. La mise en place d'indicateurs d'activités et de performances, mis à jour annuellement, permettra de suivre l'évolution des prestations et des attentes et d'appréhender au mieux les évolutions en matière de gestion de la propreté du domaine public et des déchets.

Sécurité et santé au travail

Les activités du personnel de la division du CID présentent des risques potentiels importants en termes de sécurité et de santé sur le lieu de travail. Les formations de secouriste d'entreprise à l'attention des chauffeurs dans le cadre de la formation liée à l'Ordonnance réglant l'admission des chauffeurs professionnels (OACP) ont débuté en 2021; elles se poursuivront en 2022 et seront également suivies par le personnel travaillant dans les déchèteries fixes et mobiles. Elles permettront d'apporter les premiers secours de manière efficace à une personne blessée suite à un accident dans une déchèterie fixe ou mobile pendant les heures d'ouverture au public.

Système de management de la qualité et de l'environnement

Le rapport d'audit 2020 ayant confirmé la première certification ISO 9001 (management de la qualité) et 14001 (aspects environnementaux) remise au service en 2017, et ne requérant aucune action corrective tout en proposant quelques améliorations mineures, il a été décidé de suspendre le processus de certification ISO, tout en maintenant l'état d'esprit d'amélioration continue. La réflexion à venir permettra de définir les objectifs attendus par le maintien d'une certification et, cas échéant, de choisir un nouveau prestataire pour assurer les audits.

Délégué à la propreté du domaine public

Les actions de nettoyage requises par des associations et des entreprises privées ont pu reprendre dès le mois d'avril et ont atteint la fréquence la plus élevée à la fin de l'été.

Une action de sensibilisation sur le littering a été organisée dans l'hyper-centre et dans les zones de détente situées au bord du lac (mi-août à mi-septembre). Du personnel auxiliaire a été engagé temporairement et formé par le Groupe propreté des espaces publics (GPEP) et le délégué à la propreté afin de mener à bien cette mission. Des discussions avec les restauratrices et restaurateurs à l'emporter principaux sont en cours dans le but de réduire les nuisances y relatives dès 2022, ainsi que d'optimiser les collaborations déjà en place.

La collaboration initiée il y a trois ans avec l'Etablissement vaudois d'accueil des migrants (EVAM) pour des missions d'entretien au centre-ville s'est poursuivie avec succès, avec l'ajout d'une nouvelle tâche: le nettoyage des bouches de corbeilles requin de l'hyper-centre. Le nettoyage vertical (poteaux de signalisation routière et mats tl, descentes d'eau de pluie, etc.) a été repris par le personnel de la division PDP.

Des rencontres avec des associations de quartier, des commerçants et des habitants ont eu lieu tout au long de l'année afin de trouver des solutions communes et coordonner les éventuelles actions à entreprendre par le service.

La propreté des corbeilles de rue et les prestations des machines de nettoyage des chewing-gums et autres souillures au sol ont fait l'objet de contrôles de qualité internes. Le projet de vidéosurveillance des

déchèteries fixes et des écopoints a reçu le feu vert du Canton: une caméra mobile peut désormais être installée afin d'investiguer sur des dépôts de déchets inappropriés sur la voie publique.

Enfin, la structure et le mode de fonctionnement de l'observatoire de la propreté ont été redéfinis pour 2022.

Juridique

Malgré les contraintes découlant de la pandémie, notamment avec la mise en place du télétravail, un soutien juridique permanent a pu être garanti aux divisions et unités du service, notamment:

- à la taxation-CID (recours concernant la taxe spéciale déchets ou la taxe de base adressés à la Commission communale de recours en matière d'impôt communal et de taxes spéciales (CCRI);
- au Groupe de Propreté et Gestion des Déchets (GPGD-CID) pour les déterminations du service à l'attention de la Commission de police, lors d'infractions au règlement communal sur la gestion des déchets ménagers;
- au Groupe de Propreté Espace Public (GPEP-PDP) au sujet des questions d'application de l'article 17bis du règlement général de police de la Commune de Lausanne pour les infractions commises en flagrant délit en lien avec les déchets abandonnés sur la voie publique, notamment le littering.

Propreté du domaine public

Secteurs de voirie

Soucieuse de maintenir son niveau de prestations, la division a fait évoluer sa plateforme d'annonces des dégradations «Sentinelle» en y associant les constats relatifs aux dégradations sur ouvrages et chaussées du domaine public. Deux nouvelles prestations ont également été pérennisées: le lavage des corbeilles et le nettoyage de la signalisation verticale. Ces missions sont assurées par le secteur technique qui est doté d'équipements spécifiques (lavage haute-pression embarqué).

Evènements et opérations spéciales

En septembre, l'opération «Street marketing» a rencontré un vif succès, avec l'installation durant 3 jours d'une benne à déchets sur la place de l'Europe afin de sensibiliser la population à la problématique du littering.

Il est par ailleurs à relever que PUR compte parmi son personnel, les meilleurs chauffeurs de brosse de Suisse Romande (5 chauffeurs de la Ville aux 5 premières places) désignés par leurs pairs lors d'un concours organisé par le TCS dans le cadre d'une formation annuelle.

Tags et graffitis

Dans la lutte contre les tags et les graffitis, de plus en plus de propriétaires choisissent de rejoindre le partenariat proposé par la Ville. En 2021, près de 160 bâtiments privés (95 en 2020) font l'objet d'une convention payante et plus de 1'500 tags ont été nettoyés sur l'ensemble du territoire (privé et public).

Enlèvement des tags sur le domaine public (2017 – 2021)

Nombre de tags enlevés	2017	2018	2019	2020	2021
Public	376	572	545	889	971
Privé	–	45	8	89	555
Nombre total de prestations	376	617	553	978	1'526

Lutte contre les souillures et les chewing-gums

Afin de lutter contre les souillures et surtout contre la propagation des chewing-gums sur le revêtement des sols, le service a acquis une nouvelle machine avec installation embarquée d'eau chaude à très haute pression. A ce jour, près de 22'000 m² ont pu être complètement nettoyés, principalement dans l'hyper-centre.

Gestion et optimisation des tournées de vidange de corbeilles

155 nouvelles corbeilles de type «requin®» ont été installées en lieu et place de corbeilles demi-lunes. Toutes les corbeilles requin ont été équipées d'un dispositif de traçage (puce NFC), soit 835 corbeilles, et les futures corbeilles le seront, par défaut, à l'usine. Cet équipement permet non seulement de valider géographiquement les tournées de vidange des corbeilles, mais aussi d'établir des statistiques de taux de remplissage qui seront exploitées trimestriellement. Le scannage manuel est réalisé à chaque vidange de la corbeille, avec un scan «douchette», et les données ainsi récoltées sont téléchargées dès la dépose de «la douchette» sur son réceptacle en fin de tournée. Le contrôle du taux de remplissage ainsi que la vérification des vidanges de corbeilles «en live» permettront d'optimiser les fréquences de vidange sur l'ensemble du territoire Lausannois.

Il est envisagé de compléter le dispositif d'un module «œil requin», capable de transmettre en temps réel le taux de remplissage de chaque corbeille dès que la Ville sera équipée d'un réseau Wifi généralisé.

Groupe propreté des espaces publics (GPEP)

Le GPEP a effectué 3'895 heures de missions de contrôles contre la lutte du littering et la surveillance des corbeilles de rue. Durant les deux mois d'été, il a effectué 377 heures de surveillance sur les espaces publics lausannois en coordination avec SPADOM.

La loi sur les amendes d'ordre communales concernant le littering (art. 17 bis du règlement général de police) a permis de sanctionner 1'698 infractions, à savoir 1'312 pour abandon de déchets au sol (dont 1'274 mégots), 4 pour mélange de déchets, 219 pour abandon de déchets de manière non conforme, 127 pour avoir craché par terre, 26 pour déjections canines et 10 pour mictions. S'agissant de l'affichage sauvage, les agentes et agents ont établi 14 rapports pour infraction au règlement communal sur les procédés de réclame. Enfin, le GPEP a dénoncé 27 infractions pour nourrissage de pigeons et salissures du domaine public à la préfecture pour contravention à la loi sur la faune.

Centre intercommunal de gestion des déchets

Collecte en porte à porte (en tonnes)

Tonnes collectées par type de déchet	2012 (avant RGD*)	2020	2021	Écart 2021/2020	Écart 2021/2020 (%)
Ordures ménagères	42'768.26	22'780	23'190	-80	-0.35%
Papier-carton	12'812.66	10'260	10'464	-40	-0.39%
Biodéchets	4'560.06	7'660	7'767	+180	+2.35%
Verre	6'756.15	6'200	6'120	-150	-2.41%
Total	66'897.13	46'900	47'541	-90	-0.19%

*règlement communal sur la gestion des déchets

Les tournées de collecte en porte à porte se sont poursuivies sans interruption, malgré la crise sanitaire. Les tonnages globaux 2021 sont stables par rapport à ceux de 2020, la diminution des déchets liés aux événements publics annulés (sportifs, festifs, musicaux, etc.) étant compensée par une augmentation en rapport de déchets provenant des ménages et des activités commerciales. Les ordures ménagères et papier-carton tendent vers les mêmes résultats annuels. Les tonnages du verre ont baissé de 150 tonnes, soit une diminution de 2.4% alors que les biodéchets (crus et cuits) sont en progression de 2,3% (180 tonnes). Le taux de non-conformité des déchets en sacs blancs est identique à 2020, soit 1.81%, et largement en-dessous du taux maximum de 3% fixé dans le concept régional du sac taxé.

Autres prestations de collecte

La collecte des lavures (restes de repas des restaurants et cantines) a été marquée par une nette amélioration de la prestation, car la tournée est désormais effectuée avec un nouveau véhicule de la dernière génération, unique en Suisse romande; il permet de collecter non seulement les lavures, mais aussi de laver les conteneurs et de les rendre en parfait état aux restaurateurs. De plus, 550 conteneurs neufs ont été mis à disposition.

Les tonnes collectées (912 tonnes) sont inférieures de 10% par rapport à 2020, une baisse qui s'explique par la fermeture prolongée des restaurants à la suite de la pandémie, mais également pour moitié par la perte d'un client, l'École Hôtelière de Lausanne.

Les quantités d'huiles végétales et de déchets médicaux collectées sont stables avec 43 tonnes, respectivement 242 tonnes.

Les besoins des manifestations en gestion des déchets ont doublé par rapport à 2020 et les prestations de collecte ont pu répondre à cette demande. Le personnel a su faire face à un 2^e semestre très chargé suite au report des manifestations sur cette période, bien que le nombre d'événements reste inférieur à 2019 (120 en 2021 contre 200 en 2019).

Déchèteries fixes et mobiles

Les travaux de rénovation de la déchèterie de la Perraudettaz ont impliqué une fermeture de trois semaines durant le mois de mars et ont permis d'apaiser les problèmes de cohabitation «véhicules/piétons». Le sens de circulation a été modifié, un accès piétonnier créé et cinq places de parc délimitées. La déchèterie enregistre une hausse du nombre de passages.

Les cinq déchèteries fixes dénombrent 211'859 passages, soit une hausse de 18%. La fréquentation du réseau des 29 déchèteries mobiles dans les quartiers lausannois représente 45'568 passages, soit une augmentation de 21% par rapport à 2020.

Evolution des prix des matières valorisées

L'année 2021 a connu une envolée de la valeur des matières premières, contrairement à 2020 où la volatilité des prix avait péjoré les recettes du CID. Les cours des déchets recyclables tels que le papier, le carton, le polystyrène et les métaux ferreux ont évolué favorablement, notamment durant le 2^e semestre.

Electrification de la flotte de véhicules

Le service a commandé deux nouveaux camions de collecte 100% électrifiés, portant ainsi à trois le nombre de véhicules de ce type, et reste attentif à l'évolution de ce marché très spécifique.

Groupe propreté et gestion des déchets (GPGD)

S'agissant de l'équipement des immeubles en conteneurs à déchets, le GPGD travaille en étroite collaboration avec le Bureau des permis de construire (BPC): 461 dossiers ont été traités et 174 visites in situ effectuées. Des injonctions de mise en conformité de l'équipement ou de sa bonne gestion ont été adressées aux gérons et propriétaires en situation de non-conformité.

En application du règlement sur la gestion de déchets de la commune de Lausanne (RGD), le GPGD a examiné 2'906 sacs non-conformes représentant un poids total de 25'310 kg, établi 298 dénonciations auprès de la Commission de police et émis 3 avertissements concernant des nouveaux résidents. Sur les 298 dénonciations, 184 concernent des soustractions à la taxe au sac et 114 des dépôts de déchets non-conformes sur le domaine public.

La loi sur les amendes d'ordre communales relative à des cas de flagrants délits (article 17 bis du règlement général de police) a permis de sanctionner 71 infractions, à savoir 62 pour abandon de déchets au sol (dont 9 mégots), 4 pour crachat, 2 pour non-respect du tri et 3 pour mictions.

UVTD TRIDEL – Mandat d'exploitation de l'usine

L'usine TRIDEL S.A. a traité plus de 188'000 tonnes de déchets, soit un record supérieur d'environ 4% par rapport aux volumes de 180'000 tonnes valorisés chacune des cinq dernières années. TRIDEL S.A. a pris en charge durant l'année écoulée des déchets du pays de Gex pendant environ six mois dans le cadre d'une collaboration mutuelle transfrontalière, pour un total de 9'500 tonnes environ. Cette quantité importante explique le record mentionné plus haut.

Les quantités acheminées par train en 2021 depuis les différentes gares réparties dans les périmètres de gestion sont en augmentation, soit environ 88'000 tonnes, une hausse qui s'explique principalement par l'augmentation des tonnages transportés par train depuis le périmètre SADEC. Ce volume a été partiellement livré à d'autres usines pendant les révisions et ce sont finalement quelque 82'000 tonnes qui ont été livrées en bennes à TRIDEL S.A. en 2021. L'entretien des bennes s'est poursuivi, avec 237 bennes nettoyées et contrôlées (240 en 2020).

La valorisation du bois de forêt s'est poursuivie en 2021, en collaboration avec différents services de la Ville (parcs et domaines, Services industriels, routes et mobilité) et les quantités valorisées sont stables, environ 2'450 tonnes de plaquettes contre 2'300 en 2020. TRIDEL S.A. ne dispose plus de capacité suffisante pour traiter ces matières, qui devront être valorisées dans des chaufferies industrielles; la collaboration prendra fin en 2022, le solde à traiter se montant à quelque 1'250 tonnes.

Les révisions des lignes d'incinération ont été planifiées, avec un tournus sur cinq semaines, du 17 mai au 21 juin, ce qui a permis de constituer un stock de quelque 4'500 tonnes de déchets mis en balles, en collaboration avec le périmètre VALORSA sur le site de Penthaz. Ce stock a déjà été utilisé en partie à la fin de l'année 2021 et le solde sera valorisé durant les premiers mois de 2022, ce qui permettra d'assurer un fonctionnement à pleine charge des lignes ainsi qu'une production d'énergie thermique maximale.

La mise en place d'une unité de filtration de l'air primaire pour les deux lignes de traitement et le remplacement, dans l'intervalle, des préchauffeurs d'air primaire sur les deux lignes ainsi que des tubes du surchauffeur n°3 de la ligne 1, a permis d'atteindre l'un des objectifs majeurs de 2021. Les contrôles effectués par l'ASIT (Association Suisse d'Inspection Technique) se sont concentrés sur la chaudière de la ligne 1.

La quantité d'énergie thermique vendue aux Services industriels est en hausse par rapport à 2020 en raison des quantités importantes de déchets traités, soit 311 GWh d'énergie thermique contre 294 GWh, ce qui correspond à l'équivalent de la consommation de chaleur de plus de 25'000 ménages. Les installations de production d'énergies ont très bien fonctionné durant toute l'année et le nombre d'heures de fonctionnement de la production d'énergie thermique est stable (8'508 heures en 2020 contre 8'547 en 2020) alors que la disponibilité reste très élevée.

La turbine, révisée en 2020, a bien fonctionné durant toute l'année. La quantité d'énergie électrique vendue aux Services industriels atteint un record en 2021, avec plus de 76 GWh vendus contre 56 GWh en 2020 (suite à l'arrêt prolongé de la machine pour révision en 2020). Les heures de fonctionnement sont en hausse (8'376 heures en 2021 contre 6'271 en 2020). Le rendement énergétique moyen remonte à 61% (59% en 2020) et reste l'un des plus élevés de Suisse.

Gedrel S.A.

La direction du service assure la gestion administrative de la société Gedrel S.A., périmètre de gestion des déchets qui compte douze communes actionnaires, dont la Ville de Lausanne. Les travaux de secrétariat ont représenté 282.5 heures (251.5 en 2020), intégralement facturées à la société. La gestion comptable a été assurée par la comptabilité de direction, laquelle facture directement ses prestations à Gedrel S.A. Les appels auprès d'info-déchets (N° d'appel gratuit 0800 804 806, relié au CID) ont retrouvé la moyenne habituelle après le record de 2020, passant de 11'978 en 2020 à 7'727 en 2021.

Deux représentants du service participent aux séances de la cellule financière afin de consolider les tonnages collectés par chaque commune et de gérer la rétrocession des montants encaissés générés par la vente des sacs taxés. Les communes du périmètre ont toutes adhéré au concept harmonisé de la taxe au sac.

Cette année, Gedrel S.A. a renouvelé son soutien au Lausanne Hockey Club et au Lausanne-Sports.

Les actions de sensibilisation organisées dans les classes des écoles hors Lausanne étant gérées par la Coopérative COSEDEC depuis 2017, la brochure de sensibilisation s'adresse uniquement aux élèves lausannoises et lausannois: 83 classes ont ainsi bénéficié de ces animations en 2021. Les visites de l'usine TRIDEL S.A. n'ont quant à elles pas pu avoir lieu durant l'année scolaire 2020-2021 en raison de la pandémie. Dans l'intervalle, une nouvelle forme d'outils didactiques a été conçue avec la collaboration d'une graphiste, avec la mise en place d'écrans interactifs qui présentent des schémas animés permettant de visualiser les différents traitements liés à la valorisation énergétique par le biais de la production d'eau surchauffée et d'électricité.

Le Conseil d'administration, renouvelé suite à la nouvelle législature, accueille trois nouveaux membres et est dorénavant constitué comme suit:

- M^{me} Florence Germond, présidente
- M. Marc Zolliker, vice-président, de Pully
- M. Pierre-Antoine Hildbrand, de Lausanne
- M. Etienne Blanc, de Lutry
- M. Pierre Valet, d'Etagnières
- M. Roland Perrin, d'Epalinges
- M. Jean-François Thuillard, de Froideville

Service achat et logistique ville (SALV)

Principales missions du service

Direction/Administration

- direction du service et gestion du personnel des trois sites (Malley, Vigie et Boussens);
- développement d'une politique d'achat responsable, durable et économique pour la Ville;
- présidence de la Commission d'achat Ville (CAV);
- coordination des projets;
- gestion du plan mobilité Lausanne (PML).

Plan de mobilité Lausanne (PML)

- responsable de la bonne application du règlement PML dans les services;
- renseignements, informations relatives aux bonnes pratiques en matière de mobilité douce (déplacements pendulaires et professionnels);
- négociation et suivi de la bonne exécution des contrats commerciaux avec les CFF, Mobilis, tl, Mobility, Europcar, concessionnaire e-bike;
- conseil aux services en matière d'acquisitions de vélos électriques, subventions pour transports publics;
- validation des demandes d'autorisation de location de places de parc communales.

Achat et approvisionnement

- achats de matériel pour les réseaux électricité, eau, gaz, chauffage à distance et multimédia;
- achats de matériels divers pour tous les services de la Ville (matériel CAV);
- gestion de l'approvisionnement des services au travers de la plateforme LausaShop;
- coordination de l'achat des véhicules à l'usage des services.

Assurances choses et patrimoine

- gestion et suivi des contrats pour l'ensemble des services de la Ville;
- traitement des annonces de sinistres/ouverture de dossiers;
- soutien technique et juridique/instruction des dossiers;
- contacts et pourparlers avec les assureurs;
- constat/établissement de rapport;
- calculs de dommages et demandes de prétentions pour le compte des services;
- négociation et entretien avec les partenaires internes ou externes;
- défense des intérêts de la ville et vérification de la justification de l'indemnité des assureurs.

Magasin et stock

- réception et stockage des marchandises sur les sites de Malley et de BousSENS;
- gestion de stocks de maintenance pour les réseaux anciens;
- préparation des marchandises en fonction des commandes des services et des chantiers;
- Transport et gestion des données;
- livraison, sur chantier, du matériel de réseau;
- livraison, auprès de tous les services de la Ville, des marchandises commandées sur la plateforme centralisée;
- gestion du garde-meubles communal;
- prestations diverses de déménagement, transport et manutention pour l'ensemble de la Ville;
- formation des conductrices et conducteurs d'élévateurs pour toute l'administration;
- administration et développement de la plateforme informatique de commande LausaShop;
- gestion des projets informatiques du service et de la CAV;
- facturation des marchandises commandées aux services communaux.

Garage et conciergerie

- entretien du parc des véhicules et engins des Services industriels et du Service de l'eau;
- gestion d'un pool de véhicules de remplacement à disposition des services;
- participation partielle au processus d'achat des véhicules légers de toute la Ville;
- entretien des bâtiments, locaux et installations techniques (sites de Malley et BousSENS).

Effectif du personnel**Plan des postes**

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Achats & approvisionnement	7.90	7.90	7.90	7.90
Assurances choses & patrimoine	2.00	1.00	1.00	1.00
Direction (SALV)	5.70	5.70	7.00	5.70
Entretien véhicules & bâtiment	8.63	8.63	8.63	8.63
Magasin	6.00	6.00	6.00	5.50
Transport et gestion de données	10.00	10.00	10.00	10.00
Total service	40.23	39.23	40.53	38.73

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	0.30

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Achats & approvisionnement	8	7.90	8	7.90
Assurances choses & patrimoine	1	1.00	1	1.00
Direction (SALV)	7	5.70	7	5.70
Entretien véhicules & bâtiment	10	8.63	10	8.63
Magasin	6	6.00	6	5.50
Transport et gestion données	10	10.00	10	10.00
Total service	42	39.23	42	38.73

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
Entretien véhicules & bâtiment	2	2
Magasin	6	8
Total service	8	10

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	-	-
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
Total service	0	0

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	-
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	0

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé-e-s à l'heure	-	-
Auxiliaires mensualisé-e-s	3	1.50
Auxiliaires payé-e-s au forfait	-	*
Total service	3	1.50

*information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

En 2021, année toujours fortement marquée par la crise du Covid et ses effets notables en termes d'approvisionnement en produits de protection individuelle, le SALV a pu reprendre une activité plus normalisée qu'en 2020, du fait notamment de la reprise ou du lancement de chantiers notables pour les services réseaux et techniques avec notamment:

- le lancement du premier pool de véhicules partagés au sein de l'administration communale;
- la préparation d'un projet d'économie circulaire;
- le lancement d'un ambitieux projet «Synergies», qui vise à optimiser les activités logistiques et d'ateliers au sein de l'ensemble de l'administration communale.

La mise en route du Plan climat Lausanne constitue un évènement majeur pour le SALV, vu que le service est directement concerné par les mesures liées à la mobilité interne (transition énergétique du parc de véhicules de l'administration communale, adaptation des règlements liés au stationnement et aux déplacements), à la consommation (économie circulaire) et par la logistique, éléments qui font partie de ses compétences métiers.

Principales activités 2021

Direction/administration

Fruit d'une collaboration avec les services détenteurs de véhicules légers, le premier pool de véhicules partagés au sein de l'administration se veut une alternative durable et complémentaire à des solutions d'auto-partage privé et/ou à l'utilisation systématique et propre à chaque service de ses véhicules; il est composé d'une quarantaine de véhicules, accessibles sur 3 sites et ouvert à l'ensemble du personnel de l'administration communale. Lancé en mars 2021, les dix premiers mois d'utilisation ont été un franc succès, avec une moyenne de 300 réservations par mois et le pool a ainsi permis de mutualiser des voitures et utilitaires et de procéder aux premières suppressions de véhicules.

Il a été procédé à la préparation d'un projet d'économie circulaire, à savoir, la gestion par le SALV du mobilier de bureau (tables, chaises, armoires, ...) pour la quasi-totalité des services, qui comprend la mise à disposition et la récupération de mobilier d'occasion pour une mise en œuvre au 1^{er} janvier 2022: mesure écologique et économique en droite ligne des objectifs du Plan Climat Lausanne.

La première étape du projet «Synergies» a permis de rattacher au SALV des activités transports, garage, prestations techniques, matériel pour manifestations, refuges de Sauvabelin, magasins et services généraux des Ateliers et Magasins de la Ville (AMV), activités pilotées jusqu'ici par le service des routes et de la mobilité. Ce rattachement, effectif pour l'essentiel des équipes (transports et garage) depuis le 1^{er} octobre 2021, sera finalisé au 1^{er} janvier 2022. Quelque 58 collaboratrices et collaborateurs sont concernés par ce transfert, pour 56.2 EPT. Le SALV opérera donc désormais sur 4 sites, dont il assurera la gestion complète: Malley, Vallon 27, la Vigie (garage véhicules légers) et Bousens.

Outre la coordination de projets précités, il convient de relever le maintien d'une politique d'apprentissage toujours plus ambitieuse, avec désormais 10 apprenties et apprentis en formation, soit 2 de plus qu'en 2020, l'accueil régulier de personnes en reconversion et la participation au projet LIFT, qui vise à faire découvrir à des collégiennes et collégiens le monde du travail, une demi-journée par semaine.

Plan de mobilité Lausanne

Depuis la crise sanitaire de 2020, les déplacements pendulaires et professionnels tendent vers plus de mobilité douce avec l'essor de la demande de subvention Kit-vélo (64 contre 50 en 2020 et les 10 dernières années) et d'acquisition de vélos électriques pour les services de la Ville (12 contre 6 en moyenne les années précédentes).

On observe en outre toujours une nette diminution des déplacements professionnels en véhicules Mobility et Europcar (succès du pool Ville en place depuis mars 2021) et en transports publics (CFF-tl) tant professionnels que pendulaires du fait de l'instauration des visioconférences et du télétravail.

Achat et approvisionnement

Les différentes actions menées ont permis de continuer à contribuer activement à l'amélioration du bilan écologique de la Ville en favorisant une politique d'achats durables ambitieuse et conforme aux objectifs généraux dans le cadre des appels d'offre gérés par le SALV, tout en maîtrisant les coûts et en assurant les approvisionnements dans une période inflationnaire difficile. La mise en œuvre de projets favorisant notamment l'économie circulaire a contribué à la recherche continue d'une politique d'achats qui vise des gains économiques et environnementaux.

Principales réalisations en 2021:

- acquisition de 12 véhicules légers et utilitaires (dont 11 véhicules 100% électriques et un hybride) pour un montant de CHF 625'854.- TTC (sur l'appel d'offres groupé, 1 sur invitation, 2 en gré à gré);
- autres véhicules:
 - marché ouvert pour des véhicules de police;
 - appel d'offre pour un camion déménagement, futur 1^{er} poids lourd 100% électrique de l'administration communale (hors bennes à ordures ménagères);
 - accompagnement pour l'acquisition d'une camionnette grue;
 - 3 véhicules légers électriques pour le projet Smart Metering;
- identification de nouveaux portefeuilles permettant de travailler sur de nouveaux potentiels de synergies;
- accompagnement de projets de la Ville, notamment sur les Axes Forts (début de réalisation 2021), coordination et homogénéisation des méthodes de travail des réseaux, grâce à l'implication des achats projets;
- accompagnement d'appels d'offres spécifiques à certains services tels que les matériels pour les cabinets dentaires, la location d'un camion nacelle, le contrat des timbreuses, ...;
- prise en main des achats des produits en lien avec la pandémie, recherches de ressources alternatives pour éviter les pénuries et mise en place d'une stratégie d'approvisionnement, avec un suivi journalier des stocks ainsi que de l'évolution des mesures impactant les consommations en lien avec l'Etat-Major DIAM;
- travail sur l'élaboration d'un tableau de bord et définition de nouveaux indicateurs de performance;
- formalisation des processus clés liés aux achats et aux approvisionnements;
- veille active sur les directives en matière de marché public, plus spécifiquement sur l'évolution de l'Accord international de l'OMC sur les marchés publics révisé (AIMP), mise en application en 2022;
- accompagnement et coordination pour l'acquisition du projet Smart Metering.

Assurances choses et patrimoine

L'année 2021 a été marquée par la mise en place du courtage effectif dès le 1^{er} janvier 2021.

Charges sinistres pour les branches responsabilité civile:

- préjudices causés à des tiers (risque RC générale de la commune): CHF 42'869.- sur 42 cas (36 cas, CHF 44'193.01.- en 2020);
- distribution d'eau: 21* cas; préjudices causés à des tiers annoncés CHF 120'472.26.- (30 cas, CHF 371'860.- en 2019);
- nombre de sinistres enregistrés sur les véhicules à moteur: 183* cas, charge de préjudice à des tiers occasionnés avec les véhicules: CHF 124'228.- (CHF 105'096.95 en 2019 sur 218 cas);
- dommages aux véhicules et engins communaux à charge de la Ville, après déduction des prestations d'assurances ou de tiers responsable (risque casco): CHF 67'071.- (CHF 31'006.13 en 2020).

Autres branches

113* sinistres enregistrés en 2021 pour un préjudice total de CHF 247'331.89, contre 115 sinistres en 2020 pour un préjudice total de CHF 1'243'415.15, qui se déclinent comme suit et ne concernent aucun événement majeur:

- dommages à la propriété: 82* cas; solde à charge Ville après déduction des remboursements de tiers responsable: CHF 41'830.89;
- incendie et éléments naturels: 8 cas; (dommages devisés à CHF 170'000.- en l'état sur les cas en suspens);
- dégâts d'eau bâtiment: 14* cas (CHF 26'895.-);
- matériel IT & technique: 4* cas (CHF 2'111.-);
- musées: 2* cas (CHF 495.-);
- chantiers: 3 cas* (devisés à env. CHF 6'000.-).

* Etat au 15.11.2021.

Logistique et finances

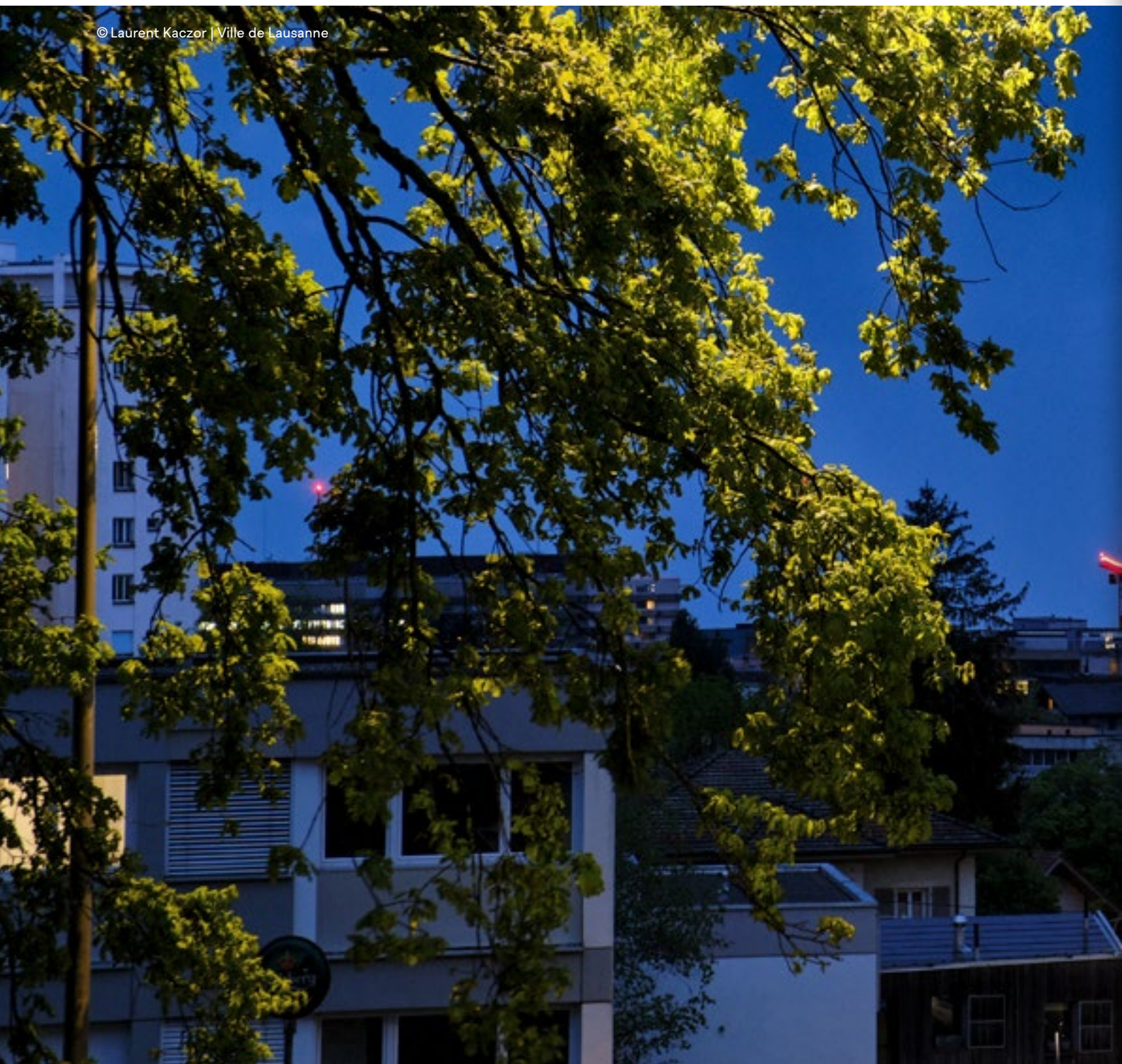
Garage

Le service a mis en place le pool véhicules, géré par le garage des véhicules légers et réparti sur 3 sites: Malley, Vigie-rue de Genève et Pierre-de-Plan. Un programme informatique a été spécialement développé par le service et le SOI via Sharepoint pour réserver les véhicules.

Transport et gestion des données

- reprise et stockage dans les dépôts du SALV d'équipement de bureau de très bonne qualité;
- mise en route de «Epackweb», programme de gestion et de distribution des citernes de carburant de la Ville en version Web.

© Laurent Kaczor | Ville de Lausanne

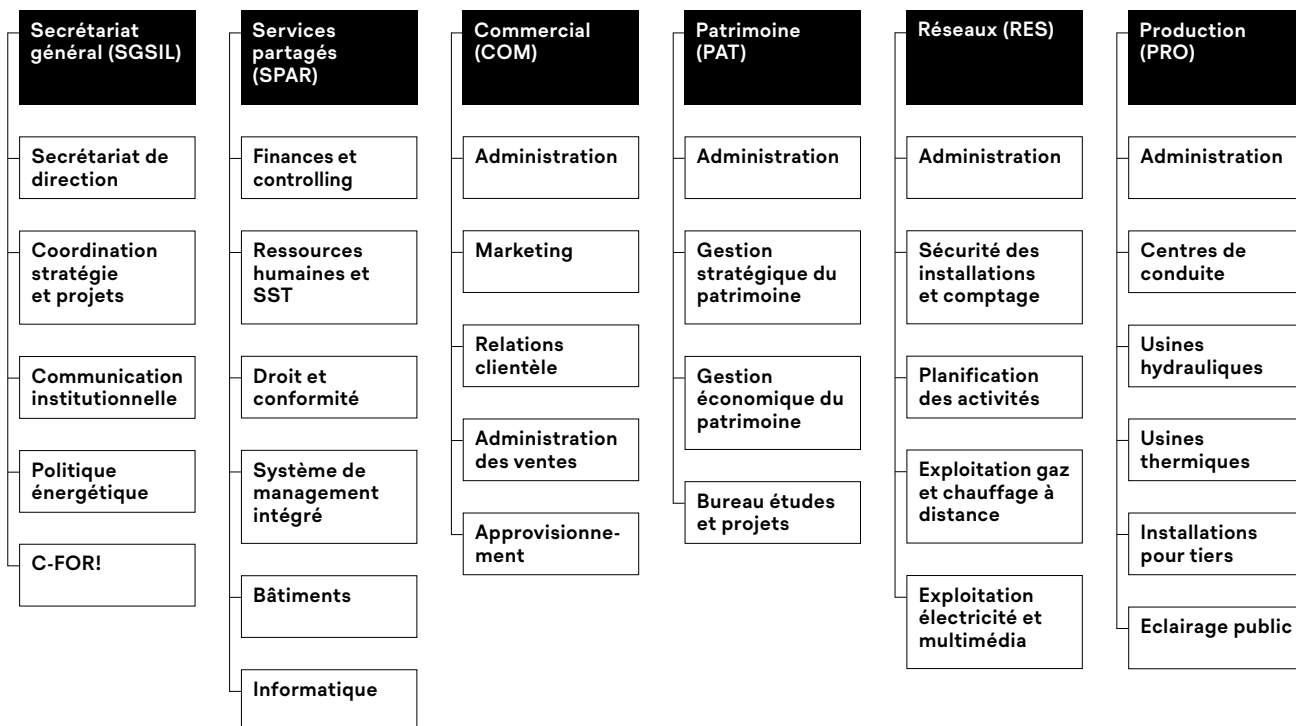


Direction des services industriels



Direction des services industriels (SIL)

Directeur



Stratégie multifluide

L'année 2021 a été marquée par l'achèvement des plans directeurs des infrastructures pour les domaines électrique, thermique, télécom et digital. Ce travail a servi de base à l'élaboration d'une réflexion stratégique multifluide aux horizons 2030 et 2050 menée par les cadres supérieurs et la direction. Ce travail de synthèse est l'aboutissement d'un alignement stratégique rendu possible par la nouvelle organisation des SIL, mise en place en 2018 et qui permet d'assurer une gestion des actifs et des prestations commerciales coordonnées et unifiées. Il marque une étape importante pour le développement des SIL.

Plan de décarbonisation thermique

Les SIL ont poursuivi l'évaluation technico-économique du projet de décarbonisation du secteur thermique, en particulier à Lausanne par le développement des sources locales de production de chaleur renouvelable, l'extension du réseau de chauffage à distance et l'abaissement de ses températures d'exploitation. Sur la commune de Lausanne, l'échelle d'analyse est passée de celle de la ville à celle du quartier.

Un test pour la suppression complète du réseau de gaz par le raccordement au réseau de chauffage à distance et le passage à des solutions par pompes à chaleur de l'ensemble des bâtiments est en préparation pour le quartier de Boisy. Il permettra d'évaluer plus finement la complexité du processus de planification, les enchaînements et les meilleures pratiques.

Comme annoncé en 2020, le gaz nécessaire pour assurer la sécurité d'approvisionnement du chauffage à distance et assurer l'appoint d'hiver sera 100% renouvelable d'ici 2035. Les SIL ont fixé les objectifs intermédiaires de cette évolution à 35% pour 2026 et 70% pour 2030.

Travail sous contrainte

Tout comme dans les autres directions, en 2021, le personnel des SIL a dû faire preuve d'une grande flexibilité en raison des changements fréquents des règles sanitaires liées au Covid-19. Les collaborateurs ont dû alterner travail à domicile, travail au bureau, séances virtuelles et en présentiel, obligation ou non de porter le masque en fonction de la période et des emplacements (espaces clients, bureaux, couloirs). Malgré ces contraintes et quelques absences pour contamination et quarantaines, les SIL ont assuré l'ensemble de leurs missions au service de leurs clients.

Secrétariat Général (SGSIL)

Principales missions du service

Administration

- assurer le secrétariat du directeur et la coordination administrative transversale au niveau des SIL;
- soutenir les services dans leurs rapports avec la direction, la Municipalité et le Conseil communal.

Coordination stratégie et projets (et bureau de gestion de projets)

- coordonner l'élaboration et le suivi de la stratégie globale des SIL;
- coordonner le processus projets et mettre à disposition des chefs de projet;
- coordonner la veille stratégique, le suivi des indicateurs et des objectifs de direction.

Communication institutionnelle

- assurer la communication externe et interne;
- assurer la cohérence de la charte graphique des SIL et la coordination avec les actions marketing.

Politique énergétique

- développer le programme d'efficacité énergétique équiwatt;
- assurer la gestion du Fonds pour l'efficacité énergétique (FEE);
- coordonner les démarches Cité de l'énergie et assurer le suivi de la Convention des maires;
- coordonner le système d'échange de quotas d'émissions CO₂;
- contrôler les aspects énergétiques en matière de construction selon la loi vaudoise sur l'énergie;
- assurer des prestations énergétiques pour les bâtiments (CECB, audits, études);
- exploiter des bornes de recharge pour véhicules électriques et développer les produits d'électromobilité.

Ateliers et formation (C-FOR!)

- formation des apprentis polymécaniciens, automaticiens, constructeurs métalliques et électriciens de réseaux;
- organisation de stages interservices et interentreprises;
- gestion de l'atelier des SIL.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
C-FOR	10.50	9.50	10.50	9.50
Communication institutionnelle	2.70	2.70	2.70	2.70
Coord. stratégie & projets	2.00	2.00	4.00	1.00
Direction SG	2.80	2.70	2.80	2.80
Efficacité énergétique	4.70	4.70	–	–
Politique énergétique	5.40	4.40	9.10	6.40
Total service	28.10	26.00	29.10	22.40

Après le départ de son responsable, la division Efficacité énergétique a été rattachée à la division Politique énergétique du fait de missions convergentes en matière de politique publique. Il s'agissait de réunir les expertises dans le domaine du soutien à la rénovation des bâtiments privés, qui fera l'objet d'un nouveau plan d'action équiwatt en 2022, et dans le domaine de l'électromobilité (bornes de recharge publiques pour scooters et voitures électriques et subventions équiwatt pour les scooters et vélos électriques).

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	1.00

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
C-FOR	10	9.50	10	9.50
Communication institutionnelle	3	2.70	3	2.70
Coord. stratégie & projets	2	2.00	1	1.00
Direction SG	3	2.70	3	2.80
Efficacité énergétique	5	4.70	-	-
Politique énergétique	5	4.40	7	6.40
Total service	28	26.00	24	22.40

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
C-FOR	52	52
Total service	52	52

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	6	2
Nombre de transfert(s)		
	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
Total service	6	2

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	4
Départ à la retraite	1
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	6

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé-e-s à l'heure	9	0.50
Auxiliaires mensualisé-e-s	5	1.26
Auxiliaires payé-e-s au forfait	-	*
Total service	14	1.76

*information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Fusion des divisions Politique énergétique et Efficacité énergétique

Suite à la nomination du responsable de la division Efficacité énergétique à la direction de SI-REN S.A., celle-ci a été intégrée à la division Politique énergétique. Les missions de contrôle énergétique des demandes d'autorisation de construire, de prestations de conseil en matière d'efficacité énergétique et de développement de l'infrastructure de charge et des prestations pour les véhicules électriques sur les domaines public et privé se poursuivent depuis le 1^{er} avril 2021 au sein de la division Politique énergétique.

Equiwatt: réalisation de la plus grande opération éco-sociale dans le quartier de la Borde

En septembre 2021, équi watt a mené sa plus grande opération éco-sociale depuis le lancement du programme en 2016. Elle s'est déroulée dans le quartier de la Borde, dans lequel 520 logements au loyer subventionné ont bénéficié d'une visite-conseil. 100 MWh d'électricité, 500 MWh de chaleur et 17'000 m³ d'eau ont pu être économisés, soit l'équivalent de la consommation annuelle de 40 ménages pour l'électricité, 50 ménages pour la chaleur et 130 ménages pour l'eau. Pour mener à bien cette opération, six ambassadeurs au bénéfice du revenu d'insertion ont été engagés durant un mois, formés et accompagnés par quatre superviseurs.

Principales activités 2021

Développement du bureau de projets

Le recrutement de trois collaborateurs pour pouvoir mettre à disposition des chefs de projet professionnels pour les projets transversaux aux SIL inclus dans le portefeuille de projets de la direction a permis d'engager deux collaborateurs, après trois publications de l'annonce, qui débiteront leurs activités début 2022. Ces spécialistes vont intégrer le bureau de gestion des projets (aussi appelé PMO pour «projet management office» dans le jargon anglicisant de la gestion de projet), pour soutenir la direction en tant que chef de projet ou gestionnaire du changement.

Formation interne à la méthodologie de projet

Deux modules de formation internes ont été préparés. Le premier est destiné à tous les collaborateurs des SIL qui travaillent sur un projet identifié comme tel selon le processus interne (mandants, membres de comité de pilotage, responsables de groupes de travail et membres de groupes de travail). Le deuxième, plus poussé, est destiné à former les chefs de projet à la méthodologie et à la documentation de projet des SIL.

Des formations certifiantes sont prévues pour tous les collaborateurs du bureau de gestion de projets, aussi bien en gestion de projet, pour assurer une base commune, qu'en gestion du changement. Un appui est également proposé à tous les chefs de projet qui ne sont pas rattachés au bureau de gestion de projets, sur demande.

Thermique du bâtiment

Afin de simplifier les démarches administratives, la Municipalité a décidé de dispenser de procédure de permis de construire certains travaux qui n'y sont pas astreints par le droit cantonal. A partir du 1^{er} juillet 2021, la section Efficacité énergétique a été déchargée du contrôle de certaines catégories de travaux. En 2021, sur mandat de l'Office des permis de construire du Service d'urbanisme, la section a réalisé le contrôle du respect de la législation vaudoise en matière d'énergie de 651 dossiers de construction (808 en 2020), dont 377 (419 en 2020) soumis à un permis de construire. L'activité similaire pour le compte d'une commune de l'est lausannois s'est poursuivie.

En outre, 14 CECB® (26 en 2019), dont 4 CECB® Plus (14 en 2020), et 2 dossiers énergie de mises à l'enquête (4 en 2020) ont également été réalisés sur commande des propriétaires.

Finalement, une coordination avec la Direction du logement, de l'environnement et de l'architecture (LEA) a commencé à se mettre en place à la fin de l'année pour répartir les responsabilités dans le cadre de l'objectif municipal de rénovation des bâtiments, en fonction des compétences de chaque service. Cette organisation sera finalisée début 2022 avec le démarrage des premières mesures y relatives.

Equiwatt 2022-2026

Les objectifs du programme ont été défini jusqu'à la fin de la législature actuelle. Le préavis de financement sera présenté début 2022 au Conseil communal. Les ressources du programme augmenteront de 35% afin de contribuer à l'atteinte des objectifs du Plan climat, notamment en créant un plan de soutien spécifique à la rénovation thermique des bâtiments. Les objectifs sont plus de deux fois plus élevés que pour la période précédente et sont désormais présentés en t CO₂-eq/an.

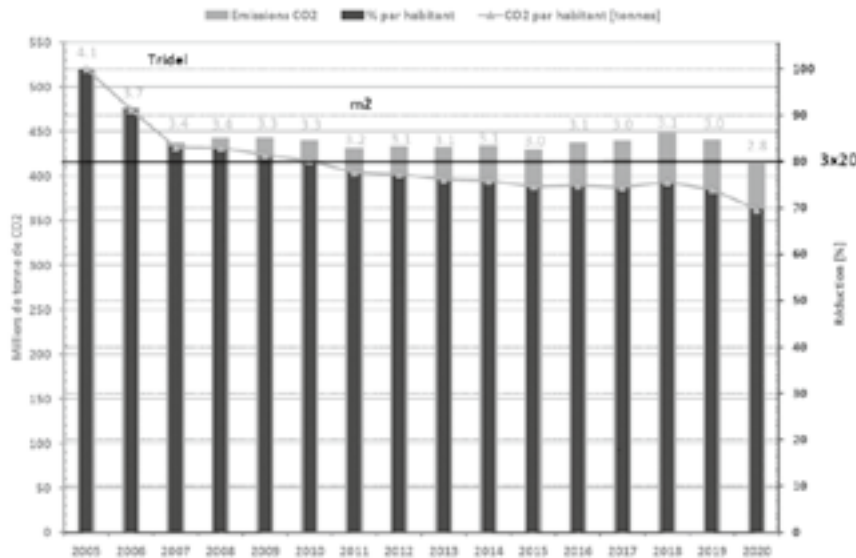
En 2021, équi watt a permis l'économie de 620 MWh/an d'électricité et de 4'860 MWh/an de chaleur, soit une réduction supplémentaires des émissions de 1'090 t CO₂-eq/an (résultats provisoires au 21.12.2021).

Convention des maires

L'inventaire des émissions directes de CO₂ de 2020 est caractérisé par la pandémie de COVID-19. La diminution des émissions est principalement due à la diminution des déplacements, qui a été estimée à 10%.

Le résultat est de 413'000 tonnes, ce qui correspond à 2.8 tonnes par habitant, soit une diminution de 30% des émissions relatives aux personnes par rapport à 2005.

Evolution 2005-2020 des émissions de CO₂ sur le territoire communal lausannois



Système d'échange de quotas d'émission de CO₂

Depuis le 1^{er} janvier 2020, les entreprises suisses et européennes sont soumises aux mêmes conditions, avec reconnaissance mutuelle des droits d'émission, des achats et des remises de droits d'émission suisses et européens. Par conséquent, la Ville peut désormais se procurer des droits d'émission CO₂ sur le marché européen.

En 2021, Le remboursement de la taxe CO₂ prélevée sur les consommations fossiles du chauffage à distance au titre du SEQE s'est monté à CHF 3'689'216.-. La somme de CHF 144'992.- a été versée à Epura S.A. comme contribution du four à boues de la STEP et CHF 2'468'874.- au fonds CO₂, après déduction du coût d'achat des 40'000 droits d'émission.

Fonds pour l'efficacité énergétique

Les nouveaux projets dont le financement a été octroyé par le fond pour l'efficacité énergétique (FEE) en 2021 sont les suivants:

- Carvelo2go (CHF 40'000.-): renouvellement du financement pour maintenir l'offre de vélos-cargo en partage jusqu'à fin 2023;
- Group it Rénovation énergétique (CHF 25'000.-): financement de la première phase du projet, visant à établir la faisabilité d'appels d'offres groupés pour la rénovation énergétique en tant qu'accélérateurs du taux de rénovation énergétique des bâtiments.

Rapport d'activités du Fonds pour l'efficacité énergétique (FEE) et du Fonds pour le développement durable (FDD) au format numérique

Les Comités du FEE et du fonds pour le développement durable (FDD) présentent un rapport d'activités commun tous les trois ans. Le rapport pour la période 2018 à 2021 a été pour la première fois réalisé de manière entièrement numérique et interactive (<https://www.lausanne.ch/portrait/durabilite/rapport-activite-fdd-fee.html>).

C-FOR!

Les différentes périodes de la crise sanitaire ont impliqué de prendre de rapides mesure d'adaptation pour maintenir la qualité de la formation des apprentis. Notamment, tous les apprentis ont été équipés de logiciels techniques sur leur ordinateur privé, afin de pouvoir travailler aussi bien à la maison qu'au centre de compétences pour la formation technique des SiL (C-FOR!).

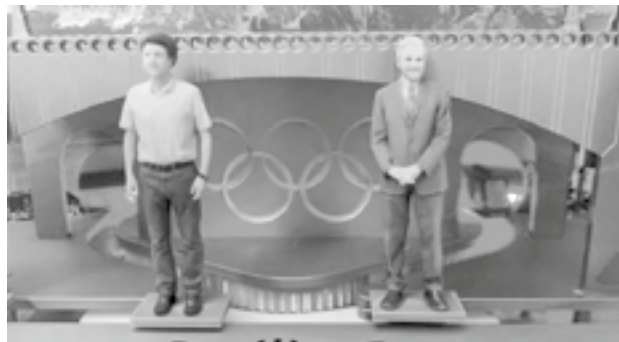
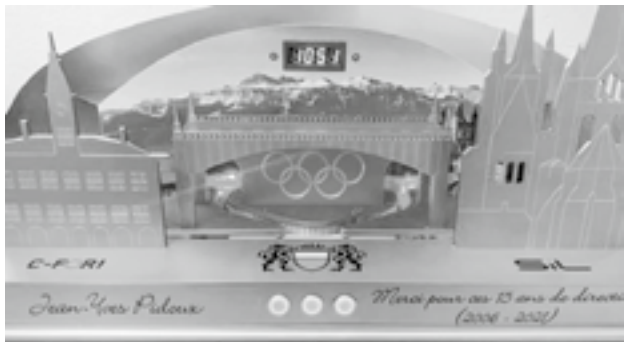
Dix apprenties et apprentis ont obtenu leur CFC en 2021, dont un premier apprenti constructeur métallique, qui a en outre terminé premier du canton pour la pratique et obtenu le prix de l'apprenti le plus volontaire, remis par la fédération vaudoise des entrepreneurs. Toutes les apprenties et apprentis ont trouvés un emploi à la sortie de leur formation.

Le C-FOR! a réalisé de nombreux «totem, zone 30 km/h» pour le Service des routes et de la mobilité. Ces travaux de production en série, qui se poursuivront plusieurs années, sont un excellent exercice pour les apprenties et apprentis en matière de qualité des prestations et de respect des délais de livraison. Le centre a aussi réalisé des travaux de construction métallique pour l'entreprise Tandem, dans le cadre de l'agrandissement de ses magasins de Lausanne et de la Tour-de-Peilz.

Le C-FOR! a poursuivi la numérisation de ses outils de formation avec l'implémentation de la plateforme Time2learn pour la gestion des documents de formation et le suivi des objectifs pédagogiques.

Horloge de M. Pidoux

Dans le cadre de la fin du mandat politique de M. Jean-Yves Pidoux, directeur des SIL de 2006 à 2021, les apprenties et apprentis ont fabriqué un cadeau conçu entièrement dans les ateliers du C-FOR!. Il s'agit (en miniature) d'une horloge parlante, inspirée de l'émblématique horloge de la Palud. La ronde des autorités vaudoises a été remplacée par une ronde des chefs de service emmenée par M. Pidoux. Une deuxième ronde permet une parade du métro m2. A chaque heure, la voix d'un chef de service rappelle l'histoire des SIL et de l'arrivée de M. Pidoux à leur direction («Il en a sonné des heures depuis que les Services industriels fournissent à Lausanne chaleur, électricité et multimédia...»). Il s'agit d'un très joli travail d'équipe mené par les apprenties et apprentis, qui a demandé d'importantes réflexions et l'utilisation des compétences des automaticiennes et automaticiens et des polymécaniciennes et polymécaniciens. Cette œuvre unique a été remise par deux de ses créateurs à M. Pidoux, lors de la cérémonie organisée à l'occasion de son départ des SIL au théâtre Kléber-Méleau.



Services partagés (SPAR)

Principales missions du service

Finances et controlling

- gérer les comptabilités et produire des états financiers;
- concevoir et réaliser des modèles d'affaires et des analyses financières;
- suivre les marges;
- soutenir les participations.

Ressources humaines

- soutenir les services pour toutes les questions de ressources humaines;
- soutenir les cadres et accompagner les collaboratrices et collaborateurs tout au long de leur parcours aux SIL;
- gérer la formation;
- prévenir les accidents;
- coordonner les domaines de la sécurité et de la protection de la santé.

Droit et conformité

- défendre les intérêts des SIL lors des procédures de consultation et des litiges;
- accompagner les projets ou la direction pour les aspects juridiques et réglementaires.

Système de Management intégré

- assurer l'amélioration continue de manière transversale et à tous les niveaux de l'organisation;

- surveiller les indicateurs, planifier les audits et contribuer à la résolution des problèmes liés à la qualité;
- participer aux actions permettant de diminuer l'impact de l'entreprise sur l'environnement.

Bâtiments

- fournir la maîtrise d'ouvrage et l'intendance des bâtiments;
- assurer le service de conciergerie;
- Informatique;
- mettre en place, exploiter et faire évoluer le système d'information;
- gérer les projets informatiques;
- soutenir les utilisateurs.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Bâtiments	11.63	11.63	11.63	10.69
Direction SP	1.00	1.00	1.00	1.00
Droit & conformité	7.50	7.10	7.50	6.70
Finances & controlling	11.70	11.70	12.70	12.70
Informatique	8.50	7.50	9.50	8.50
Ressources humaines	11.70	10.70	10.90	10.90
Système de management intégré	5.00	3.00	4.00	3.00
Total service	57.03	52.63	57.23	53.49

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	0.20

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Bâtiments	24	11.63	21	10.69
Direction SP	1	1.00	1	1.00
Droit & conformité	9	7.10	8	6.70
Finances & controlling	12	11.70	13	12.70
Informatique	8	7.50	9	8.50
Ressources humaines	11	10.70	11	10.90
Système de management intégré	3	3.00	3	3.00
Total service	68	52.63	66	53.49

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
	—	—
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	6	6
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	2	—
Total service	8	6

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	2
Départ à la retraite	1
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	1
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	1
Total service	6

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé-e-s à l'heure	1	0.08
Auxiliaires mensualisé-e-s	16	5.89
Auxiliaires payé-e-s au forfait	-	*
Total service	17	5.97

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants**Travail sous contrainte**

Le personnel du Service a dû alterner travail à domicile et travail au bureau. SPAR étant un service administratif, à part les travaux de conciergerie, toutes les activités peuvent être menées à distance. L'ensemble des employées et employés qui le peuvent est donc équipé en conséquence. Cette façon de travailler a aussi ses adeptes et elle fonctionne globalement bien même si une réunion virtuelle n'aura jamais la même qualité qu'une réunion en présentiel.

Préavis positifs

Trois préavis importants pour le service ont été acceptés par le Conseil communal lors de cette période. Le préavis N° 2020/07 «Rénovation du bâtiment de Chauderon 25» va permettre de rénover entièrement l'enveloppe de ce bâtiment devenue vétuste. Le préavis N° 2021/08 «Projet d'agglomération Lausanne-Morges (PALM 2016) [...]» va permettre de réhabiliter les escaliers du pont de Chauderon, après une longue période de fermeture pour des raisons de sécurité. Enfin, le préavis N° 2021/31 «Evolution du logiciel de gestion d'entreprise des SIL» permettra de nombreuses améliorations.

Principales activités 2021**Renforcement de l'équipe de contrôle de gestion**

Le renforcement de l'équipe de contrôle de gestion a été nécessaire en raison des besoins croissants d'analyses financières. La multiplication de produits et la complexification croissante de la comptabilité analytique qui en découle alourdissent considérablement le processus d'analyse financière. Afin de répondre aux besoins des métiers, l'équipe de contrôleuses et contrôleurs de gestion a donc été renforcée.

Certifications

En 2021, les SIL ont réussi leur re-certification pour le système de management de la qualité ISO 9001, pour le système de management environnemental ISO 14001 et pour le label Quality School Certificate (QSC) du C-FOR!. Par ailleurs, la transition pour le système de management de la santé et de la sécurité au travail de norme OHSAS 18001 à la norme ISO 45001 s'est déroulée sans problème. Ces attestations démontrent la haute qualité de l'organisation des SIL et témoignent de leur engagement pour l'amélioration continue.

Plateforme pour les compteurs intelligents

Au niveau informatique, l'activité phare a été sans conteste le projet de déploiement des compteurs intelligents (smart metering). De nombreux défis ont dû être relevés en termes de sécurité des données, de plateforme ou encore de portail client. Les travaux préparatoires ont pu avoir lieu dès l'adoption du préavis N° 2021/31 «Evolution du logiciel de gestion d'entreprise des SIL».

Droit et conformité

L'activité juridique a été particulièrement marquée par de multiples implications en relation avec les projets des Plaines-du-Loup et des très nombreuses activités concernant l'aménagement hydroélectrique de Lavey, notamment dans le cadre de la procédure de renouvellement de la concession. A noter aussi l'attitude beaucoup plus active de la Commission de la concurrence, dans les domaines du marché du gaz et des marchés publics, domaines qui bien entendu concernent largement les SIL, ainsi que de la Commission fédérale de l'électricité (ELCOM), dont l'application des décisions a eu des conséquences importantes pour les SIL cette année encore. Finalement, le suivi des projets législatifs fédéraux était au centre de l'attention avec les projets de nouvelles réglementation concernant l'électricité (réunion de la loi sur l'approvisionnement électrique (LApEI), et de la loi sur l'énergie (LEne), en une seule loi prévoyant, selon sa première mouture, une libéralisation totale du marché de l'électricité et le gaz (discussion sur les principes de la loi sur l'approvisionnement en gaz(LApGaz), orientée à ce stade vers une libéralisation partielle du marché du gaz).

Service commercial (COM)

Principales missions du service

Administration et projets

- budget, suivi du tableau de bord, gestion du service;
- projets particuliers, manifestations;
- contracting, gestion de la clientèle partenaire (B2P);
- support administratif à disposition des différentes divisions et du chef de service.

Relations clientèle

- accueil et conseil de la clientèle au téléphone et aux guichets;
- support technique au téléphone pour les produits multimédia;
- renseignements sur les factures des SIL et gestion des facilités de paiement;
- acquisition et suivi des clientes et clients énergies et multimédia, gestion des contrats.

Administration des ventes

- relevé des compteurs (électricité, gaz, chauffage à distance et eau);
- facturation et encaissements des énergies, du multimédia et de l'eau;
- création des objets techniques, suivi du paramétrage informatique de la facturation (SAP);
- responsabilité fonctionnelle du CRM;
- planification et roadmap des projets IT du service commercial;
- gestion des demandes écrites de la clientèle;
- traitement des demandes Subvention⁸⁰.

Marketing

- définition de la stratégie marketing et réalisation du plan marketing;
- étude des différents publics, besoins, usages, désirs et aspirations;
- développement des offres de produits, de services et d'expériences pour un marché;
- analyse des parts de marché, ventes, marges bénéficiaires d'un produit ou d'une gamme et ajustements suite aux résultats des ventes;
- définition de la stratégie de communication et réaliser des actions de communication.

Approvisionnements

- gestion de la couverture des portefeuilles de vente de l'électricité, du gaz et du chauffage à distance, prévisions de production et d'achat, prévisions de vente;
- calcul des prix de revient et des prix/tarifs de vente de l'électricité, du gaz et du chauffage à distance;

- gestion des relations commerciales avec les fournisseurs d'énergie, les partenaires et les auto consommateurs;
- gestion du commerce des garanties d'origine, des certificats biogaz et des certificats de compensation CO₂;
- certification des productions et produits d'électricité et établissement du marquage annuel de l'électricité;
- gestion des différents modes et systèmes de rétribution pour le courant d'origine photovoltaïque produit sur la zone de desserte des SIL.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration des ventes	45.90	43.80	45.90	43.30
Approvisionnement	6.50	6.30	6.50	6.30
Direction COM	9.00	7.00	9.00	9.00
Marketing	8.75	7.75	9.75	7.75
Relations clientèle	27.00	25.00	26.20	22.20
Total service	97.15	89.85	97.35	88.55

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	0.20

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Administration des ventes	49	43.30	49	42.80
Approvisionnement	7	6.30	7	6.30
Direction COM	7	7.00	9	9.00
Marketing	8	7.75	8	7.75
Relations clientèle	27	25.50	24	22.70
Total service	98	89.85	97	88.55

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
Relation clientèle	*1	*1
Total service	1	1

* Stagiaires MPC

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	2	—
Total service	10	9

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	—
Convention de départ	—
Décès	—

Démission	6
Départ à la retraite	1
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	8

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	6	1.63
Auxiliaires mensualisé·e·s	47	26.21
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*
Total service	53	27.84

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Covid-19: activités maintenues pendant la période de confinement et facilités accordées à la clientèle

Le télétravail obligatoire a pris fin le 30 juin 2021. Pendant cette période de confinement recommandé, les activités ont toutefois pu se dérouler avec une certaine normalité. Tout a été mis en place pour s'assurer que tant le centre d'appels que les espaces d'accueil des clients restent ouverts afin de garantir le service à la population et à la clientèle. Les SIL ont à nouveau suspendu les procédures de contentieux durant le premier trimestre. Les frais de rappels n'ont pas été facturés durant cette période. Des facilités ont été accordées aux particuliers, aux restaurateurs et aux hôteliers.

Envolée des prix du gaz

La première moitié de l'année a été caractérisée par une très forte reprise économique sur les marchés asiatiques et des températures inférieures à la moyenne dans une bonne partie de l'hémisphère nord, ce qui a amené à des tensions sur l'approvisionnement en gaz du continent européen et fait atteindre aux marchés du gaz des prix record – prix spot jusqu'à cinq fois supérieurs aux prix observés en début d'année – avec une volatilité très importante sur fond de conflit diplomatique entre la Russie et l'Union Européenne. La stratégie des SIL d'achats structurés à long terme leur a permis de garder des tarifs stables en 2021, malgré cette crise, ce que peu d'énergéticiens ont réussi à faire.

Envolée des prix de l'électricité

Les prix sur le marché de l'électricité ont atteint des niveaux record en fin d'année 2021; le prix du spot a quintuplé entre le début et la fin de l'année. En cause, entre autres, la reprise économique, la hausse des prix du gaz, l'arrêt de plusieurs centrales nucléaires françaises et l'envolée du prix des certificats CO₂ qui a atteint 80 €/tCO₂ en fin d'année. L'approvisionnement a su rester agile face à cette volatilité pour assurer la sécurité d'approvisionnement des années à venir, tout en observant le marché pour garantir des achats raisonnables et des prix futur modérés.

Production de biométhane à la STEP de Vidy

Dans le cadre de la rénovation complète de la STEP de Vidy par EPURA SA, une unité de digestion des boues et d'épuration du biogaz brut a été mise en service au début de l'été et injecte désormais du biométhane dans le réseau de gaz lausannois pour alimenter les chaudières du chauffage à distance, ce qui contribue à améliorer la qualité renouvelable de son mix énergétique.

Principales activités 2021

Evolution des tarifs

Les tarifs d'électricité 2021, entrés en vigueur au 1^{er} janvier, ont été publiés le 31 août 2020. Ils ont été calculés en tenant compte des directives de la Commission fédérale de l'électricité (ElCom). Le tarif simple nativa® a

augmenté de 0.55 ct/kWh hors taxes, soit +2.8%, et de 1.01 ct/kWh en prenant en compte toutes les taxes. Pour une famille consommant environ 2'500 kWh/an, cela représente une augmentation de 25 francs par année, soit environ 2 francs par mois.

Les tarifs du gaz naturel sont restés au même niveau que ceux publiés au 1^{er} octobre 2020, malgré l'augmentation importante du prix du gaz sur le marché.

Le tarif du chauffage à distance est resté inchangé à 11 ct/kWh, taxe CO₂ comprise et hors TVA.

Approvisionnement électricité

Par rapport aux années précédentes, le débit du Rhône a été caractérisé en 2021 par un retard de plusieurs semaines des eaux de fonte des neiges en raison de la persistance de températures printanières plutôt fraîches dans les Alpes. La production de l'aménagement hydroélectrique de Lavey s'en est ressentie, avec une quantité légèrement inférieure à sa moyenne multi annuelle. Complétée par la part non autoconsommée de la production en constante augmentation des centrales photovoltaïques de SIREN S.A., la production propre a permis de couvrir environ la moitié des besoins annuels en énergie électrique et en garanties d'origine des SIL.

L'usine de valorisation thermique et électrique des déchets de TRIDEL S.A. a fourni une excellente production électrique, supérieure de 15% à la moyenne des années précédentes.

Certifications de l'électricité

Les labels de certification naturemade et naturmade star de la production électrique des ouvrages de la Ville de Lausanne, de SIREN S.A. et de quelques partenaires fournisseurs ont été renouvelés avec succès pour 5 ans. Lors de l'audit annuel, les ventes des produits nativa[®] *plus* et nativa[®] *basic*, tous deux aussi certifiés respectivement naturemade star et naturmade, ont été vérifiées.

Installations photovoltaïques

Le nombre d'installations photovoltaïques raccordées au réseau de distribution des SIL augmente au rythme soutenu et régulier d'environ vingt nouvelles installations par mois en moyenne. Il atteint environ 1'720 unités à fin 2021, tous types de rétribution confondus.

Les SIL continuent d'encourager ces installations, outre celles de SI-REN SA, en proposant aux particuliers le produit solanne pour l'installation de panneaux solaires photovoltaïques, mais également grâce à un tarif de reprise incitatif à 10 ct/kWh pour les installations d'une puissance jusqu'à 30kW, qui se situe dans les plus hauts de suisse-romande.

Raccordements au chauffage à distance

Pour l'année 2021, la puissance à raccorder signée avec de nouveaux clients s'est élevée à environ 5 MW, en augmentation par rapport à 2020 et par rapport aux objectifs fixés. Le fort développement du chauffage à distance les années à venir devrait contribuer à faire augmenter toujours plus ces raccordements.

Multimédia

Les clients profitent toujours plus des offres BliBlaBlo grâce à la qualité du réseau fibre optique lausannois. Le travail de migration des clients sur cette nouvelle technologie touche à sa fin. Une adaptation à la diffusion via Netplus a demandé à de nombreux clients de régler leurs chaînes de télévision entre septembre et octobre 2021, nécessitant la mise en place d'un support spécifique qui a permis de répondre efficacement aux nombreuses demandes des clients. Ce «line up» s'est bien déroulé et a démontré l'agilité des collaborateurs du service client et du multimédia dans sa mise en place et son suivi. En outre, les nouveaux produits de téléphonie mobile de Citycable commencent à séduire un nombre important de clients, et ouvre des possibilités d'offres combinées complètes (internet, télévision, téléphonie fixe et téléphonie mobile).

Marchés

Les prestations permettant l'autoconsommation solaire collective se développent. Une campagne nativa[®] *plus* s'est soldée avec succès puisqu'environ 200 clients supplémentaires y ont souscrits, s'engageant ainsi pour une électricité encore plus écologique et locale. Cet éco-courant est certifié naturemade star, le label écologique le plus exigeant d'Europe, composé d'énergie éolienne locale, d'énergie solaire de la région lausannoise, et d'une centrale de petite hydraulique de turbinage d'eau potable.

Afin de mieux appréhender les enjeux environnementaux et sociétaux à venir, de nombreuses études ont été menées. Les SIL ont ainsi développé leur vision stratégique pour le secteur thermique à l'horizon 2030 et cartographié le potentiel solaire photovoltaïque lausannois. Un travail de réflexion sur l'architecture des marques et l'élaboration d'une stratégie de communication sur les réseaux sociaux sont en cours, en collaboration avec la Division communication institutionnelle du Secrétariat général.

Services énergétiques

L'activité de l'offre photovoltaïque solanne a été très soutenue, avec plus de 380 kW de puissance signés.

Des prestations d'autoconsommation sur mesure, avec micro-réseaux et centrales de production solaire photovoltaïque, ont été proposées aux investisseurs des Plaines-du-Loup pour les cinq pièces urbaines, sous

forme de contracting. Le contracting thermique aux Plaines-du-Loup est assuré par les équipes du Service production.

LaZur Energie SA, co-entreprise entre les SIL et ewz, exploite actuellement en contracting les installations de production de chaleur et de glace de la Vaudoise aréna. Leur pleine efficacité énergétique sera atteinte en 2022 avec la mise en service des piscines du centre sportif. LaZur Energie réalise en parallèle les travaux pour divers contrats de contracting pour des mises en service échelonnées ces prochaines années.

Relations clientèle

Près de 20'000 personnes se sont rendues aux deux espaces d'accueil de la clientèle, place de l'Europe et place Chauderon, alors que 84'000 appels téléphoniques ont été traités. Le support technique multimédia a répondu à près de 42'000 demandes. Des améliorations continues ont été mises en place afin de réduire le délai de réponse aux questions écrites (postales ou e-mail) reçues, qui devraient porter leurs fruits dès le début de l'année 2022.

Facturation

L'activité de relève, de facturation et d'encaissement s'est déroulée normalement dans un contexte toujours contraint par la crise sanitaire, avec des procédures de recouvrement assouplies lors des mois de fermetures étant donné l'impact financier sur l'activité économique des mesures dictées par les autorités.

La modernisation des systèmes et processus se poursuit pour permettre aux SIL de s'adapter dans un environnement commercial en constante évolution.

Promotion, sponsoring et manifestations

L'exposition interactive «SIL – La bonne énergie, pour un avenir durable» s'est déroulée au Forum de l'Hôtel de Ville. En marge de cette exposition, des conférences ont été organisées réunissant des professionnels de l'immobilier et de la construction. Des classes d'école ont également pu profiter d'une visite guidée de l'exposition. Les SIL continuent par ailleurs de soutenir des activités culturelles, sportives et sociales de la région par le biais du sponsoring de manifestations.

Service Patrimoine (PAT)

Principales missions du service

Gestion stratégique

- définir les stratégies pour les infrastructures des SIL;
- gérer le cycle de vie des infrastructures et planifier les besoins techniques et financiers;
- définir les standards de construction et les stratégies d'exploitation;
- assurer la veille technologique.

Gestion économique

- gérer la tarification des infrastructures régulées;
- coordonner les crédits-cadres;
- administrer la relation contractuelle avec les utilisateurs des infrastructures;
- gérer le système de gestion des données énergétiques EDM (energy data management).

Bureau d'études et projets

- étudier, dimensionner et piloter la construction des infrastructures électriques (HT, MT, BT), télécoms, thermiques (chauffage à distance et gaz), y compris travaux génie civil;
- gérer, conduire et piloter les grands projets de la Ville liés aux infrastructures des SIL;
- assurer la saisie, la mise à jour et la disponibilité des informations du système d'information géographique.

Gestion multiluide des raccordements

- traiter et suivre les demandes de raccordement;
- gérer la relation contractuelle du raccordement;
- coordonner la réalisation et la mise en service des raccordements.

Grands projets

- piloter les projets hydroélectriques de Lavey, le retour de concession et la nouvelle concession;
- représenter les SIL dans des groupes de travail inter-directions ou des sociétés en participation (MBR, FMHL, ...).

Administration du service

- administrer l'ensemble des flux administratifs du service de manière centralisée;
- gérer les flux administratifs pour les sociétés LFO SA et Boisy SA et le secrétariat de leur conseil d'administration.

Effectif du personnel**Plan des postes**

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Direction PAT	7.50	5.90	6.50	6.50
Etudes & projets	59.65	53.45	63.95	51.15
Gestion économique	7.93	7.30	8.83	7.80
Gestion multfluides racc. GMR	-	-	4.00	2.00
Gestion stratégique	26.70	23.60	26.50	24.30
Total service	101.78	90.25	109.78	91.75

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	8.00

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Direction PAT	6	5.90	7	6.50
Etudes & projets	57	53.45	54	51.15
Gestion économique	8	7.30	9	7.80
Gestion multfluides racc. GMR	-	-	2	2.00
Gestion stratégique	24	23.60	25	24.30
Total service	95	90.25	97	91.75

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
	-	-
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	8	7
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	3
Total service	9	10

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	4
Départ à la retraite	3
Fin de contrat	1
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	8

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	2	0.15
Auxiliaires mensualisé·e·s	6	3.40
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*
Total service	8	3.55

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Covid-19: gestion des chantiers.

Plan climat – stratégie infrastructure

L'année a été marquée par l'achèvement et la présentation des plans directeurs des infrastructures pour les domaines électrique, thermique, télécom et digital, ainsi que par une large contribution de la division à l'élaboration d'une réflexion stratégique multifluide pour les SIL aux horizons 2030 et 2050 pour ces quatre domaines. Cette réflexion stratégique a permis à la direction de fixer les objectifs par domaines pour la période quinquennale 2022 à 2026.

Le début de l'année a été consacré à l'évaluation technico-économique des conséquences du projet de décarbonisation sur les actifs thermiques et électriques. La zone de desserte gaz, précédemment hors périmètre du Plan climat, a aussi été considérée. La finesse de ces analyses a été augmentée en passant de l'échelle de la ville à celle du quartier. Ce travail a permis de proposer à la Direction, en avril 2021, une stratégie sur le moyen et long terme pour les actifs thermiques (plan de gestion des actifs thermiques).

Axes-forts

Tout au long de l'année, les travaux du lot 1 des axes forts sur la commune de Renens se sont poursuivis avec les modifications des réseaux d'eau et du gaz. En septembre 2021, les travaux ont démarré de façon officielle sur plusieurs autres lots à Lausanne. Les premières interventions concernent les déplacements de tous les réseaux des SIL.

Raccordement électrique des Plaines-du-Loup

Les raccordements électriques sont en phase de commande, la négociation des contrats d'autoconsommation avec les investisseurs est en cours par le service commercial.

Préparation du bouclage et de la sécurisation du quartier du Biopôle

Le préavis pour le financement de cette extension de réseau a été validé par le Conseil communal fin mai 2021 et les travaux ont démarré au début de l'été. Le premier tronçon a été exécuté selon le planning.

Des pompes à chaleur pour valoriser l'eau du lac

La demande d'ouverture d'un compte d'attente a été acceptée fin avril 2021 pour financer les sondages géotechniques visant à vérifier les conditions du sous-sol (nature, pollution). Ces derniers ont été réalisés en novembre. Les résultats sont en cours d'analyse et seront disponibles début 2022. À partir de ces informations, il sera possible de réaliser l'analyse technico-économique pour l'implantation de la future centrale sur le site retenu à ce jour.

Au niveau du réseau, le raccordement du collège Auguste Piccard a été réalisé durant l'été 2021 et l'extension du réseau se poursuivra l'année prochaine avec encore deux raccordements.

Des études ont été entamées durant l'automne pour réévaluer le potentiel de valorisation de la chaleur sur les eaux épurées de la STEP. Les résultats sont attendus au premier semestre 2022. Un compte d'attente sera sollicité début 2022 pour compléter ces études.

Géothermie

Le permis de recherche en surface (PRSU) pour la partie ouest de l'agglomération a été obtenu. Les SIL ont déposé une nouvelle demande de PRSU qui a déclenché un nouvel appel d'offres pour la partie centre et nord de l'agglomération. Un nouveau dossier a été déposé par les SIL et la réponse est attendue pour fin février 2022.

En ce qui concerne le financement de la campagne géophysique, le préavis a été accepté par le Conseil communal fin septembre avec un vif soutien. Les démarches pour la création de la société GEOOL SA en partenariat avec le SIE et Romande Energie ont permis d'établir les documents principaux. La société sera constituée début 2022. Sa direction sera assurée un collaborateur des SIL.

Principales activités 2021

Gestion stratégique du patrimoine (GSP)

La division est responsable de la gestion des actifs des infrastructures électriques, thermiques et télécoms. Dans ce cadre, elle planifie leur développement et leur renouvellement, optimise les coûts, gère les risques et contrôle la bonne tenue et la disponibilité des données et des outils nécessaires à leur gestion. Elle est également responsable de la planification et de la mise en œuvre des outils technologiques nécessaires dans le domaine smart et numérisation qui permettent d'accompagner les évolutions nécessaires des infrastructures dans un contexte de transition énergétique et d'objectifs ambitieux de politique climatique.

L'année a été marquée par l'élaboration des plans de gestion par domaine qui a servi de base pour la préparation de la nouvelle stratégie à cinq ans des SIL pour la période 2022 à 2026 (stratégie SIL26 pour la législature en cours).

La division a activement participé au projet de déploiement des compteurs intelligents, notamment en contribuant à l'architecture et à la mise en place d'un système de mesure multifluide de bout en bout.

La division a également continué à soutenir le projet de mise en œuvre du nouveau système d'information géographique pour la cartographie des réseaux en remplacement du système SISOL frappé d'obsolescence.

La division, en collaboration avec d'autres parties prenantes, travaille sur la décarbonisation du domaine thermique avec notamment le développement du chauffage à distance, le redimensionnement du réseau de gaz et la construction de nouvelles productions de chaleur renouvelables, propriété des SIL ou en partenariat.

Gestion économique du patrimoine (GEP)

La division a pour mission de gérer économiquement et administrativement les infrastructures. Ses objectifs permanents sont les suivants:

- établir le «costing» et le «pricing» des infrastructures en fonction des contraintes légales et réglementaires;
- établir et suivre les budgets (charges d'investissement et d'exploitation, revenus) liés aux infrastructures et aux projets;
- garantir l'intégrité des données de consommation d'énergie et assurer leur transmission selon les exigences réglementaires.

Les mandats internes de maintenance mis en place en 2020 ont fait l'objet de suivis quantitatifs et qualitatifs. Sur cette base, une planification des activités 2022 a pu être réalisée.

Des travaux ont été menés afin de vérifier l'alignement des stratégies tarifaires d'utilisation des réseaux avec les évolutions des infrastructures, induites par le développement de la clientèle et des nouveaux modes de consommations. Les résultats de ces travaux seront disponibles dès 2022 afin de planifier leur mise en œuvre.

Suite à l'ouverture complète du marché du gaz décidée par la Commission de la concurrence (COMCO) sans attendre une régulation législative par la loi sur l'approvisionnement en gaz (LApGaz) pour remplacer l'accord de branche qui réglait les procédures et les seuils d'accès au marché jusqu'à cette décision, des solutions urgentes ont été mises en place afin de garantir l'accès complet au réseau de gaz à des fournisseurs tiers. Une harmonisation des systèmes d'acquisition et de traitement des données de mesure est en cours afin de disposer d'outils efficaces.

Bureau études & projets (BEP)

Le bureau d'études et de projets, qui regroupe les bureaux techniques du gaz, de l'électricité, du multimédia et du chauffage à distance, ainsi que les unités du génie civil et du relevé des infrastructures, a pour mission

de garantir la bonne exécution des projets d'investissement d'infrastructures, d'en saisir les données et de réaliser la documentation.

En 2021, plusieurs projets d'extension et renouvellement du réseau électrique ont été réalisés avec une pose d'environ 33'000 mètres de tubes ainsi que de nouveaux postes de transformation. Les principaux chantiers ont été les suivants:

- poste moyenne tension (MT) à Pierre-de-Plan; les travaux de remplacement sont en cours, tout le matériel a été livré, fin des travaux prévue courant 2022;
- poste MT de Banlieue Ouest: réalisation d'un blindage de protection contre le rayonnement non ionisant suite aux recommandations de l'Inspection fédérale des installations à courant fort (ESTI);
- poste MT de Praz-Séchaud: l'installation et son contrôle-commande ont entièrement été remplacés puis mis en service;
- poste MT de Lutry: renouvellement de la télécommande;
- poste HT/MT Sébeillon: remplacement des techniques secondaires, du contrôle de commande, des protections 125 KV et des télécommandes.

Le réseau de chauffage à distance des SIL a été étendu de 830 mètres dans le cadre des nouveaux raccordements clients et de l'extension du réseau. Environ 50 mètres de conduites vétustes ont été renouvelés. Les chantiers d'importance réalisés ont été les suivants:

- chemin de Bellerive 36: raccordement client de 135 mètres sur le réseau pré-isolé 130° C;
- chemin de la Colline: extension de 105 mètres sur le réseau pré-isolé 130° C;
- chemin des Croisettes à Epalinges: extension de 200 mètres sur le réseau pré-isolé 90° C;
- CHUV: ajout d'une paire de vannes pour sécuriser l'alimentation de l'ensemble hospitalier sur le réseau en caniveau 170° C.

	2018	2019	2020	2021
Longueur des conduites de CAD des SIL [km]	113.0	113.5	113.94	114.77
Longueur des conduites de CAD OUEST [km]	12.3	13.99	14.60	16.38

En 2021, les chantiers d'importance réalisés sur le réseau de gaz ont été les suivants:

- adaptation et déplacement des conduites hautes et basses pression dans le cadre du chantier du tram et de la Gare de Lausanne;
- renouvellement du réseau haute-pression avec la pose d'environ 5'000 mètres de nouvelles conduites;
- renouvellement du réseau basse-pression avec la pose d'environ 5'100 mètres de nouvelles conduites.

De ce fait et du fait de nouveaux raccordements, le réseau de distribution du gaz naturel a été allongé d'environ 800 mètres.

	2018	2019	2020	2021
Longueur des conduites de gaz [km]	753.0	757.1	760.1	760.9

Concernant le réseau télécom, le principal projet en 2021 a été la poursuite du programme de dé-commissionnement du réseau hybride fibre optique-coaxial (HFC) à Lausanne, sur mandat de LFO S.A., comprenant la migration des clients internet sur la fibre optique et la pose de nœuds optiques HFC-B pour les clients TV de sorte à garantir la prestation sans interruption. Le démantèlement du réseau HFC lausannois est prévu pour fin 2024.

Gestion multifluide des raccordements (GMR)

Cette nouvelle division reprendra la gestion multifluide des raccordements et regroupera les collaborateurs en provenance des services COM et RES principalement. L'année 2021 a été consacrée à la mise en place des processus, au développement d'une application informatique interservices pour la gestion unifiée de tous les raccordements, ainsi qu'aux recrutements.

Boisy TV S.A.

La société Boisy TV S.A. cessera son activité au printemps 2022. LFO a repris depuis octobre 2021 le transport des programmes TV de Netplus en DVB-T pour les besoins de Citycable. La liquidation de la société sera gérée avec le secrétaire général des SIL.

Service Production (PRO)

Principales missions du service

Usines hydrauliques et thermiques

- exploiter les installations dans le respect des normes de sécurité;
- exécuter les plans de maintenance définis par le Service patrimoine;
- intervenir en cas d'urgence, dans les délais impartis, pour assurer la qualité, la continuité et la disponibilité des infrastructures;
- construire les infrastructures en respectant les exigences de qualité, de délais et de coûts.

Installations pour tiers et Eclairage public

- traiter et réaliser les demandes techniques de la clientèle selon les contrats conclus;
- exploiter les projets et infrastructures sous gestion;
- appliquer le plan lumières et l'accord de réduction de la consommation d'énergie de l'éclairage public passé avec le Canton en qualité de grand consommateur.

Centres de conduite

- surveiller en continu le fonctionnement des infrastructures pour détecter les potentiels d'amélioration;
- collecter et diriger les appels pour les transmettre aux différents piquets;
- coordonner les interventions avec les équipes de construction et maintenance;
- gérer l'engagement ou le délestage des productions en fonction des contraintes des infrastructures et des mouvements d'énergie;
- établir des statistiques sur la base d'indicateurs.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Centre de conduite	19.95	18.95	19.95	19.95
Direction PRO	5.20	4.00	5.20	4.00
Eclairage public	16.40	14.40	16.40	15.20
Installations pour tiers	11.00	11.00	13.00	11.00
Usines hydrauliques	20.70	20.70	20.70	20.60
Usines thermiques	22.00	20.00	21.00	20.00
Total service	95.25	89.05	96.25	90.75

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	1.00

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Centre de conduite	19	18.95	20	19.95
Direction PRO	5	4.00	5	4.00
Eclairage public	15	14.40	16	15.20
Installations pour tiers	11	11.00	11	11.00
Usines hydrauliques	21	20.70	21	20.60
Usines thermiques	20	20.00	20	20.00
Total service	91	89.05	93	90.75

Apprenties et apprentis

	31 décembre 2020	31 décembre 2021
Unité administrative	nb	nb
	-	-
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	3	5
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
Total service	3	5

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	1
Départ à la retraite	1
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	3

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	1	0.08
Auxiliaires mensualisé·e·s	2	0.83
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*
Total service	3	0.91

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants**Covid-19: assurer la continuité des opérations**

Les travaux de conduite des réseaux électriques et des installations de production d'énergie électrique et thermique ainsi que leur maintenance et leur renouvellement se sont poursuivis avec une attention toute particulière à la stricte application des mesures de précaution sanitaires, et ceci afin de les maintenir 100% opérationnels tout au long de l'année.

Mise en service de la chaufferie de CADSTEP

La nouvelle chaudière de 24 MW de la chaufferie de CADSTEP à Vidy a été mise en service au printemps 2021 et a permis d'améliorer la sécurité d'approvisionnement du réseau de chauffage à distance Sud-Ouest qui est en plein développement.

Installations de production thermique aux Plaines-du-Loup

Les travaux de réalisation des installations de production de chaleur sous forme de contracting thermique sont en cours sur l'ensemble des pièces urbaines du premier plan d'affectation (PA1). Dans ce cadre, les SIL ont mandaté une quinzaine d'entreprises dont les travaux sont coordonnés par trois bureaux d'étude. A ce stade, les travaux réalisés sont les champs de sondes géothermiques à 800 mètres de profondeur, les fosses et les réseaux qui demandent une coordination importante avec les travaux de gros œuvre des investisseurs,

ainsi que la construction des premières chaufferies à l'intérieur des bâtiments. Les premiers bâtiments devraient entrer en fonctionnement dès le mois de mars 2022.

Télégestion des luminaires

Le système de télégestion des luminaires est opérationnel et permet désormais notamment de contrôler les abaissements lumineux à distance. A ce jour, 1'600 luminaires situés sur les grands axes routiers sont ainsi contrôlés.

Principales activités 2021

Usines hydrauliques

En 2021, l'aménagement hydroélectrique de Lavey a produit 389,7 GWh alors que la production moyenne des dix dernières années s'élève à 398 GWh. Le débit moyen annuel du Rhône de 161 m³/s équivaut à la moyenne à dix ans.

L'apport d'eau en 2021 se caractérise par les faibles débits durant avril et mai suite à une faible fonte des neiges consécutive aux températures froides. Pour ces mêmes mois, la production a ainsi été inférieure de plus de 10 GWh à la moyenne. Cette baisse n'est pas récupérable car en période estivale, à partir de juin, le débit du Rhône est excédentaire, soit au-delà des débits exploitables par l'aménagement.

Les crues dues aux forts orages du 9 et du 13 juillet ont chacune exigé un arrêt de production suite à l'ouverture du barrage pour permettre leur transit sans débordement du fleuve sur les rives. Toutefois, ces arrêts ont pu être anticipés, limités au temps minimum et parfaitement coordonnés avec les réseaux environnants.

La campagne de révision des alternateurs conjointement à celle des turbines a débuté par le groupe de production N°3, de novembre 2020 à fin mai 2021. Parallèlement, le renouvellement des transformateurs de mesures et des protections électriques sur ce même groupe et sur son transformateur haute tension a été réalisé, ce qui clôture ces travaux de maintenance sur les trois groupes débuté l'hiver 2018-2019.

Le remplacement des installations de climatisation de la salle des machines a été réalisé de janvier à mai 2021.

La révision de la vanne N° 3 du barrage composée de deux vantaux motorisés (déverse et soutirage) a été réalisée durant l'hiver 2020-2021 et finalise la campagne sur les trois vannes.

Usines thermiques

L'année 2021 a connu une température moyenne annuelle de 10,1 degrés, en baisse de 11,4% par rapport à 2020 (11,4 degrés). Concernant les degrés jours de chauffage, qui caractérisent les besoins de chauffage durant l'année, la valeur de 2021 a augmenté à 3'385 degrés jours, soit +421 degrés jours de plus qu'en 2020. Ces 3'385 degrés jours restent inférieurs de 0,4% par rapport à la moyenne multi annuelle depuis 1971.

Les ventes de chaleur du chauffage à distance, corrigées en fonction des températures moyennes, ont augmenté de 5,1% par rapport à 2020.

Malgré une hausse de 12,4 GWh d'énergie renouvelable produite, la part d'énergie renouvelable fournie par le CAD en 2021 s'est portée à 58.1%, en baisse de 7.9% par rapport à 2020 suite à l'augmentation de la taille du réseau et de températures plus basses en 2021:

	2019	2020	2021
Nombre de client.e.s	1413	1431	1443
Chaleur vendue [GWh]	433.4	437.7	481.1
Total de l'énergie thermique produite [GWh]	508.5	502.7	567.7

La production et la distribution d'énergie thermique:

	2019	2020	2021
Energie thermique STEP [GWh]	19.5	20.6	15.7
Energie thermique TRIDEL [GWh]	314.9	296.8	314.1
Energie thermique des chaufferies [GWh]	174.0	185.3	237.8
Gaz consommé [GWh]	187.5	195.9	253.1
Mazout consommé [GWh]	4.79	5.1	6.2

Le mix énergétique 2021 du chauffage à distance est composé à 58.1% d'énergie renouvelable (TRIDEL et STEP).

Installations pour tiers

Plusieurs variantes de concepts énergétiques ont été examinées pour les projets de deuxième plan d'affectation (PA2) des Plaines-du-Loup et pour l'écoquartier des Prés-de-Vidy. Des synergies sont étudiées afin de garantir une bonne intégration avec le développement du réseau de chauffage à distance dans le cadre du Plan climat.

Un travail de formalisation des prestations de télégestion des bâtiments pour les services de la Ville a été réalisé, ce qui permet une meilleure transparence des coûts. Cette activité concerne la gestion à distance et le dépannage des installations de chauffage de près de 300 bâtiments à Lausanne.

Eclairage public lausannois

Dans le cadre de l'entretien systématique des luminaires, 181 luminaires vétustes ont été remplacés par de nouveaux luminaires LED. En outre, un retour aux lampes à vapeur de sodium a été effectué dans les quartiers résidentiels dans le but de donner une ambiance nocturne plus douce avec un abaissement de la puissance d'environ 30%. Cette solution permet de participer au bien-être des habitants et également d'améliorer les conditions pour la faune et la flore, tout en garantissant la sécurité des usagères et usagers.

Dans le cadre de la convention d'objectif pour grand consommateur au sens de la loi vaudoise sur l'énergie passée avec la Direction cantonale de l'environnement (DGE), la consommation d'électricité de l'éclairage public doit diminuer de 33% en 10 ans, entre 2019 et 2028. Au 31 décembre 2021, l'économie réalisée depuis 2019 atteint plus de 18%.

Année	Economie d'énergie réalisée en %	Economie d'énergie cumulée en (MWh)
2019	3.09%	173
2020	12.3%	770
2021	2.9%	892.5

Prestation pour tiers en matière d'éclairage

Les SIL ont été mandatés par le Service des sports pour le renouvellement des installations d'éclairage des trois terrains de football de la ligue romande au Chalet-à-Gobet, qui ne répondaient plus aux exigences de contrôles électriques de l'ordonnance sur les installations à basse tension (OIBT). Concernant le terrain de football synthétique de Vidy, un complément de deux projecteurs a été nécessaire pour obtenir l'homologation de l'Association suisse de football (ASF).

Une dizaine de chantiers pour l'installation et le renouvellement de plus de 200 ensembles d'éclairage a été réalisé pour les six communes dont la gestion de l'éclairage public est assurée par le SIL (Mont-sur-Lausanne, Epalinges, Jouxens, Prilly, Saint-Sulpice et Ecublens).

Service Réseaux (RES)

Principales missions du service

Direction du service

- établir et suivre la mission du service en lien avec la mission et la stratégie des SIL;
- assurer la gestion administrative et superviser les activités du service;
- s'assurer de la bonne application de la gestion qualité, environnement, et santé et sécurité au travail.

Planification

- établir le calendrier des chantiers et planifier les ressources;
- gérer la disponibilité du matériel pour les chantiers;
- garantir la conformité des installations électriques basse tension internes aux SIL (OIBT).

Sécurité des installations et comptage

- traiter les demandes techniques de la clientèle;
- planifier et organiser la réalisation des raccordements;
- assurer la pose et annoncer la mise en service du comptage;
- assurer l'infrastructure de télérelève et de télégestion;
- gérer le contrôle périodique de la qualité des raccordements et des infrastructures intérieures (OIBT, etc.).

Exploitation électricité et multimédias

- construire les infrastructures en respectant les exigences de qualité, de sécurité, de délais et de coûts;
- exécuter les plans de maintenance;
- intervenir en cas d'urgence pour assurer la disponibilité des infrastructures.

Exploitation gaz et chauffage à distance

- construire les infrastructures en respectant les exigences de qualité, de sécurité, de délais et de coûts;
- exécuter les plans de maintenance;
- intervenir en cas d'urgence pour assurer la disponibilité des infrastructures.

Effectif du personnel**Plan des postes**

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Direction RES	4.00	3.30	4.00	3.80
Exploitation éle/multi	81.55	80.35	78.35	72.25
Exploitation GAZ/CAD	28.00	26.00	31.00	28.00
Planification activités	9.00	9.00	9.00	9.00
Sécurité des inst. et comptage	42.60	35.30	55.60	37.30
Total service	165.15	153.95	177.95	150.35

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	12.80

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Direction RES	4	3.30	5	3.80
Exploitation éle/multi	82	80.35	74	72.25
Exploitation GAZ/CAD	26	26.00	28	28.00
Planification activités	9	9.00	9	9.00
Sécurité des inst. et comptage	36	35.30	38	37.30
Total service	157	153.95	154	150.35

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
Unité administrative	–	–
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	15	13
Total service	15	13

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	8
Départ à la retraite	5
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	1
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	15

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	2	0.30
Auxiliaires mensualisé·e·s	22	12.75
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*
Total service	24	13.05

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants**Covid-19: adaptation et disponibilité des équipes**

Les équipes des différentes divisions ont été séparées autant que possible afin de limiter les contacts entre les collaborateurs. Malgré les contraintes sanitaires, le service a en tout temps assuré sa mission.

Optimisation des activités gaz

Adaptation de l'organisation de la branche gaz au sein des SiL dès le 1er octobre 2021.

Le projet PrOGRÉS (Projet d'Optimisation Gaz, Réseaux et Services) a pour objectif d'optimiser, renforcer et améliorer l'efficacité du fonctionnement du secteur du gaz au sein du service et dans les interfaces avec COM et PAT. Sa mise en œuvre permet de mieux répondre aux attentes de la clientèle et des partenaires, ainsi que de réattribuer les responsabilités du personnel en place en tenant compte de leurs compétences. Cette nouvelle organisation renforce les synergies et permettra la création d'un meilleur climat de travail et de confiance en lien avec les valeurs des SiL.

Principales activités 2021**Division planification des activités (PLA)**

La division a pour objectif d'établir et assurer une planification des ressources de terrain en fonction des mandats de construction et de maintenance des infrastructures réseaux des SiL. Elle est un courroie de transmission entre les bureaux techniques et la réalisation sur le terrain. Grâce à son expertise, elle assure l'optimisation de l'utilisation des ressources du service afin de répondre aux exigences des plannings. Les interfaces pour la planification des mandats de construction et la mise à disposition des mandats de fonctionnement pour chacun des fluides ont permis de disposer d'une vision globale du volume des activités et d'une prévision des besoins des différentes ressources pour l'année en cours et la suivante, permettant, entre autre, de s'assurer de la disponibilité du matériel et des moyens.

La division s'occupe également de garantir la conformité des installations électriques basse tension des SiL en assurant la validation ou l'exécution des avis d'installation dans les domaines de l'ordonnance sur les installations électriques à basse tension (OIBT), en s'assurant de la veille législative, de l'application et du suivi des procédures dans le respect des lois, des normes légales et des règles. Le rôle d'expert est également assuré dans le domaine des installations à basse tension OIBT pour l'ensemble des SiL.

Se basant sur des retours réguliers du terrain et sur les diverses évolutions techniques, la division informe régulièrement les collaborateurs de terrain des SiL des améliorations du matériel, des méthodes de travail et de sécurité et fait des propositions dans ce sens en mettant également en place de nouvelles procédures métiers.

Suite à la nouvelle organisation des activités du secteur du gaz au sein du service, la coordination des interventions sur les installations intérieures est dorénavant intégrée à la division, avec pour mission d'assurer la planification et la coordination des travaux selon les demandes des clientèles internes et externes.

Division Sécurité des installations et comptage (SIC)

La Division raccords a changé de nom pour devenir la Division sécurité des installations et comptage. Ses missions sont de gérer le raccordement électrique des clientes et clients, assurer le suivi des contrôles périodiques des installations électriques et gaz ainsi que leur comptage.

SIC vérifie les exigences légales et les normes édictées, entre autres, par l'Ordonnance sur les installations électriques à basse tension (OIBT) et la Société suisse de l'industrie gazière et de l'eau (SSIGE). Pour ce faire, elle s'assure que la sécurité des installations électriques intérieures et des branchements gaz (envoi d'environ 11'000 courriers) est conforme et répond également aux demandes des professionnels et des clients (environ 10'000 appels et 10'000 courriels).

En 2021, le projet de dématérialisation des ordres de travail relatifs aux poses et déposes des compteurs d'électricité, de gaz et de chauffage à distance est passé en phase de production, ce qui améliore l'efficacité du processus sur l'ensemble de la chaîne de travail.

Dans le cadre de la réalisation des raccords, SIC a enregistré une année record au niveau du chiffre d'affaires réalisé.

En ce qui concerne le déploiement des compteurs intelligents, les processus de déploiement des appareils et de l'acquisition des données ont été créés en collaboration avec les autres entités impliqués dans ce projet majeur. La structure de l'équipe a été modifiée et des recrutements ont eu lieu et se poursuivront en 2022. Des tests du matériel et du système d'acquisition et de transmission des données ont été effectués et ont permis l'identification de diverses anomalies, qui ont été corrigées ou sont en cours de résolution. Enfin, les zones de déploiement pour 2022 ont été définies et le décommissionnement de l'ancienne plateforme d'acquisition des données (AIM8) planifié.

Division exploitation gaz et chauffage à distance (EGC)

La mission de la division est d'assurer la réalisation, la maintenance, le dépannage et l'exploitation des réseaux de chauffage à distance des SIL et de CADOUEST S.A. et du réseau de gaz.

Pour le chauffage à distance, cela représente plus de 113 km de réseau et environ 1'000 chambres techniques afin de fournir une prestation à plus de 1'470 clients. Les spécialistes sont intervenus tout au long de l'année afin de réaliser principalement les différentes rénovations planifiées sur les installations, les raccords et les mises en service des nouvelles clientes et clients, ainsi que le suivi des chantiers en cours. Les différentes inspections ont permis de déceler et réparer plus de 10 fuites d'eau surchauffée. Plus de 180 interventions ont été menées afin de répondre à des besoins des clients. Le service d'astreinte a dû intervenir à 8 reprises pour les questions liées au réseau et 33 fois à la demande de clientes et clients. Le nettoyage systématique des chambres techniques se poursuit de même que le remplacement des instruments de métrologie installés chez la clientèle. Les processus relatifs au banc d'essais pour les compteurs de chauffage à distance ont été audités par l'Institut fédéral de métrologie (METAS) qui a validé l'ensemble et renouvelé l'accréditation.

Le réseau de gaz se déploie sur plus de 40 communes, de Lutry à Nyon, ce qui représente plus de 750 km de conduite et plus de 16'600 clientes et clients. L'ensemble du réseau de distribution a été contrôlé à l'aide d'un véhicule spécialisé dans la détection des fuites. Les zones les plus denses ont été contrôlées durant la nuit afin de minimiser l'impact sur le trafic routier et garantir la sécurité du personnel. Plus d'une centaine de nouvelles fuites ont été réparées. Les fuites faibles sont, elles, maintenues sous surveillance et contrôlées à intervalles réguliers. Des travaux d'entretien et de rénovation du réseau ont nécessité des remplacements de conduites et de vannes.

Cette année a également été celle du début, dès le 1^{er} octobre, de la nouvelle organisation des activités gaz dont le but est l'optimisation des processus liés à l'exploitation du réseau de gaz. Dans ce cadre, des responsabilités et des tâches de maintenance, de dépannage et d'exploitation des postes de détente (plus de 160 postes) ont été intégrées à la division. Les mandats de Gaznat aux SIL pour la surveillance des gazoducs sur la Commune de Lausanne ainsi que la gestion, pour les interventions de 1^{er} niveau sur les quatre postes de détente et de couplage qui alimentent et relient notre réseau au gazoduc sous-lacustre ont également été confiés à la division. Les équipes sont en phase d'acquisition de nouvelles compétences et le changement est accompagné afin de garantir une transition rapide et efficace.

Le mandat d'exploitation du réseau de la commune de Rolle s'est poursuivi à la satisfaction des deux parties.

Exploitation électricité et multimédia (EEM)

La division construit, maintient et dépanne les réseaux de distribution d'électricité et les réseaux coaxiaux et de fibre optique du multimédia, en grande partie sur mandat de LFO SA pour ces derniers, afin de garantir la fourniture de l'électricité et la qualité des signaux du multimédia.

Section Dépannage électricité

L'équipe traite les dépannages de jour sur le réseau de distribution d'électricité. Elle est intervenue à 13 reprises sur la moyenne tension (MT) et à 42 reprises sur la basse tension (BT). Cette même équipe gère les chantiers de réparation afin que les installations assurent la même fiabilité qu'avant l'avarie.

Deux avaries, dont une créée par une entreprise de génie civil malgré la sensibilisation de ces entreprises à ce risque de chantier, sur des câbles 50 kV sont survenues, nécessitant des manœuvres de bouclages moyenne tension (MT) en collaboration entre RES et PRO.

Des interventions de repérage et d'assainissement d'anciennes liaisons câblées sur le chantier du tram ont également eu lieu.

Section Réalisation

La section assure les missions suivantes:

- construction, rénovation et maintenance du réseau souterrain moyenne tension (MT) et basse tension (BT), ainsi que des postes de transformation MT/BT;
- entretien des lignes aériennes MT/BT, ainsi que des prises souterraines et coffrets d'introduction; pose des protections sur les lignes aériennes lors de travaux externes à proximité de ces dernières; construction des nouveaux branchements clients souterrains;
- alimentation en électricité des différentes manifestations qui se déroulent durant l'année; gestion des demandes en énergie électrique provisoires pour les chantiers et facturation de ces prestations. Les alimentations se font depuis les postes de transformation MT/BT et les armoires de distribution BT, plus rarement depuis une ligne aérienne;
- fourniture de l'outillage adéquat pour les monteurs du service et de l'éclairage public; gestion du stock et commande du matériel, de l'outillage et des câbles; tirage des câbles MT/BT.

Les collaborateurs de la section réalisation effectuent également du service de piquet 2 (MT) ou 3 (BT) tout au long de l'année pour assurer une fourniture en électricité et un service de qualité.

Section Multimédia

Cette section assure la maintenance des réseaux télécoms coaxial et de fibre optique, et des centraux, les dépannages et les mises en services chez les clients, notamment pour le compte de LFO SA sur la Commune de Lausanne. Elle pose des génératrices en cas d'arrêt de courant programmé et propose des accès à internet pour des manifestations.

Faits marquants principaux:

- les contraintes sanitaires n'ont pas empêché un service 24 heures sur 24, les dépannages clientèles et réseaux HFC-FTTH, le suivi des chantiers urgents, des projets et des avaries;
- nouvelle grille de programme Citycable et fermeture de la station de tête Boisy TV;
- poursuite du projet démantèlement du réseau HFC et migration des clients vers le réseau de fibre optique de LFO SA;
- 2'665 interventions chez la clientèle et sur les réseaux.

Maintenance

L'équipe «Entretien» a travaillé en particulier à la maintenance des équipements suivants:

- postes HT: révision des équipements métalliques d'isolation gazeuse des postes 125 kV de Pierre-de-Plan (en collaboration avec le fournisseur) et pour le poste 50 kV d'Expo, révision des disjoncteurs 50 kV du poste de Pierre-de-Plan;
- lignes HT: inspection annuelle des 4 lignes 125 kV et coupe de bois;
- transformateurs HT: des prélèvements d'huile sur les différents transformateurs pour diagnostics sont réalisés chaque année afin de garantir une disponibilité optimale de ces équipements;
- postes MT/BT: entretien de 118 postes MT/BT;
- armoires BT; contrôle et entretien de 113 armoires.

L'équipe Grandes stations a œuvré au poste HT de Pierre-de-Plan par le changement de deux grands transformateurs, le remplacement des cellules 11 kV, y compris le contrôle commande et les équipements de télécommande centralisée. Elle a également assuré la rénovation du contrôle commande des équipements HT, la modernisation des équipements de télécommande centralisée et le renouvellement des services auxiliaires du poste HT de Sébeillon.

L'équipe «Transports publics» a effectué la maintenance sur les 38 sous-stations électriques alimentant les divers réseaux des tl (bus, m1, m2 et LEB). Afin de ne pas perturber l'exploitation des transports urbains, une grande partie de ces travaux est réalisée de nuit. Les contrats de maintenance tl concernant les réseaux bus, m1 et LEB ont été résiliés au 31 décembre 2021 et seront repris à partir de cette date par les tl directement.

SI-REN S.A.

Historique de la société

- SI-REN S.A. a été créée le 10 décembre 2009 et enregistrée au registre du commerce du Canton de Vaud le 16 décembre 2009. Son capital-actions est de CHF 30'000'000.-;
- Le capital de la société a été sollicité par le rapport-préavis N° 2009/27, adopté par le Conseil communal le 27 octobre 2009;
- Le Conseil communal a apporté plusieurs amendements aux conclusions, dont les nouvelles conclusions 1bis et 1ter qui prévoient respectivement «d'obtenir de la Municipalité qu'elle informe le Conseil communal des activités de cette société, même a posteriori, comme si elles étaient le fait des Services industriels», et «de soumettre cette société au contrôle de la Commission de gestion au même titre que l'Administration de la Ville de Lausanne»;
- La Municipalité, pour respecter la demande d'information du Conseil communal, a décidé de rendre compte des activités de SI-REN S.A. via le rapport de gestion des SIL. Elle transmet également le rapport de gestion de la société SI-REN S.A. aux commissaires de gestion et des finances des sous-commissions des SIL.

But de la société (article 2 des statuts)

«La société a pour but l'étude, la construction et l'exploitation d'installations de production ainsi que la fourniture d'énergie dans le domaine des énergies renouvelables en Suisse et à l'étranger. Elle pourra également conduire des projets de recherche fondamentale et appliquée dans tous les domaines des énergies renouvelables, conceptualiser et commercialiser des produits et services dans ce domaine, ainsi que procéder à la réalisation de projets de recherche sous toute autre forme. Elle peut effectuer, elle-même ou par l'intermédiaire de tiers, toutes opérations en rapport direct ou indirect avec son but, y compris dans le domaine de la propriété intellectuelle, en Suisse et à l'étranger. La société peut acquérir, détenir et aliéner des immeubles. La société peut exercer toutes les activités commerciales, financières – notamment à travers des prises de participation en Suisse et à l'étranger – ou autres en rapport avec son but.»

Effectif du personnel

La société compte 7.2 EPT au 31 décembre 2021. La direction est assurée par M. Xavier Righetti, ancien responsable de la division efficacité énergétique des SIL qui a pris ses nouvelles fonctions le 1^{er} avril 2021.

Principales activités 2021

Plan solaire photovoltaïque

En 2021, les centrales photovoltaïques de SI-REN S.A. ont produit environ 12.0 GWh, soit l'équivalent de la consommation de plus de 4'800 ménages consommant 2'500 kWh par an. Depuis 2011, la production solaire cumulée se monte à près de 70.0 GWh.

Avec 68 installations, totalisant une puissance installée de 12.851 MW, le déploiement photovoltaïque se poursuit mais avec un frein marqué en 2021. Trois nouvelles centrales solaires ont été réalisées et mises en service en 2021 pour une puissance cumulée de 288 kW. Il s'agit de la Maison de l'environnement de l'Etat de Vaud à Lausanne, de l'extension du Gymnase de Burier à la Tour-de-Peilz et du Musée cantonal de design

et d'arts appliqués contemporains (mudac) à Lausanne. Une centrale pourtant finalisée en 2021 avec une puissance de 70 kW n'a pas pu être mise en service sur l'année. En effet, sur ce bâtiment existant récent, un probable défaut d'étanchéité de la toiture a été détecté grâce aux travaux du solaire photovoltaïque. Il a fallu démonter partiellement les panneaux de la centrale solaire afin de permettre aux spécialistes une investigation correcte de la source du problème.

La production des centrales photovoltaïques de SI-REN SA peut se consulter en direct sur le site internet www.si-ren.ch.

Après le site des Falaises et de Provence 24, fruits de collaboration avec les SIL, d'autres regroupements et communautés d'autoconsommation verront le jour en 2022. SI-REN S.A. assurera également le financement et l'exploitation des centrales solaires dans le cadre de contrats de regroupement pour la consommation propre en négociations pour les nouveaux bâtiments de l'éco quartier des Plaines-du-Loup.

Au 31 décembre 2021, quatre nouvelles centrales solaires sont en chantier, totalisant une puissance de 585 kW. Le bureau d'études de SI-REN S.A. travaille actuellement sur 36 projets (2022-2023), totalisant une puissance potentielle de 7.5 MW.

Projet Eollorat Sud

Lancé en 2007, le projet Eollorat Sud compte huit éoliennes prévues entièrement sur le territoire communal. Le parc Eollorat Sud devrait produire de l'ordre de 60 GWh/an, selon le modèle d'éoliennes qui sera retenu lors de la phase de demande des permis de construire.

Le projet de plan partiel d'affectation Eollorat secteur Sud, adopté par le Conseil communal le 22 septembre 2015, a obtenu l'approbation préalable du Département cantonal du territoire et de l'environnement le 8 juin 2016. Le projet a fait l'objet de recours auprès de la Cour de droit administratif et public (CDAP) qui a rendu un arrêt le 1^{er} octobre 2019 déboutant les recourants. Ces derniers ont alors porté l'affaire au Tribunal fédéral, dont la décision est toujours pendante.

Fort du signal très clair donné par la CDAP, le Conseil d'administration de SI-REN S.A. a décidé de démarrer dès 2020 la préparation des permis de construire (études complémentaires, choix du fournisseur d'éoliennes, du transporteur, etc.) en vue d'être prêt à déclencher la suite de la procédure dès que la décision du Tribunal fédéral sera rendue, sous réserve qu'elle soit favorable.

Alpine Geothermal Power Production (AGEPP SA)

La société AGEPP SA, qui vise à exploiter l'énergie thermique renouvelable fournie par la géothermie à Lavey, entre dans une phase importante de ses travaux. Depuis décembre 2021, une puissante foreuse est en place et le début du forage de la roche à plus de 2 km de profondeur est planifié pour janvier 2022.

L'objectif prévu est d'extraire de l'eau à 110° C avec un débit de 40 litres par seconde. Ces conditions remplies permettraient de produire chaque année:

- 4.2 GWh électriques via une machine à cycle organique de Rankine (ORC);
- 15.5 GWh thermiques afin d'alimenter les Bains de Lavey en eaux thermales pour le renouvellement de l'eau des piscines et en énergie thermique pour le chauffage des piscines et des bâtiments.

SI-REN S.A. possède 21.72% de la société AGEPP S.A., créée en 2017. Les autres actionnaires sont Holdigaz S.A. (21.72%), Romande Energie Holding S.A. (15.74%), EOS Holding S.A. (19.11%), CESLA S.A. (15.20%), la Commune de Saint-Maurice (4.34%) et la Commune de Lavey-Morcles (2.17%).

Une augmentation planifiée du capital d'AGEPP S.A. ainsi qu'un prêt ont été honorés par les différents actionnaires en 2021.

Palézieux Bio-énergies S.A.

SI-REN S.A. détient 39% du capital de l'installation de biogaz agricole. Conformément aux exigences du biogaz agricole, la famille paysanne Ramseyer en détient 51%. La commune d'Oron 10%.

En 2021, renforcée par un deuxième groupe électrogène mis en service en avril, l'installation de bio méthanisation agricole exploitée par la société a produit 1.5 GWh d'électricité nette (1.1 GWh en 2020), et valorisé 0.67 GWh de chaleur (0.55 GWh en 2020) qui ont permis de chauffer l'exploitation agricole et, partiellement, le collège de Palézieux-Village.

L'installation bénéficie de la rétribution à prix coûtant pour la vente de l'électricité jusqu'en 2035.

Montéole SAS

Aux côtés d'EOS Holding S.A. comme second actionnaire, SI-REN S.A. détient depuis 2012 une participation de 51% dans la société Montéole SAS, qui possède le Parc Monts Bergerons I. Ce parc, mis en service en décembre 2008 et doté de cinq éoliennes Sanvion de 2 MW, est situé dans le département de la Somme, en région Picardie. L'énergie produite est reprise jusqu'en 2023 par Electricité de France (EDF) selon un système de rétribution à prix coûtant. L'avenir du parc au-delà de 2023 doit être évalué par les actionnaires.

La production 2021 s'est élevée à 18.1 GWh (23.3 GWh en 2020). Des conditions de vent moins favorables en 2021 sont la raison majeure de cette baisse de production par rapport à 2020.

LFO S.A.

Historique de la société

- LFO S.A. a été créée le 28 janvier 2013 et enregistrée au registre du commerce du Canton de Vaud le 8 février 2013. Son capital-actions est de CHF 10'000'000-;
- Le capital de la société a été sollicité par le rapport-préavis N° 2012/27 adopté par le Conseil communal le 13 novembre 2012;
- La Commission de gestion (25e observation 2013) a demandé que les activités de cette société soient présentées au Conseil communal et fassent l'objet d'un chapitre particulier du rapport de gestion.

But de la société (article 2 des statuts)

«La société a pour but l'acquisition, la construction, l'exploitation et la commercialisation de réseaux pour le transport d'information; elle assure en outre leur évolution. La société peut:

- exercer toute activité financière, commerciale ou industrielle, mobilière ou immobilière, en rapport direct ou indirect avec son but;
 - participer à toutes entreprises ayant un rapport direct ou indirect avec son but».
-

Effectif du personnel

La société n'a pas de personnel. Elle mandate les équipes des SIL pour la construction et l'entretien des réseaux. Sa direction opérationnelle est assurée sur mandat par un collaborateur spécialisé du Service patrimoine.

Principales activités 2020

Extension de la fibre optique

522 unités d'habitation ont été raccordées à Lausanne en 2021.

Démantèlement du réseau HFC

La migration des clients internet HFC sur le réseau de fibre optique permet de poursuivre le démantèlement du réseau HFC avec plus de 600 amplificateurs supprimés en 2021.

Transport des programmes TV pour Citycable

Suite à l'arrêt de la société Boisy TV S.A., LFO a repris depuis octobre 2021 le transport des programmes TV de netplus en DVB-T.



Bureau du Conseil communal

Rapport du Bureau du Conseil communal sur sa gestion de juillet 2020 à fin juin 2021 et l'état de ses archives

Avec la nouvelle Constitution, les autorités communales voient leur mandat débiter au 1^{er} juillet. Pour tenir compte de cette nouvelle réalité, en juin 2010, le Bureau du Conseil communal a décidé, en accord avec les présidents des groupes, que ses rapports de gestion couvriraient l'exercice effectif, du 1^{er} juillet au 30 juin, et non plus l'année civile.

Tableau récapitulatif

Objet	Nombre en 2020–2021	Nombre en 2019–2020	Nombre en 2018–2019	Nombre en 2017–2018
Séances plénières simples du Conseil communal	3	2	2	3
Séances plénières doubles du Conseil communal	20	18	22	19
Démissions de membres du Conseil entre 01.07 et 30.06	6	13	9	16
Motions déposées entre 01.07 et 30.06	–	–	4	2
Postulats déposés entre 01.07 et 30.06	63	65	49	59
Projets de règlement déposés entre 01.07 et 30.06	1	–	1	3
Interpellations ordinaires déposées entre 01.07 et 30.06	19	23	44	65
Interpellations urgentes déposées entre 01.07 et 30.06	24	44	17	24
Pétitions déposées entre 01.07 et 30.06	19	12	16	12
Préavis déposés entre 01.07 et 30.06	37	36	39	32
Rapports-préavis déposés entre 01.07 et 30.06	29	16	22	27
Rapports (R1 à Rn) de l'année	101	91	95	114
Questions écrites transmises à la Municipalité	14	47	21	25
Questions orales posées par les membres du Conseil communal en séance	144	128	142	171
Nomination des commissions ad hoc par le Bureau	69	119	93	75
Séances de la Commission de gestion	10	10	11	8
Séances de la Commission des finances	10	12	12	13
Séances de la Commission des pétitions	8	4	4	9
Séances de la Commission de recours en matière d'impôt communal (CCRI)	33	15	24	24
Nombre de recours enregistrés par la CCRI	134	44	25	n/a
Séances de la Commission de politique régionale	–	–	–	4
Séances du Bureau du Conseil	18	21	15	17
Invitations reçues	3	63	160	91
Nombre d'objets soumis durant les week-ends de votations (y c. élections)	14	7	9	8
Nombre d'urgences demandées par la Municipalité	36	41	47	38
Nombre d'objets traités (préavis, rapport-préavis, initiatives, interpellations, interpellations urgentes)	193	115	203	189
Ratio nombre d'objets traités/nombre de séances	8.3	5.75	8.45	8.5

Le ratio présenté à la dernière ligne du tableau ci-dessus ne peut être pris en considération sans tenir compte du type de dossiers traités durant l'année parlementaire. En effet, la division du nombre d'objets traités par le nombre de séances ne dit rien sur la complexité des objets soumis aux membres du Conseil. Certaines années, le Conseil vote plusieurs objets nécessitant de nombreuses heures de débats. De plus, les initiatives renvoyées en commission ne sont pas comprises dans le nombre d'objets traités.

Principales missions du service

Le Secrétariat du Conseil (SCC) est le support du Bureau et du Conseil communal. A ce titre, sa mission centrale est d'organiser la planification et la préparation, le déroulement et le suivi de l'activité du Conseil. Le SCC est composé 7 personnes engagées avec des taux d'activité correspondant à 4.75 EPT. Ses missions principales sont:

- Secrétariat du Conseil
- Secrétariat de la Commission de gestion (COGES), de la Commission des pétitions (COPET), de la Commission de recours en matière d'impôt et taxes communales (CCRI)

Evènements marquants

Impact de la crise sanitaire sur les séances

L'année présidentielle a été marquée par la crise sanitaire du Covid-19. Elle est sans précédent. Durant toute l'année présidentielle, séance du 25 août exceptée, les séances ont eu lieu à la Halle 35 du bâtiment Sud de Beaulieu. Le prix de la location de la salle – CHF 10'000 par soir – a pu être négocié par la présidente du Conseil 2019-2020, le syndic et la direction de Beaulieu. A ce montant se sont ajoutés les frais techniques de réalisation audio et vidéo et les frais liés aux mesures sanitaires, dont le contrôle du respect a été assumé par la préfecture du district de Lausanne.

Une réflexion sur la possibilité de mener des séances du Conseil de manière hybride, c'est-à-dire avec des personnes présentes dans la salle et d'autres en visio-conférence, a été conduite. Les difficultés techniques (synchronisation du son, effet larsen, contrôle du droit d'accès au vote électronique à distance) ont occupé ces réflexions. Aucune séance n'a finalement été organisée dans ce mode, le Conseil d'Etat l'ayant interdit.

Les travaux des commissions ont été maintenus, dans la majorité des cas en présentiel, dans des salles permettant de respecter les distances sanitaires ce qui a engendré des difficultés d'organisation d'agenda. En effet, certaines des salles utilisées précédemment ne pouvant plus l'être, cela a rendu plus compliqué le partage des locaux dans lesquels les réunions étaient autorisées.

Principales activités 2020-2021

Commission de recours en matière d'impôt

Durant cette année, la commission s'est réunie 33 fois et a traité 88 recours. La greffière entrée en fonction en janvier 2019 a donné sa démission pour le 1^{er} octobre 2020 pour une nouvelle opportunité de carrière. Le greffier qui l'a remplacée est entré en fonction le 1^{er} novembre 2020.

L'évolution mentionnée dans le tableau du nombre de recours enregistré peut s'expliquer en partie par les recours portant sur la taxe de base déchets. Lors de la modification du Règlement de la ville de Lausanne sur la gestion des déchets, 3000 recours environ ont été déposés en 2013. Afin de gérer cette masse importante de dossier, la CCRI avait, à l'époque, opté pour une suspension de tous les recours et proposé de trancher quelques recours sélectionnés parmi les 3000. Cette procédure a permis d'obtenir un arrêt de principe en 2019 du Tribunal fédéral lequel a confirmé le principe de la taxation lausannoise.

Suite à cet arrêt, la CCRI a adressé un courrier aux recourantes et recourants les informant des conclusions de l'arrêt et les invitant, s'ils le désiraient, à retirer le recours. Environ 100 recourantes et recourants ont maintenu leur recours. Depuis le mois de novembre 2020, la commission traite ces procédures et terminera toutes les auditions d'ici la fin du mois de juin 2021 en principe.

Ces recours expliquent en partie le nombre de dossiers enregistrés sur le rôle statistique de la CCRI. Il convient de préciser que la majorité des recourantes et recourants s'a déposé des recours régulièrement depuis 2013 sur les mêmes principes. Ainsi, chaque ligne comportant l'indication «Taxe de base déchets», comporte en réalité plusieurs recours, lesquels sont joints.

Cependant, l'année 2021 est marquée par une augmentation du nombre de recours, hors taxe de base déchets. Ils s'élèvent actuellement à 60 recours depuis le 1^{er} janvier 2021, ce qui est sensiblement plus élevé que les dossiers enregistrés pour l'année 2020, respectivement 2019. Cette augmentation ne s'explique pas par une modification législative.

Plusieurs recours sont déposés en raison de la situation économique des personnes taxées. Il y a quelques commerçantes et commerçants qui ont recouru pour des procédés de réclame, ou des interventions de police suite à du bruit, et qui estiment être déjà durement frappés par la pandémie et les fermetures.

Les interventions de police constituent toujours une grande partie des dossiers traités au sein de la CCRI. L'argument revenant régulièrement consiste à dire que le recourant a déjà été amendé par la Commission de police et ne comprend pas pourquoi une nouvelle taxe lui est notifiée. Le greffier a contacté la Commission

de policer afin de discuter notamment des informations figurant sur les ordonnances pénales notifiées au recourant. La page de garde comporte expressément l'indication que les recourantes et recourants recevront une facture supplémentaire portant uniquement sur les frais d'intervention de police. Aussi, les informations transmises paraissent être claires même si juridiquement cette impression de double taxation doit être expliquée aux recourantes et recourants.

Rédaction du Bulletin du Conseil

Les activités du Grand Conseil ayant été suspendues durant la crise sanitaire en 2020, l'équipe de rédaction du Bulletin du Grand Conseil a proposé ses services pour la rédaction du Bulletin du Conseil communal de Lausanne. Près de 300 heures de travail pro bono ont été faites.

Développement et déploiement d'un nouveau logiciel

La Municipalité a fait développer un logiciel de gestion des documents et des flux d'information qui doit remplacer celui utilisé jusqu'ici: Goéland/Extranet. Des tests de charge ont été effectués en mars 2021. L'administration a commencé à utiliser le logiciel le 4 juin, la Municipalité lors de sa séance du 10 juin et les membres du Conseil ont accès à la plateforme depuis le 9 juin. Le bilan de la migration informatique, de la prise en main par les membres du Conseil et son secrétariat sera fait dans le prochain rapport.

Suivi de l'activité du secrétaire

Conformément à une demande du Service du personnel, le secrétaire du Conseil utilise depuis le 01.06.2021 la plateforme de timbrage Time Tool, commune à l'ensemble du personnel de l'administration. Avant cela, il notait ses heures dans un fichier Excel qu'il donnait à signer tous les mois à la présidente ou au président du Conseil. Cela n'était pas le cas précédemment, car, à son entrée en fonction 2011, le Règlement du personnel de l'administration communale (RPAC) imposait un cadre qui ne correspondait pas à l'activité du poste, notamment le paiement majoré des heures effectuées en soirée. L'entrée en vigueur d'Equitas a corrigé cela.

Présentation des activités des associations lausannoises au Conseil communal

Empêchée d'aller à la rencontre du tissu associatif lausannois par la crise sanitaire, la présidente du Conseil a émis le souhait de recevoir 2 associations au début de chaque séance du Conseil et de leur donner l'opportunité de présenter leurs activités en 3 minutes. Entre le 22 septembre 2020 et le 8 juin 2021, 36 associations – sportives, artistiques, sociales – se sont succédé sur la scène de Beaulieu. Leurs représentantes et représentants ont pu expliquer en quoi consistent leurs actions et rencontrer les membres du Conseil, lesquelles ont pu découvrir ou redécouvrir la richesse de l'offre à disposition des habitantes et habitants de Lausanne et de sa région.

Accueil des citoyennes, citoyens, écolières et ecoliers à l'Hôtel de Ville

Dans le prolongement de l'initiative évoquée ci-dessus, la présidente a aussi proposé aux citoyennes et citoyens lausannois, par la voie du journal communal et des réseaux sociaux, de venir visiter l'Hôtel de Ville et d'échanger un moment convivial. Ces rencontres se sont faites sur inscription dans le respect des jauges et consignes sanitaires édictées par le Canton.

Elle a également reçu des classes scolaires durant les pauses de midi et leur a présenté les activités du Conseil communal et fait visiter les locaux où, habituellement, les élues et élus tiennent leurs séances.

Visites des services

La présidente a aussi organisé la visite de 9 services. Une fois encore, l'intention était de provoquer des rencontres et des échanges. Loin des visites de contrôle et gestion effectuées par les commissions permanentes, il s'agissait ici de s'intéresser à celles et ceux qui font fonctionner l'administration. C'est ainsi que durant l'automne, accompagnée parfois de membres du Bureau ou du Conseil, elle a pu s'entretenir avec grand intérêt non seulement avec les cheffes et chefs de services mais aussi avec le personnel de bibliothèque et archives; urbanisme; eau; service social; logements et gérances; cadastre; parcs et domaines; accueil de jour; service d'achats et logistique et a pu se rendre compte de la passion et de l'investissement de chacune et chacun.

Gestion de l'ordre du jour du Conseil

La présidente et les membres du Bureau ont réfléchi et essayé de prendre des dispositions pour améliorer la vitesse de traitement des objets à l'ordre du jour du Conseil: limitation du temps de parole, regroupement d'objets par thématique, interprétation stricte du Règlement du Conseil pour l'octroi des urgences au traitement des interpellations, le Bureau n'a pas ménagé ses efforts.

Révision du Règlement du Conseil communal de Lausanne

La révision du Règlement du Conseil communal de Lausanne (RCCL) a enfin abouti après des années de travaux. Celle-ci avait été initiée notamment pour réduire le nombre d'objets à l'ordre du jour des séances. Les propositions faites par la Commission 56, chargée de cette révision, ont parfois été testées par la présidente.

L'une des modifications majeures du RCCL adoptées par le Conseil communal le 11 mai 2021 est de confier la charge au secrétariat du Conseil de participer à toutes les séances de commissions, Commission des finances exceptée, pour en prendre les notes. L'effet escompté est de réduire le délai de reddition de ces notes par l'administration. La validation du Règlement par la conseillère d'Etat et l'engagement des ressources humaines permettant d'assurer cette nouvelle mission renvoient l'entrée en vigueur de cette mesure dans le courant de l'année présidentielle 2021-2022. En attendant, par souci d'économie et pour éviter les procédures liées l'engagement d'auxiliaires, la Municipalité a autorisé le personnel de son administration à suppléer le secrétariat du Conseil.

Le délai de mise à disposition des notes a, par ailleurs, fait l'objet d'un rappel aux secrétariats des directions, par l'intermédiaire du secrétaire municipal, qu'il n'est pas nécessaire de faire adopter les notes aux membres de la commission. Les notes de séances servent au président pour rédiger son rapport de commission. Elles sont confidentielles. Si les notes sont incomplètes ou erronées, il apporte directement les corrections dans son rapport, sans faire corriger les notes.



Registre des participations 2021

Avant-propos

La quatrième édition du registre des participations recense 124 entités et 223 mandats de représentation répartis entre 76 personnes.

Pour rappel, le présent registre s'attache à exposer les participations que la Ville détient au 31.12.2021, en y détaillant les représentant-es ainsi que les objectifs stratégiques que celle-ci entend poursuivre.

Par ailleurs, la Municipalité réitère sa volonté d'établir formellement et de communiquer les objectifs qu'elle poursuit et entend atteindre par la détention de participations d'une part en les intégrant de manière systématique au présent registre et d'autre part en les communiquant personnellement aux représentant-es de la Ville au moyen de lettres de mission, ces dernières ayant été envoyées dans le courant de l'année 2021.

Les entités sont réparties selon la typologie figurant dans le tableau ci-dessous.

Nombre de personnes morales direction de tutelle	S.A.	Fondation de droit privé	Association	Coopérative	Fondation et entreprise de droit public	Total général
1 CD	4	23	2	-	2	31
2 SE	3	4	-	-	-	7
3 SCS	2	7	9	-	1	19
4 LEA	10	6	1	13	-	30
5 EJQ	-	5	-	-	1	6
6 FIM	8	1	-	-	-	9
7 SIL	19	-	3	-	-	22
Total général	46	46	15	13	4	124

Table des matières

Registre des représentant-e-s de la Ville de Lausanne et des objectifs stratégiques liés aux participations – Etat au 31 décembre 2021

Sociétés Anonymes (S.A.)	342
1. Culture et développement urbain	342
Beaulieu S.A.	342
SI Conservatoire Lausanne S.A.	342
SI EJMA Lausanne S.A.	342
Vaud-Fribourg TV S.A.	343
2. Sécurité et économie	343
Biopôle S.A.	343
Epura S.A.	343
Tunnel du Grand Saint-Bernard S.A.	343
3. Sports et cohésion sociale	344
Centre sportif de Malley S.A.	344
Maison du Sport International S.A.	344
4. Logement, environnement et architecture	344
Bâtir A S.A.	344
La Maison Ouvrière B S.A.	345
La Maison Ouvrière C S.A.	345
La Vidynette A S.A.	345
Le Geai S.A.	345
Logis familial S.A.	346
Bâtir B S.A.	346
Bâtir C S.A.	346
S.I. Tour d'Entrebois A S.A.	347
SILL S.A. Société immobilière lausannoise de logement	347
6. Finances et mobilité	347
Compagnie du chemin de fer Lausanne-Echallens-Bercher	347
CRIDEC, Centre de ramassage et d'identification des déchets spéciaux S.A.	348
Gedrel S.A.	348
ISDS Oulens S.A.	348
Parkings-Relais lausannois S.A.	348
Transports publics de la Région Lausannoise S.A.	349
TRIDEL S.A. (via Gedrel S.A.)	349
Groupe CGN S.A.	349
7. Services industriels	349
AGEPP S.A. (via SI-REN S.A., EOS Holding S.A. et Romande Energie Holding S.A.)	349
Boisy TV S.A.	350
Cadouest S.A.	350
EOS Holding S.A.	350
Forces motrices de l'Aboyeu S.A.	350
Forces Motrices Hongrin-Léman S.A. (FMHL)	351
Gaznat S.A. Société pour l'Approvisionnement et le Transport du Gaz Naturel en Suisse	351
LaZur Energie S.A.	351
LFO S.A.	351
MBR S.A.	352
Neo technologies S.A.	352
netplus.ch S.A.	352
Petrosvibri S.A. (Via Gaznat S.A.)	352
RhônEole S.A.	353
Romande Energie S.A. (sur mandat du Canton de Vaud pour représenter les communes vaudoises)	353
Securelec-Vaud S.A.	353
SI-REN S.A.	353
Spontis S.A.	354
Swissgas S.A. (via Gaznat S.A.)	354
Swisspower S.A.	354

Fondations de droit privé	354
1. Culture et développement urbain	354
Cinémathèque suisse	354
Ecole de Jazz et de Musique Actuelle de Lausanne	355
EML fondation Ecole de musique de Lausanne	355
Fondation Arsenic	355
Fondation Béjart Ballet Lausanne	355
Fondation Capitole	356
Fondation de la Haute Ecole de Musique Vaud Valais Fribourg et du Conservatoire de Lausanne	356
Fondation de l'Hermitage Donation Famille Bugnion	356
Fondation du Petit Théâtre de Lausanne	356
Fondation du Théâtre Boulimie	357
Fondation du Théâtre Kléber-Méleau	357
Fondation Ensemble Vocal de Lausanne	357
Fondation Festival de la Cité	357
Fondation Jean Monnet pour l'Europe	358
Fondation pour l'art dramatique (Théâtre de Vidy)	358
Fondation pour l'art musical, lyrique et chorégraphique (Opéra de Lausanne)	358
Fondation pour les musiques actuelles (Les Docks)	358
Fondation romande pour la chanson et les musiques actuelles	359
Fondation romande pour le cinéma (Cinéforum)	359
Fondation Sinfonietta de Lausanne	359
Orchestre de chambre de Lausanne	359
Fondation lausannoise pour le rayonnement de la BD	360
Centre de traduction littéraire de l'Université de Lausanne	360
2. Sécurité et économie	360
Fondation pour le commerce lausannois	360
Fondation urgences santé	360
Fondation pour l'innovation technologique	361
Fonds de prévoyance du Corps de la police municipale de Lausanne	361
3. Sports et cohésion sociale	361
Académie Internationale des Sciences et Techniques du Sport (AISTS)	361
Centre mondial du cyclisme	361
Fondation Centre Sport – Etudes	361
Fondation lausannoise d'aide par le travail (FLAT)	362
Fondation Olympique pour la Culture et le Patrimoine	362
Fondation Soins Lausanne	362
Fonds Edouard et Hortense Pache	362
4. Logement, environnement et architecture	363
Fondation Val Paisible	363
FMEL (Fondation Maisons pour Etudiants – Lausanne)	363
Fondation Daniel et Liliane Courvoisier	363
Fondation Lausannoise pour la Construction de Logements (FLCL)	364
Fondation Pro Habitat	364
FSLE (Fondation Solidarité Logement pour les Etudiants)	364
5. Enfance, jeunesse et quartiers	365
Fondation Bellet	365
Fondation de l'espace des inventions	365
Fondation La Pouponnière et l'Abri	365
Fondation Malley-Prairie	366
Fondation pour un Centre œcuménique et de quartier du Bois-Gentil	366
6. Finances et mobilité	366
Fondation pour un Centre d'Education permanente	366
Associations	366
1. Culture et développement urbain	366
Union mondiale des villes olympiques	366
Lausanne tourisme	367
3. Sports et cohésion sociale	367
Association pour la promotion de la course à pied en ville de Lausanne	367
Association Athletissima	367
Association 3×3 FIBA WorldTour	368
Association de la Journée lausannoise du vélo	368

Association «Tour de Romandie – épreuve de Lausanne»	368
Association des «Volontaires sportifs Lausannois»	368
Association du Lausanne Marathon	369
Association du Triathlon de Lausanne	369
Association Lausanne Inspiration 2020	369
4. logement, environnement et architecture	370
Association Jorat Parc naturel	370
5. Services industriels	370
Communauté d'intérêt pour la formation des électriciens de réseau (CIFER)	370
Distributeurs multi-fluides romands (MULTIDIS)	370
Société des Gaziers de la Suisse romande	370
Coopératives	371
4. Logement, environnement et architecture	371
Société coopérative d'habitation des employés du rail	371
Boipac – Société coopérative	371
Coopérative Cité Derrière	371
Coopérative Tunnel-Riponne	371
L'Habitation Féminine Société Coopérative	372
Logacop société coopérative	372
Logement idéal	372
S.C. Avenue Vinet 31	373
S.C.I. Clair Logis Lausanne B	373
Société coopérative des sites et espaces verts de la région lausannoise	373
Société coopérative d'habitation Lausanne (SCHL)	373
Société Coopérative d'Habitation Unia	374
SODEFOR société coopérative	374
Fondations et entreprises de droit public	374
1. Culture et développement urbain	374
Fondation pour l'enseignement de la musique	374
Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (CPCL)	375
3. Sports et cohésion sociale	375
Caisse cantonale vaudoise de compensation AVS/AI/APG	375
5. Enfance, jeunesse et quartiers	375
Fondation pour l'accueil de jour des enfants	375

Registre des représentants de la Ville de Lausanne et des objectifs stratégiques liés aux participations – Etat au 31 décembre 2021

Sociétés Anonymes (S.A.)**1. Culture et développement urbain****Beaulieu S.A.**

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président du CA	Syndic	Junod, Grégoire
Administrateur	Chef du Service des finances	Bourquin, Emmanuel
Secrétaire (hors CA)	Conseiller stratégique	Bernard, Fabrice

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer la bonne marche et le développement du site de Beaulieu conformément au préavis N° 2018/60	Gérer et exploiter le complexe immobilier du Palais de Beaulieu et accompagner la Municipalité dans le développement du périmètre des halles nord et du front Jomini

SI Conservatoire Lausanne S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Syndic	Junod, Grégoire
Administrateur	Conseiller municipal EJQ	Payot, David

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer la bonne gestion immobilière d'un immeuble dont la mission est d'accueillir une école de musique au sens de la LEM	<ul style="list-style-type: none"> — Offrir des locaux adaptés à l'enseignement de la musique et des conditions locatives au prix coûtant, tenant compte des besoins de financement, d'entretien et d'amortissement du bâtiment — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne, unique entité finançant le loyer de l'école de musique — Disposer d'un suivi de l'état du bâtiment et des rénovations en cours et futures

SI EJMA Lausanne S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Adjointe administrative – Ecoles de musique	Breitenstein Knobel, Maya
Vice-Président	Adjoint au chef du service ARLO	Salyador, Ahmet

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer la bonne gestion immobilière d'un immeuble dont la mission est d'accueillir une école de musique au sens de la LEM	<ul style="list-style-type: none"> — Offrir des locaux adaptés à l'enseignement de la musique et des conditions locatives au prix coûtant, tenant compte des besoins de financement, d'entretien et d'amortissement du bâtiment — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne, unique entité finançant le loyer de l'école de musique — Disposer d'un suivi de l'état du bâtiment et des rénovations en cours et futures

Vaud-Fribourg TV S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller stratégique	Bernard, Fabrice
Administrateur-trice		Vacant

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Fournir une information locale de qualité	<ul style="list-style-type: none"> — Offrir un média télévisuel de service public régional, produisant et diffusant des contenus destinés à couvrir l'actualité locale pour en informer la population lausannoise — Assurer un modèle médiatique indépendant des critères politiques ou d'audience, plaçant le critère commercial en second plan

2. Sécurité et économie**Biopôle S.A.**

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer l'activité économique sur les terrains du plan d'affectation cantonal n° 309 «Vennes»	Favoriser l'implantation d'activités à forte valeur ajoutée, principalement dans le domaine biologique et médical, accessoirement dans d'autres technologies, ainsi que de quartiers généraux, y compris à vocation internationale et de tourisme d'affaires

Epura S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Vice-président	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier
Administrateur	Chef du Service des finances	Bourquin, Emmanuel
Administrateur	Chef du Service de l'eau	Apothéloz, Sébastien

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Garantir à la population lausannoise et aux communes de l'entente CISTEP un traitement performant des eaux usées, limitant au maximum l'impact des activités humaines sur le Léman, y compris du point de vue des micropolluants, dans le respect des normes en vigueur et à un coût raisonnable	<ul style="list-style-type: none"> — Maintenir l'intégralité du capital de la société en mains lausannoises — S'assurer que les installations d'incinération permettent l'élimination des boues de la STEP et du périmètre de récolte dans le respect des normes, notamment de qualité de l'air — Offrir une infrastructure performante, durable, répondant aux besoins de l'exploitation et s'intégrant au mieux dans un site sensible — Maîtriser les coûts de construction et d'exploitation et assurer une bonne gestion administrative et financière de la société — S'assurer que l'exploitation des installations soit faite de manière efficiente, dans le respect des normes environnementales et en veillant à la santé et à la sécurité des travailleur-euse-s. Veiller à la bonne collaboration avec le Service de l'eau qui assure l'exploitation opérationnelle et les contacts avec les communes de l'entente CISTEP

Tunnel du Grand Saint-Bernard S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Ancien conseiller municipal	Français, Olivier

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer la mobilité transalpine	— Veiller à l'accessibilité, à la bonne gestion et à la sécurité d'une infrastructure routière stratégique — Mettre en œuvre la coopération régionale

3. Sports et cohésion sociale

Centre sportif de Malley S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Représentante externe	Marquis, Samira
Administratrice	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Administrateur	Représentant externe	Schaer, Claude
Administratrice	Conseillère juridique SMUN	Garcia, Linda
Administrateur	Adjoint au Chef du Service des sports	Robert, Yves

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Aspects financiers	S'assurer du respect des budgets d'investissement et d'exploitation
Développement du CSM	S'assurer du bon développement du CSM
Coordination	S'assurer d'une bonne coordination des activités du CSM avec celles du Service des sports de la Ville de Lausanne

Maison du Sport International S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Administrateur	Chef du Service des sports	Iseli, Patrice

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développement de la société	S'assurer du bon développement de la MSI au sein du réseau olympique
Aspects financiers	Veiller au respect des états locatifs
Coordination	Coordonner les activités des différents acteurs (locataires, copropriétaires, gérance, personnel, etc.) au sein de la MSI

4. Logement, environnement et architecture

Bâtir A S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – ARLO	Faucherre, Andrea
Administratrice	Responsable OCL – ARLO	Yenni Guignard, Sophie
Administrateur	Responsable coordination et assistance locataires – ARLO	Demarta, Gino

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré (LLM)	Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré (LLM) existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société

La Maison Ouvrière B S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Chargée de projets habitats et cadre de vie – ARLO	Doepper, Agnès

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

La Maison Ouvrière C S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Chargée de projets habitats et cadre de vie – ARLO	Doepper, Agnès

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

La Vidynette A S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Responsable OCL – ARLO	Yenni Guignard, Sophie

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Le Geai S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Responsable OCL – ARLO	Yenni Guignard, Sophie

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Logis familial S.A.**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Responsable OCL – ARLO	Yenni Guignard, Sophie

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Bâtir B S.A.**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Responsable coordination et assistance locataire – ARLO	Demarta, Gino

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Bâtir C S.A.**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Responsable coordination et assistance locataire – ARLO	Demarta, Gino

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

S.I. Tour d'Entrebois A S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Responsable OCL – ARLO	Yenni Guignard, Sophie

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté. Projet de rénovation d'une tour d'habitation à Entrebois.

SILL S.A. Société immobilière lausannoise de logement

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Conseillère municipale LEA	Litzistorf, Natacha
Administrateur	Economiste au sein du Service des finances	Feniello, Jean-Pierre
Administratrice	Membre du Conseil communal – membre politique	Eggl, Andrea
Administrateur	Membre du Conseil communal – membre politique	Ferrari, Yves
Administrateur	Membre du Conseil communal – membre politique	Noverraz, Pierre
Administratrice	Membre du Conseil communal – membre politique	Perrin, Sarra
Administrateur	Représentant externe – membre politique	Felli, Romain

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Logements seniors et étudiants	Développer de façon innovante des projets correspondant à ces deux cibles
Plaines-du-Loup	Inciter à une programmation logements adéquate et innovante et en suivre la mise en œuvre
Logements à loyer modéré (LLM)	Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré (LLM) existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté
Approbation des comptes	Examiner les comptes, les approuver

6. Finances et mobilité**Compagnie du chemin de fer Lausanne-Echallens-Bercher**

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Représentante externe	Rastogi Mayor, Swati

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développement et maintien du réseau	Développer et maintenir un réseau de transports publics répondant aux objectifs de mobilité, environnementaux et financiers de la Ville et de l'agglomération
Accessibilité et transit	Améliorer l'accessibilité de la Ville et le transit des passager-ère-s
Favoriser le report modal	Favoriser le report modal du véhicule individuel motorisé sur les transports publics

CRIDEC, Centre de ramassage et d'identification des déchets spéciaux S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef de service PUR	Beaudinot, Stéphane

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer l'élimination des déchets spéciaux et dangereux	Assurer l'élimination des déchets spéciaux et dangereux de la Ville en application des lois fédérales et cantonales et du plan cantonal de gestion des déchets

Gedrel S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Conseillère municipale FIM	Germond, Florence
Administrateur	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Secrétaire général (hors CA)	Chef du Service PUR	Beaudinot, Stéphane

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer l'exécution des obligations communales	Assurer l'exécution par Gedrel des tâches communales prescrites par la législation vaudoise sur la gestion des déchets et déléguées par la Ville
Soutien aux communes du périmètre	Encourager les communes au recyclage. Fournir documentation et information en matière de gestion des déchets. Veille technique

ISDS Oulens S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef de service PUR	Beaudinot, Stéphane

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Déchets spéciaux stabilisés	Assurer le stockage des déchets stabilisés dans l'installation
Conduire la société à cette cessation d'activité	— Terminer le remplissage des sillons dans le respect des normes environnementales — Préparer la société à sa cessation d'activité (remise en état du terrain, vente du matériel, etc.)

Parkings-Relais lausannois S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Conseillère municipale FIM	Germond, Florence
Administrateur	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Administratrice	Collaboratrice RM	Dethier, Daphné
Administrateur	Economiste au Service des finances	Feniello, Jean-Pierre

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développement et maintien	Développer et maintenir une infrastructure de stationnement répondant aux objectifs de mobilité, environnementaux et financiers de la Ville et de l'agglomération
Accessibilité et transit	Améliorer l'accessibilité de la Ville et le transit des passager-ère-s
Favoriser le report modal	Favoriser le report modal du véhicule individuel motorisé sur les transports publics

Transports publics de la Région Lausannoise S.A.**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur et membre du comité de direction	Syndic	Junod, Grégoire
Administrateur	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Administratrice	Conseillère municipal SCS	Moeschler, Emilie
Administratrice et membre du comité de direction	Conseillère municipale LEA	Litzistorf, Natacha
Administrateur	Conseiller municipal EJQ	Payot, David
Administratrice et membre du comité de direction	Conseillère municipale FIM	Germond, Florence
Administrateur	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développement et maintien	Développer et maintenir un réseau de transports publics répondant aux objectifs de mobilité, environnementaux et financiers de la Ville et de l'agglomération
Accessibilité et transit	Améliorer l'accessibilité de la Ville et le transit des passager-ère-s
Favoriser le report modal	Favoriser le report modal du véhicule individuel motorisé sur les transports publics

TRIDEL S.A. (via Gedrel S.A.)**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Conseillère municipale FIM	Germond, Florence

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer la valorisation des déchets lausannois	Assurer la valorisation thermique des déchets
Assurer l'élimination des déchets résiduels	Elimination des déchets résiduels en application des normes OLED
Améliorer le transport des déchets	Favoriser et développer le transport par le rail

Groupe CGN S.A.**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur-trice		Vacant

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer la mobilité lacustre et le développement d'une offre pendulaire de qualité	Renforcer l'offre pendulaire
Assurer le développement d'une offre touristique de qualité	Développer une offre touristique en lien avec le marché et les actions de Lausanne Tourisme
Veiller à la bonne intégration des activités de la CGN en lien avec l'aménagement des rives du lac dans les zones d'Ouchy et Bellerive	

7. Services industriels**AGEPP S.A. (via SI-REN S.A., EOS Holding S.A. et Romande Energie Holding S.A.)****Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier

Pas d'objectifs stratégiques: Les SIL ne communiquent pas d'objectifs stratégiques aux représentant-es des participations indirectes.

Boisy TV S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier
Administrateur	Chef du Service patrimoine	Rinaldi, Massimo
Administrateur	Chef du Service commercial	Surer, Marc-Antoine
Administratrice	Adjointe au Chef du Service des finances	Balet-Nicolet, Danièle

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Améliorer l'offre	Fournir des signaux multimédias à des câblo-opérateurs partenaires
Développer les marchés et prestations	Trouver de nouveaux marchés et développer de nouvelles prestations
Assurer une veille technologique	Suivre l'évolution technologique de saisie, de traitement et de fourniture des signaux

Cadouest S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier
Administrateur	Chef du Service patrimoine	Rinaldi, Massimo

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer le réseau de chauffage à distance dans l'ouest lausannois	Développer le réseau de chauffage à distance dans l'ouest lausannois, en tenant compte de la chaleur disponible fournie par les SIL, et contribuer ainsi à la réduction efficace des émissions de CO ₂ dans l'agglomération lausannoise
Améliorer le rendement financier	A terme, dégager un dividende de cette activité

EOS Holding S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier
Administrateur	Secrétaire général SIL	Waelti, Nicolas

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Défendre les intérêts de la Ville	<ul style="list-style-type: none"> — Poursuivre le développement des nouvelles énergies renouvelables en Europe — Favoriser de manière convergente et commune, les intérêts des actionnaires auprès d'Alpiq — Assurer des revenus à la Ville par le biais du dividende

Forces motrices de l'Aboyeu S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer la production électrique et la bonne gestion	<ul style="list-style-type: none"> — Produire de l'électricité de source hydraulique — Valoriser les compétences du personnel de Lavey et les équipements de suivi d'exploitation des SIL

Forces Motrices Hongrin-Léman S.A. (FMHL)

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef du Service patrimoine	Rinaldi, Massimo

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Fournir de l'énergie de réglage et assurer la rentabilité	Mettre à disposition de l'énergie de réglage pour la stabilité du réseau suisse, en dégagant une marge entre le coût du pompage et de production et le prix de vente de l'électricité

Gaznat S.A. Société pour l'Approvisionnement et le Transport du Gaz Naturel en Suisse

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier
Administrateur	Chef du Service commercial	Surer, Marc-Antoine

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer et optimiser l'approvisionnement en gaz	— Assurer au meilleur coût l'approvisionnement en gaz des SIL — Construire et exploiter les réseaux nécessaires au transport du gaz naturel en Suisse romande
Assurer les rendements financiers	— Assurer des revenus à la Ville par le biais d'un dividende — Inciter la société à être un acteur de la transition énergétique

LaZur Energie S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Chef du Service commercial	Surer, Marc-Antoine
Administrateur	Chef du Service production	Jaquet, Philippe

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Conclure un contracting pour le Centre sportif de Malley	Réaliser sous forme de contracting les infrastructures techniques du Centre sportif de Malley
Développer une politique énergétique exemplaire	Investir dans de nouveaux projets énergétiquement exemplaires de manière coordonnée et en fonction des activités dans ce domaine menées directement par les SIL
Assurer un retour sur investissement	A terme, assurer un retour sur investissement par le versement d'un dividende

LFO S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier
Administrateur	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Administrateur	Chef des Services partagés	Pichon, Florent
Administrateur	Chef du Service réseaux	Regamey, François
Administrateur	Chef du Service patrimoine	Rinaldi, Massimo
Administrateur	Chef du Service commercial	Cottier, Blaise

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Créer un réseau de fibre optique et exploiter un réseau hybride coaxial et fibre optique dans la perspective de le décomissionner	<ul style="list-style-type: none"> — Construire, exploiter et commercialiser un réseau de fibre optique — Exploiter un réseau hybride coaxial et fibre optique dans la perspective de le décomissionner — A terme, dégager un dividende de cette activité

MBR S.A.**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef du Service production	Jaquet, Philippe

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Produire de l'électricité de source hydraulique	<ul style="list-style-type: none"> — Produire de l'électricité à un prix aussi bas que possible tout en assurant la sécurité de l'aménagement. — Valoriser les compétences du personnel de Lavey et les équipements de suivi d'exploitation des SIL

Neo technologies S.A.**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Chef du Service commercial	Surer, Marc-Antoine
Administrateur	Chef des Services partagés	Pichon, Florent

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Répondre aux besoins des SIL en termes de services SAP	Proposer une palette de services SAP nécessaire au bon fonctionnement des SIL
Assurer un retour sur investissement	Dégager un dividende des activités de la société

Netplus.ch S.A.**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président	Chef du Service commercial	Surer, Marc-Antoine

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer l'offre et réduire les coûts	<ul style="list-style-type: none"> — Proposer une palette complète de service multimédia selon les attentes du marché et au meilleurs prix — Trouver et exploiter toutes les synergies de coûts entre les partenaires actionnaires

Petrosvibri S.A. (Via Gaznat S.A.)**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier
Administrateur	Chef du Service commercial	Surer, Marc-Antoine

Pas d'objectifs stratégiques: Les SIL ne communiquent pas d'objectifs stratégiques aux représentant-es des participations indirectes.

RhônEole S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef du Service production	Jaquet, Philippe
Administrateur	Directeur de la société SI-REN	Righetti, Xavier

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer l'énergie éolienne	<ul style="list-style-type: none"> — Développer l'énergie éolienne au coude de la Vallée du Rhône — Maintenir des relations étroites dans le domaine de l'énergie avec les communes valaisannes en amont de Lavey — Développer les compétences et connaissances éoliennes internes pour la Ville

Romande Energie S.A. (sur mandat du Canton de Vaud pour représenter les communes vaudoises)

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier

Pas d'objectifs stratégiques: Les SIL ne communiquent pas d'objectifs stratégiques aux représentant-es des participations indirectes.

Securelec-Vaud S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef du Service réseaux	Regamey, François
Administrateur	Chef de division – SIL	Chaveiro, João-Paulo

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Maintenir le savoir-faire dans le cadre des obligations légales d'un gestionnaire de réseau (OIBT, NIBT)	Disposer d'un partenaire expert en matière de sécurité et de conseil dans le domaine des installations électriques intérieures, permettant de maintenir le savoir-faire nécessaire aux activités des SiL dans le cadre des obligations légales d'un gestionnaire de réseau (OIBT, NIBT)
Développer l'offre pour assurer la pérennité	Faire évoluer les prestations pour assurer à la société une assise qui garantisse sa pérennité et la qualité de ses collaborateurs

SI-REN S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier
Vice-président	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Administrateur	Chef du Service production	Jaquet, Philippe
Administrateur	Chef du Service patrimoine	Rinaldi, Massimo
Administrateur	Chef du Service commercial	Cottier, Blaise

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer un parc de productions renouvelables locales	Développer un parc de productions renouvelables locales en complémentarité avec les projets menés directement par les SIL

Spontis S.A.

Représentant de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président	Secrétaire général SIL	Waelti, Nicolas

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer une plateforme d'achat et de logistique pour les entreprises actives dans le domaine de l'énergie	<ul style="list-style-type: none"> — Standardiser le matériel électrique des actionnaires et définir les meilleures pratiques pour diminuer les coûts — Réaliser des appels d'offres de marché public en foisonnant les besoins des actionnaires pour diminuer les coûts du matériel standardisé par effet de volume — Disposer d'une plateforme de commande efficace pour la planification des chantiers — Développer les activités de la société pour mutualiser les charges fixes

Swissgas S.A. (via Gaznat S.A.)

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef du Service commercial	Surer, Marc-Antoine

Pas d'objectifs stratégiques: Les SIL ne communiquent pas d'objectifs stratégiques aux représentant-es des participations indirectes.

Swisspower S.A.

Représentant de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef des Services partagés	Pichon, Florent

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Défendre les intérêts de la Ville	Défendre les intérêts de la Ville en matière de stratégie énergétique multifluide et durable (lobbying)

Fondations de droit privé**1. Culture et développement urbain****Cinémathèque suisse**

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires, notamment celles liées à la diffusion du patrimoine cinématographique — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Ecole de Jazz et de Musique Actuelle de Lausanne

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael
Membre du conseil et membre du comité de direction	Adjointe administrative – Ecoles de musique	Breitenstein Knobel, Maya

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Permettre aux Lausannois-e-s d'avoir accès et de recevoir une formation musicale non professionnelle de qualité — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

EML fondation Ecole de musique de Lausanne

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Cheffe du Service des écoles primaires et secondaires	De Kerchove, Barbara
Membre du conseil	Adjointe administrative – Ecoles de musique	Breitenstein Knobel, Maya

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Permettre, en priorité, aux Lausannois-e-s d'avoir accès et de recevoir une formation musicale non professionnelle de qualité — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation Arsenic

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation Bédart Ballet Lausanne

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président du conseil	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du conseil	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Membre du conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation Capitoile**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne gestion de la fondation	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller à la bonne coordination entre la Ville de Lausanne, la Cinémathèque suisse et la fondation — Veiller à la réussite de la recherche de fonds tiers permettant de concrétiser le financement des travaux du bâtiment Capitoile — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de la fondation

Fondation de la Haute Ecole de Musique Vaud Valais Fribourg et du Conservatoire de Lausanne**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Adjointe administrative – Ecoles de musique	Breitenstein Knobel, Maya

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Permettre, en priorité, aux Lausannois-e-s d'avoir accès et de recevoir une formation musicale non professionnelle de qualité — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation de l'Hermitage Donation Famille Bugnion**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation du Petit Théâtre de Lausanne**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président du conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation du Théâtre Boulimie

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation du Théâtre Kléber-Méleau

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président du conseil et vice-président du comité de direction	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du conseil et membre du comité de direction	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation Ensemble Vocal de Lausanne

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation Festival de la Cité

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Adjoint au chef du Service de la culture	Riou, Yann

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation Jean Monnet pour l'Europe**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil et membre du conseil exécutif	Secrétaire municipale adjointe	Darbellay, Patrizia

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Promouvoir la mémoire de Jean Monnet et les valeurs européennes	Promouvoir la mémoire de Jean Monnet et les valeurs européennes

Fondation pour l'art dramatique (Théâtre de Vidy)**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président du conseil et vice-président du comité de direction	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du conseil	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier
Membre du conseil et membre du comité de direction	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation pour l'art musical, lyrique et chorégraphique (Opéra de Lausanne)**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président du conseil et vice-président du comité de direction	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du conseil	Conseillère municipale LEA	Litzistorf, Natacha
Membre du conseil et membre du comité de direction	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation pour les musiques actuelles (Les Docks)**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Adjoint au chef du Service de la culture	Riou, Yann

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation romande pour la chanson et les musiques actuelles

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Adjoint au chef du Service de la culture	Riou, Yann

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de la fondation	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts des écoles de musique sises sur le territoire de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne affectation des subventions, pour garantir le rôle de la fondation conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de la fondation

Fondation romande pour le cinéma (Cinéforum)

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de la fondation	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de la fondation

Fondation Sinfonietta de Lausanne

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de la fondation	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de la fondation

Orchestre de chambre de Lausanne

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président du conseil et membre du comité	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du conseil	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier
Membre du conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de la fondation	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de la fondation

Fondation lausannoise pour le rayonnement de la BD

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Conseil	Cheffe de Service bibliothèques et archives	Roch, Nadia

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller à la bonne organisation du festival de la bande dessinée BDFIL à Lausanne — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de la fondation conformément aux buts assignés — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne et à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Centre de traduction littéraire de l'Université de Lausanne

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Conseil	Cheffe de service bibliothèques et archives	Roch, Nadia

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Promouvoir la traduction littéraire auprès du grand public dans le cadre de la collaboration Ville-université — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de la fondation conformément aux buts assignés

2. Sécurité et économie**Fondation pour le commerce lausannois**

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président et président ad interim	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Membre du conseil	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du conseil	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	Assurer la promotion et le développement du commerce et de l'économie lausannois, en vue de soutenir le commerce urbain et l'attractivité de Lausanne

Fondation urgences santé

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Chef du Service de protection et de sauvetage	Scherz, Sylvain

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Etre engagé aux côtés des différents acteurs publics ou parapublics de la santé vaudoise (DGS; CHUV; SVM; FHV, ...) dans la gestion de la FUS — Contribuer au suivi du bon fonctionnement de la FUS, avec pour la Ville un point de vigilance particulier sur le volet du 144 en tant que centrale de mobilisation de nos ambulances, du SMUR et du DPMA

Fondation pour l'innovation technologique

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Responsable projets SIL	Marc Pellerin

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Apporter un soutien au développement de projets à contenu technologique innovant	Soutien à des projets émanant d'une Haute école suisse, mais également d'autres projets, lesquels ont de grandes chances d'aboutir à la création ou au développement d'entreprises

Fonds de prévoyance du Corps de la police municipale de Lausanne

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Vice-président	Commandant du Corps de police	Botteron, Olivier
Membre du conseil	Responsable financier – CP	Golay, Antoine

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	Contribuer au resserrement des liens des membres du Corps de police et de leurs familles

3. Sports et cohésion sociale**Académie Internationale des Sciences et Techniques du Sport (AISTS)**

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Coordination	Promouvoir la formation des futurs responsables/managers dans le domaine du sport

Centre mondial du cyclisme

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Chef du Service des sports	Iseli, Patrice

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Coordination	— S'assurer de l'accessibilité du centre pour les sportifs lausannois — S'assurer du bon développement du centre en cohérence avec les acteurs, les manifestations et les projets lausannois

Fondation Centre Sport – Etudes

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-présidente	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Membre du conseil	Chef du Service des sports	Iseli, Patrice

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Coordination	Accueillir des jeunes gens de 15 à 20 ans (filles et garçons) qui se dirigent vers une carrière sportive de haut niveau. Ces jeunes sportifs-ves poursuivent une formation scolaire ou professionnelle tout en bénéficiant des entraînements sportifs dispensés au sein de leur club, d'un suivi pédagogique, d'un suivi scolaire et de cours de formation. Ils ont la possibilité d'être admis comme internes ou comme externes
Aspects financiers	S'assurer du respect du budget de fonctionnement du CSEL

Fondation lausannoise d'aide par le travail (FLAT)**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente du conseil	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Membre du conseil	Chef de l'ORP	Steffan, Thomas
Secrétaire du conseil (hors CA)	Collaboratrice ST	Sibaï, Mayssam

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne utilisation des fonds pour garantir les buts de la Fondation	Etudier les demandes de soutien financier en vue de la reconversion professionnelle
Aspects financiers	Participer aux décisions dans le cadre du budget alloué

Fondation Olympique pour la Culture et le Patrimoine**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer le rayonnement du Musée Olympique	Soutenir les manifestations et expositions du Musée Olympique et favoriser les contacts avec la Ville

Fondation Soins Lausanne**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-présidente	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Soutenir les prestations de maintien à domicile	— Etre engagé aux côtés de l'Etat et des autres associations régionales dans la gestion de l'AVASAD (Association vaudoise des soins à domicile) — S'assurer de la bonne intégration des CMS sur le territoire de la Ville de Lausanne

Fonds Edouard et Hortense Pache**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente du conseil	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Membre du conseil	Responsable des finances – SSL	Salm, Thierry
Membre du conseil	Adjointe administrative – SFIN	Huber, Elisabeth

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Coordination	Gérer la fondation conformément aux statuts
Aspects financiers	S'assurer de l'équilibre financier du fonds

4. Logement, environnement et architecture

Fondation Val Paisible

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Responsable de la politique du logement – ARLO	Pelouas, Liliya

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	Planification de la rénovation de leurs immeubles et suivi des locataires entrants

FMEL (Fondation Maisons pour Etudiants – Lausanne)

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – ARLO	Faucherre, Andrea

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Nouveaux projets	Développer et accompagner des projets innovants pour le public-cible visé
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Fondation Daniel et Liliane Courvoisier

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Responsable de la politique du logement – ARLO	Pelouas, Liliya

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Fondation Lausannoise pour la Construction de Logements (FLCL)**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Représentant externe – membre politique	Morandi, Renato
Membre du Conseil	Cheffe de l'unité action sociale logement – ARLO	Ferret, Rachel
Membre du conseil	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – ARLO	Faucherre, Andrea
Membre du conseil	Membre du Conseil communal – membre politique	Hubler, Alain
Membre du conseil	Membre du Conseil communal – membre politique	Philippoz, Roland
Membre du conseil	Membre du Conseil communal – membre politique	Nicoud, Catherine
Membre du conseil	Membre du Conseil communal – membre politique	Béguin, Jean-Marc
Membre du conseil	Membre du Conseil communal – membre politique	Perrin, Charles-Denis
Membre du conseil	Membre du Conseil communal – membre politique	Christe, Valentin

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Comité de direction	Participer au Comité de direction afin de pouvoir influencer les projets dans le sens de la politique du logement et de l'habitat souhaitée par la Ville de Lausanne
Logements d'utilité publique (LUP) Plaines-du-Loup	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés Assurer une programmation logements adéquate et innovante et en vérifier sa mise en œuvre
Logements à loyer modéré	Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré (LLM) existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Fondation Pro Habitat**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Chargée de projet habitat et cadre de vie – ARLO	Doepper, Agnès
Membre du conseil	Responsable OCL – ARLO	Yenni Guignard, Sophie

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP) LLM	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Plaines-du-Loup	Assurer une programmation logements adéquate et innovante et en vérifier sa mise en œuvre
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

FSLE (Fondation Solidarité Logement pour les Etudiants)**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Responsable de la politique du logement – ARLO	Pelouas, Liliya

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Pas de caution	Initier un projet pilote sur quelques appartements pour permettre l'accès au logement étudiant sans passer par une garantie
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

5. Enfance, jeunesse et quartiers

Fondation Bellet

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil		Vacant

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne gouvernance de l'institution dans le respect de la charte du Réseau d'accueil de jour de Lausanne	Soutenir, accompagner et conseiller les institutions dans leur projet et missions d'accueil de jour de l'enfance

Fondation de l'espace des inventions

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Conseiller municipal EJQ	Payot, David
Membre du conseil	Secrétaire générale EJQ	Papaux, Estelle

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	Proposer des expositions d'éveil scientifique comprenant des séances d'accompagnement pour les jeunes Lausannois-e-s
	Concevoir, réaliser et présenter un programme d'éveil culturel pour les enfants de 4 à 10 ans
	Organiser et animer les centres aérés de la Vallée de la Jeunesse et de Sauvablin durant les vacances d'été et d'automne
	Organiser des ateliers sciences dans le cadre des centres aérés urbains lausannois

Fondation La Pouponnière et l'Abri

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil		Vacant

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne gouvernance de l'institution dans le respect de la charte du Réseau d'accueil de jour de Lausanne	Soutenir, accompagner et conseiller les institutions dans leur projet et missions d'accueil de jour de l'enfance

Fondation Malley-Prairie

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Adjointe à la cheffe du secteur préscolaire	Denisart, Valérie

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne gouvernance de l'institution dans le respect de la charte du Réseau d'accueil de jour de Lausanne	Soutenir, accompagner et conseiller les institutions dans leur projet et missions d'accueil de jour de l'enfance

Fondation pour un Centre œcuménique et de quartier du Bois-Gentil

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Conseiller municipal EJQ	Payot, David
Membre du conseil	Adjointe à la secrétaire générale EJQ	Kurz, Elsa

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Construction d'un centre œcuménique et de quartier	Participer à la construction sur un terrain de la Ville de Lausanne, assurer l'exploitation et la mise à disposition

6. Finances et mobilité**Fondation pour un Centre d'Education permanente**

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Cheffe du Service du personnel	Stanimirovic, Vesna

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Compétences professionnelles du personnel de la Ville de Lausanne (fonctionnaires et employés permanents)	Assurer le développement et le maintien des compétences professionnelles des fonctionnaires de la Commune
Gestion RH dans la fonction publique	Soutenir la recherche en gestion et développement des ressources humaines dans la fonction publique

Associations**1. Culture et développement urbain****Union mondiale des villes olympiques**

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du comité exécutif	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Secrétaire générale (hors CA)	Responsable des relations internationales	Duparc, Mélanie

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer les échanges entre villes autour de l'héritage olympique et du sport comme outil de politique publique	<ul style="list-style-type: none"> — Promouvoir le rôle du sport dans le développement durable des villes — Faciliter et maintenir un dialogue entre les villes ayant ou étant sur le point d'héberger les Jeux Olympiques — Assurer la bonne marche de l'association dont Lausanne assure la présidence — Animer le réseau Smart Cities & Sports

Lausanne tourisme**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-présidente du comité	Syndic	Junod, Grégoire

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Promouvoir le tourisme à Lausanne — Porter une réflexion sur le périmètre des activités de tourisme post-crise, fixer des objectifs et valider un plan global pour le secteur — Actualiser les modalités de collaboration entre la Ville et Lausanne Tourisme — Mobiliser l'ensemble des acteurs concernés par le tourisme autour du plan défini pour le secteur

3. Sports et cohésion sociale**Association pour la promotion de la course à pied en ville de Lausanne****Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente du comité directeur	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Vice-président du comité directeur	Chef du Service des sports	Iseli, Patrice
Membre du comité directeur	Resp. des manifestations sportives	Schaub, Patrice

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Promouvoir la course à pied à Lausanne	Organiser, annuellement, diverses courses pédestres populaires dont notamment celles connues sous le nom: 20 km de Lausanne, Course Capitale Olympique et Christmas Run
Aspects financiers	S'assurer du respect des budgets de fonctionnement de ces manifestations sportives

Association Athletissima**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du comité directeur	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la ville de Lausanne en faveur de l'Association	Organiser entre autre, annuellement, un meeting international d'athlétisme de la Diamond League, connu sous le nom Athletissima dans une infrastructure communale, le Stade de la Pontaise
Aspects financiers	S'assurer du respect du budget de fonctionnement de cette manifestation

Association 3×3 FIBA WorldTour**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du comité directeur	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Membre du comité directeur	Chef du Service des sports	Iseli, Patrice
Membre du comité directeur	Resp. des manifestations sportives	Schaub, Patrice

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la ville de Lausanne en faveur de l'Association	Soutenir, annuellement, une manifestation internationale de basket 3×3, connu sous le nom: Lausanne 3×3 FIBA World Tour
Aspects financiers	S'assurer du respect du budget de fonctionnement de cette manifestation

Association de la Journée lausannoise du vélo**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président du comité d'organisation	Chef du Service des sports	Iseli, Patrice
Vice-président du CO	Resp. des manifestations sportives	Schaub, Patrice
Secrétaire générale (hors CO)	Assistante administrative – SPORTS	Salerno, Elodie

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Coordination	Organiser, annuellement, une manifestation cyclotouriste, connue sous le nom Journée lausannoise du vélo
Aspects financiers	S'assurer du respect du budget de fonctionnement de cette manifestation sportive

Association «Tour de Romandie – épreuve de Lausanne»**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente du comité directeur	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Membre du comité directeur	Chef du Service des sports	Iseli, Patrice
Secrétaire général (hors CD)	Resp. des manifestations sportives	Schaub, Patrice

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Promouvoir le cyclisme	Organiser à Lausanne une étape ou le prologue du Tour de Romandie
Aspects financiers	S'assurer du respect du budget de fonctionnement de cette étape lausannoise

Association des «Volontaires sportifs Lausannois»**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente du comité directeur	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Membre du comité directeur	Chef du Service des sports	Iseli, Patrice
Secrétaire général (hors CD)	Resp. des manifestations sportives	Schaub, Patrice

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Coordination	Encourager, soutenir et développer le volontariat sportif avec pour objectif la constitution et l'animation d'un réseau de volontaires pour le soutien des activités des associations et clubs sportifs lausannois
Aspects financiers	S'assurer du respect du budget de fonctionnement de cette association

Association du Lausanne Marathon**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Membre	Resp. des manifestations sportives	Schaub, Patrice

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Coordination	Organiser, annuellement, les différentes épreuves du Lausanne Marathon
Aspects financiers	S'assurer du respect du budget de fonctionnement de cette manifestation sportive

Association du Triathlon de Lausanne**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente du comité directeur	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Vice-président du comité directeur	Commandant du Corps de police	Botteron, Olivier
Membre du comité directeur	Chef du Service de protection et de sauvetage	Scherz, Sylvain
Membre du comité directeur	Chef du Service des sports	Iseli, Patrice
Membre du comité directeur	Resp. des manifestations sportives	Schaub, Patrice
Membre du comité directeur	Administratrice d'événements	Kellerhals, Aline

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Coordination	Organiser, annuellement, une épreuve internationale et/ou une épreuve populaire, connues sous le nom Triathlon de Lausanne
Aspects financiers	S'assurer du respect du budget de fonctionnement de cette manifestation

Association Lausanne Inspiration 2020**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du comité		Vacant
Membre du comité	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael
Membre du comité	Chef du Service des sports	Iseli, Patrice

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Coordination et contrôle financier	Organiser des manifestations publiques et gratuites au sein de la Ville alliant sports, culture et intégration
Aspects financiers et organisationnels	S'assurer du respect du budget de fonctionnement de ces manifestations et de financements suffisants par rapport aux charges. Superviser l'organisation des manifestations

4. logement, environnement et architecture

Association Jorat Parc naturel

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du comité	Conseillère municipale LEA	Litzistorf, Natacha
Membre du comité	Chef de service SPADOM	Balestra, Etienne

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — S'assurer de la gestion, de la promotion et du développement du Parc naturel du Jorat, dans le cadre d'un développement durable du massif joratois — S'assurer du respect du budget du Parc naturel du Jorat

5. Services industriels

Communauté d'intérêt pour la formation des électriciens de réseau (CIFER)

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du comité	Chef du Service réseaux	Regamey, François

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	Valoriser le métier d'électriciens de réseau par la formation duale, la formation supérieure et la formation continue

Distributeurs multi-fluides romands (MULTIDIS)

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Chef du Service commercial	Surer, Marc-Antoine

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Défendre les intérêts de la Ville	Défendre les intérêts de la Ville au sein de la branche électrique romande et à travers elle au sein de l'Association suisse des électriciens (AES)
Assurer la veille technologique	Etre informé des évolutions réglementaires et technique dans le domaine de l'électricité avec une analyse du point de vue des acteurs multifluides

Société des Gaziers de la Suisse romande

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du comité	Chef du Service patrimoine	Rinaldi, Massimo

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Défendre les intérêts de la Ville et assurer la veille législative et réglementaire	<ul style="list-style-type: none"> — Défendre les intérêts de la Ville au sein de la branche gazière romande et à travers elle au sein de l'Association suisse de l'industrie gazière (ASIG) — Etre informé des évolutions réglementaires et technique dans le domaine du gaz — Inciter la société à être un acteur de la transition énergétique

Coopératives

4. Logement, environnement et architecture

Société coopérative d'habitation des employés du rail

Représentant.e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Chargée de projet habitat et cadre de vie – ARLO	Doeppe, Agnès

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés — Développer et accompagner des projets innovants pour le public-cible visé — Assurer une programmation de logements adéquate et innovante et en vérifier sa mise en œuvre — S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs-trices et de l'approbation des comptes par l'Assemblée générale — S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société et s'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Boipac – Société coopérative

Représentant.e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Garde forestier au SPADOM	Bourgeois, Frédéric

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Contrôle des coûts d'entretien du parc à grumes	Contrôler l'évolution des coûts d'entretien liés à l'usure du parc à grumes. A moyen terme, décider de la fermeture du parc
Développement de nouveaux projets pour la coopérative après la fermeture du parc à grumes	Etudier des projets en vue de continuer à soutenir la filière bois vaudoise

Coopérative Cité Derrière

Représentant.e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice ad interim	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – ARLO	Faucherre, Andrea

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré (LLM)	Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré (LLM) existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Coopérative Tunnel-Riponne

Représentant.e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Responsable coordination et assistance locataire – ARLO	Demarta, Gino

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

L'Habitation Féminine Société Coopérative**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Adjoint administratif – SLG	Demarta, Gino

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Logacop société coopérative**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Adjoint administratif – SLG	Demarta, Gino

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré (LLM)	Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré (LLM) existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Logement idéal**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – ARLO	Faucherre, Andrea

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Plaines-du-Loup	Assurer une programmation logements adéquate et innovante et en vérifier sa mise en œuvre
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

S.C. Avenue Vinet 31

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Responsable coordination et assistance locataire – ARLO	Demarta, Gino

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

S.C.I. Clair Logis Lausanne B

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Responsable OCL – ARLO	Yenni Guignard, Sophie

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté; Projet de rénovation d'une tour d'habitation à Entrebois

Société coopérative des sites et espaces verts de la région lausannoise

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du comité	Conseillère municipale LEA	Litzistorf, Natacha
Membre du comité	Chef de service SPADOM	Balestra, Etienne

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Concourir à la protection et au développement des sites et espaces verts d'intérêt local ou général régional compris dans le rayon de la société	<ul style="list-style-type: none"> — Acquérir des immeubles menacés — Faire inscrire en faveur de la Commune de Lausanne ou en faveur de la commune de situation, des immeubles, des servitudes de restrictions de droit à bâtir ou d'interdiction de bâtir — Par le moyen de subventions, permettre d'indemniser des propriétaires touchés par les mesures de protection de sites et espaces verts — Soutenir des sociétés ou organismes dont le but correspond à celui de la société — Participer au financement de projets d'aménagements d'espaces verts divers, comme les platanes de la place Chauderon (1995) ou Lausanne Jardins 97, 2000, 2009, 2014.

Société coopérative d'habitation Lausanne (SCHL)

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – ARLO	Faucherre, Andrea

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Plaines-du-Loup	Inciter à une programmation logements adéquate et innovante et s'informer de la mise en œuvre
Logements à loyer modéré (LLM)	Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré (LLM) existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Société Coopérative d'Habitation Unia**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Chargée de projet habitat et cadre de vie – ARLO	Doepper, Agnès

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

SODEFOR société coopérative**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef de l'unité Forêts SPADOM	Détraz, Matthieu

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Contrôle des coûts d'entretien des moyens d'exploitation	Contrôler l'évolution des coûts d'entretien liés à l'usure du camion
Etude de nouveaux projets et de nouvelles technologies permettant de valoriser le bois énergie	
Optimisation de moyen	Coopérative propriétaire d'une déchiqueteuse mobile, utilisée pour la production de plaquettes en bois pour la chaufferie de la Tuilière. La Ville n'a pas suffisamment de besoins pour être propriétaire toute seule d'une telle machine

Fondations et entreprises de droit public**1. Culture et développement urbain****Fondation pour l'enseignement de la musique****Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Adjointe au service de la culture	Breitenstein Knobel, Maya

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de la fondation	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts des écoles de musique sises sur le territoire de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne affectation des subventions, pour garantir le rôle de la fondation conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de la fondation

Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (CPCL)

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-présidente du comité	Conseillère municipale FIM	Germond, Florence
Administrateur	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Administrateur	Syndic	Junod, Grégoire
Administrateur	Représentant externe	Hirsig, Gérald

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Assurer que les objectifs de prévoyance et ceux de rendement soient remplis — Veiller à la bonne gestion du patrimoine — Veiller à atteindre le niveau de couverture requis et le niveau de rendement nécessaire — Veiller à la prise en compte des critères ESG (environnement, social et gouvernance) dans la gestion du patrimoine

3. Sports et cohésion sociale

Caisse cantonale vaudoise de compensation AVS/AI/APG

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Ancien Municipal	Tosato, Oscar

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Opérationnel	Veiller au respect des prescriptions concernant les versements aux bénéficiaires des prestations AVS/AI et à la bonne coordination avec la caisse AVS/AI de Lausanne

5. Enfance, jeunesse et quartiers

Fondation pour l'accueil de jour des enfants

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président du conseil	Conseiller municipal EJQ	Payot, David

Pas d'objectifs stratégiques. Les membres du Conseil de Fondation sont formellement nommés par le Conseil d'Etat. Dans ce type de cas, la Municipalité n'assigne d'objectifs stratégiques que lorsqu'elle détient une participation financière dans l'entité, ce qui n'est pas le cas de la FAJE.



Glossaire

APEMS	Accueil pour enfants en milieu scolaire
ARCH	Service d'architecture
BAVL	Service bibliothèques et archives de la Ville
BEST	Bien-être et santé au travail
CADA	Service du cadastre
CC	Conseil communal
CD	Direction de la culture et du développement urbain
CDAP	Cour de droit administratif et public
CECB	Certificat énergétique cantonal des bâtiments
CFL	Contrôle des finances de la Ville de Lausanne
CH	Service du contrôle des habitants
CHUV	Centre hospitalier universitaire vaudois
COFIN	Commission permanente des finances
COGES	Commission permanente de gestion
COM	Service commercial
CP	Corps de police
CPCL	Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne
CSR	Centre social régional
CULT	Service de la culture
CVE	Centre de vie enfantine
DSST	Santé et sécurité au travail
(EM-) DIAM	(Etat-Major) Directives d'intervention en cas d'accident majeur
EAU	Service de l'eau
ECA	Etablissement d'assurance contre l'incendie et les éléments naturels du Canton de Vaud
ECAL	Ecole cantonale d'art de Lausanne
ECO	Service de l'économie
EESP	Ecole d'études sociales et pédagogiques
EGADIV	Egalité & diversité au sein de l'administration
EJMA	Ecole de jazz et de musique actuelle
EJQ	Direction de l'enfance, de la jeunesse et des quartiers
EML	Ecole de Musique Lausanne
EPFL	Ecole polytechnique fédérale de Lausanne
EVAM	Etablissement vaudois d'accueil des migrants
FIM	Direction des finances et de la mobilité
HEMU	Haute école de musique de Lausanne
JOJ	Jeux Olympiques de la Jeunesse d'hiver
LEA	Direction du logement, de l'environnement et de l'architecture
MCBA	Musée cantonal des Beaux-Arts
OFSP	Office fédéral de santé publique
OMS	Organisation mondiale de la santé
PALM	Projet d'agglomération Lausanne – Morges
PAT	Service patrimoines

PPA	Plan partiel d'affectation
PRO	Service production
PUR	Service de la propreté urbaine
RES	Service réseaux
Réseau-L	Réseau d'accueil de jour de l'enfance de Lausanne
RM	Service des routes et de la mobilité
SPE	Service de la petite enfance
SALV	Service achat et logistique Ville
SAS	Service des assurances sociales
SCS	Direction des sports et de la cohésion sociale
SE	Direction de la sécurité et de l'économie
SEP+S	Service des écoles primaires et secondaires
SFIN	Service des finances
SGCD	Secrétariat général culture et développement urbain
SGEJQ	Secrétariat général enfance, jeunesse et quartiers
SGFIM	Secrétariat général finances et mobilité
SGLEA	Secrétariat général logement, environnement et architecture
SGSCS	Secrétariat général sports et cohésion sociale
SGSE	Secrétariat général sécurité et économie
SGSIL	Secrétariat général services industriels
SIL	Direction des services industriels
SILL S.A.	Société immobilière lausannoise de logement
SLG	Service du logement et des gérances
SMUN	Secrétariat municipal
SOI	Service d'organisation et d'informatique
SPADOM	Service des parcs et domaines
SPAR	Services partagés
SPEL	Service du personnel
SPORTS	Service des sports
SPS	Service de psychologie scolaire
SPSL	Service de protection et sauvetage
SSL	Service social Lausanne
SSPR	Service de santé et prévention
ST	Service du travail
STEP	Station d'épuration
SUVA	Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents
TRIDEL	Usine de valorisation thermique et électrique des déchets
UNIL	Université de Lausanne
URB	Service de l'urbanisme

Hôtel de Ville
place de la Palud 2
Case postale 6904
1002 Lausanne

www.lausanne.ch

T +41 21 315 22 15
secretariatmunicipal@lausanne.ch